

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 46-47-48

JANVIER-FEVRIER-MARS 1989

**Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, italien, espagnol et turc.**

**Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF**

**Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN**

**numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285**

**INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64**

SOMMAIRE :

CONFERENCE SUR LES ARMES CHIMIQUES

LA DEROUTE D'OZAL AUX ELECTIONS MUNICIPALES TURQUES

IRAK : LE REGIME MARTYRISE MEME LES ENFANTS

**WASHINGTON LE RAPPORT ANNUEL DU DEPARTEMENT D'ETAT
DENONCE LE SORT DES KURDES EN IRAK**

TURQUIE : NOUVELLES RAFLES DANS LES PROVINCES KURDES

**LONDRES : UN RAPPORT ACCABLANTE D'AMNESTY SUR LES "ABUS
BRUTAUX ET SYSTEMATIQUES DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE".**

**ANKARA : UN DEPUTE KURDE EXCLU DE SON PARTI POUR DES PROPOS
TENUS A STRABOURG.**

LE NUMERO FRANCAIS DE STUDIA KURDICA

PUBLICATIONS RECENTES

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

CONFERENCE SUR LES ARMES CHIMIQUES

A l'appel de la France, une conférence internationale sur les armes chimiques s'est tenue du 7 au 11 janvier à Paris.

149 pays ont participé à ces assises, dont 80 représentés par leurs ministres des affaires étrangères. Convoquée à la suite de la vive émotion suscitée dans l'opinion publique internationale par le gazage des Kurdes en Irak, la conférence n'a pas admis ceux-ci, ni en qualité de témoins ni en tant qu'observateurs. En réponse à une question de Monsieur Bernard STASI, ancien ministre, vice-président du CDS, Mme Edwige AVICE, ministre délégué aux affaires étrangères a déclaré le 22 décembre à l'Assemblée Nationale, que "tout en étant attentive à la situation de l'importante communauté kurde en Irak, la France ne pouvait pas recevoir de délégation kurde". La conférence, a-t-elle ajouté "ne sera pas un tribunal et sera exclusivement ouverte aux Etats".

Elle n'a effectivement pas été un tribunal. Sans complexe, l'Irak s'est même offert le luxe, par la voix de son président, Saddam Hussein, de déclarer le 6 janvier : "notre engagement à respecter le protocole de Genève (sur l'interdiction des armes chimiques) ne signifie nullement que nous sommes prêts à négliger les moyens d'assurer notre sécurité". Autrement dit, interdiction ou pas, il n'entend pas renoncer à la fabrication et à l'usage des armes chimiques.

Tout le long de la conférence, le ministre irakien des affaires étrangères, soutenu par les représentants des autres Etats arabes, a tenté de lier un accord sur la prohibition des armes chimiques

et bactériologiques à l'interdiction des armes nucléaires, ce qui, étant donné les réalités géo-stratégiques actuelles, revenait à remettre aux calendes grecques l'interdiction des armes chimiques. Ces manoeuvres ont finalement échoué : la conférence a adopté une déclaration finale par laquelle les pays signataires s'engagent solennellement à respecter le Protocole de Genève de 1925 interdisant l'usage des armes chimiques et bactériologiques, et à compléter, "à une date rapprochée", ce Protocole par une convention interdisant également la mise au point, la fabrication et le stockage de ces armes ainsi que la destruction des stocks existants.

Le rappel solennel et unanime des grands principes déjà inscrits dans le Protocole de Genève de 1925 est certainement très utile. Cependant, en l'absence de mécanisme de vérification et de sanction, rien n'empêche à l'heure actuelle l'Irak, l'Iran ou un autre Etat du Proche-Orient à avoir recours à ces armes de destruction massive. Les mesures décisives sont remises aux négociations de Genève, qui durent depuis plus de 20 ans, pour l'élaboration d'une nouvelle Convention internationale. Monsieur Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères et, à ce titre, président de la Conférence de Paris, a affirmé que "dans l'esprit des participants à la conférence de Paris, ces négociations devraient s'achever en 1990" (cf. notre revue de presse, pp.1-28)

LA DEROUTE DU PARTI D'OZAL

Les élections municipales turques du 26 mars se sont soldées par la déroute du parti de la Mère-Patrie (ANAP) du premier ministre Turgut Ozal. Avec 21,9 % des suffrages exprimés et 2 des 67 grandes municipalités du pays, ce parti arrive en 3ème position, derrière le Parti populiste social-démocrate (SHP) d'Erdal İnönü qui obtient 28,4 % des voix et 40 grandes villes et le Parti de la Juste Voie (DYP) de l'ancien premier ministre Süleyman Demirel qui enregistre un score de 25,4 % de votes et 16 grandes villes. En moins de 2 ans, le parti au pouvoir aura ainsi perdu près de la moitié de son électorat, en passant de 36,3 % des voix aux élections législatives de 1987 à 21,9 % actuellement.

Monsieur Demirel, deux fois déposé par des coups d'Etat (en 1971 et en 1980) s'affirme à nouveau comme leader de la droite turque. Le parti de la prospérité (RP), de tendance religieuse, arrive en quatrième position avec 9,9 % des suffrages et 5 grandes municipalités devançant le Parti du socialisme démocratique (DSP de l'ancien premier ministre social démocrate Bulent Ecevit, qui n'obtint que 8,9 % des suffrages. Même l'extrême droite fascisante a pu se présenter à ces élections où elle a obtenu 4,2 %. En revanche, en raison d'interdictions constitutionnelles et légales, aucune formation kurde n'a pu participer au scrutin. Dans ce contexte, la plupart des militants kurdes se sont présentés sous les couleurs du SHP qui a remporté un large succès dans les provinces kurdes.

La victoire relative du SHP est des plus fragiles. Tirailé entre plusieurs factions, ce parti n'a pas encore d'identité bien définie et manque de rigueur dans la défense des principes démocratiques. Son attitude envers la question kurde demeure très frileuse. Il y a quelques semaines, il a exclu de ses rangs l'un de ses députés, Ibrahim Aksoy, qui, dans une intervention devant le Parlement européen, s'était prononcé en faveur d'une autonomie culturelle pour les Kurdes de Turquie. En raison de son image floue et de son manque de crédibilité, malgré une conjoncture particulièrement favorable, ce SHP n'a pu avancer que de 4 points, la droite étant largement majoritaire dans le pays. Ensemble, les deux partis turcs se réclamant de la social-démocratie, totalisent 37,3 % des voix qui, avec la loi électorale actuelle pourraient théoriquement leur permettre d'obtenir la majorité des sièges au Parlement, si ces voix pouvaient s'additionner. Mais la guerre des chefs empêche pour le moment une telle éventualité.

De son côté, M. Özal paie les conséquences néfastes de sa politique économique. Le pouvoir d'achat des couches populaires se dégrade de mois en mois en raison d'une inflation avoisinant 87 % par an. La presse a dénoncé également le népotisme et la corruption qui ont atteint sous Monsieur

Özal des sommets jusque là semble-t-il inégalés, même dans un pays comme la Turquie qui a pourtant une solide tradition dans ce domaine.

Malgré son échec cuisant, M. Özal ne semble guère désireux de céder la place ou d'organiser des élections législatives anticipées. Son parti dispose de 289 des 450 sièges du Parlement turc et pourrait théoriquement avec une telle majorité gouverner jusqu'en 1992, même s'il n'est plus soutenu que par le quart du corps électoral.

Autre enseignement de ces élections municipales turques : victoire des candidats kurdes là où on les attendait le moins, à savoir dans les villes du pourtour méditerranéen où il y a encore deux décennies les Kurdes représentaient la minorité de la population. Ainsi Iskenderun (Alexandrette), Adana (quatrième ville de la Turquie) et Mersin ont désormais des maires d'origine kurde, ce qui indique l'importance de l'exode rural kurde au cours des dernières années. Comble d'ironie, la commune de Çankaya, arrondissement huppé d'Ankara qui abrite notamment la présidence de la république et nombre de ministères, a élu un maire kurde (SHP) !

Assurément, malgré toutes les interdictions, les Kurdes parviennent à occuper le moindre espace de démocratie.

IRAK : LE REGIME MARTYRISE MEME LES ENFANTS

La terrible répression qui s'abat sur la population kurde d'Irak n'épargne pas les enfants. Malgré les dispositions du droit international, "les enfants kurdes sont victimes de disparitions, d'arrestations arbitraires, de détention sans jugement, de torture, de mauvais traitements, d'assassinats politiques et de la peine de mort", vient de rappeler l'organisation humanitaire Amnesty International, dans un volumineux rapport rendu public à Londres, le 28 février.

Des bébés et des enfants de détenus politiques sont torturés en Irak sous les yeux de leurs parents. Le rapport cite le cas de mères et de pères placés dans des cellules adjacentes de celles de leurs bébés, qui, privés de nourriture, hurlent et provoquent ainsi les aveux de leurs parents. Amnesty observe que "les traitements cruels infligés aux enfants sont devenus courants dans les prisons irakiennes", et que "les violations systématiques à l'encontre des jeunes se produisent en Irak depuis plusieurs années". Les enfants subissent des coups de fouet, des sévices sexuels, sont torturés à l'électricité". Les "tortionnaires arrachent les yeux de leurs victimes, leur coupent le nez, les oreilles, les seins, le pénis et les membres" affirme encore le rapport qui ajoute que "certaines de ces méthodes ont été utilisées aussi sur des enfants"

Ce document accablant évoque ensuite, chiffres et témoignages à l'appui, les arrestations massives des enfants apparentés à des opposants présumés au régime : Beaucoup de jeunes détenus sont portés disparus et Amnesty "craint que dans bien des cas, ils aient été exécutés". La plupart des exécutions sont "extrajudiciaires", c'est à dire qu'il s'agit d'assassinats politiques approuvés par les autorités. Le rapport cite notamment le cas de 15 lycéens et étudiants kurdes exécutés sommairement en public dans la ville d'Arbil entre le 27 mars et le 3 avril 1986, l'exécution début janvier 1987 de 29 enfants et adolescents, dans la province de Sulaymaniyah, l'exécution dans la prison d'Abu Ghraib de 8 lycéens, dont l'un, Dana Haji Sidiq Ma'ruf, était âgé de 14 ans. Les familles des suppliciés ont dû payer 300 dinars irakiens (8300 FF) pour récupérer chaque corps. Cette taxe d'exécution est facturée aux familles pour "couvrir les frais de l'Etat : balles, cercueil et transport" !

WASHINGTON : LE RAPPORT ANNUEL DU DEPARTEMENT D'ETAT DENONCE LE SORT DES KURDES EN IRAK

Comme chaque année, le Département d'Etat américain a publié en février le rapport sur les droits de l'homme à travers le monde destiné au comité des relations étrangères du Sénat et à son

homologue de la Chambre des représentants. Ce document volumineux intitulé "Country Reports on Human Rights Practices for 1988" consacre une section de 11 pages à l'Irak où le sort des Kurdes est longuement évoqué. Dans les sections traitant de l'Iran (12 pages) et de la Turquie (15) la situation des Kurdes de ces pays est également mentionnée, mais bien plus brièvement. Pour des raisons de place, nous ne reproduisons dans ce numéro du bulletin que la partie consacrée à l'Irak, laissant au numéro suivant la reproduction et l'analyse des pages évoquant l'Irak et la Turquie.

Après avoir rappelé que "l'Irak est un état à parti unique gouverné par le Parti ba'ath socialiste arabe à travers un conseil de commandement révolutionnaire qui d'après la Constitution provisoire de 1968 détient à la fois les pouvoirs exécutif et législatif", que "Saddam Hussein détient le pouvoir décisif comme président de la République, président du Conseil et Secrétaire général du commandement régional du Parti ba'ath", le rapport note d'emblée : "que les faits les plus significatifs en 1988 étaient les graves violations des droits de l'homme survenues lorsque les forces armées irakiennes se sont lancées après le cessez le feu du 20 août avec l'Iran, dans l'écrasement d'une rébellion kurde de longue date. La campagne était marquée par l'usage des armes chimiques contre les guérilleros tout comme contre les civils. Elle a marqué l'intensification du programme mis en route en 1987, de destruction des villages et hameaux kurdes dans le nord de l'Irak et de la réinstallation d'environ un demi-million de paysans kurdes et assyriens dans des bourgs et villes plus faciles à contrôler. De plus, il y a des rapports non confirmés selon lesquels des dizaines de milliers de kurdes ont été déplacés de leur foyer vers des camps situés hors des régions kurdes traditionnelles du nord de l'Irak (...).

Les efforts intensifiés du gouvernement d'écraser la rébellion kurde dans le nord de l'Irak a abouti à la mort d'environ 8000 personnes, dont beaucoup de civils, selon les sources kurdes. Les forces armées irakiennes ont un usage extensif illégal des armes chimiques à la fois contre les cibles militaires et civiles en Iran et au Kurdistan irakien. Au cours d'une bataille le 16 mars entre les forces irakiennes et les gardiens de la révolution iranienne dans et autour de la ville kurde de Halabja au nord de l'Irak. Un nombre évalué de 600 à 3000 civils ont été tués par des armes chimiques irakiennes.

Les Etats-Unis ont condamné l'action de l'Irak comme une violation particulièrement grave du Protocole de Genève de 1925 sur les armes chimiques, dont l'Irak est co-signataire, tout en notant que l'Iran semble également avoir employé des armes chimiques dans la même bataille. Plusieurs équipes internationales, dont une équipe de l'O.N.U. et une équipe de médecins belges ont confirmé l'usage des armes chimiques dans cette bataille.

A deux reprises en 1988, le Conseil de Sécurité des Etats-Unis a condamné l'usage des armes chimiques dans la guerre Iran-Irak.

A la cessation des hostilités entre l'Iran et l'Irak en août, les forces armées irakiennes ont lancé une offensive contre les forces rebelles kurdes. Des troupes de combat ont été retirées du front iranien vers les villages (kurdes) qu'elles affirment servir de sanctuaire aux rebelles. Pendant plusieurs jours en août des armes chimiques ont été utilisées dans cette campagne. Immédiatement après, au moins 60.000 kurdes ont franchi la frontière pour fuir vers la Turquie. Le 8 septembre le Département d'Etat Américain a annoncé qu'il possédait des preuves probantes que les forces irakiennes utilisaient illégalement les armes chimiques contre les Kurdes et condamné cet usage. Depuis lors, plusieurs groupes dont une délégation du Sénat américain, Physicians for Human Rights et un laboratoire britannique qui a analysé les échantillons du sol ont confirmé l'usage par l'Irak des armes chimiques dans cette campagne. Les irakiens ont nié avoir utilisé des armes chimiques contre les Kurdes.

Dans son rapport 1988, couvrant 1987, Amnesty International (A.I.) notait qu'au moins 17 enfants kurdes âgés de 14 à 17 ans avaient été exécutés en novembre et décembre 1987. A.I. rapporte également l'empoisonnement des opposants kurdes en novembre 1987 par les forces de sécurité (...).

Dans son rapport 1988 A.I. a noté que l'usage routinier de la torture par les forces de sécurité a continué d'être largement pratiqué. Le rapport dit que les victimes incluent les prisonniers politiques et cite un témoignage suivant lequel le corps le 29 jeunes - qui auraient été torturés, peu avant d'être exécutés sans procès en janvier 1987 - étaient rendus à leurs familles portant des marques de torture. Ils faisaient partie des 300 enfants et jeunes kurdes arrêtés en 1985 (...).

Comme une partie de sa campagne visant à éliminer la rébellion kurde et à évacuer une zone de sécurité le long de sa frontière septentrionale, le gouvernement a continué sa politique de réinstallation, parfois forcée, de plusieurs milliers de Kurdes. Tandis que, la plupart étaient déplacés vers les bourgs et villes kurdes situés au Sud des montagnes, il y a des rapports non confirmés que d'autres ont été exilés vers des parties non kurdes du pays. La campagne a impliqué la destruction massive des villages kurdes et de certains villages turcomans et chrétiens proches des lignes frontalières (...).

Au cours de l'intensification de leur campagne contre les Kurdes, les forces gouvernementales ont procédé à des fouilles sur une grande échelle, des maisons dans les villes kurdes, et arrêté et déplacé un grand nombre de personnes (...). La dure campagne du gouvernement visant à supprimer les rebelles kurdes et impliquant des déportations massives de paysans kurdes a rendu nul le droit des centaines de milliers de kurdes à choisir leur lieu de résidence. Le nombre de paysans kurdes déportés en 1988 est estimé à 250.000 à 300.000 ; depuis que le gouvernement a commencé son programme de réinstallation forcée en 1987, environ 500.000 personnes ont été ainsi déracinées. Comme la culture traditionnelle kurde était profondément enracinée dans les villages ruraux, les déplacements forcés (des populations) et la destruction des villages ont eu un impact sur la vie de quelque demi-million de Kurdes (...).

Le rapport du Département d'Etat évoque en ces termes la liberté de presse et de parole en Irak : "le gouvernement contrôle strictement la liberté de parole, tous les moyens d'informations et de réunions. Le gouvernement possède et gère la presse, la radio et la télévision. Les médias ne critiquent pas le gouvernement et les informations diffusées sont fortement biaisées. Les points de vue de l'opposition ne sont pas entendues. Peu de périodiques étrangers parviennent en Irak et les journaux occidentaux ne sont pas en vente, les magazines, journaux, cassettes, caméras, et vidéo-cassettes des visiteurs étrangers peuvent être confisqués à l'aéroport. Pour contrôler la diffusion des tracts politiques, les machines à écrire et les photocopieurs doivent être enregistrés. Photographier les installations militaires, les bâtiments gouvernementaux ou les régions proches des zones sensibles est interdit et punissable de prison. Les journalistes et les photographes visitant l'Irak à l'invitation du gouvernement sont obligés de présenter leurs images prises en Irak aux fins d'inspection par les autorités".

Enfin, le rapport décrit brièvement le système politique irakien comme suit :

"Les citoyens n'ont pas le droit de changer leur gouvernement en Irak". Le parti Ba'ath, qui a un nombre restreint de membres et qui est dominé par le Président et le Commandement régional du Parti, gouverne l'Irak. Le parti aurait quelques 1,5 million d'adhérents représentant environ 10 % de la population ; mais seulement quelques 50.000 membres "actifs" ou de plein droit, soit 0,33 % de la population participant effectivement dans les activités du parti (...).

Des élections générales ont eu lieu en 1984 pour désigner les 250 membres de l'Assemblée Nationale. Le gouvernement a vérifié l'adhésion de tous les candidats à l'idéologie du parti Ba'ath. Quoi que possédant en théorie une vaste gamme de devoirs officiels, l'Assemblée exerce peu d'autorité réelle (...). Les arabes sunnites qui représentent de 20 à 25 % de la population de l'Irak dominant le Conseil de Commandement de la révolution, le Commandement du parti Ba'ath et le Cabinet (cf. plus loin le texte intégral de la section du rapport consacré à l'Irak).

En dépit de ces violations massives des droits de l'homme le régime irakien n'est guère inquiété sur le plan international. Lors de sa récente session, le 8 mars, la **Commission des droits de l'homme de l'ONU** a absous l'Irak, sans même avoir mis aux voix une résolution condamnant les autorités de Bagdad pour leurs violations des droits de l'homme et, en particulier, pour le massacre de civils kurdes exterminés aux armes chimiques.

Sur proposition de l'Irak, une motion demandant que l'on ne soumette pas au vote la résolution a été approuvé par 17 voix contre 13, dont les Etats-Unis, la France et la R.F.A., et 9 abstentions. L'Union Soviétique et ses alliés du bloc de l'Est ont choisi de ne pas participer au vote.

Un certain nombre de pays occidentaux avaient tenté, en présentant une résolution, une opération de sauvetage, à la suite de la décision de la Commission de retirer la question irakienne de son ordre du jour. Et cela, malgré des informations faisant état de l'extermination, l'an dernier, de quelques 8.000 Kurdes et d'un rapport accablant d'Amnesty International sur l'exécution d'enfants.

Amnesty International s'est déclarée "profondément troublée" par la décision de la Commission de n'engager aucune action contre les "abus systématiques et à grande échelle" commis en Irak. Cette décision "semble irréconciliable avec un engagement authentique pour mettre fin à la violation des droits de l'homme en Irak", a estimé l'organisation humanitaire.

Outre le problème kurde, la résolution faisait état d'exécutions extra-judiciaires massives, de disparitions forcées ou involontaires et de détentions arbitraires. "Elle suggérait la désignation d'un rapporteur spécial, chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans le pays.

TURQUIE : NOUVELLES RAFLES DANS LES PROVINCES KURDES

L'armée turque poursuit le quadrillage du Kurdistan où elle se comporte comme en pays conquis. Ne se sentant liée ni par les lois turques, ni à plus forte raison par les règles de l'Etat de droit et la Déclaration universelle des droits de l'homme, elle pratique des rafles massives dans les villes et soumet la population des villages entiers à des tortures collectives et à des exactions qui n'ont rien à voir avec les "impératifs de la lutte contre le terrorisme". Il s'agit en fait d'une politique de terreur visant à inciter les Kurdes à fuir progressivement leur pays pour aller s'installer dans les provinces turques non soumises à l'état d'exception et à l'arbitraire de l'administration militaire. Depuis l'imposition en décembre 1978 de l'état de siège dans les provinces kurdes, on estime à plus de 2.000.000 le nombre de Kurdes contraints par la répression et la misère, à quitter leur pays et à émigrer vers l'Anatolie occidentale.

Au cours des dernières semaines, en pleine période d'élections municipales, l'appareil répressif turc a encore frappé à plusieurs reprises. Début janvier, l'armée turque a procédé à 200 arrestations dans les villes de Batman et Siirt. Les 7, 8 et 9 janvier, au cours d'une série de descentes de nuit à Silvan et dans ses environs 300 civils kurdes, dont 2 enfants Murat Yazlik et Firat Yazlik, âgés respectivement de 12 et 14 ans, ont été arrêtés et emprisonnés. Des centaines d'autres Kurdes ont été arrêtés en pleine nuit dans les localités d'Eruh, Sirnak, Kozluk, Sason, Uludere, Çukurca et Bismil, sous prétexte de "collaboration avec des organisation séparatistes".

Les rafles ont toujours lieu en pleine nuit. L'armée défonce les portes, brise les fenêtres pour entrer de force dans les maisons et avant toute arrestation la population entière du village concerné est collectivement battue et passée à tabac. Voici, à titre d'exemple, le témoignage de Mme Gülsüm Yagizlik, 35 ans, dont le mari et les deux enfants ont été arrêtés au cours de cette rafle, témoignage recueilli par le député Fuat Atalay et publié dans le quotidien Cumhuriyet du 16 janvier.

«Dans la nuit du 7 janvier, entre minuit et 1 heure du matin, on a frappé à notre porte. Les forces de sécurité sont entrées dans la maison en vociférant. Mon mari n'étant pas à la maison, les soldats se sont mis à frapper mes enfants Nevzat, Murat et Ferhat, âgés de 10, 12 et 14 ans. J'ai été

également battue. Comme les enfants terrorisés pleuraient sous les gifles et coups de pieds des soldats, ces derniers ont commencé à leur tirer des coups de feu dans les jambes, plus tard, ils ont amené mon mari Abdulkadir qui était cette nuit-là chez l'un de nos parents et rassemblé toute la population du village sur l'aire de la station d'essence. Mon mari a été mis à nu et arrosé de l'eau froide mêlée du gazoil. puis, ils ont arrêté mon mari et mes deux enfants».

Au terme de sa mission d'enquête dans la province de Diyarbakir, le député Atalay a déclaré à la presse : «Dans les opérations menées à Silvan et Bismil les portes et fenêtres de certains paysans ont été brisés, une violence inimaginable a été utilisée contre eux. Tous les habitants de la région ont été traités comme des criminels potentiels, ils ont été arbitrairement battus. Quelles que soient les raisons motivant ces opérations, nul n'a ce droit de s'abriter derrière des prétextes pour utiliser la terreur et la violence contre la population. En dépit des conventions internationales (NDLR contre la torture) ratifiées par l'Assemblée Nationale, il est regrettable que ces pratiques s'étendent et s'intensifient de plus en plus».

C'est dans un village de Cizre, à Yeşilurt, que l'armée a poussé le plus loin l'ignominie. Dans ce village de 2000 habitants, fréquemment "visité" par l'armée au cours des 9 dernières années dans la nuit du 15 au 16 janvier vers 2 heures du matin, il y a eu une nouvelle descente. Tous les hommes ont été rassemblés et couchés la face tournée vers le sol. Les soldats les ont foulés aux pieds, piétinés et sauvagement battus. Puis, pour les humilier, ils les ont obligés à avaler des excréments humains (cf les quotidiens turcs Cumhuriyet des 24 et 27 janvier et Milliyet du 27.1). Terrorisés, ruinés par les exactions interminables des forces turques, ces paysans ont finalement décidé de porter plainte. La presse a donné un large écho à leur sort, plusieurs députés ont interpellé le ministre de l'intérieur à ce sujet. Mais toutes ces protestations risquent d'avoir peu d'effet, car en vertu de la loi sur l'état d'exception en vigueur dans les provinces kurdes, les droits et libertés garantis par la Constitution sont suspendus, le pro-consul turc pour la région, appelé super-préfet a pleins pouvoirs pour "assurer l'ordre dans la région".

Quant aux personnes arrêtés lors de ces rafles, après 3 semaines de "garde à vue" durant lesquelles elles ont été systématiquement passées à tabac et torturées, la plupart d'entre elles ont été relaxées par les tribunaux.

LONDRES : UN RAPPORT ACCABLANT D'AMNESTY SUR LES "ABUS BRUTAUX ET SYSTEMATIQUES DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE"

L'organisation humanitaire Amnesty International a publié début février un rapport de 73 pages sur la situation des droits de l'homme en Turquie. Ce rapport bourré de témoignages et d'informations précises, répertorie d'abord les principales cibles de la répression (militants kurdes, syndicalistes, membres des organisations politiques illégales, activistes religieux, journalistes, éditeurs et écrivains). Il décrit ensuite les méthodes de torture en usage dans ce pays, cite des témoignages récents, signale que jusqu'en février 1987, 170 détenus sont morts sous la torture dans la province d'Istanbul et d'Urfa en 1988, c'est-à-dire, après la ratification par la Turquie de la Convention européenne contre la torture. Les plaintes des victimes sont rarement instruites et il arrive souvent que les tortionnaires poursuivis soient promus par les autorités. Le rapport analyse enfin les restrictions du droit de défense, l'utilisation des aveux arrachés sous la torture comme preuves par les tribunaux, les procès injustes des cours militaires et des cours de sécurité de l'Etat. Ce document accablant s'achève sur le problème de la peine de mort ; depuis l'imposition de la loi martiale en décembre 1978, les tribunaux turcs ont prononcé 700 peines de mort d'octobre 1980 à octobre 1984, il y a eu 50 exécutions capitales et à l'heure actuelle, ce pays compte 228 condamnés à mort ayant épuisé tous les recours juridiques. Dès la ratification de leur peine par l'Assemblée Nationale et le Président de la République, ils pourraient être exécutés à tout moment.

ANKARA : UN DEPUTE KURDE EXCLU DE SON PARTI POUR DES PROPOS TENUS A STRASBOURG

Le conseil disciplinaire du Parti populiste social-démocrate d'Erdal İnönü a décidé le 8 février de "suspendre pour une durée de deux ans (sanction maximum prévue dans les statuts de cette formation) Monsieur Ibrahim AKSOY, député de la ville kurde de Malatya, pour avoir évoqué en janvier, à Strasbourg, le problème kurde en Turquie. Au cours de la réunion de la commission parlementaire mixte, turco-européenne, tenue du 17 au 19 janvier à Strasbourg, M. AKSOY avait déclaré qu'il fallait "accorder une autonomie culturelle aux Kurdes qui ne sont pas une minorité mais une nation" et regretté que même son parti, le SHP n'accordait pas "l'attention nécessaire à ce problème". Ces déclarations ont suscité un véritable tollé dans la presse turque. Le comité exécutif de ce parti avait, lors de sa réunion du 24 janvier, décidé à l'unanimité de déférer M. Aksoy devant le conseil disciplinaire. Le premier ministre Özal a profité de l'occasion pour faire vibrer la corde nationaliste turque : "avec de telles conceptions, le SHP ne pourra pas gouverner le pays, il ne fera que le dépecer".

De son côté, E. İnönü, président du SHP s'est empressé de déclarer que les opinions d'Ibrahim Aksoy ne représentaient nullement son parti et que celui-ci allait rapidement décider des sanctions qu'il méritait. Exclu de son parti pour délit d'opinion commis au siège du Parlement européen, M. Aksoy doit s'estimer heureux d'être pour le moment couvert de l'immunité parlementaire qui lui évite de se retrouver en prison comme l'ancien maire de Diyarbakir qui avait lui aussi osé demander des droits culturels pour les Kurdes de Turquie. A part cela, la Turquie est "un pays engagé sur la voie de la démocratie et digne de faire partie de la CEE".

LE NUMERO FRANÇAIS DE STUDIA KURDICA

Le numéro annuel en langue française de la revue d'études de l'Institut Kurde vient de paraître. Au sommaire de ce numéro de 193 pages :

- . La culture kurde en Turquie à l'épreuve du second choc
- . Les Kurdes et leur langue au XVIIème siècle : Notes d'Evliya Çelebi sur les dialectes kurdes
- . La question kurde et les médias occidentaux
- . Regards sur les origines des Kurdes et de leur langue
- . Ismail Beşikçi : un homme de sciences persécuté
- . Etude des relations arméno-kurdes et leurs problèmes
- . Le Kurd Dagh et le mouvement Mouroud
- . L'Action des Grandes Puissances dans la région d'Ourmia (Iran) et les Assyro-Chaldéens 1917-1918
- . Villages et petites villes kurdes dans l'Irak actuel
- . Bibliographie
- . Chronologie

Ce numéro est en vente à l'Institut et dans certaines librairies. Vous pouvez également le commander par correspondance en nous adressant un chèque de 60 F libellé à l'ordre de l'Institut.

PUBLICATIONS RECENTES

- Bavê Nazê, - CIYAYEN BI XWÎNÊ AVDAYÎ (Les montagnes arrosées de sang) roman en langue kurde caractères latin, édité par Kurdish Women's Society in Sweden, Box 7007, 17107 Solna, Suède, 240 p.
- Rohat, Çağdaş Türk Edebiyatında Kürtler (Les Kurdes dans la littérature contemporaine turque), étude critique en langue turque, édition Vejin, Box 39122, 10054 Stockholm, Suède, 200 p.
- Şivan Perwer (CHANTS DU KURDISTAN - Songs from Kurdistan - Disque compact édité

dans la collection Musiques traditionnelles Auvidis, avec la collaboration de l'Institut Kurde de Paris.

- EVLIYA ÇELEBI IN DIYARBEKIR, The relevant section of the Sayahatname, edited with translation, commentary and introduction by Martin van Bruinessen and Hendrik Boeschoten, .E.J. BRILL, Leiden, 270 p.

EN BREF LA REVUE DE PRESSE

LA FRANCE "ATTENTIVE" A LA SITUATION DES KURDES EN IRAK (AFP, Décembre 88)

LES ARMES CHIMIQUES AU BAN DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE CETTE SEMAINE A PARIS : Qualifiée de "nucléaire du pauvre, à cause de son pouvoir destructeur et parce qu'elle est relativement peu coûteuse et facile à produire, l'arme chimique est revenue au premier plan avec le conflit Iran-Irak. Son utilisation répétée dans cette guerre - brisant le tabou né des terribles batailles chimiques du premier conflit mondial de 1914-1918 a largement contribué à la prise de conscience des dangers de banalisation de ce type d'armement. L'opération la plus spectaculaire a eu lieu le 17 mars 1988 avec le bombardement irakien de la petite ville de Halabja, qui aurait fait 5.000 morts parmi la population kurde (A.F.P., Janvier 89)

SUS AUX ARMES CHIMIQUE - Du 7 au 11 Janvier, cent quarante pays se réunissent à Paris à l'invitation du président Mitterrand pour mettre ces armes au ban de la communauté internationale (Le Progrès 2.1.89)

LES KURDES SONT LES DERNIERES VICTIMES DES GAZ (Le Soir 4.1.1989)

L'HORREUR SOURNOISE : Amnesty International dénonce, exemples à l'appui, la poursuite des tortures en dépit de l'offensive de charme lancée par Ankara pour tromper l'opinion internationale (Marseillaise 5.1.1989)

KURDISTAN LES COLONNES FANTOMES : Une terre de montagnes. Grande comme la France, mais écartelée entre quatre Etats, la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Quatre voisins, quatre ennemis. Résultat : une nation martyrisée, ballottée par les guerres, niée dans son identité. Seule contre tous (Politis le Citoyen 5 Janvier 1989)

LES KURDES, DERNIERES VICTIMES DES GAZ : Les Kurdes, dernières victimes de l'emploi des armes chimiques à l'époque contemporaine durant la guerre irako-iranienne, sont une vingtaine de millions répartis dans cinq pays : la Turquie, l'URSS, l'Irak et la Syrie. De religion musulmane sunnite mais non arabes, ils sont au coeur des rivalités interrégionales d'une région du Moyen-Orient gorgée de pétrole et composée d'une mosaïque de population (Dernières Nouvelles d'Alsace 6.1.89)

LES KURDES VEULENT ETRE PRESENTS : Dans une déclaration rendue publique à Paris, le comité du Kurdistan contre les armes chimiques, groupant l'ensemble des organisations kurdes en France demande qu'une délégation du peuple kurde victime de l'arme chimique soit présente à la conférence de Paris et que le 16 mars, jour du bombardement de la ville d'Halabja soit proclamée "journée mondiale" contre les armes chimiques (Le Monde 7.1.89)

MOBILISATION GENERALE CONTRE LES ARMES CHIMIQUES : A notre époque le poison s'appelle "chimique" ou "bactériologique". La terreur qu'il inspire est liée au sentiment d'un danger proche, plus sournois que le nucléaire. Des images récentes du Kurdistan ont montré ses ravages (Ouest France 7.1.89)

CONDOLEANCES A NOTRE AMI KEHAYAN (Nouvelles Affiches de Marseille 7.1.89)

LE FRONT DU KURDISTAN IRAKIEN : Le Front demande aux cent quarante pays représentés à la conférence de prendre en considération le sort des Kurdes irakiens (Liberté 7.1.89)

PLUS JAMAIS HALABJA : Principales victimes récentes de l'usage des gaz toxiques, les Kurdes ne peuvent que se réjouir de la tenue à Paris de la conférence internationale sur les armes chimiques. Pour une fois au moins dans leur histoire tourmentée leur drame risque ainsi d'avoir un prolongement politique concret : le spectacle télévisé de leur gazage à Halabja par les armées irakiennes aura suscité un sursaut de la conscience universelle (Le Monde 8.1.89)

LES DANGERS DE L'AMBIGUITE - CONFERENCE SUR LES ARMES CHIMIQUES : Accord unanime hier à Paris pour condamner les armes chimiques. Mais ce sera une autre histoire que d'y faire renoncer tous les Etats (Événement 8.1.89)

CONFERENCES DE PARIS SUR LES ARMES CHIMIQUES - Les morts de Halabja (Liberté 9.1.89)

M. SHULTZ : LE CAS DES ETATS COMPROMIS AVEC LE TERRORISME - M. VELAYATI (IRAN) "QUE CEUX QUI VIOLENT LEURS ENGAGEMENTS SOIENT CONDAMNES ET PUNIS" - M. TAREK AZIZ (IRAK) "IL FAUT INTERDIRE PARALLELEMENT LES ARMES NUCLEAIRES" (Le Monde 10.1.89)

LA CONFERENCE DE PARIS SUR LES ARMES CHIMIQUES - Les pays arabes mettent Israël en accusation (Le Monde 10.1.1989)

DES MILITANTS KURDES AU SIEGE DU P.S. - (Loire Matin 10.1.89)

AUX POURPARLERS SUR LES ARMES CHIMIQUES, L'HERITAGE HISTORIQUE MINE "LES SERMONS MORAUX" (International Herald Tribune 10.1.89)

PARIS SIGNE CONTRE LA TORTURE (La France a ratifié hier la convention européenne pour la prévention de la torture (Libération 10.1.89)

FORCING POUR UN ACCORD CHIMIQUE - Après un long marchandage, les négociations devaient la nuit dernière aboutir à une ultime version de la déclaration finale (Libération 11.1.89)

CONFERENCE CHIMIQUE : Les négociations de Genève devraient s'achever en 1990, selon M. Dumas (AFP Janvier 89)

LA CONFERENCE INTERNATIONALE POUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES S'ACHEVE CET APRES-MIDI A PARIS VERS UNE DECLARATION COMMUNE : Le texte adopté par les délégués pourrait faire référence également "aux autres aspects du désarmement" (L'Humanité 11.1.89)

LES "GRANDS" RASSURANTS ET LES PETITS MECHANTS (Le Canard Enchaîné 11.1.89)

EDITORIAL DE JAMES BURNETT - LE CONTRAT MORAL : Cette conférence a aussi montré les difficultés d'un dialogue qui dépasse le cadre rituel des négociations Est-Ouest. On a assisté à l'irruption des pays du Sud qui avaient été jusqu'alors superbement ignorés par les Grands dans ce genre de discussions. Reste maintenant la réalité sur le terrain. On peut se demander si les Kurdes irakiens gazés l'été dernier, à supposer que les résultats de cette conférence leur parviennent sont désormais rassurés. Le contrat moral passé à Paris sera-t-il respecté ? (Libération 12.1.89)

PLAIDOYER EN FAVEUR DES KURDES VICTIMES DES GAZ TOXIQUES EN IRAK "Choquée" par l'absence des Kurdes, "même pas conviés en qualité de témoins" à la conférence, la Fédération internationale des droits de l'homme a pris fait et cause mardi 10 janvier, au cours d'une conférence de presse à Paris, pour ces victimes de gaz toxiques utilisés par l'Irak (Le Monde 12.1.89)

A.2 - 22 H 40 MAGAZINE EDITION SPECIALE : Armes chimiques : le dossier (Quotidien de Paris 12.1.89)

UNE INTERVIEW DU QUOTIDIEN : VICTOR KARPOV : «PLUS D'ARMES CHIMIQUES, NULLE PART» - Le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères propose des mesures de contrôle pour la destruction des stocks et l'interdiction de la fabrication des armes chimiques. Il condamne aussi la Roumanie qui souhaitait, comme les pays arabes, établir un lien entre le chimique et le nucléaire (Quotidien de Paris 12.1.89)

ARMES CHIMIQUES - AU BAN DE L'HUMANITE - La Conférence internationale pour l'interdiction des armes chimiques s'est achevée hier après-midi à Paris par l'adoption d'une déclaration solennelle. La revendication des pays du tiers-monde visant à lier cette interdiction au désarmement général a été retenue rendant ainsi possible l'heureuse conclusion de la réunion (L'Humanité le 12.1.89)

L'ALCHIMIE DES MOLLAHS - Au lendemain de la conférence de Paris sur les armes chimiques que tous les participants ont condamnées, l'Iran exprimant toutefois quelques réserves, l'opinion d'un journaliste iranien rappelle ci-dessous des responsabilités de la République islamique qui n'a pas hésité à utiliser de l'ypérite contre la rébellion kurde au début de années quatre-vingt (Quotidien de Paris 13.1.1989)

LES KURDES : LE DESTIN COMPLIQUE D'UN PEUPLE ANTIQUE - Un entretien avec le professeur Gasratian, chef de la section kurde de l'Institut d'orientalisme de l'Académie des Sciences, auteur de plusieurs études sur les kurdes (Izvestia 15.1.89)

INCULPATION D'UNE KURDE ACCUSEE DE TERRORISME EN RFA (AFP 16.1.89)

L'IRAK DECIDE D'ELABORER UNE NOUVELLE CONSTITUTION POUR PERMETTRE LE MULTIPARTISME. (A.F.P. 16.1989)

AUTANT EN EMPORTE LE VENT : Hypocrisie des pays du Proche-Orient jouant les victimes et brandissant cette arme effroyable "arrachée" aux pays riches comme Prométhée le faisait du feu dérobé aux dieux. Pour eux, un tel arsenal serait une réponse aux Etats industrialisés qui font peser la menace de l'apocalypse nucléaire. Les Kurdes, les pauvres Kurdes qui n'auront jamais la moindre bombe atomique, ont-ils seulement quelques pétioires ? et que les Irakiens déciment à l'aide de gaz mortels ont, sans doute, leur avis sur un tel raisonnement. (Voix du Nord 16.1.89)

LA CHRONIQUE DE LOUIS LEPRINCE RINGUET DE L'ACADEMIE FRANCAISE : ARMES CHIMIQUES ET PAIX UNIVERSELLE (Méditerranée 16.1.1989)

MAGAZINE : LES COLOSSES DE PIERRE DU NEMRUD-DAGH - (Le Généraliste 17.1.89)

MONSIEUR AL HAKIM PRESIDENT DU HAUT CONSEIL DE LA REVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAK - Pendant sa réception aux responsables du "parti populaire démocratique du Kurdistan d'Irak" : "Surmonter la conjoncture actuelle se réalisera par le soutien mutuel de l'opposition irakienne". - **LA DELEGATION DU H.C.R. VISITE LES CAMPS DE REFUGIES KURDES EN IRAN - FONDATION D'UNE CAISSE D'AIDE AUX VICTIMES DES ARMES CHIMIQUES AU KURDISTAN IRAKIEN A GENEVE** (Liwa' as-Sadr 18.1.89)

MOINS D'ATTENTATS TERRORISTES EN RFA EN 1988 (AFP JANVIER 1989)

ANKARA AU PIED DU MUR - RELATIONS ENTRE LA CEE ET LA TURQUIE : La question des droits de l'homme a occupé près de la moitié des travaux. Le rapporteur européen, Ludwig Fellermaier (RFA) a dressé un véritable réquisitoire dans lequel tous les problèmes ont été énumérés : procès d'opinion, notamment celui de Kutlu et Sargin, prisonniers politiques, tortures, entraves à la liberté politique et syndicale, problème kurde (L'Humanité 23.1.89)

PAS DE PROGRES SUR LA QUESTION DES ARMES CHIMIQUES - INTERVIEW AVEC KENDAL NEZAN (Newsweek 23.1.89)

TURQUIE : ÖZAL MET EN GARDE - "Le SHP divisera le pays et donnera l'autonomie aux Kurdes". Inter Arab Mashreq 24.1.89)

INONU SE BAT POUR ECLAIRCIR LA QUESTION DU "PEUPLE KURDE" (Inter Arab Mashreq 25.1.89)

AUCUNE PROGRESSION SUR LE GAZ (Newsweek 23.1.89)

TURQUIE-KURDES : 140 interpellations au cours d'opérations contre des "groupes terroristes" (AFP janvier 1989)

TURQUIE : TERREUR CONTRE L'OPPOSITION (Basler Zeitung 26.1.89)

NOUVELLE MOBILISATION D'AMNESTY INTERNATIONAL SUR LES EXECUTIONS EN IRAN (Amnesty International)

RAPPORT ECRIT POUR LA 45EME SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME AUX NATIONS-UNIES (Amnesty International janvier 89)

A PROPOS DES EVENEMENTS DU KURDISTAN (La N.R.I. janvier 1989)

COUP DE FILET DE LA POLICE ALLEMANDE : 14 MEMBRES DU PKK ARRETES EN RFA, dont 3 membres du Comité Central (Milliyet 2.1.89)

LA FEMME AU BOUT DU FUSIL : Responsable de la section des femmes, la militante du PKK s'est réfugiée à l'Ambassade de Turquie à Damas (Hürriyet 3.1.89)

LEURS PLANS NE MARCHENT PAS : Devenus par la force militants du PKK, ils le quittent un par un. De 165 jeunes enlevés par le PKK, 58 ont réussi à s'échapper et 8 tués de n'avoir pas réintégré l'organisation (Tercüman 4.1.89)

MONSIEUR OBERDIELE A L'ORIGINE DU RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL accusant la Turquie déclare à la BBC : "La torture à l'encontre des détenus politique est systématique" et les aveux extorqués par la torture sont admis par les tribunaux, ainsi la torture devient partie intégrante du système politique (Cumhuriyet 5.1.89)

DEUX IRAKIENS DEMANDENT L'ASILE POLITIQUE : Membres du PDK d'Irak, arrêtés en 1980 alors qu'ils transportaient des armes destinées à leur parti, ils craignent pour leur vie en cas de retour en Irak, après leur libération de la prison de Malatya. (Cumhuriyet 5.1.89)

UNE HONTE POUR LE MONDE ENTIER : Aucun pays n'a voulu aider les Peshmergas qui ont fui l'Irak pour la Turquie (Hürriyet 8.1.89)

INQUIETUDE CHEZ LES REFUGIES : Ils attendent des réponses à leurs questions de santé, d'abri, d'alimentation, d'éducation et de leur avenir. Les 15.000 réfugiés du camp de Kiziltepe luttent pour leur survie. (Cumhuriyet 10.1.89)

CONFRONTES AU MANQUE D'EAU DANS LE CAMP, L'EPIDEMIE FAIT DES RAVAGES PARMIS LES REFUGIES KURDES D'IRAK AU CAMP DE DIYARBAKIR (Cumhuriyet 10.1.89)

LES ETATS-UNIS NE CONSIDERENT PAS LE PKK COMME ORGANISATION TERRORISTE - Dans un rapport signé par Georges Bush et le ministre de la défense le nom du PKK n'est signalé, ni parmi les organisations terroristes, ni parmi celles "des combattants de la liberté". (Cumhuriyet 12.1.89)

L'APPARENCE ET LA REALITE : Un éditorial du quotidien Cumhuriyet suite à la publication du rapport d'Amnesty International et le non respect des droits de l'homme en Turquie

LA REACTION DE L'OPPOSITION TURQUE AU RAPPORT SUR "LES ORGANISATIONS TERRORISTES DANS LE MONDE" publié par les Etats-Unis. Le PKK n'est pas inclus dans ce rapport. (Cumhuriyet 13.1.89)

LA PREMIERE GAFFE DE BUSH : Il n'a pas inclus le PKK parmi les organisations terroristes - **LES PEHSMERGAS ONT DU MAL A SUBVENIR A LEURS BESOINS** : Ils vendent les derniers bijoux personnels de leurs femmes et enfants. (Milliyet 13.1.89)

DECISION DE SAISIE POUR UN LIVRE NON ENCORE EDITE (Cumhuriyet 14.1.89)

COMMENT LE NOM DU PKK A ETE ELIMINE DU RAPPORT SUR LES ORGANISATIONS TERRORISTES (Cumhuriyet 14.1.89)

HUPE, L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A ANKARA, CONVOQUE AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES A DECLARE AUX AUTORITES QUE SON PAYS CONSIDERE LE PKK COMME ORGANISATION TERRORISTE (Cumhuriyet 14.1.89)

UN RESPONSABLE DU PENTAGONE DECLARE "LE PKK EST UNE ORGANISATION TERRORISTE" (Hürriyet 14.1.89)

ACCUEIL FROID DE WASHINGTON A UN LEADER KURDE (Hürriyet 14.1.89)

LA FILLE D'UN PESHMERGA BRULE AU VISAGE A LA SUITE D'UNE ATTAQUE AU NAPALM DE L'AVIATION IRAKIENNE SERA SOIGNEE A L'HOPITAL AUX FRAIS DE L'ETAT ! SON PERE REMERCIE LA TURQUIE (Hürriyet 14.1.89)

OPERATION MILITAIRE DE GRANDE ENVERGURE 500 ARRESTATIONS A BATMAN ET SILVAN : De nombreux responsables locaux du SHP accusés d'aide au PKK se trouvent parmi les personnes arrêtées (Cumhuriyet 16.1.89)

2 POLICIERS TUES A CIZRE - L'ATTAQUE ARMEE CONTRE UNE VOITURE DE POLICE POURRAIT ETRE L'OEUVRE DU PKK (Hürriyet 15.1.89)

INONU : "QUE LA PERSECUTION CESSE" : Protestations énergiques du leader du SHP contre les opérations militaires de ces derniers jours dans le Sud-Est - LES PRETEXTES AVANT DE PROCEDER A DES ARRESTATIONS EN MASSE DANS LE SUD-EST ((Cumhuriyet 17.1.89)

DANS UNE DECLARATION INONU AFFIRME AVOIR DES CRAINTES, QUANT A L'EXISTENCE DE LA TORTURE EN TURQUIE ET PENSE QUE LES ARRESTATIONS EN MASSE OPEREES CES DERNIERS JOURS SONT DIRIGEES CONTRE LE SHP A LA VEILLE DES ELECTIONS LOCALES (Cumhuriyet 18.1.89)

ATALAY ET SUMER, 2 DEPUTES DU SHP DANS LE SUD-EST, "LES OPERATIONS MILITAIRES" (Cumhuriyet 18.1.89)

DE RICHES GISEMENTS DE PETROLE DECOUVERTS A KAHTA - LA PRODUCTION EST ESTIMEE A 3000 BARILS PAR JOUR (Hürriyet 18.1.89)

ATALAY ET SUMER DEPUTES DU SHP DECLARENT "AU SUD EST, MEME LES ENFANTS SONT TORTURES (Milliyet 18.1.89)

DEUX PERSONNES SUPPOSEES D'APPARTENANCE A UNE ORGANISATION SEPARATISTE TUEES A CIZRE, LORS D'UNE OPERATION POLICIERE (Cumhuriyet 19.1.89)

BARZANI A LA RECHERCHE DE SOUTIEN DANS LES PAYS DU MOYEN-ORIENT (Hurriyet 19.1.89)

L'IRAK ACCUSE DE DETENTION D'ARMES BIOLOGIQUES, SELON LES SOURCES DU MINISTERE AMERICAIN DE LA DEFENSE (Cumhuriyet 19.1.89)

DES NOUVELLES DU SUD-EST - A l'approche des élections, quand le pouvoir est en difficulté, des mains invisibles interviennent pour faire des descentes de nuit dans les habitations, des gens dont les yeux seront bandés, seront conduits à des endroits inconnus (Cumhuriyet 19.1.89)

UN NOUVEAU VISAGE POUR HADJAR : LA FILLE DU PESHMERGA BLESSEE AU VISAGE PAR UNE BOMBE AU NAPALM DE L'ARMEE IRAKIENNE A SUBI PLUSIEURS INTERVENTIONS CHIRURGICALES POUR AVOIR A NOUVEAU FIGURE HUMAINE (Milliyet 19.1.89)

2 MEMBRES DU PKK TUES A CIZRE AU COURS D'UNE INTERVENTION DANS LA MAISON OU ILS SE CACHAIENT (Milliyet 20.1.89)

APRES LES ARMES CHIMIQUES, NOUVEAU DANGER AU MOYEN-ORIENT. L'IRAK DEvenu UN DEPOT "D'ARMES BACTERIOLOGIQUES" SELON LES SPECIALISTES AMERICAINS DE L'INSTITUT POLITIQUE DU MOYEN-ORIENT A WASHINGTON. LA SYRIE SERAIT EN TRAIN D'ESSAYER DE FABRIQUER DES ARMES DU MEME TYPE (Hürriyet .20.1.90)

LE PKK EST DECLARE PAR LE MINISTERE DE L'INTERIEUR DE LA RFA, L'ORGANISATION TERRORISTE LA PLUS DANGEREUSE (Tercüman 21.1.89)

DIYARBAKIR : Peine de mort requise contre 10 membres du PKK - 14 autres militants condamnés à des peines allant de 3 à 15 ans d'emprisonnement. LE SPECIALISTE DE LA FABRICATION DE BOMBES - MEMBRE DU PKK EST ARRETE AU COURS D'UN AFFRONTMENT ARME AVEC LES FORCES DE L'ORDRE - AINSI LE GROUPE COMPOSE DE 5 MILITANTS DU PKK EST COMPLETEMENT DECIME (Hürriyet 22.1.89)

LA NOUVELLE PROMESSE DU MINISTRE DE LA SANTE - NIHAT KITAPCI AU PERSONNEL DE LA SANTE : " Salaire 5 fois supérieur pour ceux qui voudraient travailler à l'Est" - selon le ministre - 40 % de la population totale de la Turquie ne dispose pas de garantie de soins (Cumhuriyet 24.1.89)

LA PEUR REIGNE A YESILYURT : Après avoir été forcée d'avalier des excréments humains, la population du village commence à déprimer (Cumhuriyet 24.1.89)

FEU VERT POUR YILMAZ GUNEY : La chronologie de l'histoire du cinéma turc, publiée par le Ministère de la Culture et du tourisme accorde une place importante aux oeuvres de Güney qui restent pourtant toujours interdits de l'écran depuis le 12 septembre 1980 (Cumhuriyet 24.1.89)

OZAL : " Le SHP fait du séparatisme " Lors de sa visite à Van, il demande à la population de lui accorder encore 10 ans au pouvoir. (Tercüman 25.1.89)

LE DEPUTE DU SHP DE MALATYA AKSOY, a dû passer devant le conseil de discipline de son parti pour avoir affirmé lors de la réunion de la commission mixte du Parlement Européen à Strasbourg "le droit des Kurdes à l'autodétermination culturelle", il risquerait l'exclusion.

CE QUI EST VECU AU VILLAGE DE YESILYURT : Un éditorial de Cumhuriyet sur ce que doit être le comportement de l'Etat dans l'Est, à la poursuite des séparatistes (Cumhuriyet 25.1.1989)

Selon le rapport de l'Institution suédoise de la défense des enfants, "les réfugiés kurdes d'Irak en Turquie seraient dans une situation difficile". Le rapport signale l'apparition d'épidémies dans les camps et la volonté du gouvernement d'Ozal de couper les liens de cette communauté avec le monde extérieur (Cumhuriyet 25.1.89)

Les habitants de Yesilyurt lors de leurs auditions par le Procureur renouvellent leurs accusations : "ils nous ont fait manger des excréments humains". L'avocat des villageois réclame des mesures de sécurité pour ses clients et demande la présence du Procureur pour les auditions à venir, afin d'éviter les menaces dont pourrait être l'objet la population du village (Cumhuriyet 27.1.89)

OZAL se dit désolé des informations parues dans la presse selon lesquelles les forces de l'ordre auraient forcé les habitants d'un village à manger des excréments humains et se dit surtout désolé de l'attitude de la presse, qui n'a pas jugé utile de vérifier la véracité de ce genre d'information.

ATTAQUE TERRORISTE A SIRNAK - dégâts matériels et incendie de 2 pompes à eau et de 2 camions citernes
L'Occident dirige ses regards vers Cizre à la suite de ce qui s'est passé à Yesilyurt et du "non respect des droits de l'homme". (Cumhuriyet le 27.1.89)

DEUX DEVOIR A ACCOMPLIR POUR LE SUD-EST : Les suites de l'affaire de Yesilyurt (Milliyet le 27.1.89)

L'HISTORIQUE D'UNE RECHERCHE : Les prolongements de l'affaire de Yesilyurt (Cumhuriyet 28.1.89)

LE PKK A ATTAQUE UNE MINE DE CHARBON A SIRNAK (Hürriyet 28.1.89)

LA TURQUIE ACCUSEE D'ETRE UN PAYS OCCUPANT ET COLONISATEUR DANS UNE RESOLUTION SOUMISE AU CONGRES AMERICAIN (CUMHURIYET 29.1.89)

LA LUTTE NON TERMINEE DE GUNEY, SON EPOUSE FATOS GUNEY VIVANT A PARIS RACONTE LES DERNIERES ANNEES DE LEUR UNION. "Je savais qu'il quitterait le pays. On s'est retrouvé le lendemain de son départ en Suisse, il avait dû surmonter beaucoup d'obstacles avant d'y arriver. Nos retrouvailles furent très émouvantes... Il fut accueilli à l'étranger par les plus hautes autorités. (Cumhuriyet 30.1.89)

LE DEPUTE D'ANAP, KECICILER DECLARE A LA BBC "Nous demandons des comptes, l'Etat ne peut agir comme un bandit en ce qui concerne l'affaire de Yesilyurt".

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE AYANT TERMINE SES INVESTIGATIONS EN INTERROGEANT NOTAMMENT 7 SOLDATS ET 5 VILLAGEOIS RENDRA PUBLIC AUJOURD'HUI SA DECISION (Cumhuriyet 30.1.89)

SOMMET DE SECURITE TURCO-IRANIEN : Le ministre de l'intérieur Mouhtechemi, se rend à Ankara pour le sommet de demain, où seront traités les cas du PKK, des opposants au régime, de la contrebande de drogue, de la sécurité des frontières et de l'aide mutuelle.

LE DIRECTEUR DE LA SECURITE D'ISTANBUL, Ardali : "Le PKK sera anéanti avant même d'être sur pied" (Cumhuriyet 31.1.89)

DES MANIFESTANTS KURDES OCCUPENT L'OFFICE DU TOURISME TURC A PARIS (AFP 3.2.89)

RETOUR A ARARAT : CRITIQUE DU FILM DOCUMENTAIRE SUEDOIS SUR LE GENOCIDE DES ARMENIENS DE 1915 (Périodique Kurde Soviétique Riya Teze 4.2.89)

EDITORIAL PAR RENE COSTE, PROFESSEUR A L'INSTITUT CATHOLIQUE : VERS LE BANNISSEMENT DES ARMES CHIMIQUES (La Croix du Midi 5.2.89)

OCCUPATION DES LOCAUX DU PARLEMENT EUROPEEN A ATHENES PAR DES TURCS D'ORIGINE KURDE (AF.P. 6.2.89)

DROITS DE L'HOMME : L'IRAK ET L'IRAN PRINCIPAUX ACCUSES DE WASHINGTON (AF.P. 4.2.89)

UN DEPUTE TURC D'ORIGINE KURDE SANCTIONNE POUR DES PROPOS TENUS A STRASBOURG (AFP 8.2.89)

LA CULTURE KURDE PRESERVEE - Ami d'un peuple qui "n'a pas d'amis", La librairie kurde à Brooklyn, New York, emmagasine les informations et les objets rares (The Christian Science Monitor 8.2.89)

ISRAEL ET LES DROITS DE L'HOMME : En plus de l'usage de gaz de combat contre les civils, l'Irak a poursuivi la destruction systématique de villages kurdes et le déplacement forcé d'environ un demi-million de Kurdes (Le Figaro 9.2.89)

PREUVE : LES MEDECINS ONT MENE LEUR ENQUETE DANS DEUX CAMPS DE REFUGIES KURDES EN TURQUIE EN OCTOBRE DERNIER (Montagne 10.2.89)

ARMES CHIMIQUES : L'organisation américaine "Les médecins pour les droits de l'Homme" a accusé Bagdad, dans un rapport rendu public jeudi d'avoir utilisé des armes chimiques dans leur offensive contre les Kurdes en août dernier (Journal de la Réunion 11.2.89)

ANKARA - LE PROBLEME KURDE EST AU CENTRE DES DEBATS POLITIQUES (Le bien public 14.2.89)

DROITS DE L'HOMME : TERRIBLE RAPPORT SUR LA TURQUIE (Populaire du Centre 14.2.89)

TURQUIE : LES KURDES EXISTENT... - Le problème kurde est au centre des débats politiques en Turquie, depuis la suspension mardi dernier pour deux ans par le parti populiste social démocrate (PPSD) de son député Ibrahim Aksoy qui s'est vu reprocher d'avoir revendiqué trois semaines auparavant à Strasbourg, une "autonomie culturelle" pour les Kurdes de son pays (Alsace 14.2.89)

LES DONNS DE L'EUPHRATE (Le Monde 16.2.89)

DES TOURS EIFFEL DANS LE DESERT - (Le Monde 16.2.89)

LA PLANETE DES MARCHANDS D'ARMES (Quotidien de Paris 18.2.89)

LAURENCE GARDET, INFIRMIERE ORANGEOISE, AU KURDISTAN - A quelques kilomètres de la frontière iranienne elle a choisi de servir la cause humanitaire (Paris-Normandie 24.2.89)

EN TURQUIE, ETRE "EDITEUR RESPONSABLE" SIGNIFIE EMPRISONNEMENT (Herald Tribune 25.2.89)

RETOUR A ARARAT, CRITIQUE D'UN FILM DU CINEASTE SUEDOIS HOLM QUIST (Revue Films)

DOSSIER : MOURIR DANS LES PRISON TURQUES (Chronique Amnesty International février 89)

LA SITUATION DES REFUGIES KURDES D'IRAK EN TURQUIE (BULLETIN C.E.D.R.I. Février 1989)

35.0000 DANS LES CAMPS DE REFUGIES DE TURQUIE, LES KURDES ISOLES DERRIERE LES BARBELES (Dagens Nyheter 15.2.89)

LETTRES - L'IRAK ET LES KURDES (Inter-Arab Mashreq 3.2.89)

KURDE.... : Un éditorial de Cumhuriyet : être Kurde en Turquie (Cumhuriyet 1.2.89)

VOICI LA CARTE DES REGIONS LIBEREES DES TRAITRES - Le but est le modèle afghan. Leur plan visait un soulèvement à l'Est de la ligne allant de Fatsa à Ankara (Hürriyet 2.2.89)

SIX VILLAGEOIS ACCUSES D'AVOIR HEBERGE DES MEMBRES DU PKK SONT ARRETES A IGDİR. UNE EQUIPE DE LA TELEVISION ALLEMANDE VENUE INTERROGER LES HABITANTS DE YESILYURT N'A PAS ETE AUTORISEE A PENETRER AU VILLAGE (Hürriyet 2.2.89)

L'ORDRE D'APO AUX MILITANTS : "Portez-vous candidats aux élections locales". Les forces de sécurité sont mises en état d'alerte à la veille des élections (Hürriyet 4.2.89)

Une même voix s'élève face à la question kurde - 3 députés appartenant chacun à un parti différent demandent dans une interview accordée à Daily News, la reconnaissance de l'autonomie culturelle aux Kurdes de Turquie (Hürriyet 4.2.89)

PARIS : Le bureau turc du tourisme occupé durant 7h30 par une trentaine de militants du PKK (Cumhuriyet 4.2.89)

UN PROCES CONTRE UN SOUS-OFFICIER ACCUSE D'AVOIR PRATIQUE LA TORTURE SUR UNE JEUNE DE 16 ANS A MIDYAT (Cumhuriyet 5.2.89)

14 SYPATHISANTS DU PKK ENTAMENT A FRANKFURT UNE GREVE DE LA FAIM POUR PROTESTER CONTRE LES CONDITIONS DE DETENTION DES 13 MEMBRES DU PKK DETENUS DANS LES PRISONS ALLEMANDES (Hürriyet 5.2.89)

ACTION D'OCCUPATION DE PLUSIEURS BUREAUX ET AGENCES DE VOYAGE TURCS A L'ETRANGER - LES TRAITRES ONT BRULE NOTRE DRAPEAU DANS UNE MANIFESTATION ORGANISEE DEVANT LE CONSULAT TURC DE FRANCFORT (Hürriyet 5.2.89)

ATTAQUE DU PKK AU LANCE-MISSILES : 2 gendarmes grièvement blessés à Sirnak (Milliyet 7.2.89)

DE NOUVEAUX AVEUX DU MILITANT DU PKK : "Le palais Kanco est une base du PKK - 14 personnes ont été arrêtées pour aide au PKK à Kozluk (Tercüman 9.2.89)

5 MEMBRES DU SHP - 3 ONT ETE ARRETES POUR AVOIR AIDE LE PKK A BATMAN (Tercüman 10.2.89)

LE HEROS DE L'AFFAIRE DE YESILYURT : Le commandant Caglayan.(Hürriyet 11.2.89)

LE PKK ENTRAINE SES MILITANTS EN TURQUIE : 16 CACHETTES CREUSEES SOUS LA TERRE ONT ETE DECOUVERTES DANS LA REGION DE MARDIN, AU COURS DES OPERATIONS MILITAIRES DE CES DERNIERS JOURS (Tercüman 11.2.89)

91 PERSONNES SONT MORTES, JUSQU'A AUJOURD'HUI DANS LES CAMPS DES PESHMERGAS REFUGIES EN TURQUIE (Tercüman le 11.2.89)

LE PARLEMENT EUROPEEN : "Que la Turquie accorde le statut de réfugié aux Kurdes" (Tercüman 11.2.89)

ACCUSE D'AVOIR FORCE LES HABITANTS DE YESILYURT A MANGER DES EXCREMENTS HUMAINS : Le commandant Caglayan déclare "Je ne l'ai pas fait, j'ai seulement dit que je le ferai" (Hürriyet 13.2.89)

SELON LE JOURNAL ANGLAIS THE TIMES, LES CORPS DES TERRORISTES TUES AURAIENT ETE ENTERRES DANS UNE POUBELLE, PRES DE SIIRT PAR LES AUTORITES MILITAIRES TURCS (Hürriyet 13.2.89)

LA CURIOSITE DES SPECIALISTES DU CONGRES AMERICAIN : Ils posent la question "kurde" à la délégation turque. (Tercüman 14.2.89)

L'EX-DETENU ACCUSE D'APPARTENANCE AU PKK DEVENU L'HOMME DE CONFIANCE D'ÖZAL (Milliyet 15.2.89)

SELON LE RAPPORT PRESENTE PAR LA DELEGATION DE BREMEN AYANT RECEMMENT VISITE LA TURQUIE : Il existe une torture systématique en Turquie et elle est loin d'avoir respecté les droits de l'homme. (Cumhuriyet 18.2.89)

LA PEUR DES PESHMERGAS "Nous ne pourrons pas supporter durant l'été les maladies contagieuses" (Cumhuriyet 22.2.89)

DE NOUVELLES INVESTIGATIONS CONTRE LA TORTURE - LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE DE CIZRE INSTRUIRA LE DOSSIER DES POLICIERS ACCUSES D'AVOIR PRATIQUE LA TORTURE SUR LES HABITANTS DE CIZRE (Cumhuriyet 24.2.89)

FEU VERT DU SHP POUR LA LANGUE KURDE : Inonu déclare "chacun doit s'exprimer sans crainte dans sa langue maternelle" (Hürriyet 24.2.89)

DES SLOGANS EN KURDE AU TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT A ANKARA (Cumhuriyet 24.2.89)

QUI EMPECHERA L'IRAK DE TORTURER LES ENFANTS ? (Herald Tribune 1.3.89)

L'IRAK DANS LE COLIMATEUR D'AMNESTY INTERNATIONAL - DES BEBES ET DES ENFANTS TORTURES SOUS LES YEUX DE LEURS PARENTS (Centre Presse 1.3.89)

ENFANTS TORTURES EN IRAK (L'Humanité 1.3.89)

IRAK : AMNESTY DENONCE LES TORTURES D'ENFANTS (Charente Libre 1.3.89)

DES ENFANTS DE DETENUS POLITIQUES TORTURES DEVANT LEURS PARENTS (Nord Eclair 1.3.89)

IRAK - DES ENFANTS TORTURES - AMNESTY INTERNATIONAL APPORTE UN TMOIGNAGE ACCABLANT SUR LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME PAR LE REGIME DE BAGDAD (Dépêches de Dijon 1.3.89)

L'IRAK TORTURE LES ENFANTS DES OPPOSANTS POLITIQUES - Selon l'organisation humanitaire, les forces de sécurité irakiennes utiliseraient trente formes de sévices. Or Bagdad a réussi jusqu'à présent à échapper à toute condamnation de l'O.N.U. (Le Parisien 2.3.89)

MERHABA - BONJOUR : A TRAVERS LE KURDISTAN SAUVAGE

PROCES D'UNE FILIERE DE DROGUE TURQUE AUX RAMIFICATIONS EUROPEENNES (AFP. 6.3.89)

NOUVELLE INCULPATION POUR MEURTRE D'UN KURDE TURC (AFP 7.3.89)

L'IRAK ABSOUS PAR LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME (AFP.8.3.89)

UN AN APRES HALABJA : LES KURDES UN PEUPLE MENACE (Actualité Juive Hebdo 8.3.89)

INTERPELLATION A PARIS D'UN MILITANT KURDE SOUPÇONNE D'UN MEURTRE EN F.R.A. (AFP. 13.3.89)

UN PEUPLE ASSASSINE (La croix 14.3.89)

REGLEMENT DE COMPTES A L'INTERIEUR DU PKK (Journal du Centre 14.3.89)

TURQUIE : SILENCE ON TUE (événement du jeudi 23.3.89)

TURQUIE CONDAMNATION (Libération 17.3.89)

LE GENOCIDE CONTINU (Haaretz mars 89)

COMMENT LES KURDES SONT TRAITES : 7 MOIS SOUS DES TENTES (The New York Times 31.3.89)

UNE SEMAINE DANS LE CAMP DES SAINTS (Rival 31.3.89)

LE VIOL DES DROITS DE L'ENFANT - LES ENFANTS MARTYRS D'IRAK (La Chronique d'Amnesty International Mars 1989)

ARMES CHIMIQUES DES MORTS PAS CHERS - On ne peut qu'approuver les 149 pays représentés à la Conférence de Paris, en Janvier dernier, d'interdire les armes chimiques. Mais si les Grands peuvent renoncer sans inconvénient à cet arsenal démodé, les pays du tiers-monde qui n'ont pas accès à l'arme nucléaire risquent d'être pénalisés (Explora mars 89)

APRES L'ARRESTATION D'UN MEMBRE DU PKK MEURTRE DE 51 PERSONNES, UN AUTRE COUP DECISIF CONTRE 5 DE LEURS BOURREAUX TUES DANS UNE OPERATION ARMEE A BISMIL (Hurriyet 1.3.89)

DROLE DE CONSIDERATION : POUR LES ETATS-UNIS, LES "LAZ" ET LES "KURDES" SONT DES MINORITES ETHNIQUES (Hurriyet 6.3.89)

LA MENACE PKK PESE SUR LES REUNIONS ELECTORALES (Hurriyet 6.3.89)

UN REPORTAGE SUR L'HISTORIQUE ET LES ACTIONS DU PKK A LA TELEVISION TURQUE - PLUSIEURS REPENTIS ET LE SUPER-PREFET PARTICIPENT A CE PROGRAMME (Cumhuriyet 3.3.89)

MALGRE LE PROTOCOLE SIGNE IL Y A UN AN ET DEMI AVEC LA TURQUIE - DAMAS RECOMMENCE A SOUTENIR LE PKK (Tercuman 19.3.89)

L'AVEU DU MILITANT DU PKK, AGE DE 42 ANS. "Nous fournissons des renseignements à APO qui se trouve à Damas" (Tercuman 19.3.89)

ATTAQUE A L'OCCASION DU NEWROZ - UN SOUS OFFICIER TUE A MARDIN (Tercuman 19.3.89)

LE CANDIDAT INDEPENDANT REFILE KARAKOC, REUNIT 10 000 PERSONNES LORS DE SON MEETING. L'EPOUSE DE L'ANCIEN MAIRE DE DIYARBAKIR MEHDI ZANA, ACTUELLEMENT EN PRISON Y A PARTICIPE ET A SALUE EN KURDE LES PARTICIPANTS (Cumhuriyet 20.3.89)

18 ARRESTATIONS A ISTANBUL LORS DE LA CELEBRATION DE NEWROZ. LA FETE DE NEWROZ A ETE CELEBREE DANS PLUSIEURS AUTRES VILLES UNIVERSITAIRES (Cumhuriyet 22.3.89)

MENACE "D'ACTIONS IMPORTANTES" DU PKK SUITE A L'AFFAIRE DE YESILYURT - LES GRANDS CENTRES URBAINS SONT VISES (Cumhuriyet 25.3.89)

UN TERRORISTE TUE - UN SOUS OFFICIER ET UN SOLDAT BLESSES LORS D'UNE CONFRONTATION ARMEE A SIRNAK ENTRE LES FORCES DE L'ORDRE ET LES MEMBRES DU PKK (Cumhuriyet 25.3.89)

SOMMET DE "GUERRE" A DAMAS - APO OCCUPE LE PREMIER PLAN AU COURS DE LA REUNION DES LEADERS KURDES (Milliyet 28.3.89)

324.4
LJ

101st Congress
1st Session

JOINT COMMITTEE PRINT

S. Prt.
101-3

COUNTRY REPORTS ON HUMAN RIGHTS PRACTICES FOR 1988

REPORTS

SUBMITTED TO THE

COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS
U.S. SENATE

AND

COMMITTEE ON FOREIGN AFFAIRS
U.S. HOUSE OF REPRESENTATIVES

BY THE

DEPARTMENT OF STATE

IN ACCORDANCE WITH SECTIONS 116(G) AND 502(B)(6) OF THE
FOREIGN ASSISTANCE ACT OF 1961, AS AMENDED



FEBRUARY 1989

Printed for the use of the Committees on Foreign Relations and Foreign Affairs of the Senate and the House of Representatives respectively

U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE
WASHINGTON : 1989

94-641

For sale by the Superintendent of Documents, Congressional Sales Office
U.S. Government Printing Office, Washington, DC 20462

90-641 - 89 - 1

1955

IRAQ

Iraq is in effect a one-party state governed by the Arab Ba'ath Socialist Party (ABSP) through a Revolutionary Command Council (RCC) which has both executive and legislative authority under the provisional Constitution of 1968. Saddam Hussein holds decisive power as President of the Republic, Chairman of the Council, and Secretary General of the Regional Command of the ABSP. Two other legal parties are essentially support groups for the Government.

Iraq's population comprises many disparate groups, most notably Shi'a and Sunni Muslim Arabs, Kurds, Turcomans, and various Christian sects, predominantly Assyrians and Chaldeans.

Iraq's military is large and well trained, and parts of it have security responsibilities--notably the Fursan, or Kurdish tribal levies, which have responsibility for security within the Kurdish Autonomous Region. The national police is responsible for civil order. In addition, Iraq's intelligence services are widely feared, and have engaged in extensive surveillance and extralegal means to deal with antiregime activity, including torture and summary execution.

The Government exerts a high level of control over the economy, which is dominated by the petroleum sector. The state owns all major industries, including petroleum and banking. In agriculture, tourism, the services industry, and light industry, the Government is engaged in a program of divestiture and privatization. Close government regulation of economic activity will be maintained, but the Government is trying to attract investor capital and expertise in the operation of the economy.

Iraq's abysmal human rights record remained unacceptable in 1988. Political and individual rights continued to be sharply limited, and the news media remained largely under government control and subject to censorship. In addition to repressive domestic controls that predate the war with Iran, tight wartime controls remained in effect after the cease-fire. These controls included a decree which prescribes the death penalty for anyone who damages the country's military, political, or economic position. Wartime travel restrictions, which prevent most Iraqis from departing the country, also remained in force.

Most significant in 1988 were the grave human rights violations that occurred when the Iraqi armed forces moved to crush a longstanding Kurdish rebellion after the August 20 cease-fire with Iran. The campaign was marked by the use of chemical weapons against guerrillas and civilians alike. It marked an intensification of the program begun in 1987 to destroy villages and hamlets in Kurdish areas of northern Iraq, and to relocate approximately half a million Kurdish and Assyrian villagers to more easily controlled towns and cities. In addition, there are unconfirmed reports that tens of thousands of Kurds have been removed from their homes to camps located outside traditional Kurdish areas of northern Iraq.

RESPECT FOR HUMAN RIGHTS

Section 1 Respect for the Integrity of the Person, Including Freedom from:

a. Political Killing

Execution has for years been an established method for dealing with perceived political and military opponents of the Government, particularly members of the outlawed Da'wa Organization (an Iran-supported fundamentalist Shi'a Muslim group that has engaged in acts of international terrorism). The Government has been accused of murdering Iraqi political opponents in the United Kingdom and Sudan; in the case of Sudan, the victim was a leader of the opposition Supreme Assembly of the Islamic Revolution in Iraq, based in Tehran and closely linked to the Da'wa Organization.

The Government's intensified efforts to crush a Kurdish rebellion in northern Iraq resulted in approximately 8,000 deaths, many of them civilians, according to Kurdish sources. The Iraqi armed forces made extensive unlawful use of chemical weapons against both military and civilian targets in Iran and Iraqi Kurdistan. In the course of a March 16 battle between Iraqi forces and Iranian Revolutionary Guards in and near the Kurdish city of Halabja in northern Iraq, an estimated 600 to 3,000 civilians were killed by Iraqi chemical weapons. The United States condemned Iraq's action as a particularly grave violation of the 1925 Geneva Protocol on chemical weapons, to which Iraq is a party, while noting that Iran also appears to have employed chemical weapons in the same battle. Several international teams, including a U.N. team and a team of Belgian doctors, confirmed the use of chemical weapons in this battle. Twice in 1988 the U.N. Security Council condemned use of chemical weapons in the Iran-Iraq War.

With the cessation of hostilities between Iran and Iraq in August, the Iraqi armed forces launched an offensive against Kurdish rebel forces. Combat troops from the Iranian front carried the battle to villages, which they claimed rebels were using for sanctuary.

On several days in August, chemical weapons were used in this campaign. Immediately thereafter, at least 60,000 Kurds fled across the border into Turkey. On September 8, the U.S. Department of State announced that it had conclusive evidence that Iraqi forces used chemical weapons unlawfully against Kurds and condemned its use. Since then, several groups, including a U.S. Senate staff delegation, Physicians for Human Rights, and a British laboratory that analyzed soil samples, confirmed Iraq's use of chemical weapons in this campaign. The Iraqis have denied using chemical weapons against Kurds.

In its 1988 Report, covering 1987, Amnesty International (AI) noted that at least 17 Kurdish children aged 14 to 17 were executed in November and December 1987. AI also reported the poisoning of Kurdish opponents in November 1987 by security forces.

b. Disappearance

Iraqi emigrants have reported that some persons, particularly those detained by the security police for subversion, disappear following detention. Kurdish rebels in northern Iraq have occasionally kidnaped foreign workers and businessmen. In its

1988 Report, AI noted that the "disappearance" of large numbers of people continued to be widely reported, and that many of them were feared to have been executed.

c. Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment

The Constitution prohibits torture and prescribes stiff punishment for it, and the Government rejects charges that it practices torture. Nevertheless, reliable reports make clear that both physical and psychological torture are used by the authorities, especially the security police. Given the rigid chain of command within the Government and security services, torture could not be practiced without the authorization of senior officials.

According to emigre groups and former prisoners, persons detained by the security police for political or security-related matters are frequently tortured and mistreated. Treatment is reported to be worst immediately following arrest and during the period of interrogation and investigation, which can last for months. Torture and brutal treatment are not limited to political cases. Security-related offenses are broadly defined to include such routine criminal matters as currency violations.

The security forces' methods of torture, often employed to extract confessions or information about the suspect and his colleagues, reportedly include beatings with fists and rubber truncheons, electrical shocks to the genitals and other parts of the body, and the extraction of fingernails and toenails, as well as psychological torture. AI has reported that over the years the Government had denied allegations of torture even when the allegations were supported by detailed medical evidence and that the Government had also failed to show that such allegations were ever investigated or that any perpetrators were brought to justice. In its 1988 Report, AI noted that the routine use of torture by the security forces continued to be widely reported. It said that the victims included political prisoners, and cited a report that the bodies of 29 youths--who allegedly had been tortured shortly before being executed without trial in January 1987--were returned to their families bearing marks of torture. They had been among 300 Kurdish children and young people arrested in 1985.

d. Arbitrary Arrest, Detention, or Exile

The Constitution and legal code provide for the rights of citizens and place checks on police powers in such areas as arrest, detention, imprisonment, and search. These provisions are generally respected in ordinary criminal cases, but have little weight in political or national security cases. Security police not only make arbitrary arrests but also secretly detain suspects, whose fate sometimes becomes known only after they have been executed. Security charges have included espionage, treason, and conspiracy against Iraq, often in collaboration with unnamed foreign foes.

As part of its campaign to eliminate the Kurdish rebellion and to clear a security zone along its northern border, the Government continued the policy of relocating, sometimes forcibly, several hundred thousand Kurds. While most were moved to or near Kurdish towns and cities south of the mountains, there are unconfirmed reports that others were

exiled to non-Kurdish parts of the country. The campaign involved widespread destruction of Kurdish villages, and some Turcoman and Christian villages near the front lines.

In the past, Iraq has expelled to Iran large numbers of Iranians and Iraqis of supposed Iranian descent. These deportations ceased in the early 1980's; however, most of the few remaining Iranians have been imprisoned or live under the fear of deportation or incarceration. Spouses of Iraqis of Iranian origin are required to obtain a divorce or suffer the same consequences. Moreover, other Iraqis, whose grandparents are shown not to be of Iraqi origin, are subject to arbitrary detention and deportation. Assyrian religious groups in the United States alleged in 1987 that many Iraqi Assyrians were expelled to Turkey under this rule.

With regard to forced or compulsory labor, see Section 6.c.

e. Denial of Fair Public Trial

Iraq's legal system provides for investigation by police and then by an inquiry judge who may refer a case to the criminal court. A judge tries criminal cases; there is no jury. Convictions may be appealed to a court of cassation or, in the case of major crimes, the High Court of Appeals.

Trials of nonsecurity cases are held in civil, criminal, and religious courts and are open. Defendants are entitled to counsel. A lawyer is provided if a defendant cannot afford one. Charges and evidence are available for review. Appellate Courts hear cases not under the jurisdiction of the Revolutionary Courts. The Revolutionary Courts, which usually hold closed trials, deal with espionage, treason, smuggling, and drug trafficking. The right of defense in such courts is reportedly severely restricted.

The "special courts" constituted by the RCC for specific incidents, such as the reported conspiracy against the regime in 1979, are also closed. These special tribunals are apparently exempt from constitutional safeguards of defendants' rights; defendants are held incommunicado, and confessions extracted by torture are used. Appeals can be taken only to the Chairman of the RCC. However, the practical availability of this appeal is open to question, since there are reports that executions take place shortly after trial.

Political dissidence in Iraq is taken by the authorities to encompass a wide range of activities and, in an environment where public acknowledgment of arrest or imprisonment is rare, it is extremely difficult to estimate the number of political prisoners. In its 1988 Report, AI noted that "thousands of political prisoners" continued to be arbitrarily arrested and detained.

f. Arbitrary Interference with Privacy, Family, Home, or Correspondence

The Constitution provides protections for the inviolability of the home, and strong cultural values reinforce these protections. Police must obtain a search warrant before entering the home of a criminal suspect. However, warrants are not required for the arrest of security suspects. Although most arrests occur outside the home, there have been reports of forced entry and arrest by the security police, particularly of suspected members of the outlawed Da'wa

Organization. As their campaign against Kurdish rebels intensified, government forces conducted large-scale searches of homes in Kurdish towns, and arrested and relocated large numbers of people.

There is no legal protection against the monitoring of telephones, which many Iraqis believe to be a common practice. All mail is believed subject to review by censors. The security services and the Ba'ath Party are generally assumed to maintain pervasive networks of informers.

Section 2 Respect for Civil Liberties, Including:

a. Freedom of Speech and Press

These freedoms are not respected. The Constitution prohibits "any act aimed at undermining the national unity of the people, provoking racial, sectarian, and regional bigotry, or violating gains and achievements of the country," and the Government views political dissent as a security threat and strictly controls speech, all information media, and assembly. The Government owns and operates the press, radio, and television. The media do not criticize the Government, and news reporting is strongly biased. Opposition viewpoints are not heard. Few foreign periodicals reach Iraq, and Western newspapers are not sold. Foreign visitors' magazines, newspapers, cassettes, cameras, and video cassettes may be confiscated at the airport. To control the dissemination of political leaflets, typewriters and photocopying machines must be registered. Taking photographs of military installations, government buildings, or areas near sensitive locations is forbidden and punishable by imprisonment. Journalists and photographers visiting Iraq at the invitation of the Government are required to present film taken in Iraq for inspection by the authorities.

b. Freedom of Peaceful Assembly and Association

These freedoms are severely limited. Public meetings may only be organized under the auspices of the Government or the Ba'ath Party. Association for nonreligious purposes and demonstrations without government approval have met with severe repression. Professional organizations are subject to control by the Ba'ath Party Central Vocational Bureau.

For a discussion of freedom of association as it applies to labor unions, see Section 6.a.

c. Freedom of Religion

Iraq is an ethnically and religiously diverse society. However, many non-Muslims, principally Jews and Christians, left Iraq under previous regimes. Since its rise to power in 1968, the Ba'athist Government, while carefully controlling religious groups, has enforced tolerance of religious diversity, seeking to submerge religious differences in the promotion of secular nationalism. A 1981 law gave the Ministry of Endowments and Religious Affairs the authority to promulgate laws and regulations governing places of worship, appointment of clergy, religious literature, and participation in religious councils and meetings. Muslim religious leaders operate under close government supervision, are considered government employees, and receive their salaries through the Government. The Government administers the principal Muslim shrines and mosques and has increased allotments to refurbish

and maintain them in an apparent attempt to win support from the devout.

While the Government has assumed much greater authority in Islamic religious affairs since 1981, the law has not been invoked against Iraq's Christian sects. Iraq's Christians number more than 500,000 and constitute nearly 4 percent of the population. Their freedom of worship in churches of established denominations is legally protected, but they are not permitted to proselytize or to hold meetings outside church premises. Convents and monasteries exist, and some new churches have been constructed, in some cases with government financial support. The Jewish community is believed to have decreased from 150,000 following World War II to under 400. It was severely persecuted in the past, but there is no evidence of recent persecution. One synagogue in Baghdad still functions.

d. Freedom of Movement Within the Country, Foreign Travel, Emigration, and Repatriation

Iraqis are generally free to travel within the country and to change their residences or workplaces. However they are likely to be constrained by social, cultural, and religious traditions which define the areas occupied by the various ethnic and religious groups. Sensitive border and other security areas are off-limits. Civilian travel in the war zone is restricted. Curfews are in effect where Kurdish insurgents have been active. There are police checkpoints on highways and outside major towns, but most Iraqis and foreigners travel freely in nonrestricted areas.

The Government's harsh campaign to suppress Kurdish rebellions involving mass relocations of Kurdish villagers, has nullified the right of hundreds of thousands of Kurds to choose their place of residence. An estimated 250,000 to 300,000 Kurdish villagers were forcibly relocated in 1988; since the Government began its program of forced relocation in 1987, an estimated 500,000 people have been uprooted. Since traditional Kurdish culture has been deeply embedded in the rural village, the forced removals and razing of villages has had a destructive impact on the lives of some half a million Kurds.

All Iraqis and most foreigners who remain in the country for more than 2 weeks must obtain exit permission. Travel has been even further limited since September 1986 when severe restrictions on currency exchange were imposed. Because of the war's drain on the economy, permission to travel abroad is restricted to a few categories of Iraqis, including officials, government-approved students, and persons needing medical treatment. While permission for medical treatment abroad may be granted, permission to transfer hard currency abroad to pay for it usually is not. The Government seeks to limit the countries an Iraqi traveler may visit and, should the traveler visit a nonauthorized country, a small fine may be levied upon his return. Iraqis who have residences abroad may depart the country provided they originally had left before the war began. In general, a married woman must have the permission of her husband to travel abroad.

The Government can require a prospective traveler to post a substantial bond to assure return. The RCC decreed in 1987 that Iraqi students abroad who refuse to return to Iraq must reimburse the Government for all education received in Iraq or abroad at government expense. The resolution is applicable

retroactively to students who have refused to return since May 16, 1983, the day the Government began requiring those employees who left government jobs before completing the required 20 years of work to reimburse the State for the cost of their education. Amounts due can be recovered by confiscation; nonpayment may result in imprisonment. Each student must provide a guarantor before traveling abroad. This guarantor and the student's parents may be held liable if the student fails to return.

There is no specific ban on emigration or special restrictions for members of minority groups; however, emigration is discouraged. For the past several years, almost all of those given permission to emigrate have been spouses of foreign nationals. Prospective emigrants have had travel permission delayed and have been harassed. Many emigrants leave behind substantial property because of the difficulty of exporting assets. Currency exchange violations are considered national security offenses, and penalties can be severe.

Alien spouses of Iraqi citizens who have resided in Iraq for at least 5 years are required to become naturalized or leave Iraq. Many people, including several Americans, have thus been obliged to accept Iraqi citizenship and are therefore subject to the present travel restrictions. In March 1984, a resolution by the RCC reduced the residency period before naturalization to 1 year for the spouses of Iraqi citizens employed in government offices. The Iraqi spouse faces penalties for noncompliance, including loss of job, a fine of approximately \$10,000, and repayment of the costs of education. Iraq does not recognize the concept of dual nationality, and many Iraqi "dual nationals," especially the children of an Iraqi father and a mother of non-Iraqi birth, have been denied permission to leave Iraq to visit the country of their other nationality.

In recent years, the Government has instituted special programs to encourage the repatriation of qualified professionals. Aliens of Iraqi origin can apply for a document permitting them to enter and exit from Iraq without a visa. Former Iraqis can more easily obtain visitors' visas than can other aliens, who generally must have a sponsor.

Other persons of Iraqi origin are permitted to return, including many persons who were admitted to other countries as refugees. A number of such people, especially Assyrian Christians, have returned on temporary visits. They are free to come and go, within the limits of the present travel restrictions, since they are not considered to have violated Iraqi laws. However, those who emigrated only after the beginning of the Iran-Iraq War, including several U.S. permanent resident aliens, have been unable to depart Iraq after returning. AI reports that in November 1987 the Government declared an amnesty "for Iraqis living abroad who had been convicted or suspected of political or criminal offenses. It was not known whether anyone took advantage of it." In September the Government announced an amnesty for Kurds who fled the country during the August campaign. Approximately 1,400 returned from refugee camps in Turkey.

Section 3 Respect for Political Rights: The Right of Citizens to Change Their Government

Citizens do not have the right to change their government in Iraq. The Ba'ath Party, whose limited membership is dominated

by the President and the party's Regional Command, rules Iraq. The party reportedly has some 1.5 million adherents, representing about 10 percent of the population; but only some 50,000 "active" or full members, less than 0.33 percent of the population, participate influentially in party activities. There are two other legal political parties, both Kurdish. They and the Ba'ath Party constitute the Patriotic and Progressive National Front, essentially a vehicle of support for the Government. The two minor parties carry on only limited activity. Members of the military or security services may engage in political activities only within the Ba'ath Party. Association with the party is not required for appointment to senior government positions or military ranks or election to the National Assembly, but is normally necessary to attain political influence. Opposition groups, including various Kurdish groups and splinter parties, are severely repressed. The Communist Party was removed from the National Front and declared illegal in 1979. The Da'wa Organization, a violent dissident Shi'ite group, is still proscribed, and its members are subject to incarceration and execution, as are members of other parties believed to be cooperating with Iran. The Government announced in November plans to permit the legal formation of opposition parties. However, this development is unlikely to have a major effect on the nature of the regime.

General elections were last held for the 250-seat National Assembly in 1984. The Government screened all the candidates for consonance with Ba'ath Party ideology. Though in theory possessing a wide range of official duties, the Assembly exercises little real authority. The most recent local elections were held in the Kurdish Autonomous Region in 1986. With the term of the National Assembly having expired, elections are scheduled for March 1, 1989.

Section 4 Governmental Attitude Regarding International and Nongovernmental Investigation of Alleged Violations of Human Rights

Iraq denies charges that it violates human rights. Iraqi officials claim that the information on which AI and other human rights groups base their charges comes from pro-Iranian and Kurdish Iraqi exile groups in London and Paris. In its 1988 Report, AI noted several instances in 1987 in which Iraqi authorities had commented on AI reports or responded to AI inquiries, but in each case these authorities had defended their actions as justifiable. Iraq refused to permit any independent investigation, including one under U.N. auspices, of charges related to the use of chemical weapons in its campaign to suppress Kurdish rebels. Iraq adamantly denied such use.

There is no government office or official charged with investigating human rights and coordinating with other governments and international organizations on human rights. Iraq cooperates with the International Committee of the Red Cross in efforts to resettle Iranian civilian refugees in third countries. The U.N. High Commissioner for Refugees (UNHCR) in previous years sent several representatives to Iraq for brief periods to register refugees and to work for their resettlement. A UNHCR representative has been in Baghdad since April 1988.

IRAQ

Section 5 Discrimination Based on Race, Sex, Religion, Language, or Social Status

The Ba'ath Party has been committed to the equality of the sexes, and a series of laws since it came to power in 1968 has steadily improved the status of women. Such laws have protected women from exploitation in the workplace; granted subsidized maternity leave; permitted women to join the regular army, Popular Army, and police forces; and equalized women's rights on divorce, land ownership, taxation, suffrage, and election to the National Assemblies. In the 1970's, the Government imposed legal penalties on families that opposed sending their women to literacy schools, and on men who were seen harassing women. However, women may still travel abroad only with the permission of their husbands. School enrollment of females has been increasing in recent years, reaching 45 percent in elementary schools and 36 percent in secondary schools in 1985-86.

Women represent about 47 percent of agricultural workers and about 25 percent of the total work force. The war accelerated the Government's drive to elevate the status of women, and some Iraqis believe it has permanently broken cultural barriers to the acceptance of women in traditional male roles. Women have become increasingly visible as architects, construction engineers, oil engineers, air traffic controllers, factory and farm managers, and Air Force pilots. Some 40,000 women were reportedly volunteers in the Popular Army in 1982.

The use of minority languages is unrestricted. Kurdish, an official language, is used in schools and media in Kurdish areas. Turcomans publish in their dialect of Turkish. The Shi'a, who make up roughly 55 percent of the population, have historically been economically, politically, and socially disadvantaged throughout the Middle East. The Government has a declared policy to raise their living standards and equalize opportunities for their economic and professional advancement. For four centuries, political power in Iraq has been concentrated in the hands of the Sunni minority. Sunni Arabs, who comprise 20 to 25 percent of Iraq's population, dominate the RCC, the Regional Command of the Ba'ath Party, and the Cabinet. However, many Shi'as hold prominent positions, and the economic status of the Shi'a has improved. Nevertheless, the Government maintains a close watch against Iranian attempts to exploit dissatisfaction among the Iraqi Shi'a, who adhere to the branch of Islam prevalent in Iran.

Although Christians sometime allege discrimination in education and jobs, adherence to their religion has not prevented many from obtaining wealth and professional advancement. The Deputy Prime Minister and Foreign Minister, a Chaldean Christian, has represented Iraq even at meetings of the foreign ministers of the Organization of the Islamic Conference. Other Christians hold important official and private positions. Citizens considered to be of Iranian origin carry special identification, and they are often precluded from desirable employment, and their advancement may be impeded. Many "Iranian" families have been in Iraq for generations. Some say their forebears were not from Iran but claimed Iranian nationality to evade Ottoman military conscription.

IRAQ

Section 6 Worker Rights

a. The Right of Association

Industrial workers do not constitute a significant part of the total work force, whose principal components are agricultural workers, shopkeepers, and government employees. Under the Trade Union Organization Law of June 2, 1987, a new single trade union structure was prescribed for organized labor. Workers in private and mixed enterprises and in cooperatives--but not public employees or workers in state enterprises--have the voluntary right to join a local trade union committee. The trade union committees form trade unions which in turn are part of provincial trade union federations. At the top is an umbrella organization, the Iraqi General Federation of Trade Unions, which is organically linked to the Ba'ath Party and required to promote party principles and policies among union members. The General Federation is affiliated to the International Confederation of Arab Trade Unions and to the Soviet-controlled World Federation of Trade Unions. It is also active in the tripartite Arab Labor Organization which is currently headquartered in Baghdad.

Although workers legally have the right to strike, after providing notice to the Labor Ministry, no strikes have been reported for almost 20 years.

b. The Right to Organize and Bargain Collectively

Even before the abolition of the Labor Federation, the right to bargain collectively was not recognized. Labor legislation and practice is uniform throughout the country. There are no export processing zones in Iraq.

c. Prohibition of Forced or Compulsory Labor

The Popular Army, the militia of the Ba'ath Party, employs press-gang methods to draft recruits. It sets up roadblocks and inducts eligible men on the spot; they are sometimes not allowed to contact their families for weeks afterwards. Popular Army personnel perform duties in rear areas, freeing regular army personnel for front line duty; they also perform many functions, such as reconstruction work, which would normally be done by the civilian labor force. However, on October 30 the Government announced that the Popular Army would cease recruiting drives and begin to release Popular Army inductees who were currently in training camps. There has been no evidence of recruiting into the Popular Army since this announcement, and measures are under way to significantly reduce its size.

d. Minimum Age for Employment of Children

Children are frequently encouraged to work as necessary to support the family, a common social practice in the Middle East. The employment of children is forbidden in all enterprises other than small-scale family enterprises.

e. Acceptable Conditions of Work

The workweek in urban areas is 6 days, 7 to 8 hours a day, for workers in the private sector. Hours for government employees are set by the head of the ministry for which the employee works. Many government employees routinely work longer than 8 hours a day, some of them as much as 12 hours per day. Wages

are set by the Government for public sector workers (i.e., the bulk of the employed) and do not adhere to any fixed per hour or per day rate; salaries are generally deemed low but adequate. Wages in the small private sector are set by supply and demand. Occupational safety programs are in effect in state-run enterprises, and inspectors make irregular visits to private establishments; enforcement varies widely. A new government decree to extend occupational safety and health protection was issued and subsequently withdrawn in December 1988, reportedly leading to the dismissal of the Labor Minister.

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cartes géographiques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous, Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

LIVRES

EN FRANÇAIS	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif	40 FF
	DOSSIER KURDISTAN (Têkoşer)	40 FF
	MEMOIRE DU KURDISTAN, J. Blau	60 FF
	CONTES KURDES	35 FF
	LES KURDES, B. Nikitine	150 FF
	LA GRAMMAIRE KURDE, Lesçot/Bedirkhan	250 FF
	LES KURDES, Terre des Hommes	15 FF
	TURQUIE, Denis de Justice, Amnesty International	25 FF
EN ALLEMEND	KURDISCHE VOLKDICHTUNG, Thomas Bois	20 FF
	DIE FÜR DIE FREIGEIT STERBEN, F. Hennerbichler	150 FF
	GEISELBEFREIUNG IN KURDISTAN, F. Hennerbichler	150 FF
EN ANGLAIS	DESTROYING ETHNIC IDENTITY Kurds of Turkey, Helsinki Whatch	60 FF
	THE LEGAL CONCEPT... The Kurdish Question, Fuad Hussein	25 FF
	KURDISH OBSERVER	15 FF
EN FLAMAND	LIED DER AARDE, Medenî Ferho	20 FF
	CIGERXWÎN, POEZIE UIT KOERDISTAN	20 FF
	JÛYANA KURDAN, (Bilingue, kurdejj-flamand)	30 FF
EN GREC	LES KURDES	35 FF
EN ARABE	BITULAT AL-KURD, Casim Celîl	40 FF
EN TURC	ŞIVAN'IN SEVDASI, Mahmut Baksi	30 FF
	ZAZACA-KÛRTÇE SÖZLÛK, Malmîsanij	85 FF
	BİR KÛRTLE KONUŞMA, Adonis Buduris	30 FF
	BÛYÛK ANAYURT ŞAVAŞINDA KÛRTLER, H.M. Çetoev	35 FF
	KÛRT MİLLİYETÇİLİĞİ VÊ Dr. A. CEVDET, Malmîsanij	35 FF
Cartes Potaies	NOIR et BLANC	2 FF
	COULEUR	3 FF
Vidéo-Cassette	Y. GÛNEY ET SON PAYS (en version kurde ou turc, 112 minutes)	250 FF
Cassettes de Musique	NİZAMETTİN ARIÇ (Feqîyê Teyra-n° 2,3,4,5,6 7)	35 FF
	BARAN (n°3-4)	35 FF
	MAZHAR (Awazî Kurdî) N°2-3-4	35 FF
AFFICHES	HOMMAGE A YILMAZ GÛNEY	10 FF
	INAUGURATION DE L'INSTITUT	20 FF
PUBLICATIONS DE L'INSTITUT	HÊVÎ, Revue littéraire en kurde, (n° 1 à 6)	50 FF
	STUDIA KURDICA, N°1 en arabe et persan, n°2 en arabe n° 3 en turc n°4 persan n°5 français (N°5 = 60 FF)	40 FF
	Bulletin de liaison et d'information, le numéro:	25 FF
	Carte géographique du Kurdistan, en kurde (125x80 cm.)	100 FF
	Carte géographique du Monde, en kurde (125x80 cm.)	100 FF

PUBLICATIONS EN KURDE

<u>EN KURMANCÎ</u>	Ji Tevsîra Quranê, Kamûran Bedirkhan.....	40 FF
	Em hîn dibin, Grammaire urde, A. Cantekin	25 FF
	Berhem, revue culturelle	15 FF
	Mirina Kalekî Rind, roman, M. Uzun	40 FF
	Hêsîr û Baran, Bavê Nazê	30 FF
	Dengê Roja Dîl - Poetry, Derweş Ferho	30 FF
	Girtî, roman, Firat Cewerî.....	55 FF
	Komara Demokratîk a Kurdistan "Mahabad", K. Hûsamî.....	30 FF
	Em û Pirsî Me, Ş. B. Sorekli	30 FF
	Gundike Danî, M. Baksi	60 FF
	Şêx Sen'an, poésîe, Feqîyê Teyran.....	60 FF
	Wenda bûn, Ş. B. Sorekli	40 FF
	Jiyana Rewşenbîrî û siyasî ya Kurdan, Dr. Celîlê Celîl.....	40 FF
	Dîwana Rûhî, Şêx Abdurahmanê Aktepe	40 FF
	Roja Nû, revue culturelle	15 FF
	Têkoşer, revue culturelle.....	15 FF
	Çarçira, revue culturelle	20 FF
	Mîrkût, revue humoristique, (n° 1, 2 & 3)	15 FF
	Îsot, revue humoristique (n° 2,3,4 5)	15 FF
	Zengil, revue humoristique	15 FF
Ronahî de 1942 à 1945 les frères Bedirkhan, réédition	100 FF	
Roja Nû de 1943 à 1946 les frères Bedirkhan, réédition	100 FF	
Rojnamegeriya Kurdî (1908-1981) Malmîsanij & M. Lewendi	80 FF	
Şairên Klasîk ên kurd, Abdulreşîb Yûsuf.....	30 FF	
Hawar (1-9) réédition, C. Bedirkhan	100 FF	
<u>EN DUMILÎ</u>	Na xumxum a..., Keyo Berz.....	35 FF
	Herakleîtos, Malmîsanij	20 FF
<u>EN SORANÎ</u>	Halwest, Zencîra Hawar, n° 1 & 5	30 FF
	Çîrokî kurt Kazêwe, Rizgar Abdullah	25 FF
	Du taqlayî bê sut, S. Galib Abdullah	30 FF
	Peyv, revue périodique du Centre Culturel Kurde de Londres	40 FF
	Komara Kurdiyekey Mahabad, A. Roosewelt	30 FF
	Gerran le Behcet Hîkmet, poésîe, Kenan Medhat.....	40 FF
	Yekgirtin, revue périodique du Centre Culturel kurde de Danemark	40 FF
	Zerdik, poésîe, Ahmedê Mela	40 FF
Mamostay Kurd, revue des enseignants kurdes eN Suède	30 FF	
<u>LIVRES D'ENFANTS</u>	Keça Şerrût Lotta, Astrid Lindgern	40 FF
	Spî û reş	40 FF
	Bavo were derve !	40 FF
	Emîl mîha nîvçe	40 FF
	Nebezê li çiyayê mazî	40 FF
	Şev baş Alfons	40 FF
	Kundirê helez	40 FF
	Tuân	40 FF
	Masiyê reşê piçûk, Samed Behrengî	30 FF
	Pênc saherên me, Ahmet Cantekin	15 FF
	Hîrç û Daristan, Ahmet Cantekin.....	15 FF
	Qeşmer, Ahmet Cantekin	15 FF
	Panda, Ahmet Cantekin	15 FF
	Helîn.....	10 FF

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

N° :.....

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde
Je vous envoie un chèque deFF.

Je souhaite recevoir régulièrement le Bulletin de liaison et d'information de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de 240 FF, représentant l'abonnement annuel de 12 numéros (France) ou 265 FF pour un abonnement à l'étranger.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE "HÊVÎ" (revue culturelle en langue kurde)

N° :.....

Je souhaite recevoirexemplaire(s) de HÊVÎ, au prix unitaire de 50 FF
(France), (Etranger 60 FF.)

Je souhaite m'abonner à HÊVÎ (2 numéros par an), abonnement annuel
100 FF (France), (Etranger 120 FF.)

je vous adresse mon règlement deFF par cheque bancaire, chèque postale, mandat-
lettre, mandat international à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS,
106, Rue La Fayette, 75010 - PARIS

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE "STUDIA KURDICA" (étude kurde, en arabe, persan, turc, français)

N° :.....

Je souhaite recevoirexemplaire(s) de STUDIA KURDICA,
en langue.....au prix unitaire de 40 FF. (France), (Etranger 50 FF)
(le numéro en français au prix unit. de 60 FF, (Etranger 70 FF)

je vous adresse mon règlement deFF par cheque bancaire, chèque postale,
 mandat-lettre mandat international à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS,
106, Rue La Fayette, 75010 - PARIS

NOM :

ADRESSE :

FRFR

FRAD491 4 I 0174 FRA /AFP-CI66

France-Irak-Kurdes

La France "attentive" à la situation de la communauté kurde en Irak

PARIS, 21 déc (AFP) - La France est "attentive" à la situation de l'importante communauté kurde en Irak et "saisit toute occasion pour exprimer sa vigilance", a déclaré mercredi le ministre délégué aux affaires étrangères Mme Edwige Avice, lors de la session orale des questions à l'Assemblée Nationale.

Répondant au député Bernard Stasi (UDC), Mme Avice a précisé que le développement de "solides relations" entre Paris et Bagdad "n'empêche pas le gouvernement français de marquer à tout instant sa préoccupation" sur le problème kurde, comme vient encore de le faire le ministre des affaires étrangères M. Roland Dumas lors de sa récente visite en Irak.

Mme Avice a en revanche écarté l'idée que les Kurdes puissent faire entendre leur voix lors de la conférence internationale sur les armes chimiques qui se déroulera à Paris du 7 au 11 janvier. La conférence, a-t-elle dit, "ne sera pas un tribunal" et sera "exclusivement" ouverte aux Etats.

ez/jmg

AFP 211744 DEC 88



FRFR

FRAD089 4 I 0288 FRA /AFP-GH64

Conférence-chimique prév-fit1

Les armes chimiques au ban de la communauté internationale cette semaine à Paris

par PHILIPPE SAUVAGNARGUES

PARIS, 1er Jan (AFP) - Les armes chimiques, dont l'honneur a été à nouveau illustrée par la guerre du Golfe, vont être mises au ban de la communauté internationale cette semaine à Paris, promu du 7 au 11 janvier capitale du désarmement chimique.

Quelque 140 pays y participeront à une grande conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques, qui aura pour toile de fond le conflit Iran-Irak et prend une résonance particulière avec la querelle entre les Etats-Unis et la Libye sur la question controversée de la présence d'une usine d'armes chimiques, à proximité de Tripoli.

Qualifiée de "nucléaire du pauvre", à cause de son pouvoir destructeur et parce qu'elle est relativement peu coûteuse et facile à produire, l'arme chimique est revenue au premier plan avec le conflit Iran-Irak. Son utilisation répétée dans cette guerre -brisant un tabou né des terribles batailles chimiques du premier conflit mondial de 1914-18- a largement contribué à la prise de conscience des dangers de banalisation de ce type d'armement. L'opération la plus spectaculaire a eu lieu le 17 mars 1988 avec le bombardement irakien de la petite ville de Halabja, qui aurait fait 5.000 morts parmi la population civile kurde.

En outre, le nombre de pays possédant des armes chimiques est passé en vingt ans, d'une demi-douzaine à plus d'une vingtaine, selon la plupart des experts. Et un développement technologique parallèle, la dissémination -notamment au Proche-Orient- de missiles balistiques, capables de véhiculer aussi des charges chimiques, a accru la gravité du problème.

suivra

AFP 011247 JAN 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR

FRA0090 4 I 0440 /AFP-6H65

Conférence-chimique flt2-der
les armes chimiques ...

PARIS - C'est dans ce contexte que le président François Mitterrand, faisant écho à une suggestion du président Ronald Reagan, a lancé en septembre à l'ONU l'idée d'une conférence internationale, qui a reçu un accueil très favorable, dont témoigne l'ampleur exceptionnelle de la participation à cette Grand Messe du désarmement chimique.

L'Iran, l'Irak et la Libye figurent parmi les quelque 140 pays qui ont répondu à l'invitation de la France et environ la moitié d'entre eux (Etats-Unis, URSS, Chine notamment) ont confirmé officiellement qu'ils seraient représentés par leur ministre des affaires étrangères, indique-t-on à Paris. Un chef d'Etat, le président afghan Najibullah, a même manifesté l'intention d'être présent.

Il s'agit d'une conférence de nature essentiellement politique, un tel aréopage ne pouvant parvenir en cinq jours à résoudre le casse-tête technique que constitue la mise au point d'une interdiction pleinement vérifiable. L'objectif de la conférence de Paris est donc de réaffirmer solennellement le respect du protocole de Genève de 1925, qui interdit l'usage en temps de guerre des armes chimiques -mais ne prohibe pas leur fabrication- et éventuellement de susciter de nouvelles adhésions à ce texte signé par 113 pays. Elle a également pour but de donner une impulsion aux négociations de Genève visant à bannir la production et le stockage de ce type d'armement.

Cri d'alarme sur la menace chimique, la conférence ne se veut pas un tribunal. Il ne s'agit pas de rouvrir le débat sur l'usage passé, dit-on à Paris, où l'on souhaite éviter un dérapage vers un échange de récriminations, qui mette en péril l'élaboration d'un consensus sur un engagement de non-usage de l'armement chimique.

On s'attend toutefois à ce que des pays comme l'Iran ne mâchent pas leurs mots quant à l'utilisation faite par l'Irak de cette arme et que les Etats-Unis renouvellent leurs dénonciations de la Libye. Washington accuse la Libye de construire la plus importante usine d'armes chimiques du Tiers-Monde et a brandi la menace d'une intervention armée contre cette installation, destinée selon les affirmations de Tripoli à la fabrication de produits pharmaceutiques.

Cette polémique illustre les difficultés d'une interdiction. La quasi totalité des substances utilisées dans la fabrication de gaz mortels servent couramment dans l'industrie chimique, pour produire des pesticides, plastiques, peintures ou même médicaments. La vérification d'une élimination de l'arme chimique passe ainsi par le contrôle de l'ensemble de l'industrie chimique mondiale.

Certes, le haut de gamme dans la panoplie de l'armement chimique, l'arme binaire (ou deux composants peu ou pas toxiques maintenus séparés se transforment en produit mortel en se combinant pendant la trajectoire du projectile) n'est pas à la portée de tous. Mais il suffit d'une infrastructure réduite pour produire de l'ypérite ou gaz moutarde, utilisée massivement pendant la première guerre mondiale, ou même des armes dites de la seconde génération, les neuro-toxiques comme le Tabun, le Soman ou le Sarin, qui tuent en bloquant l'influx nerveux et en provoquant un arrêt respiratoire.

ps/sh

AFP 011250 JAN 89

Le Progres 2.1.89

SUS AUX ARMES CHIMIQUES

Du 7 au 11 janvier, cent quarante pays se réunissent à Paris à l'invitation du président Mitterrand pour mettre ces armes au ban de la communauté internationale

Les armes chimiques, dont l'horreur a été à nouveau illustrée par la guerre du Golfe, vont être mises au ban de la communauté internationale, cette semaine à Paris, promue du 7 au 11 janvier, capitale du désarmement chimique.

140 pays participants

Quelque cent quarante pays participeront à une grande conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques, qui aura pour toile de fond le conflit Iran-Irak et prend une résonance particulière avec la querelle entre les États-Unis et la Libye sur la question controversée de la présence d'une usine d'armes chimiques, à proximité de Tripoli.

L'horreur d'Halabja

Qualifiée de « nucléaire du pauvre », à cause de son pouvoir destructeur et parce qu'elle est relativement peu coûteuse et facile à produire, l'arme chimique est revenue au premier plan avec le conflit Iran-Irak. Son utilisation répétée dans cette guerre — brisant un tabou né des terribles batailles chimiques du premier conflit mondial de 1914/1918 — a largement contribué à la prise de conscience des dangers de banalisation de ce type d'armement.

L'opération la plus spectaculaire a eu lieu le 17 mars 1988 avec le bombardement irakien de la petite ville de Halabja, qui aurait fait 5 000 morts parmi la population civile kurde.

En outre, le nombre de pays possédant des armes chimiques est passé en vingt ans, d'une demi-douzaine à plus d'une vingtaine, selon la plupart des ex-

perts. Et un développement technologique parallèle, la dissémination — notamment au Proche-Orient — de missiles balistiques, capables de véhiculer aussi des charges chimiques, a accru la gravité du problème.

C'est dans ce contexte que le président François Mitterrand, faisant écho à une suggestion du président Ronald Reagan, a lancé en septembre à l'O.N.U., l'idée d'une conférence internationale, qui a reçu un accueil très favorable, dont témoigne l'ampleur exceptionnelle de la participation à cette grand-messe du désarmement chimique.

L'Iran, l'Irak et la Libye figurent parmi les quelque cent quarante pays qui ont répondu à l'invitation de la France et environ la moitié d'entre eux (États-Unis, U.R.S.S., Chine notamment), ont confirmé officiellement qu'ils seraient représentés par leur ministre des Affaires étrangères, indique-t-on à Paris. Un chef d'État, le président afghan Najibullah, a même manifesté l'intention d'être présent.

Il s'agit d'une conférence de nature essentiellement politique, un tel aréopage ne pouvant parvenir en cinq jours à résoudre le casse-tête technique que constitue la mise au point d'une interdiction pleinement vérifiable. L'objectif de la conférence de Paris est donc de réaffirmer solennellement le respect du protocole de Genève de 1925, qui interdit l'usage en temps de guerre des armes chimiques — mais ne prohibe pas leur fabrication — et éventuellement de susciter de nouvelles adhésions à ce texte signé par cent treize pays. Elle a également pour but de donner une impulsion aux négociations de Genève visant à bannir la production et le sto-

ckage de ce type d'armement.

Cri d'alarme plus que tribunal

Cri d'alarme sur la menace chimique, la conférence ne se veut pas un tribunal. Il ne s'agit pas de rouvrir le débat sur l'usage passé, dit-on à Paris, où l'on souhaite éviter un dérapage vers un échange de récrimination, qui mette en péril l'élaboration d'un consensus sur un engagement de non-usage de l'armement chimique.

On s'attend toutefois à ce que des pays comme l'Iran ne mâchent pas leurs mots quant à l'utilisation faite par l'Irak de cette arme et que les États-Unis renouvellent leurs dénonciations de la Libye. Washington accuse la Libye de construire la plus importante usine d'armes chimiques du tiers monde et a brandi la menace d'une intervention armée contre cette installation, destinée selon les affirmations de Tripoli à la fabrication de produits pharmaceutiques.

Cette polémique illustre les difficultés d'une interdiction. La quasi-totalité des substances utilisées dans la fabrication de gaz mortels servent couramment dans l'industrie chimique, pour produire des pesticides, plastiques, peintures ou même médicaments. La vérification d'une élimination de l'arme chimique passe ainsi par le contrôle de l'ensemble de l'industrie chimique mondiale.

Certes, le haut de gamme dans la panoplie de l'armement chimique, l'arme binaire (où deux composants peu ou pas toxiques maintenus séparés se transforment en produit mortel en se combinant pendant la trajectoire du projectile) n'est pas à la portée de tous. Mais il suffit

d'une infrastructure réduite pour produire de l'ypérite ou gaz moutarde, utilisée massivement pendant la Première Guerre mondiale

Le Soir 4.1.89

Les Kurdes sont les dernières victimes des gaz

Les Kurdes, dernières victimes de l'emploi des gaz à l'époque contemporaine, durant la guerre irako-iranienne, sont une vingtaine de millions répartis dans cinq pays: la Turquie, l'URSS, l'Irak, l'Iran et la Syrie.

De religion musulmane sunnite, mais non arabes, les Kurdes sont au coeur des rivalités inter-régionales d'une région du Moyen-Orient gorgée de pétrole et composée d'une mosaïque de population.

L'un de leurs principaux titres de gloire est d'avoir fourni à l'épopée arabe un des ses plus illustres dirigeants, Saladin (Salaheddine AL Ayoubi) conquérant de Jérusalem et vainqueur des Croisés en 1187-1188.

Lors du démembrement de l'empire ottoman, à la suite de la première guerre mondiale, les Kurdes, en application du principe des nationalités, obtiennent, une promesse d'autonomie, sanctionnée par le traité de Sévres en 1923.

Les Kurdes d'Irak s'allieront, à partir de 1970, à l'Iran et à Israël, pour faire reconnaître leurs droits politiques. En réplique, l'Irak soutiendra les revendications des Kurdes iraniens.

À la faveur de la guerre entre l'Irak et l'Iran, les Kurdes irakiens reprennent avec l'aide de Téhéran leurs opérations de harcèlement contre Bagdad. Contraint en pleine guerre de consacrer une importante partie de ses forces à mater la révolte kurde, l'Irak emploiera des moyens radicaux: transfert des kurdes vers le sud arabophone et, à partir de 1984, selon les rapports de plusieurs organismes internationaux, usage de gaz asphyxiants, et en 1988, selon l'UEO (Union de l'Europe Occidentale), d'armes chimiques à base de cyanure.

Le 17 mars 1988, notamment, le bombardement au gaz de la ville de Halabja, occupée par l'armée iranienne, aurait tué plus de 5.000 personnes dans la population civile.

L'horreur sournoise

Amnesty International dénonce, exemples à l'appui, la poursuite des tortures en dépit de l'offensive de charme lancée par Ankara pour tromper l'opinion internationale

Marseillaise 5.1.89

LES violations des droits de l'homme, notamment l'utilisation systématique de la torture lors des interrogatoires continuent en Turquie, contrairement à tout ce que peut dire le gouvernement de ce pays. C'est ce qu'affirme un nouveau rapport de soixante-treize pages publié aujourd'hui par l'organisation "Amnesty International".

Les exemples plus atroces les uns que les autres de sévices, mauvais traitements, tortures, humiliations se succèdent tout au long de ces pages. Un enfant de treize ans, Ozgur Cem Tas, y raconte comment la police de Diyarbakir (capitale du Kurdistan de Turquie) l'a soumis à la question pour le contraindre à dénoncer ses cousins, soupçonnés de sympathiser avec le P.K.K. (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit). Enchaîné, les yeux bandés et les mains liées, il a d'abord subi la "falaka" (coups sur

la plante des pieds) pendant vingt-cinq minutes. "Puis, ils m'ont accroché et infligé des chocs électriques sur le pénis", explique-t-il.

Cet enfant gardera sans doute toute sa vie le souvenir de ce qu'il a subi, mais il est sorti vivant des mains des bourreaux, ce qui n'est pas le cas de toutes leurs victimes. Amnesty a établi une liste de deux cent vingt-neuf noms d'hommes et de femmes morts en garde à vue ces dernières années. Ces noms ont été soumis au gouvernement turc qui s'est révélé incapable de fournir une explication pour cent quarante-quatre d'entre eux.

Quand on interpelle à ce propos les dirigeants d'Ankara - y compris le premier ministre Ozal, comme je l'ai fait lors de sa visite officielle à Paris - ils se contentent de répondre que la Turquie a signé et ratifié la convention européenne pour la prévention de la torture en février 1988 et celle

des Nations unies en août. Mais il est évident que les dispositions contenues dans ces textes ne sont pas mises en application.

Le rapport cite le cas de Sadik Celebi, arrêté le 16 novembre à Mardin. Sa famille ne peut obtenir aucune nouvelle et ignore même son lieu de détention jusqu'au 26 novembre, jour où son corps est rendu à sa famille, couvert de contusions et de blessures par balles. La version officielle fournie à la famille en même temps que le cadavre parle d'un "affrontement avec la guérilla" le 23 novembre. Mais de source hospitalière à Mardin, Sadik est mort la veille, le 22 novembre.

Autre exemple de la mauvaise foi des autorités turques, le cas de Hassan Erdogan. Sa mort en détention, en septembre 1984 à Istanbul, est alors expliquée officiellement par une "insuffisance rénale et cardiaque". Mais en décembre 1988,

cinq policiers tortionnaires sont jugés et condamnés: les autorités sont obligées de reconnaître le crime.

On pourrait multiplier les exemples...

"Au cours de ces deux derniers mois, rapporte Amnesty, presque tous les jours des cas de torture nous ont été signalés... Aujourd'hui encore, en Turquie, tous les prisonniers politiques risquent d'être torturés". Et l'organisation internationale met en garde contre la campagne de charme et de relations publiques lancée par le gouvernement d'Ankara pour améliorer son image de marque à l'étranger.

"En réalité, conclut Amnesty, les autorités turques n'ont fait aucun effort perceptible afin de modifier la brutale réalité de la torture, des morts en détention, des emprisonnements politiques et des procès iniques".

Françoise GERMAIN-ROBIN

Politis le Citoyen 30 déc. 88- 5 jan.89

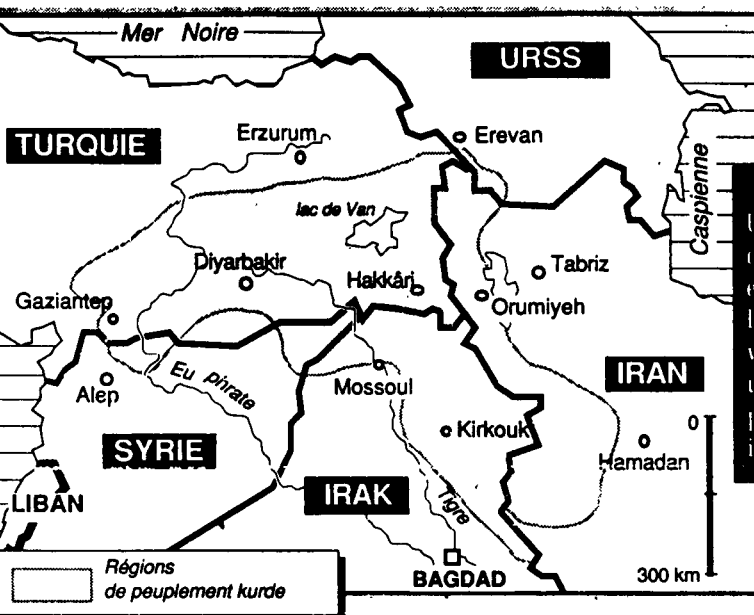
KURDISTAN: LES COLONNES FANTOMES

tel des différentes raisons d'Etat de cette partie de la planète? Déjà, en 1975, les partisans du chef charismatique des Kurdes irakiens, Mustafa Barzani, avaient fait les frais de la brutale volte-face politique du Chah d'Iran, jusqu'alors leur principal tuteur dans le combat qu'ils menaient contre le régime de Bagdad.

deux ans la création d'un « couloir de protection », large de 50 kilomètres et qui fermerait hermétiquement les frontières iraniennes et turques. Ce glacis de verrouillage devrait empêcher toute infiltration des peshmargas en provenance du territoire iranien. Ce projet impliquerait que les populations kurdes de ces régions soient regroupées dans

Le cessez-le-feu du 20 août dernier, entre l'Iran et l'Irak, dans la guerre du Golfe, et les négociations engagées entre les deux pays sous l'égide de l'ONU, ont provoqué une vive inquiétude chez les combattants kurdes, de part et d'autre de la frontière. En effet, cet accord les prive du soutien de leurs protecteurs respectifs : quelques jours seulement après l'arrêt des combats sur le front sud, l'Irak, dont l'armée sort endurcie après huit ans d'épreuve de force, lance une vaste opération militaire visant à reprendre aux maquisards kurdes les régions que ces derniers contrôlaient avec le soutien actif des gardiens de la révolution iraniens. A la faveur de cette reconquête, où l'armée irakienne n'a pas hésité à faire usage d'armes chimiques, des milliers de civils se sont enfuis à travers les montagnes pour chercher refuge en Turquie et en Iran.

SITUATION CONFLICTUELLE. Le peuple kurde, qui compte une population de près de 20 millions d'habitants, vit sur un territoire montagneux grand comme la France dont le périmètre chevauche quatre Etats : la Turquie, l'Irak, l'Iran et, dans une moindre mesure, la Syrie orientale. Situation géopolitique à l'évidence conflictuelle, et qui s'aggrave du fait que la localisation de cette immense enclave sans frontières officielles se superpose à des systèmes politiques extrêmement centralisés. De surcroît, cette enclave plurinationale ne comporte aucun débouché qui permettrait aux Peshmargas d'acheminer massivement les aides de pays tiers. Contraints de jouer les Etats les



KURDISTAN
Une terre de montagnes. Grande comme la France mais écartelée entre quatre Etats. La Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Quatre voisins, quatre ennemis. Résultat : une nation martyrisée, ballottée par les guerres, née dans son identité. Seule contre tous.

uns contre les autres, les combattants de la résistance kurde en sont réduits à jouer sur les conflits, latents ou déclarés, qui déchirent cette région névralgique.

ALLIANCES CROISÉES. Depuis le début de la guerre irano-irakienne, les Kurdes iraniens, le PDK du Dr Ghassemlou et le Komala marxiste-léniniste, ont bénéficié du soutien matériel et politique des autorités de Bagdad, dans leur lutte contre le régime de Khomeiny, alors que leurs frères irakiens ont sollicité ouvertement l'appui de Téhéran. Ce n'est pas la moindre ironie de l'histoire que ce paradoxe des alliances croisées. Mais aujourd'hui, la fin des hostilités risque fort de se solder par un règlement des différends internes des deux pays sur le dos des rebelles irrédentistes, toutes tendances confondues.

Le destin des Kurdes serait-il fatalement d'être sacrifiés sur l'au-

Aujourd'hui, les Kurdes irakiens se demandent pourquoi leur protecteur iranien ne les a pas consultés sur les modalités du cessez-le-feu. D'ores et déjà, cette décision unilatérale laisse mal augurer des arrière-pensées qu'elle contient. Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, ne cache pas ses inquiétudes et prévoit, à court terme, que ses combattants « souffriront davantage et seront obligés de se replier dans les montagnes ». L'époque où les Peshmargas contrôlaient un vaste territoire avec la bénédiction de Téhéran semble bien révolue. Face à la puissante armée irakienne, qui a tout loisir de reconstituer à présent son stock d'armements, les principales organisations de la résistance (l'UPK et le PDK de Massoud Barzani) se retrouvent très isolées, d'autant que le gouvernement irakien a entrepris depuis

des centres et des villages-camps construits autour des grandes villes de l'intérieur. Il viserait à couper totalement les combattants de la société civile. Dans cette perspective, des centaines de bourgades ont été bombardées ou rasées par l'armée irakienne et leurs habitants déportés à Kirkouk, Soulemanieh ou vers d'autres localités de l'intérieur.

BRAS DE FER. Les Kurdes irakiens qui se fournissaient en armes légères et semi-lourdes auprès de leurs alliés iraniens, ne peuvent plus compter aujourd'hui que sur leurs propres forces. Actuellement, Barzani serait en train de renouer des contacts avec la Syrie de Hafez-el-Assad, l'ennemi héréditaire de Saddam Hussein, et de négocier une importante fourniture d'armes. Cette hypothèse est assez plausible pour que le gouvernement et la presse turcs s'en alarment à longueur de colonnes. En fait, privés du sou-

rien iranien — l'engagement verbal de Téhéran aux côtés des Kurdes irakiens est plutôt une arme politique dans le bras de fer des négociations de paix avec l'Irak — privés de leur environnement populaire par la pacification irakienne, les maquisards kurdes retrouvent les sentiers escarpés de la montagne ou les chemins amers de l'exil. En août dernier, parmi les dizaines de milliers de réfugiés qui ont afflué en Turquie et en Iran, nombre d'entre eux provenaient des rangs du PDK de Barzani, et plus précisément des territoires qu'ils contrôlaient dans le nord de l'Irak. Les armées de Saddam Hussein quadrillent aujourd'hui la totalité du Kurdistan irakien, même si, ça et là, des poches de guérilla résistent encore au rouleau compresseur du régime mili-

taire de Bagdad.

Le sort des Kurdes iraniens n'est guère plus enviable. Depuis 1983, l'armée iranienne et les Pasdarsans de la révolution islamiste ont saturé le Kurdistan iranien, obligeant ainsi les organisations combattantes à installer leurs états-majors de l'autre côté de la frontière. Dès le début de la rébellion de 1979, les autorités de Téhéran ont imposé un terrible blocus économique qui n'a fait qu'affaiblir la résistance. Selon les autonomistes kurdes, quelque 200 000 soldats et basidjis (volontaires) stationnent en permanence sur le territoire du Kurdistan iranien. Dans un tel contexte, les organisations kurdes, de part et d'autre de la frontière irako-iranienne, sont le jouet d'un jeu de dupes qui les prive de plus en plus de toute base réelle d'auto-

nomie. En réalité, le régime de Bagdad a bel et bien confisqué le territoire libéré par les peshmergas de Talabani.

CAUCHEMAR. Par ailleurs, entre les Kurdes iraniens et les barzaniistes, le torchon brûle depuis que les héritiers spirituels du vieux chef charismatique des Kurdes irakiens ont opté de s'aligner sur la révolution des ayatollahs. Reste que malgré la zizanie intermittente, 10 000 combattants continuent de mener une guérilla classique contre les forces de Téhéran.

L'arrêt des hostilités entre les deux puissances du Golfe a réduit la capacité d'intervention armée des organisations kurdes. Elles doivent affronter aujourd'hui la double menace que font peser sur elles les forces conjuguées des frères ennemis d'hier:

Longtemps utilisés comme joker de la stratégie de la tension entre les deux pays belligérants, les Kurdes sont pris sous les feux croisés de leurs protecteurs versatiles. En attendant, plus de 100 000 réfugiés connaissent à nouveau l'exode et les horreurs d'une extermination qui n'ose pas encore dire son nom. Ceux que la guerre chimique a épargnés luttent contre les rigueurs mortelles d'un hiver exceptionnel (entre 5 à 10 morts de froid par jour dans les camps de regroupement). Spoliés de leur identité culturelle et politique, citoyens de seconde zone, voire cobayes de guerres expérimentales, un peuple de 20 millions de fantômes voit son rêve d'indépendance se métamorphoser en cauchemar.

SIYAVOSH GHAZI

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

Vendredi 6 janvier 1989

Les Kurdes, dernières victimes des gaz

Les Kurdes, dernières victimes de l'emploi des armes chimiques à l'époque contemporaine durant la guerre irako-iranienne, sont une vingtaine de millions répartis dans cinq pays: la Turquie, l'URSS, l'Irak, l'Iran et la Syrie. De religion musulmane sunnite mais non arabes, ils sont au cœur des rivalités interrégionales d'une région du Moyen-Orient gorgée de pétrole et composée d'une mosaïque de populations.

L'un de leurs principaux titres de gloire est d'avoir fourni à l'épopée arabe un de ses plus illustres dirigeants, Saladin (Salaheddine al Ayoubi), conquérant de Jérusalem et vainqueur des croisés en 1187-1188. Lors du démembrement de l'empire ottoman à la suite de la Première Guerre mondiale, les Kurdes, en application du «principe des nationalités», obtiennent une promesse d'autonomie sanctionnée par le traité de Sévres en 1923.

Mais la révolution d'Ataturk et la découverte du pétrole dans leur principale zone d'implantation (le Kurdistan irako-iranien) met fin à leur espoir: la République kurde de Mahabad, protégée par les Soviétiques, connaîtra une existence éphémère.

Les Kurdes d'Irak, sous la conduite du mollah Moustapha Barzani, s'allieront à partir de 1970 à l'Iran et à Israël pour faire reconnaître leurs droits politiques. En réplique, l'Irak soutiendra matériellement les revendications des Kurdes iraniens.

A la faveur de la guerre entre l'Irak et l'Iran, les deux fils du mollah Moustapha Barzani (Driss et Massoud) reprennent avec l'aide de Téhéran leurs opérations de harcèlement contre Bagdad, rejoint par Jalal Talabani, un autre chef kurde, qui revendiquait la province pétrolière de Kirkouk comme chef-lieu du pays kurde autonome dans le nord de l'Irak.

Contraint en pleine guerre de consacrer une importante partie de ses forces à mater la révolte kurde, l'Irak emploiera des moyens radicaux: transfert des Kurdes vers le sud arâbophone et à partir de 1984, selon les rapports de plusieurs organismes internationaux, usage de gaz asphyxiants et en 1988, selon l'UEO (Union de l'Europe occidentale), d'armes chimiques à base de cyanure.

Le 17 mars 1988 notamment, le bombardement au gaz de la ville de Halabja, occupée par l'armée iranienne, aurait tué plus de cinq mille personnes dans la population civile.

Le vice-président irakien Taha Mohieddine Maarouf, d'origine kurde, en visite officielle en France en novembre dernier, a toutefois assuré que depuis le cessez-le-feu instauré entre l'Irak et l'Iran en août dernier, l'Irak n'avait plus fait usage d'armes chimiques.

Le Monde 7.1.89

● **Les Kurdes veulent être présents.** — Dans une déclaration rendue publique à Paris, le comité du Kurdistan contre les armes chimiques, groupant l'ensemble des organisations kurdes en France, demande qu'une délégation du peuple kurde, victime de l'arme chimique, soit présente à la conférence de Paris et que le 16 mars, jour du bombardement

de la ville de Halabja, soit proclamée « journée mondiale » contre les armes chimiques. D'autre part, à l'appel de la Ligue des droits de l'homme, une manifestation contre les armes chimiques aura lieu le samedi 7 janvier, à 15 heures. Le lieu de rassemblement est fixé à la Porte Dauphine, vers la place du Trocadéro.

Ouest France 7.1.89



(Photo Gamma)

Cette photo provoque l'horreur : elle a été prise le lendemain du 16 mars 1988 après l'emploi de bombes chimiques par les Irakiens sur la petite ville kurde de Halabja. Ce bombardement aurait fait 5 000 morts parmi la population civile. Les Kurdes, en conflit avec le pouvoir de Bagdad, ont demandé que le 16 mars soit proclamé « journée mondiale » contre l'arme chimique. Ce terrible exemple sur le terrain n'est hélas pas le seul. Ces armes ont été employées au cours de conflits pudiquement appelés localisés. Les 143 pays réunis à Paris vont se mobiliser contre la prolifération de ces armes de la plus « sale » espèce.

143 pays réunis à Paris

Mobilisation générale contre les armes chimiques

A partir d'aujourd'hui, et jusqu'à mercredi 11 janvier, se tient à Paris, au siège de l'Unesco, une conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques. Avec cent quarante-trois pays représen-

tés, dont soixante-quinze ministres des Affaires étrangères et le secrétaire général de l'O.N.U., M. Perez de Cuellar, cette réunion proposée par Reagan et Mitterrand, approu-

vée par Gorbatchev, est la plus importante conférence internationale organisée depuis 1945. Une mobilisation à la mesure du danger et de l'horreur que cette arme suscite.

Les juristes romains le disaient déjà : « **Arms bella, non venenis gerl.** » « **On fait la guerre avec des armes, non avec du poison.** » A notre époque, le poison s'appelle « chimique » ou « bactériologique ». La terreur qu'il inspire est liée au sentiment d'un danger plus proche, plus sournois que le nucléaire. Des images récentes au Kurdistan ont montré ses ravages

En principe interdite par le protocole de Genève de 1925 auquel ont adhéré cent dix pays, l'arme chimique a été utilisée au Viêt-nam, au Laos et au Cambodge dans les années 60 et 70 ; en Afghanistan, ces dernières années et plus récemment encore lors du conflit irako-iranien. L'exceptionnel, l'horreur est en voie de banalisation.

Les inspections « par défi »

De même devront être prohibés les produits chimiques de base qui servent à l'élaboration des toxiques les plus dangereux. Quant aux vérifications, les observations par satellite, valables généralement pour le nucléaire, ne le sont plus pour le chimique. Des inspections sur place sont indispensables. Américains et Soviétiques sont finalement tombés d'accord sur la nécessité d'inspections dites « par défi » (ou « par mise en demeure ») : visites quasiment impromptues (en moins de quarante-huit heures) dans les usines de tel ou tel Etat signataire du protocole et soupçonné de fabriquer et de stocker des produits toxiques.

Le refus il y a quelques jours des Américains de visiter l'usine « pharmaceutique » libyenne, accusée par eux de produire des armes chimiques, s'explique par le fait qu'il s'agissait d'une visite « préparée » : elle aurait permis aux Libyens de camoufler la véritable production de cette usine et aurait ainsi dévalué le système proposé à Genève de « visite par défi ».

Autre difficulté : le mécanisme de vérification à mettre en place à l'échelon international sera nécessairement coûteux en hommes, en moyens matériels et en argent. Enfin, ces contrôles, obligatoirement précis, devront pourtant ménager les secrets de fabrication civile. En d'autres termes : éviter l'espionnage industriel.

La tâche des experts s'avère d'autant plus difficile que les technologies en la matière sont plus rapides. Aucun système de contrôle ni de vérification, si perfectionné soit-il, ne pourra garantir, de façon absolue, la non-fabrication d'armements chimiques. Mais l'opinion internationale, elle aussi, a grandi en influence depuis 1925. C'est pourquoi l'expression solennelle d'une réprobation unanime, comme celle qui devrait conclure la conférence de Paris, revêt une importance si capitale pour la paix du monde.

Général
Jean COMPAGNON,
Jean-Yves BOULIC.

Obliger les États à se prononcer

La conférence de Paris vise un double objectif. D'abord réaffirmer solennellement le protocole de 1925, c'est-à-dire confirmer, par le plus grand nombre d'États possible, la condamnation de la fabrication, de l'usage et du stockage de l'arme chimique. Selon un proche du président Mitterrand, il faut « profiter de l'indignation encore perceptible après les événements du Kurdistan pour marquer un coup d'arrêt, engager malgré eux des États qui malsentent sur l'obscurité ou l'indifférence générale à se prononcer contre l'utilisation du chimique », autrement dit : obliger l'hypocrisie à rendre publiquement les armes à la vertu. En somme, une « opération psychologique ». Le second objectif est de donner une impulsion à la négociation en cours au sein de la conférence du désarmement qui réunit, à Genève, quarante États.

Mais au-delà de ces deux objectifs, il y a une nécessité,

plus précise, plus urgente : il faut éviter la prolifération de cette arme que nous avons été les premiers à appeler la « bombe atomique du pauvre ». Les grands pays qui disposaient il y a vingt ans du feu nucléaire redoutaient aussi la prolifération de ce dernier. Cette prolifération ne s'est pas développée dans des proportions aussi alarmantes que certains l'envisageaient. En revanche, pour l'arme chimique, les craintes apparaissent beaucoup plus fondées : la plupart des pays, même les plus pauvres, peuvent mettre au point ces armes ou acquiescer un certain potentiel dans ce domaine. Le coût n'en est pas forcément très élevé. Or, une généralisation de son emploi bouleverserait l'équilibre politique dans le monde. En outre, les effets de certains agents chimiques seraient incalculables dans l'espace et dans le temps ; employés à grande échelle, ils risqueraient de perturber gravement l'équilibre écologique.

Le cas des « munitions binaires »

Pour le bon déroulement de cette conférence, les responsables français veulent à tout prix éviter des « dérapages » : pas question de laisser s'instaurer, par exemple, une confrontation entre l'Irak et l'Irlande ou entre des pays arabes et Israël ; pas question non plus, à ce niveau (comme le souhaiterait l'Irak), de mettre en place des mécanismes de sanction ou de prévention.

De tels problèmes relèvent de la conférence de Genève et sont d'une extrême complexité. La première difficulté réside dans la définition même et la délimitation des substances toxiques. L'apparition des « munitions binaires » a créé une nouvelle complication : aucun des deux composants de ces munitions n'est toxique, mais le mélange à l'arrivée sur l'objectif le sera.

Les composants de la mort

Les produits toxiques à usage militaire procèdent d'un cocktail toujours plus sophistiqué. Ils se répartissent en plusieurs catégories, selon leur efficacité et leur persistance.

● **Les agents « suffoquants » ou « asphyxiants »** : liquides très volatils, sont les plus anciens. Vaporisés, ils attaquent immédiatement les poumons, empêchent l'oxygénation sanguine et entraînent une mort rapide.

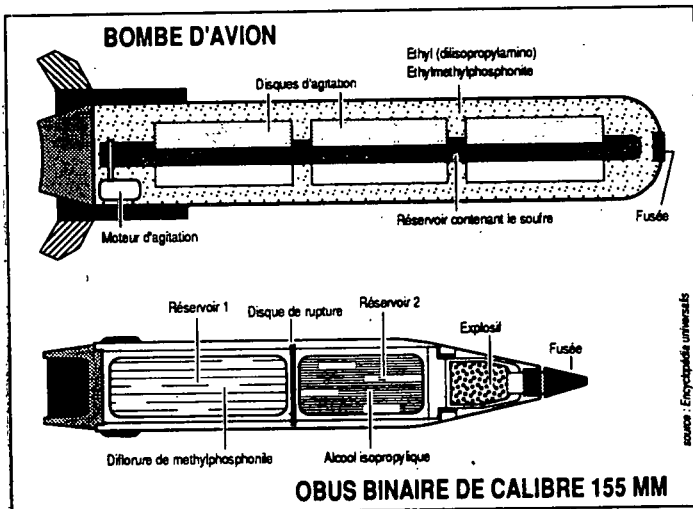
● **Les « vésicants »** : sont apparus à Ypres en 1915. Ils rendent inefficace le port du masque à gaz. En effet ce sont des substances huileuses qui agissent sur les tissus vivants et les brûlent par effet cutané comme par inhalation.

● **Les hémotiques** : comme le chlorure de cyanogène ou l'acide cyanhydrique (zyklon-B) bloquent la respiration cellulaire.

● **Les neurotoxiques** : créés dans les laboratoires d'I.G.-Farben pendant la pé-

riode nazie, ces agents chimiques sont inodores et incolores. Ils paralysent le système nerveux, qu'ils soient respirés ou inoculés. Il existe aujourd'hui deux types de neurotoxiques, les « agents G » (tabun, sarin, soman) découverts par les chercheurs du III^e Reich, et les « agents V », mis au point dans les années cinquante. Le plus tristement célèbre d'entre eux est le « XV » dont moins de dix milligrammes suffisent à tuer un homme.

● **Les toxines biologiques** : c'est l'arme biologique. Ces toxines sont élaborées par des organismes vivants, animaux, végétaux ou bactériens. Certains peuvent tuer, d'autres ont seulement une action incapacitante. Ils n'en constituent pas moins une arme redoutable. Ils permettent d'empoisonner l'eau d'une ville, ou de transmettre une maladie mortelle (par exemple le choléra) à un ennemi sans pour autant que celui-ci devienne contagieux.



Ci-dessus le schéma de deux projectiles « binaires ». Ils comportent des compartiments séparés renfermant chacun un produit chimique peu ou pas toxique lorsqu'il est pris séparément et qui devient redoutable dès qu'il est au contact de l'autre, c'est-à-dire au moment de l'explosion de la bombe ou de l'obus.

Le protocole de Genève de 1925

Signé le 17 juin 1925 par 26 pays membres de la Société des Nations, le protocole de Genève vise à prohiber à tout jamais l'emploi d'armes chimiques sur le champ de bataille, « gaz asphyxiants toxiques ou similaires, liquides, matières ou procédés analogues ». Il interdit aussi l'utilisation de « l'arme bactériologique ». Depuis cette date du 17 juin 1925, 117 pays dont l'Irak et l'Iran ont signé ce protocole.

Ce sont les horreurs et l'utilisation massive des gaz et agents toxiques, par les Allemands d'abord, pendant la guerre de 1914-1918, notamment à Ypres (Belgique) qui a donné son nom à l'arme, ou encore gaz moutarde, qui ont amené la communauté internationale à chercher à prévenir le réemploi de ces armes chimiques.

Malheureusement, et c'est là le défaut du protocole de 1925, le texte signé

par la Société des Nations ne prévoyait ni contrôles, ni vérifications, ni sanctions contre les contrevenants. Le protocole de Genève, dont la France est le dépositaire, est en effet, avant tout, un engagement moral de non-emploi en premier.

Cette lacune dans le traité n'a pas échappé aux Nations Unies. C'est pourquoi en 1982, au début de la guerre irako-iranienne, l'assemblée générale de l'O.N.U. a donné à son secrétaire général la possibilité d'envoyer des missions d'enquête sur des « activités qui pourraient constituer une violation du protocole ». Cette procédure a été utilisée dans le cas du conflit irako-iranien. Elle a permis d'établir clairement l'utilisation par Bagdad, d'abord, puis par Téhéran d'armes chimiques. C'est encore Bagdad qui a tenté de briser la révolte kurde avec des gaz.

Nouvelles Affiches de Marsailles 7.1.89

Condoléances à notre ami Jean Kehayan

Madame Guldéné Kehayan qui vient de mourir, portait encore comme tous les Arméniens de sa génération la trace des tragiques souvenirs du génocide de 1915 duquel la main de Dieu l'avait miraculeusement sauvée. Fuyant les massacres turcs, elle avait traversé le désert de Der Zor avant d'être recueillie par une famille Kurde.

A son fils, notre ancien collaborateur et ami Jean Kehayan, rédacteur au "Provençal", à son épouse et à tous les siens, nous adressons nos biens sincères condoléances.

Liberté 7.1.89

► **LE FRONT DU KURDISTAN IRAKIEN**, qui regroupe six organisations d'exilés, demande que toute réglementation internationale interdisant la production d'armes chimiques soit assortie de sanctions. Dans un communiqué publié à Londres, il souligne : « Si des mesures punitives ne sont pas prises contre les gouvernements coupables de recourir à des gaz toxiques, très peu de choses pourront sortir de l'initiative de Paris. » Le Front demande aux cent quarante pays représentés à la conférence de prendre en considération le sort des Kurdes irakiens.

► **LE PRESIDENT IRAKIEN**, Saddam Hussein, a déclaré, vendredi : « Notre engagement à respecter le protocole de Genève (sur la prohibition des armes chimiques) ne signifie nullement que nous sommes prêts à négliger les moyens d'assurer notre sécurité. » Pour bien montrer qu'il entendait par là ne pas renoncer aux armes chimiques, largement utilisées, par ses troupes contre les villages kurdes, le chef de l'Etat irakien a souligné : « Israël possède des armes nucléaires et chimiques. »

POINT DE VUE

Le Monde 8.1.89

Plus jamais Halabja

par Kendal Nezan
président
de l'Institut kurde
de Paris

PRINCIPALES victimes récentes de l'usage des gaz toxiques, les Kurdes ne peuvent que se réjouir de la tenue à Paris de la conférence internationale sur les armes chimiques. Pour une fois au moins dans leur histoire tourmentée leur drame risque ainsi d'avoir un prolongement politique concret ; le spectacle télévisé de leur gazage à Halabja par les armées irakiennes aura suscité un sursaut de la conscience universelle.

Une conférence internationale a pour vocation de réunir les représentants des peuples « de première classe », à savoir ceux dotés d'un Etat. En dépit de leur statut universellement reconnu de victimes et de leur importance numérique — évaluée à 25 millions — qui dépasse celle des deux tiers des Etats membres de l'ONU, les Kurdes ne pourront pas assister à ces assises, fût-ce en qualité de témoin ou de simple observateur. Ecartelés en 1923 en dépit du traité international de Sèvres leur reconnaissant le droit de créer leur propre Etat, annexés en partie à l'Etat irakien par la puissance mandataire britannique malgré une enquête de la Société des Nations constatant en 1925 que les 7/8

d'entre eux souhaitaient la création de leur Etat national, les Kurdes, en effet, ne sont plus aujourd'hui qu'un peuple minorisé, qualifiés couramment et improprement, de « minorité », donc sans droit de cité dans le concert des Grands. Tel est, nous dit-on, même dans cette France fêtant fastueusement le Bicentenaire de sa révolution et de la Déclaration des droits de l'homme, l'ordre du monde, la loi internationale. *Dura lex...* Je ne sais pas si, à la place des Kurdes, les Palestiniens avaient été gazés par les Israéliens ou les Afghans par les Soviétiques ils auraient été de la même manière écartés d'un débat devant sa raison d'être à leur malheur.

Physiquement absents, nous, Kurdes, suivrons néanmoins avec attention et espoir les travaux de cette conférence. Nous espérons en particulier que celle-ci ne se contentera pas d'une simple et énième déclaration de principes et posera les jalons d'un traité impliquant le contrôle international du démantèlement des unités de production et de destruction des stocks de gaz existants ainsi que des sanctions concrètes, précises et dissuasives contre les pays contrevenants. Sans de tels mécanismes de contrôle et de sanctions, une nouvelle déclaration ou une convention, une fois passé l'effet médiatique, risque de connaître le même sort que la conférence

de La Haye de 1864 sur les gaz asphyxiants et délétères ou l'excellent protocole de Genève de 1925 interdisant l'emploi des armes chimiques et bactériologiques [...].

Même si la conférence de Paris devait être beaucoup plus qu'un show médiatique destiné à donner bonne conscience aux Grands de ce monde, qui sont souvent les mêmes qui ont fourni technologie et matières premières à l'Irak, le processus de désarmement chimique général ris-

que de prendre quelque temps, peut-être des années. En attendant, les populations civiles sans défense, comme les Kurdes, vont-elles rester à la merci des régimes despotiques s'arrogeant le droit de faire ce que bon leur semble à l'intérieur de leurs frontières ? Si elle veut que la lueur d'espoir qu'elle a suscitée ne reste pas sans lendemain, la conférence se doit d'adopter au moins des mesures d'urgences, de prévention, pour qu'il n'y ait plus jamais de tragédie comme celle de Halabja.

8.1.89

ÉVÈNEMENT

CONFÉRENCE SUR LES ARMES CHIMIQUES

Les dangers de l'ambiguïté

Accord unanime hier à Paris pour condamner les armes chimiques. Mais ce sera une autre histoire que d'y faire renoncer tous les États...

Les premières interventions d'hier, en cette journée inaugurale de la conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques, ont bien marqué l'esprit mais aussi les ambiguïtés d'une telle manifestation. L'esprit : tous les participants proclament qu'ils sont d'accord pour condamner ces armes, même si cela n'empêche pas les arrière-pensées. Quant aux ambiguïtés, elles sont évidentes. Et le risque d'une conférence de ce genre, qui réunit sans doute trop de participants pour déboucher sur un accord véritablement efficace, réside précisément dans la mise en évidence d'équivoques indéniables.

Pour la France, pays organisateur, François Mitterrand a demandé aux quelque cent quarante pays présents de prononcer une condamnation inconditionnelle et sans appel d'une arme « dont l'interdiction s'impose à la conscience comme à la pratique des nations ». Il avait auparavant tenu à préciser qu'une telle conférence n'était pas un tribunal, sous-entendant vraisemblablement qu'il ne s'agissait pas de condamner une nation plutôt qu'une autre, mais l'arme chimique en tant que telle. Le président français plaçait ainsi une barrière devant ceux qui pourraient avoir la tentation d'utiliser la conférence de Paris comme une tribune du haut de laquelle ils fustigeraient certains comportements. Ou régleraient leurs comptes personnels.

On n'y a pas tout à fait échappé, cependant, avec l'intervention de George Schultz, le secrétaire d'Etat américain. En ouverture des débats proprement dits, le représentant des Etats-Unis a de suite mis en avant la menace terroriste. Sans nommer la Libye, il a affirmé pourtant : « *Quelques gouvernements, connus pour soutenir le terrorisme, disposent maintenant de capacités notables*



UNESCO. — Deux manifestants kurdes interpellés devant le lieu de la conférence à Paris.

en matière d'armes chimiques ». Ou encore : « *L'accès de terroristes à des agents chimiques et biologiques constitue une menace croissante pour la communauté internationale* ». C'était là propos d'une nation

qui dispose elle-même d'importants stocks d'armements de ce type, mais s'inquiète de la possibilité d'une utilisation « irrationnelle », incontrôlée, de ces mêmes armes par d'autres. Déclarations qui rappellent celles que

l'on entendait voici une trentaine d'années dans la bouche des représentants des pays qui possédaient l'arme nucléaire et entendaient empêcher les autres de s'en doter.

On voit mal, en effet, comment les arguments habituellement employés pourraient convaincre les nations qui, faute de disposer d'armes nucléaires, veulent se doter d'armes chimiques.

À commencer par certains pays arabes, inquiets de voir Israël accéder à la capacité nucléaire. Comment ces pays accepteraient-ils de renoncer à ce qu'ils estiment vital pour leur propre sécurité ? Condamner les armes chimiques parce qu'elles sont des « armes de destruction massive » ? Mais que dire alors des armes nucléaires, bien plus dangereuses encore ? Condamner le chimique au nom de son « horreur intolérable », et des « ravages » qu'il provoque, pour employer les mots-mêmes de François Mitterrand hier ?

Mais, là encore, que dire de l'arme nucléaire ?

La conférence de Paris court ainsi le risque de donner lieu à des affrontements entre pays nucléaires, c'est-à-dire pour l'essentiel des pays industrialisés, et pays du tiers monde. Auquel cas, elle ne servirait pas à grand-chose, derrière la pompe du cérémonial et le remue-ménage médiatique.

La France souhaite que l'acte final, qui sera publié mercredi, soit « très ferme ». Autrement dit que les pays présents se prononcent sans ambages pour un renoncement aux armes chimiques. Assorti sans doute de modalités plus souples quant à la période transitoire qui conduira à la destruction totale des énormes stocks actuels. Mais pour cela, il faudra qu'en coulisses la diplomatie joue son rôle de conciliateur, afin d'aplanir les différends trop évidents. Sans affadir un texte qui doit servir à relancer les négociations de Genève sur ces armes chimiques.

Germain Chambost.

CONFÉRENCE DE PARIS SUR LES ARMES CHIMIQUES

LES MORTS DE HALADJA

Liberté 9.1.89

LA conférence internationale pour l'interdiction des armes chimiques s'est ouverte samedi matin au Palais de l'UNESCO à Paris en présence de 145 délégations gouvernementales ; plus de 80 d'entre elles sont conduites par les ministres des affaires étrangères. La séance de clôture est prévue pour mercredi prochain. L'objectif de cette réunion : réaffirmer la validité du protocole de 1925 proscrivant la guerre chimique et bactériologique et hâter la conclusion d'une convention internationale interdisant non seulement l'utilisation de ces armes de destruction massive, mais aussi leur fabrication et leur stockage.

« Si toutes les armes sont porteuses de mort et de destruction a déclaré Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU dans son allocution d'ouverture, « il en est de plus atroces et de plus barbares que d'autres : les armes chimiques, qui, sans s'attaquer aux matériels de guerre visent uniquement à exterminer les êtres humains, sont de celles-là ».

En effet, plusieurs pages d'horreur jalonnent l'histoire de ces sept dernières décennies. Utilisés pour la première fois de façon massive par les Allemands en 1915, les gaz de combat — le gaz « moutarde » — tuèrent ou blessèrent gravement un million de 300.000 personnes durant la première guerre mondiale.

Les nazis utilisèrent plus tard le tristement célèbre « zyclon B » produit par le trust IG Farben pour alimenter les chambres à gaz des camps d'extermination. Plus récemment en pleine guerre du Vietnam,

l'armée américaine procédait à de terribles épandages. Les ravages de la guerre bactériologique se font encore sentir plus de dix ans après la fin de la guerre. Des enfants naissent encore avec des déformations, les forêts sont empoisonnées. Enfin, il y a quelques mois à peine, cinq mille personnes pour la plupart des femmes et des enfants, ont été tuées par l'armée irakienne dans la petite ville Kurde de Haladja.

Il est temps que le massacre prenne fin. Aussi faut-il souhaiter que la conférence de Paris aboutisse à des résultats concrets. Un tel forum n'aurait pu être convoqué sans le poids de l'opinion pacifiste dans le monde et sans les multiples initiatives de paix lancées depuis trois ans par l'Union Soviétique.

Depuis 1980, dans le cadre de la conférence de l'ONU pour le désarmement, 40 pays négocient une convention d'interdiction. Sans résultat notable. Paris n'a rien fait jusqu'à présent pour presser le pas. Bien au contraire. En prétendant pouvoir conserver un « stock de sécurité », après la signature d'une convention, en programmant la production d'une nouvelle génération d'armes chimiques (les armes binaires) dans la loi de programmation militaire, la France a placé des obstacles sur la voie du désarmement chimique. Un cap qui heureusement n'a pu être maintenu dans son intégralité.

Dans son discours samedi matin, le chef de l'Etat a noté que « la sécurité de tous et de chacun nécessite l'élimination complète

et vérifiée de l'arme chimique. Il a indiqué que « le contrôle et la vérification constituent à la fois la clé de voûte et la pierre d'achoppement de tout débat sur le désarmement ». A ce propos, il a parlé de la nécessité de placer sous contrôle international les installations de production et de stockage.

Premier intervenant dans le débat général, le secrétaire d'Etat américain George Shultz s'est surtout préoccupé de parler des armes chimiques des autres.

S'efforçant avant tout de défendre l'agression américaine contre les avions libyens la semaine dernière, il a dénoncé « les quelques gouvernements connus pour soutenir le terrorisme et qui disposent de capacités notables en matière d'armes chimiques ».

L'intervention du ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Welayati a été particulièrement attendue. Il s'est livré à un réquisitoire sévère contre l'Irak qui a largement utilisé les armes chimiques au cours du conflit du golfe.

Le chef de la diplomatie de Téhéran a déclaré que du sarin, le neurotoxique meurtrier, avait été livré à Bagdad par des pays développés...

De son côté, sans attendre son tour, d'intervention, la délégation irakienne a fait usage à deux reprises de son droit de réponse pour affirmer que les deux belligérants avaient utilisé des armes chimiques. En fait, le souvenir atroce de la tuerie de Haladja plane sur le débat. Le procès de la guerre chimique doit commencer.

J.-P. PIÉROT

Le Monde

10 Janvier 1989

M. Shultz : le cas des Etats compromis avec le terrorisme

Voici les principaux extraits de l'intervention faite samedi 7 janvier par M. Georges Shultz :

« Nous ne pouvons tarder, le temps n'est pas de notre côté. La technologie ne stagne pas. Des armes de plus en plus nocives et insidieuses sont fabriquées. La capacité de production s'étend et avec elle la technologie visant à produire les missiles balistiques qui leur servent de véhicule (...). Une combinaison de missiles balistiques, de têtes chimiques et d'armes biologiques entre les mains de gouvernements qui ont participé à la violence terroriste serait pour nous tous un cauchemar (...). La menace est réelle. Certains gouvernements dont on sait qu'ils ont soutenu le terrorisme possèdent des capacités en matière d'armements chimiques (...).

« Mon gouvernement n'a jamais sous-estimé la difficulté, dont la principale est la vérification. Quand le vice-président Bush avait proposé un projet de traité à Genève en 1984, il avait dit que la prohibition des armes chimiques ne serait pas efficace si les Etats n'étaient pas prêts « à un degré nouveau mais absolument indispensable d'ouverture, à de nouvelles règles dans ces affaires ». Quelque formidable que puisse être le défi, la communauté internationale ne doit pas sous-estimer la détermination de mon pays à surmonter les difficultés et à parvenir à un traité efficace (...).

« Nous devons réclamer l'application des mesures contenues dans la charte de l'ONU – je pense aux sanctions prévues au chapitre sept – dans tous les cas futurs d'emploi de l'arme chimique (...).

« Il y a une nécessité urgente à progresser vers un meilleur contrôle des exportations de technologies, de substances et d'armes chimiques. Depuis 1985, les Etats-Unis et 18 autres pays coordonnent leurs efforts en vue de contrôler ce type de commerce. Nous devrions explorer les possibilités de moyens de contrôle plus efficaces, sans porter atteinte aux échanges à des fins pacifiques (...).

« Le problème de la prolifération est aussi dangereux que complexe. Le défi qu'il pose à la sécurité du monde est si urgent que les efforts internationaux dans ce domaine ne doivent pas dépendre d'autres difficiles questions telles que la prolifération nucléaire. Si nous voulons vraiment nous attaquer au problème des armes chimiques, nous devons l'aborder pour lui-même (...).

« La prolifération des armes chimiques n'est pas un problème qui opposerait les pays développés aux pays en voie de développement. Il ne s'agit pas pour quelques nations de maintenir un monopole. Tous les pays ont tout à gagner à concentrer leur attention sur le vrai problème : empêcher ces armes de proliférer et d'être utilisées, et s'attacher en même temps à débarrasser le monde de celles qui existent. »

M. Tarek Aziz (Irak) : « Il faut interdire parallèlement les armes nucléaires »

Parlant dimanche 8 janvier, M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, a dit : « Le renforcement de la sécurité des Etats non nucléaires prend une importance particulière dans certaines parties du monde, notamment au Moyen-Orient. Il ne fait aucun doute que des armes nucléaires ont été introduites dans cette région, du fait qu'Israël en possède, de même que des armes chimiques et des missiles qui peuvent atteindre de nombreuses villes arabes, y compris en

M. Velayati (Iran) :

« Que ceux qui violent leurs engagements soient condamnés et punis »

Parlant samedi 7 janvier, M. Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, a dit :

« Pourquoi personne n'a pensé à tenir une telle conférence pendant les longues années où les armes chimiques ont été abondamment uti-

lisées ? Pourquoi ne s'est-elle pas réunie après cinq années consécutives pendant lesquelles j'ai lancé des appels et des avertissements à la conférence du désarmement ? (...) Pourquoi n'a-t-elle pas eu lieu après l'emploi d'armes chimiques contre les habitants civils de villes iraniennes, après que 5 000 personnes soient mortes à Halabja, dont plus de 15 % d'enfants et de femmes, et que des milliers d'autres aient été blessées ? Pourquoi ce rassemblement n'a-t-il pas eu lieu après 252 cas – signalés aux Nations unies – d'utilisation d'armes chimiques par l'Irak ? (...) Le protocole (de 1925) n'a-t-il pas été violé entre 1984 et 1988 ? L'action et les considérations politiques des grandes puissances n'ont-elles pas encouragé cet emploi répété et étendu ?

« Aujourd'hui, le cessez-le-feu est en vigueur entre l'Irak et l'Irak, et notre bonne volonté pour la réalisation d'une paix durable, juste et honorable a été démontrée. C'est pourquoi le problème des armes chimiques n'est plus pour nous une affaire bilatérale, mais une préoccupation internationale. Notre pays, en tant que victime la plus évidente de telles armes depuis 1925, désire coopérer sincèrement à leur élimination (...). Si la communauté internationale souhaite que les gouvernements observent ses valeurs et principes, il est grand temps que ceux qui violent ces engagements soient condamnés et punis. Faute de quoi aucun Etat ne s'engagera à observer les règles et règlements internationaux.

« Toute tentative de blanchir le passé créera un précédent préjudiciable pour l'avenir. Nous devons garder pour toujours en mémoire le spectre effrayant du passé, afin d'empêcher l'emploi des armes chimiques dans l'avenir. »

Irak. Israël représente sous ce rapport une sérieuse menace pour la sécurité nationale arabe, pour celle des pays de la région et pour le régime de non-prolifération nucléaire. (...).

« En juin 1981, Israël a perpétré une agression directe contre l'Irak sous la forme d'une attaque aérienne contre un réacteur nucléaire pacifique qui avait été placé sous surveillance internationale. Une telle situation exige que des mesures internationales efficaces soient prises rapidement afin d'éliminer les armes nucléaires de cette région. (...) L'Irak considère que tout appel à une interdiction globale des armes chimiques, doit être associé à un appel similaire et parallèle à une interdiction globale des armes nucléaires. »

M. Moshe Arens (Israël) : la prolifération au Moyen-Orient

Premier orateur à intervenir lundi matin, M. Moshe Arens, ministre israélien des affaires étrangères, a souligné l'inquiétude particulière que ressent son pays devant les armes chimiques. Non seulement pour des raisons historiques, parce que des millions de juifs ont été gazés, même s'il ne s'agissait pas à proprement parler d'une guerre chimique, mais parce que ces armes prolifèrent au Moyen-Orient. « *L'Irak a utilisé ces armes dans la guerre du Golfe à partir de 1984, nous avons des preuves que la Libye les a utilisées lors de son invasion du Tchad en 1987, la Syrie a également développé des armes chimiques* », a-t-il dit. Devant ces développements dans des Etats

« *qui se déclarent en guerre avec Israël et qui soutiennent des groupes terroristes* », Israël s'est doté d'un programme de défense civile, a poursuivi M. Arens. Il s'est prononcé pour des mesures urgentes en attendant la mise sur pied d'une convention internationale.

Ce sont à peu près les mêmes que celles qu'avait suggérées samedi M. George Shultz : renforcement des contrôles sur le commerce des produits qui peuvent servir à usage civil ou militaire, renforcement de l'autorité du secrétaire général des Nations unies pour qu'il puisse agir immédiatement quand il soupçonne l'utilisation de ces armes.

Le stock soviétique contient surtout des neurotoxiques

L'Union soviétique a officiellement reconnu en 1988 qu'elle détenait de l'ordre de 50 000 tonnes d'agents chimiques. Cette évaluation ne correspond pas aux estimations avancées, de leur côté, par les Etats-Unis et l'OTAN, qui considèrent que ce stock est, en réalité, de quelques centaines de milliers de tonnes de toxiques : entre 30 000 et 125 000 tonnes de substances (soit de l'ordre de 200 000 à 700 000 tonnes d'armes chimiques si, à la masse des produits eux-mêmes, on ajoute le poids des munitions qui les emportent).

On considère généralement, à l'Ouest, que le sixième des munitions soviétiques peut transporter un produit chimique. Ces substances toxiques sont des

composés neurotoxiques (type sarin et soman) auxquels les Soviétiques ont eu accès dès 1945. Ces agents chimiques sont fabriqués dans une dizaine d'usines essentiellement réparties dans la partie occidentale du territoire soviétique. Nombreux sont les modèles de munitions à avoir été adaptés à l'emport de ces composés toxiques pour toutes les situations tactiques envisageables : conteneurs largués d'avions ou d'hélicoptères, pièces d'artillerie sol-sol, lance-roquettes multiples et missiles Frog ou Scud, d'une portée de 70 à 300 kilomètres.

Entre 60 000 et 90 000 hommes (l'équivalent de la gendarmerie française) servent dans les unités chimiques de l'URSS.

Ingrédients français

La France n'a pas d'armes chimiques. Le chef de l'Etat et le ministre des affaires étrangères l'ont réaffirmé, non sans raisons, avant la conférence de Paris. Mais la France sait produire les agents chimiques qui pourraient entrer dans la composition d'une arme. La distinction est fondamentale dans la mesure où elle marque la séparation entre un stock existant, immédiatement disponible, et une potentialité technologique.

Depuis plusieurs années, les armées françaises se sont dotées d'équipements, collectifs ou individuels, de décontamination et de protection chimique. Des laboratoires de recherche spécialisés et des moyens de simulation ou de test, notamment le centre d'études du Bouchet, dans la région parisienne, et le service de santé des armées, ont été chargés d'évaluer la menace chimique, d'expérimenter certains matériels et de prévoir de traiter les intoxications.

Chambres d'essais

Il fallait en préalable connaître les caractéristiques, le mode d'action et les performances des produits qui participent d'une guerre chimique. La France a consenti cet investissement et elle continue de le faire avec, en particulier, des chambres d'essais, des souffleries à basse vitesse ou des laboratoires d'analyses qui lui permettent de conduire des études, à petite échelle, du comportement de certains produits chimiques selon les différents modes de dispersion.

Cette production d'agents chimiques ne débouche pas pour autant sur la constitution d'un stock de munitions chimiques (obus, roquettes, missiles ou conteneurs largables).

La loi de programmation militaire 1987-1991, que le gouvernement de M. Jacques Chirac a

préparée, et que M. François Mitterrand a approuvée en son temps, a estimé que la France devait disposer, sans précision de date, d'une capacité à produire des armes chimiques avec l'ambition d'avoir « *une capacité dissuasive appropriée* » face à un éventuel agresseur qui userait d'armes chimiques contre ses forces.

En 1986, cette disposition a été présentée comme marquant la volonté de la France de réunir un stock minimum de sécurité d'armes chimiques. Dans une double intention. Primo : pour faire pression sur les participants à la conférence de Genève, qui, depuis des décennies, tentent de résoudre les difficultés pratiques d'un contrôle et d'une vérification d'un accord de désarmement chimique. Secundo : pour être en mesure, le cas échéant, de dissuader un adversaire d'user de ses armes chimiques, comme, par exemple, au Tchad, où les forces françaises pouvaient en être menacées par les Libyens.

Il semble que cette disposition de la loi de programmation militaire ait été laissée en suspens en 1988 avec le gouvernement de M. Rocard. Au ministère de la défense, on explique que le chef de l'Etat n'a pas souhaité que la France, le pays dépositaire du protocole de Genève de 1925 sur l'interdiction de l'emploi en premier de l'arme chimique, soit aussi le pays qui encourage sa prolifération.

D'autre part, au sein même de l'institution militaire, en France, on assiste à des débats sur l'opportunité de disposer ou non de stocks d'armes chimiques. Face à ceux qui préconisent que la France ne doit s'interdire aucune arme détenue par d'autres nations, il y a ceux qui considèrent qu'on peut, grâce aux nouvelles armes classiques dites « intelligentes », c'est-à-dire les armes guidées avec précision, s'en prendre à la source du mal : l'usine, par exemple, qui fabrique en série l'arme chimique.

J. I.

M. Chevardnadze : « Nous avons tardé, c'est vrai »

Le ministre soviétique des affaires étrangères a notamment déclaré dimanche 8 janvier : « En l'espace des deux dernières années, notre position a évolué d'une façon fondamentale : nous sommes passés de la fabrication des armes chimiques à la renonciation totale à leur fabrication, du silence sur les statistiques relatives aux stocks accumulés à la publication des données pertinentes, du souci de mettre les installations et les dépôts à l'abri des regards indiscrets à la reconnaissance

du principe d'un contrôle généralisé et à l'invitation des observateurs étrangers pour assister aux opérations de l'arme chimique.

» Et si l'on nous dit que nous avons tardé, nous répondrons que c'est vrai. Mais une fois la décision politique prise et notre choix arrêté, nous y adhérons scrupuleusement, en rattrapant rapidement tout ce qu'on a omis de faire au cours des années précédentes et en atteignant des niveaux

d'ouverture jamais connus par le passé. L'ouverture est la prémisse essentielle d'un désarmement réel et contrôlé. L'ouverture est le fruit de la perestroïka, l'ouverture est norme et règle de la vie internationale moderne.

» (...) Est-ce que, conscients de tout cela, nous pouvons ne pas étendre cette ouverture à la production chimique à des fins militaires que nous avons héritée du passé, tout comme la manie pathologique des secrets ?

» Notre pays achèvera, dans un avenir pas très éloigné, la construction d'une installation destinée à la destruction des armes chimiques et, sitôt le chantier achevé, nous y procéderons

immédiatement à la liquidation de nos stocks existants. Il est à noter que cette opération sera engagée avant la conclusion de la convention.

» En même temps, l'Union soviétique déclare son intention de figurer parmi les premiers signataires de cette convention et invite les autres états à faire de même.

» Nous acceptons le principe de « l'invitation permanente aux inspections », étant entendu que les inspecteurs auront accès à tout lieu et toute installation à contrôler, sans restriction aucune, à l'exception des locaux d'habitation.

» L'Union soviétique se prononce pour le contrôle international le plus strict, y compris l'inspection sur place sans droit de refus et se déclare prête à faire tout son possible et nécessaire pour que la convention soit conclue en 1989.

Le Monde

le 10 janvier 1989

La conférence de Paris sur les armes chimiques

La conférence de Paris a été l'occasion de nombreuses rencontres entre les quelque quatre-vingts ministres des affaires étrangères présents. C'est ainsi que M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, a eu dimanche un nouvel entretien avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze, auquel il a présenté des documents sur l'usine chimique de Rabta en Libye. Les deux ministres ont, par ailleurs, signé deux accords : l'un, qui avait été mis au point en novembre dernier entre experts des deux pays, prévoyant une coopération dans la lutte contre la drogue, l'autre sur la recherche fondamentale et la politique scientifique.

Pour sa part, M. Dumas a eu dimanche un petit déjeuner de travail avec M. Chevardnadze. L'entretien a porté notamment sur la visite que M. Gorbatchev doit faire à Paris cette année, la signature d'un accord culturel franco-soviétique, le problème du Cambodge et les perspectives de clôture de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le ministre français a fait part de son intention de se rendre à Vienne à cette occasion le 19 janvier.

M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a évoqué de son côté avec M. Shultz la querelle survenue entre Bonn et Washington à propos du rôle de firmes allemandes dans le développement de l'industrie libyenne (*le Monde* daté 8-9 janvier). Le secrétaire d'Etat américain a indiqué à l'issue de l'entretien que des experts des deux pays se réuniraient cette semaine à Washington pour en discuter. La RFA « prend très au sérieux la question des armes chimiques », a-t-il ajouté.

M. Moshe Arens, nouveau ministre israélien des affaires étrangères, a mis à profit la conférence de Paris pour nouer ses premiers contacts. Il a eu avec M. Chevardnadze, dimanche, une conversation qu'il a qualifiée de « très amicale, ouverte et franche ». Le ministre soviétique, précise-t-on de source israélienne, a remercié l'Etat hébreu de son aide, lors du détournement d'un avion soviétique le mois dernier et, après avoir produit des chiffres en nette hausse sur l'émigration des juifs soviétiques, a laissé entendre que la délégation consulaire israélienne actuellement à l'œuvre à Moscou pourrait prendre possession des locaux de l'ancienne ambassade, fermée depuis la rupture des relations diplomatiques, en 1967. M. Chevardnadze a également affirmé, selon l'agence TASS, qu'il existe aujourd'hui « une chance historique d'aboutir à un règlement du conflit du Proche-Orient », grâce notamment à « la position constructive et réaliste de la direction palestinienne ».

M. Arens avait eu auparavant, à l'occasion d'un petit déjeuner, une conversation apparemment plus difficile avec M. Shultz, à propos de l'ouverture du dialogue entre l'OLP et les Etats-Unis : « Israël estime que des contacts avec l'OLP, accordant à cette organisation, sous une forme ou sous une autre, reconnaissance ou légitimité, ne peuvent en aucun cas favoriser le processus de paix et pourraient au contraire encourager d'autres actes de terrorisme et de violence », a dit le ministre israélien à l'issue de l'entretien. Celui-ci a eu également, dimanche, avec son homologue égyptien, M. Meguid, une rencontre jugée « amicale » par ce dernier, qui l'a invité à déjeuner. M. Arens devait rencontrer, lundi, M. Mitterrand.

M. Chevardnadze a également rencontré, dimanche, son homologue chinois, M. Qian Qichen, qui a annoncé, à l'issue de l'entretien, que le ministre soviétique se rendrait, début février, à Pékin pour préparer un sommet sino-soviétique.

M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a rencontré de son côté MM. Velayati et Aziz, ministres iraniens et irakien des affaires étrangères. Tout en jugeant ces entretiens « importants », il a indiqué qu'aucune date n'avait été fixée pour la reprise des pourparlers de paix entre l'Iran et l'Irak, car il n'y a, selon lui, « aucune

Les pays arabes mettent Israël en accusation

Tous les pays arabes qui sont intervenus les deux premiers jours ont fait bloc pour rattacher la question des armes chimiques à celle du nucléaire, et montrer du doigt Israël. M. Moshe Arens, écoutant l'intervention de son collègue irakien, fut en proie à une telle impatience qu'il se saisit du panneau « Israël » posé devant lui pour taper sur son pupitre.

Les propos de M. Tarek Aziz étaient effectivement sidérants si l'on songe à la genèse de cette conférence : c'est bien en effet l'émotion soulevée dans le monde par les atrocités commises par l'Irak au moyen des armes chimiques, contre des militaires et des civils iraniens et contre ses propres populations du Kurdistan, qui fut à l'origine de la décision des présidents Reagan et Mitterrand de convoquer cette conférence.

Et si certains les avaient déjà oubliées, des photos qui circulaient dimanche dans les locaux de l'UNESCO, grâce vraisemblablement aux bons soins de la délégation iranienne, les leur auraient rappelées : des images insoutenables, comme le masque de mort blafard de ce qui avait été le visage d'un enfant, à demi rongé par les gaz toxiques, les mâchoires ouvertes par l'asphyxie.

Mais le délégué irakien n'était pas venu à Paris plaider on ne sait quelles circonstances atténuantes. Il était venu détourner le sujet, se faire, au nom de la nation arabe, le chantre de la paix, et placer Israël au banc des accusés. Après avoir, comme tout le monde, rendu hommage au président Mitterrand pour l'initiative de cette conférence, et salué, avec une certaine perfidie, l'amitié manifestée par la France à son pays « en toutes circonstances » (c'est-à-dire pendant la guerre), il s'offrit même le luxe d'appeler les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au protocole de 1925 prohibant l'emploi des armes chimiques, dont son pays est signataire et qu'il a, pendant presque toute la durée de la guerre du Golfe, abondamment violé.

assurance qu'ils soient productifs ». Ces négociations, qui butent sur le problème de la réouverture à la navigation du Chatt-el-Arab, ont été suspendues début novembre.

Enfin, les ministres des affaires étrangères des quatre pays du Maghreb (Maroc, Mauritanie, Algérie et Tunisie), se sont réunis en marge de la conférence de Paris, a-t-on appris de source arabe.

M. Vahyati, le ministre iranien des affaires étrangères, avait dressé, samedi, un bilan de ces violations - cinquante mille victimes des armes chimiques dont cinq mille morts, en Iran seulement - et souhaité que la conférence admette clairement que c'est dans ces horreurs récentes qu'elle puise sa raison d'être. Cette intervention avait valu samedi soir la première escarmouche irano-irakienne. M. Tarek Aziz démentant que son pays eût été formellement condamné par les Nations unies et renvoyant la balle à l'Iran pour usage des mêmes armes dans le conflit (1).

Mais, dimanche, le délégué irakien avait décidé de changer d'adversaire et de développer une argumentation qui, parce qu'elle est reprise par tous les pays arabes, risque d'embarrasser les délégués chargés de la rédaction du texte final.

Lorsque le protocole interdisant l'usage des armes chimiques a été signé en 1925, a dit en substance M. Tarek Aziz, ces dernières étaient les seules armes de destruction massive existant. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. « L'arme nucléaire a été introduite au Moyen-Orient par Israël ; c'est une menace pour la région », a-t-il poursuivi. Or l'ONU dans le document final de la première session qu'elle a consacrée au désarmement en 1978 souligne le droit de chaque Etat à la sécurité et stipule que le processus de désarmement ne doit privilégier aucun pays. « Les pays nucléaires, conclut le ministre irakien, doivent garantir aux Etats non nucléaires qu'ils ne seront pas menacés (...). Tout appel à la prohibition de l'arme chimique doit s'accompagner d'un appel équivalent pour l'arme nucléaire. » CQFD.

Ne reculant pas devant les amalgames, M. Tarek Aziz reprochera encore aux Israéliens d'utiliser des « gaz toxiques » contre les Palestiniens, une allusion aux gaz lacrymogènes qui jusqu'à nouvel ordre sont considérés par les Etats comme moyens du maintien de l'ordre, pas comme armes chimiques de guerre.

Un consensus ?

La conférence de Paris est après tout l'antichambre du premier véritable traité multilatéral de désarmement, et il eût été surprenant qu'aucun différend n'apparût. Elle ne parviendra cependant à son objectif que si le consensus se fait sur le texte final, faute de quoi l'effet serait déplorable et il aurait mieux valu s'abstenir.

Ce qu'a d'inquiétant l'argumentation de M. Tarek Aziz, c'est qu'elle a d'évidence fait l'objet d'une concertation et que tous les pays arabes, Égypte comprise, paraissent décidés à faire front. Des contacts préalables ont eu lieu dans la région, des réunions à Paris, et le groupe arabe avait, semble-t-il, chargé les délégués du Maroc, de la Tunisie, de la Syrie et de l'Irak de défendre son point de vue dimanche, lors de la réunion du comité plénier chargé d'élaborer le document final.

Devant l'assemblée, tous les représentants de ce groupe qui se sont exprimés pendant le week-end (Tunisie, Maroc, Égypte, Algérie, Arabie saoudite, Irak) ont développé la même thèse, avec plus ou moins de fermeté. Le représentant algérien a été parmi les plus virulents, ajoutant aux arguments de défense un argument économique repris, lui, par d'autres pays en voie de développement : il ne faudrait pas que le contrôle sur les exportations de certains produits sensibles mais utilisables à des fins purement civils entravent le développement industriel du tiers-monde.

Tout dépendra finalement du degré d'exigence des pays arabes. Se satisferront-ils d'une formule dans la déclaration finale qui replacerait la prohibition des armes chimiques dans le contexte général du désarmement (mise en perspective qui figurait dans de très nombreux discours, notamment celui de M. Mitterrand) ? Ou bien exigeront-ils qu'un lien plus formel soit établi entre désarmement chimique et désarmement nucléaire, à quoi les pays développés ne sauraient souscrire ?

Les arguments opposés aux Arabes sont nombreux, à commencer par celui qu'exposait, dans les couloirs, un membre de la délégation iranienne, à savoir qu'on n'a pas le temps de parler de tout et que cette conférence n'a pour seul objet que les armes chimiques.

Israël a, certes, toujours refusé d'adhérer à la convention de non-prolifération des armes nucléaires, en arguant que ce traité ne constituait pas une garantie suffisante contre une éventuelle utilisation de l'arme atomique par un Etat arabe et en militant, en revanche, pour la création d'une zone dénucléarisée au Proche-Orient. Il s'agit, feront valoir les délégués occidentaux, d'un problème purement régional, alors que la conférence de Paris prétend à une approche universelle.

L'argument, au demeurant, selon par exemple le délégué français à la conférence de Genève, M. Pierre Morel, n'est pas fondé du point de vue stratégique, dans la mesure où l'arme chimique, contrairement au nucléaire, n'est pas une arme de dissuasion. L'objection paraît cependant trop abstraite pour convaincre les pays arabes. Reste, et c'est l'essentiel, que l'arme chimique, comme le rappelait M. Morel, n'a pas le même « statut international » que le nucléaire : son usage est prohibé par le droit international depuis plus de soixante ans, et l'objet de la conférence de Paris est d'abord de rappeler le droit et d'obtenir de chacun l'engagement de le respecter.

La très forte participation à la conférence témoigne de l'attente existant sur le sujet, et on imagine mal les pays arabes s'isolant au sein de la communauté internationale en s'opposant à un consensus. Les quelques échanges polémiques qui ont eu lieu les deux premiers jours sont classiques dans tout débat international, et il est remarquable que d'autres sujets explosifs n'aient pas été poussés sur le devant de la scène. Seul le représentant algérien s'en est pris aux Etats-Unis pour la destruction, la semaine dernière, de deux avions libyens. Le représentant libyen ne devait intervenir que lundi après-midi, mais M. Shultz s'est gardé, pour sa part, d'accuser nommément qui que ce soit. Il a semblé, en outre, rechercher l'apaisement à propos de cette question dans tous les entretiens bilatéraux qu'il a eus pendant ces deux jours à Paris : avec ses alliés allemand et italien, mais aussi lors de sa rencontre avec M. Chevardnadze, au cours de laquelle il s'est borné, a-t-il dit, à « une brève présentation » des informations américaines sur l'usine de Rabta.

CLAIRE TRÉAN.

(1) L'ONU n'a jamais mis en cause l'Iran à ce sujet. Aucune preuve de l'utilisation d'armes chimiques par ce pays n'a été fournie.

Loir Matin 10.1.89

Des militants kurdes au siège du P.S.

Une vingtaine de militants kurdes s'est présentée lundi matin devant le siège du P.S., bloquant pendant plus d'une demi-heure l'entrée principale en demandant à être reçus par un responsable socialiste.

Les militants kurdes, qui ont parlementé avec des permanents du P.S., sont repartis dans le calme après avoir étalé des affiches sur les baies vitrées de l'entrée du P.S. dénigrant « plus de 10 000 morts en Kurdistan par les armes chimiques irakiennes. Pourquoi le silence ? ». Ces affiches sont signées d'un « Comité du Kurdistan contre les armes chimiques ».

International
Herald Tribune 10.1.89

At Chemical Arms Talks, Historic Legacies Undermine Moral Preaching

By James M. Markham

New York Times Service

PARIS — A conference of 145 nations summoned to galvanize global opinion against chemical weapons has partly proved to be an exercise in moral ambiguity, since none of its main participants can claim spotless records. Fingers of accusation waggle in many directions.

The world's sole charter against chemical weapons is an almost antique document, drafted in 1925 by the great powers after they had experienced at first hand the horrors of gas warfare in World War I. Most of the signatory nations from what is today called the Third World, with the exception of a handful like Thailand and Ethiopia, lay under colonial domination in 1925.

Six decades later, erstwhile colonies are independent states with autonomous foreign policies that often clash with agendas laid down in Washington or London or Moscow. At the Paris conference, Third World countries are asking why the United States and the Soviet Union are allowed to possess chemical weapons while telling them that they may not.

Bristling with intelligence data, the

NEWS ANALYSIS

United States has been one of the chief accusers at the conference, pointing a finger at Libya for allegedly building a chemical weapons plant and, quietly in the corridors, at West Germany and other industrial democracies for turning a blind eye to companies that spread technology and chemicals to unreliable Third World customers.

The Reagan administration has sought to seize the high moral ground at the Paris conference, saying, in effect, that Washington and its allies can be trusted not to use chemical weapons, but others cannot.

Yet, the United States, which extensively used chemical defoliants in Vietnam, only formally ratified the 1925 protocol in 1975, entering a caveat permitting certain military uses of herbicides. Two years ago, it began the manufacture of sophisticated binary chemical weapons to replenish an aging stock of older gasses.

Addressing the conference Monday, India's foreign minister, Natwar Singh, declared that his country could not accept a ban on the export of substances required for the making of chemical weapons since this would favor "certain countries" that already have "vast stocks of chemical arms." He meant the United States and the Soviet Union.

The Soviet Union, according to U.S. experts, has an embarrassing past, too. Washington believes that the Soviet Union and its Afghan allies used chemical weapons against the Afghan resistance between mid-1979 and 1982. There also are indications that Soviet-backed Cuban troops in Angola may have employed chemical arms against anti-communist Angolan rebels.

By announcing Sunday that the Soviet Union would unilaterally destroy some of its chemical weapons, Foreign Minister Eduard A. Shevardnadze recaptured a bit of high moral ground himself. He also put indirect pressure on the Americans to reconsider their binary program.

Since 1925, there have been episodic breaches of the ban on the use of chemical weapons. The Japanese fired them in Manchuria in 1931. So did Mussolini's troops in Ethiopia in 1936, and so did Egyptian forces dispatched to South Yemen in the 1960s.

But it was Iraq's widespread and stunningly effective resort to poison gas in halting Iranian human-wave assaults in the Gulf War that alarmed the United

States and France into convoking the Paris conference. It is one of the ironies of the gathering in Paris that Iraq is unlikely to receive little more than the moral equivalent of a slap on the wrist.

The Iraqis have powerful friends. Both the Soviet Union and France, the conference host, supplied conventional arms to the Iraqi armed forces while Arab states gave Iraq vital diplomatic, military and financial support in the war. A West German concern is believed to have furnished Iraq with its chemical arms plant.

"This whole conference is precooked in favor of Iraq," complained a senior diplomat from a European country that was neutral in the Iraq-Iran war. "I find it extraordinary that no one has the guts to talk about the UN Security Council resolutions that accused Iraq of using chemical weapons."

So far, the only participant to evoke the damning UN findings has been Iran, but Tehran's ruling clerics have just about as many enemies in the world as Iraq has friends. Moreover, Iran is suspected of having used chemical shells on a limited scale itself.

During his stay in Paris, the U.S. secretary of state, George P. Shultz, underlined the danger of the proliferation of chemical weapons to nations like Libya that might pass them on to terrorists. The U.S. effort has also provoked a very bitter confrontation with West Germany, whose lax export laws make it difficult to police or punish morally delinquent firms.

West Germany, the world's biggest export nation, has a heavy legacy of its own. Germans were the first to experiment with gas warfare. At the battle of Ypres in 1915, Kaiser Wilhelm's forces killed 5,000 French soldiers with chlorine shells. One war later, the Nazis murdered millions in gas chambers.

Paris signe contre la torture

La France a ratifié hier la convention européenne pour la prévention de la torture.

Strasbourg (Palais de l'Europe),
de notre correspondant

La convention pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe, ratifiée hier à Strasbourg par la France, est l'un des instruments les plus sophistiqués au monde de protection des droits fondamentaux. Onze Etats européens (France, Italie, Royaume-Uni, Autriche, Suisse, Irlande, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Suède et... Turquie) l'ont ratifiée pour l'instant. Elle entrera en vigueur le 1^{er} février prochain. Elle prévoit notamment la constitution d'une Commission de personnalités autorisées à visiter à tout moment dans les Etats contractants tout lieu (prisons, commissariats, hôpitaux psychiatriques, etc.) où pourraient être pratiqués des mauvais traitements ou des tortures.

Les gouvernements ne pourront s'opposer aux investigations de cette commission, qui sera mis en place à la fin de l'année. Ses rapports seront dans un premier temps confidentiels, et remis aux 22 gouvernements membres du Conseil de l'Europe (tous les Européens de l'Ouest) : ils pourront être rendus publics si un gouvernement ne mettrait

pas fin immédiatement aux pratiques de torture constatées.

Au secrétariat de la Commission des droits de l'homme de Strasbourg, sur lequel s'appuiera dans un premier temps la Commission contre la torture, on s'attend déjà à une avalanche de plaintes, surtout contre des bavures policières, de tous les pays membres. Mais la tâche la plus urgente du nouvel organisme sera sans doute d'enquêter en Turquie, où la torture, selon le dernier rapport d'Amnesty International, publié la semaine dernière, reste « particulièrement brutale et systématique ».

Ankara avait réussi en 1987 un joli coup publicitaire en ratifiant cette Convention, escomptant qu'il faudrait des années pour réunir les sept ratifications nécessaires pour que la Convention entre en vigueur. Cette erreur de calcul plonge désormais Ankara dans le plus profond embarras. Dès la fin de l'année, en effet, la Commission de Strasbourg sera chez elle aussi bien dans la prison de Dyabarkir (où selon Amnesty sont torturés les prisonniers kurdes) que dans un commissariat de Neuilly, Londres ou Zurich.

Francesco CERRI

CONFERENCE

Forcing pour un accord chimique

Libération 11.1.89

Après un long marchandage, les négociations devaient la nuit dernière aboutir à une ultime version de la déclaration finale.

Cette conférence est condamnée au succès... » Victor Karpov, le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, affichait un optimisme à toute épreuve, hier soir, à la veille de la clôture de la Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques. Karpov a même tendu une nouvelle perche aux Américains : si les Etats-Unis renoncent à leur production de nouvelles armes chimiques binaires, l'Union soviétique pourrait accélérer la destruction de ses propres stocks, qui commencera cette année.

Le vice-ministre s'exprimait au moment où, au palais de l'UNESCO, les diplomates entamaient une longue nuit de négociations, afin d'aboutir à la version définitive de la déclaration fi-

Rectificatifs

Dans notre article sur les armes chimiques, dans *Libération* d'hier, un mastic a rendu incompréhensible un passage que voici :

Le fonctionnaire américain a également affirmé que la Libye avait obtenu des armes chimiques de l'Iran, et qu'elle avait tenté, sans grand succès, de les employer au Tchad. Il a, par

ailleurs, refusé de confirmer si Israël disposait d'armes chimiques, alors qu'un rapport de la CIA y avait fait explicitement référence il y a deux ans.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Arens, a lui aussi « occupé le terrain », hier, à cette Conférence où son pays est mis en cause. Des accusations, estiment les Israéliens tout comme les Iraniens, qui constituent une manière de détourner l'attention de l'utilisation par Bagdad des gaz chimiques.

Arens s'est lui aussi placé sur le registre de l'autodéfense, les pays détenteurs d'armes chimiques selon lui, Irak et Libye, se disant « en état de guerre contre Israël ». En attendant une interdiction complète de ces armements, le ministre a proposé quelques mesures intermédiaires, notamment l'interdiction de la vente des produits chimiques pouvant entrer dans la composition des gaz toxiques à des pays soupçonnés de produire de telles armes. Il a d'autre part souhaité que soit renforcée la capacité du secrétaire général de l'ONU de pouvoir enquêter sur les capacités d'utilisation de ces armes.

● Le Gabon a d'autre part démenti être demeurée avec la Côte-d'Ivoire lors de l'intervention du ministre sud-africain des Affaires étrangères (voir *Libération* d'hier). Le Gabon a précisé qu'il avait été « solidaire des autres délégations africaines »

nale. « Il s'agit de l'ultime exercice de réduction des différences », a souligné un des négociateurs, pour qui, ce matin, « chacun devrait pouvoir se dire qu'il n'est pas content du texte, mais qu'il est prêt à se rallier au consensus ».

La négociation a connu un tournant lundi soir, lorsque le groupe des pays non alignés a présenté de nombreux amendements au projet franco-finlandais de la veille. Les non-alignés, aidés par d'autres pays, comme la Suède, reprenaient à leur compte certaines des revendications mises en avant depuis le début de la conférence par les pays du groupe arabe, mais en les rendant plus acceptables aux autres participants. Hier, de nouveau, les réunions se sont succédé pour aboutir à une nouvelle version de la déclaration — la cinquième... — qui devait faire l'objet des ultimes marchandages. Bon nombre des observations des non-alignés ont ainsi été prises en compte. En dépit d'une manifestation de mauvaise humeur du représentant britannique,

qui a tendu l'atmosphère. Un incident rapidement réglé grâce au tact d'un des principaux négociateurs français.

Quatre « points sensibles », selon un négociateur, restaient en suspens hier soir, dont le plus important reste le lien entre le désarmement chimique et le désarmement général. Le groupe de pays réunis autour des non-alignés n'exige plus la référence explicite au nucléaire, mais revendique toujours que le désarmement chimique soit lié aux négociations sur les autres armements. La solution serait une référence à la déclaration de l'ONU de 1978 sur le « désarmement général et complet », malgré les réticences des Etats-Unis. L'administration Reagan a en effet du mal à endosser un document signé sous Jimmy Carter.

Autre point de contentieux, la revendication du tiers monde de voir prise en compte la « prolifération verticale » — une allusion au programme de modernisation des armes toxiques américaines. Dans la cinquième version hier du document final, on semble pouvoir

contourner le problème en mentionnant « l'existence même et la dissémination » des armements chimiques. Hier soir, un groupe informel dit des « Amis du président » (le ministre finlandais Kalevi Sorsa — Ndlr), représentant les pays « qui comptent » devait débayer le terrain pour aboutir à la version définitive, solennellement approuvée aujourd'hui.

De leur côté, les victimes se sont rappelées, hier à Paris, au bon souvenir des diplomates. Au cours d'une conférence de presse patronnée par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), les organisations kurdes irakiennes se sont plaintes que la France ait refusé des visas à leurs dirigeants, alors que la principale raison de tenir cette conférence a été l'usage des gaz toxiques par l'Irak contre les Kurdes, notamment à Halabja, faisant selon eux 15000 morts. Les militants du Front de libération du Kurdistan ont affirmé que le « silence » qui avait entouré les premières utilisations de l'arme chimique par l'Irak avait « en-

couragé Saddam Hussein à continuer ».

La FIDH et l'Association allemande pour la défense des peuples menacés ont, pour leur part, publié une déclaration intitulée « On ne parle pas des victimes des gaz toxiques, dans laquelle elles font des demandes concrètes. Elles exigent le démantèlement, sous contrôle américano-soviétique, de l'usine irakienne de Samara « où ont été fabriquées les armes utilisées contre les Kurdes ». Elles demandent également des indemnités pour les victimes, ainsi que le placement sous l'autorité de la Croix-Rouge et de l'ONU des réfugiés du Kurdistan en Turquie et en Iran.

Les orateurs se sont également indignés de voir l'Iran « se dresser en défenseur des Kurdes » à la Conférence de Paris, même s'ils ont estimé qu'il n'y avait pas preuve concluante de l'usage de gaz chimiques par Téhéran. En conclusion, Daniel Jacoby a évoqué « les ressemblances entre Guernica et Halabja. Il faut parler d'Halabja ».

Pierre HASKI
Alfredo VALLADAO

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR

FRA0589 4 I 0411

7AFP-VH69

Conf-chimique

Les négociations de Genève devraient s'achever en 1990, selon M. Dumas

PARIS, 11 Jan (AFP) — M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, a déclaré mercredi que "dans l'esprit des participants" à la Conférence de Paris, les négociations de Genève pour l'élaboration d'une Convention internationale interdisant totalement les armes chimiques devraient s'achever "en 1990".

M. Dumas, qui tenait la conférence de presse finale en sa qualité de président de la Conférence sur l'interdiction des armes chimiques, a précisé qu'il se rendra lui-même à la reprise des négociations de Genève pour y présenter les résultats de la réunion de Paris, et notamment l'impulsion politique donnée par ses participants pour que la future convention internationale soit mise au point "à une date rapprochée".

La déclaration finale de la Conférence de Paris prévoit que cette Convention, complétant le Protocole de Genève de 1925 qui interdit l'emploi des armes chimiques, interdira également "la mise au point, la fabrication et le stockage" des armes chimiques, ainsi que prévoiera la destruction des stocks existants.

Sur la question des sanctions éventuelles, non prévues par la Déclaration de Paris, M. Dumas a souligné que celle-ci confirmait le rôle donné aux Nations Unies et à son Secrétaire général "en matière d'enquêtes en cas d'allégation de violation du Protocole". "Au delà du renforcement politique et moral du Protocole, il y a une mise en place de procédures qui doivent se traduire dans la Convention à venir", a-t-il ajouté.

M. Dumas a réaffirmé d'autre part que la France ne possédait pas d'armes chimiques. "La France ne possède pas d'armes chimiques et n'a donc pas à procéder à la destruction de stocks qu'elle n'a pas", a-t-il dit.

Interpellé par un journaliste à propos des Kurdes qui auraient été victimes de l'emploi des gaz par l'armée irakienne, M. Dumas a déclaré que "ce problème douloureux n'a pas été étranger à la tenue de la conférence".

"Ces événements ont été présents dans l'esprit des participants, mais je dois rappeler que cette conférence ne pouvait pas s'ériger en tribunal pour condamner tel ou tel", a-t-il ajouté.

M. Dumas s'est enfin félicité de la réussite de la conférence. "J'estime qu'elle a atteint son but, a-t-il dit, par la condamnation unanime qu'elle a portée contre l'arme chimique. C'était l'essentiel et c'est ce qui permet de parler du succès de la conférence et de sa réussite".

PmV

AFP 112008 JAN 89

l'Humanité 11.1.89

La Conférence internationale pour l'interdiction des armes chimiques s'achève cet après-midi à Paris

VERS UNE DECLARATION COMMUNE

Le texte adopté par les délégués pourrait faire référence également « aux autres aspects du désarmement »

LE lien à établir entre le désarmement chimique et la liquidation des armes nucléaires demeurait au centre des débats de la Conférence internationale de Paris dont les travaux prennent fin ce mercredi. Sous quelle forme exacte la déclaration finale mise au point par le comité plénier que dirige le Finlandais Kalevi Sorsa synthétisera les différences d'approche exprimées depuis samedi l'UNESCO ? Telle était, mardi soir, la principale question que chacun se posait.

Parlant au nom de son pays, le ministre Sorsa a souhaité, mardi matin, que les négociations de Genève se terminent rapidement et que cette volonté soit inscrite dans la déclaration. Le chef de la diplomatie finlandaise s'est attaché à souligner l'importance que revêtent les mécanismes de contrôle et de vérification. « Non seulement, a-t-il déclaré, les pays ne doivent pas pouvoir refuser une inspection mais ils doivent également apporter leur aide à la réalisation des enquêtes. » Il convient aussi de mettre au point un mécanisme d'interdiction d'exporter des produits chimiques susceptibles d'être utilisés à des fins non pacifiques. Le ministre a annoncé que la Finlande était disposée à prendre en charge gratuitement, dès l'an prochain, des chimistes venus des pays en voie de développement afin que ceux-ci puissent prendre part aux opérations de contrôle du respect de la future convention.

Plusieurs délégués des pays en voie de développement ont insisté sur la nécessité d'accompagner la prohibition frappant la fabrication des armes chimiques de l'obligation pour tous de détruire les stocks existants. Il ne saurait

LES NON-ALIGNES SOLIDAIRES DE LA LIBYE

Les ministres des Affaires étrangères des pays non alignés, réunis dans le cadre de la Conférence de Paris, ont adopté hier un communiqué réaffirmant leur solidarité avec la Libye, à la suite

de la destruction de deux de ses avions par la chasse américaine au-dessus de la Méditerranée.

Dans leur déclaration, les pays non-alignés, qui ont pris connaissance d'un rapport présenté par le chef de la diplomatie de Tripoli, Jadalla Azouz Talhie, rappellent que « déjà en 1986, l'agression aérienne et navale américaine contre les villes libyennes de Tripoli et Benghazi avait été précédée, comme aujourd'hui, par une campagne de presse et des menaces ». Le Mouvement des non-alignés « condamne de tels actes d'agression et de telles menaces, perpétrés par les Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne ». Il demande aux Etats-Unis « d'y mettre fin » et assure la Libye de « sa solidarité dans la défense de sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale ». « Cette dernière question, comme l'a déclaré le représentant du Mexique, Alfonso Garcia Robles, que des Etats profitent du délai qui sépare la Conférence de Paris de l'adoption de la convention pour produire de nouvelles armes, notamment les armes binaires. Le Mexique se prononce pour une interdiction stricte de l'utilisation des armes, y compris du droit de riposte avec des armes chimiques. Les pays non alignés insistent sur l'ambiguïté du terme de non-prolifération. Des délégués sont fondés à relever qu'il y aurait discrimination intolérable à refuser à de petits pays ce que les grandes puissances s'accordent.

Le ministre albanais des Affaires étrangères, Reis Malie, favorable à une convention d'interdiction globale, a noté que celle-ci « prendrait toute sa valeur si elle était en mesure d'assurer la destruction définitive et aussi rapide que possible des armes chimiques existantes, à commencer par leurs plus jeunes générations ». Quelle que soit la quantité que l'on veut conserver sous divers prétextes, comme celle que l'on évoque sous le terme de stock de sécurité, ce dernier se comporterait en fait comme un stock d'insécurité.

L'attaque américaine contre les deux avions libyens est typique d'une situation que les pays arabes et nouvellement indépendants redoutent. C'est un exem-

ple de cette conception de la « non-prolifération », car, sous le prétexte non étayé de preuves, qu'un pays se prépare à fabriquer des armes chimiques, les Etats-Unis qui disposent d'un arsenal important de ce type d'armes et produisent des armes binaires, s'érigent en gardarmes et agressent une nation souveraine.

A ce propos, le chef de la diplomatie cubaine, Malmierca, a dénoncé « l'attitude hypocrite des Etats-Unis, qui participent à un processus de désarmement, négociant des accords avec l'URSS, tout en menaçant et en se préparant à agresser de petits pays ». Cuba a réitéré sa position en faveur de l'interdiction de toutes les armes chimiques « et non d'une part de celles-ci ». La Havane se prononce aussi en faveur de la destruction de toutes les installations de production, « sans exception ».

Telle sera la clé de la réussite de la Conférence de Paris : favoriser, par une déclaration de politique claire, la conclusion d'une convention qui interdise l'existence des armes chimiques et qui donne véritablement à la communauté internationale, représentée par l'ONU, le moyen d'appliquer les textes.

Le lien avec le nucléaire, souligné avec force par les pays arabes notamment, ne devrait pas constituer un blocage. Car, si les pays socialistes (URSS en tête) agissent pour l'extinction totale de la menace nucléaire d'ici à la fin du siècle, lier étroitement les deux dossiers aboutirait à un échec à la Conférence de Paris. Tel est le sens de l'intervention de la Tanzanie, qui a rappelé que l'objectif est bien le désarmement général, que le danger nucléaire est plus grand encore que le danger chimique, mais qu'il ne faut pas créer des prétextes à un désaccord.

On semble s'acheminer vers une déclaration où il serait fait référence « aux autres aspects du désarmement ». L'impact des propositions soviétiques et le refus exprimé par presque tous les délégués de la barbarie chimique devraient créer une dynamique, qui dépassera le cadre de la place de Fontenoy.

Jean-Paul Piérot

CALAMITY CASTER

Les « Grands » rassurants et les petits gaz méchants

AVEC la conférence internationale contre les armes chimiques, voici les « grands » contre les « petits ». Les « grands » sont armés jusqu'à la gueule. Ils ont le nucléaire, les missiles, les gaz chimiques, des tonnes d'armes, Hiroshima derrière eux et les trois quarts de ce qui peut faire péter la planète. Pourtant, les « grands » viennent de réussir un fabuleux tour de passe-passe. Ce ne sont plus eux les détenteurs du gros stock à exterminer, plus eux les gros fabricants et les gros vendeurs qui représentent le grand danger. Ce sont les « petits » qui portent désormais le chapeau de tous les dangers et de toute l'horreur de la guerre.

Les « petits » sont trop pauvres pour acheter des bombes atomiques. Ils utilisent des gaz chimiques, immédiatement intitulés « bombe atomique du pauvre ». C'est de cette « chimie mortelle » que les grands du monde entier veulent faire l'indispensable procès. Ils ont raison. Avec ce procès, les « grands » s'installent dans une magnifique position : ils savent ce qu'ils font, mais ils ne savent pas ce qu'ils vendent.

En tant que vendeurs, ils ne sont pas responsables. Les « grands » vendent aux « petits » tout ce qu'il faut pour faire cette chimie mortelle, mais ils sont comme cet industriel qu'on pouvait voir aux informations, à la télévision, et qui vendait des contenants en expliquant : « *Nous faisons le contenant. Dans ce contenant, on peut mettre de l'eau, du lait ou du poison. Kadhafi y met du poison, nous ne sommes pas responsables.* »

Un « fou » met du poison dans un contenant à poison. C'est parce qu'il est fou. Il n'a pas vu qu'on lui vendait des bouteilles de lait.

La belle logique des grands est là : on n'est pas responsables en tant que vendeurs. On vend des pièces détachées. On ne saurait maîtriser l'ensemble. Mais on est hyper-responsables en tant que guerriers.

L'URSS : L'ADIEU AUX ARMES (CHIMIQUES) !



Le « grand » hyperresponsable a le nucléaire, l'arme qui dissuade. Et il montre du doigt le « petit », avec son arme atomique du pauvre qui « prolifère ». Avec ses gaz chimiques, le « petit » est désigné comme le danger, de tous les petits et de tous les grands. Alors que les deux plus « grands » des « grands », l'URSS et les USA, ont en stock les trois quarts des gaz chimiques de la planète.

Mais il est entendu, et il nous est demandé de croire, que ce « grand » qui ne maîtrise pas la vente au détail, maîtrise la force mortelle de ses bombes atomiques. Que le « grand » est fiable et sait ce qu'il fait, alors que le « petit », lui, n'est ni fiable ni responsable, et menace l'univers entier.

La supériorité du « grand » n'est plus seulement en surpuissance, en richesses et en armements. Elle est aussi, maintenant, en humanité, en responsabilités supposées, voire en « moralité » du guerrier.

Il est donc formidable de voir que les Etats-Unis, qui

n'ont pas hésité à déverser des agents orange (chimie mortelle) sur les Vietnamiens et à les brûler au napalm, n'hésitent pas non plus à tirer sur des Mirage libyens parce que Kadhafi a une usine de gaz chimiques dont il *pourrait* se servir.

Quand les Etats-Unis utilisaient les armes chimiques, ce n'était pas, bien sûr, l'atroce bombe atomique du pauvre. C'était la grande guerre du Vietnam. Mais quand un « petit » utilise ou menace d'utiliser la même arme chimique, il faut bien qu'il sache qu'il n'est plus, lui, dans le registre de la guerre, mais qu'il frise le crime contre l'humanité.

Ainsi des « grands », qui n'ont pas craint d'utiliser massivement les gaz chimiques, viennent de s'en laver — arme du pauvre, horreur de la guerre, uniquement fixée sur les images horribles des gazés kurdes — et nous demandent d'invalider un drôle de message :

les « grands » sont rassurants.

Les « petits » sont menaçants.

Sylvie Caster

12.1.89

Libération

EDITORIAL

JAMES BURNETT

LE CONTRAT MORAL

Le monde a-t-il pris enfin ses « responsabilités » face aux armes chimiques dont la dernière utilisation remonte seulement à quelques mois ? Répondre par un oui catégorique serait faire preuve de naïveté.

Mais quelque chose d'important s'est incontestablement passé pendant ces cinq jours à l'UNESCO. Le choix de cette enceinte internationale était un symbole. Les 149 délégations présentes pouvaient-elles ici se quitter sans donner une impulsion aux négociations de Genève sur la suppression des armes chimiques ?

Echouer aurait été faire injure à l'humanité tout entière alors que l'UNESCO tente

d'en sauvegarder le patrimoine. Certes l'accouchement de la déclaration finale a été difficile. Il est vrai que, jamais depuis au moins dix ans, résultat aussi substantiel n'avait été obtenu dans un délai aussi court. C'était le pari de la France. Que l'on s'en rappelle : l'idée avait été lancée en même temps par les présidents Mitterrand et Reagan, il y a quatre mois à New York. Mais cette conférence a aussi montré les difficultés d'un dialogue qui dépasse le cadre rituel des négociations Est-Ouest. On a assisté à l'irruption des pays du Sud qui avaient été jusqu'alors superbement ignorés par les Grands dans ce genre de discussions. Reste maintenant la réalité sur le terrain. On peut se demander si les Kurdes irakiens gazés l'été dernier — à supposer que les

résultats de cette conférence leur parviennent — sont désormais rassurés. Le contrat moral passé à Paris sera-t-il respecté ? Trop de traités, de déclarations finales ont été bafoués par le passé. A commencer par le protocole de 1925 qui fut au centre des délibérations de la conférence. Il a fallu plus d'un demi-siècle pour qu'à nouveau la communauté internationale s'y réfère. Pourtant les victimes des armes chimiques se chiffrent par dizaines de milliers. Il reste aujourd'hui un pas important à franchir : la destruction complète de ces armes. L'Etat irakien qui a utilisé massivement les gaz toxiques dans sa guerre contre l'Iran s'en sort sans trop d'égratignures. Sera-t-il le dernier à recourir aux gaz toxiques ? C'est l'autre pari de cette conférence.

Un essai à transformer à Genève

Les pays industrialisés ont pris conscience qu'un processus de désarmement ne peut exclure le reste du monde. Et les pays du Sud ont amorcé, pour la première fois, un vrai débat stratégique. Reste à assurer, à Genève, la signature d'une convention interdisant à jamais les armes chimiques.

Le débat stratégique était jusqu'alors réservé aux puissances de l'Est et de l'Ouest. La conférence de Paris sur les armes chimiques aura marqué l'irruption des pays du Sud dans ce débat. Le document final adopté hier constitue de fait un savant compromis entre les perceptions les plus disparates du problème de la sécurité nationale, exprimées par les 149 Etats participants.

Il ne s'agissait pas cette fois, de prendre position sur les grands principes moraux ou la nécessité d'un monde sans armes. Il fallait au contraire se prononcer pour un processus de désarmement précis — les armes chimiques — pouvant avoir des répercus-

sions directes sur la défense et sur certains aspects de la souveraineté des Etats. Le travail accompli au cours des quatre derniers jours par le groupe dit des « non-alignés », pour harmoniser des exigences aussi marquées que celles de l'Irak et des Etats arabes, de l'Iran, des autres pays en développement, a été titanesque. De ce fait, il n'est pas exagéré de dire que la conférence de Paris constitue la première pierre d'un débat stratégique Sud-Sud.

Pour la première fois également, le Nord était confronté non pas au traditionnel discours, sur le désarmement et le développement, mais à des pays dont certains commencent à avoir les moyens de se doter d'armes de destruction massive. Les récentes avancées en

matière de réduction des armements nucléaires des deux grandes puissances, couplées à la diffusion vers le tiers monde de technologies militaires plus avancées rend le dialogue inévitable. Les pays industrialisés prennent, eux, conscience des limites d'un processus de désarmement qui exclut le reste du monde. Les Etats du Sud se trouvent placés, pour leur part, devant l'écrasante responsabilité de choix stratégiques lourds de conséquences, et pour leur sécurité et pour leurs budgets nationaux.

Le succès de la conférence de Paris vient à point. On se trouve en effet, en présence d'un « créneau » particulièrement favorable aux négociations de désarmement. La nouvelle détente en-

tre Washington et Moscou, la signature de l'accord INF stipulant l'élimination des « euromissiles », l'ouverture prochaine des pourparlers sur les forces conventionnelles en Europe, créent un climat favorable au sein de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Par ailleurs, la technologie permettant la fabrication d'armes chimiques modernes, ainsi que les vecteurs pouvant les transporter, commence à être disponible dans le tiers monde, mais n'est pas encore très « disséminée ». On peut donc essayer d'enrayer la course aux gaz de combat avant qu'elle ne s'emballle. Surtout que la plupart des pays intéressés par les armes chimiques hésitent encore sur la valeur réellement « dissuasive » de ces dernières et craignent l'issue improbable d'une compétition dans ce domaine.

A Genève, la conférence du désarmement a beaucoup avancé dans la rédaction d'une convention interdisant ces armements. Les principales divergences politiques ont été résolues, mais il reste à faire un important travail concernant les questions techniques liées à la vérification d'un accord. On se souvient que les problèmes de vérification des accords INF avaient été résolus en deux

mois, une fois acquise la volonté politique. Le contrôle de l'industrie chimique est une tâche infiniment plus complexe. Mais, si la conférence de Paris a réellement fait émerger une volonté politique, on devrait arriver assez rapidement à un consensus à Genève.

Reste un problème de fond : la mondialisation du débat stratégique implique une mondialisation des solutions en matière de désarmement. Déjà, une convention interdisant les armes chimiques se devra d'être « universelle », soumettant grands et petits pays à un régime juridique unique. L'irruption du Sud dans le débat stratégique mène donc au renforcement du droit international. Mais comment harmoniser les pratiques juridiques — et même certaines dispositions constitutionnelles — de pays ayant une tradition étatique forte avec celles de pays très « libéraux », des démocraties avec des dictatures ? La Constitution américaine pose par exemple à Genève, l'une des questions difficiles à résoudre dans le cadre des inspections d'industries chimiques. Elle garantit en effet à l'individu et aux entreprises privées, une protection face à l'Etat, qui n'existe pas dans la plupart

des pays européens — et moins encore à l'Est et au Sud. Quelles seront également, pour l'économie de chaque Etat, les conséquences d'un contrôle international tâtonnant sur une de leurs industries clés, la chimie ? Dans tous les cas de figure, il faudra que chacun accepte d'abandonner des pans de souveraineté nationale. Une affaire qui n'est pas mince quand on l'aborde à l'échelle de la planète.

La conférence de Paris est donc bien un essai qu'il faut encore transformer à Genève. On devra encore convaincre les pays du tiers monde que leur sécurité nationale sortira renforcée d'une interdiction des gaz de combat, même si l'on ne touche pas à la « prolifération » nucléaire. Au fur et à mesure que l'on avancera dans le désarmement chimique et dans la réduction des armes nucléaires des grandes puissances, l'acquisition d'armes atomiques par de nouveaux pays, deviendra un problème crucial. Le temps des seules négociations soviéto-américaines s'estompe peu à peu. Il est donc inévitable de redonner vie aux négociations multilatérales sur le nucléaire.

Alfredo VALLADAO

Le Monde 12.1.89

Plaidoyer en faveur des Kurdes victimes des gaz toxiques en Irak

« Choquée » par l'absence des Kurdes, « même pas conviés en qualité de témoins » à la conférence, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a pris fait et cause, mardi 10 janvier, au cours d'une conférence de presse à Paris, pour ces victimes de gaz toxiques utilisés par l'Irak.

En compagnie de l'Association — ouest-allemande — pour la défense des peuples menacés, la FIDH a demandé que des mesures soient prises et des sanctions infligées afin d'empêcher l'Irak d'effectuer de nouvelles agressions par armes chimiques, « ce qui implique le démantèlement, sous le contrôle international (...), du complexe

industriel de Samara et d'autres installations similaires ».

Les deux organisations ont également suggéré que le protocole de 1925 soit complété par une interdiction de l'utilisation des gaz toxiques lors des conflits intérieurs à un Etat. Enfin, elles demandent l'indemnisation des victimes par les responsables politiques irakiens et par les entreprises occidentales ayant vendu les équipements de production des gaz toxiques.

La FIDH et l'Association pour la défense des peuples menacés souhaitent aussi que les réfugiés du Kurdistan en Turquie et en Iran soient « placés sous la protection des organisations internationales et non plus sous le contrôle des gouvernements turc et iranien dans lesquels [elles n'ont] aucune confiance ».

Enfin, des observateurs indépendants, et notamment ceux des organisations non gouvernementales, doivent être autorisés à enquêter librement en Irak, estiment les deux organisations.

TELEVISION

A2. 22 H 40. MAGAZINE : EDITION SPECIALE

Armes chimiques : le dossier

● Au lendemain de la conférence de Paris sur l'armement chimique, Edition spéciale pose la question à l'ordre du jour de la destruction de cet armement et celle de sa fabrication en France. La France fabrique-t-elle des armes chimiques, contenant et contenu ? La question est posée dans le reportage de Daniel Maudinet, qui a enquêté auprès de 3 fabricants potentiels de cet armement après avoir tout bonnement consulté un annuaire des fournisseurs de l'armée, au tirage limité il est vrai. Ces trois sociétés, Alsetex, Etienne Lacroix et la SNPF ont toutes répondu fabriquer soit des agents chimiques de combat, tel le gaz lacrymogène, soit des feux d'artifice, du « matériel défensif d'entraînement » ou, encore de « la chimie fine » qui serait en partie seulement à usage militaire. La question reste posée, au téléspectateur de se faire une idée.

Deux autres reportages, l'un soviétique, l'autre américain devraient être consacrés à la destruction de ces armes chimiques. Une rétrospective de la guerre de 14 aux Kurdes, donne une idée des effets des gaz et autres produits chimiques sur les humains.

Quotidien de Paris 12.1.89

Quotidien de Paris 12.1.89

UNE INTERVIEW DU « QUOTIDIEN »

Victor Karpov : plus d'armes chimiques, nulle part

Le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères propose des mesures de contrôle pour la destruction des stocks et l'interdiction de la fabrication des armes chimiques. Il condamne aussi la Roumanie qui souhaitait, comme les pays arabes, établir un lien entre le chimique et le nucléaire.

LE QUOTIDIEN. — Le grand problème de la destruction des armes chimiques, c'est bien entendu le contrôle de cette destruction, et il est encore plus difficile de se mettre d'accord sur les modalités de contrôle de la fabrication de ces armes. Est-ce que l'Union soviétique a des propositions concrètes à faire dans ce domaine ?

Victor KARPOV. — Oui, nous suggérons le schéma suivant : chaque pays annonce de quels stocks il dispose et à quels emplacements ils se trouvent, et dès l'entrée en vigueur de la convention, aucun Etat n'aura plus le droit de transférer ces stocks vers un autre endroit que celui de leur destruction. Nous proposons que cela soit fait sous un contrôle international très strict. C'est-à-dire, pratiquement, que chaque entrepôt, chaque stock, devra être placé sous l'autorité de contrôleurs internationaux. Ce contrôle devrait évidemment être permanent. Le transfert des armes vers les lieux de leur destruction devrait également se faire sous un strict contrôle, et les moyens de transports utilisés placés sous scellés si besoin est. C'est là que nous voyons la seule garantie de ce que ces stocks seront effectivement détruits...

Q. — Et la fabrication ?

V. K. — Ce deuxième problème est effectivement un peu plus complexe. Pour ce qui est de l'Union soviétique, pas de problème : nous pouvons ouvrir toutes nos usines chimiques à l'inspection, mais évidemment nous n'avons aucun intérêt à voir divulgués des secrets techniques liés à la compétitivité de notre industrie chimique. Et à l'Ouest, nous savons que le souci majeur est identique : la protection du secret commercial. Mais à notre avis, il n'y a pas là d'obstacle infranchissable. Par exemple, on pourrait décider que les inspecteurs désignés n'auraient pas le droit de divulguer de renseignements

n'ayant pas trait directement à la capacité des entreprises à fabriquer des armes chimiques. Et ces dernières informations ne seraient transmises qu'aux bureaux appropriés d'un organisme international de contrôle. Nous avons déjà dans ce domaine du « secret professionnel » des inspecteurs internationaux, une certaine expérience grâce par exemple aux accords INF...

Q. — Le fait que certains pays du tiers monde, et singulièrement les pays arabes établissent un lien entre le chimique et le nucléaire vous inquiète-t-il ?

V. K. — Vous savez, j'étais beaucoup plus inquiet avant la conférence. Mais nous avons beaucoup travaillé dans de nombreuses capitales avant l'ouverture des travaux de Paris. A cette époque, nous avons entendu plus d'une déclara-



tion péremptoire : « Tant que le problème de l'arme nucléaire n'aura pas été réglé, il n'y aura pas de désarmement chimique... » Mais tout au long de la conférence, de telles positions semblent s'être quelque peu atténuées. Personnes n'a plus vraiment cette attitude, à l'exception de la Roumanie...

Q. — Cela doit justement vous poser un problème, en emboitant le pas à un certain nombre de pays arabes, la Roumanie s'est éloignée des positions du Pacte de Varsovie...

V. K. — Ecoutez, il y a dans la position roumaine quelques contradictions. On a vu le ministre des Affaires étrangères, Ion Totu, déclarer qu'il fallait garder l'arme chimique pour l'opposer à l'arme nucléaire. Très bien, mais en se plaçant dans cette logique, tous les Etats « non nucléaires », y compris la Roumanie, doivent se doter de l'arme chimique. Mais ce pays, au niveau le plus élevé, c'est-à-dire par la bouche de son président, Nicolae Ceausescu, a déclaré à de nombreuses reprises qu'il ne possédait pas d'armes de ce type et ne comptait pas s'en doter. Ceausescu a d'ailleurs signé de nombreux documents du Pacte de Varsovie allant dans ce sens. Et à présent le délégué de la Roumanie à cette conférence défend des positions qui ne sont pas compatibles avec les prises de position antérieures du gouvernement roumain...

Q. — Si cette conférence s'est réunie, c'est en grande partie parce que l'Irak a fait usage à plusieurs reprises de l'arme chimique ces dernières années. D'abord contre des soldats iraniens, ensuite contre des civils kurdes. Est-ce que vous condamnez l'Irak pour ces agissements ?

V. K. — Nous condamnons tout emploi d'armes chimiques, quel que soit celui qui emploie ces armes, dans quel que coin du monde où cela se passe...

Propos recueillis
par Claude MONIQUET

12.1.89

L'Humanité

La Conférence internationale pour l'interdiction des armes chimiques s'est achevée, hier après-midi à Paris, par l'adoption d'une déclaration solennelle. La revendication des pays du tiers monde visant à lier cette interdiction au désarmement général a été retenue, rendant ainsi possible l'heureuse conclusion de la réunion

Conférence de Paris

ARMES
CHIMIQUES

AU BAN DE L'HUMANITE

LA Conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques a pris fin mercredi après-midi, après avoir adopté une déclaration finale (voir page 3) souscrite par les 149 Etats qui étaient représentés à Paris depuis samedi dernier. Peu après 15 heures, Roland Dumas, ministre français des Affaires étrangères qui a présidé la conférence, a donné la parole à Kalevi Sorza, le chef de la diplomatie finlandaise. Le ministre, qui était chargé d'animer le groupe préparant le texte, s'est félicité de l'accord réalisé au terme d'un intense débat et de nombreuses consultations.

Vers la mise au point d'une convention

La dernière mise au point du document final avait été apportée au terme de plusieurs rounds de négociations aux premières heures de mercredi avant d'être transmise, en fin de matinée, au comité plénier où le texte devait subir encore quelques ultimes modifications. Il s'agit d'une déclaration pour l'élaboration de laquelle tous les courants qui se sont exprimés durant les cinq jours de débats ont consenti des efforts de compromis. Néanmoins, le texte répond aux objectifs que s'était assignés la Conférence. Il traduit la volonté d'accélération de la mise au point de la convention d'interdiction globale en discussion à Genève. Les propositions soviétiques allant dans ce sens présentées dimanche par Edouard Chevardnadze se retrouvent pour une large part dans le document.

Ainsi les Etats sont-ils conviés à « redoubler d'efforts, de toute urgence, pour résoudre promptement les problèmes qui demeurent afin que la convention soit conclue dans les délais les plus rapprochés. La négociation de

Genève, à laquelle participent 40 Etats depuis 1980, pourra bénéficier de la contribution, sous des formes restant à définir, d'autres pays qui le souhaiteraient. Cette clause donne satisfaction aux pays non alignés dont plusieurs délégations avaient plaidé en faveur d'un élargissement des pourparlers.

La déclaration inscrit la suppression des armes chimiques dans le cadre « des efforts en vue d'assurer un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace ». Tout au long des cinq jours de discussions, les pays arabes et non alignés s'étaient prononcés en faveur de l'établissement d'un lien précis entre le dossier chimique et le dossier nucléaire. L'engagement à bannir les armes chimiques devait, selon eux, s'accompagner d'un engagement universel similaire vis-à-vis de l'arme nucléaire. Les pays arabes sont fondés à craindre l'agressivité d'Israël, qui n'a pas signé le traité de non-prolifération des armes atomiques et qui dispose d'un potentiel militaire nucléaire. L'Union

soviétique, qui agit pour l'abolition des armes nucléaires avant la fin du siècle, estime que toutes les négociations doivent être menées de pair, mais non d'une manière globale, au risque que l'un des volets fasse capoter l'autre. Néanmoins il était nécessaire, comme le fait la déclaration, de montrer la dynamique d'un désarmement général devant conduire à un monde moins dangereux.

Un même combat : l'abolition des armes chimiques et celle des armes nucléaires

Les pays non alignés avaient déposé plusieurs amendements. Ils ont eu satisfaction, notamment en obtenant la disparition du terme de non-prolifération contenu dans les premières ébauches et auquel les Etats-Unis tenaient particulièrement.

Ce terme introduisait une inégalité entre les grands pays disposant d'un arsenal chimique et la majorité des Etats jugés ainsi moins responsables, et à qui la possession d'armes de destruction massive devrait être absolument proscrite. Le document de la conférence précise que la future convention d'interdiction des armes chimiques sera non discriminatoire. Il y est fait état du danger que constitue le risque d'utilisation des armes chimiques « tant que ces armes subsisteront et qu'elles seront disséminées ». Cela revient à donner une responsabilité équivalente aux pays qui souhaiteraient se doter d'armes chimiques et ceux qui, tels les Etats-Unis et la France, s'engagent dans la production de la dernière génération : les armes binaires. Ces pays sont particulièrement concernés dans l'appel à la « modération » et à « l'esprit de responsabilité » dont ils devraient faire preuve d'ici à la conclusion de la convention. Poursuivre la production d'armes chimiques, comme le prévoit la loi de programmation militaire de la France, revient, à la lecture de la déclaration de Paris, à faire preuve d'irresponsabilité. Au-delà, un appel implicite est adressé à toutes les puissances chimiques pour qu'elles prennent, comme l'a fait l'Union soviétique, des mesures immédiates. Moscou a annoncé, en début de conférence, que les stocks d'armes chimiques soviétiques commenceront à être détruits dès cette année, peut-être même avant l'aboutissement des négociations de Genève.

Conformément aux objectifs de la conférence, le protocole de 1925 qui interdit l'usage de gaz asphyxiants et toxiques a été confirmé, et les mots employés à cet effet, — « les Etats parties au protocole réaffirment solennellement l'interdiction qui y est prescrite » — sont plus forts que ceux utilisés dans une précédente version où l'on se bornait à souligner « l'importance et la validité persistantes du protocole ».

La conférence s'achève donc par un succès : la déclaration adoptée est suffisamment explicite pour donner aux né-

gociations de Genève l'impulsion que l'opinion publique pacifiste pouvait en attendre. Pourtant, moins d'une semaine avant la réunion, les Etats-Unis avaient, en détruisant deux avions libyens, tenté de lancer une torpille sur la place de Fontenoy. Sans doute espérait-on à la Maison-Blanche, en frappant la Libye, en l'accusant sans preuve de fabriquer des armes chimiques, en organisant une opération guerrière contre Tripoli, orien-

ter le débat contre certains pays non alignés coupables, aux yeux de Washington, de mener une politique anti-impérialiste. Par ce biais, les Etats-Unis escomptaient aussi maintenir dans l'oubli les armes chimiques américaines stockées à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières.

L'Union soviétique a apporté une importante contribution à la conférence. En annonçant des mesures unilatérales de destruction, Chevardnadzé a pu effi-

cacement convaincre que la conclusion de la convention était à portée de la main. En prenant appui sur l'opinion publique révoltée par les horreurs de la guerre chimique — le souvenir du massacre des Kurdes d'Halabja demeure dans toutes les têtes —, l'URSS et les Non-Alignés, en dépit de différentes approches, ont sauvé la conférence et ont permis qu'elle ait de rapides prolongements.

Jean-Paul Piérol

OPINION

Au lendemain de la conférence de Paris sur les armes chimiques que tous les participants ont condamnées, l'Iran exprimant toutefois quelques réserves, l'opinion d'un journaliste iranien rappelle ci-dessous des responsabilités de la République islamique qui n'a pas hésité à utiliser de l'ypérite contre la rébellion kurde au début des années quatre-vingt.

L'alchimie des mollahs

Quotidien de Paris 13.1.89

● Quand à l'automne 1963, le général de Gaulle inaugurait près de Chiraz le plus important complexe pétro-chimique du Moyen-Orient, il ne se doutait pas qu'un quart de siècle plus tard, cette usine serait l'une des causes de la réunion à Paris d'une conférence internationale sur les armes chimiques et leur emploi dans les conflits modernes.

Si l'ancien régime impérial a effectué dès les années soixante-dix des premiers essais en laboratoire de gaz de combat et de défoliants, c'est à la République islamique que revient le terrible honneur d'avoir utilisé de l'ypérite pour mater une rébellion kurde entre 1980 et 1982, puis d'avoir éliminé dans de véritables chambres à gaz des opposants politiques et des minorités ethniques et religieuses avant d'employer ces mêmes armes dans sa guerre contre l'Irak. Aujourd'hui, des documents circulent en Occident, démontrant que tel Premier ministre a, per-

sonnellement, commandé du zyklon-B à l'usine de Marvdacht, que tel autre en a reconnu l'utilisation et en a menacé ses adversaires, et que le chef du Parlement de Téhéran en connaissait non seulement l'existence mais que leur fabrication se poursuivait.

Si des Kurdes ont été massacrés au printemps dernier à Halabja au cours d'une guerre meurtrière, d'autres Kurdes ont été éliminés huit ans plus tôt du côté de Sanandaj et de Baneh pour s'être opposés aux mollahs. Le sol en porte encore la marque orangée que le temps ne parvient pas à effacer. Quant aux arbres et aux récoltes, ils ne poussent plus depuis longtemps.

L'actuel ministre iranien des Affaires étrangères, Ali-Akbar Velayati pourra toujours dire qu'il n'est pas au courant, il était encore médecin à l'époque...

Frejzoun Sabahjani
(journaliste iranien)

vigilance » et « confirment leur soutien aux initiatives appropriées et efficaces prises à cet égard par l'Organisation des Nations unies conformément à sa Charte ». La référence explicite au chapitre 7 de la Charte, qui prévoit les actions de l'ONU « en cas de rupture de la paix et d'agression », avait été réclamée notamment par M. George Shultz dans son intervention. Et bien que le texte adopté soit beaucoup moins précis, c'est comme une référence au chapitre 7 de la Charte de l'ONU que le général Burns, membre de la délégation américaine à Paris, l'a interprété.

Répondant à la question d'un journaliste qui l'interrogeait sur cette imprécision en matière de sanctions, M. Roland Dumas a rappelé, lui aussi, mercredi, que « la Charte, dans son paragraphe 7, permet déjà de poursuivre les violations avérées ». « La France, a-t-il ajouté, a évoqué aux Nations unies la possibilité de prendre une initiative au Conseil de sécurité en cas de violation. » C'était une allusion au discours prononcé par M. Mitterrand à New-York fin septembre, dans lequel le président de la République évoquait entre autres la possibilité d'adopter des mesures d'embargo contre le pays en cause.

L'attestation des faits

La déclaration de Paris est, d'autre part, très explicite sur la question de l'attestation des faits en cas de violation présumée. Elle souligne en effet le soutien des pays réunis à Paris au secrétaire général pour diligenter des enquêtes et demande que l'efficacité des procédures existantes soit renforcée.

On se souvient par exemple qu'en septembre dernier la Turquie et l'Irak avaient refusé de recevoir des missions d'enquête de l'ONU après qu'avaient été formulées de nouvelles accusations d'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre les Kurdes. Un tel refus devient beaucoup plus difficile après la déclaration de Paris.

Après la conférence de Paris sur les armes chimiques

Le recours à des sanctions n'est pas prévu...

Plusieurs gouvernements ont exprimé leur satisfaction à l'issue de la conférence sur les armes chimiques, tandis que certains mouvements, comme les Verts allemands, dénonçaient l'« hypocrisie » de l'Occident, et que certains commentateurs de presse insistaient sur le fait que la déclaration finale ne prévoit pas de sanctions en cas d'utilisation de ces armes.

Ce texte effectivement ne mentionne pas expressément, contrairement à ce que nous avions indiqué (*le Monde* du 13 janvier), le recours à des sanctions en cas de violation du protocole de 1925. Les Etats réunis à Paris affirment cependant dans leur déclaration finale que l'ONU « fournit un cadre et un instrument permettant à la communauté internationale d'exercer »

Izvestia 15.1.89

КУРДЫ: СЛОЖНАЯ СУДЬБА ДРЕВНЕГО НАРОДА

Курды, Курдистан, курдская проблема... Эти слова в последнее время все чаще мелькают на лентах телетайпов зарубежных информационных агентств. В сообщениях, поступивших из Турции, говорится о скоплении в юго-восточных районах страны большого числа беженцев из Иракского Курдистана и о столкновении между курдскими повстанцами и турецкими войсками. В то же время в Багдаде объявлена полная амнистия всем курдам, которые вели борьбу против иракского правительства как внутри страны, так и за рубежом. Тем из них, кто оказался за пределами Ирака, предложено в месячный срок вернуться на родину.

Все эти события вновь привлекли внимание к курдской проблеме. Об интересе к ней говорят и многочисленные письма, поступающие в редакцию «Известий». Наши читатели просят рассказать о том, как возникла эта проблема, в чем ее сущность.

Наш корреспондент встретился с заведующим сектором Института востоковедения Академии наук СССР, доктором исторических наук М. А. ГАСРАТЯНОМ, одним из ведущих советских специалистов, автором многих работ, посвященных курдам.

— Известно, что курды — один из древнейших народов Востока. Как сложилась их историческая судьба, каково положение курдов в наши дни?

— Действительно, курды оставили заметный след в истории Ближнего и Среднего Востока, участвовали почти во всех важнейших событиях прошлого этого региона. Носители самобытной культуры — курды внесли большой вклад в духовное развитие народов Турции, Ирана, ряда арабских стран.

После 1917 года, когда под влиянием Октябрьской революции начался подъем национально-освободительного движения народов Востока, на борьбу против своих поработителей поднялся и курдский народ. Однако в дальнейшем в силу ряда объективных и субъективных причин курды и Курдистан были разделены между Турцией, Ираном и Ираком, что и привело к возникновению курдской проблемы.

В настоящее время, по оценочным данным, на Ближнем и Среднем Востоке проживают до 20 млн. курдов, в том числе 10 млн. в Турции, 6 млн. в Иране, 3 млн. в Ираке и 1 млн. в Сирии. Формально курды, как граждане этих государств, имеют равные права с представителями основных наций (турками, персами, арабами). Однако их по существу не признают в качестве отдельного народа, имеющего права на создание собственного национально-территориального образования даже в рамках этих стран. Несмотря на это, курдский народ сохраняет свою национальную самобытность, родной язык, культуру, обычаи и традиции. В то же время многие курдские патриоты были вынуждены выехать за рубеж, в страны Западной Европы, где они принимают

участие в деятельности различных курдских научных центров, общественных и политических организаций.

Замечу, что проблема курдов в каждом из ближневосточных государств имеет свою специфику. Она во многом объясняется нюансами в политике, правительств, разным уровнем социально-экономического положения курдов, их национального движения в этих странах.

— Курдская проблема остается нерешенной долгие годы. В чем особенности нынешнего этапа борьбы курдов за свои права?

— В наши дни курдская проблема в странах Ближнего и Среднего Востока сохраняет свою актуальность. Суть ее сводится к противоречию между растущим уровнем национального самосознания курдов, выражающимся в упорной борьбе за национальное самоопределение, и нежеланием правящих кругов стран, разделивших Курдистан, признать законные права курдского народа.

Сегодня курдское национальное движение вступило в новый этап. Если в 20—30-е годы курдскими восстаниями руководили главным образом представители феодальных институтов — ага, шейхи, вожди племен, то ныне курды создали относительно зрелые политические партии, имеющие программы борьбы за удовлетворение национальных и социальных требований своего народа. Вместе с тем курдское движение все еще ослаблено сохраняющимися разногласиями между различными курдскими политическими партиями и группами.

Нельзя обойти вниманием и такой важный момент в национальном движении курдов, как распространение среди них социалистических идей. Об этом, в

частности, свидетельствуют программные положения курдских политических партий, принятые во второй половине 70-х — первой половине 80-х годов.

— Научные работы о курдах выходят не только в нашей стране, но и за рубежом. Имеются ли различия в трактовке курдской проблемы советскими и западными учеными?

— На Западе издано немало работ, посвященных курдам, их истории. Среди них — заслуживающие внимания, глубокие, добросовестные исследования, но есть и такие, которые отличаются тенденциозностью. Так, некоторые изданные на Западе работы по вопросам истории курдов в новое и особенно новейшее время имеют явно конъюнктурный характер и преследуют главной целью содействовать усилению позиций империалистических держав на Ближнем и Среднем Востоке. Курдская же проблема рассматривается в них по сути дела как своего рода рычаг для оказания давления в интересах Запада на те или иные режимы

в этой области. В то же время в нашей стране в последние годы созданы научные центры, в которых изучаются история, литература, лингвистика и этнография курдского народа.

И все же, должен заметить, что мы недостаточно уделяем внимания курдской проблематике. Маловато, на мой взгляд, выходит популярных монографий, статей, рассчитанных на широкий круг читателей, слабо освещаются в печати актуальные вопросы современной жизни зарубежных курдов. Думается, что в наше время, время гласности, этот недостаток может и должен быть исправлен.

— Как, на ваш взгляд, можно было бы сдвинуть с мертвой точки решение курдской проблемы?

— Уроки прошлого показывают, что стремление правящих кругов государств, разделивших Курдистан, решить эту сложную проблему насильственным путем, с помощью военно-административных и полицейских мер обречено на провал.

Очевидно поэтому, что такое решение может быть найдено только на демократической основе. Оно не только принесло бы мир и благополучие многострадающему курдскому народу, имеющему, как и все народы, право на национальное самоопределение и социальные свободы, но и в значительной мере содействовало бы стабилизации положения на Ближнем и Среднем Востоке в целом, лишило бы внешне реакционные силы возможности использовать конфликтные ситуации в этом регионе в своих целях.

Беседу вел
М. КОЖЕВНИКОВ.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Inculpation d'une Kurde accusé de terrorisme

BONN, 16 Jan (AFP) - La Justice ouest-allemande a annoncé lundi l'inculpation d'une Kurde de nationalité turque pour "appartenance à une organisation terroriste" à l'intérieur du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partya Karkeren Kurdistan; PKK).

Meral Kidir, 29 ans, est inculpée pour avoir fait partie du comité central européen du PKK à Cologne (ouest de la RFA) qui a ordonné plusieurs meurtres, notamment contre d'anciens membres du parti accusés d'avoir trahi, indique un communiqué reçu à Bonn du parquet fédéral de Karlsruhe.

Meral Kidir, interpellée en juillet 1988 et maintenue depuis en détention préventive, a également fait partie d'un "tribunal révolutionnaire" dans un camp du PKK au Liban qui a fait exécuter au moins deux personnes, selon le communiqué signé du procureur fédéral, M. Kurt Rebmann.

La Justice ouest-allemande a lancé ces derniers mois une offensive contre les activistes Kurdes en RFA. Elle a inculpé en novembre dernier 16 Kurdes de nationalité turque sous les mêmes chefs d'inculpation que M. Kidir. La Suède a extradé vers la RFA la semaine dernière un autre Kurde de nationalité turque membre présumé du PKK, M. Ali Cetiner, 35 ans.

lba/csa-idf

AFP 161253 JAN 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL

FRA0589 4 I 0263 IRK /AFP-EV64

Irak-politique

L'Irak décide d'élaborer une nouvelle constitution pour permettre le multipartisme

BAGDAD, 16 Jan (AFP) - L'Irak a décidé d'élaborer une nouvelle constitution pour permettre l'instauration du multipartisme dans le pays, a annoncé, lundi, le chef de l'Etat irakien Saddam Hussein lors d'une brève allocution retransmise en direct par la télévision irakienne.

L'instauration d'un système de pluri-partisme en Irak "est devenue une nécessité vitale pour renforcer davantage les bases de la démocratie et de la révolution au cours de la prochaine étape", a déclaré le président Saddam Hussein, qui venait de présider une réunion conjointe du Commandement du Parti Baas (au pouvoir en Irak) et du Conseil du commandement de la révolution, les deux plus hautes instances politiques en Irak.

Il a également indiqué que les participants à cette réunion conjointe avaient décidé de créer une commission qui aura pour tâche de préparer une nouvelle constitution. Elle devra être ensuite approuvée par ces deux instances avant l'organisation d'un référendum, a-t-il ajouté.

Le président irakien avait annoncé en novembre dernier la possibilité pour d'autres partis d'avoir une existence légale en Irak "afin d'assumer leur rôle dans la société".

Trois partis seulement sont actuellement autorisés en Irak : Le parti Baas arabe (au pouvoir), le Parti démocrate du Kurdistan irakien (branche du PDKI qui a rallié le régime) et le Parti de la révolution du Kurdistan. Ces trois partis sont regroupés au sein du Front national progressiste (FNP).

fch-sam/mst

AFP 162149 JAN 89

Voix du Nord
16.1.89

Il n'est pas trop tard pour revenir sur la toute récente conférence de Paris consacrée à l'interdiction des armes chimiques. S'il faut se féliciter de l'accord (mi-chèvre mi-chou mais accord quand même) intervenu après de longues et laborieuses tractations, il faut aussi garder toute sa lucidité face à une réunion internationale qui constitue, à sa manière, un parfait chef-d'œuvre d'hypocrisie.

Hypocrisie d'abord des Etats occidentaux qui ont largement pourvu les pays du Tiers Monde en moyens techniques aptes à les doter de l'arme chimique. Et qui continuent de le faire. Roublardise des Soviétiques dont les stocks sont colossaux et qui peuvent en détruire une énorme partie sans pour autant perdre leur suprématie; hypocrisie des Américains qui stockent moins mais affinent sans cesse une technologie extraordinaire permettant de réaliser — et de multiplier — des armes chimiques en un rien de temps.

Hypocrisie encore des pays du Proche-Orient jouant les victimes et brandissant cette arme effroyable "arrachée" aux pays riches, comme Prométhée le faisait du feu dérobé aux dieux. Pour eux, un tel arsenal serait une réponse aux Etats industrialisés qui font peser la menace de l'apocalypse nucléaire. Les Kurdes, les pauvres Kurdes, qui n'auront jamais la moindre bombe atomique — ont-ils seulement quelques pétroliers? — et que les Irakiens déciment à l'aide de gaz mortels ont, sans doute, leur avis sur un tel raisonnement.

Hypocrisie enfin de tous les commentateurs qui ont applaudi à cette conférence, laquelle tenait du meeting et de la célébration antichimique. Ne savent-ils pas, comme vous, et moi, que les traités internationaux — si louables soient-ils — n'ont jamais empêché l'utilisation des armes nouvellement créées. Depuis l'utilisation de la bombe à Crécy jusqu'à l'horreur nucléaire d'Hiroshima, l'homme a toujours fait usage de ses nouveaux engins de guerre. Le protocole signé à Genève en 1925 voulait effacer jusqu'au souvenir d'Ypres où les gaz firent d'affreux ravages. C'est surtout ce protocole qu'ont oublié les participants à la conférence de Paris. Tous ou presque, en effet, sont engagés dans la course proliférante au «chimio-armement».

Et si, comme l'a dit un ministre français, la réunion du palais de l'Unesco fut «l'une des plus importantes manifestations diplomatiques depuis la dernière guerre», je ne suis pas absolument sûr qu'elle aura de l'influence sur la prochaine.

Meridional 16.1.89

La chronique

DE LOUIS LEPRINCE-RINGUET de l'Académie Française

Armes chimiques et paix universelle

Que penser des armes chimiques et de la conférence qui vient de se tenir à Paris avec la présence des représentants de 149 pays? Elle apparaît comme un succès puisqu'une déclaration a été signée à l'unanimité. Cette déclaration comporte essentiellement les points suivants:

1/ Un engagement à ne pas utiliser les armes chimiques et à condamner leur emploi, réaffirmant les termes du protocole de Genève de 1925.

2/ Un accord sur la nécessité de conclure une convention sur la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi, et aussi sur la destruction des armes chimiques. Enfin, la volonté de poursuivre les efforts pour assurer un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Disons d'abord que l'on ne pouvait espérer mieux, après les vives discussions et le désir des pays pauvres d'associer les armes nucléaires aux armes chimiques. Mais quelle réflexion peut-on faire pour l'avenir?

Tout d'abord l'Irak et la Libye n'ont pas été condamnés. On sait pourtant que l'utilisation massive de gaz mortels par l'Irak fit des dizaines de milliers de victimes iraniennes et aussi kurdes.

On sait aussi — cela semble indubitable — que l'usine libyenne de Rabda fabrique et entrepose bien autre chose que des produits pharmaceutiques.

La même longueur d'onde

Cette dernière affaire, à savoir la participation d'entreprises ouest-allemandes à la construction de cette grande usine provoque de graves grincements dans les relations germano-américaines, ce qui risque d'être grave de conséquences. Et puis l'attitude de l'URSS est significative. Elle fait un geste en annonçant la destruction d'une partie importante (50.000 tonnes) de ses armes chimiques, mais les Américains sont persuadés qu'il s'agit es-

sentiellement de se débarrasser d'armes obsolètes et de conserver la quasi totalité de celles qui sont utilisables.

D'autre part, l'URSS accepte d'examiner les documents américains sur l'usine de Kadhafi, mais s'oppose à tout contrôle sur place et aussi à toute éventuelle pression ou action sur la Libye. Ainsi, l'URSS et USA sont loin d'être sur la même longueur d'onde, ce qui modifie l'atmosphère officielle de bonne entente et de sourires compliques devant les caméras, atmosphère que nous respirons depuis plus d'un an. Donc pas de sanction.

Mais aussi pas de contrôle de la vente des matières premières et des technologies adaptées à la fabrication des armes. Il faut dire que ce n'est pas facile de définir un contrôle sur des produits de base qui sont susceptibles de fournir aussi bien des médicaments que des gaz mortels.

Aucun contrôle

Enfin, on doit savoir que la fabrication de certaines de ces armes est extrêmement facile et que, pratiquement, aucun contrôle ne pourra l'éviter.

Les pays pauvres vont sans aucun doute, malgré leurs protestations en faveur du désarmement et de la paix générale sur la planète, conserver ou accroître leur potentiel chimique, principale garantie (on l'a vu avec l'Irak) contre une invasion fatale.

Quant aux pays nucléaires, ils feront des gestes spectaculaires mais je serais bien étonné qu'ils acceptent de détruire leurs stocks et d'oublier leurs procédés de fabrication rapide.

Ne soyons pas dupes. Néanmoins, il est toujours bon pour des diplomates comme pour nous tous de se rencontrer car les contacts entre les hommes sont indispensables à la compréhension, à l'estime, au respect réciproque et peuvent apporter un peu plus de chance à cette paix universelle dont nous rêvons tous.

MAGAZINE LES COLOSSES DE PIERRE DU NEMRUD-DAGH

Une pyramide d'un million de tonnes,

les colosses décapités, les dieux célestes dominant la Turquie... Toutes les énigmes ne sont pas résolues au pays

du roi Antiochos.

Dans le centre de la Turquie, la chaîne des montagnes de l'Anti-Taurus domine une région particulièrement aride, au climat très rigoureux et, actuellement, peuplée en majorité de montagnards kurdes qui y élèvent des troupeaux de chèvres et cultivent quelques champs d'orge. Les villages sont minuscules, les routes quasi inexistantes et en très mauvais état. Le petit chef-lieu, Adiyaman, reste encore en dehors des circuits touristiques classiques malgré la proximité d'un des plus beaux monuments de l'Antiquité : le sanctuaire d'Antiochos 1^{er}, roi de Commagène.

Il y a deux mille ans, le royaume de Commagène constituait entre les deux grands de l'époque, l'Empire parthe et l'Empire romain, un Etat tampon qui, aux dires du consul romain Strabon, était « petit mais extrêmement fertile ». Ce royaume était bien tentant pour ses puissants voisins et n'eut qu'une existence éphémère : une centaine d'années. Ce fut Rome qui l'annexa en l'an 72 de notre ère et les fertiles vallées se dépeuplèrent et s'appauvrirent graduellement. Des siècles d'invasions successives, l'érosion et les chèvres ont transformé les possessions du roi Antiochos 1^{er} en l'actuel désert de cailloux.

Ce qui a peut-être le mieux préservé le Nemrud-Dagh est sa difficulté d'accès. Jusqu'à ces dernières années, il fallait deux jours de marche sur l'ancien chemin des processions du temps d'Antiochos 1^{er} pour gagner le sommet de la montagne sacrée, à deux mille trois cents mètres d'altitude. Ce chemin commençait sur les rives du petit fleuve Khata-Cay après l'avoir traversé sur un pont magnifiquement conservé, dédié à

l'empereur Septime Sévère. Ensuite, il fallait gravir la montagne par un sentier qui ne desservait qu'un village de quelques maisons de terre : Horik Köyü où l'on pouvait apprécier la chaleur d'une hospitalité typiquement kurde. De gigantesques plateaux de cuivre garnis d'excellents fromages, le thé vert et une bonne nuit sur un empilement de tapis et de coussins, on retrouvait l'ambiance des premiers voyages à l'époque romantique ! Il ne restait plus que quelques heures d'ascension dans la fraîcheur du petit matin.

Un tombeau d'un million de tonnes

Antiochos 1^{er} avait bien choisi le site et son sanctuaire géant restait parfaitement invisible jusqu'à la dernière gorge rocheuse qui débouche sur un plateau dénudé. La soudaineté de la découverte ajoutait encore à l'impression causée par la vue de cet ensemble gigantesque : sur un pic bien régulier se dresse un cône parfait de petits cailloux blancs, haut de soixante mètres, l'effet est saisissant. Faisons un rapide calcul ; il y a là 400 000 mètres cubes de gravier calibré, un million de tonnes de roches. Une construction plus vaste que la pyramide de Mykérinos à Gizeh ! On a peine à imaginer le grouillement des ouvriers occupés à débiter les rochers en petites pierres (dont les plus grosses sont comme le poing) et à les entasser en une forme géométrique parfaite !

Mais il n'y a pas que le tombeau présumé d'Antiochos et le sommet du Nemrud-Dagh recèle d'autres merveilles tout aussi spectaculaires et, en tout cas, plus photogéniques que le grand cône de gravier ; sur deux terrasses orientées avec précision,

Le Généraliste 17.1.89

l'une vers l'est, l'autre vers l'ouest, les restes de sept colosses de pierre font face à deux profondes vallées.

Les dieux décapités

Encore un rappel de l'art égyptien : pour qui a pu contempler les colosses de Memnon, près de Louxor, la ressemblance est frappante : même position assise, même blocs grossiers et rongés par l'érosion, un peu plus petits, cependant, au Nemrud-Dagh : une douzaine de mètres contre vingt pour les colosses égyptiens. Ces statues ont, évidemment, souffert de vingt siècles d'intempéries, des attaques du gel et du vent et, aussi, des tremblements de terre qui sont fréquents dans la région. Toutes les têtes ont roulé au sol. La dernière, encore visible en place sur des documents antérieurs à 1965, git aujourd'hui sur le dallage de la terrasse, ultime victime des fureurs de la Nature. Ces grandes têtes de calcaire sont posées à terre, face au levant et au couchant. Il y a là le maître des lieux, Antiochos 1^{er} coiffé de la haute tiare d'Asie centrale qui rappelle celle que coiffaient les souverains achéménides de Perse. Les traits du visage, très fins, frappent par la ressemblance avec ceux d'Alexandre le Grand, dont Antiochos serait un descendant par sa mère. Cette double appartenance à l'Orient et à l'Occident se retrouve dans les dédicaces qui accompagnent les autres statues. Le Dieu-Soleil est désigné sous le nom d'Apollon mais également sous celui de Mithra ; un bel Héraclès à la barbe bouclée représente aussi son équivalent oriental : Artagnès, tandis que le Père des dieux porte le double nom de Zeus et Mazda.

Citons encore Fortuna, déesse locale de la fertilité et les animaux gardiens du glé, il est à la fois le symbole de Zeus et le principal motif artistique des civilisations anatoliennes.

Le soin extrême apporté à la réalisation de ce monument, le choix d'un site particulièrement inaccessible, le fait que le Nemrud-Dagh soit le plus haut sommet de la région et, surtout, la découverte de textes qui laissent supposer que le sanctuaire recouvre un tombeau, font que les missions archéologiques s'intéressent beaucoup au Nemrud-Dagh depuis une trentaine d'années.

L'étude la plus approfondie fut menée par une équipe américaine dirigée par l'éminent archéologue Theresa Goell : les travaux ont duré cinq ans dans des conditions extrêmement pénibles, par petites campagnes de quelques mois chaque été. Il est bon de signaler qu'en plein juillet la température oscille entre 0° la nuit et 45° le jour, sans eau ni ombre à proximité et que, faute de chemin d'accès, il était impossible d'acheminer du matériel lourd sur le chantier. C'est cependant à cette mission que nous devons le nettoyage du site, la restauration des terrasses et la préservation en position verticale de ces têtes de plusieurs tonnes.

Cela peut paraître peu. En réalité, Theresa Goell avait une autre ambition : retrouver le tombeau d'Antiochos 1^{er}, qui normalement devrait se situer au cœur du tumulus. Or, comment creuser des galeries dans cet amas de cailloux calibrés ? Les travaux de fouilles qui y furent effectués eurent pour seul résultat le déclenchement d'avalanches dangereuses malgré toutes les tentatives de soutènement. Existe-t-il une chambre funéraire ou non ? Pour le moment, le mystère demeure entier, les grands colosses de pierre, le Lion et l'Aigle gardent bien le secret d'Antiochos 1^{er}, petit roi de Commagène qui fit le rêve fou de rechercher l'immortalité sur ces hautes crêtes de l'Anti-Taurus, dont une inscription dit qu'elles sont « les plus proches du trône céleste de Zeus ».

Charles-Pierre REMY

سماحة السيد الحكيم لدى استقباله مسؤول حزب الشعب الديمقراطي الكردي في العراق:

Loih al-Sadir 18.1.89

تجاوز الأوضاع الحالية يتم بتكاتف المعارضة العراقية

بان دعم الجمهوريّة الإسلاميّة للجمعيّة الكرديّة العراقيّة المنطوقه مستمر في وقتنا الحاضر تقف طائرات صدام المروحيّة القري والنسل. اما بالنسبة لمبيقة العمل المشركين للمعارضة العراقيّة فواضح: بان جميع القوى العراقيّة في صيغة العمل المشركه هي الحل الوحيد ولا احد يستطيع الاستهانة بها وستكون لها انعكاسات طيبة حتى في المؤسسة العسكريّة.

بعد ذلك تحدث سماحة السيد الحكيم في هذا اللقاء وأكد على تجدر حالة الرفضي لدى ابناء الشعب العراقي من النظام العفلقى وقدم محدوديته يشكل الضمان الوحيد للاستمرار في الجهاد لعلمنا بتجاوز الأوضاع

بدون شك بأن تواجد قوة المجلس الاعلى في السماحة العراقية وحملها لرايصة الكفاح تجعل الثقة موحودة في انفسنا.

كما اكد مسؤول حزب الشعب الديمقراطي الكردي:

وقد تحدث الاستاذ سامي لسماحة السيد الحكيم حول وضع الساحة العراقية واثار الى الحاسب التعموي الجماهيري، صد النظام وحالة الجماهير، القاثة في كل اوساط المعارضة العراقية فافلا:

استقبل سماحة السيد الحكيم رئيس المجلس الاعلى للشورة الإسلاميّة في العراق الاثشاء الماضي بتكاتفه الاستاذ سامي عبد الرحمن مسؤول حزب الشعب الديمقراطي الكرديستاني في العراق..

الحالية بتكاتف اطراف المعارضة العراقية. كما واضاف سماحته بأنه ليس لدينا مشكلاته ايدولوجية ولا سياسية تجاه القضية الكرديّة، واننا كاسلاميين وعرب ندافع عنهم ونعترف بظلامتهم، ولا توجد لدينا اية مسألة مع بقية القوميات صبر الثلاثة عشر قرنا من التاريخ الاسلامي.

وفي الختام اوضح سماحة السيد رئيس المجلس الاعلى للشورة الإسلاميّة في العراق بأنه يمكن لميثاق العمل المشترك بين المعارضين العراقيّة ان يخشد حموع كثيرة من ابناء الشعب العراقي من خلال طرحه للقضايا الرئيسيّة، ومعالجتها كما سيؤدي الى حل القضايا الجزئية في المراحل اللاحقة.

وفد المفوضية العليا لشؤون اللاجئين في الامم المتحدة

يزور مخيمات اللاجئين في العراق

وهذه هي الزيارة الثالثة لاعضاء المفوضية العليا لشؤون اللاجئين التابعين للامم المتحدة لمخيمات اللاجئين الاكراد العراقيين في اذربايجان الغربية خلال الأشهر الأربعة الأخيرة.

وتفقد افر الاحصاءات التي تقدم من قبل مسؤولي شؤون اللاجئين بشأن 6126 لاجئ كردي عراقي يعيشون في مخيمات اذربايجان الغربية.

زار الاثشاء الماضي وفد المفوضية العليا للاجئين المتحدة لشؤون اللاجئين مخيمات اللاجئين الاكراد العراقيين في مدينة بيرا شهر الواقعة في محافظة اذربيجان الغربية (شمال غرب ايران).

وقد اطلع الوفد على وضع سكن المهاجرين كما بحث كيفية تقديم الخدمات الروائية والصحية الأخرى لهم. وقد التقى الوفد في مدينة ارومية، المساعد السياسي لمحافظة اذربيجان الغربية وواعد محل مشاكل اللاجئين وتلقيم خدمات صحيّة وثامين ملابس وتحسين الحالة الغذائية لهم.

وسيزور الوفد خلال اقامته في المحافظة مخيمات اللاجئين الاكراد العراقيين في مدن اشورية وزينويه وارومية ولسماس وخوي.

في صيف صندوق لساعة المصابين بالسلحة الكيمياوية في كردستان العراق

اعلن في جنييف مؤخرًا عن تأسيس صندوق لساعة المصابين بالسلحة الكيمياوية في كردستان العراق. وقد طالب الصندوق الاضراد المناطهم بالسلحة الكيمياوية.

والمؤسسات بعد يد العون الى عشرات الالاف من الاكراد العراقيين المصابين والمتضررين بعد قصف مناطقهم بالسلحة الكيمياوية.

GLGL
 FRA0274 4 I 0252 RFA /AFP-GM51
 RFA-terrorisme

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Moins d'attentats terroristes en RFA en 1988

BONN, 20 Jan (AFP) - Le nombre d'attentats terroristes en RFA a diminué en 1988, mais "la menace persiste", a indiqué vendredi à Bonn le secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur Carl-Dieter Spranger (parti libéral Union chrétienne-sociale CSU).

Selon les statistiques du parquet fédéral, les incendies d'origine terroriste, au nombre de 195, ont diminué de 32,3 pc par rapport à l'année précédente. Les attentats à l'explosif (22 au total) ont diminué de 53,2 pc.

La plus grande réussite des enquêteurs en 1988 a été l'arrestation, le 26 octobre, de trois terroristes palestiniens présumés, membres du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) et la découverte d'un important arsenal d'explosifs, de lance-fusées antichars, de mortiers et de grenades, estime le secrétaire d'Etat.

Le groupe terroriste ouest-allemand Fraction Armée Rouge (RAF) a revendiqué pour sa part un attentat manqué contre le secrétaire d'Etat au ministère des Finances Hans Tietmeyer, au mois de septembre. Il compterait de 15 à 20 militants et environ 250 sympathisants.

Les Cellules rouges (groupe également appelé Rote Zora) seraient, selon lui, en phase de réorganisation.

M. Spranger a cité l'organisation kurde PPK comme le groupe terroriste étranger le plus dangereux. Mais il a précisé qu'à la connaissance des autorités, il n'existait pas de coordination des groupes terroristes d'extrême-droite.

TJ/aca/csa

AFP 201327 JAN 89

L'Humanité 23.1.89

Relations entre la CEE et la Turquie

ANKARA AU PIED DU MUR

De notre envoyée spéciale à Strasbourg.

UN dialogue utile : tel est l'avis unanime de tous les députés, turcs ou européens, quelle que soit leur appartenance politique, après la première réunion cette semaine de la commission parlementaire CEE-Turquie, gelée depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980.

Les deux coprésidents, Luc Beyer De Ryke côté européen, et Bulent Akarcali côté turc, se sont félicités au cours d'une conférence de presse finale de la franchise du débat au cours duquel tous les problèmes de fond ont été abordés.

La question des droits de l'homme a occupé près de la moitié des travaux. Le rapporteur européen, Ludwig Fellermaier (RFA), a dressé un véritable réquisitoire dans lequel tous les problèmes ont été énumérés : procès d'opinion, notamment celui de Kutlu et Sargin, prisonniers politiques, tortures, entraves à la liberté politique et syndicale, problème kurde... « Il faut, a-t-il dit, une réforme du droit pénal turc pour mettre fin aux procès arbitraires et permettre le retour des exilés politiques. » Il a annoncé que lors de la prochaine réunion

de la commission, les 24, 25, 26 avril à Ankara, un « catalogue » de questions sur les droits de l'homme serait présenté au gouvernement turc et que la commission demanderait un entretien avec les ministres de la Justice et de l'Intérieur.

Du côté turc, on s'est montré plutôt discret sur ce chapitre devant la presse. Bulent Akarcali, à qui je demandais s'il était ou non favorable à la légalisation du Parti communiste, a éludé la question d'une façon peu banale en me proposant de la poser « en privé » à chacun des membres de sa délégation ! Mais lors des débats de la commission, certains députés turcs se sont montrés très virulents dans leurs critiques du régime, dénonçant notamment les tortures, l'absence de liberté syndicale, l'oppression des Kurdes.

Qu'ils le disent ouvertement, comme les députés du parti d'opposition (social-démocrate), ou comme Mehmet Kececiles, du parti au pouvoir (ANAP), ou « en privé », comme Bulent Akarcali, les élus turcs se prononcent tous pour la légalisation du Parti communiste. Au point qu'on se demande pourquoi Kutlu et Sargin sont encore en prison aujourd'hui...

L'ensemble des députés européens, même les plus réactionnaires, comme le Britannique Taylor (droites européennes), ont estimé indispensable que le Parti communiste de Turquie puisse exercer légalement ses activités et participer aux élections. Ce qui a fortement impressionné la délégation turque.

En tirant pour « l'Humanité » les conclusions de cette rencontre, le président de la commission mixte, Luc Beyer De Ryke, y a vu l'un de ses aspects les plus importants : « Nous espérons que nos interlocuteurs ont bien saisi le message : par-delà les opinions politiques qui nous divisent, nous avons exprimé une même approche de la démocratie, qui n'est pas formalisme, mais philosophie. Nous ne doutons pas de la sincérité de nos amis turcs quand ils expriment leur désir d'établir une véritable démocratie en Turquie, mais nous leur demandons de traduire ces aspirations dans les actes. La clé de l'entrée de la Turquie dans la CEE, c'est le respect des droits de l'homme. C'est à eux de trouver cette clé. Nous attendons d'Ankara, d'ici au mois d'avril, un geste de bonne volonté qui montre que nous avons été entendus et compris. »

Pourquoi ce geste ne serait-il pas la libération de Kutlu et Sargin, que le Parlement européen a déjà demandée à plusieurs reprises ?

Françoise Germain-Robin

INTERVIEW

No Progress on Poison Gas

Last week, as the five-day Conference on Banning Chemical Weapons wound up in Paris, 149 nations pledged not to use chemical arms and called for their eventual elimination. The conference also endorsed a stronger U.N. role in investigating reported violations. But the meeting made no mention of the proliferation of chemical weapons in the Middle East; nor did it vote sanctions against Iraq, which allegedly used poison gas in its war against Iran—and also against Kurdish civilians living in Iraq. NEWSWEEK's Ruth Marshall discussed the conference's results with Kendal Nezan, a 40-year-old Kurdish exile from Turkey who is president of Paris's Institut Kurde.

MARSHALL: The Kurds did not attend the Paris conference.

NEZAN: It's true, the principal victims, the Kurds, were not even given the status of witnesses: we were allowed no delegation, we were excluded from the conference. The conference's *raison d'être* was what the Iraqis did to the Kurds, but we, the victims, were shut out.

Why? Because we have no state. It's always the same problem. [But also because] there were very heavy pressures by the Arab states, and the Iraqis publicly declared that if there were the least Kurdish representative at the conference the Arab states would boycott it.

How do you analyze the results of the conference?

The final document is above all a declaration of good intentions, and I think it is always useful to recall principles which have been violated so frequently and so lightly in recent years. However, it doesn't resolve the problem at all, because the questions of a

control mechanism and sanctions have been left to the negotiations in Geneva. And those negotiations have been going on for 20 years.

While we wait, there's nothing new, nothing significant. For the Kurds, [the document] signifies concretely that a state in our region—today Iraq, tomorrow perhaps Iran—can use chemical arms against civilians without fear of sanctions.

Last year the U.N. Security

occasions, the Iraqis used chemical weapons against Kurdish civilians—in other words, against their own citizens. But Iraq suffered no sanctions whatsoever from any state, economic sanctions or otherwise. On the contrary, a few weeks after it had finally condemned [the Iraqi use of gas against Kurds], the U.S. government [kept open] a line of credit for \$1 billion for the Iraqis.

Do you blame Iraq's ally France

a magnificent speech about these innocent victims and the Western world would have swept to their aid.

I think this is an indication of the degree of purity of the declarations of principles by both the East bloc and the West on these issues.

Has there been sufficient humanitarian aid to the hundreds of thousands of Kurdish refugees who fled Iraq last year?

For the [Kurds who are] refugees in Iran, there is no Western aid. They live in camps without doors or windows in the snow and ice. It is minus 20 degrees centigrade, they are sick, there is one Bengali doctor who speaks no Kurdish, there are no blankets, virtually no source of heat. There are epidemics among the children. The Iranians say they have thousands of Afghan refugees, they have displaced people from inside Iran [because of the war], they cannot help these refugees more.

In Turkey, the refugees are in camps under military surveillance. No contact is allowed with the local population, which is itself Kurdish. The Turks will allow no international humanitarian organization to help the refugees, to distribute food or bring blankets or medical aid, because Turkey says it is not a Third World country and it can do without such aid. But the situation is bad, for food, for medical help; there isn't enough to eat, there aren't any drugs, because Turkey hasn't got the means, and it hasn't got the experience, either, to deal with the relatively large mass of refugees.

If we had one tenth of the aid which has been given to the Afghans, everything would be different. But we haven't been lucky enough to be invaded by the Russians.

Kendal Nezan



P. TURNLEY FOR NEWSWEEK

A state in our region—today Iraq, later perhaps Iran—can use chemical arms against civilians without fear

Council did debate the use of poison gas against the Kurds. Was that useful?

Formally, the use of chemical weapons was denounced and several states asked for the U.N. to send an inquiry mission to Iraq. But Iraq refused to accept the inquiry, and Turkey also refused to allow the mission to meet with the [Kurdish] refugees on its soil. There were no sanctions imposed on those states for refusing the visit of the international inquiry mission.

[Several weeks later], a team of French doctors managed to enter a [Turkish] military hospital to take samples from the wounded, and then the American Physicians for Human Rights also came. Their conclusions were absolutely formal: on several

and, to a lesser extent, the United States, for the lack of pressure on Iraq to stop using poison gas?

First I think the blame should fall on the Arab League. It's a shame on the Arab nation that not one Arab state had the courage to denounce this barbarity committed in an Arab state. After that, they dare to ask others to support this or that Arab state or oppressed Arab population.

Then I think there's a lack of daring on the part of the Western powers, which are often great givers of lessons. If, in the place of Kurds, Palestinians had been gassed by Israelis, or Afghans gassed by Soviets, there would have been an incredible fuss across the world, and President Ronald Reagan would have made

Inter Arab Mashrea 24.1.89

TURKEY

SHP will divide the country & hand autonomy to the Kurds, Ozal warns

With local elections due in March, Prime Minister Turgut Ozal is using every opportunity to denounce the main threat to his ruling Motherland Party (ANAP), namely Erdal Inonu's Social Democratic Populist Party (SHP).

Ozal, speaking to reporters on his way from Lake Abant to Ankara Monday, said an SHP government in Turkey would be a disaster and cause the division of the country.

He pointed to a statement made by one SHP deputy during talks between Turkish and European parliamentarians in Strasbourg last week. The SHP legislator said he accepted the Kurdish community in Turkey was a separate people and not merely a minority.

To Ozal this was tantamount to and admission that if the SHP was in power, Kurdish claims for autonomy would be met.

"They (the SHP) cannot claim power in this country, they will divide the country," said Ozal.

□ DSP: Later the prime minis-

ter flew to the eastern province of Van and told reporters the ANAP recognized the Democratic Left Party (DSP) was gaining ground on the SHP.

He predicted with the reappointment of Bulent Ecevit as chairman, the DSP's position would become even stronger as Ecevit would be keeping extremists and separatists out of the party.

In his speech at Van, Ozal appealed for Turks to preserve stability under a single-party government for the next decade.

"Do not disrupt unity and stability," he said. "The time of coalitions is over. If we can continue this for another ten years, Turkey will be among the five leading nations of the world."

□ VOW: Ozal vowed the ANAP would see out the remaining four years of its five-year mandate and asked voters to opt for local government that would work harmoniously with Ankara.

"What binds us all is the fact we

are all citizens of the Turkish Republic, and all are considered first-class citizens," he said.

"The Turkish state is secular but the most coherent factor in our national unity is Islam. Such factors are most important in preserving unity and solidarity."

The SHP leader -- who has already dissociated himself from his colleague's remarks in Strasbourg -- told journalists in Istanbul: "Our objective is to emerge as the leading party from these elections. We look at them as general elections."

Inonu charged that government under the ANAP was not working.

"State mechanisms are not operating. The prosecutors are not doing their jobs. The National Assembly commissions are not functioning," he said.

□ SEMILER: Inonu's charges against the prosecution service were not borne out in Istanbul Monday as Cumhuriyet said the state prosecutor had launched a case against former Emlak Bank chairman Bulent Semiler.

Inonu accused Semiler of fraud last week, saying he had misappropriated funds while with Anadolu Bankasi in 1987.

Semiler resigned as Emlak chairman earlier this month in a row with Deputy Prime Minister Kaya Erdem whom he said was involved with Kemal Horzum, a businessman awaiting trial in connection with an \$80 million bank fraud.

Immediately after his resignation Semiler was appointed special advisor to Ozal.

The news that Semiler is now being investigated is the last thing Ozal will want with elections less than two months away.

□ SCALP: Another scalp claimed by Semiler's allegations was that of Yavuz Canevi who resigned Monday as treasury and foreign trade undersecretary.

Canevi went on leave shortly after Erdem -- his boss -- resigned. Newspapers predicted Canevi wouldn't return to his post as he was opposed to Ozal's brother, Youssef, taking over from Erdem.

Inter Arab Mashrea 25.1.89

TURKEY

Inonu battles to clear up 'Kurdish people' affair

Social Democratic Populist Party (SHP) chairman Erdal Inonu continued Tuesday to try and clear up the controversy caused by one of his party members describing Turkey's Kurdish community as a separate people and not just a minority.

The statement, made by Malatya MP Ibrahim Aksoy during a meeting with European parliamentarians in Strasbourg last week, prompted Prime Minister Turgut Ozal to warn that if the SHP ever took over the government it would probably meet Kurdish demands for autonomy.

Inonu, who has already dissociated himself and his party from Aksoy's remark, announced Tuesday the MP would be brought before the SHP disciplinary court.

He told reporters that the SHP was "totally devoted and dedicated to the nation's territorial integrity."

With local elections due to take place in March, Inonu's desperation to end the affair is understandable.

□ POLL: One cheering piece of news was given to him Wednesday when Sabah published the first opinion poll on the election campaign which showed the SHP in the lead.

The figures in the poll carried

out by the Piar agency were: SHP 26.9 percent, Motherland Party 24.7 percent, True Path Party 19.3 percent, Prosperity (pro-Islamic) 6.3 percent, Democratic Left 5.3 percent, undecided 17.5 percent.

□ TORTURE: State prosecutors in Mardin and Cizre in southeastern Anatolia have been ordered by the Justice Ministry to investigate allegations of torture of prisoners suspected of working with the separatist Kurdish Workers Party (PKK), according to Wednesday's *Cumhuriyet*.

The paper said the investigation will focus, among others, on Major Cafer Caglayan who is alleged to have forced all residents in the village of Yesilyurt to eat human excrement.

A group of SHP legislators has already been to the area to carry out their own inquiry.

International human rights watchdog organizations -- led by *Amnesty International* -- have repeatedly accused Ankara of allowing the widespread use of torture, a charge Turkey denies.

□ CYPRUS: Former Premier Bulent Ecevit has appealed to British Prime Minister Margaret Thatcher to extend recognition to

the Turkish Republic of Northern Cyprus.

Ecevit, on a visit to London, said British recognition of the breakaway state -- which was proclaimed in 1983 and is only recognized by Turkey -- would help bring about an overall solution to the Cyprus problem.

It was Ecevit who, as prime minister of Turkey in 1974, ordered troops to the island following a Greek-inspired coup.

□ HASHISH: Police Tuesday seized 2,684lbs of top-grade hashish hidden in a lorry bound for the Netherlands from Lebanon.

The haul, with a local street value of \$8 million, was believed to be one of the biggest ever made in Turkey.

Six people were detained in the southern city of Antakya near the Syrian border and police are still searching for three others.

A total of 2,612lbs of heroin was reported seized in 467 separate incidents in the first ten months of 1988 compared with 2,872lbs for the whole of 1987.

About one tenth of what normally gets through is seized. Most of the drugs come across the remote Iranian border, with smaller amounts from Syria and Iraq.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

G: GL

FRAG436 4 I 0154 TUR /AFP-PP40

Turquie-Kurdes

140 interpellations au cours d'opérations contre des "groupes terroristes"

ANKARA, 25 Jan (AFP) - 140 personnes ont été interpellées au cours d'opérations contre des "groupes terroristes" effectuées dans les zones rurales du sud-est de la Turquie, une région à majorité kurde, a-t-on appris mercredi de source policière.

86 de ces personnes ont été mises en garde à vue; les autres ont été remises en liberté.

Parmi les personnes interpellées figurent des militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste, principale organisation kurde en lutte depuis août 1984 contre le pouvoir central d'Ankara) responsables de deux meurtres, selon la même source.

Au cours des opérations, huit grenades, 19 pistolets, un fusil d'assaut Kalachnikov de fabrication soviétique et une mitrailleuse ont été saisis par les forces de sécurité, a-t-on ajouté de source policière.

NF-YM/fa

A P 251800 JAN 89

Basler Zeitung 26.1.89

Türkei: Terror gegen Opposition

Polizei und «Sonderteams» umstellen im Morgengrauen eine mehrheitlich von Kurden bewohnte Siedlung, treiben die Bewohner auf dem Dorfplatz zusammen, wo sie stundenlang verhört und misshandelt werden: Ein Beispiel dafür, wie in der Türkei die politische Opposition eingeschüchtert wird.

Athen. Haarsträubendes wird in diesen Tagen aus dem Südosten der Türkei gemeldet. Im kleinen Dorf Yesilyurt, in der mehrheitlich von Kurden bewohnten Grenzprovinz Mardin, sollen die für die Bekämpfung kurdischer Guerillas eingesetzten «Sonderteams» die Dorfbewohner bestialisch gefoltert und teilweise gar zum Verzehr von Fäkalien gezwungen haben. Nach Ansicht von in das Gebiet gereisten Parlamentariern und Journalisten handelt es sich dabei keineswegs um einen Einzelfall.

Seinen Anfang genommen hatte das Drama am 13. Januar mit der Ermordung von zwei Polizisten in der staubigen Grenzstadt Cizre. In den vorangegangenen Wochen hatten die Sicherheitskräfte im ganzen Südosten der Türkei Hunderte von Kurden verhaftet, meist Mitglieder der grössten Oppositionspartei im türkischen Parlament, der «Sozialdemokratischen Volkspartei» (SHP). Begründet wurde diese Verhaftungswelle von offizieller Seite damit, dass die SHP von Linksextremisten und Separatisten unterwandert worden sei. Aus Kreisen der SHP

hiess es dazu, die Regierung versuche mit einer beispiellosen Provokation die Opposition im Vorfeld der Kommunalwahlen von Ende März zu kriminalisieren.

In dieser gespannten Situation war der doppelte Polizistenmord in Cizre für die Sicherheitskräfte offenbar der Auslöser, ein grauenhaftes Exempel zu statuieren. Im Morgengrauen des 15. Januars wurde das rund sieben Kilometer von Cizre entfernte 800-Seelen-Dorf Yesilyurt von der Polizei und von zur Bekämpfung kurdischer Guerillas in das Gebiet entsandten «Sonderteams» umstellt. Bei Tagesanbruch wurde sämtlichen Bewohnern über den Dorflautsprecher befohlen, auf dem Dorfplatz zu erscheinen. Dabei mussten sich die Männer auf der einen, die Frauen und Kinder auf der anderen Seite im Schneematsch hinlegen. Daraufhin wurden die Männer, später auch einige der Frauen zum Verhör in ein leerstehendes Haus geholt. Wie der Muhtar (Dorfvorsteher) Abdurrahman Müstak später aussagte, habe man ihn und seinen Onkel fünf Stunden lang verhört, verprügelt und

mit Elektroschocks misshandelt. In dieser Zeit sollen Soldaten mit ihren Stiefeln die im Schnee liegenden Dorfbewohner misshandelt haben. Nach rund fünf Stunden habe der Kommandant der Sondereinheit, Safer Caglayan, Kindern befohlen, menschliche und tierische Fäkalien einzusammeln. Die unter Todesangst stehenden Menschen seien daraufhin zum Aufessen des Kots gezwungen worden. Die Militärs zwangen zuletzt den Sohn des Muhtars, seinen Vater mit Fäkalien zu füttern.

Dass diese unglaublichen Vorkommnisse ans Licht gekommen sind, ist ausschliesslich dem Muhtar zu verdanken. In seiner Verzweiflung hatte er Tage, nachdem die Sicherheitskräfte abgezogen waren, in Cizre Anklage gegen die Verantwortlichen eingereicht. Der Kommentar des Präsidenten des Menschenrechtsvereins Ilhan in Ankara dazu: «Die Berichte zeigen, dass der Zwang zum Verzehr von Fäkalien zu den demokratischen Verhörmethoden in der Türkei gerechnet werden muss.»

Wernervan Gent



amnesty international news release

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

AI Index: MDE 13/08/89
Distr: SC/PO

INTERNATIONAL EMBARGO:

0001 hrs gmt Monday 30 January 1989

NEW AMNESTY INTERNATIONAL MOVE ON EXECUTIONS IN IRAN

Amnesty International today (Monday 30 January) appealed to the international community to bring pressure on Iran to end the wave of political executions there.

The worldwide human rights organization's call for a halt to the killings came in a statement submitted for the 45th session of the United Nations Commission on Human Rights in Geneva today.

Amnesty International says it now has the names of over 1,000 political prisoners reported shot dead or hanged throughout Iran as the country moved towards the 10th anniversary of the establishment of the Islamic Republic.

The wave of executions began last August and has been the biggest in Iran since thousands of political prisoners were put to death in the early 1980s. Most of those executed have been members or supporters of Iranian opposition groups. Some were prisoners who had already completed prison sentences, some were former prisoners who had been re-arrested.

Amnesty International also informed the UN commission that while the latest wave of political executions had overshadowed other human rights concerns in Iran in recent months, violations in other areas have continued.

These include torture, detention without trial, unfair trials and "cruel, inhuman or degrading" punishments such as the cutting off of thieves' fingers - Amnesty International says it recorded 21 cases of

amputation as a judicial punishment in Iran in 1988, including, for the first time, that of a woman. Floggings also continue to be widely used as a punishment.

Detention without charge or trial of people suspected of connections with opposition groups is reported to have increased in the latter part of 1988.

Amnesty International says it is also concerned that a new clampdown on drug trafficking in Iran has led to the execution of at least 75 people convicted of trafficking so far this year. A number of them were hanged in public after trials by Islamic Revolutionary Courts with no provision for appeal or review of cases. Hundreds of people have been hanged in Iran for drugs offences since 1979.

The organization says it has continued to be denied access to Iran to have talks with the authorities about its human rights concerns. It has reiterated to the Iranian authorities its proposal for discussions following public statements by Iranian officials that human rights groups could visit Iran provided they are, in the words of Chief Justice Ardebili last month, "honest and not politically motivated".

Amnesty International says it welcomes announcements by the authorities of an amnesty to mark the Islamic Republic's 10th anniversary. But the organization says it is concerned that, in political cases, the amnesty appears to apply only to prisoners who have adequately demonstrated their "repentance" of their political views or activities. It also points out that the amnesty comes too late to save the many political prisoners, including prisoners of conscience, who have been executed in the past six months.

EMBARGOED FOR 0001 HRS GMT MONDAY 30 JANUARY 1989

amnesty international

IRAN

WRITTEN STATEMENT TO THE 45TH SESSION OF THE UNITED NATIONS COMMISSION ON HUMAN RIGHTS

JANUARY 1989

AI INDEX: MDE 13/04/89

DISTR: SC/CO

Since the end of July 1988 Amnesty International has recorded over 1000 names of political prisoners who have reportedly been executed. The organization has spent months collecting information about large numbers of political executions, and further reports are still being received. It has sent appeals on behalf of hundreds of political prisoners reportedly at risk of execution, and submitted a list of reported execution victims to the Iranian authorities for their comments. No response to these inquiries has yet been received from the authorities in Tehran.

The majority of the execution victims were supporters of the Iranian opposition group the People's Mojahedine Organization of Iran (PMOI), but members and supporters of a number of left wing opposition groups including the Tudeh Party, the People's Fedaiyan Organization of Iran (Majority), Rah-e Kargar and the Iran Communist Party, as well as the Kurdish opposition groups Komala and the Kurdistan Democratic Party of Iran, are also reported to be among the execution victims.

Many of these groups are involved in armed opposition to the Iranian Government. The PMOI-backed National Liberation Army staged an armed incursion into western Iran from neighbouring Iraq between 25 and 28 July 1988, immediately after the ceasefire in the Gulf War. This incursion appears to have been one of the events which triggered the current wave of executions. However, many of the execution victims had been imprisoned for a number of years prior to their execution, and among them there were a large number of prisoners of conscience and others serving prison terms, imposed after unfair trials, for their non-violent political activity. Many of the PMOI prisoners who have been executed had been serving prison sentences dating from 1981 when there was a major clampdown on the PMOI's activities by the government. Thousands of PMOI supporters were executed at that time, including those involved in armed clashes with government forces. Thousands more were imprisoned for such offences as distributing leaflets and newspapers, collecting money for the families of political prisoners and taking part in marches and demonstrations. Some had been forced to remain in prison despite having completed their prison terms. Many of those recently executed were teenagers at the time of their arrest.

In some cases former political prisoners have been re-arrested and executed although they had not participated in banned political activity since their release from prison. Reports of executions have reached Amnesty

LA N.R.I Jan. 1989

Le lecteur interroge

À propos des événements du Kurdistan

De nombreuses lettres arrivent à la rédaction pour nous demander de parler de la question kurde et des récentes évolutions survenues dans les territoires kurdes. Ainsi, Abdoullaïev Makhmoud Karam-ogly (ville de Goriatchi-Klutch, territoire de Krasnodar, URSS) écrit: «D'après différentes sources, la situation s'est compliquée dans les Kurdistans irakien et iranien et des actions de guerre ont lieu. En Turquie, dans les régions peu-

plées de Kurdes, le calme ne règne pas non plus. En quoi consiste donc la question kurde? Quelles sont les raisons des événements dramatiques ayant eu lieu au Kurdistan?»

Ci-après sont publiés les articles de S. Khalil, membre du Parti communiste irakien, et de S. Amin, représentant des forces nationales patriotiques kurdes.

Le désir de liberté du peuple

Les Kurdes d'Irak (plus de 3 millions) se trouvent constamment aux premiers rangs des combattants pour la liberté et l'indépendance de leur peuple, la voie où s'engagent les pionniers est, c'est connu, particulièrement pénible. Chaque action de guerre tentée par les Kurdes a été brutalement réprimée. Cependant, ils bénéficient toujours du soutien des forces démocratiques de l'Irak, des communistes en particulier, qui furent les premiers à reconnaître le droit des Kurdes à l'autodétermination, ce qui fut stipulé au lendemain de la formation du PCI (1).

Les communistes ont soutenu le combat des Kurdes par tous les moyens à leur disposition. Nous estimons qu'il existe des liens organiques entre les efforts entrepris pour assurer les droits nationaux des Kurdes et ceux en faveur de la démocratie pour l'ensemble des Irakiens. Des décennies d'incessants combats ont justifié le mot d'ordre mis en avant par le PC: «L'alliance arabo-kurde représente un obstacle insurmontable pour la réaction et le colonialisme», mot d'ordre que toutes les forces progressistes et démocratiques de la société ont fait leur.

Devant la révolution kurde et la pression des forces démocratiques, les actuels dirigeants irakiens avaient fini par reconnaître le droit à l'autonomie de la population kurde d'Irak. Cependant, en réalité, les autorités évacuèrent toute démocratie des institutions législatives et exécutives. Tout en lançant des slogans démagogiques, le pouvoir engagea de nouvelles répressions contre les Kurdes et s'évertua à modifier la situation démographique du Kurdistan irakien. De nombreux Kurdes, surtout les habitants des zones pétrolières, se virent déplacés vers les régions désertiques au sud du pays, alors qu'il était procédé à l'arabisation de la partie septentrionale où la population kurde fut progressivement remplacée par des colons arabes.

Ayant recours à la corruption et à la force, le régime voudrait faire que les Kurdes soient loyaux envers le BAAS, parti au pouvoir, plan qu'il n'arrive pas à exécuter. La nouvelle vague de répressions lancée contre

les Kurdes après la conclusion de l'accord de 1975 entre l'Irak et l'Irak (2), contraignit l'avant-garde du peuple kurde à proclamer un soulèvement armé auquel les masses apportent leur soutien, les forces nationales patriotiques, dont les communistes se mettant à sa tête. En raison du durcissement de la politique suivie par les autorités, une large opposition s'est formée dans le pays. Les révolutionnaires kurdes, les communistes, de même que d'autres combattants de la démocratie et de milieux progressistes divers constituent les principaux détachements du mouvement intitulé «Pour un Irak démocratique et pour une autonomie effective du Kurdistan», va s'élargissant sans cesse. Les montagnes du Kurdistan irakien sont devenues l'arène de la résistance armée au régime; une opposition acharnée caractérise les soulèvements de masse qui se déclenchent dans des villes kurdes et que les milieux dirigeants tentent de noyer dans le sang. La terreur va s'intensifiant.

Bagdad craint que le combat du peuple kurde ne donne lieu à des actions antigouvernementales dans d'autres régions du pays, crainte, en effet, justifiée, car, malgré les pires violences, les forces démocratiques se font toujours plus actives. Par haine à l'encontre des insurgés, le pouvoir n'hésite pas à employer, l'arme chimique, à chasser par milliers les familles de leur foyer, à détruire des villages entiers, à procéder à des exécutions massives. Dès que les opérations militaires eurent cessé sur le front iranien, les troupes irakiennes lancèrent une nouvelle offensive au Kurdistan avec l'emploi de différentes armes.

*

Les gens de bonne volonté qui soutiennent les Arabes et les Kurdes dans leur aspiration à la démocratie peuvent être confiants, car ces nouvelles actions de terreur et de répression sont condamnées à l'échec, le désir de liberté du peuple dépassant la force des armes.

Saimend HALIL

Nous voulons vivre dans la paix et la concorde

Les régimes nationalistes de droite se refusent à reconnaître le caractère licite du combat de libération nationale, que mène le peuple kurde, et ne veulent pas entendre parler de son droit à l'autodétermination. Bagdad applique avec une ardeur particulière sa politique chauvine contre le peuple kurde. Ainsi, en mars 1988, le gouvernement irakien lança contre les Kurdes plusieurs offensives dans la zone de Halabja, recourant en particulier à l'arme chimique, faisant cinq mille morts et blessés. Ensuite, le 25 août, les autorités utilisèrent à nouveau l'arme chimique contre la population civile, tuant ou blessant grièvement des milliers de femmes, de vieillards et d'enfants, obligeant par ailleurs des dizaines de milliers de Kurdes à partir pour l'exil en Turquie et en Iran.

Les régions choisies par les exilés sont le prolongement naturel du territoire kurde en Irak, car y vivent les fils du même peuple. Si le gouvernement turc n'avait pas aidé les réfugiés d'Irak, les Kurdes de Turquie l'auraient fait d'eux-mêmes. Or, les autorités turques font tout pour éviter de tels contacts, les troupes des forces de l'ordre ayant encerclé les réfugiés et leur interdisant l'accès aux localités voisines.

Aussi, les communiqués des agences de presse occidentales et turques sur le traitement humain dont bénéficieraient les réfugiés et concernant l'installation de camps de toile n'ont-ils qu'un lointain rapport avec la réalité.

L'accord de sécurité conclu il y a plusieurs années entre la Turquie et l'Irak prévoit de prendre des mesures visant à coopérer et à concerter des actions à l'encontre du mouvement de libération nationale kurde dans les deux pays concernés. Les autorités turques ont, il est vrai, élevé des camps pour les réfugiés auxquels ils fournissent des vivres. Néanmoins, les véritables intentions d'Ankara vis-à-vis du peuple kurde sont manifestement hostiles. La preuve en est donnée par les cas de rapatriement forcé des Kurdes d'Irak opéré par le gouvernement turc, de même que les bons offices de ce dernier rendus au régime irakien par le fait d'avoir nié — cela, sans aucun fondement — l'emploi par l'Irak de l'arme chimique, cela alors que l'opinion publique mondiale s'en était indignée.

Les faits démontrent l'existence d'un plan touchant au mouvement kurde de libération nationale à la réalisation duquel participent la réaction locale, l'impérialisme et les milieux sionistes. Le but recherché est d'établir un contrôle sur le mouvement kurde, d'en évacuer le contenu démocratique, de l'isoler des forces progressistes et patriotiques de notre région, d'en faire une variante de contre-révolution afghane inspirée par les milieux de l'OTAN et les régimes pro-américains, de compromettre aussi longtemps que possible les relations traditionnelles de bon voisinage entre Arabes et Kurdes, d'exacerber l'animosité entre les uns et les autres.

L'annonce par le gouvernement irakien d'une «amnistie totale» va bien avec le plan en question, car, implicitement, elle offense le peuple kurde, en dénigre l'histoire, les principes de lutte, donne des patriotes l'image de «bandes de mercenaires». Nous ne saurions à cet égard passer sous silence les dommages causés à l'oeuvre de libération par la politique de certains groupes droitiers kurdes:

Au mouvement de libération kurde, les milieux progressistes ont assigné les tâches suivantes: s'en tenir à une ligne nationaliste patriotique indépendante; couper ses liens avec la réaction; ne pas se faire une monnaie d'échange dans le jeu politique des régimes au pouvoir; éviter de se laisser entraîner dans leurs dissensions ou leurs conflits territoriaux, cela n'allant pas dans le sens des véritables intérêts des Kurdes; aller à l'essentiel et mobiliser la totalité des forces pour parvenir à l'autodétermination.

*

Nous engageons instamment tous nos amis, en particulier ceux du mouvement arabe de libération nationale, tous les partisans de la démocratie et de l'égalité à attirer l'attention de l'opinion publique sur les événements en cours au Kurdistan et à renforcer la solidarité avec les peuples kurde et arabe.

Salah AMIN

Quelques renseignements historiques

La carte politique du monde ne comprend pas de «Kurdistan», lequel est une notion plutôt ethno-géographique concernant une zone montagneuse d'Asie occidentale à population essentiellement kurde. La plus grande partie de ce territoire occupe les plateaux d'Arménie et d'Iran. En 1514, à l'issue de plusieurs

conflits armés, le Kurdistan fut partagé entre l'Iran et l'Empire ottoman. Après la Première Guerre mondiale et l'effondrement de l'Empire ottoman, les territoires peuplés de Kurdes furent partagés entre la Turquie, l'Irak et la Syrie apparus sur son territoire. Les Kurdes, un des peuples les plus anciens d'Asie oc-

These widespread detentions appear to be taking place without any judicial supervision. While it is anticipated that the tenth anniversary of the foundation of the Islamic Republic in February 1989 will be accompanied by an amnesty for prisoners, Amnesty International's welcome for the release of political prisoners imprisoned after unfair trials and of prisoners of conscience will be muted because hundreds, if not thousands, of prisoners will have been killed before the amnesty comes into effect.

The death penalty has continued to be very widely applied in criminal cases, and a new law due to come into force from 21 January 1989 appears to provide for a mandatory death sentence for anyone found in possession of more than five kilograms of hashish or opium, or more than 30 grams of heroin, codeine, methadone or morphine. The law forms part of a new campaign against drug abuse launched by Prime Minister Mir Hussein Musavi at a press conference in Tehran on 8 December. On 16 January 56 people convicted of drug trafficking were executed in various towns across the country. The new campaign promises to add to the hundreds of people executed in Iran for drug offences since the establishment of the Islamic Republic, some of whom were sentenced to death after unfair trials before Islamic Revolutionary Courts.

Beatings continue to be a widely used judicial punishment and in 1988 Amnesty International recorded 21 instances of amputation as a judicial punishment for repeated theft. For the first time in Amnesty International's records one of the amputation victims was a woman. This punishment normally involves the amputation of the four fingers of the right hand. Amnesty International agrees with the position reflected in Resolution 1984/22 of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, according to which such punishments cannot be considered consonant with the prohibition of torture or cruel, inhuman or degrading punishment.

Amnesty International has continued to be denied access to Iran to discuss with government authorities the organization's serious concerns. The organization has not received any reply from government authorities in Tehran to its many inquiries and appeals, although some Iranian diplomats have met with representatives of Amnesty International overseas, which we welcome.

Amnesty International urges the international community to use whatever channels are available to persuade the Iranian Government to put an end to the present wave of political executions, and to implement and observe judicial and other procedures to safeguard the human rights of its citizens.

cidentale, vivent en Iran, Irak, Turquie, Syrie, dans d'autres pays encore, dont l'Union soviétique, le Liban, l'Afghanistan. La population kurde s'élève à l'heure actuelle à 20-25 millions. La langue kurde relève du groupe occidental des langues iraniennes et comprend plusieurs dialectes, comme le kourmandji, le gorani, le bahdinani, entre autres.

L'histoire des Kurdes est mouvementée, ce peuple s'étant plus d'une fois soulevé contre ses oppresseurs, chahs d'Iran, sultans turcs ou autres.

Présentement, le mouvement kurde pour l'autodétermination est fort hétérogène, ce dont témoigne l'existence de dizaines de partis et d'organisations politiques ayant des points de vue différents sur la question kurde. Au début des années 1960, le régime irakien déclencha des actions armées contre le peuple kurde. Venu au pouvoir en 1968, le Parti BAAS entama le processus de règlement. En 1970, à la suite de la conclusion d'un accord sur le règlement pacifique du problème kurde, le gouvernement rendit publique la «Déclaration du 11 mars», mettant ainsi un terme à une guerre qui durait depuis près de 10 ans. Se basant sur ladite déclaration, fut adoptée en mars 1974 une loi portant sur l'autonomie du Kurdistan irakien, loi en vertu de laquelle furent constitués les organismes législatifs et exécutifs de la Région autonome kurde. Cependant, à la fin des années 70, la situation empira

de nouveau, et les opérations militaires reprirent entre les troupes gouvernementales et les insurgés kurdes, le conflit Iran—Irak compliquant encore davantage les choses.

Du fait que, en Iran, la question nationale reste non résolue, que le gouvernement de la République islamique refuse de satisfaire les demandes des Kurdes et d'autres minorités ethniques portant sur l'autonomie administrative et culturelle, il est résulté une confrontation dans le Kurdistan irakien entre les Kurdes et les forces du régime de Téhéran. D'après la presse mondiale, des opérations punitives dirigées contre la population kurde du Sud-Est de la Turquie, ont été effectuées ces dernières années par l'armée.

L'opinion progressiste du monde exige que la question kurde soit réglée de façon équitable et que ce peuple martyr puisse avoir droit à l'autodétermination.

Adnan EL-ASSAM,
collaborateur de la rédaction

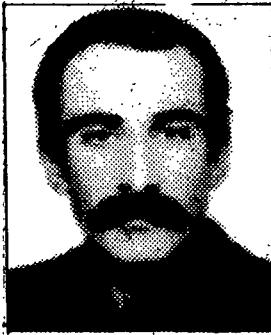
Notes

1. Le PCI a été fondé en 1934 (N.D.L.R.).
2. L'accord conclu entre le président irakien et le chah d'Iran (Alger, mars 1975) prévoyait un règlement des différends territoriaux et la cessation mutuelle de l'appui à l'opposition dans le pays partenaire (N.D.L.R.).

14 militanı yakalandı

**F.Almanya'da
PKK'ya darbe**

● Federal Alman polisının ele geçirdiği militanlar arasında PKK merkez komitesi üyelerinden Duran Kalkan, Ali Haydar Kaytan ve Selahattin Çelik'in de bulunduğu belirtildi.



Duran Kalkan



Selahattin Çelik

Milliyet 2.1.89

DIYARBAKIR, (MİL-HA)

ARALARINDA PKK Merkez Komitesi üyelerinden Duran Kalkan, Ali Haydar Kaytan ve Selahattin Çelik'in de bulunduğu 14 militanın Federal Almanya'da yakalandıkları ve özel bir mahkemede yargılanacakları öğrenildi.

Edinilen bilgilere göre, "Abbas" kod adlı Duran Kalkan, "Fuat" kod adlı Ali Haydar Kaytan ve "Selim Hoca" kod adlı Selahattin Çelik, örgütün Av-

rupa propaganda ve eylem çalışmalarını yönetiyorlardı.

PKK'cılarının, oluşturulacak özel bir mahkemede geniş güvenlik önlemleri alınarak yargılanacakları öğrenildi. Bu tutuklamalar üzerine, PKK'nın Almanya'daki Orta Avrupa Propaganda ve Eylem Merkezi'ni Fransa'ya taşıdığı belirtildi. Yakalananlardan "Selim Hoca" kod adlı Selahattin Çelik'in Almanca ve İngilizce'yi çok iyi bildiği, PKK'nın Avrupa kolu ile Türkiye arasındaki irtibatı kurduğu kaydediliyor.

Namlunun ucundaki kadın

Uğur ŞEFKAT

ANKARA, (Hürriyet) - PKK'nın Suriye Başkenti Şam yakınlarındaki kamp- larında, "Kadınlar Kolu" sorumluluğunu yürüttüğü öne sürülen ve örgüte yö- nelttiği eleştiriler yüzünden bizzat Apo (Abdullah Öcalan), tarafından ölüm listesine alınan "Fadime" kod adlı Gönül Atay; PKK cellatlarının nefes kesen ko- valamacasından kaçıp Şam' daki Türk Büyükelçiliği'ne sığınmayı başardı.

"Fadime" ya da Gönül, bir hafta kadar önce sığındığı Büyükelçiliğimizden, geniş güvenlik önlemleri ve tam bir gizlilik içinde, önceki gün Ankara'ya getirildi. Gönül Atay, Siyasi Şube'de sorgu- landıktan sonra, daha önce Diyarbakır Sıkıyönetim As- kerî Mahkemesi'nce غيابında verilen bir yıl dört aylık cezasını çekmek üzere, An- kara Merkez Kapalı Ceza- evi'ne konuldu.

SURİYE'YE GEÇİŞ

Edinilen bilgiye göre, Şam'da başlayıp Ankara'da son bulan "Ölüm kovalama- macası"nın başlangıcı, Gönül Atay'ın üç yıl önce PKK saflarına katılmasına dayana- nıyor. Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde, ör- gütün diğer militanlarıyla birlikte birçok eyleme ka- tılan, jandarmayla sık sık sil- lahlı çatışmaya giren Gönül, Diyarbakır Sıkıyönetim As-

kerî Mahkemesi'nde açılan bir davada, غيابında yargı- landı. Örgüt mensuplarına yataklık yaptığı gerekçesiyle bir yıl dört ay hapis cezasına çarptırıldı. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği sınırları içinde güvenlik kuvvetlerinin aldığı etkili önlemler nedeniyle Türkiye'de daha uzun süre kalamayacağını anlayan Gönül, üç yıl önce örgütün emriyle kadınları eğitmek üzere Şam'a çağırıldı.

ÖLÜM KOVALAMACASI

İşte orada kendisine "Fadime" kod adı verilen Gönül Atay, Ankara Emniyet Müdürlüğü Siyasi Şube'de sorgulanması sırasında, örgüt militanlarını teorik ve pratik olarak eğitmek üzere; Şam yakınlarında ku- rulan Mahsun Korkmaz Akademisi'nde başından ge- çenleri şöyle anlattı:

"1986 yılı ortalarında, PKK'nın emriyle Suriye'ye gittim. Şam yakınlarındaki Mahsun Korkmaz Akade- misi'nde, önce; hem teorik hem pratik yönden eğitil- dim. Eğitimimi tamamladıktan sonra, akademi- deki yüzlerce örgüt üyesi arasındaki çok sayıda ka- dını eğitmek üzere, bana Kadınlar Kolu sorumlulu- ğunu verdiler. Burada, kadınları gerek silah kul- lanma, gerekse eğitim yönünden yetiştirdim. Bun-

ların birçoğu, eylemlere katılmak üzere Türkiye'ye gönderildi. Akademi'ye arada sırada, Abdullah Öcalan da gelirdi. Yetişen militanları kontrol eder, etkinliklerimizi söylerdi. Ancak, 1986 yılının sonla- rından itibaren, örgüt ey- lemlerinin, Doğu Anadolu' daki kadın ve çocuklara yönelmesi, kamptaki diğer militanlarda olduğu gibi, bende de rahatsızlık yarat- tı. Yaklaşık üç ay önce, örgütün üst düzey yetkil- lerinin katıldığı bir toplantıda, örgütün kanlı eylem- lerini kınayan bir konuş- ma yaptım ve bu eylem- lerden bir an önce vazge- çilmesini istedim. Bu ko- nuşmam, örgüt yetkilileri arasında rahatsızlık yarat- tı. Daha sonra öğrendi- ğime göre, bizzat Apo'nun emriyle örgüt beni ölüm listesine almış.

"Bunu öğrenir öğren- mez, bir kaçış planı hazırladım. Uygun bir fırsat arıyordum. İstedğim fırsat, bundan 10 gün önce doğdu. Bir gece, akademi- de kaldığım odadan gizlice çıktım ve tel örgüleri geçerek Şam'a kaçtım. Bir süre ne yapacağımı bile- meden dolaştım. Ancak örgüt kaçtığımı anlayanca, beni öldürmek üzere bir grup militanı peşimden Şam'a gönderdi. Şam'da, iki gün tam bir ölüm ko-

Hürriyet 3.1.89

valamacamı oynadık. Üç kere ellerinden kılpayı kurtuldum. Daha fazla kaçamayacağımı anlayınca, Şam'daki Türk Büyükelçiliği'ne sığındım."

TÜRKİYE'YE DÖNÜŞ

Gönül Atay, Büyükelçilik'te altı gün kaldıktan sonra, önceki gün özel bir timir koruması altında Şam'dan Ankara'ya getirildi. Atay, Ankara Emniyet Müdürlüğü Siyasi Şube'de sorguya alındı. Burada başından ge- çenleri ayrıntılarıyla anlatıp örgüt hakkında da önemli bilgiler verdiği öğrenildi. Yetkililer, Gönül Atay'ın daha önce Diyarbakır Sıkıyö- netim Askerî Mahkemesi'nden bir yıl dört aylık hapis cezası bulunduğuun belirlendiğini, sorgusu tamam- lanınca da, cezasını çekmek üzere Ankara Merkez Kapalı Cezaevi'ne gönderildiğini belirttiler. Bu arada, An- kara Devlet Güvenlik Mah- kemesi'nin de, Atay hakkın- da bir dava açtığı bildirildi.

Emniyet Müdürlüğü'n- den bir üst düzey yetkili, Gönül Atay'ın hâlâ namlunun ucunda olduğunu be- lirtti. Yetkili, "Gözü dön- müş Apo, cezaevindeki mağalarını kullanarak, vur emrini mutlaka uygula- tılmak isteyecektir. Bu nedenle Gönül'e cezaevin- de özel koruma uygula- nacak" dedi.

PKK'nın zoraki militanları tek tek kaçıyor

Planları tutmadı

- Bölücülerin militan yapmak için kaçırdığı 165 gençten 58'i ellerinden kurtulup kaçtı. Örgüte intibak edemeyen 8 genci ise öldürdüler

SİRT, (Tercüman)- PKK'nın askerî planları tutmadı. Örgütün, militan sıkıntısını gidermek amacıyla kaçırdığı 165 kişiden 58'inin kurtulmayı başarması ve bunların verdiği ifadeler doğrultusunda yapılan aramalarda örgüte ait çok sayıda silah, mühimmat, doküman ve bilgilerin ele geçirilmesi, PKK'nın belini kirdi.

Planlar bozuldu

PKK'nın kaçırdığı gençler-

den 8'inin, örgüte intibak edemediği için öldürdüğünün tesbit edildiğini belirten yetkililer, bölgede yapılan operasyonlar- da 22 sığınakların belirlendiğini söylediler. Şırnak, Erzurum ve Uludere bölgelerinde yapılan operasyonlarla PKK'nın 3'üncü kongrede aldığı kararlar doğrultusunda hazırladığı askerî planının tutmadığını belirten yetkililer "Örgütün belli kırılda, yavaş yavaş başlıyın çözüme son günlerde iyice

hızlandı" şeklinde konuştu.


Örgütte panik


Güvenlik kuvvetlerine teslim olanların yaptıkları itiraflarla, örgütte paniğe sebep olduklarını belirten yetkililer, militanların bilinen kod adlarını ve sürekli buldukları yerleri değiştirdiklerini söylediler. Yetkililer, militanların bölgede yeni sığınak bulma telaşına girdiklerini de sözlerine eklediler.


Tercüman 4.1.89

Uluslararası Af Örgütü'nün Türkiye'yi suçlayan raporunu hazırlayan Oberdiek, BBC'ye açıklama yaptı

'Siyasilere işkence sistemli'

 Raporu hazırlayan ekip başkanı Helmut Oberdiek: "Türkiye'de işkencenin sistemli olmasının ana nedeni, siyasi nedenden içeri alınan herkese işkence uygulanmasıdır. İşkencede alınan ifadeler mahkemelerce kabul edilebiliyor ve sistemin bir parçası haline geliyor."

 BBC Dünya Servisi, Af Örgütü raporunun, Başbakan Turgut Özal'ın "İnsan hakları konusunda Batı standartlarının uygulanmasına başlanmıştır" şeklindeki sözlerine "gölge düşürecek" nitelikte olduğunu belirtti. Avrupa Konseyi'nin heyet gönderebileceği öne sürülüyor.

 Oberdiek, Af Örgütü'nün Ankara'dan beklentilerini şöyle dile getiriyor: "Bu raporda bundan öncekilerde olduğu gibi köklü bir değişimi bekliyoruz aslında. Gözaltındakilerin durumu, 141 - 142 - 163 gibi konularda yetkililerden bazı kesin vaatler istiyoruz."

EDİP EMİL ÖYMEN

LONDRA — "Uluslararası Af Örgütü'nün, Türkiye'de insan haklarının hiçe sayıldığı ve işkencenin sistemli bir biçimde uygulandığına ilişkin iddialara yer verdiği son raporu İngiliz basını yayınında ele alındı.

BBC Radyo ve Televizyonu, haber bültenlerinde rapora yer verdi. Yayınlarında, "Af Örgütü'nün geçen kasım ayında da Türkiye hakkında bir rapor hazırlamış olduğu hatırlatıldı. Raporun, "tam Ankara'nın, insan hakları konu-

sundaki görüntüsünü düzeltmeye çalıştığı bir sıraya rastladığı" kaydedildi. Raporu hazırlayan ekip başkanı Helmut Oberdiek, "Siyasilere işkence Türkiye'de sistemleşmiştir" dedi.

"Uluslararası Af Örgütü" tarafından hazırlanan "Türkiye: İnsan Haklarının Şiddetle ve Sistemli İhlali" başlıklı 73 sayfalık raporda, 1980 askeri müdahalesinden bu yana gözaltında ya da tutukluymuşken ölen 229 kişiden 144'ünün ölüm nedeni hakkında Türkiye Hükümeti'nin yeterli ve doyurucu bilgi veremediği kaydediliyor.

Basın, rapora ilişkin haberleri jimdilik yorumsuz verirken, BBC Dünya Servisi tarafından hazırlanan yorumda, raporun, Başbakan Turgut Özal'ın "İnsan hakları konusunda Batı standartlarının uygulanmasına başlanmıştır" şeklindeki sözlerine "gölge düşürecek" nitelikte olduğu belirtildi.

Türkiye'nin imzaladığı sözleşmelerle, Avrupa Konseyi tarafından oluşturulacak özel bir heyetin durumu yerinde görmek üzere Türkiye'ye gidebileceği kaydedilen yorumda, "İnceleme sonunda Avrupa Konseyi de Af Örgütü'nün iddialarını doğrularsa, durum Türkiye Hükümeti için çok utanç verici olur. Türkiye, Avrupa Topluluğu'na üyelik başvurusu kabul edilebilse diye Batı Avrupa'daki görüntüsünü düzeltmeye çalışıyor" denildi.

"Uluslararası Af Örgütü"nde raporu hazırlayan ekibin başkanı Helmut Oberdiek, BBC Türkçe Servisi'nde yapılan mülakatında Türkçe olarak yaptığı açıklamada, raporun nasıl hazırlandığını anlattı. Oberdiek, "Af Örgütü, kasım başında da bir rapor yayımlanmıştı. Hem Türk yetkililerden hem de değişik yerlerdeki Türk elçiliklerinden yanıtlar aldık. Yanıtlar genel olarak, raporun insan hakları ihlallerini abartılmış bir biçimde anlattığı doğrultusundaydı. Aynı zamanda rapor içinde yer alan olaylar hakkında bilgi veriliyordu. Ancak bunların büyük ölçüde yetersiz olduğu kanısındayız" dedi. Oberdiek, Af Örgütü tarafından saptanan tüm olaylar için yanıt gelmediğini de kaydetti, işkence konusuna çoğunlukla değinmediğini ya da ayrıntıların aktarılmadığını belirtti.

Oberdiek, "İşkencenin sistematik biçimde yapıldığını iddia ediyorsunuz. Sistemli olanı neyi kast ediyorsunuz?" şeklindeki bir soruyu da, "Sistemli olmasının ana nedeni, siyasi nedenden ötürü içeri alınan hemen hemen herkese uygulanması demektir. Poliste alınan ifadelerin çoğunlukla işkence altında alındığı iddia ediliyorsa da, mahkemeler bu iddiaları araştırmamakla birlikte bu şekilde alınmış ifadeleri çoğu zaman da delil olarak kabul ediyor. Yani yargılama sisteminin bir parçası haline geliyor ve yargı sistemi ister askeri mahkemelerde, ister onun yerine geçmiş olan Devlet Güvenlik Mahkemelerinde çok büyük bir önem kazanıyor. Dolayısıyla artık bir sistem haline geldiğini söylemek istiyoruz" şeklindeki yanıtı verdi.

"Bu raporda ve bundan öncekilerde olduğu gibi, Türkiye'de köklü bir değişimi bekliyoruz aslında" diyen Oberdiek, Türk Ceza Yasası'nın TBMM'den "uygun" biçimde geçmesini arzu ettiklerini, işkencenin önlenmesi için etkili önlemlerin alınmasını istediklerini kaydetti ve şöyle dedi: "Bu konuda yetkililerden kesin bir söz istiyoruz. Bugünden yarına belki olmayacak bir şey, fakat biz 'Tamam avukatlarıyla yakınları gözaltındakilerle görüştüreceğiz' diye bir söz almak veya idam cezasını kaldıracağız demesi ya da 141, 142, 163'ü değiştireceğiz demeleri gibi birtakım kesin vaatler istiyoruz, ki ondan sonra tekrar hükümete bu konuda gerekli uyarıları yapmayı da bir görev biliriz, tabii eğer bunları yerine getirmezse."

İki Iraklıdan iltica istemi

Cumhuriyet 5.1.89

MALATYA (Cumhuriyet) — Suriye'den aldıkları silahları katırlarla Türkiye üzerinden Irak'a geçirmek isterken 1980 yılında sınır yakınlarında yakalanan ve halen Malatya E Tipi Cezaevi'nde bulunan Iraklı iki hükümlü, Türkiye'ye iltica etmek için başvurdu. Iraklı hükümlüler, cezalarının bitiminden sonra Irak'a iade edilmeleri durumunda kurşuna dizileceklerini söylediler. SHP Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy Iraklı hükümlüleri cezaevinde ziyaret ederek görüştü.

Abdullah Şahin ve Halit Süleyman isimli Kürdistan Demokratik

Partisi (KDP) üyeleri, 1980 yılında Hakkâri'nin Irak sınırına yakın bölgesinde silah yüklü katırlarla güvenlik güçleri tarafından yakalanmışlardı. Tutuklanan sanıklar ifadelerinde silahların KDP'ye ait olduğunu ve Suriye'den Irak'a Türkiye üzerinde geçirdiklerini itiraf etmişlerdi. Diyarbakır 1 Numaralı Sıkıyönetim Askeri Mahkemesi'nde yargılanan sanıklar, 21 yıl 2'şer ay ağır hapis cezasına çarptırılmışlardı.

Sanıklardan Abdullah Şahin'in cezası 1991 yılının nisan ayında, Halit Süleyman'ın ise 1990 yılının eylül ayında sona eriyor.

Malatya E Tipi Cezaevi'nde bulunan sanıklardan Halit Süleyman, 1986 yılında bir dilekçeyle Türkiye'ye iltica etmek için başvurmuştu. Ancak bakanlık bu başvuruyu reddetmişti. Halit Süleyman 1988 yılında tekrar başvurarak Irak'a gönderilmesi durumunda kurşuna dizileceğini ve iltica başvurusunun kabul edilmesini istedi. Abdullah Şahin'in ise geçen günlerde iltica için başvurduğu öğrenildi.

Geçen günlerde cezaevini ziyaret eden SHP Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy, iki Iraklı hükümlüyle görüştü.

Hiçbir ülke, Irak'tan kaçıp Türkiye'ye sığınanlara yardım elini uzatmadı

PEŞMERGELER dünyanın utanç tablosu

Hürriyet 8.1.89

Aziz UTKAN

ANKARA, (Hürriyet) — Batılı ülkelerin, Türkiye'deki Kuzey Iraklılar için Türk hükümeti tarafından hazırlanan 160 milyon dolarlık yardım projesine katkıda bulunmakta ağır hareket ettiği bildirildi.

Türkiye'nin önerilerini batılı ülkelere iletecek olan Birleşmiş Milletler Mülteciler

Yüksek Komiserliği ile Kızılay arasında yapılan görüşmelerden ise, bir türlü somut bir sonuç alınamadı. Ankara bu durumu, batılı ülkelerin taahhütlerini yerine getirmede ciddi bir gecikme olarak değerlendirdi.

Bu arada, Birleşmiş Milletler Mülteciler Yüksek Ko-

miserliği'nden teknik düzeyde bir heyet, Kızılay'la ikinci tur görüşmelerde başladı. Heyetin, görüşmeler sonucu ortaya çıkacak yardım miktarını önümüzdeki hafta içinde Cenevre'de, Avrupa Topuluğu'nu oluşturan 12 ülkeyle ABD, Kanada, Japonya,

Avustralya ve Kuzey Avrupa ülkeleri temsilcilerine aktarması beklendiği bildirildi.

Ancak bu görüşmelerin bir türlü sonuç vermemesi, Ankara'da rahatsızlık yarattı. Türkiye adına görüşmelere katılan üst düzey bir yetkili, "Görüşmelerin uzamasının sorumluluğu, hiçbir şekilde Türkiye'ye ait değil." dedi.

TAAHHÜT İSTİYORUZ

Yetkili, görüşmelerin uzamasının sebebini şöyle anlattı.

"Türkiye, uluslararası camianın kendisinden beklediklerini bugüne ka-

dar en iyi şekilde yaptı. Şimdi, bu ülkelerin zamaında bize söylediklerinin samimiyet derecesi ortaya çıkacak. Türkiye, yardım paralarının harcanmasında bir takım yetkiler verebilmek için, bu ülkelerden önemli bir katkı yapacakları yolunda taahhüt istiyor. Görüşmeler bu nedenle uzuyor."

Yetkili, Olağanüstü Hal Valiliği tarafından hazırlanan yardım ve eğitim projesine, batılı ülkelerin hangi ölçüde katkıda bulunabileceklerinin bugüne kadar net bir şekilde anlaşılmadığını da bildirdi, "Bu ülkeler, başlangıçtan beri Türkiye'nin

yardıma ihtiyacı olmadığını görüşüyorlardı. Ancak Türkiye, gayet ciddi bir yaklaşımla bu işi ele aldı. Ortaya, Kuzey Iraklılara yönelik geniş kapsamlı bir proje çıktı." dedi.

160 MİLYONA KARŞILIK 5 MİLYON

Yetkili, Türkiye'nin istenen her türlü bilgiyi vakit geçirmeden Birleşmiş Milletler'e ulaştırdığını da belirtti, şöyle dedi:

"Bu tür uluslararası kuruluşlar, sosyalist hükümetler gibi, son derece yavaş yürüyen bir mekanizmaya sahipler. Merkezkaççı bir yaklaşımları

var. Araya bir de Noel tatili girdi ve 12 Aralık'tan 5 Ocak'a kadar her şey durdu. Ancak, bu görüşmelerin uzamasının sorumluluğu, hiç bir şekilde bize ait değil."

Görüşmelerle ilgili olarak Hürriyet'e bilgi veren Dışişleri çevreleri de, "Bizim bu ülkelere, 160 milyon dolarlık proje tutarının tümünü siz verin" diye bir talebimiz yok. Ama, 5 milyonluk bir katkı da olmaz. Türkiye, bu yardım paralarının harcanmasında bir takım yetkiler verebilmek için, bu ülkelere önemli bir katkı yapacaklarına dair taahhüt istiyor." dediler.

Cumhuriyet 10.1.89

Beslenme, barınma, sağlık, eğitim ve "ne olacağız?" kaygısı...

Sığınmacının tedirgin bekleyişi



Yaşama savaşı — Sorun deyince ilk akla gelen, 15 bin Kürt sığınmacının kaldığı Kızıltepe oluyor. Kampta toplam 2654 aile çadırda yaşama savaşı veriyor.

İLKER MAGA

KIZILTEPE — Irak'tan kaçıp Türkiye sınırına dayandıklarında tek amaçları vardı: Çocukları, kadınları ve yaşlıları kimyasal silahlardan kurtarmak... Sınırı geçtiklerinde ise siyasi sığınmacı olarak kabul edilmeyle beklemeğe başladılar.

Kimileri Irak'a döndü. Geri kalanlar çeşitli barınma kamplarına yerleştirildi. Iraklı Kürt sığınmacıların durumlarına ilişkin çok yazıldı, çok şey söylendi. Aradan beş ay geçti ve onlar hâlâ "geçici barınma kampı"ndaydılar.

Önlerinde yığınla sorun vardı. Beslenme, barınma, sağlık, eğitim ve "ne olacağız?" kaygısı... Sağlık, barınma sorunları denince ilk akla gelen, 15 bin Kürt sığınmacının kaldığı Kızıltepe kampı oluyor. Kampta 2654 aile çadırda yaşam savaşı veriyor. Resmi açıklamaya göre toplam 1' bir 29 kişinin, 4548'i 0-6, 3538'i 6-14 yaş

grubunda.

Çadır koşullarında da olsa yaşam; beslenme, sağlık, barınma, su sorunları, evlilik, doğum ve ölümle sürüyor.

Kampta giderilemeyen sorunların başında "su" geliyor. Çadır dizilerinin başlarına konan tankerlerdeki su bitince binlerce insan ana çeşmelere hücum ediyor ve su kuyukları gün boyu sürüyor. Elbet su olmayınca temizleme sorunu da ciddi boyutlara ulaşmış.

Tuvalet, son günlerde kamp için "ivedi" çözülmesi gereken bir sorun. Fosseptik çukurları dolunca, tuvaletlerin çevrelerinde birikimler oluşmuş. Bu durum ise çocuklarda yaygın biçimde ishale neden olmuş. Kamptaki doktorlar, şimdilik bunun önlemini alabildiklerini, ancak yaz sıcaklarında bunun "bir felakete" dönüş-

bileceğine işaret ediyorlar.

Kızıltepe Kampı'nda sağlık hizmeti, biri kadın, uç doktor tarafından veriliyor. Her gün Sağlık Ocağı'na gelen 250-300 kişi de en çok görünen rahatsızlık ise soğuk algınlığı. Kamp yetkilileri ve doktorlar bu konuda aynı şeyleri söylüyorlar: "Bu insanlar ne de olsa çadırda yaşıyorlar. Bu doğal." Kampta doğum ortalaması da günde beş çocuk. Şimdiye kadar 600 çocuk dünyaya gelmiş.

Bu yılki sert kış koşulları 45 yıldır görülmediğinden, ısınma sorunu da sorunların başında yer alıyor. Bu yüzden düzenli olarak yakacak dağıtılmaya çalışılıyor.

Kampta, beş aylık süreçte 91 ölüm olmuş. Bunların 70'i altı yaşın altında. Diğerleri ise yaşlı insanlar. Kamp yetkilileri ve doktorlar, ölümlerin kamptaki ilk günlerde aşırı yorgunluktan kaynaklandığını belirtirken "Şimdi

ölüm oranları azaldı. Ölümün uç Türkiye ortalamasının çok altında" dediler.

Kampta, Kürt sığınmacıların aralarında seçtikleri komitede görevli Salih Rızgar, kampın Uluslararası Sağlık Örgütü tarafından taranmasını isterken, diğer komite üyesi Zübeyir Mai ise şunları söyledi:

"Su olmayınca temizlenemiyoruz. Tuvaletler taşmış durumda. Mevsim kış olduğunda salgın hastalık görünmüyor. Ama yazın çok ciddi şeyler olabilir. Önlem alınmalı."

Yaşam, düşünceleri de sürüyor. Ama düşünceleri matemli Kürt sığınmacıların. Nedenini, komitede görevli Zübeyir Mai anlatıyor:

"Topraklarımızı, ölümlerimizi, analarımızı, babalarımızı tarak gelmişiz. Dolayısıyla eğlenmek doğru değil bizim için. Hak etmiyoruz eğlenmeyi, bunun için de matemliyiz."

Cumhuriyet 10.1.89



Kampta giderilemeyen sorunların başında "su" geliyor. Çadır dizilerinin başlarına konan tankerlerdeki su bitince, binlerce insan ana çeşmelere hücum ediyor ve su kuyrukları gün boyu sürüyor. Su olmayınca temizlenme sorunu da elbette ciddi boyutlara ulaşıyor.

Diyarbakır'da bulaşıcı hastalık kol geziyor

Kampta beş yüz çocuk kızamık

Sığınmacıların kamplarda yaptığı hiçbir iş yok. Beş aylık süreleri beklemekle geçti. Irak'a da Saddam rejimi başta olduğu sürece dönmek istemiyorlar. Türkiye'de daha uzun kalacaklarına inandıklarından yaşamları için gerekli koşulların kısa zamanda yerine getirilmesini bekliyorlar.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Kızıltepe'deki çadırlardan, Muş ve Diyarbakır'daki afet konutlarına uzanan çizgide, Kürt sığınmacıların yaşadığı sorunlar ortak. Kızıltepe'de, Diyarbakır'da ya da Muş'ta kime sorsanız alacağınız yanıt değişmeyecektir. Yine beslenme, barınma, sağlık, eğitim ve gelecek kaygısı sorunların başında yer alıyor.

Kampta 13 bin sığınmacı 72 bloktan oluşan 432 daireye yerleştirilmiş. Her dairede ortalama 20-30 kişi kalıyor. Bu nüfusun 6869'u 16 yaşından küçük, 2809'u ise kadın. Geri kalan sayının yarısından faz-

lası peşmerge.

Sağlık, kamptaki sorunların başında yer alıyor. Çok kişinin bir arada yaşamasının bir sonucu olarak, kısa zamanda geçirilebilen rahatsızlıklar uzuyor, haftalarca sürüyor. Kamp yetkilileri ve doktorlar sağlık sorununa ilişkin aynı şeyleri söylüyorlar: "Hastaların çoğunda soğuk algınlığı görülüyor. Çok kişi bir arada yaşadığı için de rahatsızlıklar uzayabiliyor."

Kamptaki komitede görevli Kürt liderlerden Ekrem Mal, yaptıkları bir taramada her dairede üç kişinin hasta olduğunu saptadıklarını söylüyor. Mai kamptaki sağlık sorununa ilişkin şunları anlatıyor: "Buvirin ölü hasta oldu. Hasta çok; ama doktor hiç tane. Bir ay önce durum iyiydi. 20 gün boyunca odun verilmedi, elektrikler kesildi. Evler soğuk olunca hastalar arttı. Birkaç gün önce kömür dağıtıldı, ama hala elektrikler kesik. Çoğumuzun parası bitti, tüpünü bile değiştiremiyor. Su çok az, temizlenemiyoruz. Çocuklarımızın 500'ü kızamık oldu."

Kampta bu güne kadar 130 ölüm olmuş. Bunların çoğu 0-6 yaş grubundaki çocuklar, geri kalanları yaşlılar oluşturuyor. Kamp yetkilileri ve doktorlara göre, "Burada da görünen ölüm olayları Türkiye ortalamasının çok altında."

Beş aydır çeşitli kamplarda yaşayan Iraklı Kürt sığınmacılar bu sorunlarla boğuşurken, "ne olacaktır" gibi belirsiz bir bekleme içinde. Üç kampta da kime sorarsanız, bu konuda alacağınız yanıt değişmiyor. Diyarbakır kampından sorumlu Kürt liderlerden Salih Hacı Hüseyin bunlardan biri:

"Türkiye bizi siyasi sığınmacı olarak kabul etsin. Serbest dolaşım ve çalışma hakkı tanınsın, bize bir bölge verilsin, orada ne iş olursa yaparız, devlete yük olmayalım. Biz bir milletiz. Bizi gruplar halinde dağıtmasınlar."

Sığınmacıların kamplarda yaptığı hiçbir iş yok. Beş aylık süreleri beklemekle geçti. Irak'a da Saddam rejimi başta olduğu sürece dönmek istemiyorlar. Türkiye'de daha uzun kalacaklarına inandıklarından yaşamları için gerekli koşulların kısa za-

manda yerine getirilmesini bekliyorlar. İvedilikle bekledikleri de siyasi sığınmacı olarak kabul edilmeleri. Eğitim konusu da çözüm bekleyen sorunların başında yer alıyor. Kamp liderlerinden Ekrem Mai eğitim konusunda şu istemde bulunuyor:

"Kürtçe dilimizdir. Bunun için eğitimin Kürtçe yapılmasını istiyoruz. Okul yaptırılır, kırtasiye, kitap verilirse sorun çözülür. Kendi aramızda öğretmenler var zaten. Türkiye'de daha uzun kalacağımızın da Kürtçe de öğrenmemiz kaçınılmazdır."

Muş, Diyarbakır ve Kızıltepe kamplarından sorumlu Kürt liderlerin tüm ülkelerden bekledikleri ortak bir şey var:

"Faşist BASS rejimi soykırımı amaçlıyor. Dünya ülkeleri bu konuda sessiz kalmamalı, tepki göstermelidirler."

Cumhuriyet 12.1.89

Bush imzalı raporda ayrılıkçı Kürt örgütünün adı bile geçmiyor

Amerika PKK'yı terörist saymadı

Başkan Yardımcısı George Bush ve Savunma Bakanı Frank Carlucci imzasıyla yayımlanan ve dünyanın dört bir yanındaki terör örgütlerinin kimliklerini ve yaptıklarını sıralamayı amaçlayan raporda, PKK'nın adı geçmiyor. Örgütleri "terörist gruplar" ve "özgürlük savaşçıları" olarak ikiye ayıran ABD'de, PKK'nın "özgürlük savaşçısı" sayılıp sayılmadığı da belli değil.

UFUK GÜLDEMİR

WASHINGTON — ABD başkanlığına seçilen ve halen başkan yardımcılığı görevinde bulunan George Bush'un yönetiminde hazırlanan "Terör Örgütleri" adlı raporda, yeryüzündeki tüm şiddet yanlısı örgütler uzun uzun anlatılırken PKK'nın adının bile anılmayarak "terörist gruplar" arasında katılmayışi dikkati çekti.

"Terörle Mücadele Özel Çalışma Grubu" tarafından hazırlanan ve 20 Ocak günü yemin edecek olan yeni başkan George Bush ile şimdiki Savunma Bakanı Frank Carlucci'nin imzalarını taşıyan rapor dün açıklandı. 131 sayfalık ve dünyadaki terör örgütlerinin bir rehberi niteliğindeki raporda, Ortadoğu, Batı Avrupa, Latin Amerika, Asya ve Afrika'da faaliyette bulunan 52 örgütün adı geçiyor.

Raporda "terörist örgütler" ile "özgürlük savaşçıları" arasında

çok keskin bir ayrım yapılıyor. Bu iki grup arasındaki en büyük farkın, teröristlerin savunmasız insanları acımasızca öldürmesi olduğu belirtiliyor. Özgürlük savaşçıları ise uluslararası yasa ve standartlara uyduğu vurgulandıktan sonra bunların "savunmasız durumdaki sivillere değil, askeri hedeflere" saldırdığı kaydediliyor.

Amerikan halkını terörizmle mücadelede bilinçli kılmak amacıyla oluşturulduğu belirtilen çalışma grubunca hazırlanan söz konusu raporda, "terörist" olarak nitelenen örgütler tek tek ayrıntılı olarak anlatılıyorlar. Raporda Kuzey Kore, İran, Libya, Suriye ve Güney Yemen, teröristleri destekleyen ülkeler şeklinde anılıyorlar. Bunlardan Suriye'nin geçen yıl Ebu Nidal ve yandaşlarını topraklarından çıkartarak terörizme verdiği desteği azalttığı belirtiliyor.

«Söz konusu raporda terör örgütleri arasında PKK'nın yer al-

maması belki de Amerikan yönetiminin onu "özgürlük savaşçıları" kapsamında görmesinden kaynaklanıyor. Bilindiği gibi, ABD yönetimi, Nikaragua'da Marksist Sandinista yönetimine karşı silahlı direniş içinde bulunan Contralara Angola'da Marksist rejime karşı mücadele eden ve CIA ajanı olduğu belgeyle sabit Jonas Savimbi'nin liderliğindeki UNITA örgütüne, Afganistan'da Kabil hükümetine karşı savaştan mucahitlere "özgürlük savaşçıları" adını veriyor.

Ashında ABD'nin ayrılıkçı Kürt terörizmine "terör" kapsamı dışında yaklaşması yeni bir olgu değil. Washington, yıllarca Irak'taki ayrılıkçı Kürtlerin lideri Molla Mustafa Barzani'ye destek olması, silah yardımı yapmıştı. Nitekim Barzani ABD'de tedavi edilmekteyken ölmüştü. ABD'nin ayrılıkçı Kürt hareketine bu olumlu yaklaşımı geçen yıl daha da belirginleşmiş, Iraklı solcu Kürt liderlerden Celal Talabani Washington'da çeşitli yetkililer tarafından kabul edilmişti. Dışişleri Bakanı George Shultz'un da Talabani'yle görüştüğü söylentisi çıkmıştı. İran-Contra skandalının kahramanlarından General Secord da ABD Kongresi'ne verdiği ifadede, ABD Savunma Bakanlığı'nın geçmişte bir Kürt destekleme programı bulunduğunu açıklamıştı. Bunlardan

anlaşılan, ABD'nin Kürt davasını Sovyetler'e kaptırmamak için bu tür destek programlarını yürürlüğe koyduğu idi. Ancak şaşırıcı olan çelişki, ABD'nin terör örgütlerine ilişkin olarak verdiği "sivillere, savunmasız kişilere acımasızca saldırı" şeklindeki tanımın PKK'ya tastamam uyduğu halde neden tek bir kere bile adının geçmediği.

Ermeni örgütleri

Terör örgütlerine ilişkin bilgilerin 128 sayfada toplandığı rehberde, ASALA ve Ermeni Adalet Komandoları adlı örgütlerle eylemlerine değinilirken, ASALA'nın 1975 yılında kurulduğu, üye sayısı ve merkezinin bilinmediği, eylemlerini ise dünya çapında gerçekleştirdiği aktarılıyor. Rehberde, örgütte sonradan meydana gelen bölünmeyle oluşan ASALA Devrimci Hareketi adlı kanadın liderliğine Monte Melkonyan'ın getirildiği, ASALA Militanı adlı örgütün lideri olan Agop Agopyan'ın 1988 mart ayında öldürüldüğü anlatılıyor. ASALA örgütünün Filistinli radikal gruplar, Ebu Nidal örgütü, ayrılıkçı Kürt gruplar ve Suriye tarafından desteklendiğinin sanıldığı bildirilen rehberde, Marksist - Leninist grup olan ASALA'nın dünyadaki tüm sol örgütlerle işbirliği içerisinde gerçekleştirmek istediği hedefler sayılıyor. Hedefler arasında, Sovyet Ermenistanı

ni, Türkiye'ye karşı girişilecek saldırılar için bir üs haline getirmenin bulunduğuna da işaret ediliyor.

Rehberde Ermeni örgütünün şimdiye kadar görülen eylemlerinin iki koldan geliştiği, bu arada saldırıların hedef gözetmeksizin yapılması ve liderlik çekişmeleri sonucu 1983 Orly baskını ardından ASALA'nın ikiye bölündüğü anlatılıyor. ASALA Devrimci Hareketi adıyla kurulan ayrı bir örgütün, davaya zarar verebileceği inancıyla eylemlerini sadece Türk hedeflere yöneltirken, ASALA Militan Örgütü'nün Türk ve

emperyalist hedeflere ayırım gözetmeksizin saldırılara devam ettiği rehberde kaydediliyor. Rehberde her iki örgütün şimdiye kadarki eylemlerinin kronolojisi veriliyor.

ASALA'dan ayrı olarak yine 1975 yılında kurulan Ermeni Soykırımı Adalet Komandoları adlı örgütün de tahmini üye sayısı ile liderleri ve merkezinin bilinmediği kaydediliyor.

Terörizm rehberinde, Adalet Komandoları'nın hedefleri arasında, Türk diplomasisini felç haline getirmek üzere cinayetler işlemek, hükümete bağlı kurumlara

saldırmak, Türk ekonomisini tahrip etmek ve Türkiye'ye dışarıdan ekonomik yardımların önlenimine yer aldığı bildiriliyor. Bu örgütün, davaya zarar verebileceği inancıyla saldırılarını Türk hedeflerle kısıtladığını açıklamış olmasına karşın, giriştiği saldırılarda yabancı ülke vatandaşlarının da öldüğü hatırlatılıyor. Ermeni Soykırımı Adalet Komandoları'nın Bask, ETA örgütleri ve Kürtlerle dayanışmayı gerçekleştirdiği, ancak eylem bağlantı bulunup bulunmadığının bilinmediği de rehberde verilen bilgiler arasında bulunuyor.

PENCERE

Görüntü ve Gerçek

Uluslararası Af Örgütü (Amnesty International) 1989 Bülteni'nde Türkiye'de yaşanan işkence olaylarını ele almış; "yaygın" ve "sistematik" olarak nitelmiş, örnekler vermiş, listeler yayımlamış. Bu konudaki ayrıntılı haber Cumhuriyet'te yayımlandı. Af Örgütü, Türkiye'de resmi makamların verdikleri bilgilere, yaptıkları açıklamalara aldırış etmiyor; güvendiği gözlemcilerin ve belgelerin ışığında bu sonuca varıyor.

Peki, dünya kamuoyu kime inanacak? Türkiye'deki resmi açıklamalara mı?

Af Örgütü'ne mi?

"Ülkemizin dışarıdan bakıldığında görüntüsü nedir?" sorusunun üzerinde düşündüğümüz zaman çelişkili bir tablo ortaya çıkıyor. Bir açıdan Türkiye, Avrupa Konseyi üyesidir ki bu konum bir anlam taşır; Avrupa Konseyi, uygar dünyanın demokratik örgütlenmesinden oluşuyor.

Ancak bir başka açıdan uygar dünyanın Türkiye'ye dönük yüzünde olumsuzluk ağır basıyor:

1) Uluslararası Af Örgütü'nün belirttiğine göre Türkiye işkence-ler ülkesidir.

Elbette bu sert yargıya karşı çıkanlar olacaktır; ama dışarıdan bakılınca, 12 Eylül'den bu yana, ülkemizin içinde ve dışında işkenceden başka şey konuşulmuyor. Türkiye'nin resmi görüşüne kimsenin kulak astığı yok; işkencelerin varlığı ağır basıyor.

2) Dış dünyadaki çoğu çevrede, Türkiye, Birleşmiş Milletler ve Avrupa Konseyi üyesi, Kıbrıs'ın topraklarını işgal etmiş devlet görüntüsünü taşıyor. Ankara bu alanda sesini ne kadar duyurabiliyor? Grek-Hıristiyan kültürüyle yoğrulmuş bir dünyaya ne kadar dert anlatabiliyor?

3) Batı dünyasında gün geçtikçe yoğunlaşan ve yayılan bir eğilime göre Türkiye, Kürt halkını baskı altında tutan bir devlet görünümündedir. Resmi görüşümüze ters düşse de, Ankara'nın canını sıksa da görüntü budur. "Büyük mütteffakimiz ABD'nin gözünde Kürt sorunu, sırası geldiğinde kullanılacak bir Demokles kılıcı değerindedir.

4) Batının Hıristiyan dünyasında Türkler Ermeni soykırımıyla suçlanıyorlar. Fransızdan Amerika'ya ve sokaktaki adamdaki resmi çevrelere dek çoğunluk, sözde Ermeni soykırımına inanıyor. Bu bakımdan Osmanlı arşivlerinin açılması olumlu bir adım olmuştur; ama ABD Temsilciler Meclisi'nin gündeminde bile bu olay canlı tutuluyor.

5) Avrupa Konseyi üyesi olmasına karşın Türkiye'nin demokratik bir rejim yapısına sahip olmadığı dışarıda yaygın bir kanaate dönüşmüştür. Komünist partiler üyelerinin yargılanmaları, senatörlük ve yazarların başına gelenler ve insan haklarının kısıtlanması üzerine Batının duyduğu yaygındır. Doğu Bloku'na karşı elde tutulan Türkiye, uygarlık ve demokrasi terzisinde azımsanıyor.

Kim ne derse desin, dışarıdan bakıldığında Türkiye'nin görüntüsü budur.

İktidar politikacılarının içeriyse dönük propagandası, bu görüntüyü görmezlikten gelecektir. Ülkemizin dünyada büyük saygınlık kazandığını yinelemek, bizim Başbakan'ın resmi görevine elbet denk düşmektedir.

Ama gerçeğin boyutları, içe dönük propagandanın kısır çemberini çok aşıyor.

Bu görüntüyü değiştirmek için ne yapmalı?

Yapılacak ilk iş, kısa sürede yapılabilecek olanları hemen gerçekleştirmektir. Türkiye'de halkın büyük çoğunluğu demokrasiyi Batılı anlamıyla benimsemeye hazır; toplum, 12 Eylül baskısıyla kendisine biçilen dar gylisilerinden rahatsızdır. Komünist partiyi yasal olanakların verilmesi, fikir özgürlüğüne dayalı demokratik rejimin kurulması, işçi sendikalarıyla sol partilerin or-

ganik ilişkilere geçebilmesi, yalnız dış dünyaya yansıyan görüntümüzü değiştirmek için değil, uygar insanlar gibi yaşamak için gereklidir. İşkencelerin üstüne yürümek ivedi bir görevdir; insan haklarına saygı, Kürt sorununu da rahatlatacaktır.

Sözde Ermeni soykırımı ve Kıbrıs sorununda haklı davamız, zı dünya kamuoyuna benimsetmek, daha uzun süreli bir çabaya gerek gösterebilir. Kendi içinde sağlıklı bir demokrasi kurablen Türkiye'nin bu sorunları çözmek için dış dünyada ağırlığı, doğallıkla artacaktır.

Cumhuriyet 13.1.89

Muhalefetten ABD'ye tepki

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — George Bush'un yönetiminde "Terörle Mücadele Özel Çalışma Grubu" tarafından hazırlanan raporda, PKK'nın terör örgütleri arasında yer almamasına muhalefet tepki gösterdi. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, PKK'nın Türkiye'de terörist eylemler yaptığının gayet açık olduğunu dile getirdi. İnönü, bu konudaki sorumuzu yanıtlarken, ABD'nin söz konusu tavrı hakkında ABD ile resmi ilişkileri olan Dışişleri Bakanlığı ve temsilcilerinin konuşması gerektiğini belirtti.

SHP Genel Sekreter Yardımcısı Tufan Doğu ise kendisinin ABD'nin dost olmadığına inanarlardan olduğunu belirterek şöyle konuştu:

"Her emperyalist ülke gibi ABD, kendi çıkarlarına uygun ha-

reket etmeyi hesaplıyor. PKK terör örgütü değildir demek, ABD'nin Türkiye üzerinde yeni bir hesabı ve pazarlığı olduğu şeklinde yorumlanabilir."

DYP Grup Başkanvekili Köksal Toptan ise sorumuzu şöyle yanıtladı:

"PKK'nın Türkiye'deki önemli terör örgütlerinden biri olduğu ve bunun da ötesinde bu örgütün uluslararası eylemler yaptığı, uluslararası ve ulusal pek çok örgütün yakından izlediği bir terör örgütü olduğu tartışılmazdır. Böyle bir örgütü ABD'nin terör örgütü olarak kabul etmemesi, bunu bilmediğinden kaynaklanıyorsa, bu anlamlıdır bir iş değildir. Böyle değil de ABD bunu biliyor ve gözlerini kaçırıyorsa, o zaman aklı hiç de hoş olmayan olasılıklar gelmektedir."

Milliyet 13.1.89

●PKK'yı terör örgütleri arasında saymadı

Bush'un ilk gafı

● Pentagon'la ortaklaşa hazırladığı "Terör Ansiklopedisi"nde, PKK'yı saymayan Bush'un bu tutumu gaf olarak nitelendi. Raporu, 52 terör örgütüne yer veriliyor.

● Bazı gözlemciler ise, Bush'un PKK'yi ciddiye almadığı için yer vermediğini savunuyorlar.

● Turan YAVUZ
● WASHINGTON

HALEN ABD Başkan Yardımcısı olan George Bush'un başkanlık ettiği Terörizmle Mücadele Grubu ile Pentagon'un ortaklaşa hazırladığı bir "terör rehberi"nde, bugüne kadar yüzlerce masum kadın ve çocuğu katleden PKK'ya yer verilmedi. Bu rehber, Washington'daki bazı siyasi çevrelerde, Bush'un Beyaz Saray görevi öncesi "büyük bir gaf" olarak değerlendirilirken, bazı çevreler de, ABD'nin PKK'yi ciddiye almadığı için listeye konulmadığı görüşünü savundular.

Söz konusu rapor, dünyada belli başlı 52 terör örgütünü kapsıyor ve "Terörizmde kim kimdir?" biçiminde bir "terör ansiklopedisi" niteliğini taşıyor. Raporu, Ermeni ASALA ve Adalet Komandoları terör gruplarına da yer veriliyor.

PKK YOK

Yeni Başkan George Bush, Kasım tarihini taşıyan raporun önyazısında, teröristlerin "özgürlük ve demokrasiyi yok etmek için masum insanları, kadınları ve çocukları hedef aldığını" belirtirken, teröristler ile "özgürlük savaşçıları" arasında farklılıklar olduğunu belirtiyor.

George Bush ve Savunma Bakanı Frank Carlucci'nin önsöz yazılarının yer aldığı raporun sadece Ermeni terör gruplarıyla ilgili bölümünde ASALA'nın "ayrılıkçı Kürt grupları" tarafından desteklendiği belirtiliyor, ancak PKK'dan bahsedilmiyor.

Rehberin ASALA ile ilgili bölümünde bu grubun başta Suriye olmak üzere, Ebu Nidal ve ayrılıkçı Kürt grupları ile de ilişkisi olduğu ve destek gördüğü belirtildi.

ASALA'nın siyasi amaçlarının başında "Türk sömürgeciliğinin" imhası geldiğine dikkati çeken raporda, ASALA'nın dünyanın her tarafında Türk hedeflerine ve yetkililerine saldırma amacı

güttüğünü belirtirken, "Bu örgüt, ayrıca Türkiye'yi destekleyen ülkelere de saldırma istiyor" denildi.

Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Büyükelçi İnal Batu, konuya ilişkin soruyu, şöyle yanıtladı:

"Sözü edilen kitabın, ABD'de her yıl yayınlanan resmi terör yillığı olduğunu sanıyorum. Bu yillığın 1987'ye ilişkin basımında PKK'nın eylemlerinden çok geniş biçimde söz edilmiştir."

ABD Büyükelçiliği yetkilileri de, terörle mücadele konusunda resmi kaynak olan yillığın şu ana kadar yalnızca 1987 basımının bulunduğu, 1988 basımının bu yıl yaz aylarına kadar yayımlanmasının beklenmediğini belirttiler.



Peşmergelerin geçim sıkıntısında

Son altınlar

KUZEY Irak'tan bol altın ziynet eşyasıyla gelen Peşmerga aileleri, son altınlarını da bozdurmaya başladılar. Önce ceplerindeki Irak dinarları tükenen Peşmergeler, bazı zorunlu ihtiyaçlarını karşılayabilmek için, geldikleri günlerde kadınlarının, kız çocuklarının boyunlarını, kulaklarını, bileklerini süsleyen altın takıları pazara çıkardılar. Kadın ve kız çocuklarının üzerlerindeki altın takılar, gün geçtikçe azalıyor. Yukarıda görülen küçük sığınmacıların taktıkları altınlar birer "anı" olarak kalmak üzere. Ana-babaları belki de birkaç güne kadar bu altınları çocuklarının boyunlarından, bileklerinden çıkarıp Diyarbakır kuyumcularına gönderecekler. (Fotoğraf: Namık DURUKAN—DIYARBAKIR, MIL-HA)

Cumhuriyet 14.1.89

Nihat Behram'ın kitabına Ankara DGM'ce taksit taksit el kondu

Basılmamış kitaba toplatma kararı

TURAN YILMAZ

ANKARA — Nihat Behram'ın "Hayatın Tanıklığında, Yüreklere Şafakta Kuvilcılar" adlı henüz basılmamış kitabı, Ankara DGM'ce "taksit taksit" toplandı. Üç bölümden oluşan, ancak henüz basımı tamamlanmadığı için birbirinden ayrı duran bu bölümlerden metin kısmını "suç unsuru taşıyan kitap", ikinci bölümünü de "poster", üçüncü bölümünü de "broşür" olarak değerlendiren Ankara DGM, ilk iki bölüm için toplatma kararı verdi, üçüncü bölümde ise suç unsuru bulmadı. Toplatılmayan bölümü de halen "müsadere" altında bulunan kitabın ilk iki bölümü için "Türk Halk Kurtuluş Ordusu'nu övmek", "Kürtçülük ve bölücülük yapmak" ve "kanunun suç saydığı fiili övmek" suçlamaları getirildi.

Kitabın toplatılma öyküsü, 5 gün süreyle Ankara Emniyeti'nde tutulan Yurt Kitap Yayıncılık'ın sahibi Ünsal Öztürk'ün anlatımlarına göre şöyle gelişti:

"Kitabın Deniz Gezmiş, Yusuf

Aslan ve Hüseyin İnan'ın renkli fotoğraflardan oluşan ve birinci hamur kağıt baskılı 'albüm' bölümü, ucuza çıkarmak için Mine Ofset'te bastırıldı. Diğer iki bölümü ise Özkan Matbaası zaten basıyordu. Kitabın teknik işlerini ise R Prodüksiyon sahibi Bilal Güneş yaptı. Ancak Mine Ofset'teki bölüm, daha da ucuza çıksın diye 50-70 boyutundaki kağıtlara bastırıldı. Fotoğrafları gören Mine Ofset sahibi Şaban Hersan, "Siz Deniz Gezmiş'lerin fotoğrafını bastırıyorsunuz, bu yasak değil mi?" diye kuşkulandı. Matbaacı Hersan, gücükle ikna edildi. Önceki cumartesi günü yaşanan bu olayda henüz ikna olan Hersan, akşam 18.00 sıralarında isyirini çok sayıda polislin cepecevre sardığını görünce neye uğradığını şaşırıldı. Güvenlik Şubesi'nden Başkomiser Mustafa Yıldırım'ın emrindeki ekip, "Bunlar afiş" diye kitabın bu bölümüne el koymuştu bile. Henüz ortada bir toplatma kararı yoktu. Ama olay, DGM Savcı Yardımcısı Ülkü Coşkun'un sözlü emri ile gelişiyordu. Emniyet Basın Büro Amirisi Yıldırım, yılların tecrübesiyle basılan

ların 'afiş' olmadığını tespit etmiş, bu tespiti de telefonla 'irtibat' kurduğu Savcı Coşkun'a aktarmıştı. Ama Öztürk'ün işittiğine göre Coşkun, "Ben anlamam, basanı da bastıranı da aracıyı da basılanı da toplayayı getirin" diyordu. Öyle de oldu."

Kitabın "akıbeti"ni araştıran Öztürk, ilk olarak DGM yedek üyeliğinin 20 aralık tarihli toplat-

ma kararı ile karşılaştı. Bu karar, "suç işlendiğine dair bulgular görüldüğünden" kitabın metin kısmı toplatılıyordu. Yedek üye bu bölümde, "Türkiye'de Marksist-Leninist silahlı halk savışı yoluyla komünist bir idare kurmak için mücadele eden, kuruculuğunu ve yöneticiliğini Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan ve Hüseyin İnan'ın yaptığı Türk Halk Kurtuluş Ordusu'nun eylem ve faaliyetlerini övmek", fiillerini, ayrıca "halkı suç işlemeye tahrik ve teşvik, halkı sınıf farklılığı gözeterek kin ve düşmanlığa açıkça tahrik ve teşvik ile Kürtçülük ve bölücülük propagandası"ni saptamıştı. Yedek üye, yalnız fotoğ-

rafların bulunduğu ikinci bölüm ile yine Behram'ın bir şiirinin de yer aldığı fotoğraflı üçüncü bölüm için ise "müstakil mahiyet arz ettikleri" ve "suç unsuru taşımadıkları" gerekçesiyle toplatma kararı vermedi.

Savcılık buna itiraz etti. 23 aralıkta toplanan üç kişilik DGM heyeti, kenar boşluklarına tasarruf olsun diye Behram'ın kitaplarının tanıtım yazılarının da bastırıldığı bölümlerden "poster" olarak nitelenen "çok miktarda basılmış olmasını" da göz önünde bulundurarak, "kanunun suç saydığı fiili övdüğü" savıyla toplattı. Kitap bölümlerinden "broşür" olarak niteleneni hakkında ise herhangi bir toplatma kararı verilmedi.

Öztürk, bu bölümün ise halen "müsadere" altında bulunduğunu, kendisine verilmediğini söyledi.

Öztürk şimdi, "Kitabı bastırmadığıma mı, 5 gün emniyette kalmışım mı, yoksa 10 milyon üzerindeki zararımı mı yanayım?" diye soruyor.

PKK nasıl elendi?

İçinde PKK'nın adının bile geçmediği terör raporunun hazırlayıcısı Whitehouse, "Türkiye'nin toprak bütünlüğüne taahhütlerimiz tamdır" dedi. Savunma Bakanlığı'nca sayısı 200 olarak saptanan terör örgütleri arasında PKK da vardı. Ancak daha sonra bu sayı 50'ye düşürüldü ve Dışişleri Bakanlığı'nın onayıyla PKK liste dışı kaldı.

UFUK GÜLDEMİR

WASHINGTON — PKK'yı terörist saymadığı için Türkiye'de yoğun tepkilere yol açan ABD'nin "terör raporunu" hazırlarken PKK'yı Nikaragua Contralar'ı ile birlikte liste dışı bıraktığı öğrenildi. Cumhuriyet'in konuya ilişkin

sorularını yanıtlayan özel operasyonlar ve alçak yoğunluktaki çatışmalardan sorumlu ABD Savunma Bakan Yardımcısı Charles Whitehouse, "Türkiye'nin toprak bütünlüğüne taahhütlerimiz tamdır" dedi.

ABD Başkan Yardımcısı George Bush'un görev talimatıyla Savunma Bakanlığı'nca hazırlanan "terör örgütleri" adlı raporda, yeryüzündeki hemen tüm şiddet yanlısı örgütlerin kimlikleri ve yaptıkları uzun uzun anlatılırken PKK'nın adı bile anılmamıştı.

Edinilen bilgiye göre Amerika'nın yeryüzündeki terör örgütleri konusundaki resmi tutumunu ortaya koymak amacıyla derli toplu bir terör raporu hazırlanması çalışmaları 1987 ortalarında

başladı. Özel operasyonlar ve alçak yoğunluktaki çatışmalardan sorumlu Savunma Bakan Yardımcısı, Büyükelçi Charles Whitehouse yönetiminde kurulan bir komisyon yeryüzündeki terör örgütlerini tek tek incelemeye başladı. Ön elemelerde 200 olarak ortaya çıkan terör örgütleri arasında da PKK da vardı. Ancak sayıyı 50'ye düşürmek amacıyla yapılan ikinci elemelerde ABD Dışişleri Bakanlığı ile de yapılan görüş alışverişinin sonucunda PKK listeden çıkarıldı. Liste dışı kalan bir başka örgüt de Nikaragua Contralar'ı idi. Komisyonun üzerinde karar kıldığı örgütlere ilişkin metin ise Savunma Bakanlığı Askeri İstihbarat Terör Analiz Dairesi tarafından hazırlandı. Yani PKK'nın

liste dışında kalması tesadüflere değil, tamamen bilinçli bir secime dayanıyor.

Komisyon çalışmaları hakkında bilgi veren alçak yoğunluktaki çatışmalar dairesinin sözcüsü Peter Probst, "Bazı grupların listede bulunmaması bir şey ifade etmez" dedi. Bazı İrlanda gruplarının da listede bulunmadığını belirten Probst, "En tehlikeli olanları seçmeye çalıştık" diye konuştu. Bunun, PKK'nın "en tehlikeli olmadığı anlamına mı geldiğinin" sorulması üzerine de "eğer raporu yenilersek listeyi de gözden geçireceğiz, adının listede olmaması onları terörist saymadığımız anlamına gelmez" dedi. Listedeki grupların Amerikan askeri kaygılarını gerektirmesinin de göz önü-

ne alındığını kaydeden Probst ayrıca, "Bütçe ve zaman darlığının" da ince eleyip sık dokumayı önlediğini anlattı. Probst, "Listede coğrafi temsil de olsun istedik" diye ekledi. Probst PKK'nın Doğu Anadolu'da Amerikan radar üssüne saldırıda bulunduğu haberdar olmadıklarını söyledi. Ama sonuç olarak "PKK'nın hangi siyasi nedenle liste dışı bırakıldığını bilmediğini" de vurguladı.

Komisyon Başkanı Charles Whitehouse ise PKK ile Nikaragua Contralar'ı arasında bağlantı kurulmasını gerektirecek bir neden olmadığını söyledi. Bunun üzerine, "Peki o zaman Nikaragua Contralar'ı neden liste dışı bırakıldı" diye sorulunca şu ya-

niti verdi:

"Nikaragua Contralar"ı listede yok, çünkü bizim görüşümüze göre onlar silahlı güç kullanarak siyasi bir değişiklik arzuluyor. Uçaklara patlayıcı madde yerleştiriyor, düzenli bir orduya karşı alçak yoğunlukta mücadele veriyor. Grubun amacı ile o amaca ulaşmak isterken ne kadar Amerikan menfaatlerine zarar verdiği ve Amerikalılara hasmane davrandığı arasında mütaka ayırım yapmak gerek. Ancak bunu söylerken sağcı örgütlerin, yani özgürlük savaşçıları denilen grupların zaman zaman yarattığı şiddet olaylarını onaylıyoruz anlamı da çıkmamalı."

Whitehouse'ın Nikaragua

Contralar'ı konusundaki açıklamaları PKK'nın neden listede olmadığı konusunda da ipuçları veriyor.

ABD'nin Kürt konusundaki tutumu Türkiye'yi uzun süreden beri rahatsız ediyor. Hatta Türk makamları zaman zaman Amerika'nın "Bazı beklentilerin yerine getirilmesi amacıyla yan sorunları kaşındığı" endişesine dahi kapılıyor. Amerika'nın Türkiye'nin toprak bütünlüğüne taahhütleri var. Oysa geçen yıl Washington'da hüsnü kabul gören Kürt lideri Talabani'nin de Türkiye'nin toprak bütünlüğüne kasteden PKK ile "işbirliği anlaşması" var. Türk Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü, Büyükelçi İnal Batu bu açık çelişki-

ye, ABD Dışişleri Bakanlığı 1987 İnsan hakları raporu yayınlandığında sarf ettiği "böyle bir raporun dost ve müttefik bir ülke hükümetince hazırlanışının arkasında yatan saiki anlamak mümkün değildir" cümlesiyle ışık tutuyor. ABD'nin geçen yıl Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Charles Redman'ın ifade ettiği resmi Kürt politikası ise şöyle:

"ABD'nin politikası, Kürtlerin gayelerine barışçı yoldan ve bölgede mevcut devletlerin sınırları içinde kavuşmaları yönündedir. Amerika bu ülkelerin içişlerine karışmaz."

Redman'ın bu açıklaması, ağızdan kaçmış bir cümle değil, aksine Dışişleri Bakanlığının yakın-

doğu Dairesi'nin her sözcüğü dikkatle seçerek hazırladığı bir metin. Kürtlerin kendi haklarını buldukları devletlerin sınırları içinde aramalarını tavsiye etmek bir bakıma o devletlerin içişlerine açık bir müdahale, çünkü böyle bir açıklama, bu kişilerin aranacak hakları olduğunun Amerika tarafından kabul edildiği anlamına geliyor. Bu tasvibin son işareti ise bir başka Kürt grubun geçen günlerde ABD Dışişleri Bakanlığı'na konferans vermeye davet edilmesi oldu. Amerikan yönetimi gerçi bu kez Kürtlerle resmen görüşmedi ancak yine de Dışişleri Bakanlığında konferans verdirek tutumunu ortaya koydu.

ABD'nin Ankara Büyükelçisi Hupe, Dışişleri'ne bilgi verdi

'PKK terörist örgüt'

ABD Ankara Büyükelçisi Strausz Hupe, 'ABD Savunma Bakanlığı'na yayımlanan raporda PKK'ya atıfta bulunulmasını muhtemel bir yanlışlıktan kaynaklandığını, ABD'nin PKK'yı terörist örgüt olarak gördüğünü söyledi.

Cumhuriyet 14.1.89

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — ABD Savunma Bakanlığı'na yayımlanan "Terörist Grupların Tanımı" başlıklı raporda, PKK'nın yer alması üzerine, ABD'nin Ankara Büyükelçisi Robert Strausz-Hupe dün Dışişleri Bakanlığa çağırıldı. Dışişleri, konuya ilişkin yaptığı açıklamada, Strausz-Hupe'nin "Yayında PKK'ya atıf bulunulmasının muhtemel bir yanlışlıktan

kaynaklandığını" belirterek ABD'nin PKK'yı terörist bir örgüt olarak gördüğünü söyledi.

Dışişleri Bakanlığının yaptığı açıklamada şöyle denildi:

"Çocuk-çocuk ayrımı yapmaksızın masum vatandaşlarımıza karşı caniyane katliamlar düzenlediği herkesin malumu olan meşum bir terör örgütünün, ABD Savunma Bakanlığı'nın bahse konu yayınında terörist gruplar arasında zikredilmemiş olması, Türk ba-

sınında ve kamuoyunda haklı tepkinde bulunduğunu, zira ABD'nin PKK'yı terörist bir örgüt olarak gördüğünü resmi planda açıkça beyan ettiğini, nitekim geçtiğimiz Robert Strausz-Hupe bu sabah ağustos ayında, yani bundan kısa Bakanlığımıza davet edilerek bu bir süre önce ABD Dışişleri Bakanlığınca yayımlanan uluslararası kamuoyumuzda ve basınımızda rası terörizm yıllık raporunda da da yansıyan tepkilerimiz dile getirilmiş ve hatanın düzeltilmesi ile nu, bu kez ortaya çıkan hatanın bundan böyle bu gibi durumlara düzeltilmesini teminen anılan ya-mahal verilmemesi talep edilmiş- yının bundan muhtemelen birkaç tir. ABD Büyükelçisi, cevaben Sa-ay sonra çıkacak yeni baskısında vurma Bakanlığının yayınında PKK'ya yer verilmesi için Was- PKK'ya atıf bulunulmasının hington'a gerekli telkinlerde bulu- muhtemelen bir yanlışlıktan kay- nacağına kaydetmiştir."

Pentagon, Hüriyet'e açıkladı:

'PKK, terör örgütüdür'

● Savunma Bakanlığı'nın bir sözcüsü, "Hazırladığımız raporda PKK'ya yer verilmemesi, bu örgütün, Amerikan vatandaşlarını doğrudan tehdit etmemesinden kaynaklanmaktadır. Bizim için PKK kesin olarak bir terör örgütüdür" dedi.

Sedat ERGİN bildiriyor

WASHINGTON, (Hürriyet) — ABD Savunma Bakanlığı (Pentagon) tarafından hazırlanan ve dünyadaki terörist grupların kimliklerini anlatan "Terörist Grupların Profilleri" başlıklı raporda, PKK'dan söz edilmemesinin yankıları süzülürken, Pentagon, PKK'yı bir terörist örgüt olarak değerlendirdiğini, ancak raporun bütün terörist grupları kapsamadığını bildirdi.

ABD Savunma Bakanlığının bir sözcüsü, "Hürri-

yet'in konuya ilişkin sorularını yanıtlarken, "Kürdistan İşçi Partisi (PKK) ABD Savunma Bakanlığı tarafından bir terör örgütü olarak görülmektedir. Bununla birlikte Savunma Bakanlığı söz konusu raporu hazırlarken, raporun dünyadaki bütün terör örgütlerini kapsamaması gibi bir amaç gütmemiştir. Rapor, ABD çıkarlarını ve Amerikan vatandaşlarını tehdit eden ya da tehdit etme potansiyeline sahip bulunan terör örgütlerini konu almaktadır. Bu du-

Hürriyet 14.1.89

rum, bundan sonraki raporlarda, listeye ilk raporda yer almayan örgütlerin dahil edilmeyeceği anlamına gelmez" şeklinde konuştu.

ABD Savunma Bakanlığı, bu açıklamasıyla PKK'ya Amerikan çıkarlarına tehdit oluşturan bir örgüt olarak görmediğini belli etmiş oldu. Bununla birlikte PKK'nın, 1986 yılında Güneydoğu Anadolu'daki bir NATO radar üssüne roketatarlarla saldırdığı bir başka Amerikan belgesinde, ABD Dışişleri Bakanlığının hazırladığı, 1988 Ocak tarihli terör raporunda belirtiliyor.

ABD'nin yeni Başkanı George Bush'un sözleriyle

yayımlanan ve Pentagon'un "Özel Operasyonlar ve Düşük Yoğunlukta Savaş" Dairesi tarafından hazırlanan "Terörist Grupların Profilleri" başlıklı rapor, ABD Dışişleri ile Savunma Bakanlıklarının raporlarında, PKK konusunda bir farklılık ortaya koydu. Bunun nedeni, ABD Dışişleri Bakanlığının her altı ayda bir yayınladığı terör raporlarında, PKK'nın faaliyetlerine de yer veriyor olması. Son olarak ABD Dışişleri Bakanlığı Karşı Terörizm Dairesi Başkanı Büyükelçi Paul Bremer, bundan kısa bir süre önce "Hürriyet'e verdiği bir demette, PKK'yı "çok tehlikeli" bir terör ör-

gütü olarak gördüklerini bildirmiş ve PKK terörüne karşı Türk makamlarıyla işbirliği yaptıklarını açıklamıştı.

Öte yandan, ABD Savunma Bakanlığı'nın terör raporunun Türkiye açısından rahatsızlık konusu olabilecek bir başka yönünü de ASALA ve "Adalet Soykırımı Komandoları" adlı

Ermeni terör örgütlerine ayrılan bölümde, Doğu Anadolu'dan "Tarihi Ermenistan" olarak söz edilmesini oluşturuyor. Raporda yer alan bir haritada, bugünkü Sovyet Ermenistan Cumhuriyeti ile Türkiye'nin Doğu Anadolu topraklarını kapsayan bir alan "Tarihi Ermenistan" diye tanıtılıyor.

Cumhuriyet 14. 1. 89



Doğu'nun ambulansı

Günü gününe uymayan hava koşulları, özellikle yurdun batı kesiminde yaşayanları şaşkına çeviriyor, ancak Doğu'nun tek değişmeyen görüntüsü, göz alabildiğine uzanan beyazlık. Bitlis ve çevresine bir karaba-

san gibi çöken kar ve tipi nedeniyle yolu kapanan köylerde "kızaklı yaşam" yine vazgeçilmez ulaşım aracı. Deliklitaş Köyü'nde rahatsızlanan Sait Türkmən adlı köylü, kızakla hastaneye yetiştirilmeye çalışılırken bir köylü de olası bir kurt saldırısına karşı silahlı omuzda tetikte bekliyor. (Fotoğraf: AA)

Hürriyet 14.1.89

Washington, Kürt lidere yüz vermedi

WASHINGTON, (Hürriyet) - Amerikan Yönetimi, Washington'da bulunan ve Kuzey Irak'taki 6 Kürt partisinin bir araya gelerek oluşturduğu "Irak Kürdistan Cephesi"nin liderlerinden Dr. Mahmud Osman'ın görüşme önerisini geri çevirdi. Ancak Dışişleri Bakanlığı'nda düzenlenen "açık forum"da konuşması için kendisine kapıyı açtı.

ABD Dışişleri Bakanlığı'nun Dr. Mahmud Osman karşısında aldığı bu tutum, geçen mayıs ayında Washington'a gelen Kürt hareketinin önde gelen liderlerinden ve aynı cephenin üyesi olan "Kürdistan Yurtsever Birliği" Lideri Celal Talabani'ye gösterdiği kabul düzeyinin gerisinde kaldı.

"Irak Kürdistan Cephesi" liderliğinde Kürdistan Sosyalist Partisi'ni temsil eden Dr. Mahmud Osman, ikili görüşme yapamamasına karşılık "açık forum"a katılarak ABD Dışişleri Bakanlığı'na ayak basma ve bu çatı altında sınırlı bir gruba Irak'taki Kürt hareketinin durumu ve Saddam Hüseyin rejiminin Kürtlere dönük uygulamaları konusunda bilgi verme imkânını elde etmiş oldu.

Dr. Mahmud Osman, açıklamaları sırasında ABD'nin "Kürt politikası"nın eleştirdi ve Washington'un Kürtlere dönük politikasının Türkiye ve Irak'la ilişkilerinin ipoteği altında olduğunu söyledi. Dr. Osman, bu konuda "ABD'nin Kürtlere bakış, Kürtlerin in-

san haklarıyla sınırlı durumda. Bunun ilerisine gitmiyorlar. Eğer giderlerse, Türkiye ve Irak'la ilişkilerinin bundan etkilenmesinden çekiniyorlar.

Nitekim, Irak Kürdistan Birliği yöneticisinin Washington'daki temaslarında ağırlık, Kongre'ye kaydı. Dr. Osman, Washington'da bulunduğu süre içinde, Kongre'de gerek Temsilciler Meclisi, gerek Senato kanatlarında dış ilişkiler komitelerinin danışmanlarıyla ikili görüşmelerde bulunarak Kuzey Irak'taki durum hakkında bilgi verdi.

Dr. Osman, bir başka sorumluz üzerine, Türkiye'nin "Kürt politikası"nın da "çifte standart" olarak nitelendi. Kürt lider "Mülteciler-

lere kapılarını açtığı için Türk Hükümeti'ne müteşekkiriz. Nitekim Sayın Özal'a bir mesaj göndererek teşekkürlerimizi ilettik. Ancak Türkiye de Irak'taki çıkarları nedeniyle Irak'ın kimyasal gaz kullandığını söylemedi. Ayrıca Türk Hükümeti'nin 'Türkiye'de Kürt yoktur' şeklindeki yaklaşımına katılmamız da mümkün değil. Ben Türkiye'deki Kürtler adına konuşmam. Ancak Türkiye'deki Kürtlerin de ulusal, kültürel, siyasi ve idari haklarının tanınması gerekir" diye konuştu.

Dr. Osman, PKK ile resmi ilişkileri bulunmadığını, ancak Kürtler olarak doğal ilişkiler bulunduğunu da belirtti

Hürriyet 14.1.89



"TÜRKİYE'YE MINNETTARIZ..." Irak'taki köylerine 1.5 yıl önce atılan bomba sonucu yüzü tanınmayacak duruma gelen Hacer, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği tarafından Diyarbakır'dan Ankara'ya uçakla gönderildi. Küçük Hacer'in eski yüzüne kavuşmasına az süre kala baba Abdülmecit Resit, "Türkiye'ye minnettarız" dedi.

Peşmerge kızına, Hacettepe'de tedavi olanağı... Hacer'e, 'Devlet Baba' desteği

İhsan DÖRTKARDES

DIYARBAKIR, (hha) - Bir Irak uçağının köylerine attığı bomba sonucu yüzü yanarak tanınmayacak hale gelen, daha sonra sınırı geçip Türkiye'ye sığınan peşmergeler arasında yeralan dört yaşındaki Hacer Resit, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği tarafından tedavisi için Ankara'ya gönderildi.

Ünlü Alman Stern Dergisi'nin "Napalm kurbanı Kürt çocuk" diyerek fotoğrafını yayınladığı ve öyküsünü anlattığı Hacer Resit'i bu yayından kısa süre sonra Hürriyet ekibi Mus'taki peşmerge kampında babası Abdülmecit Resit ile birlikte bulmuştu. Küçük Hacer ile ilgili yayınımsız tıp çevrelerinde büyük ilgi ile karşılanmış. Fransız Pasteur Hastanesi plastik cerrahlarından Dr. Oya Bayrı, peşmerge çocuğunun yüzünün bir kaç ameliyattan sonra eski haline geleceğini söylemişti. Bu arada aynı hastanenin anestezi uzmanları ile doktorları da Hacer'in estetik ameliyatını seve seve üstleneceklerini duyurmuşlardı.

Bombanın etkisiyle yüzü tanınmayacak hale gelen Hacer'le ilgili gelişmeler sürerken konuya Olağanüstü Hal Bölge Valiliği eğildi.

Hacer'in yüzündeki yanık izlerini yoketmek amacıyla Olağanüstü Hal Bölge

Valisi Hayri Kozakçioğlu, devreye girdi. İstanbul'daki Fransız Pasteur Hastanesi'nde tedavi edilmek istenen küçük Hacer'in ilk muayenesi, Diyarbakır'daki Dicle Üniversitesi Tıp Fakültesi'nde gerçekleştirildi. Bu-

radaki görevliler, peşmerge çocuğunun tedavisinin Hacettepe Üniversitesi Tıp Fakültesi Plastik ve Rekonstrüktif Anabilim Dalı'nda yapılmasının daha doğru olacağını öne sürdüler. Bunun üzerine Bölge Valisi Kozakçioğlu, Ankara ile temasa geçti. Hacer Resit'in tümü tedavi giderlerinin Bölge Valiliği'nce karşılanması benimsendi. Küçük peşmerge dün babası ile birlikte Ankara'ya gönderildi.

"DEVLETE ŞÜKRAN BORÇLUYUZ"

Havaalanı'nda gazetecilerin sorularını yanıtlayan küçük Hacer'in babası Abdülmecit Resit, olayın 1.5 yıl kadar önce Irak'ın Umadiye Kenti'nin Süpeyizr Köyü'nde gerçekleştiğini, sal-

dırıda üç çocuğunu birden kaybettiğini, bu yavrusunun da olayın izini yüzünde taşıdığını belirterek, "Allah, Türkiye'ye zeval vermesin. Yeni bir insanlık örneği sergiliyorlar. Yavrumu eski haline getirecekler. Peşmergeler olarak, devlete şükran borçluyuz" dedi.

Babası ve Bölge Valiliği'nden iki görevliyle birlikte Ankara'ya getirilen peşmerge Hacer, yüzündeki bomba yanığı izlerinin giderilmesi amacıyla Hacettepe Hastanesi'ne götürüldü.

Hacer'in ilk muayenesini yapan Plastik Cerrahi Anabilim Dalı Başkanı Profesör Dr. Güler Gürsu, "Plastik cerrahide yapılması zor olan işler vardır. Bunlar-

dan biri de, yanmış kulağı eski haline getirmektedir. Bu bakımdan, Hacer çok şanslı. Onun kulaklarında yanık yok. Aynı şekilde, kemik yanığı da bizi çok uğraştırır. Hacer'in yüz kemiklerine işlemiş bir yanık da görülmüyor" dedi.

Hacer'in yüzünü birkaç etapta eski haline getirmeye çalışacaklarını kaydeden Profesör Dr. Güler Gürsu, An-

kara Hürriyet Bürosu'ndan Yeşim Ersoy'a şunları söyledi:

"Bana inanın, dış görünüşünün çirkin ve farklı olmasına rağmen, Hacer'in yüzünde fazla bir hasar yok. Bu tip yanıkların tedavisinde ve ameliyatında, mükemmele yakın başarı elde edilir."

HACER'İN YÜZÜ SİL BAŞTAN

Plastik Cerrahi Anabilim Dalı öğretim üyelerinden Profesör Dr. Yücel Erk de, büyük bir olasılıkla gelecek hafta gerçekleştirilecek ameliyatla ilgili olarak, şunları söyledi:

"Hacer'in göz kapaklarını, burnunu ve ağzını sil baştan deyip, yeniden ya-

pacağız. Sanırım gözleri korumak amacıyla öncelikle göz kapaklarını eski haline getirmeye çalışırız. Daha sonra, ağız düzeltilir. Son olarak da kulaklardan veya yanığın yanmamış bölümlerinden alacağımız dokularla, Hacer'in yok olan burun kanatlarını yaparız. Bunların hepsi bittikten sonra da, estetik amaçla yüzün derisine müdahale edilir."

Cumhuriyet 16.1.89

Batman ve Silvan'da 500 kişi sorguda

Büyük gözaltı

Batman'da aralarında SHP ilçe yöneticilerinin de bulunduğu 200 kişinin gözaltına alınmasından sonra Diyarbakır'ın Silvan ilçesinde de aralarında iki çocuğun da bulunduğu 300 kişi bir haftadır sorguda.

PKK'ya yardım ya da yataklık iddiasıyla gözaltında tutulanlara 'SHP ile ilgileri' konusunda da sorular sorulduğu öğrenildi. Gözaltındaki bir gazete bayii dışarıya ulaştırdığı mektubunda işkenceye uğradığını, öne sürdü. Uluslararası Af Örgütü, İçişleri Bakanlığı'ndan gözaltındakilerin durumuna ilişkin güvence istedi.

BATMAN/DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Başta Batman olmak üzere Siirt'in merkez ve öbür ilçelerinde yaklaşık 200 kişinin gözaltına alınmasından sonra Diyarbakır'ın Silvan ilçesinde de arasında 12 ve 14 yaşlarında iki çocuğun da bulunduğu 300'e yakın kişi gözaltına alındı. Yoğun gözaltı olayları üzerine "acil başvuru metni" hazırlayan Uluslararası Af Örgütü, İçişleri Bakanlığı'na başvurarak gözaltındakilerin sağlıklarının iyi olduğu ve işkence görmediklerinin garanti edilmesini istedi. ABD Adana Konsoloslukluğu yetkililerinin de gözaltı olaylarıyla ilgilendikleri bildirildi. Siirt'te gözaltına alınanlardan altısı daha, önceki akşam çıkarıldıkları mahkemeye salıverilirken gözaltındaki gazeteci Sabri Daş, dışarıya ulaştırabildiği mektupta işkence gördüklerini öne sürdü. "PKK'ya yardım ve yataklık" gerekçesiyle gözaltına alındıkları bildirilen bazı SHP

üyelerine sorgulamaları sırasında "SHP ile ilgili" sorular sorulduğu öğrenildi.

Batman ve Siirt'teki gözaltılar sürerken 7-8-9 ocak günlerinde Diyarbakır'ın Silvan ilçesinde ve köylerinde de bir dizi operasyon yapıldı. Operasyonlarda gözaltına alınan yaklaşık 300 kişinin arasında 12 yaşındaki Murat Yazlık ile 14 yaşındaki Fırat Yazlık adlı iki çocuğun da bulunduğu bildirildi.

Güneydoğu'da son haftalarda ki yoğun gözaltılar üzerine harekete geçen Uluslararası Af Örgütü hazırladığı "acil başvuru metni"ni İçişleri Bakanı Mustafa Kemal ile Siirt Valisi Atilla Koç'a gönderdi. Örgütün mektubunda gözaltındakiler arasında Petrol-İş Batman Şube Başkanı Ahmet Timurtaş ve SHP Batman İlçe Başkanı Salih Aktan ile Mehmet Kara, Şükrü Ekinci, Mehmet Şirin Aytakin, Beşir Kurt ve Şükrü Gök

Hürriyet 15.1.89

İki polis şehit edildi

CİZRE, (Mardin) — İlçe merkezinde devriye görevi yapan polis otosuna ateş açıldı, iki polis şehit oldu. Olay saat 14.00 aralarında meydana geldi. Cizre İlçe Emniyet Amirliği'nde görevli polis memurları Necip Ün'le Muammer Gence, kimlikleri belirlenemeyen otomatik tüfeklerle açtığı ateş sonucu şehit düştüler. İdil ilçesine çıkan karayoluna bitişik sokakta meydana gelen olaydan sonra, Cizre'de güvenlik önlemi alındı. Bu yıl bölgede güvenlik güçlerine karşı girişilen ilk eylem olan saldırıyı PKK'nın düzenlediğinin sanıldığını belirten yetkililer, soruşturmanın sürdüğünü belirttiler.

gibi SHP yönetici ve üyelerinin bulunduğu bir otomobilin bir tarafından bölündüğü belirtilerek gözaltı suretlerinin uzunluğuna dikkat çekildi.

Mektupta ayrıca hava sıcaklığının Batman'da eksi on derece olduğuna ve Türkiye'ni her türlü kötü muamele ve işkenceye karşı sözleşmeyi imzaladığına dikkat çekilerek şöyle denildi:

"İşkence iddiaları 1983'te yönetimin sivil hükümete geçmesinden beri devam edegelmektedir. Gözaltındaki kişilerin sağlıklarının iyi olduğu ve işkence görmedikleri ailelerine ve avukatlarına garanti edilmelidir."

6 kişi salıverildi

Gözaltına alınanlardan 7'si daha önceki akşam Siirt Cumhuriyet Savcılığı'na getirildi. Aralarında Siirt Belediye Başkan aday adayı doktor Ekrem Bilek'in kardeşi Nevaf Bilek'in de bulunduğu 6 sanık polisleri fedakarlığına karşın mahkemeye sevk edildi. Mahkeme, sanıklardan Abdülbari Kapalıgöz'ü tutuklarken imam Ahmet Yaş, Eruh'un Ekinyolu muhtarı Resul Nas ile SHP üyeleri Nevaf Bilek, Ali Oktay, Sıtkı Batur ve Mehmet Ali Akın'ı salıverdi. Böylece son bir hafta içinde salıverilenlerin sayısı 20'yi buldu.

180 kişi kaldı

Son üç hafta içinde yapılan ve çoğunluğu SHP üyesi ve yöneticisi olmak üzere 200 dolayında kişinin gözaltına alındığı Batman

başta olmak üzere Siirt merkez ve öbür ilçelerinde savcılığa sevk edilen 20 kişiden sadece biri tutuklandı. Bilindiği gibi, hafta başında Siirt ve Batman'da mahkemeye çıkarılan 14 SHP üyesinin tümü serbest bırakılmıştı. Bu durumda Siirt ve Batman'da halen 180 kişinin gözaltında olduğu sanılıyor.

'İşkence görüyoruz'

Bu arada, gözaltına alınanlardan Kozluk Gameda Bayii ve Hürriyet Haber Ajansı muhabiri Sabri Daş, dışarıya ulaştırıldığı

mektubunda işkence ve kötü muamele altında sorgulandıklarını öne sürdü. Daş, mektubunda, "Burası çok soğuk. Gözaltında 20 günümüzü doldurduk. Buradaki durumları yazın kış soğusuna yaşıyorduk. Kâbusun önüne geçtin" dedi.

Yetkililer gözaltına alınan herkesi hakkında açıklama yapmazken gözaltındakileri "PKK'ya yardım ve yataklık" gerekçesiyle sorgulandıkları bildirildi. Ancak, gözaltına alınan SHP üyelerine sorgulamaları sırasında "SHP'ye niçin üye oldukları, kim tarafın-

dan üye kaydedildikleri ve ne tür çalışmalarında buldukları" gibi sorular sorulduğu da öğrenildi.

Yoğun gözaltılar üzerine ABD'nin Adana Konsolosluğu yetkililerinin de incelemelere başladığı öğrenildi. Konsolosluk yetkililerinin gözaltındaki SHP İlçe Başkanı Salih Aktan ile Petrol-İş Sendikası Şube Başkanı Ahmet Timurtaş'ın Batman'daki yakınlıklarını arayarak gözaltı olayları hakkında bilgi istedikleri, daha sonra valilik ve emniyet müdürlüğüne telefon ettikleri bildirildi. Diyarbakır'ın Silvan ilçesinde-

ki yoğun gözaltılar üzerine SHP Milletvekili Fuat Atalay dün Ceyhan'a gelerek inceleme başlattı. Atalay bugün, İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli'nin yanlaması istemiyle de TBMM Bakanlık'na bir soru önergesi verdiğini söyledi.

SHP Mardin Milletvekili Anan Ekmen başkanlığındaki İstanbul Milletvekili Ali Hayat Doğan ile Mardin Milletvekili Ahmet Türk'ten oluşacak SHP heyetinin de yarın Batman'a gider inceleme başlatılacağı öğrenildi.

Cumhuriyet 17.1.89

Güneydoğu'daki 'büyük gözaltı'ya sert tepki

İnönü: Baskı dursun

SHP Genel Başkanı, Güneydoğu'da partili bazı yerel yöneticilerin "PKK'ya yardım" kuşkusuyla gözaltına alınmasını eleştirdi. Gözaltı olaylarının Eruh, Şırnak ve Bismil'le, Cizre'de yaygınlaştığı öğrenildi.

ANKARA (Cumhuriyet Büro) — SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Güneydoğu'da Batman, Silvan ve Cizre ilçelerinde SHP'li bazı yerel yöneticilerin ve üyelerin "PKK'ya yardım" şüphesiyle gözaltına alınmaları ve daha sonra bırakılmalarını eleştirdi. İnönü, olayın tehlikeli olduğuna işaret ederek, tam yerel seçim öncesinde ortaya çıkan bu olayla yanlış izlenim vererek seçim olanaklarının daraltılmak istendiğini vurguladı.

İnönü, dün parlamentoda bazı partili yöneticilerle düzenlediği basın toplantısında, 100'ü aşkın sayıda vatandaşın niçin gözaltına alındıkları yolunda müphem açıklamalar yapıldığını belirterek, Batman'da Petrol-İş Sendikası'nın yerel örgüt başkanlığını yapan kişinin de gözaltına alındığını

anlattı. PKK'ya yardım iddiası ile gözaltına alınan bu kişilerin mahkemeye çıkarılmadıklarına dikkat çeken İnönü, bir kamu ve bir izlenim yaratılmaya çalışıldığını, bu kişilere niçin SHP'li olduklarının sorulduğunu belirtti.

SHP'nin herhangi bir gizli örgütle ilişkisi bulunmadığını kaydeden İnönü, yerel seçimlerden vatandaşların çok şey beklediklerini, güvenlik güçlerinin görevinin de bunu kolaylaştırmak olduğunu söyledi.

İnönü, konuyu yerinde incelemek üzere MYK üyesi Halil Ak-yüz ile milletvekilleri Adnan Ekmen ve Haydar Erdoğan'ın yöre-

ye giderek incelemelerde buluncaklarını bildirdi.

ANAP'ı kollama

İnönü, eski Genel Sekreter Yardımcısı Ali Topuz'un, "SHP'de bölücüler ve komünistler bulunduğu" yolundaki iddialarıyla bu olayın bağlantısının kurulup kurulamayacağı yolundaki bir soruyu yanıtlarken, hiçbir ilgisinin bulunmadığını söyledi. "Buna benzer olaylar daha önce de olmuştu. ANAP'ı kollama yönünde bir davranış. Artık bu olayların bitmesini istiyoruz" dedi. İnönü, bu tür davranışların sonucu, baskı ve işkence şikâyetlerinin de canlandığını söyledi.

Gözaltı dalgası yayılıyor

Diyarbakır ve Siirt'teki Cumhuriyet muhabirlerinin bildirdiğine göre başta Batman olmak üzere Siirt'in merkez ve diğer ilçeleriyle, Diyarbakır'ın Silvan ilçesindeki gözaltıların Güneydoğu'daki diğer ilçelerde de yaygınlaştığı öğrenildi. Siirt'in Eruh, Şırnak, Kozluk, Sason, Hakkâri'nin Uludere ve Çukurca, Diyarbakır'ın Bismil ilçelerinde çok sayıda kişi gözaltına alınırken, güvenlik güçlerinin operasyonları sırasında, bazı evlerin kapı ve pencerelerini kırıldığı, köylüleri köy meydanlarında toplayarak sıra dayatılmasına geçirdiği ve gözaltındakilere işkence yapıldığı öne sürüldü. Bölgede incelemeler yapan SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, "Güneydoğu'daki gözaltı dalgası" ile ilgili olarak İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli'nin yanıtlaması iste-

miyle TBMM Başkanlığı'na soru önergesi verdi.

İki itirafçı PKK'lının ifadeleri üzerine başlatıldığı belirtilen operasyonlarda Batman ve Silvan'dan sonra Siirt'in Eruh, Şırnak, Mardin'in Cizre ve Diyarbakır'ın Bismil ilçelerinde de çok sayıda kişinin gözaltına alındığı bildirildi. Bir süre önce iki polis memurunun öldürüldüğü Cizre'de 300, Eruh'ta 100, Şırnak'ta 40, Bismil'de de 35 kadar kişinin gözaltına alındığı bildirildi. Eruh'ta gözaltına alınanlardan Payamlı köyünden muhtar Abdullah Sayın ile Uzman Yılmaz'ın sağlık durumlarının ağır olduğu, ikisinden birinin öldüğü öne sürüldü. Ancak Eruh Kaymakamı Saffet Karahisarlı söz konusu iddianın asılsız olduğunu, her iki sanığın da tutuklandığını söyledi.

Toplu dayaklar

Yoğun gözaltına alma olayları üzerine bölgeye gelen SHP milletvekilleri Fuat Atalay ile Mehmet Kahraman Diyarbakır ve çevresindeki incelemelerini sürdürüyorlar. Fuat Atalay, Silvan'ın Yolarası ve Pirhasan, Bismil'in de Başköy'ünde yaptığı incelemeler sırasında gördüğü yurttaşların operasyonlarda güvenlik güçlerinin çok kötü davrandıklarını anlattıklarını belirtti.

Silvan'ın Yolarası Köyü'nden Gülsüm Yağızlık (35) Fuat Atalay'a eşi Abdülkadir Yağızlık'la birlikte 12 ve 14 yaşlarında iki çocuğunun gözaltına alındığını anlattıkları sunuları söyledi:

"7 ocak gecesi saat 12.00 ile 01.00 arasında kapı çalındı. Güvenlik görevlileri bağırıp çağırarak içeri girdiler, eşimi bulamayınca 10 yaşındaki Nevzat, 12 yaşındaki Murat ile 14 yaşındaki oğlum Ferhat'ı ve beni dövdüler. Korkudan ağlayan ço-

çukularımı tekme ve tokatla dövdükleri yetmiyormuş gibi ayaklarına ateş ettiler. Daha sonra bir akrabamızın evinde olan kocam Abdülkadir'i getirip köy halkını topladıkları benzin istasyonuna götürdüler. Orada dövdükten sonra üzerinde külotu hariç çıplıplak soydular. Üzerine mazotlu soğuk su döktüler. Sonra iki oğlumla birlikte kocamı gözaltına aldılar."

Fuat Atalay Diyarbakır Emniyet Müdürü Necdet Menzir'in yönettiği operasyonlarda Yağızlık kardeşlerin dışında Bismibarköy'ünden 15 yaşlarındaki Ali Çapraz, Hanifi Kaya ve Silvan'ın Pirhasan Köyü'nden 12 yaşındaki Bahattin Yağın adlı çocukların da gözaltına alındığını belirterek izlenimlerini şöyle anlattı:

"Bismil ve Silvan ilçelerindeki operasyonlarda bazı köylülerin evlerinin pencere ve kapıları kırılıp ve akla gelmeyecek şiddet kullanılmıştır. Bütün bölgede yaşayan insanlar potansiyel suçlu muamelesi görmüş, aramada gelişigüzel olarak insanlar dayaktan geçirilmiştir. Bu operasyonun arkasında hangi neden olursa olsun, hiçbir yetkili bu nedenleri gerekçe gösterip halka terör ve şiddet kullanamaz. Son bir yıl içerisinde TBMM'de imzalanan uluslararası anlaşmalara rağmen bu uygulamaların giderek yoğunluk kazanmasından üzüntü duyuyoruz. Bölgede insan hakları sorumsuzca ihlal edilmektedir. Konunun peşini bırakmayacağız."

Gaziantep'te

Öte yandan, Gaziantep'te de önceki akşam üç SHP üyesinin gözaltına alındığı bildirildi. Şahinbey İlçe Gençlik Komisyonu Başkanı Kamal Yıldız, Gençlik Komisyonu Üyesi Mehmet Yılmaz, DDD işçisi ve SHP Üyesi Nuri Kaplan'ın evlerinden alarak götürülen siyasi polis ekiplerinin tutumunu eleştiren SHP İl Başkanı Mehmet Aydın, "Arkadaşlarımızın bir soruşturma nedeniyle gözaltına alındığı bildiriliyor. Ama asıl amaç bize gözdağı vermektir" dedi.

NOTLAR

Bul itirafçıyı

CELAL BAŞLANGIÇ

ADANA — "Gözaltı dalgası"nın başlaması için, öncelikle uygun bir "itirafçı sanık" gereklidir. Pişmanlık Yasası'ndan yararlanmak isteyen "itirafçı", bir kahvede oturup çay içtiği kişiden, yolda selam verdiğine kadar herkesin adını sayar, döker can havliyle. Güvenlik görevlileri de alırlar ellerine telefon rehberi gibi "zanlı listesi"ni, başlarlar birer ikişer toplamaya.

Eğer, uygun bir "itirafçı sanık" yoksa, "gözaltı dalgası" için eli silahlı, ayağı şalvarlı iki kişi de yeterli olabilir. "İstihbarat kaynakları", iki PKK militanının (elinde silah, ayağında şalvar varsa, mutlaka öyledir) uğradığı, yemek yediği köylerin "duyum"unu verir. O zaman köyde herkes zanlıdır. Ancak o köyde konuştuıkları kişiler de ihbar edilmişse, onların oturdukları ev "nokta"dır.

Artık gerisi kolay. Bir sabaha karşı köyün çevresi sarılır. "Nokta" evlere kapı pencere kırılarak girilebilir. Bir görevli megafonla duyuru yapıp köydeki tüm kadınların ve erkeklerin (çocuklar da-

hil) alanda toplanmasını ister. Sabaha karşı, Güneydoğu'da bir dağın tepesinde ya da eteklerindeki yerleşim biriminin insanları köy alanında, kadınlarının önünde sıra dayğından mı geçirilirler, yoksa avuçları açtırılıp ellerine birer sopa mı vurulur, bu oradaki görevlinin insafına kalmıştır. "Zanlı" köyden kaç erkeğin götürüleceği de elbette oradaki görevlinin "yufka yüreği"ne bağlıdır. Sonrasını Allah bile bilmez. Çünkü götürüldükleri yerlerde biraz canı acıyacak olsa "Allah" diye bağırıp kalkınca, sürekli kendisine "Burada yoktur" diye hatırlatılır.

Bazı durumlarda herhangi bir "ihbar", "duyum" ya da benzeri bir şeyin olması da gerekemeyebilir. Batman'da olduğu gibi...

Polis, Argun Ailesi'nin evini basmış, arıyordu. Masanın üzerinde Hasan Hüseyin'in bir şiir kitabını gördüler. "Kim ilgileniyor" sorusuna, bir gün önce Batman'a gelen Ankara Üniversitesi öğrencisi Serhat Argun "Ben" yanıtını verince, evi arayan polisler, "Sen de gel bakalım" deyip babasıyla birlikte gözaltına aldılar.

Serhat Argun, bir haftayı aşkın süredir Batman'da gözaltında; diğer elli kişiyle beraber. Suçları belli: "Şiirle ilgilenmek, üniversitede okumak, elbette en önemlisi de Güneydoğulu olmak. Bu kadar

delili yörede görev yapan polis bir arada bulunca, adamı gözaltına almayı ne yapısın! Öyle bir gözaltına alırsın ki, savcıdan on beş gün süre bile uzattırır; o da yetmezse Olağanüstü Hal Yasası'na dayanıp, ikinci bir süre uzatması alır da hiç suçun olmasa bile, bir aydan fazla tutamazsın vakayı.

Eşi ve oğlu gözaltına alınan Bedla Argun, Batman Kaymakamlığı'na bir dilekçe vermiş, "Oğlumun üniversite öğrencisi olması, götürülmesi için yeterli görülmemiştir. Ankara'dan bir gün önce gelmiştir. Evde olmaması veya üniversitede öğrenci olmaması durumunda gözaltına alınmayacaktır" diye. Ne yazar ki, elde bu kadar 'delil' varken kolay kurtulur mu? Hakkında hiçbir delil olmayanlar bile o kadar yattıktan sonra... Hiçbir şey yapmasa SHP'ye oy vermiştir. Eğer yaş tutmuyorsa, zamanı gelince mutlaka SHP'ye oy verir... Bu da yeter de artar bile. Valilerin demeci bile bu saptamayı doğrulayabilir.

Bundan tam bir yıl önce 9 Ocak 1988 tarihli "Cumhuriyet"te bir haber: "Siirt'te 57 gözaltı...", tam bir yıl sonra, 11 Ocak 1989'da "Cumhuriyet"te bir haber: "Batman'da 50 SHP'li gözaltında!..

Bir yıl önceki haberde yer alan "Gözaltındakiler SHP'li" unsuru- no zamañki Siirt Valisi Selami Teker, "Gözaltında SHP'liler var-

sa, bu tesadüften kaynaklanıyor" diye yalanlıyor. Tam bir yıl sonraki gazetede yer alan "SHP'liler gözaltında" unsuru için, Teker'den sonra Siirt'e vali olan Atilla Koç da 13 Ocak 1989 tarihli "Cumhuriyet"te, "Gözaltına alınanlar arasında SHP'lilerin bulunması tesadüftür" diyor.

Bu ne tesadüfse!..

Güneydoğu'da "gözaltı dalgası" yerel seçimlere birkaç ay kala giderek yayılıyor. Gözaltı ve işkence savları Diyarbakır'ın Bismil ve Silvan, Siirt'in Merkez, Kozluk, Batman, Eruh ve Sason, Mardin'in Cizre, Hakkâri'nin Uludere ve Çukurca ilçelerinde yoğunlaşıyor.

"Gözaltı dalgası"na ise SHP Genel Merkezi "duyarlı yaklaşmak"ta gecikmişti. Geçen yıl böyle bir olaya anında heyet gönderen, SHP, bu kez işi ağırdan almıştı. Uluslararası Af Örgütü Türkiye Masası Şefi Helmut Oberdieck, Londra'dan Batman'a, parti genel merkezinden daha çabuk ulaşmıştı.

Güneydoğu insanını gözaltına almak kolaydır. Bunun için bir itirafçı sanık ya da eli silahlı, ayağı şalvarlı iki kişi yeterli olabilir. Zor olansa, Güneydoğu insanına sahip çıkmak, suçluları ararken insani ölçülerden vazgeçtik, hiç değilse devletin imzaladığı uluslararası anlaşmalardaki asgari koşullara uymaktır.

Cumhuriyet 18.1.89

İnönü verdiği demeçte işkence konusunda kuşkularının bulunduğunu söyledi
'Güneydoğu'da gözaltı' BBC'de

SHP lideri, "Gözaltındakilere niçin SHP üyesi oldukları sorulmuş. Kimlerin kendilerini SHP üyesi olmaya ikna ettiği veya üye olmaları için zorladıkları sorulmuş. Bu yaklaşım, SHP'ye yerel seçimlerde oy verilmemesi için baskı uygulandığı izlenimini veriyor" dedi.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Güneydoğu'da Batman, Silvan ve Cizre ilçelerinde SHP'li bazı yerel yönetici ve üyelerinin "PKK'ya yardım ettikleri" zannıyla gözaltına alınmalarını eleştirdi. Önceki gün saat 24.00'te yayımlanan haber bülteninden sonra BBC muhabirinin telefon ile İnönü'ye sorduğu sorular ve İnönü'nün

yanıtları şöyle:

"Güneydoğu'daki gözaltına almalar hakkında bilgi vermişsiniz?

İNÖNÜ — Birçok insan bazı ilçelerde haftalardır gözaltında tutuluyorlar. Yerinde incelemelerde bulunmaları için bir grup milletvekilimizi yöreye göndermek zorunda kaldık. Bu insanlar yasadışı

PKK örgütü ile ilişki içinde bulunmaktan suçlanıyorlar. Partimizin, bırakın ülkenin bölünmesini savunan PKK'yi, hiçbir yasadışı örgüt ile ilişkisi yoktur. Öte yandan gözaltına alınanlar arasında partimizin üyeleri de bulunuyor. Bunlar bir süre sonra serbest bırakılmış olmalarına rağmen, insanların, SHP üyelerinin niçin bu suçlamalarla gözaltına alındıklarını, SHP üyesi olmanın tehlikeli olup olmadığını, yerel seçimlerde SHP'ye oy vermenin tehlikeli olup olmadığını sordukları bir atmosfere yol açılmış bulunuyor.

"Gözaltına alınanlardan bazıların serbest bırakıldıklarını söylediniz. Gözaltındayken kendileri-

ne nelerin sorulduğunu söylediler mi?"

İNÖNÜ — Niçin SHP üyesi oldukları sorulmuş. Kimlerin kendilerini SHP üyesi olmaya ikna ettiği veya üye olmaları için zorladıkları sorulmuş. Beklentilerinin ne olduğu sorulmuş. Bu yaklaşım, SHP'ye yerel seçimlerde oy verilmemesi için baskı uygulandığı izlenimini veriyor.

İşkence gördüklerinden şikâyet edenler oldu mu?"

İNÖNÜ — Elimde spesifik bir işkence vakası yok. Ama bu suçlamalar Türkiye'de maalesef tamamen giderilememiştir. Çünkü gözetim altında tutulanların savunmayı temsil eden kişilerle gö-

rüşmeleri halen mümkün değil. Bu nedenle işkence konusunda kuskular var. Milletvekillerimizin yöreden dönmelerinden sonra bu konuda daha fazla bilgi olacaktır.

"Gözetlme almalar ile yaklaşan yerel seçimler arasında bir bağlantı kurdunuz. Seçimlerde başlıca muhalifiniz iktidardaki ANAP olacak. Gözetlme almaların arkasında ANAP'ın olduğunu söyleye biliyor musunuz?"

İNÖNÜ — Hayır, bunu söyleyemem. Ancak bu gözetlme alma-

ların tamamı anlaşılmamış. Ancak şimdi söylemeliyim; bunlar yaklaşılan seçimlerde kesin bir başarı elde etmemizi engelleyemeyecektir. Bunlar yerel karışıklıklardır. Halbuki bu karışıklıkları aşip bunların önüne bakmayı ve bizim partimizin oy veremeyi bilecektir. Benim beklentim, SHP'nin bu seçimlerde birinci parti olmasıdır. Başka yolu yoktur. Yapılan kamu yollarında bunu gösteriyoruz.

"Ayrılkçılık ile iddialı iddialara ilişkilere gelince, siz bunların olmadığını söylüyorsunuz. Ancak

partinin bir sorunu mu listede gündeme getirdi. Ayrıca bu konuda hükümeti de Kürtlere karşı politikasında dolayı eleştirdi."

İNÖNÜ — Evet, ama bu başka bir şey. Biz tüm unsurlarıyla bir demokrasiyiz. Demokratik hakları ve hürriyetleri ve fikirlerin serbestçe konuşulmasını destekliyoruz. Bu yönde de devam edeceğiz. Yeniden işkence şikâyetlerine ve versiz ayarlanmış parlatılmadık hep protesto ettik. Ancak bunun vasadışı bir örgütle ilişkisi yok.

SHP'li Atalay ve Sümer Güneydoğu'da

'Operasyon SHP'ye yönelik'

DIYARBAKİR (Cumhuriyet) — Batman'da başlatıldıktan sonra Güneydoğu'daki pek çok ilçe ve köylerde yaygınlaştırılan gözetlme alma olaylarına tepkileri sürdürüyor.

Gözetli olaylarıyla ilgili olarak bölgede inceleme yapan SHP milletvekilleri Fuat Atalay ile Salih Sümer operasyonların partilerine karşı düzenlenmiş bir senar-

yo olduğunu iddia ediyor.

Güneydoğu Gazetecileri Cemiyeti'nde düzenlenen basın toplantısında SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, Silvan'da on, Batman'da sekiz köyünde son 15 gün içinde yapılan operasyonlar sırasında 250'nin üstünde yurttaşın gözetlme alındığını belirterek şunları söyledi:

"Bu operasyonlara gerekçe, yurttaşların bölgede faaliyet gös-

terlen bir vasadışı örgüt destekleme sayılır. Operasyon sırasında güvenlik güçlerinin uyguladıkları halkın potansiyel suçlu olarak görüldüğünü akla getirebiliriz. Yurttaşlara, 'Bize teronistlerdir ya teslim eder, bunlar hakkında bilgi verirseniz ya da dağa çıkma ya mecbur olacaksınız' denilmektedir. Devlet şu veya bu nedenle kasıtlı ya da kasıtsız terör desteklediğini göstermektedir."

Cumhuriyet 18.1.89

Hürriyet 18.1.89

Kâhta bölgesinde zengin petrol yataklarına rastlandı

'UMUT KUYU'ndan bereket fışkırdı

Süleyman SELÇUK

KÂHTA, (Adıyaman) (hha) — Sınırları içerisindeki Nemrut Dağı ile önemli bir turizm merkezi olan Kâhta İlçesi, yüksek verimli petrol kuyularıyla aynı zamanda "Petrol Beldesi" olma yolunda. Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı'nın (TPAO) bölgede sürdürdüğü sondaj çalışmaları sırasında Karakuş-5 kuyusunda, yüksek verimli ve kaliteli petrole ulaşıldı. Karakuş-5'ten, günlük üç bin varil petrol alınabileceğini belirten yetkililer, üç ay önce üretime alınan Karakuş-3'ün de ortalama veriminin günlük üç

bin varil olduğunu, iki kuyunun halen Türkiye'nin en verimli petrol kuyuları arasında yer aldığını bildirdiler.

Kâhta İlçesi'ne sekiz kilometre mesafedeki, üç bin yıl önce yaşamış Commenge uygarlığına ait olan ve "Dünyanın Sekizinci Harikası" olarak nitelenen dev kral heykellerinin bulunduğu Nemrut Dağı'nın eteklerinde yer alan Karakuş Tepesi çevresindeki ikinci sondaj da TPAO'cuları sevindirdi.

Günde üç bin varil üretim yapılan Karakuş-3 petrol kuyusunun, yaklaşık üç ay önce üretime alınmasından sonra, bölgede sondaj

larını sürdüren TPAO, iki ay önce sondaj çalışmalarına başladığı Karakuş-5'te de petrole ulaşmıştı.

Karakuş-5'te, 2 bin 550 metre derinlikte, 31 graviteli petrol stoğuna ulaşıldığını belirten TPAO yetkilileri, petrol tabakasının 100 metre kalınlıkta olduğunu ve buradan günde üç bin varil üretim yapılacağını tahmin edildiğini söylediler.

Yeni kuyuda, test çalışmalarının devam ettiğini ve en erken 15 gün sonra üretime başlanabileceğini belirten TPAO ilgilileri, "Karakuş sondajları yüzümüze güldürdü. Bu günlerde, Karakuş-4'te sondaj

çalışmaları devam ediyor. Karakuş-1'de ise sondajlara kısa sürede başlanacak. Bölgede kaliteli petrol var. Gravite, petrolun kalitesini gösteriyor. 31 graviteli petrole, beyaz ürün dediğimiz gaz, benzin ve mazot oranı daha yüksek. Bu değerdeki petrol, 'ince petrol' diye de adlandırılır ve ekonomik değeri yüksektir. Düşük graviteli petrole, asfalt, fuel-oil daha yoğundur, ekonomik değeri daha düşüktür" diye konuştular.

Bu arada, TPAO'nun günlük 30 bin varil olan petrol üretiminin yüzde 20'sinin Adıyaman Bölgesi'nden sağlandığı bildirildi.



TPAO'nun Kahta'daki "Karakuş" kuyuları sondaj serisi, yüz güldürdü. Üç ay önce, yüksek verimli ve kaliteli petrol bulunan Karakuş-3'ten sonra, Karakuş-5 kuyusunda da petrole ulaşıldı. Yeni kuyudan, günde üç bin varil, 31 graviteli petrol alınabilecek.

Milliyet 18.1.89

SHP'li Atalay ve Sümer'in iddiası

"Güneydoğu'da çocuklar da işkence görüyor"

SILVAN, MİL-HA

DİYARBAKIR SHP Milletvekili Fuat Atalay ve Salih Sümer, Silvan ve Bismil ilçelerinde güvenlik kuvvetlerince yapılan operasyonlarda 5'i çocuk 252 kişinin "konut ve kişi dokunulmazlığının tamamen ihlal edilerek" gözaltına alındığını ve işkence gördüğünü ileri sürdü.

Operasyonların yapıldığı köylerde incelemelerde bulunan SHP milletvekillerinden Fuat Atalay ve Salih Sümer, "Kimseyle köylü yurttaşları tedirgin etmeye hakkı yok" dedi. Atalay, operasyonların Silvan'a bağlı Yolaran, Akçıyur, Pirhasan, Esme, Albey, Görmez, Kışıl, Mervevas, Aslo, Çiğreçe, Karanuz ile Bismil'e bağlı merkez, Derişli, Basköy, Şerefkan, Akbağ ve Akdere köylerinde yoğunlaştığını bildirdi. Atalay, buralarda 12 yaşındaki Murat, 14 yaşındaki Fırat, 9 yaşındaki Nevzat, 13 yaşındaki Ali Çapraz ve Hanifi Kaya ile Bahattin Yağcı da dahil 247 kişinin gözaltına alındığını iddia etti. Operasyonların köylerde devam ettiğini ileri süren Fuat Atalay, İçişleri Bakanını Mustafa Kalemli tarafından yanıtlanması istemiyle hazırladığı soru önergesini TBMM'ye verdi. Atalay önergesinde, işkence iddialarında valiliklerin sorumluluğu olup olmadığının açıklığı kavuşturulmasını da istedi.

KOZAKÇIOĞLU'NUN AÇIKLAMASI

Öte yandan bir açıklama yapan Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, "Türkiye'de faaliyet gösteren teröristlerin arkasında ülkemizin gelişmesini istemeyen ülkeler vardır. Bunlar bazı kişilere silah, mermi ve yiyecek yardımıda bulunuyorlar. Ancak devletimiz güçlidir. Bu gibi kişi ve kuruluşları başa çıkacağız. Bir de dil konusunun yasaklanıp çekilmediği bir iddia vardır. Bu da doğru değildir. İsteyen Kürteç, isteyen Çerkezce konuşabilir. Ancak her devletin resmi bir dili vardır. Bizim de dilimiz Türkçedir" dedi.

Cumhuriyet 19.1.89

Cizre

Operasyonda çatışma çıktı

Bölücü örgüt üyesi oldukları tahmin edilen iki kişi ölü olarak ele geçirildi.

CİZRE/REYHANLI (AA) — Cizre'de geçen hafta iki polis memurunun öldürülmesiyle ilgili soruşturma sürerken dün bir eve düzenlenen operasyon sırasında çatışma çıktı. İlçede heyecanlı saatler yaşatan çatışmada iki kişinin ölü olarak ele geçtiği bildirildi.

İlçe merkezinde dün saat 16.30 sıralarında bir ihbarı değerlendiren güvenlik kuvvetleri, Kale mahallesindeki bir evi kuşatarak içeridekilere "Teslim ol" çağrısında bulundular. İçeriden karşılık verildiği, bunun üzerine çıkan çatışmada bölücü örgüt üyesi olduğu öne sürülen iki kişinin ölü olarak ele geçirildiği kaydedildi.

Çatışmanın başlamasıyla Cizre ilçe merkezinde tam bir heyecan havası yaşandı. PTT yakınlarında-

ki çatışmanın etkisiyle işyerlerini kapatan vatandaşlar evlerine çekildiler. Çatışmanın sona ermesiyle ilçede durumun yeniden normale döndüğü bildirildi.

Mardin Valisi Aykut Ozan da olayı loğtuladı. Ozan, ölü olarak ele geçen iki kişinin kimliğinin tespiti için çalışıldığını, iki polis memurunun şehit edilmesiyle ilgililerin bulunup bulunmadığının araştırıldığını söyledi.

Öte yandan Suriye'den Türkiye'ye kaçak olarak girmek isteyen yalancı uyruklu iki kişi ölü olarak ele geçirildi. Hatay'ın Reyhanlı ilçesi İbrahim Paşa köyü yakınlarındaki sınır bölgesinden girmeye çalışan Zambia uyruklu Nuno Ceasay ve Frederic Kinsley'in "dur ihtiyacı" uymadıkları belirtildi.

Cumhuriyet 19.1.89

Hürriyet 19.1.89

Barzani, destek arıyor

DİYARBAKIR, (hha) — Irak Kürdistan Demokrat Partisi Lideri Mesut Barzani, Ortadoğu'ya yeni destek arayışına başladı. Lübnan'daki Dürzi Lideri Canpolat'la görüşen Barzani, aradığı desteği buldu.

"PEŞMERGE" SİZ KALDI

Geçen yılın Ağustos Ayı'nda, Irak birliklerinin ül-

kenin kuzeyinde giriştiği "Temizlik Operasyonu" ile peşmergelerin önemli bölümünü kaybetmesi, 100 bine yakın bölümlerinin de ülkeye gitmesine sürülmesinden sonra, Irak Kürdistan Demokrat Partisi Lideri Mesut Barzani, destek arayışına geçti. Barzani, Tahran'da yapılan temaslardan olumlu sonuç aldıktan sonra, Beyrut'ta, Dürzilerin Lideri Veli Canpolat'la önceki gün görüştü.

Irak'a biyolojik silah suçlaması

ABD'li uzmanlar Irak'ın yanı sıra Suriye'nin de biyolojik silahlara sahip olduğunu öne sürdüler.

Dış Haberler Servisi — Kimyasal silahlarla ilgili tartışmaların yoğunluk kazandığı bir sırada ABD yetkilileri Suriye ve Irak'ı "biyolojik silahlara da sahip olmakla" suçladı. ABD Savunma Bakanlığı kaynakları, bu iki devlet dışında Mısır ve adını anmadığı yedi devletin daha bu tür silaha sahip olduklarını ileri sürdüler. Öte yandan, Libya'ya kimyasal silah teknolojisi satma işine üç yeni firmanın daha adı karıştı.

AP'nin haberine göre Washington'da bulunan "Yakın ve Ortadoğu Enstitüsü"nde görevli bir uzman, "Irak ve Suriye, cephaneliklerinde bulunan kimyasal silahlara ek olarak biyolojik silahlara da sahipler" iddiasında bulundu. Yıllardır bu özel enstitüde, Ortadoğu'da kimyasal ve biyolojik silahların yayılışını araştıran Seth Carus, Irak'ın Kürt azınlığa karşı biyolojik silah kullandığı şeklinde İran kaynaklı haberlerin "güvenilmez" olduğunu belirtmekle birlikte güvenilir kaynaklardan Irak'ın bu yeteneğe sahip bulunduğu

bilgisini de aldığını vurguladı. Uzmana göre Irak'ın Bağdat'ın 56 kilometre güneyindeki Salman Pak Köyü yakınlarındaki bir testiste biyolojik silah üretiliyor.

Irak'ın yılda bin ton kimyasal silah üretme kapasitesi olduğuna dikkati çeken Carus, bu ülkenin söz konusu silahı İran'a ve Kürteçlere karşı kullandığını anımsattı. Carus, Suriye'nin de kimyasal silahının olduğunu, ama şimdiye dek kullanmadığını belirtti. Adı geçen uzman, Suriye'nin biyolojik silah stokunun da bulunduğunu, ama bunları fırlatacak roketlere sahip olup olmadıklarının bilinmediğini söyledi. Carus'a göre Suriye, biyolojik silahlar alanında Kuzey Kore'den yardım görüyor.

Öte yandan, Federal Almanya'da üç firmanın adı daha Libya'nın Rabta kimyasal tesisine gizlice silah teknolojisi satmak olayına karıştı. Bu firmalardan biri, ihraç ettikleri bir ürünün dolaylı yollardan da olsa Libya'nın eline geçmiş olabileceğini kabul etti.

Cumhuriyet 19.1.89

GÜNEYDOĞU'DAN NOTLAR

Gözaltı eleği

Seçimler yaklaştıkça, iktidar daraldıkça, yine görünmez eller şöyle bir silkeleyince eleği, gece yarıları evler basılacak, gözü bağlı insanlar, bilinmeyen yerlere götürülecekti.

CELAL BAŞLANGIÇ

BATMAN — Kocaman gözlekleri olan bir eleğin üzerinde dururcasına tedirgindiler. Usulca konuşuyor, sanki görünmemek için ceketlerinin içine büzülüyorlardı. Eleğin gözlekleri, bitmek bilmeyen gözaltlarıydı. Yüzlerinden, polisteki yakınları için duydukları endişe, belki de bu gece yarısı alıp götürülme korkusu çizgi çizgi akıyordu. Sanki görünmez bir el koca eleği şöyle bir silkeleyince, kör karanlıkta evler basılacak, uykularından fırlayan insanlar gözleri bağlanarak bilinmez yerlere götürülecekti...

SHP Batman ilçe binasının kışık odasında üst üste duruyorlardı. İçeri giremeyenler, parti binasının camlarına dayanmış gözleriyle, üzerinde yaşadıkları elekten, "Acaba kurtulabilir miyiz" i gözlüyorlardı. Güneydoğu bölgesindeki yoğun gözaltılar üzerine SHP Genel Merkezi'nin MYK üyesi Halil Akyüz başkanlığında yöreye gönderdiği heyet, Silvan'dan sonra Batman'da da gözaltı ve işkence olaylarını dinliyordu.

Gerek Silvan'da gerek Bat-

man'da anlatılanlar insana çağın çok gerisinde kalmış bir toplumsal yapının izleri gibi geliyordu, ama ne yazık ki anlatılanlar geçen birkaç hafta içinde yaşanmıştı; bu çağın ötesinde değildi. Silvan'da SHP'liler milletvekillerine, "Biz, devlet terörüne alıştık. Şikâyetimiz seçimlerden önce yoğunlaşması" diye yakınıyorlardı. Davut Kurt, bir dilekçe çıkartıp uzatıyor SHP heyetine. Savcılık dilekçesini almamış. Dilekçenin ekinde gözaltına alınan Beşir Kurt'un "kronik psikotik depresyon"da olduğuna ilişkin bir rapor var. Rapor, Dicle Üniversitesi Tıp Fakültesi Araştırma Hastanesi Psikiyatri Bölümü tarafından düzenlenmiş, ama kocaman elek bu, dinler mi hiç!

Hava kararmıştı. Günlerdir gözaltı dalgasının yaşandığı Silvan gibi Batman'da da insanlar can havliyle her an ayaklarının altında hissettikleri gözaltı eleğini anlatıyorlardı.

Hanife Argun, oğlunun ve torununun nasıl gözaltına alındığını, "Bari torunumu bırakın" diye yalvardığını anlatıyordu ağlayarak. Oğlu Ahmet'in karısı Be-

dia, kocasının ve oğlunun can güvenliğinden endişe ettiği yolundaki dilekçesini verirken, Batman Emniyet Amiri Süleyman Başgör'ün kendisine, "Kim yazdı sana bu dilekçeyi, Zeki Ekmen mi? (Siirt Barosu Başkanı.) Defol, ayaklarını kırarım senin. Hepiniz vatan hainisiniz" diye bağırduğunu söylüyordu.

Gözlerindeki korkularıyla, parti binasında suskun duranlar birer ikişer konuşmaya başlamışlardı:

— Her gün bizi yakalayıp götürüleceklerse, biz bir daha partiye gelmeyiz.

— SHP'ye üye olmak bir suç olmuş. Öyleyse bilelim de istifa edelim.

— Gözaltına alınanların on beş, yirmisi işçi. Şimdi de otuz bir gün işe gelmedikleri için işten atılacaklar. Çok arkadaşımız var bu yolla işten atılmış.

— Daha konuşmak istiyoruz, ama korkumuzdan konuşamıyoruz.

— Gazeteciler, yazın bunu, polis korkusundan sokakta dolaşamıyoruz.

— Siz gidin, birkaç gün sonra

göürsünüz, nezarethane yine dolacak.

"Büyük elek"ten çıkan yakınlardı bunlar. Kiminin yakını düşmüştü bu büyük gözaltı eleğine, kimi "Acaba ben de bu gece düşer miyim?" endişesini seslendiriyordu. SHP heyeti başkanı Akyüz, parti binasında toplananlara "Her devlet, her güvenlik görevlisi, yaptığı her yasadışı, insanlık dışı uygulamanın hesabını verecektir. Bunlar toplumsal hak yemiştir. Bugünkü olaylar, hesap sormaktan vazgeçilecek gibi değildir. 1980'den bu yana yapılanlara sünger çekilemez" diye güven vermeye çalışıyordu.

Kocaman bir eleğin üzerine bindiklerini hissediyorlardı. Seçimler yaklaştıkça, iktidar daraldıkça, yine görünmez eller şöyle bir silkeleyince eleği, gece yarıları evler basılacak, gözü bağlı insanlar, bilinmeyen yerlere götürülecekti. Tedirgin uykularında, gözaltı kabusları gördüğünü anlatıyordu çoğu. Bir an önce durmasını istiyorlardı bu eleğin. Ama elek kurulmuştu bir kez ve kurtulmanın da yolu, ancak birbirine tutunmakla bulunabilirdi.

Milliyet 19.1.89

Bacak derisinden göz kapağı, kafa derisinden kaş, kulaktan burun, karın derisinden dudak

Hacar yeniden doğdu

● Irak'ta napalm bombasıyla tanınmayacak hale gelen 4 yaşındaki Peşmerge çocuğu Hacar Raşit, Hacettepe Hastanesi Estetik ve Rekonstrüktif Cerrahi Bölümünde yapılan ameliyatla yeniden "insan yüzü"ne kavuşturuldu

● Prof. Güler Gürsu başkanlığındaki bir heyet tarafından gerçekleştirilen başarılı operasyonda, küçük Peşmerge'nin bacaklarından alınan deri ile göz kapakları onarıldı ve gözlere esneklik kazandırıldı. Kafa derisinden alınan parça ile kaş yapıldı.

Milliyet 20.1.89

Cizre'de 2 PKK'lı öldürüldü

DIYARBAKIR MIL-HA

MARDIN'ın Cizre ilçesinde güvenlik kuvvetleri ateş açan bir kadını PKK militanı olarak ele geçirdi.

Alınan bilgiye göre Cizre ilçesinde dün saat 16.00 sıralarında bir ihbarı değerlendirilen güvenlik kuvvetleri Kale Mahallesi'ndeki bir eve baskın düzenledi ve içerdekilere "Teslim ol" çağrısında bulundu. Ancak içerdekilerin çağrıya ateşe karşılık vermesi üzerine çıkan çatışmada bir kadını PKK'lı militanı olarak ele geçirdi. Militanların bir süre önce şehit edilen iki polis memurunun katilleri olduğu sanılıyor. Olu olarak ele geçirilen dışı militanın Suzan kod adlı Cizre bölgesi evlem sorumlusu olduğu bildirildi.

Mardin Valisi **Askut Oran** teröristlerin kimliklerinin belirlenmesini çalışıldığını ve Cizre'de iki polis memurunun şehit edilmesinin ardından bulunup bulunmadığının araştırıldığını söyledi.



Hacı Raşit henüz 4 yaşında "babe"ydi. Kimyasal silah yüzünü yakmıştı. Baldırından yanak, kafa derisinden kaş yapıldı. Plastik Cerrahi Güler Gürsu'nun (yanda) 6 saatte gerçekleştirdiği ameliyat sonucu 10 milyon liraya yeni bir çehreye kavuştu. (Fotoğraf: ravuz YÜKSEL - ANKARA)

ANKARA, ÖZEL

IRAK askerlerinin Peşmergelere karşı giriştiği operasyon sonucu yüzü tanınmayacak hale gelen 4 yaşındaki Hacı Raşit, Hacettepe Hastanesi Estetik ve Rekonstrüktif Cerrahi Bölümü'nde dün ameliyat edildi. Sabah saat 8.30'da başlayan ve 6 saat süren ameliyat başarılı geçti.

Hacettepe Hastanesi Estetik ve Rekonstrüktif Ana Bilim Dalı Başkanı Prof. Dr. Güler Gürsu başkanlığındaki heyetin başlattığı bir ameliyatı sonucu Hacı'ya kafa ve baldır derisinden yeni yüz yapıldı. Prof. Dr. Gürsu, ameliyatların ve tedavisinin 1.5 ay daha devam edeceğini belirterek, "Çok aşamalı bir operasyon yapıyoruz. Yüzü tamamen onarıyoruz" dedi.

Iraklı askerler tarafından köylere atılan napalm bombasının etkisiyle yüzleri tanınmayacak hale gelen Peşmergelere yapılacak ameliyatların devam edeceğini de bildiren Prof. Dr. Gürsu, ameliyatla ilgili olarak şunları söyledi:

"Hacı'nın bacaklarından alınan derisiyle, gözkapakları onarıldı ve gözlere esneklik kazandırıldı. Kafa derisinden alınan parçayla da kaş yapıldı. Bundan sonraki ameliyatlarda kulaktan alınacak kıkırdak dokusuyla yeniden burun yapacağız. Bu ameliyattan sonra da en az bir buçuk ay başka ameliyat almayacağız. Yani Mart'ın başına kadar başka ameliyat almayacağız."

Küçük Hacı, bundan sonraki ameliyatta karın bölgesinden alınan deri ile yeni bir duduga kavuşacak.

10 MİLYONA YENİ YÜZ

Küçük Hacı Raşit'in kimyasal bombayla yanıp perişan olan yüzünün düzeltilmesi için yapılan ameliyat ve tedavi masraflarının yaklaşık 10 milyon lirayı bulacağı bildirildi.

Barındıkları Muş Peşmerge kampından Ankara Hacettepe Hastanesi'ne getirilen Hacı'nın masrafları da Olağanüstü Hal Bölge Valiliği tarafından karşılanacak. Ameliyatı yapan Prof. Dr. Gürsu, Hacı'nın ameliyatlarını başka Peşmerge ameliyatlarının izleyeceğini bildirdi. Prof. Dr. Güler Gürsu, Hacı'a yapılan ilk ameliyatın sadece 3.5 milyon liraya çıktığını belirterek, "Hacı'ya daha bir buçuk ay burada yatacak, eğer hastane fiyatları artmazsa tüm masrafları yaklaşık 10 milyon lira tutar" dedi.

Öte yandan küçük Hacı'nın ameliyatı kamuoyunda da ilgiyle izleniyor. Ameliyatta gerekli olan ve 4.5 milyon değerindeki doppler cihazı ise Büro Ortopedik Şirketi tarafından hastaneye hibe edildi.

Baldır ve kafa derisiyle estetik



6 saatlik operasyon Irak ordusunun kimyasal silahlarla saldırısı sonucu yüzü tanınmayacak hale gelen 4 yaşındaki Hacı'ya, Hacettepe Hastanesi'nde vücudunun çeşitli yerlerinden alınan parçalarla yeni burun, kaş ve göz kapakları yapıldı.

Hacı'ya yeni yüz

Ortadoğu'da, kimyasal silahlardan sonra yeni tehlike Irak, "Biyolojik silah deposu"

- Washington'daki Yakın Doğu Politika Enstitüsü uzmanlarına göre, Irak'ın, biyolojik silah ürettiğine ilişkin güçlü kanıtların yanında; Suriye'nin de, aynı tür silahları üretmeye çalıştığını gösteren belirtiler var.

Hürriyet 20.1.9

WASHINGTON.

(Ajanslar) - Amerikan CBS ve ABC Televizyonları, Körfez Savaşı'nda İran'a ve Kuzey Irak'taki Kürtlere karşı kimyasal silah kullandığı belirlenen Irak'ın, öldürücü virüs ve bakteriler taşıyan biyolojik silahlar da ürettiğini, ancak kullandığını ilişkin kanıt bulunmadığını öne sürdü.

GÜÇLÜ KANITLAR

Washington'daki Yakın Doğu Politika Enstitüsü'nün araştırma görevlilerinden W.Seth Carus, Irak'ın, biyolojik silahlara sahip olduğu yolunda çok güçlü kanıtlar bulunduğunu; Suriye'nin ise aynı tip silahların üretimine yönelik araştırma aşamasında olduğunu ve büyük olasılıkla biyolojik silah üreten Kuzey Kore'den yardım aldığını bildirdi. Carus, Suriye'nin kimyasal silahlara da sahip olduğunu, ancak kullanımına başvurmadığını ekledi.

Aynı yetkili, Mısır'ın da 1960'larda biyolojik silahlar geliştirmek için çalıştığını ve eski Devlet Başkanı Enver Sedat'ın 1970'lerde üretimin tamamlandığını açıkladığını belirterek, "Ancak Mısır, ne 1973'de İsrail'e karşı, ne de daha sonra, mikroplara başvurmadı" dedi.

KORKUNÇ SİLAH

Amerikan ABC Televizyonu'nun, Arap ve İsrail resmi kaynaklarına dayanarak verdiği habere göre, Irak'ın ürettiği korkunç mikrop bombaları, kolera, tifo ve hayvanlarda görülen sarbon hastalığına yol açarak öldürüyor ve bu hastalıkların arazları nesiller boyu sürdürüyor.

ABC Televizyonu, Washington ve Ortadoğu'daki haber alma kaynaklarının bildirdiğine göre, Irak'ın biyolojik silah üretim tesislerinin, başkent Bağdat'ın 56 km güneydoğusunda, yeraltında bulunduğunu bildirdi. Irak'ın Paris'teki Büyükelçisi Abdülreyak el Haşimi'nin ise bu iddiaları yalanladığı belirtildi.

Tercüman 21.1.89



GÜNE BAKIŞ

- **PKK, Almanya'da "en tehlikeli" yabancı terör örgütü**

Federal Almanya İçişleri Bakanlığı, ülkedeki yabancı terör grupları arasında "en tehlikelisinin" PKK olduğunu açıkladı. Federal İçişleri Bakanlığı parlamento müsteşarı Carl Dieter Spranger tarafından dün sabah Bonn'da yapılan açıklamada, Federal Almanya'da terörizm tehlikesinin sürdüğü kaydedildi. Spranger, bununla birlikte, Almanya'daki terör eylemlerinde geçtiğimiz yıl gerileme kaydedildiğini ve yıl boyunca gerçekleştirilen operasyonlarda büyük başarı elde edileceğini söyledi. Spranger, Kızıl Ordu Fraksiyonu (RAF) adlı Alman terör örgütünün ise, ülke çapında hâlâ en ağır şiddet eylemlerini gerçekleştirecek güce sahip olduğunu, söz konusu terör örgütünün büyük bir tehdit unsuru olmaya devam ettiğini sözlerine ekledi.

(Bonn-a.a)

10 PKK'lıya idam istemi

DIYARBAKIR, (hha) - Bir polis memuruyla bir köy korucusunu öldürdükleri öne sürülen 24 PKK militanından 10'u için idam, 14'ü için de 3 il yıl arasında hapis cezası istemiyle dava açıldı.

Diyarbakır DGM Savcılığı'nca hazırlanan iddianamede, "Serkan" kod adlı Emin Altan'ın yurt dışındaki PKK kamplarında siyasi, askeri eğitim gördüğü, Hak-kari, Siirt'in Şırnak İlçesi'nde çeşitli eylemlere giriştiği, daha sonra kendiliğinden güvenlik kuvvetlerine teslim olduğu açıklandı.

Hürriyet 22.1.89

Apo'nun bombacısı da yakalandı

PKK beşlisi darmadağın

SİİRT, (hha) - PKK'nın Garzan Bölgesi olarak adlandırdığı Silvan, Batman, Kozluk, Kurtalan ve Bismil İlçeleri'nde faaliyet gösteren azılı militanlardan biri daha, güvenlik kuvvetleriyle giriştiği silahlı çatışmada yaralı olarak yakalandı.

Siirt kent merkezindeki Bitimlik Mahallesi'nde gece geç saatlerde bir operasyon düzenleyen güvenlik kuvvetleri, "Garzan bölgesi"nin "Bomba uzmanı" olarak tanınan ancak kısa bir süre öncesine değin açık kimliği saptanamayan "Hayri" kod adlı militanın evde gizlendiğini saptadı. PKK'nın bomba uzmanı, güvenlik kuvvetlerinin yaptığı "Teslim ol" çağrılarına ateşle karşılık verdi. Kısa süren çatışma sonunda, azılı militan yaralı olarak ele geçirildi. Halit Çelik

6 Eylül 1988 tarihinde polis memuru Hayrettin Şişman'ı şehit ettiği, köy korucusu Şefik Babat'ı katlettiği, karakol baskınına gerçekleştirdiği öne sürülen Emin Altan ve Esat Uysal, Yahya Öncü, Şekvan Ögmen, Yusuf Ögmen, Serdar Sevim, Adil Özden, Yüksel Acar, Hakim Sarak, Zeki Sarak hakkında idam istendi. İdamı istenen Altan'ın koyunlarını satmak üzere Irak'a geçtiği buradaki militanların etkisinde kalarak PKK'ya katıldığı öne sürüldü.

adlı militanın üzerinde bir tabanca ile çok sayıda mermi, örgütsel yayınlar ve bomba yapımında kullanılan bazı kimyasal madde bulundu.

PKK grubunda yeralan beş militandan Recep Tiril'in geçen hafta kendiliğinden teslim olması ve "Hayri" kod adlı Halit Çelik'in çatışmada yaralı ele geçmesinden sonra, grubun tamamen çözüldüğü, Bölge sorumlusu "Kasım" kod adlı Numan Bağcı'nın ve öteki militanların ele geçirilmesinin an meselesi olduğu ifade edildi.

Sağlık Bakanı Nihat Kitapçı'dan sağlık personeline yeni vaat

Doğuya gidene 5 kat fazla maaş

Türkiye'de nüfusun yüzde 40'ının sağlık güvencesi olmadığını açıklayan Sağlık ve Sosyal Yardım Bakanı Nihat Kitapçı, "Sağlık personelinin zorunlu hizmet kaldırılmaktadır. Hastaneleri işletme haline getiriyoruz. Sağlık kütüğü çalışmalarına da başladık" dedi.

YÜKSEL EĞDEMİR

ÇEŞME — Sağlık ve Sosyal Yardım Bakanı Nihat Kitapçı, sağlık personelinin ücretlerinin düşük olduğunu belirterek, "sağlık personeline Doğuda maaşının beş katı, diğer yerlerde de üç katı olacaktır" dedi.

Çeşme Altinyunus Tesisleri'nde yapılan "İshali Hastalıkların Kontrolü Programı" toplantısında açılış konuşmasını yapan Nihat Kitapçı, Türkiye'de yüzde 60 nüfusun sağlık güvencesi bulunduğunu, sosyal güvencesi olma-

yan yüzde 40'lık oranın da yavaş yavaş azaltılacağını söyledi. Dünyadaki gelişmeleri izleyemediğimizi ve geri kaldığımızı belirten Bakan Kitapçı şunları söyledi:

"Ben her zaman sağlık personelinin ücretlerinin yetersiz olduğunu söylüyorum. 657 sayılı yasa göre ücretler yetersizdir. Bu sebeple 3359 sayılı kanunu yeniden düzenliyoruz. Bu yeni yasa Anayasa Mahkemesi'nin görüşü alınarak yeniden hazırlanacaktır. Sağlık personelinin zorunlu hizmet kaldırılacaktır. Bazı sebeplerle, bazı yerlerde görev yapmak is-

temeyen sağlık personeline Doğuda brüt maaşının beş katı, diğer yerlerde de üç katı maaş ödenecektir. Böyle olunca personelimiz göreve gidecektir. Hastaneleri işletme haline getiriyoruz. Sağlık kütüğü çalışmalarına da başladık."

Beyana göre ücretsiz sisteme geçildiğini, hastaların kendi beyanlarına göre ücret ödeyeceğini açıklayan Kitapçı bunun için 42 milyar liraya ihtiyaçları olduğunu söyledi. Bu parayı devletin ödeyeceğini, devlet ciddiyetinin bunu gerektirdiğini belirten Sağlık ve

Sosyal Yardım Bakanı Kitapçı, "Bölgelerdeki başhekimlere, bölge müdürlüklerine Beyana göre ücret alınması sağlanarak ödenecektir. Aralık ayı için çekimleri bitirmenizi gerektiriyor" diye konuştu.

Ege ve Marmara bölgelerinde 24 ilin hastane başhekimleri ve il sağlık müdürlükleri katıldığı toplantıda UNICEF adına okunmuş tebliğde, Türkiye'de çocuk ölüm oranının AT ortalamasının 6 kat üstünde olduğu vurgulanarak, her yıl 85 bin kadar bebek ölümü olduğu, bunun da yüzde yaklaşık 750 bebek ölümlerinden oluştuğu belirtildi.

Cumhuriyet 24.1.89

KÖYDE KORKU HAVASI

Yeşilyurt olayı

'Şikâyet etmedim, bekledim, ta ki insan pisliği yedirilinceye kadar'



Jandarmanın, köyün yaşlısının eliyle köy halkına insan pisliği yedirdiği iddiasıyla savcılığa başvuran Yeşilyurt köyü muhtarı Abdurrahman Müştak 'Burada dokuz yıldır baskı altındayım. Ama şimdiye kadar

devleti suçlamamak için şikâyet etmedik, baktım baskı duracak gibi değil, korkudan büyük ölüm var diye düşündüm, sonunda dilekçeyi yazdım. Hem, bu yapılanları da devlete hiç yakışmadığı için şikâyet ettim'diyor.

CELAL BAŞLANGIÇ

ÇİZRE — "Dokuz yıldır baskı altındayım ama devleti suçlamak için şimdiye kadar şikâyetle bulunmadım ama baktım baskı duracak gibi değil..." diyor Yeşilyurt muhtarı çevresindekilere... Yamaca tırmanan toprak yolda üç askeri araç vardı. Köyün girişine yaklaşınca, cemselerin kasalarından elişer metre aralıklarla ikişer ikişer atlayan askerler yolun iki yanını tuttu. Arkalarından milletvekilleri Fuat Atalay, Cüneyt Canver ile gazetecileri Yeşilyurt köyüne götüren iki araç gidiyordu.

Cizre ilçesinin yamaçlarına doğru çıkan beş kilometrelik toprak yol bittiğinde askerler köyün "terk edilmiş" ilkokulunun önünde durdu. Köyün çevresindeki taşlı, karasabanın güçlükle çekildiği tarlada, katırlarla çift süren köylüler endişeyle kaldırdılar motor sesine kafalarını. Köy muhtarı Abdurrahman Müştak, evinin önüne fırladı telaşla. Köyün harabeye dönmüş ilkokulunun önünde askerleri, karşısında da Adana Milletvekili Cüneyt Canver, Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay ile gazetecileri görünce belki de günler sonra yüzündeki tedirgin çizgiler yumuşadı.

Tüm köy halkı milletvekillerinin ve gazetecilerin çevresini sarmıştı. Günler önce köye yapılan baskını anlatmaya hazırlanıyordular. Tam o sırada köye giren askeri araçların komutanı muhtarı yanına çağırıp "Okulun anahtarını getir" dedi. Muhtar Abdurrahman Müştak'ı yeni bir telaş sar-

mıştı. Milletvekilleri meye gazetecilere donup son bir kere baskıya yakındı:

"Bakın, daha bugün sabah köy sarıldı. Köyün hoparlöründen "Kimse evden çıkmasın, sadece kimlik kontrolü yapılacak. Evler aranmayacak" duyurusu yapıldı. Daha sonra beni çağırdılar. Köyün aşağısında amcağım Halil Usta'nın evi var. On yıl önce evi boşaltıp Cizre'ye yerleştim. Bu evi rane. Kapısı bezle bağlı evin için de beş tane el bombası vardı. Birkaç tane de tahrip kalıbı. Bir tutanak yapıp imzalatıldılar. Torbalarını başında da fotoğrafını çektiler. Şimdi okulun anahtarını verdim. Nereden bileyim içine bir şey bırakmayacaklarını?..

Bunun üzerine milletvekilleri Atalay ve Canver, muhtara "Gidip okula bakalım" önerisini getirdiler. Asker okulun çevresindeydi. İçeride kırık dökük sıralar, duvarlarında mevsimler şemasi ve Atatürk'ün fotoğrafı vardı. Bir yıldır okulun kapısı açılmamıştı. Köyün son öğretmeni bir yıl önce gitmiş yerine de başkası gönderilmemişti. Bir süre önce muhtara bir bildirim yapılmış, okulu boşaltması, binanın karakol olarak kullanılacağı iletilmişti.

Yeşilyurt Cizre'nin merkeze bağlı en büyük köylerinden biriydi. Yedi de mezrası olan iki bin kişinin 80-100 evde yaşadığı köyde, ev sayısı giderek azalıyordu. Dokuz yıldır "çekmedikleri kalmamıştı" köylülerin anlattığına göre. Geçimleri "Taş tarlada karasaban sürmek, bahçecilik ve

hayvancılık yapmak"tı. Geçim darlığına 12 Eylül sonrası bir de güvenlik güçlerinin "değişik uygulamaları" binmişti.

Muhtarın anlatımına göre: 1982 yılında köylerden silahlar toplanırken Yeşilyurt'tan 40, mezralarından da yirmişer tane istenmişti. Kısa süre içinde 180 silahı bulamayınca bir gün köylülerin içinde, çeşmenin başındaki dut ağacına kollarından asılıvermişti.

Dokuz yıldır süren baskılara dayanamamış ve en sonunda, iki polislin öldürülmesinden sonra 14 ve 15 ocak gecesi köye yapılan baskın muhtar Abdurrahman Müştak için dönüm noktası olmuş ve "korkudan büyük ölüm var" diyerek, o gece yapılanları bir dilekçeyle Cizre Cumhuriyet Savcılığı'na bildirip örneklerini de Cumhurbaşkanlığı'na, İçişleri Bakanlığı'na, Genelkurmay Başkanlığı'na, ANAP, SHP, DYP genel merkezlerine göndermişti.

Dilekçeden sonra muhtar beklemeye başlamış, "Bakalım kim gelecek" diye. Sonunda da dün köye gelenler olmuş. Önce saat 11.00'de köy sarılmış, on yıldır oturulmayan evde bombalı bir torba bulunmuştu. Ardından üç araçla askerler gelip okulun anahtarını istemişler, peşlerinden de milletvekilleri Cüneyt Canver'le Fuat Atalay gelmişti.

Yeşilyurt köyü muhtarı yapılanları bir türlü anlamlandıramıyordu. Her zaman devlete yardımcı olduklarını, her zaman devletten yana olduklarını ve sadece baskının durmasını istediklerini anlatıyordu. Köylüler ANAP Milletvekili Nurettin Yılmaz'a da kızgındılar. "Bize yapılanları gazete o kadar yazdı, bir aydan beri burada oturuyor, gelip halimizi sormadı. Halbuki CHP'deyken kazanması için çalıştık. Bağımsız aday oldu, yine destekledik. Bir ANAP'a geçtiğinde oy vermedik"

diye hayıflanıyorlardı. Köydeki tüm oylar nerdeyse SHP'ye çıkmıştı. Son referandumda da köyün 135 seçmeninden 135'i "hayır" vermiş, bir tek sandık başkanının oyu "evet" çıkmıştı.

Köyden ayrılırken Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, değerlendirmesini "Yeşilyurt köyünde olanlar bugün Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da gerçekleşen olayların sadece bir örneği. İnsan dışkısının yurttaşlara yedirilmesi, insanların sıra dayığından geçirilmesiyle devlet köyde ne yapmak istemektedir? Bize anlatılanlar dehşet verici boyutlardadır. Bölgede yeni operasyonlara senaryo hazırlamak girişiminin devam ettiğini Yeşilyurt köyünde de anladık. On yıl önce terk edilen ve oturulamaz halde bulunan evde ele geçirildi iddia edilen elbombaları ve tahrip kalıntıları köylülerin anlatıklarına göre senaryo girişimlerinin sadece bir örneğini teşkil et-

mektedir. Siyasi iktidarı alışılmış yöntemlerden bir an önce vazgeçmesi için uyarıyor, bütün demokratik güçlerin dikkatlerini bu bölgeye yönelmelerini bekliyoruz" diyorlardı.

Adana Milletvekili Canver ise provokasyona açık Yeşilyurt köyünde her an herhangi bir isnatla muhtarın tutuklanabileceğini, hatta ölebileceğini anlattıktan sonra, köye bir yıldır öğretmen dahi atanmadığını, okulun kapalı olduğunu belirterek, "Devlet baba Yeşilyurt köyüne asker değil öğretmen göndersin" isteminde bulunuyordu.

Milletvekilleri ve gazeteciler Yeşilyurt köyünden ayrılırken, geride "Şimdi ne olacak" sorusunu korkulu gözleriyle soran insanlar, okula gidemeyen çocuklar, belki de bir süre sonra karakol olacak, kapısı kilitle, camları kırık bir ilkokul binası kalıyordu.

Cumhuriyet 24.1.89

Kültür Bakanlığı'nın Yılmaz Güney'li 'Türk Sinema Tarihi'

Yılmaz Güney'e yeşil ışık



Kültür ve Turizm Bakanlığı'nca yayımlanan "Kronolojik Türk Sinema Tarihi"nde, Yılmaz Güney'den övgüyle söz edildi ve sanatçının yapıtlarına fotoğraflarıyla yer verildi. Buna karşılık, Güney'in yapıtları 12 Eylül'den bu yana Türkiye'de yasak ve hâlâ gösterilemiyor.

GÜNSELİ ÖNAL

ANKARA — Kültür ve Turizm Bakanlığı'nın yayımladığı "Kronolojik Türk Sinema Tarihi 1914-1988" adlı kitapta Türkiye'de filmlerinin gösterimi yasaklanan Yılmaz Güney'den övgüyle söz edildi. Güney'in filmlerine, fotoğraflarıyla birlikte geniş yer verilen kitapta, sanatçının aldığı ödüllerden de söz edildi. Güney'in 1970'te çektiği "Umut" ve "Arkadaş" adlı filmlerinin Türk sinemasına yeni bir dönüm noktası getirdiği vurgulandı.

Güney, Ağah Özgüç'ün hazırladığı kitapta ilk olarak Tunç Başaran'ın 1965'te çektiği "On Korkusuz Adam" filmindeki rolüyle yer aldı. Güney'den, "Yılın en çok iş yapan filmlerinden biri olan On Korkusuz Adam'da minicik rolüyle dikkati çeken Yılmaz Güney, Duygu Sağıroğlu'nun 'Ben Öldükçe Yaşarım' filmindeki duyarlı oyunuyla ön plana geçti" diye söz edildi. Oyuncu Yılmaz Güney'in, yönetmen olarak ilk filmi ni 1966'da çektiğinin belirtildiği

kitapta, Lütfi Ö. Akad'ın, senaryo çalışmasını Güney ile birlikte yaptığı "Hudutların Kanunu" nun Türk sinema tarihinin en önemli filmi olduğu belirtildi. Bu filmle ilgili olarak da "Akad, ikinci kez doğarken Yılmaz Güney'in büyük oyunu da, uzun süre unutulmayacaktı" denildi.

Türk Sineması'nın 1967'de gerçekleştirdiği filmler verilirken de "Sokaktaki adamın, lumpen seyircinin sözcüsü olarak devreye giren Yılmaz Güney'in, yıllardır Türk sinemasına egemen olan yakışıklı adam güzel kadın anlayışını değiştirip, bu kalıpları kırdığı" belirtildi. Sanatçıdan "önce-leri döküntü, sıradaş filmlerle marjinal sinemacı havası veren Güney, sonraları Atf Yılmaz ve Lütfi Ö. Akad gibi düzeyli yönetmenlerle çalışarak bu aşamada gerçek oyunculuğu yakaladı" diye söz edildi. Güney'in 4. Antalya Film Festivali'nde, "Hudutların Kanunu" adlı filmdeki rolüyle en iyi erkek oyuncu seçildiğine de yer verildi.

Güney'in, 1968'de yaptığı "Seyyit Han"ın, yılın önemli filmlerinden biri olduğunun kaydedildiği kitapta, filmde "halk sineması koşullarına uygun, şiirsel ve destansı anlatımı Türk sinemasına bir 'umut ışığı' getiriyordu. Taze ve diri bir soluktu bu" diye söz edildi. 1969'da, 1. Altın Koza Türk Film Festivali'nde, Güney'in "Seyyit Han" filminin en iyi üçüncü film seçildiğine yer verilen kitapta, Güney'in 1970'te çektiği "Umut"un Türk sinemasına yeni bir dönüm

En önemli film — Ağah Özgüç'ün Kültür ve Turizm Bakanlığı'na hazırladığı "Kronolojik Türk Sinema Tarihi 1914-1988" adlı kitapta Lütfi Ö. Akad'ın yönettiği, başrolünü Yılmaz Güney'in oynadığı, ayrıca senaryo çalışmasına da katıldığı "Hudutların Kanunu" adlı filminin Türk sinema-tarihinin en önemli filmi olduğu belirtildi.

noktası getirdiği vurgulandı kitapta. "Çünkü Yılmaz Güney'in mizansen cambazlıkları arkasına sığınmadan sade ve yalın bir dille meydana getirdiği 'Umut' gerçekçi çabaları belgeli bir tutumla en iyi yansıtan bir yapıtı. 'Umudu umutsuzluğa dönüştüren' iğnec bir sinema örneğiymiş kuşkusuz" denildi.

Kitapta, Güney'in aynı yıl, 2. Adana Film Festivali'nde "Umut" filmiyle en iyi film, en iyi senaryo, en iyi erkek oyuncu ödülleri kazandığı da ifade edildi. Güney'in adı kitapta 7. Antalya Film Festivali'nde, "Bir Çirkin Adam"daki rolüyle en iyi erkek oyuncu ödülünü almasıyla bir kez daha yer aldı.

Kitapta 1971'de çektiği filmlerle Güney'den daha uzun biçimde söz edildi:

"Yılmaz Güney, 'Ağıt' ile desantüsü sinemasını geliştirdi;

'Acı'yla da, özellikle de 'Umutsuzlar'la şifli ve olgun bir anlatım biçimi ortaya koydu. Bir kaçakçı çetesinin öyküsü üzerine kurulan ve bir tragedya boyutlarına ulaşan 'Ağıt', Venedik Film Şenliği'nde elemeyi kazandı. 'Baba' ise yaygın bir seyirci kesimine inip yılın 'büyük iş' yapan filmi oldu."

Bu bölümde Güney'in, 3. Adana Film Festivali'nde en iyi film (Ağıt) en iyi 2. film (Acı), en iyi 3. film (Umutsuzlar), en iyi yönetmen, en iyi senaryo (Ağıt), en iyi erkek oyuncu (Ağıt) ödüllerini aldığı da belirtildi. 1973'te, Paris'te, "Yılmaz Güney Haftası" düzenlendiğine de yer verildi.

1974 yılının en başarılı filmlelerinden birinin Şerif Gören'in Güney'in senaryosu üzerine kurduğu "Endişe" olduğu belirtilerek, Güney'in "Umut"tan sonra "Ar-

kadaş"la da Türk sinemasında yeni bir dönem daha açtığı kaydedilerek şöyle denildi:

"1974 Türkiye'nin genel panoraması içinde toplumsal çelişkileri olgun ve usta bir sinema diliyle yansıtan 'Arkadaş', değil yılın, giderek yılların filmi olmayı başarırken, her türlü 'tartışmaya açık' olsa da tüm sıcaklığı ve tazeliliğiyle Türk sinemasındaki yerini koruyacaktı."

"Arkadaş"ın, o güne değin en çok iş yapan filmi olduğu belirtilirken, Güney'in tutuklanması nedeniyle yarım bırakmak zorunda kaldığı ve ustası Atıf Yılmaz'ın tamamladığı "Zavallılar" için de, "Ve bu 'iki yönetmenli film', akşamyan bir anlatım içinde şairi bir dil bütünlüğüne, ortak bir başarıya ulaştı" denildi. Aynı yıl "Ağıt"ın Paris Sinematek'inde 1975'te ise "Arkadaş" ve "Umut"un Paris'te düzenlenen Türk Filmleri Haftasında gösterildiği bildirildi.

Kitapta, 1978'de, senaryosunu Güney'in yazdığı Zeki Ökten'in yönettiği "Sürü"nün, son yılların en önemli filmi olduğu ifade edilerek, filmde "ulusal bir sinema, evrensel boyutlara ulaşan bir sinema dramı..." diye söz edildi. Ökten'in yine Güney'in senaryosu üzerine kurarak 1979'da çektiği "Düşman"ın, "Günün toplumsal sorunlarından biri olan işsizliğe eğilen, uzun soluklu gerçek bir yaşamöyküsü" olduğu kaydedildi. "Sürü"nün 32. Locarno Film Şenliği'nde en iyi film seçildiği, kadın oyuncusu Melike Demirağ'ın en iyi kadın oyuncu ödülünü Rebecca Horn ile paylaştığı, Güney'e de şenlik özel ödülü verildiği bildirildi.

Kitapta Güney'in rol aldığı "Hudutların Kanunu" yönetmenliğini yaptı ve "Seyyit Han", "Umut" adlı filmlerin fotoğrafları da yer aldı.

Tercüman 25.1.89

Özal Van'da "10 yıl daha" istedi 'SHP'li resmen bölücülük yaptı'

• Emin PAZARCI •

VAN, (Tercüman)- Başbakan Turgut Özal, Avrupa Parlamentosu'nda bölücü konuşmalar yapan SHP'li milletvekilleri İbrahim Aksoy ve Tevfik Koçak'a Van'da cevap verdi. Kendisinin de Doğulu olduğunu, ancak ülkede ayırım yapılmasına her zaman karşı çıktığını belirten Özal, "Bu ülkeyi bölmek isteyenler dışarıdan besleniyor. Ama hiçbir şekilde muvaffak olamayacaklar" dedi. Özal, "Gelin 10 sene daha devam edelim" diyerek, 10 yıllık bir süre daha istedi. Özal, önceki gün de Abant'tan Ankara'ya dönüşünde Gerde'de gazetecilerin sorularını cevaplandırırken, "SHP'nin ülkenin idaresine talip olamayacağını" belirterek, "Bunlar Türkiye'yi parçalarlar" şeklinde konuştu.

Başbakan Özal, yanında eşi Semra Özal olduğu halde özel uçağı ile Van'a geldi. Özal spor salonunda muhtarlar, belediye meclisi ve il genel meclisi üyeleri ile vatandaşlara hitaben bir konuşma yaptı.

Özal, Türkiye'nin eriştiği seviyeden dolayı "Allah'a hamdetmek gerektiğini" belirterek, bir memleketin ileriye gitmesi için en önemli etkenin "sulh" olduğunu ifade etti. Türkiye üzerinde yaşayan herkesin "birinci sınıf vatandaş" olduğunu anlatan Özal, devletin laik olmasına rağmen, milleti birarada tutan etkenin İslâmiyet olduğunu kaydetti.

Memlekette ayrılık çıkarmak isteyenler bulunduğuna işaret eden Özal şunları söyledi:

"Avrupa Parlamentosu'nda SHP'li iki milletvekili bir nevi Türkiye'nin bölünmesi konusunda konuşma yaptılar. Maalesef biri de benim memleketimden, Malatyalı idi. Bunlara bir İngiliz parlamenter cevap vermiş. Ben Doğulu'yum. Bu memlekette ayırım yapılmasının karşısında olduğumu açıkça söyledim. Kutsal kitabımız (Bölünmeyin, parçalanmayın. Allah'ın ipine sınımsız sarılın) diyor. Türkiye asrın sonunda 70 milyona gelecek, bastığı her yer i tîtretecek. Bu ülkeyi böl-

Başbakan "Bu ülkeyi bölmek isteyenler dışarıdan besleniyorlar. Ama muvaffak olamayacaklar" dedi

"Devletin laik olmasına rağmen milleti birarada tutan en önemli etken İslâmiyettir"

mek isteyenler dışarıdan besleniyorlar. Dış güçler Türkiye'nin büyümesinden korkuyor. Ama şunu söyleyeyim, hiçbir şekilde muvaffak olamayacaklar."

Başbakan, merkezi hükümetin yetkisinin 1992'ye kadar kendilerinde olduğunu belirterek, "Bütçe de bizdedir, çoğunluk da bizde. İstedikimiz kanunu çıkarırız. Mahallî idareler merkezle uyum içinde çalışırlarsa, oraya hizmet daha iyi gider" şeklinde konuştu.

"Nefesim belediye başkanlarının üzerindedir. Yanlış hareket eden i affetmem" diyen Özal, SHP'nin aday tesbiti için yapacağı ön seçimi ise "palavra" olarak nitelendirerek şöyle konuştu:

"Onların söylediği ön seçim teşkilât yoklamasıdır. Bizdeki ön seçim, bütün üyelerin iştirakiyle olacak. Merkezden belirleyeceğimiz isimlerde modern metodları kullanıyoruz. Belediye başkan adaylarını seçerken halkın istediği istikamette en iyilerini bulacağız o vakit ben de 'Bunlara kefilim' diyeceğim."

Cumhuriyet 25.1.89

Disiplin Kurulu'nda

SHP'li Aksoy'a 'Kürt' cezası geliyor

Strasbourg'daki Karma Parlamento Komisyonu toplantısında "Kürtlere kültürel özerklik verilmeli" dediği ileri sürülen SHP Malatya Milletvekili Aksoy, parti Disiplin Kurulu'na verildi.

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — Strasbourg'da geçen hafta yapılan Karma Parlamento Komisyonu'nda "Kürtlere kültürel özerklik verilmelidir" ve "SHP demokrasiye şaşı bakıyor" yolunda görüş belirttiği öne sürülen SHP Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy'un ihraç istemiyle disiplin kuruluna verilmesi kararlaştırıldı.

MYK'nın dünkü toplantısında yerel seçimlerin yanı sıra, İbrahim Aksoy'un Strasbourg konuşması da ele alındı. Yaklaşık dört saat süren toplantıda Aksoy'un kesin ihraç istemiyle yüksek disiplin kuruluna verilmesi benimsendi. Parti tüzüğüne göre yüksek disiplin kurulunun bu isteği ele alarak iki ay içerisinde sonuçlandırması gerekiyor. Disiplin kurulu Aksoy'un savunmasını aldıktan sonra gerekli soruşturmayı yaparak ihraç istemini karara bağlayacak ve tüzük uyarınca gereken işlemi yapacak.

Genel Sekreter Yardımcısı Adnan Keskin toplantıdan sonra Aksoy'un Kürtçülükle ilgili sözlerinin parti tüzüğüne göre suç sayıldığını belirterek oybirliği ile disiplin kuruluna verildiğini söyledi. Keskin, "ihracın sürekli mi yoksa belli bir süre için mi istediği" yolundaki soruya ise "Biz ihraç istemiyle havalere ettik, artık onu disiplin kurulu karara bağlayacak. Disiplin kurulu bakarsın affeder" dedi.

MYK ayrıca merkez yoklaması yapılacak yerlerdeki adayları saptaması için parti meclisininin 15-16 şubat tarihlerinde toplanmasını kararlaştırdı. Merkez yoklamasıyla saptanacak adayların 5 şubata kadar genel merkeze baş-

vurmaları gerektiği bildirildi. MYK'da Genel Sekreter Deniz Baykal Avrupa Parlamentosu'ndaki temaslar hakkında bilgi verdi.

Aksoy: İnönü ile görüşeceğim

Halen Hamburg'da bulunan İbrahim Aksoy ise ANKA'nın konuyla ilgili sorularını yanıtlarken "Genel Başkan İnönü ile görüştüğümde sonra açıklama yapabilirim" dedi.

Edinilen bilgiye göre, komisyon toplantısında İbrahim Aksoy ile birlikte bulunan Genel Sekreter Deniz Baykal da merkez disiplin kurulu soruşturması sırasında olayla ilgili "tanıklık" yapacak. Baykal'ın yakın çevresine, İbrahim Aksoy'un gazetelere yansıyan sözlerinin doğru olduğunu söylediği bildirildi.

Öte yandan İbrahim Aksoy, seçim bölgesi Malatya'da "istenmeyen kişi" ilan edildi.

Malatya SHP İl örgütü, Aksoy'un yaptığı konuşmanın onaylanamayacağını belirterek, "Aksoy, bu fikirleriyle bizleri temsil edemez" görüşünü dile getirdi. Türk halkının bir bütün olduğunu vurgulayan SHP İl Başkanı Necati Büker, Türkiye sınırları içinde Kürt-Türk sorunu yaratmanın yanlış olduğunu vurgulayarak "Adı geçen milletvekilli, seçildiği günden bu yana bölücü hareketlere devam etmektedir. Konuşmalarıyla tepkileri üzerine çekmektedir" diye konuştu.

İbrahim Aksoy'un Avrupa

Parlamentosu Karma Komisyonu Toplantısı'nda yaptığı konuşmanın onaylanamayacağını belirten Büker, düzenlediği basın toplantısında, Aksoy'u destekleyen il ve merkez ilçe başkanlarının görevlerinden alındıklarını, bu nedenle Aksoy'un konuşmalarıyla Malatya'yı temsil edemeyeceğini belirterek şunları söyledi:

"Türkiye halkı bir bütündür. Bu bütünlüğü zedeleyici davranışta bulunanları benimsemediğimiz gibi SHP olarak karşıdayız. Tesadüfen milletvekili olan bu şahıs, bizleri ve Malatya halkını temsil edemeyeceği gibi bundan sonra kendisini temsilci olarak tanımıyoruz. SHP kökeni Kuva-i Milliye'ye dayanan Milli Misakçı bir partidir. İbrahim Aksoy gibi şahısların davranış ve fikirleri bu temel felsefeye aykırıdır. SHP, Türkiye'yi yüceltmek isteyenlerin partisidir. Aksoy'un fikirlerini benimseyecek olan partiye kayıtlı üyelerimizi Yüksek Disiplin Kurulu'na sevk edeceğiz."

Malatya milletvekili İbrahim Aksoy'un Strasbourg'daki komisyon toplantısında yaptığı konuşma hakkında önceki gece Genel Başkan Erdal İnönü, buradan dönen Genel Sekreter Deniz Baykal ile de görüştü. SHP adına Karma Komisyon toplantısına giden milletvekillerinin de Aksoy'un konuşmalarını "genel olarak onaylamadıkları" bildirildi.

Öte yandan komisyon toplantısında hazır bulunan SHP Ankara milletvekili Tefrik Koçak ise Aksoy'un görüşlerine katılmadığını, kendi ağzından da herhangi

bir şekilde "Kürt" sözcüğünün çıkmadığını söyledi. Koçak, ayrıca Türkiye'de işkence yapıldığı, ANAP'ın 12 Eylül uzantısı olduğu ve 1982 Anayasası'nın da SHP iktidara geldiğinde değiştirileceğini söylediğini ifade etti.

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Başbakan Turgut Özal'ın "SHP Türkiye'yi yönetemez, parçalar" sözlerinin anımsatılması üzerine ise şu yanıtı verdi:

"Biz ulusal bütünlüğe herkeslen daha fazla bağlı olan bir partiyiz. Türkiye'yi ileri götürmek, halkımızı mutlu yaşatmak, bütünlük içinde demokrasinin bütün nimetlerinden yararlanmak amacımızdır. Kim hata yaparsa onu düzeltiriz, cezasını veririz. Bizim için bu tür karalamaların hiçbir anlamı yoktur. Şimdi zaten konu, iktidarın yaptığı büyük hatalar halkın zararına olan işlemler, bütün bunların belgeler ile ortaya çıkmış durumu var. Bunun karşısında devletin organlarını görevle çağırıyoruz. Sayın Başbakan bu konularla ilgilense çok daha iyi eder. Kendisine baksın."

Disiplin Kurulu'na verilen Malatya milletvekili İbrahim Aksoy'a parti tüzüğüne ilgili maddeleri uyarınca "kınama"dan "geçici ihraç"a kadar değişen cezalar verilebilecek. MYK'nın gerekçeli sevk işleminden sonra toplanacak Merkez Disiplin Kurulu'nun geçici çıkarma cezası vermesi halinde Aksoy parti üyeliğinden çıkarılarak bunlara tanınan haklardan yararlanması askıya alınacak.

Yeşilyurt Köyünde Yaşanan...

Ülkemizin bütünlüğünü ve ulusal birliğini korumak, her Türkiye Cumhuriyeti vatandaşının başlıca görevlerinden biridir. Ayrılıkçı emellerle ülkeyi bölmek ve ulusal birliği bozmak isteyenlere karşı mücadele, aynı zamanda cumhuriyet devletini kuranların emanet ve anılarına bir saygı ifadesidir.

Ulusal Kurtuluş Savaşımızla tarihin çöp tenekesine fırlattığımız Sevri yeniden hortlatmayı amaçlayanlara karşı, bugün, özellikle Güneydoğu'da mücadele verenlerin ne gibi güç koşullarda görev yaptıkları da bilinmektedir. Askerimizi, güvenlik kuvvetlerimizi hedef alan terörist eylemlerin, cezasız ve karşılıksız kalmayacağı açıktır. Devletin bu çerçevede gücünü göstermesi doğaldır.

Bu noktaların altı kalınca çizilmelidir.

Ancak devlet kendi gücünü gösterirken, dikkat edilmesi gereken bir dizi kural vardır. Çünkü Türkiye Cumhuriyeti devleti, demokratik bir hukuk devletidir; insan haklarına saygı göstermekle yükümlüdür; zira bunlar hem anayasasında hem de altına imza koyduğu uluslararası sözleşmelerde yazılıdır. Onun içindir ki devlet, "gücünü" gösterirken, demokrasinin, hukukun temel ilkelerine ve en temel insan haklarına saygı göstermek durumundadır.

Eğer bu saygıyı göstermezse ne olur?

O zaman devlet gücü, "devlet terörü"ne dönüşür; ne haktan ne hukuktan söz edilebilir; toplum düzeninde giderek "orman yasaları" geçerli olmaya başlar. Devletin

kendisini, kendi vatandaşına yabancılaştırmaya başlaması ya da vatandaşın içine "devlet korkusu"nun düşmeye yüz tutması, nereye varacağı bilinmeyen bir kargaşa ortamına kapının aralanması demektir.

Bugün bu satırları alt alta sıralayışımızın tek bir nedeni var: Mardin'in Cizre ilçesinin Yeşilyurt köyünde, 14 ocağı 15 ocağa bağlayan gece yarısından sonra neler yaşandı? Bu sorunun karşılığının tüm çıplaklığıyla ortaya çıkarılmasını istiyoruz. Köy muhtarı Abdurrahman Müştak'la arkadaşlarının Cizre Cumhuriyet Savcılığı'na verdikleri şikâyet dilekçesinde yer alan iddialar eğer gerçekse, insanlık adına utanç vericidir. Geçen pazarı günü bu köşede tümünü yayımladığımız dilekçenin bir yerinde şöyle deniliyor:

"... Köy muhtarına sen devletin değil PKK'nın muhtarisiniz denilmiş, yere yatırılan

köylünün sırtında, karda kışta saatlerce güvensizlik güçleri gezmiş, kabadayak atılmıştır. (...)

Çevreden insan pisliği toplatılarak, muhtarın amcası Kâmil MÜŞTAK'a zorla tek tek yaşlı genç demeden pislik ağızlarına verilmiştir. Daha sonra bu insan pisliğini Kâmil MÜŞTAK'ın oğlu olan Bahattin MÜŞTAK'a zorlan babasının ağızına verilmiştir. Yaşlı olan Kâmil MÜŞTAK yaralanmıştır, Abdurrahman MÜŞTAK yaralanmış, Abdullah GÜNDOĞAN yaralanmış. (...)"

Adalet Bakanlığı, Mardin ve Cizre savcılıklarına suç duyurusunda bulunmuştur; Cizre Cumhuriyet Savcılığı da soruşturma açmıştır.

Gerçek neyse ortaya çıkarılmalıdır. Hem de en ufak bir zaman ıvırtılmaksızın.

İsveç Çocuk Esirgeme Kurumu'nun raporu

'Sığınmacı güç durumda'

Cumhuriyet 25.1.89



Türkçe ve Kürtçe eğitim Irak ordu birliklerinin saldırılarından kaçarak Türkiye'ye gelen Muş, Diyarbakır ve Kızıltepe'deki geçici barınma merkezlerine yerleştirilen sığınmacı çocuklarının hangi dilde eğitim göreceklere tartışma konusu. Sığınmacılar, çocuklarının Irak'ta yarım kalan eğitimlerini

kendi dillerinde sürdürmelerini isterken, geçen günlerde sığınmacı kamplarında incelemelerde bulunan Batı Alman eğitim uzmanları, okul çağına gelen çocukların eğitimlerinin gecikmesinin çeşitli sorunlara neden olacağını bildirerek, bir an önce eğitime başlanması ve bunun hem Türkçe hem de Kürtçe olması gerektiğini söylediler. (Fotoğraf: İker Maga)

Raporda, artan soğuklarla birlikte Iraklı Kürtlerin sığındığı kamplarda salgın hastalıkların başgösterdiği, Özal hükümetinin bu topluluğun dış dünyayla bağını kesme eğiliminin ortaya çıktığı öne sürülüyor.

YAVUZ BAYDAR

STOCKHOLM — "Savaş mültecisi on binlerce Iraklı Kürt, Türkiye'de çok güç koşullar altında yaşıyor."

"Kürtlerin kaldığı dört mülteci kampına uluslararası yardım ulaştırılmıyor."

"Güç koşullar, her gün en az bir çocuğun ölümüne yol açıyor."

İsveç Çocuk Esirgeme Kurumu'nun (Raedda Barnen) Iraklı Türkleri'ye sığınan Kürt aile ve çocuklarıyla ilgili olarak hazırladığı bir raporda, bu görüşlere yer veriliyor.

Genellikle savaş bölgelerindeki çocuklarla sokak çocuklarının durumunu yakından izlemesi ile tanışan ve ayrıntılı raporları ile Batı'da saygın bir konumu olan İs-

veç örgütünün "Türkiye'deki Iraklı Kürt Mülteciler" başlıklı 30 sayfalık raporunda, Özal hükümetinin tutumu çok sert bir dille eleştiriliyor.

Raporun ilk bölümünde Irak ordusunun 22 Ağustos 1988 tarihinde sivil Kürtlere karşı başlattığı saldırı ve bunun sonucunda 100 bin kadar Kürdün Türkiye ve İran'a geçtikleri anlatıldıktan sonra,

mültecilerin İran'da "iyi kabui gördüğü", Humeyni yönetiminin yiyecek ve konut için büyük harcamalar yaptığı belirtiliyor. Raporda Türkiye'nin Kürtlerin kabulü konusunda "çok temkinli" davrandığı kaydediliyor.

Örgütün raporunda Iraklı Kürtlerin ilk haftalarda yalnızca bölgedeki Kürtlerden yardım gör-

düğü, daha sonra kurulan çadırli kamplara gitmesi istenen Iraklı Kürtlerin çoğunu, aralarında akrabalık bağı da olan bölge Kürtlerinin evlerinde barındırmak istediği, ancak bu isteklere Türk makamlarının karşı çıktığı belirtiliyor.

Iraklı Kürtlerin 5 Eylül'den itibaren Yüksekova, Diyarbakır, Kızıltepe ve Silopi'deki kampla-

ra yerleştirilmesinden sonra, artan soğuklarla birlikte, salgın hastalıkların mülteciler arasında baş gösterdiği bildirilerek, Özal hükümetinin bu topluluğun dış dünyayla bağıni kesme eğiliminin bu sırada ortaya çıktığı öne sürülüyor. Bir BM heyetinin kampları denetleme isteminin reddedilmesi de buna gerekçe olarak gösteriliyor.

Cumhuriyet 27.1.89

Yeşilyurt köylüleri dün Cizre Savcısına verdikleri ifadede 'insan pisliği' iddialarını tekrar ettiler

'Yedirdiler'

Cizre Cumhuriyet Savcılığı, dün Yeşilyurt köylülerinden Beşinin ifadesini aldı. Köylüler ifadelerinde, şikâyet dilekçelerinde de yer alan, jandarmanın kendilerine "insan pisliği" yedirdiği iddialarını yinelediler.

Önceki gün ifadesi alınan bir astsubayla 5 er ise, insan pisliği yedirmediklerini, sadece "yediririz" dediklerini belirttiler.

CİZRE/DİYARBAKIR (Cumhuriyet) — Cizre Savcılığı Yeşilyurt Köyü'nden 5 tanığın ifadesini aldı. Köylüler, şikâyet dilekçelerindeki iddialarını yineleyerek "Bize insan dışkısı yedirdiler" dediler.

Önceki gün ifadesine başvuru 5 askerle ise "Biz insan pislii yedirmedik. Sadece yediririz dedik" şeklinde konuştukları öğrenildi. Savcılığa başvuran köylülerin avukatı Hasip Kaplan ise Yeşilyurtlu mağdur tanıkların can güvenliklerinin sağlanmasını, soruşturmanın bizzat savcı tarafından yürütülmesini ve Binbaşı Cafer Çağlayan'ın tutuklanmasını istedi.

Savcılık, Yeşilyurt Köyü'nden beş tanığın ifadesini aldı. Köylüler şikâyet dilekçelerindeki iddiaları yineleyen ifadesi alınan 5 askerle, "insan dışkısı yedirmedikleri", sadece 'yediririz' dediklerini öğrenildi. Cizre'deki operasyonlarda gözaltına alınanlardan, aralarında biri kadın iki kişinin evinde öldürüldüğü kahveci Ramazan Ögün'ün de bulunduğu dokuz kişi dün salıverildi.

İnsan Hakları Derneği Genel Başkanı Nevzat Helvacı başkanlığındaki heyet, dün Güneydoğuya gelerek incelemelere başladı. SHP Milletvekili Fuat Atalay, Korgeneral Hulusi Sayın'ın, "Haberli yazanlar PKK'ya hizmet veriyorlar" diye konuşmasına tepki gösterdi. Atalay, Yeşilyurt Kö-

yü Muhtarı Abdurrahman Müştak'ın, şikâyetini geri alması için ikna edilmeye çalışılmasını da "ikinci vahim hata" diye nitelendirdi.

Can güvenliği istiyorlar

Yeşilyurt olayıyla ilgili olarak beş askerle bir astsubayın önceki gün ifadelerinin alınmasından sonra dün de şikâyetçi köylülerle tanıkların ifadeleri alındı. İfadeler alınmadan önce cumhuriyet savcılığına başvuran Yeşilyurt köylülerinin avukatı Hasip Kaplan, "müvekkillerinin can güvenliğinden endişe duyduğunu" belirterek, dilekçesinde şu görüşlere yer verdi:

"Müvekkillerimin sindirilmesi veya bir komplo ile tecziyeleri için birtakım gayretlerin sarfedildiği, yasadışı işlemler yapıldığı yönünde emareler bulunmaktadır. Gözdağı verilerek müşteki tanıkların etkilenmesi, masum insanların suçlu konumuna sokulması gibi iki tür yasadışı uygulama girişimleri bulunmaktadır. Böylesi bir durum vatandaşın hak arama özgürlüğünü kısıtladığı gibi delilleri karartma çabaları da görülmektedir. Can güvenliklerinin tehlike de olduğuna dair ciddi emareler vardır. Bu nedenle, müvekkillerimin bulunduğu Yeşilyurt Köyü ile ilgili güvenlik kuvvetlerince yapılacak soruşturmanın savcı nezaretinde yapılmasını, müşteki tanıkların ile sanıkların bir an önce dinlenerek yüzleştirilmelerini, sanıkların tecziyelerini, soruşturmanın sağlıklı açısından ve delillerin karartılmasının önlenmesi için sanıkların tutuklanmasını dilerim."

İfade verdiler

Avukat Hasip Kaplan'ın başvurusundan sonra dün Cizre Cumhuriyet Savcılığı'na çağrılan Yeşilyurt Köyü halkından İmam Mevlüt Altunbay, Mahmut Diri, Salih Kayar, Abdullah Madak, Mehmet Sait Bozkurt ifade verdiler. Tanıkların ifadelerinde daha önce şikâyet dilekçesinde olmayan yeni id-

dialarda da buldukları öğrenildi. Savcı Mustafa Sağiroğlu'nun, "askerlerin köye saat kaçta geldiği, köyü nasıl sardığı, Muhtar Abdurrahman Müştak ile Kâmil Müştak'ın nasıl sorguya çektiği, döverken görüp görmedikleri, köy halkına nasıl insan pisliği yedirildiği" yolundaki sorularını yanıtlayan tanıkların, dilekçedeki iddiaları aynen yineledikleri bildirildi.

Yeşilyurt Köyü'nün yaşlılarından tanık Salih Kayar'ın ifadesi alınırken cebinden çıkardığı doksan dokuzluk tesbihi savcıya verdikten sonra şöyle konuştuğu belirtildi:

"Savcı Bey ben bu yaşta günde beş vakit namazı imamın arkasında kılan bir insanım. Bu tespihi de elimden hiç düşürmem. Yapılan şikâyetlerin hepsi doğrudur. Bu yaştan sonra bana bu boku yedirdiler. Ben de şikâyetçiyim."

"Bağımı bozdular"

Tanıklardan Abdullah Madak, Mehmet Sait Bozkurt ve köy imamı Mevlüt Altunbay da şikâyet dilekçesindeki iddiaları doğrulayıp yineleyen Mahmut Diri adlı yurtaşın da şahınlari söylediği öğrenildi:

"Başımıza gelenlerin hepsi doğrudur. Bundan başka köyün yamacında bulunan bağım da askerler tarafından tahrip edilmiştir. Bunu da burada şikâyet ediyorum. Doç yolu dediğimiz köyün yolu bir süre önce dozerler tarafından açılarak yolun kenarına büyük kayalar çıkartılmıştı. Askerler, köyü sardıkları gün bu büyük kayaları benim bağıma yuvaladılar. Şimdi bağım bozulmuş durumda. Ayrıca yeni doğmuş yavımın da evden alarak köy meydanına getirdiler."

Askerler: "Boku yediririz" dedik

Öte yandan önceki gün ifadesi alınan beş askerle bir astsubayın da sorgulama sırasında tüm iddi-

aları reddettikleri, sadece, "köy ilkokulunun tahrip olması, camlarının kırılmış durumda bulunması nedeniyle çevredeki pisliği göstererek köylülere, bu konularda dikkatli olmadıkları takdirde 'bu boku yediririz' dedikleri" öğrenildi.

Atalay'ın açıklaması

SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, Yeşilyurt Köyü Muhtar Abdurrahman Müştak'ın önceki gün gözaltına alınarak şikâyetini geri alması için ikna edilmeye çalışılmasını "Yeşilyurt olayı"nda "ikinci vahim hata" olarak nitelendirdi. Atalay, Asayiş Bölge Kolordu Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın'ın önceki günkü basın toplantısında söylediği, "Bazı gazete muhabirleri PKK lehine, devletin aleyhine yazılar yazmayı görev almışlar sanki, bunlar belki bilmeyerek yanlış bilgiyle oluyor, ama bazıları da özel nedenlerle yazıyor" sözlerini, "basın özgürlüğünü baskı altına alabilecek yaklaşım" olarak değerlendirek şu görüşleri dile getirdi:

"Sayın korgeneralin gazete haberlerine ilişkin değerlendirmesi esef vericidir. Özellikle son Cizre ve Yeşilyurt olayında basına yansıtılan haberler tam anlamıyla demokrasie hizmettir. İnsan haklarını temel tutan bu haberlerin siyasi boyutunu tartışmak yanlış. PKK karalamasıyla bir yere varılmayacağı çok iyi bilinmelidir. Bu anlamda Cumhuriyet Gazetesi, demokrasi adına örnek bir davranış göstermiştir. Basın özgürlüğünü baskı altına alabilecek bu yaklaşımlardan yetkililerin kaçınmasını istiyoruz."

Cumhuriyet 27.1.89



ÖZAL

Araştırma yapmadan yazılması üzücü



ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Başbakan Turgut Özal, Yeşilyurt köyünde "pislik yedirme" olayını "Böyle bir şey yapılmışsa, gerekli cezayı görecektir. Ama yapılmamışsa, o vakit yapılan yayınların ifade ettiği mana ne olacaktır diye de bir taraftan düşünmek lazım" şeklinde değerlendirdi.

Başbakan Turgut Özal, dünkü basın toplantısında Cumhuriyet'in "pislik yedirme" olayına ilişkin sorusunu yanıtlarken, bu konularda "Tahkik edilmeden haberler yazılmasına üzüldüğünü" söyledi. Özal'a Yeşilyurt'taki olay konusunda yöneltilen sorular ve yanıtları şöyle:

— Adalet Bakanlığı ve Bölge Valiliği Yeşilyurt köyündeki 'pislik yedirme' hadisesi ile ilgili soruşturma yapıyor. Bu konuda söylemek istediğiniz bir şey var mı?

ÖZAL — Soruşturma yapılıyor. Üzüldüğüm bir nokta daha var. Bu konular hakikaten tahkik edilmeden de çok açık bir şekilde yazılıyor. Yani belki ilerde şu konuları da düşünmemiz lazım. Yarın bu tahkikatlar netice vermediği, doğru olmadığı anlaşıldığı takdirde bu yazılan yazılmanın ifade ettiği mana ne olur?

Zannediyorum, gazetelerimizin en önemli vazifesi, konuları tahkik etmeden, ispat etmeden bu kadar büyük ithamları yapmamaktır. Açılmıştır, böyle bir şey duyulunca hemen soruşturma açılmıştır. Doğrudur. Biz hiçbir zaman işkencenin yanında olamayız.

Bizim insan haklarıyla ilgili olarak getirdiğimiz birçok yenilikler vardır. Ama bir taraftan da memleketin birliğini, bütünlüğünü düşünmek ve bu konu için çalışan insanları hakikaten rahatsız etmemek lazım. Eğer böyle bir şey yapılmışsa, gerekli cezayı görecektir. Ama yapılmamışsa o vakit bu yapılan yayınların ifade ettiği mana ne olacaktır diye de bir taraftan düşünmek lazım.

— Sadece yayınlar değil, savcılığa yapılan bir şikâyet de söz konusu.

ÖZAL — Olabilir şikâyet, ama yani bugün savcılığa ifade edilen her konu acaba doğru mu?

— Adalet Bakanlığı yeterince ciddi bulmasaydı, soruşturma açmazdı.

ÖZAL — Efendim, her konu açık söyleniyor, savcı suç ihbarı farz ediyor. Tahkikatını yapıyor. Ama sonunda takipsizlik kararı da verebilir, mahkemeye de verebilir. Ama şu anda mahkemeye intikal etmiş bir durum yok."

Şırnak'ta baskın

Teröristler Siirt'in Şırnak ilçesindeki kömür ocaklarını bastı, mazot dökerek iki su pompasını yaktı. Mardin'in Habur sınır kapısında çıkış için sıra bekleyen tankerlere ateş açan militanlar, 2 tankeri yaktılar.

ŞIRNAK/SILOPI (Cumhuriyet) — Siirt'in Şırnak ilçesindeki kömür ocaklarını basan bir grup militan, mazot dökerek iki su pompasını yaktı, bir greyderi otomatik silahlarla taradı. Mardin'in Habur sınır kapısında ise çıkış için sıra bekleyen tankerlere ateş açan teröristler, iki tankerin yanmasını yol açtı.

Önceki gün 20.30 sıralarında Şırnak kömür ocaklarının çevresi bir grup militan tarafından çevrildikten sonra, militanlar üçü ellerindeki otomatik silahlarla kömür ocağındaki görevlileri yere yatırdılar. Görevlilere, "aralarında korucu bulunup bulunmadığını ve Tatar soyadı taşıyan olup olmadığını" soran militanlar daha sonra pompaları açtılar ve çevreye mazot dökerek ateşe verdiler.

Militanlar daha sonra çevrede bulunan bir greyderi otomatik silahları ile tarayarak olay yerinden uzaklaştılar. Yangın sırasında iki su pompasının kullanılmadık duruma geldiği bildirildi. Teröristlerin olay sırasında "devlet yanlısı" olarak bilinen Tatar ailesini hedef aldıkları sanılıyor.

Teröristler, Mardin'in Silopi ilçesi yakınlarındaki Habur sınır kapısından çıkış yapmak için bekleyen altı tankere de dün 10.00 sıralarında ateş açtılar. Otomatik silahlarla yapılan saldırı sırasında iki tanker tamamen yanarken dört tanker de hasar gördü. Militanlar saldırıdan sonra olay yerinden uzaklaştılar. Saldırının Türkiye-Irak arasındaki karayolu ulaşımını etkilemediği bildirildi.

Can kaybı meydana gelmeyen

olaylarla ilgili olarak güvenlik güçleri Siirt ve Mardin yöresinde geniş çaplı arama ve operasyonlara başladılar.

İzmir PKK davası

Öte yandan yasadışı PKK örgütüne üye oldukları iddiası ile 5'i hakkında idam cezası istenen, 10'u tutuklu 26 sanığın yargılanmasına İzmir DGM'de devam edildi.

Önceki duruşmada işkence görüldüklerini iddia eden tutuklu sanıklardan Fatım Aksoy ile tutuksuz yargılanan Ahmet Sürel hakkında devlet hastanesinden verilen raporu açıklayan mahkeme başkanı, iki sanığa 5'er günlük rapor verildiğini belirtti.

Mahkeme aldığı ara kararda, tahlive isteklerini reddetti

Batının gözü Cizre'de

Başta ABD olmak üzere, Batılı ülkelerin büyükelçilikleri, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde ve bu arada 'köylülere insan dışkısı yedirildiği' ileri sürülen Yeşilyurt köyündeki 'insan hakları ihlalleri' konusunda bilgi topluyor.

SEMİH İDİZ

ANKARA — Türkiye'de insan haklarının "en ağır biçimde ihlal edildiğine" ilişkin iddiaların son günlerde artması üzerine, Ankara'daki Batılı ülkelerin büyükelçiliklerinin bu konuda doğal olarak sürdürdükleri bilgi toplama çalışmalarını arttırdıkları öğrenildi.

Söz konusu çalışmaların şu aşamada, çok sayıda kişinin PKK'ya yardım ettikleri savıyla gözaltına alındıkları ve köylülere insan pisliği yedirildiği iddia edilen Yeşilyurt köyü ve Güneydoğu Anadolu üzerinde odaklaştığı belirtiliyor.

Ankara'nın, "AT'ye tam üyelik başvurusu konusunda somut gelişmeler beklendiği bir dönemde Avrupa'da kimi çevrelerin Türkiye'ye karşı kampanya açtıklarını" bildirmesine karşın, bu çalışmaların ağırlıklı olarak bir Avrupa ül-

kesi olmayan ve Türkiye'nin en yakın müttefiki sayılan ABD tarafından yürütüldüğü kaydediliyor.

Bu çerçevede ABD Büyükelçisi Robert - Strausz Hupe'nin özellikle son günlerde Güneydoğu'da meydana gelen olaylara "özel bir ilgi" ile baktığı ve raiyetinde konuyla ilgili olarak çalışan Amerikalı görevlilere "İddialar konusunda bilgi toplanması" için talimat verdiği ifade ediliyor.

Öte yandan konuyla çok yakından ilgilenen AT üyesi ülkeler ara-

sında İngiltere, Fransa, Federal Almanya ile Danimarka'nın bulunduğu belirtiliyor.

Konu hakkında Cumhuriyet'e bilgi veren diplomatik kaynaklar ABD Dışişleri Bakanlığı tarafından yılda bir hazırlanan "İnsan Hakları Raporu"nun geçen yıl şubat ayında yayımlandığını anımsatarak, Amerikan Büyükelçiliği'nin Türkiye'deki insan hakları konusuna şu aşamada yoğun bir biçimde eğilmesinin, bu yıl için hazırlanan raporla ilgili olabileceğini

belirtiyorlar.

Öte yandan Viyana'da geçen günlerde imzalanan AÇIK Sonuç Belgesi'nin insan hakları konusunu ülkelerin içişleri olmaktan çıktığını anımsatan Batılı diplomatik çevreler, ABD ve AT ülkeleri tarafından son zamanlarda Türkiye'deki insan hakları konusuna verilen önemi şöyle açıkladılar:

"ABD, Doğu Blokuna karşı başlattığı yoğun insan hakları kampanyasında, özellikle Sovyet-

ler Birliği'nde görülen gelişmeler ışığında, önemli bir dereceye kadar başarılı oldu. Şimdi Moskova'nın bu alanda müttefiklerine baskılar uygulamasını istiyor.

Kongre'nin de yönetim üzerinde insan hakları konusunda ağır baskısı olduğu unutulmamalı. Avrupa'ya gelince, AT ülkeleri topluluğa üye olmak istediğini resmen bildirmiş olan Türkiye'nin doğal olarak insan hakları konusunda asgari Avrupai kriterlere uymasını istiyorlar.

Milliyet 27.1.89

BUGÜN

GÜNEYDOĞU'DAKİ İKİ GÖREV

MARDİN'in Cizre ilçesine bağlı Yeşilyurt Köyü'nden çıkan bir dilekçe geniş yankılar yaptı.

Dilekçenin adresi Cizre Cumhuriyet Savcılığı'ydı. Yazanı, köyün muhtarı Abdurrahman Müştak'tı. Köy halkından dört kişi daha, altına imza atmışlardı.

Diyordları ki: "15-16 Ocak gecesi saat 2 sıralarında köyümüze giren güvenlik güçleri köyün erkeklerini yüzükoyun yere yatırdılar. Üzerlerinde yürüyerek çiğnediler.. Dövüldüler.. Ayrıca, köylülere çevreden insan pisliği toplatıldı. Ve bu zorla, bazı kimselerin ağzına sokturuldu."

Dilekçenin metni, basına, Cumhuriyet gazetesi Genel Yayın Yönetmeni Hasan Cemal'in yazısıyla yansıdı ve bir şok etkisi yaptı.

Ankara'da dün basına ortak bir brifing veren Emniyet Genel Müdürü, Olağanüstü Hal Bölge Valisi ve Asayiş Komutanı, bölgedeki teröristlere karşı 28 Aralık'tan itibaren "Birlik Operasyonu" adı altında bir operasyon sürdürüldüğünü açıkladılar. Verdikleri bilgiye göre: Operasyonun amacı, kişidölayısıyla yerleşim yerlerine sığınan teröristlerin yakalanmasıydı. Nitekim gözaltına alınanlar arasında terörün elebaşları olduğu tespit edilen çok sayıda militan da vardı.

Bu, olayın bir yanındı. Öteki yanına, Yeşilyurt Köyü Muhtarı'nın verdiği dilekçeye gelince.. Bölge Valisi Kozakçioğlu, bu konuda, Savcılığın tahkikatından ayrı olarak idari bir tahkikat da açıldığını bildirdi. Bölge Asayiş Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın da, "Hemen kesin emir verdim. Sorumluluğu olan hiçbir kimse himaye edilmeyecek.. Bizim vazifemiz düşman kazanmak değil, halkın güvenliğini sağlamak ve dost kazanmaktır" dedi.

Böylece, Yeşilyurt Köyü'ndeki tüyler ürpertici iddia üzerine tahkikat açıldığı, nihayet açıklanmış oldu. Komutanın güdülen amacın "dost kazanmak" olduğunu vurgu-

laması da, olumlu bir işaret olarak algılandı.

Burada iki şeyi birbirine karıştırmamak gerekiyor. Güneydoğu bölgemizdeki terör hareketlerine karşı önlemler almak, bölgedeki güvenlik görevlilerinin hiçbir zaman ihmal edemeyecekleri görevleridir. O amaçla, gereken yerlerde aramalar yapmak, soruşturmalar açmak, vatandaşların bilgisine başvurmak zorundadırlar.

Ama bunlar yapılırken, asla ihmal edilmemesi gereken bir temel görev de, vatandaşa karşı, hukuk dışı tutumlar alınmasını, insan haklarının çiğnenmesini önlemektir. Birinci görev, ikinci görevi gözardı etmenin mazereti olamaz. Yani: "Ben teröristlere karşı mücadele içindeyim. O mücadeleyi yürütenlerin ellerini tutamam" denilemez.

Yeşilyurt Köyü olayıyla ilgili olarak açıldığı bildirilen tahkikatın, bu bilinçle yürütülmesi ve en kısa zamanda sonuçlandırılması büyük önem taşıyor. Çünkü bu brifingde yapılan açıklamaların bir bölümü —Komutanın yukarıya aldığımız sözleri gibi— o izlenimi verebilecek gibidir. Ama aynı brifingdeki bazı cümleler tereddüt uyandırıcıdır.

Örneğin: "...Bu iddiaların, ilk inceleme sonuçlarına göre, güvenlik kuvvetlerinin çalışmalarını sekteye uğratmak, birtakım kanıtların ele geçirilmesini önlemek ve bu suretle kamuoyunu yanlış şekilde etkilemek amacıyla yönelik olarak ortaya atıldıkları değerlendirilmektedir."

Açılan ve "hiç kimsenin himaye görmeyeceği şekilde sonuçlandırılması emredilen" bir soruşturmanın başlangıcında, böyle karmaşık cümleler, bir önyargılı yaklaşımın ifadesi olarak yorumlanabilir. Bunlardan kaçınmak gerekir. Ya da, böyle cümleler ile da söylenecekse onların hemen arkasına şöyle bir cümleyi de eklemek gerekir:

"Tabii, Yeşilyurt Köyü muhtarıyla öteki imza sahiplerinin dilekçesindeki iddiaların aynen doğru olabileceği hususu da değerlendirilmektedir."

Birinci cümledeki ihtimal de söz konusu olabilir. İkinci cümledeki ihtimal de.. Ama bir tahkikatın başlangıcında, ikincisini de, en az birincisi kadar geçerli saymak, objektif olmanın ve inandırıcı olmanın ilk koşuludur.

ALTAN ÖYMEN

Cumhuriyet 28.1.89

GÜNEYDOĞU'DAN

NOTLAR

Bir Araştırma Öyküsü

CELAL BAŞLANGIÇ

ADANA — Gelin, elimizdeki bilgileri birleştirip, bir araştırmanın nasıl yapıldığını ortaya çıkartalım.

13 Ocak 1989'da, saat 13.25'te, iki polis memuru öldürüldü. Olay üzerine Cizre'de yoğun gözaltılar başladı. Hemen ertesi gün Yeşilyurt Köyü sarıldı ve 15 ocak günü sabaha karşı da köylülerin kendilerine "bok yedirildiğini" öne sürdükleri olay meydana geldi.

"Yeşilyurt olayı"nın ortaya çıkma öyküsü, Güneydoğu Böl-

gesi'nde SHP'lilerin gözaltına alındığı yolundaki savları incelemek üzere parti genel merkezinin 17 ocakta yöreye bir heyet göndermesiyle başladı.

Heyetin Cizre'de çalışmalarını sürdürdüğü, 19 ocaktan yaklaşık altı gün önce, Yeşilyurt köylülerine "değişik" bir yöntem uygulandığı, köylülerin de bunun üzerine Cumhuriyet Savcılığı'na şikâyet dilekçesi yazdıkları, bu dilekçeyi Cumhurbaşkanlığı'na, İçişleri Bakanlığı'na, Genelkurmay Başkanlığı'na, parti genel merkezlerine gönderdikleri anlatıldı.

Köylülerin avukatı Hasip Kaplan, o anda Cizre'de bulunan köy muhtarı Abdurrahman Müştak ve yanındaki köylüler olayı doğrulamış, binbaşının kendilerine nasıl "bok yedirildiğini", dayak yediklerine ilişkin devlet hastanesinden nasıl rapor aldıklarını anlatmıştı. Zaten köylüler dilekçelerinde tüm bu savlarını dile getirmişlerdi.

Olay Cumhuriyet'te 22 ocak pazartesi günü yayımlandı. Ancak an-

laşıldı ki şikâyetin üzerinden bir hafta geçmesine karşın, savcılık hiçbir soruşturma başlatmamıştı. Yayınlar sürdü ve şikâyetten ancak tam on gün sonra, beş er ile bir astsubayın ifadesi alındı Cizre Cumhuriyet Savcılığı'nca, olayda tanık ve şikâyetçi olan köylülerin ifadesi de tam on bir gün sonra, ancak önceki gün alındı.

Köylülerin ifadesini Cizre Cumhuriyet Savcısı önceki gün 13.30'dan sonra almaya başladı. Daha köylüler ifade vermeye başlamışlardı ki, Başbakan Özal Ankara'daki basın toplantısında "araştırma yapmadan yazılması üzücü" dedi.

Başbakan Özal'ın açıklama yaptığı ana kadar sivil ya da asker tek bir devlet görevlisi, bile köylülere böyle bir şey olup olmadığını sormamıştı. Ancak önceki gün ifade alırken köylülere bu soruyu yönelten ilk devlet görevlisi Cizre Savcısı olmuştu. Oysa gazeteciler köylülere defalarca bu soruyu sormuşlar ve hep aynı yanı-

dirdiler". Köylüler savcıya da aynı ifadeyi verip, binbaşının kendilerine bok yedirdiğini anlattılar.

İçişleri Bakanı Kalemlî de şikâyetçi olanların ifadelerini hiç göz önüne almadan, hatta dün Binbaşı **Cafer Çağlayan** Cizre Cumhuriyet Savcılığı'nda ifade verirken kendine göre soruşturmayı sonuçlandırmış, "Yeşilyurt Köyü olayları ile ilgili iddiaların doğru olmadığını saptanmıştır" diyebilmişti. Köylülerin avukatı **Hasip Kaplan** ise dün bakana "Müsteki olanların hepsinin savcılıkta ifa-

desi vardır. İçişleri Bakanı Sayın Kalemlî şayet böyle bir şeyin olup olmadığını merak ediyorsa savcılıktan ifadeleri alıp öğrenebilir, asayiş kolordu komutanı ile bölge valisi tahkikat açıldığını söylüyor. Her gün gazeteciler köyde. Kendileri gelip bir tek müştekiyle görüştüler mi" diye sordu.

İşin bir başka yanı da iki polisin öldürülme olayının Yeşilyurt Köyü'nde planlanmasına ilişkin. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği ve Mardin Emniyet Müdürü **Aydın Genç** dün yapılan açıklamalarda,

teröristlerin toplantıyı Yeşilyurt Köyü'nde yaptığını söylüyorlardı. Yeşilyurt Köyü de bu yüzden basılmıştı.

Mardin Emniyet Müdürü **Aydın Genç**'in düzenlediği basın toplantısında gazetecilere gösterilen kişilerden **Abdülhakim Güven**, "Polislerin öldürülmesini planlayan dört kişiden biri" olarak tanıtılıyor. Toplantının Yeşilyurt Köyü'nde yapıldığı anlatılıyordu. Ancak, **Abdülhakim Güven** adlı kişi onca gün gözaltında kalmışken ve daha da kalacakken "Hayır biz

Yeşilyurt'a gitmedik, toplantıyı Cizre'de bir evde yaptık" diyerek "Yeşilyurt Köyü'ne bir şeyler mi yamanmak isteniyor" sorusunu akla getiriyordu.

Bakanın dünkü açıklamasıyla köylülere böyle bir şey olup olmadığını sormadan, Cizre Cumhuriyet Savcılığı'na verdikleri ifadeler beklenmeden ve sonrasında da bu ifadelere bakmadan olay yalanlanmış oldu. Bu "bok yeme" olayında bir araştırma yapmayan var ama...

Hürriyet 28.1.89

Ve, PKK maden bastı

Atilla KORKMAZ

SİLOPI, (Mardin) ŞİR-NAK, (Siirt) (hha) - Süper Vali **Hayri Kozakçıoğlu**'nun bir gün önce işaret ettiği tehlike, dün Şırnak ve Cizre'de patlak verdi. Teröristler, **Kozakçıoğlu**'nun, "PKK, artık şehre iniyor" uyarısını doğrulamak istemiş gibi, maden ocağı basıp tankерleri yak-

Önceki gece saat 20.00'de Şırnak'a bağlı Toptepe Köyü yakınlarındaki Türkiye Kömür İşletmesi Ocaklarına gelen sayıları kesin belirlenemeyen, ancak 15 kişi oldukları ileri sürülen PKK militanları, kömür taşıyan iş makinelerine otomatik tüfekle ateş açtılar. Grayder ve kamyonları kurşunlayarak işleme hale getiren militanlar, ocağın biraz uzağındaki su tulumbasını da üzerine mazot dökerek, eylemlerini sürdürdüler. Gözü dönmüş militanlar, jandarma erlerinin açtığı ateş üzerine kaçmak zorunda kaldılar. Kaçan teröristleri yakalamak amacıyla yoğun operasyona girişildi.

ULUSLARARASI YOLDAKİ EYLEM

Mardin'in Silopi İlçesi'ndeki Habur Gümrük Kapısından giriş yapan bir grup tanker, Cizre İlçesi yakınlarında silahlı teröristler tarafından durduruldu. 47 DC 048 plakalı tankerin sürücüsü **Mahmut Demirkıran**, 42 HS 888 plakalı tankerin sürücüsü **İrfan Öztürk**, 27 FL 180 plakalı tankerin sürücüsü **Mehmet Kayhan** ve 42 RO 462 plakalı tankerin sürücüsü **Tuncel Öztürk**, "Trafik polisi" sandıkları karartılarının uyarıları üzerine durdular. Yüzlerinde maske, ellerinde otomatik tüfekler bulunan 15 kadar PKK'lı terörist, tankерlerden inmek istemeyenleri dipçikledi. Saat 23.30'da Cizre'ye 25 kilometre uzaklıkta meydana gelen olayda militanların sürücülere, tankerdeki mazotun kime ait olduğunu sordukları, akaryakıtın özel kişilere ait olduğu yolundaki cevaba inanmadıkları, "Bunlar ordunun malı. Biz de bu ordunun malını yakacağız" dedikleri ifade edildi.

Daha sonra akaryakıt yüklü tankерleri ateşe veren PKK militanları kaçtılar.

Türkiye ile Ortadoğu'yu birbirine bağlayan ve "İpek yolu" diye bilinen E-24 karayolundaki olayı anlatan tanker sürücülerini, yeterince güvenlik önlemi alınmamasından şikâyetçi oldular, "Bu böyle devam ederse, bir daha bu yola gelmeyeceğiz" diye vakındılar.

Tercüman 28.1.89

PKK kömür ocağını bastı

• Emin BATMAZ •

SİİRT/ MARDİN, (Tercüman)- PKK militanları, önceki akşam Siirt'in Şırnak ilçesinde TKİ'ye ait kömür ocağını basarak bir işçiyi yaraladı, Mardin'in Silopi ilçesinde de dört tankeri yaktı.

Şırnak kömür ocaklarını saat 21.00 sıralarında basan 8-10 kişilik PKK militanı, önce etrafı otomatik silâhlarla taredi. Ateş sırasında grayder operatörü **Celal Kavak**, kafasının yaralandı. Daha sonra su tulumbasını ateşe veren militanlar iki tulumba işçisini de alarak olay yerinden kaçtı. Ancak militanlar, işçi **Halil İrmez** ve **Mehmet Erkan**'ı bir müddet sonra serbest bırakarak izlerini kaybetti.

Benzin döküp yaktılar

PKK militanları, gece saat 24.00 sıralarında ise Silopi Karayolu'nun 5. kilometresinde **Mehmet Demirhan** yönetimindeki 47 DC 048, **Tuncer Öztürk** yönetimindeki 42 S 0462, **İrfan Öztürk** yönetimindeki 42 HS 888 ve **Mehmet Kayhan** yönetimindeki 27 FL 180 plakalı tankерleri durdurarak yaktı. Şoförlerini indirdikten sonra tankерleri benzin döküp ateşe veren militanlar, sloganlar atarak olay yerinden uzaklaştı.

İki olay sebebiyle, bölgede geniş operasyonlara başlandığı bildirildi.

Gaziantep'de

Bu arada, Gaziantep muhabirimiz **Ökkeş Özeksî**'nin haberine göre, "Türkiye Komünist Partisi Birleşik Yektiyan Komünistan Kürdistan" kanadına mensup oldukları iddiasıyla gözaltına alınan 11 kişinin dördü tutuklandı.

Tutuklanan dört sanığın SHP Gençlik Komisyonu Başkanı **Kâmil Yıldız**, İşçi Komisyonu üyesi **Nuri Kaplan**, delegе **Mehmet Yılmaz** ve **Mevlüt Kereci** olduğu bildirildi.

Cumhuriyet 29.1.89

Türkiye'ye 'işgalci' suçlaması

WASHINGTON (Cumhuriyet) - Türkiye'ye 1989 mali yılında yapılacak askeri ve ekonomik yardımın tamamen kesilmesi için önceki gün Kongre'ye, Türkiye'yi "işgalcilik ve sömürgecilikle" suçlayan bir karar tasarısı sunuldu.

Rum lobisine yakınlığı ile tanınan Demokrat Partili üye **Larry Pressler** tarafından verilen karar tasarısı, "ABD Başkanı Türkiye konusunda Kongre'ye bazı güvenceler verinceye kadar" yardımın tümüyle kesil-

mesini öngörüyor. Yardımın yeniden başlaması için sıralanan talepler şunlar:

1- Karar tasarısının diliyle, "Kıbrıs'taki tüm gayri meşru sömürgeci kuvvetler çekilinceye kadar".

2- Türk hükümeti, "Kıbrıs hükümetine Birleşmiş Milletler gözetimi altında Maraş'ı devredinceye kadar".

3- Birleşmiş Milletler gazetisindeki müzakereler Kıbrıs'ta "çoğunluk yönetimini sağlayınca" kadar.

4- Yine karar tasarısının diliyle, "Türk hükümetinin Kıbrıs'ı işgali sırasında ortadan kaybolan 5 Amerikalı ve 1614 Kıbrıslı Rum iade edilinceye kadar".

5- Türk hükümeti KKTC'yi tanımaktan vazgeçene kadar.

6- Türk hükümeti KKTC'nin bağımsızlık ilanı kararını geri aldirana kadar.

22 sayılı karar tasarısı dün Kongre Genel Kurulu'nda iki kez okundu ve "gereği yapılmak üzere" Dışişleri Komisyonu'na sevk edildi.

Cumhuriyet 30.1.89

Paris'te yaşayan Fatoş Güney, Yılmaz Güney'le beraberliklerinin son yıllarını anlatıyor

Güney'in bitmeyen kavgası

- 1 -

ATİLLÂ DORSAY

Fatoş Güney'le karşılaşmak, konuşmak.. Nedense çekindiğim bir şeydi bu, itiraf edeyim... Onunla çok az karşılaşmıştık, Yılmaz'ın "özel yaşamı"na hemen hiç girmemiştik, tutukluluk yıllarında ise, yine hemen hiç görüşmemiştik. Bunca yıl (On? On iki-on üç?) sonra Fatoş Güney'le bir araya gelmekten sanki çekinir gibiydim.

Üstelik onun dışarıdaki sayısız "çevreyle" ilişkilerini pek bilmiyor, kimi duyarlı konulardaki tavrını tam olarak kavrayamıyor, "manipüle" edildiğine değgin kuşku taşıyordum. Fatoş'un desteği ve onayıyla yapıldığını duyduğum "Ona Çirkin Kırıl Derlerdi" adlı, Claude Weisz'in yönettiği belgeseli hiç tutmuyor, bunun faturasını da Fatoş Güney'e çıkarıyordum. Ama Fatoş'la karşılaşmamız kaçınılmazdı. En azından Yılmaz Güney sevgisinde ve Yılmaz'ın ülkesinde 'rehabilitasyonu' çabasında birleşiyorduk. Kasım 1988'deki Paris gezimde onu aradım ve buluştuk.

Karşımda anımsadığımdan ve beklediğimden farklı bir kadın vardı. Onurlu bir savaşımın yükünü, zorluklarını, sorumluluklarını yakanmadan, gururla taşıyan, inatçı ve ilkelerine bağlı, ama hiç de sandığım gibi "tutucu", saplantılı olmayan, her konuda rahat konuşan, kimi yanılı veya yanlışları alçakgönüllülükle kabul eden ama, dediğim gibi, ilkelerini, temel inanç ve düşüncelerini belirlilikle saptamış, onlardan ödün vermeye niyetli olmayan bir kadın...

Siyasal bir incancın çizdiği sağlam bir yolda yürümenin güveni kadar, yaşam gerçeklerine açık olmanın getirdiği kompleksiz rahatlığı da aynı kolaylıkla kendine yakıştıran, olgun, güzel, canlı bir kadın... Yılmaz'a, onun yapıtına, ideallerine, eserine hâlâ aşık, ama aynı zamanda "bir anıya, bir ölüye bağlı olarak hayatımı götürmemi Yılmaz da istemezdi" diyebilen... Ve röportajın sonunda, benim "yeniden evlenmeye niyetin var mı?" diye hafif "magazin" soruma, büyük bir rahatlık ve küçük bir kahkahayla "bilmem, daha böyle bir öneri almadım" diye şakacı bir yanıt verebilen...

Evet, Paris'in bir "büyük bulvarı"nın küçük bir 'café'sinde başlayan konuşmamız, özellikle Fatoş'un baştan beri bana "sen" diye "hitap ederek" sağladığı ra-

Yılmaz'ın kaçacağını biliyordum. Kaçışın ertesi de ilk kez İsviçre'de bir araya geldik. O, birçok engeli aşarak gelmişti ve buluşmamız çok heyecanlı oldu. Kararı birlikte almıştık. O benim de gelmemi şart koşuyordu. Benden uzakta sürgünde olmayı düşünmüyordu. Aynı gün ayrıldık ülkeden ve birkaç gün sonra İsviçre'de buluştuk. Yılmaz dışarıda en büyük, en resmi makamlarca çok iyi karşılandı.

hatlıkla sürdü. Size bu ilginç ve yararlı bir belge niteliği taşıdığı sandığım konuşmanın çok geniş bir özeti, ben artık araya girmeden ve tümüyle Fatoş'un üslubuyla vermeyi deneyeceğim...

— Fatoş, istersen baştan, iyice baştan başlayalım. Yılmaz'la ilk tanıştığın günkü Fatoş ve bugünkü Fatoş Güney arasında ne farklar var? Kısaca anlatır mısın?

F. GÜNEY — 16 yaşında bir lise öğrencisiyken tanıştım Yılmaz'la... Güney'den, "çirkin kırıl" olayından filan pek haberi yoktu. Yılmaz'ın Anadolu'da çok popüler olduğu, ama büyük kentlerde henüz çok tanınmadığı dönemde. Küçük yapımcılarla avantür filmler yapıyordu. Ben yabancı bir okulda okuyordum, belli bir snobizmle bakıyordum Türk sinemasına... Pek gitmiyor, arada anneannemle Türkân Şoray, Hülya Koçyiğit'li filmler görüyordum.

Onu tanıdıktan bir süre sonra "Seyyithan"ı görmeye gittim. Çok etkilendiğimi anımsıyorum. Bambaşka bir dünya ve yepyeni bir sinemayla karşılaşmıştım. O zamana kadar farkında olmadığım bir dünyanın keşfiydi onu tanımak... Onu ünlü bir aktör, bir ağabey gibi görüyordum. Bu bir "ilk görüşte aşk" filan değildi. Tanıştıran arkadaşlar vasıtasıyla beni yeniden görmek istediğini öğrendim. Şaşırdım, çekindim.. Ama gittim. Benimle bir arkadaşlık, bir dostluk kurmak istediğini söyledi.

Askerliğini yapıyordu, izinli olarak gelmişti, bir "kovboy filmi" çekiyordu, başında o tür bir şapka vardı. Ailemin bu "arkadaşlığa" izin vermeyeceğini söyledim, tüm çevrem bu ilişkiyi çok olumsuz karşılayacaktı. Ama o öylesine ikna ediciydi ki! Yeni bir hayata başlamak, eski çevresinden uzaklaşarak çıkıp kurtulmak... Benim saf,

marum halim onu etkilemişti. Uzun uzun mektuplar yazdı bana... Son derece etkilenmişim, daha ilk görüşmeden beri... Ama herkes karşıydı. Babam onun hakkında araştırma yapmıştı, bana "Bu bir komünist... Senin hayatını da mahveder" diyordu.

Aktördü, kadınlarla maceraları vardı, adı hep manşetlerdeydi. Ama sevgilerim, onun çok farklı biri olduğunu söylüyordu bana... Onun da bir arayış içinde olduğunu seziyordum, bu arayış için benim yardımına ihtiyacı olduğunu seziyordum.

— Peki, ona yardımcı olabildin mi?

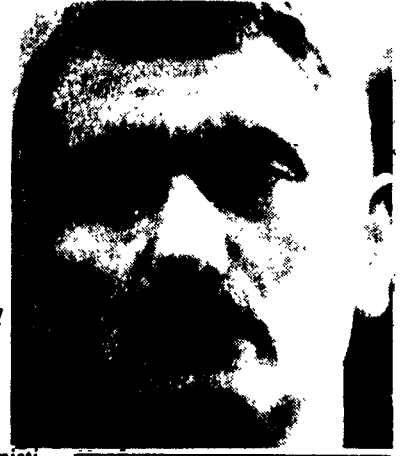
F. GÜNEY — Evet, oldum..

— Peki, sevgi hep sürdü mü?

F. GÜNEY — Hem de nasıl!.. Sürekli gelişerek, sevgiden öte bir şey oldu. O da söylüyordu: "Aramızdaki ilişkiye ne aşk denir ne sevgi; adını koyamadığım bir şey var bizim aramızda" diyordu.

— Peki Fatoş, o günden bugüne sende nasıl değişimler oldu? Biz bugün Fatoş'u da anlatır mısın biraz?

F. GÜNEY — Zaman hem çok şey getirdi hem çok şey götürdü. Belki Yılmaz'la birlikte olmasaydım bir kariyer sahibi olurdu. Çünkü kesinlikle okumayı istiyordum, olanaklarım büyüktü, ailem her türlü yardıma, Avrupa'ya göndermeye hazırdı. Kendimi ispat edebildiğim bir işim, bir mesleğim olabilirdi. Bugün, sağlam bir kişiliğim olduğuna inanıyorum ve kendi kendime hep şu soruyu soruyorum: Kendine saygı duyuyor musun? Evet, duyuyorum. Yılmaz'la birlikte olduğum süreç ve şu günlerin şartlarında da devam eden mücadele, direniş, benim için kendime karşı saygı duymama yeterli.



Mutluluklar, mutsuzluklar...

— Peki, Yılmaz'la beraberliğin sırasında en mutlu olduğun ve bununla bağlantılı olarak en mutsuz, en karamsar olduğun dönemler hangileri oldu?

F. GÜNEY — O kadar karmaşık, o kadar iç içe şeyler ki bunlar... Aslında umutsuz, karamsar olduğum günlerde bile en azından sevgi, sevgimiz vardı. Ayıramaya-çağın birbirinden... Ama üst üste çok büyük şanssızlıklar oldu Yılmaz'ın hayatında, dolayısıyla hayatımızda... Ve bazen bunlar hep üst üste geldi.

— Örneğin Yumurtalık olayından sonra neler hissettin? Herhalde en karanlık dönemlerden biriydi hayatımızda?

F. GÜNEY — Hiçbir zaman, o zaman bile kesin bir umutsuzluğa kapılmadım hayatımda... Bu tamamen bir provokasyondur. Yılmaz'ın kişiliğine, düşüncelerine karşı olan bir kişinin alet olduğu bir provokasyondur. Bunu basit bir cinayet olayı diye soyutlamadım, Türkiye'nin genel çelişkileri, genel durumu içinde ele aldım.

— Peki, Yılmaz'ın bu provokasyona gelmemesi "şayan-ı tercih" olmaz mıydı?

F. GÜNEY — Yılmaz bu provokasyona gelmedi, gelmezdi. Ama olay onun kontrolünün dışında çok ani gelişti, bir kaza oldu.

— Peki, biraz da mutlu anları dessek? Örneğin Cannes zaferini?

F. GÜNEY — O müthiş bir olaydı. Sonuçların açıklanmasından 1-2 gün öncesinden bekliyorduk. Film büyük ilgi görmüştü, basın toplantısında iğne atsan yere düşmeyecek gibiydi. İnsanların Yılmaz'a olan yaklaşımlarında, sorularında, tavırlarında ona ve filme duydukları hayranlık böyle



Yılmaz Güney ile beraberliğimiz sürekli gelişerek sevgiden de öte bir şey oldu. O da söylüyordu: "Aramızdaki ilişkiye ne aşk denir, ne sevgi, adını koyamadığım bir şey var aramızda" diyordu. Zaman çok şey getirdi, çok şey götürdü. Yılmaz'la birlikteyken ve daha sonra devam eden mücadele, kendime saygı duymam için yeterli.

sine açtık ki... Bir sanatçının yaptığı güzel bir şeye duyulan hayranlığın ötesinde, onun inançlarına, o inançlarını bu denli içtenlikle ortaya çıkarabilmesine duyulan bir ilgi, bir hayranlıktı. Nitekim sonucu duyduğumuzda çok şaşırmadık. Ama çok, çok sevindik... Çok güzel günlerdi.

— Yılmaz'ı Türkiye'den kaçışından ne kadar zaman sonra gördün? Kaçacağına da sanırım ki biliyordun?

F. GÜNEY — Evet, biliyordum. Kaçışın ötesinde ilk kez İsviçre'de bir araya geldik. O birçok engeli aşarak gelmişti ve buluşmamız çok heyecanlı oldu. Kararı birlikte almıştık, o benim de gelmemi şart koşuyordu, benden uzakta, sürgünde olmayı düşünmüyordu. Aynı gün ayrıldık ülkeden ve birkaç gün sonra İsviçre-

bir film. Hele Avrupalılar için! Çünkü bu insanlar artık böyle olayları öylesine aşmışlar ki.. Bu baskı ve işkence olaylarını hayallerinden bile geçiremiyorlar. Onun için film anlaşılmalı, tepki aldı. İnsanlar dayanamadılar bu filme... Yılmaz bu film için şöyle dedi bana: "Bu kadarına bile dayanamadılar. Eğer gerçeği aynen gösterseydim, kimbilir nasıl karşılardı."

— Yakın tasarıları var mıydı? F. GÜNEY — Kaç yüz tane... Hep tasarı, proje doluydu. İran Kürtleriyle, bir Fransız-Yunan ortak yapımıyla, Latin Amerika'yla, Güney Afrika'yla ilgili birçok projesi vardı.

— Yani dünyanın neresinde bir sorun varsa, oraya yetişmek, orayla ilgili bir film, bir tasarı?

F. GÜNEY — Evet. Sanatta

de buluştuk.

— Dışarıda, geldiğinden itibaren Yılmaz'ın dışarıda karşılanması nasıl oldu?

F. GÜNEY — Yılmaz dışarıda en resmi, en büyük makamlarca çok iyi karşılandı. Hem önemli bir sanatçıya hem de bir siyasal lider gösterilen ilgi ve saygıyı gördük, hep en üst düzeylerde karşılandık. Bir ülkeye gittiğimizde, ki o zaman pasaportumuz yoktu, il-ticacılara hemen anında pasaport vermiyorlar, ama biz pasaportsuz gittiğimiz İspanya, Yunanistan gibi yerlerde, bizi özel ilgililer gelip, özel korumayla havaalanından alıyorlardı, her ülkenin başbakanı, bakanları düzeyinde karşılanıyorduk. Fransa'da da öyle oldu. Cannes'dan hemen sonra Mitterrand çifti ve yakınları bizi Elysée Sarayı'na çağırdılar, birlikte

"Yol"u izledik. Ve François ve eşi Daniel Mitterrand'la olan ilişkilerimiz hep sürdü.

— Fatoş, Yılmaz kendini daha çok bir sanatçı, bir sinemacı mı, yoksa daha çok bir siyasal lider ve savunucu gibi mi hissediyordu? Bunların birlikte var olduğunu bilmiyor değilim, ama ağır basan Yılmaz var mıydı acaba?

F. GÜNEY — Bunlar onda son derece iç içeydi. Onu inançlarının, mücadelesinin, halkına duyduğu sorumlulukların bir özümlemesi olarak bir film çıkıyordu ortaya, bir ürün çıkıyordu. Filmleri, onun sanatının, ama aynı zamanda inançlarının bir ortak ürünüydü. Ama o "angaje" bir sinemacı saymıyordu kendini; slogan sineması yapmak istemiyordu, bundan kaçınıyordu.

Sanatın gücüne inanıyor, fikirleri ancak olgun sanat yapıtlarıyla iletmek gereğine inanıyordu. Bir filmin iyi olmasını, insanlıklarının ağır basmasını, sinemasal estetiğe sahip olmasını istiyordu. Kuru mesaj vermekten çekinmiyordu. Örneğin "Yol" filmi.. Bu filmin neresinde politika yapıyor?

— Bir Kürdistan levhası sorusu var ama o filmde.. Kahramanlardan biri doğuda bir yere geliyor, Kürdistan diye bir levha.. Oysa Türkiye'de idari açıdan böyle bir bölünme de, böyle bir levha da yok, olamaz..

F. GÜNEY — Evet, doğru. Yılmaz filmde oranın Kürtlerin yoğun olarak yaşadığı bölge olduğunu göstermek için böyle bir levha gösterdi.

— Peki, daha sonraki filmi "Duvar..." Bu film Fransa'da kötü karşılandı, pek övülmedi. Yılmaz bu eleştirileri nasıl karşıladı?

F. GÜNEY — "Duvar" filmi son derece zor bir film. Seyredilmesi, görmeye katlanılması zor artık uluslararası olma gereğine inanıyordu. Evrensel, enternasyonal düzeyde çalışmak gereğine inanıyor, bu gereksinmeyi duyuyordu.

— Peki, milliyetçi yanı nasıldı? Türkiye'yi özleyen miydi, dönmeyi düşünüyor veya umut ediyor muydu?

F. GÜNEY — Hem de çok.. Yılmaz'ın yurduyla, kökleriyle olan ilişkisi hiçbir zaman kopmadı. Ama Türkiye'ye dönmek için bir yol var, mücadele etmek diyordu: Düşündüğü bir devrim değildi. Gerçekçi bir insandı, doğru değerlendiriyordu olayları.. Bir burjuva iktisadi devriminin gerçekleşmesidir ilk etapta önemli olan diyordu. Türkiye daha burjuva demokrasisini bile tanımamış, onu tanımalı öncelikle diyordu.



Fatoş Güney — "Umutsuz, karamsar olduğum günlerde bile en azından sevgimiz vardı." (Fotoğraf: Atilâ Dorsay)

Türk-İran güvenlik zirvesi

İran İçişleri Bakanı Hüccetül İslam Muhteşemi, PKK, İranlı rejim aleyhtarları, uyuşturucu madde kaçakçılığı, sınır güvenliği işbirliği konularının ele alınacağı yarınki zirve için Ankara'ya geldi.

ANKARA (Cumhuriyet Büro- su) — Türk ve İran İçişleri Bakanları başkanlığındaki heyetler arasında yarın yapılacak olan "Türk-İran Güvenlik Zirvesi" öncesinde, Başbakan Turgut Özal, İran İçişleri Bakanı Ali Ekber Muhteşemi'yi Başbakanlık Konutu'nda kabul ederek görüştü.

Bir yıl önce ilki bakan yardımcılar düzeyinde gerçekleşen "güvenlik zirvesi"nin bakanlar düzeyinde yapılacak olan ikincisinde gündemin ağırlıklı konusunu

PKK, İranlı rejim aleyhtarları ve uyuşturucu madde kaçakçılığı oluşturuyor. İki ülke arasındaki sınır güvenliği, terörizme karşı işbirliği, suçluların iadesi ve güvenlik işbirliği ile sınır tespiti konularının da ele alınacağı belirtilirken, görüşme masasına getirilen konuların bir protokole bağlanması da bekleniyor.

Güvenlik zirvesine katılmak üzere dün Türkiye'ye gelen İran'ın "Hüccetül İslam" seviyesinde din adamı unvanına da sahip İçiş-

leri Bakanı Muhteşemi'yi, Esenboğa Havalimanı'nda İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli karşıladı.

Esenboğa Havalimanı Şeref Salonu'nda gazetecilere zirve konusunda bilgi veren Kalemli, "Sayın Muhteşemi ve beraberindekileri ülkemizde görmekten ve ağırlamaktan son derece mutluluk duyuyoruz. Bu ziyaret daha önceden planlanmasına rağmen muhtelif nedenlerle ancak şimdi gerçekleştiriliyor. Sayın bakanın ülkemize yapacağı bu ziyaret vesilesiyle her iki ülke içişleri bakanlıkları arasındaki meseleleri de görüşme imkânı bulacağız" dedi. Zirvede, uyuşturucu madde kaçakçılığı konusunda işbirliği, güvenlik işbirliği, terörizme karşı iki ülke arasında işbirliği sağlaması, konso-

losluk sorunları ile Türk-İran sınırının bazı noktalarındaki sınır tespiti konularının ele alınacağını kaydeden Kalemli, "İki ülkenin içişlerini ilgilendiren ve bakanlıklar olarak karşılıklı çözmemiz gereken diğer meseleler varsa onlar da gündemimizi teşkil edecek. Her iki ülke içişleri bakanları olarak son derece yararlı, faydalı görüşmeler yapacağımızı ümit ediyorum" dedi.

Türkiye'ye İran'da din adamlarının giydiği sarık ve cübbeden oluşan bir kıyafetle gelen Muhteşemi de "Hassas bir dönemde bu ziyaretin yapılmasının son derece önem taşıdığını" belirterek "Bir zamanlar İslamın önemli merkezlerinden biri olan bu ülkeye adım atmaktan mutluyum" dedi.

Cumhuriyet 31.1.89

İstanbul Emniyet Müdürü Ardali: **PKK kurulma aşamasında çökertildi**

İstanbul Haber Servisi — İstanbul Emniyet Müdürü Hamdi Ardali, büyük kentlerde "örgütlenme hazırlığı içinde olan PKK'nın İstanbul'da kurulma aşamasındayken çökertildiğini" söyledi. Ardali, poliste-ki çalışma sisteminin değiştirilmesinden sonra meydana gelen "telsiz protestosunun" da sayıları sınırlı kişilerce yapıldığını, adları belirlenmeye çalışılan bu kişilerin hakkında gereken işlemlerin yapılacağını söyledi. Eski çalışma sistemi ise dün sabah-tan itibaren yeniden uygulanmaya başlandı.

Hamdi Ardali, yaklaşık 3 haftadır süren PKK operasyonları sonucunda İstanbul'da toplam 43 kişi yakalandığını belirtti. Yapılan çeşitli operasyonlarda PKK Mer-

HAMDİ ARDALI'DAN

"Telsiz protestosunu yapanlar, bahane arayan bir avuç kişi."

"239 milyonu banka personelinden kişiler aldı."

"Bombalama eylemleriyle ilgili operasyonlarımız sürüyor."



Hamdi Ardali

kez Komitesi'ne üye 3 örgüt sorumlusunun da ele geçirildiğini vurgulayan Ardali, "Bunların üçünü de Diyarbakır'a gönderdik. Orada sorgulanacaklar. Kurmaya çalıştıkları PKK İstanbul il örgütünü ise daha kurulma aşamasındayken çökerttik" dedi.

İstanbul Emniyet Müdürü Hamdi Ardali, çalışma sisteminin 12 saat daha ek çalışma süresi getirmesi yolunda cuma günü çıkarılan yazılı emirin ardından telsizde "mandallama" biçiminde meydana gelen protestonun 3-5 asayiş ekibi tarafından yapıldığını söyledi. Ardali, haftalık izinlerin kaldırılması ve 12 saat daha fazla çalışılması yolunda Emniyet Müdür Yardımcısı Lütfü Lük ve kendisinin imzasıyla yayımlanan emrin iki günlük bir süreyi kapsayan geçici bir uygulama olduğunu belirterek "Bunlar her zaman bahane arayanlar. Haklarında gerekenler yapılacak" diye konuştu.

Hamdi Ardali, 6 gün önce Pamukbank'ın bir zırhlı aracından kaybolan 239 milyon liranın araçta görevli bulunan 5 banka personeli tarafından alındığını belirlediklerini söyledi. Ardali, emniyetten 4 gün önce atlayarak intihar etmek isteyen zırhlı araç sürücüsünün itiraf ettiğini, ancak paranın yerini belirleyemediklerini bildirdi. Soygunu gerçekleştirdikleri öne sürülen öteki banka görevli-

leri Adnan Öztutan, Adnan Hacı, Şevket Selim Topu ise hâlâ gözaltında bulunuyorlar.

İstanbul Emniyet Müdürü Ardali, Şeref Uslu'nun Asayiş Şube Müdürlüğü Gasp Masası'nda sorgulanması sırasında pencereden atlayarak canına kıymak istemesi ile ilgili olarak Uslu'nun sorgulanmasında görev alan polisler hakkında hiçbir "idari tahkikat" da açılmayacağını söyledi. Ardali, "Parayı çaldığını hastanede bile sayıkhyor. Sürekli, 'parayla ev alacaktım, araba alacaktım' diye söylüyor" diye konuştu.

Türk-Amerikan İşadamları Derneği ile İktisadi Kalkınma Vakfı'nın kimliği belirsiz kişilerce basılmasının da aralarında bulunduğu İstanbul'da meydana gelen son bombalama olayları ile ilgili olarak gözaltına alınan kişinin bulunmadığına değinen Hamdi Ardali, "Bu konuyla ilgili çalışmalarımız da PKK operasyonları gibi hâlâ devam ediyor" dedi.

Ardali, önceki gün şube müdürleri ve emniyet amirleri ile yaptığı bir toplantıda da Arvupa işkence sözleşmesi uyarınca önümüzdeki günlerde Avrupalı gözlemciler tarafından karakol ve nezarethanelerde denetimler yapılabileceğini gözönünde bulundurulmasını ve bu nedenle "Gereken önlemlerin alınmasını" istediğini belirtti.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR

FRAG232 4 I 0193 FRA /AFP-BT69

Kurdes-manif lead

Des manifestants kurdes occupent l'Office du tourisme turc à Paris

PARIS, 3 fév (AFP) - Une trentaine de manifestants kurdes occupent pacifiquement, vendredi matin, l'Office du tourisme de Turquie, 102 avenue des Champs Elysées, à Paris (8ème) pour protester contre "l'oppression de l'Etat turc", a-t-on constaté sur place.

Les manifestants, qui ont fait irruption dans les locaux de l'office du tourisme vers 10h45, se sont enfermés à l'intérieur. Ils brandissent à bout de bras des pancartes sur lesquelles on peut lire notamment : "la politique tyrannique de l'Etat turc n'empêchera pas la lutte de libération du peuple kurde".

Une demi-douzaine de policiers seulement ont pris position devant l'Office du tourisme turc et n'étaient pas intervenus peu avant midi.

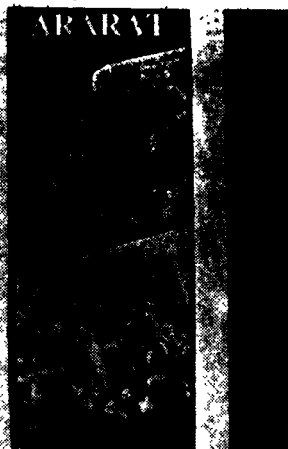
Les militants kurdes ont, à plusieurs reprises ces derniers mois, manifesté leur hostilité au régime d'Ankara, en occupant pacifiquement les bureaux, entre autres, de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot (20 septembre); de la deuxième chaîne de télévision ouest-allemande ZDF (11 Juillet) ou des lignes aériennes ouest-allemandes Lufthansa (22 Juin).

mi/ami

AFP 031220 FEV 89

Riya Teze 4.2.89

„ВӨГӨР'АНДЬНА АРАРАТ“-Ө



хургьли шьроводько.

Тек'ста филме бь змане шведи у инглисийо. Эв щара пешья 4-е ноябре сала 1988-а Стокхолмеда хатийо ишпандийне.

Р'ежисоре филмейи сэрэко ве мқаледа, кб өвни ковара „К'брдстан прес“-еда дайэ чанкьрыне, дьдэ к'вшше, вэки арманца шийэ сэрэко эв буйэ, кб царэко майни жи геносида эрмэнийя бинэ бира дьийае, чьмки ван ахьрийэ һьнэ вэлатед Европаеда қэй бежи дэрһэца млэткбжйя сэдсалия 20-ийэ пешьнда бир дькьн. Эва жи гбнок'арийэ һьндава избатиед т'эриқнеда.

Чава кб ковар дьдэ к'вшше, мэрэмэки филмейи һ'имли жи өвэ, кб пешья ве палитика мэрьвкбжне быгьры, кб һна Турк'наеда мқабьли к'брда те мнасэркьрыне.

Р'ежисоре сэрэко дестпека филмеда һасегәһ у пөйк'өтһнед һ'бкбмөта Турк'наеийэ өшкөрө вөхте филмик'шандьне гбнок'ар дько. Щөндьрма Турк'нае у к'рэкьриед органед административ вөхте к'шандьна шыкьле гбндед эрмэнийя, вө'де қсед т'өви бнөлнед эрмэни хөвлө пөй т'өшкьла филмик'шандьне гөр'и йае. Һөла сөрдэ, бавөрбьки т'елед ван һ'өму от'ахед меванхана бьр'инэ, ль к'б шбхблванед Шведнаеийэ кино манэ. Щарөке жи к'өтһнэ от'ахөкө ванэ

меванхана у қөйт'анед филмейя вала, кб дөвса ед т'ьжө данинэ, дьзине.

Ковареда чөнд шыкь—дидөмед жы филмейя савк'еш чанбуно. Сэр бөнгзе к'блфөта эрмэнийя 92 сали мора ван р'өжед бь хөзөб майя: жы деме ве те бежи тьрс—хофа ван салед бь қөт'ыл дьбарө. (Эв вөхте қьр'е 18 сали буйэ). П'арэка щабед, кб өве дайэ пьрсед р'ежисоре филмейи сэрэко, ам р'абэри вэ дькьн:

„Эз вэлате хвөда бумэ мьһащьр. Эгөр вэ өв бөйантн бьдита, вөе шөрм бькьра, кб һун чава мэрьв һатһнэ дьийае. Эвлөдед щмаө'та мьнэ қөдимийэ ам—г'ам бунэ хбре дэ'бө у вөһ'иштнед сэдсалия 20-и. Чава щөндьрма Турк'нае дэрһөца ве йөкеда не бьһ'өсө, ве ва быгрө. Фөсалбьн. Мьн һун һ'эз кьры. Бона ве йөке жи савөке мьн гьртийө, аз бона вэ бөр хвө дьк'өвьм“.

Кинофилм бса жи мэрьвайе не дьдэ һ'өсандьне, вэки Штатед Америкаеийэ Нөкбуийнда һөвалтикэ мьһащьред т'ьрк һөһа, мэрөме к'ижане өвө, кб зар' у щаһьлед т'ьрка һинкө, вөки щне һонаса геносида эрмэнийя ник'аркьн, йаее жи т'ьрка ө'фукьн, гьва вана хвө жы эрмэнийя хвөйкьрыно.

„Вөгөр'андьна Арарат“-е щабөкө щиварө һьндава ван дөвлөта, палитикзана у ө'франдаред фрөтида, ед кб Турк'на

Сэривсарөкө вайэ символик данинэ сэр ве филма 100 дөқөйэ документал, к'ижан бь т'өманн дэрһөца геносида эрмэнийя сала 1915-адана. Кинофилм бь щур'е жанра хвөва, чьқасн кб мөва ө'йанэ, йа һөрө вө'дөдрөжө.

Р'ежисоре сэрэко һолмик'ишт у һөвалбөндед ви—Горан, Довнинг, Хардалманн у Гунер, кб шведьн, вөкө дб сала сэр сазкьрына ве филме чөрчьрыно. Бона мнасэркьрына програма хвөйө ө'франдарне өвана чунэ Эрмэнистана Р'өвае, вөкө 1500 километр р'е щө'дандьнө, варгед қөвмандьнед трагик қөсдьинө.

Ковара „К'брдстан прес“-ө һөрһ'өвте, кб бь зманед к'брди у т'ьрки ль п'айт'өхте Шведнае-Стокхолме р'өнайн дьбьно, һөжмаред хвөйө сала парө 18-а у 19-ада дэрһөца сэрөщөм у қөвлед к'шандьна филмеда бь

we'de nna h'ocab d'kyn chawa
wolate demokratnae, we T'ur-
k'nae, k'njane poy mnasark'ry-
na q'p'a ermenniyar'a d'estob' q'-
p'a k'brda k'ryko u nna jn
we qet'la p'osh-h'osh peshda

дыба.

Ачыкна „Вогэр'андына Ара-
рат“-е Шведнаеда бех'эсаб ма-
зын бу. Эве гелек дитяндар
хьнгавт, зандэгьрти хьшт.

к'эла гьшка р'акьр, э'йнат у
инк'а wana пешда анн м'рабьли
палитика Т'урк'наеяэ д'бн у
иро.

Т'емуре ХЭЛИЛ.

Le Croix du Midi 5. 2. 89

FOI ET EVENEMENT par René Coste, professeur à l'Institut Catholique

VERS LE BANNISSEMENT DES ARMES CHIMIQUES

Les mass média ont suffisamment montré les ravages épouvantables provoqués par l'utilisation des armes chimiques par l'Irak : soit dans sa guerre avec l'Iran, soit — fait encore plus odieux —, dans le génocide du peuple kurde qu'il est en train d'accomplir, à peu près dans le silence de la société internationale. Je le dis en passant : de toute façon, ce génocide du peuple kurde (où les Iraniens sont également responsables) est l'une des réalités les plus affreuses de ces derniers mois.

Comme expliquer la passivité de la société internationale à ce sujet ? J'avoue que j'en suis scandalisé. On doit s'indigner à propos du génocide du peuple kurde comme on l'a fait justement pour le génocide des Juifs par les nazis.

Les mass média ont aussi parlé de la fameuse usine construite par Kadhafi, avec des complicités étrangères (notamment d'industriels de la République Fédérale Allemande), soit-disant pour la fabrication de médicaments. L'accumulation des informations semble bien prouver que cette usine insolite a surtout été construite pour la fabrication d'armes chimiques : comme on la dit, la bombe atomique des pauvres.

Quoiqu'il en soit, les armes chimiques sont des armes particulièrement dévastatrices, susceptibles de causer des souffrances atroces et qui sont outre mesure dangereuses pour la population civile. Il est facile, en les utilisant, de provoquer la mort de tous les habitants d'une petite ville, après d'atroces souffrances.

C'est pour cela que leur utilisation par l'Irak contre la population Kurde est particulièrement odieuse. Un état détruisant une partie de sa population : telle est la réalité du génocide Kurde par l'Irak.

Comment, dans ce cas, ne pas se réjouir des résultats de la Con-

férence qui vient de se tenir à Paris en vue de parvenir à un bannissement des armes chimiques. C'est l'honneur de la diplomatie française de l'avoir réunie et d'avoir si largement contribué aux résultats positifs de cette conférence.

Dans la Déclaration finale, les 149 Etats participants affirment qu'ils sont résolus à prévenir tout recours aux armes chimiques en les éliminant complètement. Ils affirment solennellement leur engagement de ne pas utiliser d'armes chimiques. Ils se déclarent préoccupés par les violations récentes telles qu'elles ont été établies et condamnées par les organes compétents des Nations Unies. Ils approuvent l'aide humanitaire accordée aux victimes de l'utilisation des armes chimiques.

Ils réaffirment solennellement l'interdiction contenue dans le protocole de Genève du 17 juin 1925.

Ils soulignent la nécessité de conclure à une date rapprochée une convention sur l'interdiction, la mise au point de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes armes chimiques, ainsi que leur destruction. Cette convention, estiment-ils, sera universelle, générale et d'application effectivement vérifiable. Elle devrait être de durée illimitée.

En attendant la signature et la ratification de cette convention, ils demandent que chaque Etat fasse preuve de maîtrise et de sens des responsabilités.

Ils confirment leur plein appui à l'Organisation des Nations Unies. Ils soulignent que cette organisation fournit un cadre et un instrument permettant à la communauté internationale d'exercer sa vigilance sur ce qui concerne l'utilisation des armes chimiques.

Ne devrait-on pas envisager un bannissement similaire des armes atomiques ?

Dans un discours du 11 octobre dernier, M. Mitterrand a rappelé qu'il avait demandé, aux Nations Unies, d'interdire non seulement l'emploi de l'arme chimique, mais aussi sa fabrication. Il a noté que l'Union soviétique dispose de stocks importants et que les Etats Unis tentent, à vive allure, de rattraper leur retard. En ce qui concerne la France, a-t-il ajouté, il s'engage à respecter scrupuleusement les termes de la convention, dès que celle-ci sera entrée en vigueur. Il a poursuivi, en soulignant la difficulté d'un contrôle réel, plus difficile en ce domaine qu'en bien d'autres. Un laboratoire est aisément dissimulable, les matières utilisées aussi. Cela conduira à des précautions particulièrement rigoureuses et, de ce fait, malaisées à obtenir.

Cette dernière remarque est importante. La convention internationale n'est pas encore signée.

Sera-t-elle respectée par tous ? On ne peut malheureusement pas en être sûr. Il est, toutefois, capital que la Déclaration de Paris préconisant une telle convention de bannissement des armes chimiques ait été signée. Elle constitue une étape de grande importance. Car elle montre la puissance de l'opinion publique. C'est elle, en effet, qui a conduit à la réunion de la Conférence de Paris et à la Déclaration qui y a été formulée. Les mass média ont joué dans ce sens, un rôle positif.

Les gouvernements savent désormais que toute utilisation des armes chimiques provoquerait une réaction profondément hostile de la part de l'opinion publique mondiale. Aucun d'entre eux ne peut se permettre de la braver impunément.

Dès lors, ne peut-on pas imaginer qu'une hostilité très forte de

l'opinion mondiale pourrait, un jour, conduire à un bannissement identique des armes atomiques ? Je le pense sérieusement. Déjà des progrès ont été accomplis : en ce sens que seule la dissuasion

nucléaire (qui n'est pas l'emploi) paraît maintenant légitime aux gouvernements. Il faut donc que l'opinion publique continue sa pression, grâce à une prise de conscience universelle que toutes

les armes de destruction massive doivent être bannies, parce que leur utilisation serait insensée et conduirait à des destructions réciproques à jamais injustifiables.

LGL

RA0199 4 I 0108 GRE /AFP-TE06

Grèce-Kurdes

Occupation des locaux du Parlement européen à Athènes par des Turcs d'origine kurde

ATHENES, 6 fév (AFP) - Vingt-cinq ressortissants turcs d'origine kurde ont occupé lundi en milieu de journée les locaux du Parlement Européen au centre d'Athènes, réclamant que des journalistes se rendent sur les lieux afin qu'ils puissent leur exposer leurs problèmes, a-t-on appris auprès de l'administration du bureau d'Athènes de l'institution européenne.

Les occupants devaient en principe quitter les locaux après la distribution à la presse d'une pétition sur leur situation, a-t-on ajouté de même source sans autre précision.

RS/md/vr

AFP 061247 FEV 89

GLGL

FRA0647 4 I 0236 /AFP-GU42

USA-droits-PO flt1

Droits de l'Homme : l'Irak et l'Iran principaux accusés de Washington

WASHINGTON, 7 fév (AFP) - L'Irak est violemment critiqué dans le rapport annuel sur les droits de l'Homme du département d'Etat publié mardi et se trouve avec l'Iran en tête du palmarès des violations des droits de l'homme au Proche-Orient.

Les violations des droits de l'Homme par Israël ont augmenté de façon substantielle en 1988 à cause du soulèvement des Palestiniens des territoires occupés, indique le rapport qui cite notamment des cas de prisonniers tués par leurs gardiens. Mais le département d'Etat souligne que ces violations ont pu être détaillées parce qu'Israël est une "société ouverte et démocratique".

"La performance atroce de l'Irak en matière de droits de l'Homme est restée inacceptable en 1988", estime le rapport. Les plus graves violations ont été commises lors de l'offensive contre les séparatistes kurdes après le cessez-le-feu avec l'Iran. En plus de l'usage de gaz de combat contre des civils, l'Irak a poursuivi la destruction systématique de villages kurdes et le déplacement forcé d'environ un demi-million de Kurdes et d'Assyriens.

Les services de sécurité irakiens continuent à pratiquer la torture et les exécutions sommaires, les assassinats politiques à l'étranger. Les libertés fondamentales ne sont pas respectées ou sont gravement limitées, poursuit le rapport.

suivra

AFP 072252 FEV 89

LGL

RA0648 4 I 0270 /AFP-GU43

USA-droits-PO flt2

Droits de l'Homme : l'Irak et l'Iran...

WASHINGTON - En Iran, le régime renforce son contrôle par "des arrestations, des exécutions et d'autres formes d'intimidation". Parmi les principales violations le rapport cite "au moins des centaines" d'exécutions politiques en 1988, les détentions arbitraires, l'usage de la torture et la répression des libertés d'expression et d'association.

La Syrie reste "une dictature, et il n'y a eu aucun signe de progrès vers un système politique plus libre ou un plus grand respect des droits de l'Homme", écrit le rapport. "La torture largement répandue et l'absence de libertés fondamentales" continuent de caractériser la performance du régime en 1988, et les exécutions politiques n'ont probablement pas cessé, ajoute-t-il.

Au Liban, plongé dans la guerre civile depuis 1975 et occupé par deux armées étrangères, aucun progrès n'a été enregistré, constate le rapport.

En Egypte, le rapport estime que les libertés politiques ont été élargies sous la présidence de M. Hosni Mubarak, mais les principaux problèmes restent

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

"des informations crédibles sur la torture de prisonniers"; le peu de sanctions contre ces abus; et le maintien d'une loi d'urgence qui permet la détention sans jugement.

Les problèmes de droits de l'Homme que connaît la Jordanie sont l'absence de partis politiques; les interventions du gouvernement contre la presse; le maintien de la loi martiale et l'étendue des pouvoirs de la police; indique le rapport. En revanche les possibilités offertes aux femmes ont augmenté et le système judiciaire reste indépendant.

suivra

AFP 072253 FEV 89

GLGL

FRA0649 4 I 0266 /AFP-GU44

USA-droits-PO flt3-der

Droits de l'Homme : l'Irak et l'Iran...

WASHINGTON - La situation n'a pas changé en Arabie saoudite en 1988. Comme les années précédentes, des cas de mauvais traitement de prisonniers et de détention au secret ont été rapportés, indique le département d'Etat.

Au Yemen du Sud, dirigé par un régime marxiste, "la situation des droits de l'Homme semble s'être améliorée quelque peu au cours des deux dernières années"; estime le département d'Etat qui cite une amnistie de la majorité des opposants. Mais dans l'ensemble, la situation reste "sinistre" et de nombreuses libertés sont strictement limitées.

Au Yemen du Nord, la situation n'a pas changé et les libertés civiles restent étroitement limitées, selon le rapport.

Situation inchangée également aux Emirats arabes unis où les familles régnantes exercent le pouvoir sans réelle participation politique pour la population et à Oman, monarchie absolue où "l'intégrité de l'individu est généralement respectée".

Le Koweït a continué en 1988 à faire face à une subversion soutenue par l'Iran et les mesures anti-terroristes ont conduit à "des restrictions accrues des droits des citoyens" et des accusations de tortures de prisonniers ont fait surface, indique le rapport.

Peu de changement dans la situation des droits de l'Homme à Bahreïn, conclut le rapport, qui cite des informations sur des arrestations pour activités hostiles au régime. Au Qatar, le département d'Etat n'a pas d'informations sur des arrestations arbitraires, mais constate que les libertés civiles restent limitées.

Pmr/mst

AFP 072254 FEV 89

GLGL

FRA0225 4 I 0219 /AFP-JI80

Turquie-Politique

Un député turc d'origine kurde sanctionné pour des propos tenus à Strasbourg

ANKARA, 8 fév (AFP) - Un député turc d'origine kurde du parti populiste social démocrate (PPSD), M. Ahmet Aksoy, a été suspendu pour une durée de deux ans de son parti pour avoir évoqué, en janvier à Strasbourg, le problème kurde en Turquie, a-t-il indiqué dans un communiqué remis mercredi à la presse à Ankara.

Selon la presse turque, M. Aksoy avait déclaré, au cours de la réunion de la commission parlementaire mixte turco-européenne, tenue du 17 au 19 janvier à Strasbourg, qu'il fallait "accorder une autonomie culturelle" aux Kurdes, qui ne sont pas une "minorité, mais une nation". Il avait accusé son parti de "ne pas accorder l'attention nécessaire à ce problème", selon cette même source.

A son retour de Strasbourg, la direction du PPSD a traduit le député devant un conseil disciplinaire, qui a décidé mardi sa suspension pour une durée de deux ans.

M. Aksoy estime, dans son communiqué, que cette sanction est "très lourde" et qu'elle vise à "intimider les défenseurs des droits de l'Homme et représente une menace à la démocratie en Turquie".

Le député ne perd pas son siège au parlement par cette mesure, mais ne fera plus partie, pendant deux ans, du groupe parlementaire du PPSD.

As/jm/vr

AFP 081222 FEV 89

The Christian Science Monitor 8. 2. 89

FRIEND TO THE PEOPLE WHO 'HAVE NO FRIENDS'

Kurdistan Culture Preserved

The Kurdish Library in Brooklyn, N.Y., houses information and rare artifacts

By Bill Breen

Special to The Christian Science Monitor

NEW YORK

A three-year-old library in Brooklyn seeks to give back to one of the world's oldest, and now disenfranchised, cultures a small portion of its language, literature, and place names — the stuff of which a culture is made.

The Kurdish Library is situated on the parlor floor of a privately owned brownstone in a quiet, tree-lined neighborhood. It is slowly becoming the repository for rare Kurdish books, costumes, and ancient maps, many of which are illegal in the countries that now claim portions of Kurdistan — a mountainous, river-hewn land that has all but vanished from most modern maps.

Today, the name Kurdistan is given only to a province within the borders of Iran, according to the *Kurdish Times*, a periodical published by the Kurdish Program. The program is a privately supported effort to publicize the plight of the Kurds.

Yet for centuries the Kurds have occupied a vast area stretching from the rolling uplands of southeastern Turkey through the dun-colored mountains of northern Iraq and into western Iran, including small pockets of Syria and the Soviet Union.

"My native tongue is Kurdish, but I never saw a Kurdish book until I came to this country," said Samande Siaband, an Iranian program associate at the Kurdish Library. "We are losing our identity as a people. That is why it is so important to have this library."

The Kurdish Library, according to its director, Vera Beaudin Saeedpour, is the only library in the Western Hemisphere that is devoted to the Kurdish people.

The Kurds were nomadic herdsmen who have a distinctive history, language, and culture. Warred over since the 7th century, Kurdistan's boundaries were abolished in the aftermath of World War I, when it was divided by the newly created nation states of the Middle East.

The Kurds, who number between 15 million and 20 million and are the fourth-most-numerous people of the Middle East, have been rising in uncoordinated revolts since 1925. They have been suppressed by the Iranians, the Turks, and most recently, the Iraqis.

Thousands of Iraqi Kurds lost homes and lands to a government that last year razed hundreds of their villages and forced them into Turkey. Ironically, the Turkish government has imprisoned Kurds for speaking or writing in their own language, Mr. Siaband says. The Iranian government has largely crushed the Kurdish movement for autonomy.

The Kurdish motto, "We have no friends," takes on added poignancy for Kurdish immigrants in the United States, most of whom have settled in New York, New Jersey, Ohio, Michigan, and California. Many Kurds here repress their ethnicity out of fear of government retaliation against family members back home, and fear of being denied permission to return to their native country.

"In a sense, the Kurds here remain prisoners of their country of origin," says Mrs. Saeedpour.

The Kurdish population in New York, which unofficial estimates put at 1,500, is so hidden that on several occasions Saeedpour has answered her doorbell to find a Kurdish book in a brown paper wrapper, and the donor nowhere in sight.

Naurooz Shadman, a Kurdish immigrant living in New Jersey, has been unable to contact his family in Iraq since last summer, when Iraqi forces began a major offensive against Kurdish rebels. At times, Mr. Shadman despairs of ever seeing his family again.

Shadman feels that unless he can one day reunite his new American family with his family in Iraq, Kurdistan will have little meaning for his three young children. For him and many other Kurdish immigrants, Kurdistan is more a state of mind than a homeland.

"If I can expose my children to

their people and language, they will have a feeling for their culture that they can pass on to their own children," says Shadman, who emigrated to the US in 1972. "Otherwise, they'll never know who they really are."

Though she is the widow of Hommayoun Saeedpour, a Kurdish scholar who died in 1981, Mrs. Saeedpour traces her interest in the Kurdish cause to the history of her own people. The daughter of an Orthodox Jew, she is keenly aware that people have been persecuted simply because of who they are. She sees a link between the world's silence at the time of the Holocaust and current indifference to what she calls the persecution of the Kurds.

"For the West to put economic and strategic interests ahead of the defense of the Kurds is to forfeit the whole rationale behind condemning the Holocaust," she says.

In 1981, Mrs. Saeedpour established the Kurdish Program and obtained recognition from Cultural Survival Inc., a non-profit organization dedicated to preserving threatened societies. Five years later she founded the Kurdish Library.

On a recent morning, six stained-glass windows diffused a low-lying sun, backlighting a large silver samovar centered in the small, elegant library. Enlarged color photographs of the craggy, rugged land and children clothed in dazzling fabrics of green and red, purple and orange, decorate the walls. Alongside the prints are maps dating to 1807 that define the former boundaries of Kurdistan.

Glass cases display musical instruments and flat woven Kilim rugs. Mannequins wear skirts made of hand-loomed goat hair from Turkey, and brocade and velvet dresses from Iran and Iraq.

The library contains more than 1,000 works on Kurdish history and culture written in Kurdish, English, French, and German. Many of the books were smuggled out of the Middle East.

Among them is the only alphabet book published in northern Kurdistan — most of the copies were confiscated by Turkish au-

thorities and its author was imprisoned for four months; and "Scharef Naneh," a rare history of the Kurds written by a Kurd.

The library, open by appointment, is used by scholars, journal-

ists, and Kurds who want to keep their culture alive for their immigrant families. Accordingly, the Kurdish Library is initiating an educational program for children so that they "may learn things

Kurdish," said Saeedpour, "without a shroud of secrecy and shame."

■ *The Kurdish Library is located at 345 Park Place, Brooklyn, N.Y.*

Le Figaro 9.2.89

Israël et les droits de l'homme

Vives critiques de Washington

Le département d'Etat dénonce les actions de l'armée israélienne dans les territoires occupés depuis le début de l'Intifada.

Le département d'Etat américain a publié mardi son rapport annuel sur les droits de l'homme dans le monde. Les deux principaux accusés de Washington sont l'Irak et l'Iran.

En plus de l'usage de gaz de combat contre des civils, l'Irak a poursuivi la destruction systématique de villages kurdes et le déplacement forcé d'environ un demi-million de Kurdes. De plus, les services de sécurité irakiens continuent de pratiquer la torture, les exécutions sommaires et les assassinats politiques à l'étranger. En Iran, le régime

renforce son contrôle par « des arrestations, des exécutions et d'autres formes d'intimidation ». Le rapport cite « au moins des centaines » d'exécutions politiques en 1988, des détentions arbitraires, la torture et la répression des libertés d'expression et d'association.

Israël a également été mis en cause pour la situation dans les territoires occupés. Hier, quatre Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens dans le village de Silat el-Haribiya (nord de la Cisjordanie).

JERUSALEM :
Stéphane MARCHAND

« Finalement, ce rapport est beaucoup moins critique que la presse israélienne ne le laisse entendre. Il est même parfois élogieux pour Israël. » Des sources militaires israéliennes refusaient officieusement, hier, de considérer comme « très sévère » le chapitre concernant Israël de l'édition 1989, publiée hier, du rapport du département d'Etat américain sur les droits de l'homme dans le monde.

Officiellement, en revanche, les commentaires du gouvernement étaient plus fermes. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a accusé le document de « ne pas prendre en compte le contexte général des événements » dans les territoires occupés, et de négliger les « incessantes provocations d'éléments extrémistes ».

De son côté, le procureur général de l'armée israélienne, Amnon Strashnow, a qualifié le rapport d'« injuste et quelque peu exagéré ».

Le texte du rapport porte des accusations graves : « Les sol-

dats israéliens utilisent parfois leurs armes à feu dans des situations qui ne présentent pas de danger pour leur vie, ce qui entraîne de nombreux morts et blessures évitables. » A de nombreuses reprises, « des palestiniens ont été abattus sans justification et cela n'a pas entraîné de sanction ». Dans cinq cas, poursuit le rapport, des palestiniens sont morts en détention dans des « circonstances discutables ».

Mauvais traitements

Il ajoute qu'en cas de bavure, les soldats ont été, « en général, faiblement condamnés ». Ainsi, pour la diplomatie américaine, l'armée israélienne « prise par surprise, mal entraînée et sans expérience de la lutte anti-émeute », a répondu au soulèvement d'une manière qui a entraîné une « augmentation sensible des violations des droits de l'homme » pendant l'année 1988.

Sur le fond, le chapitre concernant l'Intifada, la révolte palestinienne, estime que les habitants qui participent au sou-

lèvement sont « motivés par le nationalisme palestinien et le désir de mettre fin à l'occupation ». Alors que, pour la diplomatie israélienne, l'Intifada n'exprime qu'un « rejet des voies vers le dialogue et la paix... ».

A côté de ces points de profond désaccord entre Washington et Israël — fait-on observer à Jérusalem — le rapport Shifter (Richard Shifter est le secrétaire d'Etat adjoint pour les droits de l'homme et les questions humanitaires) rend plusieurs fois hommage au régime de l'Etat hébreu. Selon le document, le chapitre sur Israël est plus détaillé que ceux que les 168 autres pays « en raison du grand nombre d'informations disponibles du fait du caractère ouvert et démocratique de la société israélienne ».

Pour l'année écoulée, le document du département d'Etat évalue à 366 le nombre de palestiniens tués, estime que le nombre des détenus est passé de 4 700 à 10 000, et confirme que les troupes israéliennes ont détruit 154 maisons arabes. Enfin, il affirme que les mauvais traitements continuent d'être infligés aux suspects et aux détenus.

St. M.

Kurdes

La quarante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme se tiendra à l'office des Nations unies à Genève du 30 janvier au 10 mars 1989. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère est à l'ordre du jour. Cela nous force à réfléchir sur la situation des peuples qui ne disposent pas d'Etat, en premier lieu la nation kurde, faisant deux remarques générales pour attirer l'attention de l'opinion publique mondiale.

Une première réflexion se rapporte au traité de Sèvres du 10 août 1920 selon les articles 62-63-64 duquel le Kurdistan devait accéder à l'indépendance sous le contrôle du conseil de la Société des nations. La deuxième réflexion est liée à l'interprétation du premier chapitre de la Charte des Nations unies selon lequel : « *Un des buts des Nations unies est de développer entre les nations des relations amicales, fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. (...)* » Autrement dit, « *le droit à disposer d'eux-mêmes pour tous*

les peuples et le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou religion. » Cela est favorisé par les Nations unies... « *en vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes* ».

Une première question se pose, pourquoi le peuple kurde qui, historiquement, constitue une nation formée, basée, sur une communauté de langue, de territoire, d'intérêts de sentiments, jusqu'à maintenant n'a pas pu bénéficier de son droit à l'autodétermination ? Jusqu'à quel point le silence des Etats et de l'ONU, l'absence de sanctions peuvent encourager les Etats qui partagent le Kurdistan ? Autrement dit, si un jour ces Etats arrivaient à fabriquer des armes bactériologiques ou nucléaires pour les utiliser contre le peuple kurde, comme on le sait ces armes sont utilisées par l'Irak à Halabja au Kurdistan d'Irak, alors ces pratiques seront-elles compatibles avec les énoncés dans la charte des Nations unies, la déclaration universelle des droits de l'homme et

la déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la race, la religion ou la conviction ?

La première réponse est historique. Malheureusement ledit traité fut remplacé par celui de Lausanne le 24 juillet 1923 par lequel le Kurdistan s'est trouvé dès lors écartelé, partagé contre la volonté de son peuple et divisé, occupé et colonisé par quatre Etats à savoir la Turquie, l'Irak et la Syrie.

Mais le peuple kurde n'a jamais cessé de lutter pour reconquérir ses droits, les Etats en question ne lui en ont reconnu aucun y compris le plus élémentaire. Ces Etats n'ont cessé de pratiquer à l'égard du peuple kurde une politique de violence et de répression, y compris l'utilisation des armes chimiques, en violation flagrante du droit international.

En effet, le Kurdistan est assimilé à une colonie, militairement occupée et économiquement exploitée sans même qu'un statut colonial lui soit reconnu par l'ONU. Effectivement, on peut dire que c'est une colonisation pratiquée en dehors de tout contrôle international, par des systèmes totalitaires et les faits, pire que le colonialisme classique tel qu'il était exercé autrefois par les puissances occidentales.

Le peuple du Kurdis-

tan, privé de toute sa richesse nationale comme moyen de progrès et de développement culturel et social, souffre de façon inhumaine d'oppression nationale, de ségrégation économique et d'un sous-développement constant.

Aujourd'hui comme hier, des centaines de milliers de Kurdes, femmes, enfants, vieillards se trouvent transférés de force hors du Kurdistan, déportés en masse par les autorités de Bagdad et d'Ankara, et remplacés par des éléments non kurdes. Des centaines de milliers de réfugiés dans les camps, des milliers de militants kurdes sont emprisonnés pour des délits d'opinion, et d'attachement à leur culture ; souvent persécutés et torturés sauvagement, des centaines sont exécutés sans aucun procès ni jugement.

Cette situation, conséquence de trois quarts de siècle de révoltes, de répressions et de massacres, demeure encore assez méconnue, sinon ignorée de l'opinion internationale, car une étrange conspiration de silence n'a cessé de dissimuler ce génocide. Les divers appels à l'ONU, aux Etats, à la conscience universelle, lancés par ce peuple opprimé voué à l'extermination, n'ont recueilli, jusqu'à présent, aucun écho. Quoi qu'il en soit, la complexité de

la lutte de Mouvement de libération nationale du Kurdistan ne justifie pas le silence prépondérant de la communauté internationale dont l'action demeure insuffisante, et par ailleurs inefficace, en comparaison avec d'autres causes tout aussi complexes. Il est manifeste que l'une des conséquences de la guerre Iran-Irak est l'extermination du peuple du Kurdistan. Cela se constate par la pratique des méthodes empruntées au fascisme hitlérien, à savoir les bombardements au moyen des armes chimiques effectués se serait-ce qu'au mois de mars 1988 une trentaine de fois par l'aviation irakienne qui ont provoqué une dizaine de milliers de morts et de blessés parmi la population civile kurde, dont la plupart sont des enfants.

Jusqu'à quand tolérera-t-on le génocide auquel se livre impunément un Etat ou des Etats, en violation permanente des principes humanitaires élémentaires ? Jusqu'à quel point le droit à disposer d'eux-mêmes pour tous les peuples y compris le droit à l'autodétermination de la nation kurde ? Attendons une fois de plus la réponse de l'ONU.

Alic Kilic
Valenciennes

Montagne 10.2.89

PREUVE

● NEW YORK. - Trois médecins américains appartenant à l'organisation Médecins pour les Droits de l'Homme ont affirmé hier avoir la preuve de l'utilisation par l'armée irakienne de gaz chimiques contre les populations civiles du Kurdistan.

Les médecins ont mené leur enquête dans deux camps de réfugiés kurdes en Turquie en octobre dernier. Selon eux, les réfugiés ont apporté des témoignages irréfutables de bombardements au gaz moutarde de leur village le 25 août.

Journal de la Reunion 11.2.89

Armes chimiques

L'organisation américaine « Les médecins pour les droits de l'Homme » a accusé Bagdad, dans un rapport rendu public jeudi, d'avoir utilisé des armes chimiques dans leur offensive contre les Kurdes en août dernier dans le Nord Irakien. Ce rapport a été élaboré d'après les observations d'une mission de trois médecins, envoyée en octobre dernier dans les camps de réfugiés kurdes en Turquie. Ces médecins ont interviewé, examiné et filmé plus de 20 réfugiés et discuté de façon informelle avec des centaines d'autres. L'analyse des entretiens et les examens médicaux conduisent, selon le rapport, à affirmer que l'armée irakienne a utilisé des gaz moutarde contre les villages kurdes.

Populaire du Centre 14.2.89

LE « POPU » MAGAZINE

**Droits de l'homme :
Terrible rapport
sur la Turquie**

Londres. — Selon un rapport publié, à Londres, par Amnesty International, l'organisation reçoit quotidiennement, depuis deux mois, des informations faisant état de l'utilisation généralisée de la torture en Turquie. L'organisation de défense des droits de l'homme estime que la Turquie détient toujours "un record affligeant en matière de droits de l'homme".

Selon ce rapport de 73 pages, les "aveux" d'enfants, de femmes et d'hommes sont obtenus par la police, l'armée et les autorités des

Ce document est l'un des plus terribles qu'Amnesty ait publié sur un seul pays au cours de ces dernières années, et l'un des plus compromettant pour un Etat membre de l'O.T.A.N.

Selon l'organisation, ce triste "record", en dépit de la ratification par la Turquie des conventions européennes et des Nations unies contre la torture, ne saurait être masqué par les efforts de relations publiques faits par les ambassades turques de par le monde.

ANKARA. — LE PROBLÈME KURDE EST AU CENTRE DES DÉBATS POLITIQUES en Turquie depuis la suspension mardi dernier pour deux ans, par le Parti populiste social-démocrate (PPSD), de son député Ibrahim Aksoy, qui s'est vu reprocher d'avoir revendiqué, trois semaines auparavant à Strasbourg, une « autonomie culturelle » pour les Kurdes dans son pays. M. Aksoy avait déclaré, au cours d'une réunion de la Commission parlementaire mixte turco-européenne, que les Kurdes ne sont « pas une minorité, mais une nation ».

Le Bien Public 14.2.89

prisons par le passage à tabac, le viol, la torture à l'électricité et même la crucifixion. Le rapport cite des cas précis, notamment celui d'un garçon de 13 ans torturé à l'électricité et crucifié dans les locaux de la police parce que ses cousins étaient soupçonnés d'être des activistes kurdes.

Ces pratiques sont utilisées contre des membres de partis politiques interdits, de syndicats, des Kurdes, des journalistes, écrivains et, dans un certain nombre de cas, contre des femmes et des enfants.

Alsace 14.2.89.

Turquie: les Kurdes existent...

Le problème kurde est au centre des débats politiques en Turquie depuis la suspension mardi dernier pour deux ans par le Parti populiste social-démocrate (PPSD) de son député Ibrahim Aksoy qui s'est vu reprocher d'avoir revendiqué, trois semaines auparavant à Strasbourg, une « autonomie culturelle » pour les Kurdes dans son pays.

M. Aksoy avait déclaré, au cours d'une réunion de la Commission parlementaire mixte turco-européenne, que les Kurdes ne sont « pas une minorité, mais une nation » et avait accusé son parti de « ne pas accorder l'attention nécessaire à ce problème ».

A son retour de Strasbourg, le député a été traduit devant un conseil disciplinaire du PPSD, qui l'a sanctionné.

Aussitôt, certains députés kurdes appartenant aux trois partis représentés à l'Assemblée nationale turque ont exprimé leur solidarité avec M. Aksoy et ont reproché au PPSD d'étouffer la liberté d'expression.

« Turcs montagnards »

Pendant très longtemps, les autorités turques avaient refusé purement et simplement de reconnaître l'existence de

Kurdes en Turquie — qui seraient entre 14 et 17 millions, selon des sources non-officielles — et ceux-ci étaient désignés officiellement sous le nom de « Turcs montagnards ». Le Code pénal prévoit aujourd'hui encore un minimum de cinq ans de prison pour toute personne — y compris les parlementaires s'exprimant à l'Assemblée — évoquant l'existence de Kurdes en Turquie.

Il est également interdit de parler kurde, même dans les régions à majorité kurde. Depuis le coup d'Etat militaire de 1980, une loi rend cette interdiction effective, les coupables étant passibles de sanctions pénales.

Mais, depuis près de trois ans, certaines publications ont commencé à parler du « problème kurde », notamment à propos d'attentats commis par des organisations séparatistes au sud-est du pays, tel le

Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK - marxiste-léniniste)

Les autorités, notamment policières, ont tenté de s'opposer à la banalisation de l'utilisation du terme « kurde » dans la presse, mais ceux qui estimaient qu'il fallait affronter le problème ouvertement ont finalement eu gain de cause.

Les tendances « libérales » au sein du gouvernement du Premier ministre Turgut Ozal, ont même permis la diffusion d'une cassette avec des chansons kurdes.

Cette percée dans le débat politique était pourtant limitée, et les propos de M. Aksoy, inimaginables il y a trois ans, ont fait l'effet d'une bombe.

« Il existe un problème kurde en Turquie, à déclaré le député (kurde) du Parti de la mère patrie (le PMP du premier ministre Ozal), M. Nurettin Yilmaz, mais personne ne veut le reconnaître... Comme si c'était une grave maladie ».

« Ce que nous voulons, a-t-il ajouté, c'est la reconnaissance de l'existence des Kurdes en Turquie (...) car, officiellement, il n'y en a pas ».

« Je suis député à l'Assemblée nationale et je suis Kurde, a précisé M. Yilmaz, et jusqu'à l'âge de six ans je ne parlais que kurde. J'ai appris le turc à l'école primaire ».

35 000 i Turkiets flyktingläger

Kurder isoleras bakom taggtråd

Av LARS BOSTRÖM

KIZILTEPE. Orden kommer långsamt när Hamed Hassan berättar om tragedin för sex månader sedan. Om hustrun, sönnerna och bröderna som inte lyckades undkomma stridsgasen som fälldes över hembyn i irakiska Kurdistan. Och om den desperata flykten över bergen till Turkiet.

I dag är Hamed en av 15 000 irakiska kurder i flyktinglägret Kiziltepe i sydöstra Turkiet. Ett trångt tält med svart vedkamin och några filter utspridda över golvet har blivit hans nya hem.

Kiziltepe ligger några mil norr om den syriska gränsen, på en vindpinad och flack högplatå. 2 500 tält står symmetriskt upp-
radade i det trädlösa landskapet.

Taggtrådsstängsel omgärdar lägret, som bevakas av tungt beväpnade soldater med order att skjuta mot den som försöker ta sig ut.

Över entrén vajar den röda turkiska flaggan med sin vita halvmåne.

– Vi känner oss som fångar, säger en lägerinvånare uppgivet. Vi får inte röra oss fritt, vi har inga pengar, våra barn får ingen undervisning. Ni måste hjälpa oss.

Alla försök till kontakter mellan flyktingarna och den lokala kurdiska befolkningen möts med misstro. Blotta tanken på att de stridsvana irakiska kurderna skulle röra sig fritt bland sina turkiska kusiner är skrämmande i Ankara.

Ingen svälter

Den turkiske viceguvernören ger en annan och ljusare bild av situationen i lägret.

– Vi har inga allvarliga problem här säger han och lägger ut texten om allt Turkiet gjort för de kurdiska flyktingarna. Innehållet i matpaketen som distribueras var femtonde dag redovi-

sas noggrant: ris, bönor, te, socker, salt...

Allt skänkt av den turkiska staten.

Det må vara sant att ingen svälter i Kiziltepe, att alla har tillräckligt med varma filter och att tälten stått emot vinterkylan bättre än de flesta vågat tro.

Men för flyktingarna som lever här är problemen nog så verkliga. Hygien är bristfällig – duschanläggningen har över huvud taget inte fungerat de senaste veckorna – och de alldeles för få toaletterna är nedsödade med avföring.

Sjukdomar som mässling, dysenteri och lufttröskatarrer har drabbat framför allt barnen. Medicin och vaccin finns men inte i tillräckliga mängder. Veckorna efter flykten dog många barn, men situationen har förbättrats.

Ett annat problem är att det inte förekommer någon organiserad undervisning. Böcker och papper finns över huvud taget inte.

– Färgkritor och teckningspapper, svarar åttaårige Shinvar blygt på frågan vad han saknar mest av allt.

Shinvar är lägrets konstnär. På kartong och baksidorna av redan använt papper har han ritat suggestiva teckningar av irakiska helikoptrar och dykande jaktplan. Ett av hans motiv föreställer ett radband med små dödsskallar, en symbolisk bild av makten i Bagdad.

Vill stanna

Innanför grindarna samlas sysslolösa män i stora grupper. Många är klädda i pesh merga-gerillans traditionella uniform, bara geväret och ammunitionsbältet saknas. Kvinnorna sitter tysta i tältöppningarna medan horder av barn nyfiket följer de utländska besökarna.

– Sysslösheten och oron för framtiden är våra största problem, säger Ali Permous, som studerade ekonomi i Sverige innan han återvände till Irak för att bli pesh merge och delta i

kampen mot Saddam Hussein.

– Vi vill bli erkända som politiska flyktingar, säger han. De flesta av oss vill stanna här i Turkiet, få arbete, bostad och börja ett normalt liv igen. Det är omöjligt för oss att återvända till Irak. Ingen litar på Saddam Husseins amnesti.

Turkiet erkänner inte de irakiska kurderna som politiska flyktingar, och förhandlingarna mellan Ankara och FN:s flyktingkommissariat har kört fast på frågan om hur eventuell hjälp skall organiseras. Turkarna vill ha pengarna direkt i sin statskassa. Detta är oacceptabelt för FN och Röda korset som vill överta administrationen av lägren och fördela resurserna – det talas om cirka 80 miljoner dollar – via egna kanaler. Samtalen pågår och någon form av kompromisslösning lär vara på gång.

Minst 65 000 människor flydde över gränsen till Turkiet i månadsskiftet augusti/september förra året, då Saddam Hussein efter vapenstilleståndet med Iran vände sina styrkor mot de upproriska kurderna. Ungefär 30 000 fortsatte till Iran, vapenbrodern i kampen mot Bagdad-regimen. De 35 000 som finns kvar i Turkiet bor i huvudsak i lägren i Kiziltepe, Diyarbakir och Mus.

Förhållandena i Mus är utomordentligt svåra, med nattetemperaturer på neråt 25 minusgrader. Flyktingarna är inhysta i otäta, fallfärdiga baracker som de turkiska myndigheterna själva dömt ut som oboeoliga. Kontrollen och bevakningen uppges också vara hårdare i Mus än i de andra lägren.

I Diyarbakir bor 13 000 flyktingar i lägenheter i flervåningshus. Lägret anses vara det bästa av de tre.

I Kiziltepe praktiseras en form av "självstyre", med självvalda kommittéer som ansvarar för städning, matdistribution och kontakter med myndigheterna. Få turkar rör sig inne i själva lägret.

Le Monde 16.2.89

Les dons de l'Euphrate

RAOQA

de notre envoyée spéciale

Un mince rideau de peupliers coupant la plaine qui s'étend à perte de vue marque l'entrée de la ferme de Rabia. Ferme, le mot est trompeur pour désigner ce village en miniature, à la centaine de maisons carrées identiques plantées dans une clairière, avec sa place, sa mosquée, son école, ses trois magasins et l'indispensable siège du parti Baas. Cette ferme d'Etat n'est que l'une des quinze du premier projet pilote de l'aménagement de la vallée de l'Euphrate. Ce premier ensemble concerne 21 000 ha et, à Rabia, la centaine de paysans qui vivent là avec leur famille cultivent 1 200 ha de blé, d'orge, de maïs etc.

Commencé il y a une quinzaine d'années, l'aménagement du cours de l'Euphrate et de sa vallée relève de ces travaux pharaoniques aux ambitions grandioses, puisque 640 000 ha de terre devraient être bonifiés à l'horizon 2000, sans compter la production d'énergie qui devrait mettre la Syrie à l'abri de tout manque.

Le premier d'entre eux – et le plus important – est le barrage Al Saoura (La Révolution), qui a donné naissance à la ville du même nom édifée pendant sa construction. Entrepris avec l'aide d'experts soviétiques, mille au début, cinq ou six maintenant, ce barrage n'est que le premier d'une série de trois, dont l'un en aval, Al Baas, est terminé et l'autre en amont, Tchrine (Octobre), en est à ses débuts.

Dans une vaste cathédrale souterraine, 200 mètres de long, une hauteur impressionnante – l'ensemble fait douze étages, – les huit turbines d'Al Saoura, 100 mégawatts chacune, assurent une production d'électricité théorique de 4,5 milliards de kilowattheures par an. Al Baas, dont la troisième turbine est entrée en fonction le 17 décembre, fournira pour sa part à pleine capacité 375 millions de mégawattheures par an.

« Toute cette région n'était que désert, affirme le directeur du barrage dans son vaste bureau vitré qui

domine le lac Assad (80 km de long, 8 km de large, 11,5 milliards de mètres cubes d'eau). *Maintenant Al Saoura compte cent trente mille habitants employés aux travaux d'entretien du barrage, à ceux de l'irrigation, à l'agriculture.* » C'est à 85 km en amont qu'ont commencé en 1988 les travaux du barrage Tchrine prévu pour alimenter six turbines de 150 mégawatts chacune. « *Nous avons dorénavant de quoi assurer l'énergie à tous nos projets. On a réglé les problèmes de coupure de courant. Nous préférons toutefois ne pas exporter d'électricité pour l'instant afin de satisfaire nos besoins de développement croissants.* »

Tout le long de l'Euphrate, dans cette région, les travaux d'irrigation à l'air ou souterrains sont visibles et, partout dans les villages aujourd'hui électrifiés, un certain bouleversement est en cours.

De véritables kolkhozes

Les fermes d'Etat, du type de celle de Rabia, véritables « kolkhozes à la soviétique », pour reprendre l'expression d'un officiel, ont été les premières expériences. Elles coexistent de plus en plus avec des coopératives de production dans lesquelles les paysans ont des actions et avec des projets où le paysan garde la propriété de la terre et s'organise en coopérative pour la culture. L'Etat fournit alors les plans des types de produits à ensemençer, et les engrais, déduisant sa part des récoltes qu'il reçoit. « *Un paysan ne travaille pas de la même façon s'il est chez lui ou simplement fonctionnaire* », reconnaît un officiel, qui souligne que « *les nouvelles surfaces bonifiées, environ 5 000 ha à 6 000 ha par an, sont dorénavant offertes à des petits propriétaires privés* ». A ce rythme, les 640 000 ha prévus ne seront pas atteints en l'an 2000 (80 000 ha ont déjà été irrigués) et nul ne cache le retard pris. Cependant, l'ampleur de ces travaux, s'ils sont bien gérés, devrait permettre à la Syrie de retrouver petit à petit sa vocation de grenier à blé du Proche-Orient.

Däremot är flyktingarnas rörelsefrihet utanför lägret mycket begränsad. Bara 100 personer per dag får lämna området för att sköta praktiska göromål.

Den turkiske premiärministern Turgut Özal har föreslagit att Västeuropa skall ta emot hälften av de kurdiska flyktingarna. Turkiet skulle då kunna assimilera den andra hälften menar Özal.

Det är en idé Ali Permous inte tycker om.

– Vi vill inte splittras ännu mera, säger han kort. Ali Permous uttalar sig hela tiden mycket försiktigt, möjligen av oro för repressalier – det finns personer i lägren med uppgift att lyssna.

– Ställ mig inte mot väggen med svåra frågor, säger han avväjande när han tycker samtalen blir för politiskt laddat. Vi har lovat att leva enligt den turkiska konstitutionen här i Turkiet.

Med i KDP

Merparten av flyktingarna i Turkiet tillhör Kurdistans demokratiska parti (KDP), under Massoud Barzanis ledning. Bara en direkt order från Barzani kan få Ali och hans kamrater att återvända till kampen i Irak.

– Om Barzani vill återvända, vi, men jag tror inte att det blir aktuellt än på länge, säger en pesh merga.

Svårigheterna med att få information om vad som händer i Irak är ett av de stora problemen i lägret. Så ofta som möjligt lyssnar man på KDP:s radiosändningar inifrån Irak, och emellanåt lyckas någon få igenom ett telefonsamtal.

Så kliver en gammal man fram för att säga sitt hjärtas mening.

– Saddam very bad man, säger han.

Kanske är det de enda ord han kan på engelska, men de sammanfattar ändå en viktig stämning i lägret: kärleken till turkarna må vara minimal men det är ändå mot Saddam Hussein den stora vreden riktas.

Och på något sätt går kampen vidare, också här i lägret. När ungdomskören repeterar handlingar den första sången om pesh mergas och kampen för ett fritt Kurdistan.

"Länge leve pesh mergas", heter det i första omkvädet. Och sedan: "Farväl pesh mergas, farväl". □

Le Monde 16.2.89

Des tours Eiffel dans le désert

DEIR-EZ-ZOR

de notre envoyée spéciale

A la nuit tombée, on dirait deux tours Eiffel illuminées dans le désert. Sur ce plateau battu par les vents qui soulèvent de minces rideaux de sable, les grandes tentes noires de bédouins, nombreux dans cette région où ils font paître leurs moutons, ont été remplacées par les roulottes des pétroliers. Sur le champ d'Omar, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Deir-Ez-Zor et près de 700 kilomètres de Damas, ce n'est qu'un vaste chantier sur lequel s'activent environ cinq cents personnes.

Les deux puits de forage encore en activité témoignent d'une recherche continue, alors que déjà on met la dernière main aux « pipes » de raccordement qui devraient permettre très prochainement l'entrée en production de ce champ. Celui-ci va progressivement, avec 100 000 barils/jour, doubler la quantité de pétrole léger extrait de Syrie. C'est dans cette région de Deir-Ez-Zor, non loin de l'Euphrate, que reposent pour l'instant les espoirs pétroliers de Damas.

Depuis la première découverte de pétrole léger non loin de là, à Thayyem, en 1984, la Syrie a fait de grands pas et s'est largement ouverte sur l'étranger pour la mise en exploitation de ce nouveau puits.

La Syrie n'est pas novice en la matière puisque la Compagnie syrienne du pétrole (SPC), qui emploie dix mille personnes, exploite depuis de longues années avec la coopération d'experts soviétiques les champs du nord-est du pays, avec une production moyenne de 170 000 barils/jour. Mais ce pétrole lourd, très sulfureux, nécessitait jusqu'alors l'importation par Damas de brut léger, dont le mélange est indispensable pour faire tourner les raffineries de Homs et de Banyas.

Les découvertes prometteuses faites dans la région de Deir-Ez-Zor ont modifié ces données et pourraient offrir un nouveau souffle à l'économie syrienne. Conscient de l'enjeu, le gouvernement de Damas, qui a fait du pétrole un secteur prioritaire, entend bien tirer au plus vite un maximum de profits de ces découvertes et a, pour cela, lancé des appels d'offres tous azimuts auxquels ont répondu en priorité les grandes compagnies occidentales.

Les étrangers à pied d'œuvre

Neuf d'entre elles — Shell, Pecten, Déminex, associées avec la SPC dans le consortium Al Furat, Total, qui doit commencer ses forages dans trois ou quatre mois, Elf, qui a signé à la fin de 1988 et dont les premiers représentants viennent d'arriver à Damas, Enron, Tricentrol, BP, Occidental — sont déjà à pied d'œuvre. Cela n'est qu'un début puisqu'une vingtaine d'autres concessions — tout le territoire syrien a été méthodiquement découpé — sont actuellement disponibles. « J'ai des offres de compagnies espagnoles, canadiennes, australiennes, autrichiennes, japonaises, nord-coréennes, turques, indonésiennes et, bien sûr, arabes », affirme M. Mtanicoe Habib, ministre du pétrole et des ressources minières, qui souligne « la bonne gestion des relations avec les compagnies étrangères ». « Notre conviction affirmée que chacun doit trouver dans ce domaine son intérêt fait que nos interlocuteurs sont rassurés sur leurs investissements en Syrie. »

« L'exploration, ici, n'en est qu'à ses débuts, poursuit le ministre, mais déjà nous n'importons plus, et nos exportations augmentent. » Sur les bénéfices ainsi réalisés, M. Habib se veut discret, comme sur les chiffres de production, arguant du fait que ceux-ci sont fluctuants et sujets à des modifications en fonction des découvertes. Si les revenus du pétrole sont réels et vont croître dans les années à venir, le gouvernement ne veut pas pour autant leur donner trop d'importance, à la fois, sans doute, pour ne pas freiner une aide étrangère dont la Syrie a encore grand besoin, et pour ne pas donner d'espoirs immédiats à une population toujours soumise à de sévères restrictions. « Nous voulons utiliser nos ressources pétrolières pour édifier une économie solide et autonome qui puisse résister aux crises. Les mois à venir montreront que l'économie syrienne est saine. »

Avec la production du champ d'Omar et de deux autres petits champs dans la même région, la Syrie devrait pourtant, selon les spécialistes, atteindre à la fin de 1989 une production globale de 400 000 barils/jours, dont 230 000 de pétrole léger d'excellente qualité. Partant du fait que la consommation intérieure syrienne est estimée à 200 000 B/J moitié lourd moitié léger — c'est le mélange employé dans les raffine-

ries, — Damas pourrait exporter quasiment la moitié de sa production et récupérer, en fonction des prix du pétrole, près de 1 milliard de dollars à la fin de cette année. Une manne appréciable pour un pays qui manque cruellement de devises.

Pour évacuer son pétrole vers Homs et Banyas, Damas a remis en service le pipe-line Irak-Méditerranée fermé depuis 1982 à la suite de la rupture des relations avec l'Irak et de son soutien à l'Iran dans la guerre du Golfe. Les raccordements nécessaires à ce « pipe » principal ont été confiés à une société tchécoslovaque, Technoexport, qui achève actuellement les 95 kilomètres entre Omar et l'Irak-Méditerranée.

Réserves de gaz

En plus du pétrole, des réserves de gaz importantes ont été découvertes, et la Syrie entend aujourd'hui les exploiter pour la production d'énergie. La compagnie américaine Marathon, qui avait, en 1985, localisé des nappes près de Palmyre, a signé un nouveau contrat pour se réinstaller dans la région. « Nous sommes candidats à l'exportation de gaz », explique M. Habib, qui précise cependant que tout dépendra des facilités et sans doute aussi du marché. A côté du gaz naturel, la Syrie veut récupérer le gaz du pétrole à des fins énergétiques mais aussi pour économiser le fuel lourd utilisé dans ses centrales thermiques, qu'elle pourra alors vendre.

Près de Jbeissah, au nord-est de Damas, sur les champs de SPC où environ deux cents puits de pétrole sont en activité, une usine entièrement nouvelle — projet tchécoslovaque mais matériel anglais, japonais et allemand — fonctionne depuis moins d'un an à cet effet. Près de la ville, d'immenses serres chauffées permettent la culture de primeurs. Plusieurs autres usines sont en projet, soit pour l'exploitation du gaz naturel, soit pour la récupération du gaz associé au pétrole.

En attendant, Deir-Ez-Zor, chef-lieu de la province du même nom avec 120 000 habitants, compte bien bénéficier aussi des retombées du pétrole. « Cela va forcément changer quelque peu la réalité sociale », estime le gouverneur, M. Nadim Akkache. Des agglomérations nouvelles vont naître, des ouvriers d'autres provinces vont être attirés ici. Nous ne sommes

qu'au début de l'installation des compagnies pétrolières, qui ne peut aller qu'en se développant. Là où ils forent, ils trouvent de l'or noir.» La proximité de la frontière irakienne n'inquiète officiellement personne, même si, dit-on à Damas, les mesures de sécurité, invisibles de prime abord, ont été renforcées autour des installations économiques depuis la fin de la guerre du Golfe.

Riche région agricole dans le bassin de l'Euphrate, au passé archéologique prestigieux avec les sites de Mari et de Doura Europos, Deir-Ez-Zor pourrait bien devenir l'un des symboles du renouveau économique de la Syrie.

Grakan Trêt 17.2.89

4-րդ էջ, 17 փետրվարի 1989 թ.

ՎԵՐԱԴԱՐՉՐՆ «ԱՐԱՐԱՏԻ»

Այսպիսի խորհրդանշական վերանագիր ունի 100 րուպեանոց փաստավավերագրական ֆիլմը, որն ընդգրկում է 1915 թ. Հայոց մեծ եղեռնի իրական սարսափները: Կինոնկարն իր ժամրային տեսակի մեջ, որքան մեզ հայտնի է, տևողությամբ ամենատեղյակն է:

Գլխավոր ռեժիսոր շվեդ-Հոլմգրենն ու իր գործընկերները՝ Գորանը, Դովնինգը, Խարդալիանին ու Գուները, ֆիլմի ստեղծման վրա բառացիորեն տքնել են մոտ երկու տարի: Իրենց ստեղծագործական ծրագրի իրականացման նպատակով նրանք գնացել են Արևմտյան Հայաստան, կտրել-անցել մոտ 1500 կիլոմետր ճանապարհ, եղել են ողբերգական իրադարձությունների վայրերում:

Ֆիլմի բովանդակության ու նկարահանման հանգամանքների մասին մանրամասնորեն պատմում է Ծվեդիայի մայրաքաղաք Ստոկհոլմում քրդերեն լույս տեսնող «Քուրդիստան պրես» շաբաթաթերթում իր անցյալ տարվա 18 և 19 համարներում:

Կինոնկարի սցենարային տեքստը հնչում է շվեդերեն և անգլերեն: Ժապավենը առաջին անգամ էկրան է բարձրացել 1988 թ. Առյեսթերի 4-ին, Ստոկհոլմում:

Ըստ ֆիլմի գլխավոր ռեժիսորի հարցազրույցի, ֆիլմի գլխավոր նպատակամիտումը վերստին աշխարհին Հայոց

Quotidien de Paris 18.2.89

La planète des marchands d'armes

● Le commerce des armes, sujet rebattu, n'en demeure pas moins passionnant, surtout en cette période où la paix semble marquer des points. Mais on n'en n'a jamais fini avec les conflits armés. Iraniens et Irakiens cessent de se massacrer ? Ils peuvent toujours se retourner contre les Kurdes. Les Soviétiques se retirent d'Afghanistan ? La guerre civile est dans l'air, le Pakistan s'irrite. Si les années soixante et soixante-dix furent « très bonnes » pour les marchands d'armes, la décennie quatre-vingts ne devrait pas être trop décevante. Patrick de Carolis et Jean-Pierre Van Geirt (un ancien de « Match ») proposent un dossier expéditif sur ce commerce décrié, mais fort lucratif, secret et dangereux (d'où une ambiance un peu Deuxième Bureau sur le plateau de « Reporters »), un dossier en trois volets : l'Etat marchand d'armes (la France, bien sûr, mère des armes et des lois, qui a exporté en 1987 29 milliards de

francs d'engins de mort), la société privée qui reste dans la légalité (avec portrait et interview de Samuel Cummings, le plus grand marchand d'armes privé du monde, capable de rééquiper une armée en une nuit) et enfin « l'homme des guérillas », pas très clair, qui réfute le terme de « trafiquants », Gunther Leinhauser, un Allemand qui a démarré pendant la guerre d'Algérie et possède en tête la carte du monde des conflits jusqu'aux plus miteux.

Ce spécialiste de la « livraison au clair de lune », d'apparence père tranquille, converse, en français, sur les Champs-Élysées : avant de s'éclipser : c'est un homme « en sursis », qui se plaint que « la relève manque ». Mais Cummings rassure : il y aura toujours des guerres, « à cause de la folie des hommes, qui est éternelle ». On est philosophe chez les marchands de canons.

Marc JOYEUX

մեծ եղեռնի փաստի հիշեցումն է: Բաճն այն է, որ եվրոպական որոշ շրջաններում վերջին ժամանակներս կարծես թե մոռացության է մատնվում 20-րդ դարի առաջին ցեղասպանությունը:

Գլխավոր ռեժիսորը սկզբնաժամանակում դատապարտում է նրկարահանումների ժամանակ Թուրքիայի կառավարության կողմից հարուցված արհեստական խոչընդոտներն ու քացահայտ հետապնդումները: Թուրքական ոստիկանությունը և վարչական մարմինների վարձած անձինք, հայկական գյուղերը նկարահանելիս, հայերի հետ զրուցելիս, գաղտագողի, քայլ առ քայլ հետևել են անձնակազմին: Ծվեդ կինոգործիչների իջևանած գրեթե բոլոր հյուրանոցներում հեռախոսագծերը կտրել-անջատել են:

Թերթում նաև մի քանի ազդեցիկ նկար-դրվագներ են զետեղվել ֆիլմից: 92 տարեկան հայ կնոջ դեմքին եղեռնի մասնատու օրերի անջնջելի դրոշմն է դաշվել: Նա եղեռնի ականատեսներից է: Ահա ֆիլմի գլխավոր ռեժիսորին նրա տված պատասխաններից մի հատված.

«Ես իմ հայրենիքում գաղթական եմ դարձել: Եթե դուք այդ եղեռնը տեսնեիք, մարդ

արարած լինելուց կամաչեիք: Իմ հնագույն ժողովրդի անմեղ զավակները կույ գնացին 20-րդ դարի զազանների և բարբարոսների ոճրագործություններին: Հենց որ թուրքական ժանդարմերիան իմանա այս մասին, ձեզ կկալանավորի: Զգույշ եղեք: Ես սիրեցի Ձեզ: Դրա համար էլ վախենում եմ Ձեզ համար»:

Կինոնկարը տեղեկացնում է, որ ԱՄՆ-ում թուրք վերաբնակների մեջ մի ընկերություն կա, որի նպատակն է թուրք երեխաներին և երիտասարդներին վարժեցնել օտար միջավայրերում հայկական եղեռնը հերքելու, կամ թուրքերին, որպես հայերից պաշտպանվողների, արդարացնելու «արվեստին»:

«Արարատի վերադարձը» ֆիլմի հաջողությունը Ծվեդիայում շատ մեծ է եղել: Այն ցրնցել է բոլոր դիտողներին, և ցասման ու բողոքի ինքնորոշ այլք առաջացրել:

ԹԵՄՈՒՐ ՄՈՒՐԱՆՈՎ

des armes chimiques sur l'organisme peut aussi servir à lutter contre ces risques majeurs de catastrophe indus-

trielle, dont le spectre est beaucoup plus présent dans les sociétés technologiques comme la nôtre. Et puis, il

y a aussi le problème des centrales nucléaires...

JULIEN BEAULIEU

Paris Normandie 24.2.89

Médecins du Monde

Laurence Gardet, infirmière orangeoise, au Kurdistan
A quelques kilomètres de la frontière iranienne, elle a choisi de servir une cause humanitaire

Association humanitaire « Médecins du Monde », a pour but d'intervenir partout où la guerre, la maladie, la famine et la misère, constituent une menace pour la vie humaine... Dans le cadre d'une politique active de régionalisation, une vingtaine de délégations se sont créées en province, et recrutent leurs propres volontaires locaux pour la réalisation de missions.

Ainsi, l'antenne régionale Provence - Alpes - Côte-d'Azur, à Marseille, dirigée par le docteur Bernard Granjon, assure la formation médicale au Kurdistan.

C'est d'ailleurs au Kurdistan que va partir lundi, pour une durée de cinq semaines, une infirmière du centre hospitalier d'Orange Mme Laurence Gardet...

Près de la frontière iranienne

Répartie dans 5 pays (Turquie, Iran, Irak, Syrie et URSS), la majorité du peuple Kurde s'est rangé aux côtés de l'Irak en 1980, quand éclate le conflit Iran-Irak.

C'est sur leur base arrière, en Irak, à 10 km de la frontière iranienne, que « Médecins du Monde », intervient, en améliorant les conditions d'évacuation des blessés, en formant des secouristes et en faisant fonctionner l'hôpital construit par les Kurdes.

Au service des autres

L'idée de faire partie d'une mis-



Elle a donc pris un congé sans solde, pour rejoindre la mission au Kurdistan.

Mercredi, une réception en son honneur avait lieu au local de Force Ouvrière à Orange.

Militante, elle s'occupe de ce syndicat à l'hôpital de cette ville, où elle est surveillante pour le bloc opératoire. Infirmière depuis 1976, elle va chercher à se spécialiser en passant un diplôme d'études spéciales d'infirmières de salle d'opération, au centre hospitalier de Marseille, puis elle est reçue au concours de l'école des Cadres en 1984, et en sort un an plus tard, titulaire d'un certificat de cadre infirmier.

Toute sa compétence, Laurence Gardet a donc décidé de la mettre pendant 5 semaines, au service de « Médecins du Monde ».

M. Pierre Nouveau, responsable local de F.O. a tenu à souligner la générosité de cette infirmière, « qui met le meilleur d'elle-même au service des autres, et qui lutte pour le respect des Droits de l'Homme ». S'étaient joints à lui dans cet hommage : le docteur Huvet, responsable du service d'anesthésie, le docteur Sockell, chirurgien orthopédiste ; M. Gatel, député, M. Alain Labé et M. Agostini, représentant le maire d'Orange.

sion de Médecins du Monde, ne date pas d'aujourd'hui pour Laurence Gardet. Mais elle a attendu que ses fillettes âgées de 10 et 6 ans, soient assez grandes pour comprendre.

Herald Tribune 25.2.89

In Turkey, Being a 'Responsible Editor' Often Means Prison

By Lois Whitman

and Thomas Froncek

NEW YORK — Fatma Yazici, a slight woman of 33, is the "responsible editor" of a Turkish magazine, 2000'e Dogru (Toward 2000). She is to go to prison today.

Her crimes? "Insulting the president" by printing an article about two apartments bought by President Kenan Evren for his daughters at unusually low prices. And being "disrespectful about religion and the prophet Mohammed" in a second article. Her sentence is 28 months.

Last fall, on a mission to look into free expression in Turkey, we interviewed Miss Yazici and the magazine's editor in chief, Dogu Perincek. They told us that although Toward 2000 had been appearing only since January 1987, the government had already brought 28 charges against it. Nine of these cases have been brought to trial. In three, a verdict of not guilty was returned. In the other six, the magazine, its responsible editor and sometimes the writer of an article, have been found guilty of

charges such as "weakening national feelings," "insulting religion" or "being disrespectful to the republic."

Turkish press law requires every publication to have an editor who takes responsibility for the contents — a designated fall guy. That editor and the writer of any article considered offensive risk prison terms or fines if a court agrees with the government.

In the cases involving Toward 2000, Miss Yazici has been sentenced for four other items besides the two

that resulted in the prison term she is about to begin: an article on Prime Minister Turgut Ozal's career in the private sector (three to five months, later converted to a fine); a story on the philosophy behind the military coup of 1980 (being disrespectful to the president — 16 months); a paid obituary notice for the second anniversary of the death of a suspected Kurdish leader killed in a clash with security forces (making anti-Turkish propaganda — three years); and on Oct. 26, 1988, a summary of a Helsinki Watch report on the destruction of the ethnic identity of Turkish Kurds (six years and three months).

Miss Yazici now faces sentences totaling eleven years and seven months. In each of the additional cases the court's decision has been appealed. The cases for which Miss Yazici is to go to prison are the first in which an appeals court upheld guilty verdicts against her. Under Turkish law, there is no further appeal.

Thirteen of the 28 cases brought against Toward 2000 concern the Kurdish issue. The government, seeking to deny the ethnic identity of the eight to ten million Kurds in south-

east Turkey, has for years forbidden even the word "Kurd" in the press. Only recently have journalists begun to challenge the taboo.

An August 1987 issue of the magazine was confiscated by the police before it could be distributed to newsstands. It had reprinted words spoken publicly 65 years ago by Kemal Ataturk, the father of the Turkish Republic, on the subject of autonomy for Turkish Kurds.

At least 42 Turkish journalists and editors are currently in prison for what they have written. Many have been given absurdly long sentences — 661 years in one case and 748 years in another — because a judge can sentence them for seven and a half years for each offensive article. (None will serve more than 36 years, the maximum under Turkish law.)

Recently, six editors of leftist publications went on a hunger strike to protest confiscation of their publications, police raids on their offices, detention, torture and prison sentences.

In the five years since the end of military rule, 2,127 journalists have been tried in 1,426 cases. These are alarming statistics for any regime, but

doubly so for a government that seeks to be recognized as a modern democracy and that aspires to full membership in the European Community.

Dogu Perincek told us that magazines like his are now freer to break taboos than at any time since the restoration of civilian government in late 1983. "But," he said, "they have to be willing to pay the price."

We asked another Turkish journalist why Fatma Yazici or anyone else would take on the job of responsible editor. Appearing surprised, as if the answer should have been obvious, the journalist replied, "She's an idealist." She says that she is not brave; she is just doing what a journalist would do in any other country.

Lois Whitman, a lawyer, is a consultant to Helsinki Watch. Thomas Fronzek, an editor with Reader's Digest Condensed Books, is a member of the International Freedom to Publish Committee of the Association of American Publishers. They contributed this to the International Herald Tribune.



ФИЛЬМ

ОТКАН МИНИСТЕРСТВА КУЛЬТУРЫ АРМЕНИСКОР ССР
И СОЮЗА КИНЕМАТОГРАФИСТОВ АРМЕНИИ

ՅՐԳԱՆ ՀԱՍԷ ԿՈՒՆՏՐԱԿՏԻ ՄՆԻՍՏՐՈՒԹՅԱՆ ԵՎ
ՀԱՅԱՍՏԱՆԻ ԿԻՆԵՄԱՏՈԳՐԱՖԻՍՏՆԵՐԻ ՄՈՒՈՒԹՅԱՆ

10 ՄԱՐՏԻ, ՈՒՐԲԱՏ, 1989 թ. № 7 (975)

ԳԻՆԸ 5 ԿՈԳ.

Պատմությունը չի կարող մոռացվել

(Քուրդիա, Իրաք, Սիրիա, Իրան) ճակատահանության շրջանակներին

Ժամանակների խառնուրդում են հայտնաբերվում հայ-հրգահան զուր հրատարակվող բերքերն ու ամսագրերը: Եվրոպական հրգահան փոխհարաբերությունների հիմնադրույթները: Եվ բնագրական զարգացման հրանց քիվն այսօր հասնում է առանձին միջև բուրնական վաղաատուն ցնդերի ներխուժումը Փոքր Ա-ների: Միայն Նվեդիայի համայնքը լույս է բնծայում 20-ից ավելի սիա ու Անդրկովկաս, այս երկու հնգվերապական ժողովուրդները պարբերական միավոր: Եվ խիստ առամարանական է, որ հրգահան տերունական օրինավոր, պնծվածում են հարկառույթի իրենց պատ-պարբերական մամուլն անվերջ անդրադառնում է հայ ժողովրդի մականորեն մեծակից հայրենիքներում: Սակայն նախաազգիք պատմական զարբ փորձի բովանդակությունը: Այն կենսական գտերի կարծես թե շատ համարեց տեղաբնակների բաղադրական ինքնիշխան-արժեքայնությունը է առանձնանում: Անա է Նվեդիայի հրգահան նուրյունը: Եվ աննայա նիտուններից պոկվեց-հայտնվեց պատմության «Փուրղիստան պրես» շաբաթաթերթը իր 1988-ի նույնների երկու անկանայի պատուհանը... Ինարկն, գալիք դարերի հնոպատկերում համարներում (№ 18 և № 19) մի շարք ազգային լուսանկարների շատ բան կարող էր այդ ընթացք ու նկարագիր ունենալ, երբ ժա-նես միասին գտնեցի է հայոց Մեծ եղևնի սարսափներն արտագր-մանակին արարելույր հրոսումների դեմ-հանդիման կայանա հայ-լոգ «Արարատի վերադարձ» փաստավավերագրական ֆիլմի գլխա-հրգահան հազարական ամրակետ գաղիները: Սակայն բուրնականվոր ոնծիտը Գ. Հովհաննիսյանի բնդարձակ խոսքը: Խա է իր գործ-կառավարող շրջանները շրջանտերեն աչալուր էին, և այդ նպատա-ընկերները՝ Գարանին, Դովինգը, Խարդախանին ու Գուներ ֆիլմի կարմանք միտված բոլոր շաներն ու ձեռնարկումները բախվումատեղուման վրա բառացիորեն տներն են մոտ երկու տարի: Էին ազգային: հավանեղորումները: Դառնաղետ հետևանքների կրնակարի սցենարը հնչում է շվեդերև և անգլերև լեզուն-նամապատկերում հայ ժողովրդի բախտարմինն այնուհետև որո-րով: «Փուրղիստան պրես»-ին տված հարցազրույցում գլխավոր շարկվում է Մեծ եղևնուց, Սփյուռում, Սովետական Հայաստանով... ոնծիտը մասնավորապես առանձնաշխտում է, որ ֆիլմի հիմնա-Խկ անա 22 միլիոնանց ռուրդ պետականագուրկ ժողովուրդիկան նպատակամիտումը վերստին աչաարհին հայոց Մեծ եղևնի ապակվին որոնում է իր ազգային ինքնորոշման ու հարատևության փաստի հիշեցումն է: Բանն այն է, որ եվրոպական որոշ շրջան-ուղիները: Երա ինքնագրականության համընդհանուր գարբեֆներում վերջին ժամանակներս կարծես թե մոռացության է մատեր-շահակիներն ու մունեթիներն են նաև հրգահան Բառափեղկվածվում 20-րդ դարի առաջին ցեղասպանությունը: - Սա էս աններնի

հանցանք է: Ըստ սեփական փորձի դեռույթից բխող առաջնային եզրակացությունը ևս պատմականորեն հրատապ է. պատմության նշանաբանը վերահղումով եզրափակել Քուրդիայում այսօր Բեքերի հանդեպ իրագործվող զենացրոյին ներքակտե քաղաքականության հանդեպի գաղափարաբանումն ու կանգնմանը: Ֆիլմն իր ժանրաբանական մեջ է նյութի ընդգրկման, և հազվագյուտ տեսարան (100 րոպե) առուժով եզակի երեւոյթ է:

«Արարատի վերադարձը» հայտարարումը Եվեդիայում իսկապես աննկարագրելի է: Այն մինչև հագու խորքը ցնցեց բոլոր դիտողներին և անասելի ցամաքն ու բազմի ախի առաջացրեց: Պատմությունը ի խորագրով սուղացվել:

Ներկայացնում ենք ֆիլմի գլխավոր սեփական խաղաղարարները մեր բարգամունքները:

Իմ «Արարատի վերադարձը» ֆիլմի հանրաճանաչ ցուցադրությունն առաջին անգամ կայացավ երկու ժամանակակից տեղադրության կողմնակիցով այս փաստաթուղթերով: Կան կինոնկարը ահեղաներկարն է, որ ցուցահանում է Հայոց մեծ եղեռնի իրական թուղթերակցությունը: 1915 թվականին մեկ ու կես միլիոն հայ բնաջնջվեց թուրքական զենեղում:

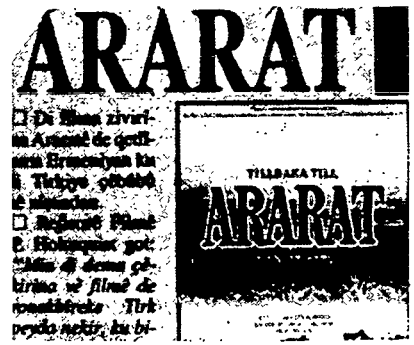
Մշակույթն է, արդեն 70 տարուց անցել է, ինչ ի կատար է ածվել ծրագրված եղեռնագործությունը: Հնարավոր է, որ այն մի որոշ շահով աչտոր ներքին ամբողջ ողբերգականությունը, չի վերապրվում: Բայց դա ամենին էլ չի նշանակում, որ թուրքիայի կառավարությունը պետք է համար մի երեսվարությունը հերքի երբևէ չմշակվող իրությունը: 1986-ի գարնանը մենք բարոյական ու նյութական օգնություն ստացանք Եվեդիայի «Ֆիլմ» ինստիտուտից: Այդորեն՝ առաքելապես հովանավորվեց այս ֆիլմը և կարահանելու մեր մտահոգացումը: Հենց այդ ժամանակ էլ իրավասու հանձնախումբը միաձայն հանդես եկավ ֆիլմը «Արարատի վերադարձը» ընդհանուր խորագրով անվանելու առաջարկությամբ: Եվ սակայն «Ֆիլմ» ինստիտուտում դեմ առնելու մեկ մի արտադրող անհրազեկության: Այնտեղ ամենայն անկեղծությամբ ու համոզվեցնությամբ մեզ ասացին, որ թուրքիան, ի վերջո, ներքապական երկիր է, դեմոկրատական կարգավորվածություն ունի և, ուրեմն, մեր ձեռնարկումը կանխավ դատապարտված է ձախողանքի, քանզի այդ պետության մեջ ցմաք բան (Հայկական եղեռն) — թարգմ. հեղինակներ) չէր կարող տեղի ունենալ: Իհարկե, շատ ժամանակ չանցավ, և մենք ասպարեզ հանցյալներ մեր մշտահոգացման փաստացի հիմնավորվածությունը:

1986-ի ամռանը ֆիլմի և կարահանումը շարունակելու նպատակով մենք չորս շաբաթով մեկնեցինք Արևելյան թուրքիա, այսինքն՝ պատմական Հայաստան: Թուրքիայում ցայսօր գոյատևող սակավաթիվ հայությունը հիմնականում բնակվում է Ստամբուլում: Բայց և տեղի հայ եկեղեցու ղեկավարները ներքին մի վարակների ու դողաճարության պար-

տադրումով չէին խելախում մեզ աշակից դառնալ: Նրանք իրենց զգուշավոր ինքնակաշկանգումի շարժանիքը մեկնում էին այսպես. «Իսկ դուք լիովին գիտակցում եք, թե ինչ հանդուգն և քաղցնավաճառ գործ եք անում... Նրանք սկզբում մեզ կտորեցին, իսկ հետո էլ սկսեցին ջերդակալան շարդերը: Այնտեղ (Արևելյան Հայաստանում և Քուրդիստանում) — թարգմ. հեղինակներ) հիմա էլ պատերազմ է»:

Եվեդեցու սպասավորների վախճարած բացատրությունները պարզապարզ հուշեցին, որ մեր հետագա աշխատանքներն ուղեկցվելու են չնայեստեղծված բարոյություններով ու անխորժություններով, և մենք գրեթե ամեն պահ անտեղիտալի տագնապների և սրտմտության նյարդայնացնող աղիքների մեջ էինք: Նկարահանման համար մեր նախատեսած ընտրած տարածքը երկի թե Պաղեստինի՝ չափ կիցներ, ասից գլուխ զինվաճար զինվորների խմբեր էին երթողարձ անում շուրջբոլորը: Դրանում ազատ-արձակ գործունեություն ծավալելն անկարելի էր: Այնկալելի էին ամեն տեսակի արգելադրություններն ու խափանումները: Մեզ հայտնի է, որ շվեդ միսիոներ Այմա Յոհանսոնն իր սեփական աչքերով է տեսել Մուշ քաղաքի հայերի եղեռնը: Նա ակամատես է եղել նաև 1915-ին հայկական մի վարժարանի սաների սահմանում կտորածին, և անա մենք էլ, որը ցերեկով, մեր աչքերով տեսանք, թե ինչպես թուրքերը 1800-ական թվականների կազմավորների հանգույց ձեռքերն ու ոտքերը պրկորեն շղթայակապ քրդերին առաջներն արած ջրում-տանում էին անհայտ ուղղությամբ: Մի քանի շաբաթ հետո ես մի օրաթերթում կարդացի, որ Արևելյան թուրքիայում 19 քուրդ «հանաբեկիչներին» զնդակահարելու հրաման է հանված:

Երկու շաբաթվա մեր քողարկված որոնումները վերջապես պակվեցին բարեբախտությամբ. հայտնաբերեցինք իրենց պապենական հողերի վրա տակավին տոկացող հայերի: Չարմանալի ձևով նրանց մեջ պահպանվել էր հայկական ոգու արվանդական արիությունը, և նրանցից շատերը համարձակորեն զգալի նըպաստներ բռնեցին ֆիլմի և կառա-



հանման ընթացքին: Մի 92-ամյա հայունի իր մաշկի վրա էր գոացել և իր աչքերի խորքերում դեռ պահում էր հայկական եղեռնի ամբողջ անպատմ զարհուրանքը: Նրա խոսքերից մրմուռ ու ցավ էր կարկրում: Իսկ նա ասում էր. «Ես իմ հայրենիքում բնակվեցի ես ու զաղթական: Մթն դուք այդ եղեռնը տեսեցիք, մարդ արարած լինելուց կամաչեցիք: Իմ հնազույց ու քաղաքակիրթ ժողովրդի անմեղ զավակները զոհ գնացին 20-րդ դարի զազանաբարո բարբարոսների սանձարձակ ոճրագործություններին: Հենց որ թուրքական ժանդարմերիան իմանա այս մասին, ձեզ իսկույն կկապանավորի: Զոչու է եղեք: Ես սիրեցի ձեզ: Դրա համար էլ վախենում եմ ձեզ համար»:

Սրտացավ հայունին միանգամայն անսխալ էր կանխագույն դեպքերի ընթացքը: Մի քանի րոպեից ծանդարմերիան բախեց մեր դուռը: Եվ սակայն մեր թուրքախոս քուրդ ուղեկցի ազնվամիտ ջանքերի շնորհիվ կարողացանք խուսափել աղետալի տհաճություններից: Այդուհանդերձ՝ հետագայում զենեղական կրակ մաղվեց մեր մոզիներին:

Այդ օրերին մենք իրականացրինք 1500 կիլոմետր ստեղծագործական ուղեգնացություն, և թուրքական ժանդարմերիան ու կառավարությունն ի վերջո ընկան իրենց «տրսի» հետքերի վրա: Հյուրանոցների մեր զբաղեցրած սենյակների ճեռախոսաթելերը անմիջապես կողորվում էին: Իսկ մի անգամ, երբ զնացել էինք Եվեդիայի հյուպատոսարան, ժանդարմները ներխուժել էին հյուրանոցի մեր սենյակը: Սողոսկման նպատակը ֆիլմի ժապավենները գողանալն էր: Բայց և այնքան էլ քանի՞նչ ու շքեհապապ չէին եղել. թոցքի տարել էին չօգտագործված ու խոտանված ժապավենները (ես հիմա հանույթով մտածում ու պատկերացնում եմ, թե ժանդարմերիային կատաղության ինչպիսի նոպաների մեջ է նետել դրանց դիտումը):

Մշակույթն ասած, մենք թուրքիայում բավականին աննախանձելի վիճակում էինք. բացարձակապես ոչ մի թուրք մեզ թեկուզ դուրզ-ինչ օգնել-ընդառաջելու կամեցողություն

«ԱՐԱՐԱՏԻ ՎԵՐԱԴԱՐՁԸ»

չէր դրսևորում: Մինչդեռ, երբ ես ժամանակին Գազարյում (Գաղեստիմում.— քաղաք. հեղինակներ) և հեղինակներ ֆիլմ էի նկարահանում, վասնզայից պարագաների առկայությամբ իսկ պողեմիսիցիները, հալեբը, հրեաները, արաբները, շեք-դերն ու լիբանանցիները հոծաբար կանգնեցին միշտ օգնության ձեռք էին մեկնում մեզ: Երանք միաժամանակ իմ հանդիպ ցուցաբերում էին մշտեղություն ամենաշեքն զգացումներ: Ավագ, Քուրքիայում ես մեծ վերաբերմունքի հետևիք ճշտեցի իսկ շեքներին: Բանն այն է, որ մինչև անգամ, ազգես կաշվան, թուրք սոցիալիստներն էլ չեն ընդունում Հայկական եղեռնի փաստը: Քուրքիայում մեզ չհանդիպեցինք որևէ մտավորականի, որն առանձնապես մեզ աջակցելու պատրաստական համարակալությամբ: Օգնողները բացառապես պաշտոնական մարմիններ էին (օրինակ՝ Եվեդիայի հյուպատոսարանը):

Երկու շաբաթ հետո մենք մեր ֆիլմով Քուրքիայից պարզապես դիմեցինք փախուստի: Որոշ ժամանակ անց մեր մասին թուրքական մի քանի թերթերում «Եվեդիայի խուզարկու կինոգործիչները Քուրքիայում» վերնագրով զրպարտչական հոդվածներ հայտնվեցին: Գասարկ խոսքեր: Հայկական կյանքին ու պատմությանը վերաբերող մեր ամբողջ նյութը ընդգրկում է մի աստիճանի խոսք ես մի քանի հայկական բնակավայրեր: Բանից պարզվում է, որ մեծ կարգերը հայտնաբերված թուրքերի ընդունողությամբ որակվում են որպես հետախուզական բանտարկություն: Այս, թուրքերը ոչ միայն անհրաժեշտ ջանախնայություն ձգտում են կոծկել-պարտակել ու մտադրում փոշիների ասկ թաղ Հայկական եղեռնի իրողությունը, այլև ապշեցունց մի անպարտությամբ կանգնում են յուրացնել սեփականից հայերի ամբողջ պատմությունը: Գաշտունապես հայկական մի քանի եկեղեցի է գործում Արևելյան Քուրքիայում (Գիսարիներ, Կարս և Վանա լճի «Ազրամար» կղզի), մինչդեռ իրականում հազարավոր հայկական եկեղեցիներ ու պատմամշակութային հուշարձաններ հնավայրեր են սփռված Արևելյան Քուրքիայում: Եվ սակայն Քուրքիայի տարիառական ուղեցույցներում դեռևս իսպառ բացակայում են: Իսկ մենք հայոց պատմության այդ ամբողջ հարստությունը նկարահանել ենք:

Այս ֆիլմի նկարահանման ընթացքում մենք ախանաես եղանք, քե թուրքական կառավարությունը ոչ պաշտոնական ուղիներով ու միջոցներով ինչպես է հետամուտ լինում Հայկական եղեռնի հերքումը

հասարակական որոշակի հայացք-մտայնություն վերանկար պարակտիկայի արմատավորմանը: Գասարկան անշեքանցի հանցագործություն հանդիպ մշակվում-գործարվում է պարակտմանը հպատակեցված միջոցառումների մի ամբողջ համալիր:

Ամերիկայում թուրք վերաբնակների մի ընկերություն է գործում, որի պարակտմանը է հատուկ դաշնակցություն կազմակերպել և դեռևս միջոցով եղեռնի հերքման մեթոդների վարժեցնել թուրք երիտասարդներին: Վերջիններս էլ պետք է գործեն օտար միջավայրերում:

Երբ գերմանացի կինոռեժիսոր Ռոպ Գիորգանոն ԳՖՀ-ի հետադարձությունը հայկական հարցի վերաբերյալ մի կինոհարցազրույց կազմակերպեց, իսկայն երբ հազարավոր անարգական ամսականներ ու հարցազրույցներ հետախուսագրվեցին ուղղվեցին հետադարձություն խեղճագործություններ:

1987-ի հունիսին Հայկական եղեռնի հարցը մտցվեց Եվրոպայում հանձնի օրակարգի մեջ, թուրքական կառավարությունն այդ հարցը օրակարգից հանելու մղեկան ետուցողի մեջ ոչ մի գործություն, ջանք ու ճիգ չխնայեց: Բայց այդ մասաշրջանի արդյունքների ամփոփումից հետո թուրքական կառավարությունն ամբողջապես մնաց: Եվրոպայում մեծապես ընդունեց Հայկական եղեռնի փաստը, և թուրքական կառավարությունից էլ պահանջեց հայնը: Քուրքիայի անդամության հարցը Եվրոպայում հանձնի օրակարգ կմտցվի նրա (Քուրքիայի) կողմից Հայկական եղեռնի փաստն ընդունելու դեպքում միայն:

Երկու տարի է անցել ֆիլմի նկարահանման ժամանակվանից, սակայն մինչև այսօր էլ Մասնաբաժնում մի հայի դատավարությունն է գնում. այդ մարդուն ցանկանում են պատժապարտել այն հիման վրա, որ նա ֆիլմը նկարահանելու աջակցել է մեզ: Ըստ թուրքերի մեղադրականի, այդ հայն իր շփոթական լրտես է: Մշակութային այն է, որ այդ մարդը ոչ միայն մեզ օգնել, այլև մեզ հետ անել-խոսել իսկ չէր ցանկանում:

Հայտնի է, որ Քուրքիան առ պարտ էլ չի կանգնում ամբողջ ճշմարտությունն ընդունել և մեղաքավության քաջ անել: Քուրքիայում համարող են խուսափում են խոստովանել, որ երիտարքերը 1915-ին, ամենատարեքն ձեռնով. 1.5 մեկոն

հայ են ոչնչացրել: Բայց ամխուսափելիորեն կգա մի ամեղ օր, և ներքանք պարտադրյալ մի սաստվածությամբ կեղևն սրբելու իրենց ճակատի մտքը: Հնարավոր է, որ արտաբնակ թուրքերն ունենան առաջին քայլերն անկալու քաշությունը: Այս հարցն ամբողջ աշխարհում, Ամերիկայից մինչև Եվրոպա, նախ և առաջ ծառանում-ցցվում է թուրք մտավորականության խղճի ու պատվի առջև: Հասկանալի է, որ նրանց համար այնքան էլ դյուրալույծ խնդիր չէ: Եվ, սակայն նրանք անպայման մի օր ստիպված կլինեն մտքի պարակտման այդ արձաբարախ պարտամուրհակը:

Հայ ժողովրդի իսկատիպ պատմությունը, տարակույս չկա, օրերից մի օր նորովի կշարադրվի: Վաղ քե ուշ Մուշ քաղաքում ու բազմաթիվ այլ հայաբնակ վայրերում կեղևնգնեցվեն Եղեռնի ամենազոհների հիշատակը պահպանող հուշարձաններ: Հայ մեծերի արձանները վեր կհայտնան նրանց պատմական հայրենիքում: Այդ օրվա զգաստյամբ կվավերացվի նոր պատմաշրջանի սկիզբ՝ հայերի ազգային երազանքն Արարատի բլուրքաշարը տարածվող սեփական հողերի վրա կդառնա իրականություն...

Գ. ՀՈՒՄՔՈՒՒՍ
ֆիլմի գլխավոր ռեժիսոր

Բանի գրողի փոփոխությունը 1980
ԻՍԿՆՍՍԱ ՍԿՍՍՍ
Կարգից փոփոխությունը գրողի փոփոխությունը
ՂԵՍԵՆԱ ՃՆՅՅՅՅ

Le Chonique d'Amnesty
International Fev. 89

DOSSIER

MOURIR DANS LES PRISONS TURQUES

Les autorités turques ont affirmé à maintes reprises que les cas de torture étaient rares dans leur pays et faisaient tous l'objet d'une enquête exhaustive. Pourtant, cette pratique demeure courante et systématique. Plus grave encore, elle a causé la mort d'au moins dix-sept prisonniers au cours de la seule année 1987. La Chronique présentait, en décembre dernier, dans un « gros plan », la situation des droits de l'homme en Turquie. Les décès en prison se multipliant à une cadence accélérée, ce dossier souligne la conséquence ultime de la répression aujourd'hui dans ce pays.

La Turquie a ratifié la Convention européenne pour la prévention de la torture, en février 1988, et la Convention des Nations unies contre la torture, en août. Pourtant, au cours des dix premiers mois de 1988, huit morts des suites de torture ont été signalées à Amnesty. Après que le pouvoir, qui était aux mains des militaires, fut devenu civil en 1983, les allégations de torture ont continué. La plupart font état de mauvais traitements infligés aux détenus pendant la garde à vue. Lors de la période initiale d'interrogatoire, ils n'ont généralement pas le droit de voir leurs familles ni leurs avocats. C'est le plus souvent à ce moment que les détenus meurent en détention des suites de la torture.

Dervis Savgat, Kurde membre des Yezidi, minorité religieuse du sud-est de la Turquie, et son neveu Sehmuz Çapan, âgé de 14 ans, ont été arrêtés le 25 août 1988 dans le village de Yukari Kosanlar (province de Sanliurfa). Après dix jours d'interrogatoire par une unité spéciale de la police de Mardin, le corps de Dervis

Savgat a été rendu à sa famille. Les conclusions des autopsies pratiquées par le parquet de Derik et celui de Viransehir sont contradictoires. Le parquet de Derik a conclu, le 2 septembre, que la mort de Dervis Savgat était due à « la destruction des tissus cérébraux à la suite d'une blessure par balle ». Le parquet de Viransehir, de son côté, a certifié, le 5 septembre, qu'il y avait « fracture de la mâchoire, du cou, des jambes, ecchymoses aux bras, aux jambes, à la poitrine et dans le dos, mais qu'on ne trouvait pas de trace de balle ». Selon la version d'Alpaslan Karacan, gouverneur de la province de Sanliurfa, Dervis Savgat, qui travaillait en RFA, était venu passer des vacances dans son village. Il renseignait les guérilleros kurdes. Les policiers l'ont obligé à les conduire au repaire des guérilleros. Ces derniers l'auraient tué au cours de l'affrontement qui a suivi.

ASSASSINATS DÉGUISÉS

Amnesty a enquêté aussi sur le cas de Mustafa Gülmez. Âgé de 25 ans, il accomplissait son service militaire. Arrêté le 22 juin 1988 par la police politique d'Istanbul parce qu'il était soupçonné d'appartenance au Parti communiste turc (TKP), illégal, il a été interrogé pendant deux jours au quartier général de la police d'Istanbul, puis emmené à Edirne. De là, la police politique l'a conduit au poste de police de Kiyik où il est arrivé le 25 juin. On l'a trouvé mort dans sa cellule le lendemain, à 19 heures. Officiellement, Mustafa Gülmez se serait suicidé en se pendant avec un drap de lit ; or, les draps ne sont pas habituellement fournis dans les centres de détention. Sa famille et ses avocats ont affirmé qu'il était mort après avoir été torturé et ont déposé une plainte.

Les allégations selon lesquelles des prisonniers sont morts suite à des tortures se sont multipliées à la suite du coup d'État militaire de septembre 1980. Entre septembre 1981 et

octobre 1984, Amnesty a demandé des précisions sur 110 cas aux autorités turques et en a obtenu sur 82. Certains prisonniers n'étaient pas morts, bien qu'ils aient été gravement torturés. Les réponses étaient loin d'être satisfaisantes. Dans certains cas, les causes précises de la mort n'étaient pas fournies, dans d'autres, des enquêtes auraient été en cours. Après 1984, les autorités turques ont cessé de faire connaître les conclusions de ces enquêtes. Dans deux cas seulement, les tortionnaires auraient été inculpés et condamnés.

Le 10 juin dernier, Amnesty a envoyé une liste de 229 noms de prisonniers décédés en détention entre septembre 1980 et mars 1988 aux autorités turques, leur demandant des précisions sur les causes de leur mort. Cette liste incluait, en plus des cas nouveaux, ceux déjà mentionnés pour lesquels les réponses n'avaient pas été satisfaisantes. Le 28 septembre, les autorités turques ont répondu sur 55 de ces 229 cas. Elles indiquaient que des poursuites avaient été entamées pour vingt-quatre et que des membres des forces de sécurité avaient été reconnus coupables dans cinq cas et dans huit autres acquittés. Dans six cas, les procès étaient toujours en cours et les cinq autres faisaient encore l'objet d'une enquête. Sur les 31 cas, 19 décès auraient été causés par la maladie, les grèves de la faim, le suicide ou les affrontements avec les forces de sécurité. Dans 12 cas, les autorités ont déclaré que le parquet avait classé l'affaire sans donner les causes de la mort.

La plupart des réponses du gouvernement ne donnent pas d'informations concluantes. Les indications selon lesquelles il s'agit d'un « suicide » ou d'une

Amnesty a été informé que les 144 prisonniers dont les noms figurent ci-dessous sont morts en détention. Elle a demandé aux autorités turques de lui donner des précisions sur les causes de la mort de chacune de ces personnes. A ce jour, les autorités ne nous ont donné aucune information sur aucun de ces cas, mais elles ont répondu sur d'autres cas de morts en détention. Les informations fournies étant parfois insuffisantes, Amnesty a demandé des précisions.

La présente liste mentionne le nom du prisonnier, le lieu de détention et la date présumée de sa mort.

Ergün Sen	Brousse	13 septembre 1980	Hüseyin Çolak	Ankara	10 août 1982
Ramazan Oguz	Antalya	20 septembre 1980	Yusuf Ali Özbey	Besni/Diyarbakir	27 août 1982
Cavit Özer	Istanbul	2 octobre 1980	Kenan Küçük	Ankara	septembre 1982
Hasan Dönmez	Istanbul	2 octobre 1980	Adnan Zincirkiran	Urfa	septembre 1982
Emin Alkan	Siirt	4 octobre 1980	Zafer Müctebagolu	Ankara	15 octobre 1982
Himmət Uysal	Usak	30 octobre 1980	Scyithan Sak	Diyarbakir	novembre 1982
Ahmet Atlan	Kahramanmaraş	3 novembre 1980	Ali Çiçek	Diyarbakir	4 novembre 1982
Fuat Gürbüz	Malatya	6 novembre 1980	Süleyman Aslan	Tokat	20 novembre 1982
Feridun Yılmaz	Eskisehir	12 novembre 1980	Hüseyin Sertkaya	Bingöl	21 novembre 1982
Sükrü Gedik	Karakoçan	12 novembre 1980	Feyzullah Bingöl	Mus	25 novembre 1982
Rüstem Gürsoy	Istanbul	14 novembre 1980	Aziz Ertaş	Urfa	décembre 1982
Yücel Hazar	Gaziantep	28 novembre 1980	Talip Yılmaz	Istanbul	20 décembre 1982
Mehmet Sani	Istanbul	6 décembre 1980	Aziz Büyükkertaç	Diyarbakir	22 décembre 1982
Hayrettin Eren	Istanbul	10 décembre 1980	Halit Atalay	Diyarbakir	1983
Nihat Arda	Ankara	16 décembre 1980	Mehmet Mutlu Çetin	Manisa	janvier 1983
Engin Höke	Ankara	16 décembre 1980	Ramazan Yayan	Diyarbakir	13 janvier 1983
Mahmut Kaya	Kars	25 décembre 1980	Mehmet Emin Akpınar	Diyarbakir	25 janvier 1983
Yılmaz Peköz	Kirikkale	1981	Niyazi Gündoğdu	Sivas	16 mars 1983
Mehmet Emin Kütlü	Ankara	janvier 1981	Ibrahim Kosa	Adana	20 mars 1983
Hasan Kelçe	Tunceli	janvier 1981	Abdullah Gülbudak	Ankara	15 mai 1983
Sedat Özkarcadag	Adana	4 janvier 1981	Medet Özbadem	Diyarbakir	20 mai 1983
Ilyas Güleç	Istanbul	6 janvier 1981	Hamdi Filizcan	Çanakkale	juillet 1983
Ibrahim Alpdogan	Kahramanmaraş	février 1981	Ali Güven	Izmir	28 juillet 1983
Ömer Aydoğmus	Izmir	12 février 1981	Hüsnü Seyhan	Ankara	23 septembre 1983
Ünsal Beydoğan	Istanbul	25 février 1981	İsmet Kiran	Diyarbakir	novembre 1983
Mehmet Kazgan	Malatya	mars 1981	Ibrahim Ulag	Diyarbakir	3 novembre 1983
Ali Küçük	Ordu	mars 1981	Bekir Tiraslı	Antakya	6 mars 1984
Halil Ulug	Adiyaman	16 mars 1981	Nurettin Öztürk	Ankara	avril 1984
Mehmet Ali Erbay	Adiyaman	16 mars 1981	Mustafa Tepeli	Istanbul	avril 1984
Mustafa Isik	Istanbul	avril 1981	Halil Ibrahim Baturalp	Diyarbakir	27 avril 1984
Veysel Yıldız	Malatya	1 ^{er} avril 1981	Sermet Parkin	Istanbul	7 juin 1984
Bozan Cimen	Kahramanmaraş	2 avril 1981	Cevher Yasar	Elâzığ	1985
Mehmet Selim Yücel	Istanbul	3 avril 1981	Dede Oğuzhan	Aksehir	1985
Nurettin Yedigöl	Istanbul	13 avril 1981	Evren Battal	Kahramanmaraş	1985
Cumali Ay	Istanbul	14 avril 1981	Haydar Yagmur	Istanbul	1985
Ahmet Sakin	Ordu	21 avril 1981	Yusuf Alta	Pazarcik	1985
Vakkas Devamli	Pazarcik	28 avril 1981	Halil Çelik	Mut	6 mars 1985
Ali Ekber Yürek	Kahramanmaraş	mai 1981	Kemal Gezgin	Ankara	13 mars 1985
Özalp Öner	Istanbul	4 mai 1981	Yildirim Özkan	Ankara	18 mars 1985
Hüseyin Erol	Mardin	14 mai 1981	Adil Can	Istanbul	12 avril 1985
Selim Martin	Izmir	27 mai 1981	Kazım Çakir	Mersin	7 juin 1985
Arif Turan	Borçka	12 juin 1981	Halil Yuluk	Fethiye	18 août 1985
Selahattin Kunduz	Diyarbakir	17 juin 1981	Ibrahim Polat	Mardin	28 septembre 1985
Yusuf Bag	Kahramanmaraş	juillet 1981	Akin Tanis	Istanbul	octobre 1985
Bedri Bilge	Artvin	20 juillet 1981	Kenan Özcan	Fatsa	20 octobre 1985
Yakup Göktaş	Istanbul	27 juillet 1981	Ramazan Göncü	Pötürge	décembre 1985
Selma Aybal	Adana	11 août 1981	Ali Kiliç	Diyarbakir	février 1986
Fehmi Özaslan	Kahramanmaraş	21 août 1981	Yasar Durmaz	Samsun	9 février 1986
Bayram Kocabas	Ankara	21 août 1981	Hasan Hüseyin Erbil	Usak	3 mars 1986
Mehmet Yıldız	Ankara	13 septembre 1981	Zübeyr Yıldırım	Nusaybin	14 mars 1986
Metin Sarpbulut	Ankara	octobre 1981	Veysi Simsek	Diyarbakir	avril 1986
Hasan Alemoglu	Ankara	4 octobre 1981	Suphi Çevirici	Diyarbakir	mai 1986
Mehmet Ceren	Kahramanmaraş	20 octobre 1981	Ömer Çavusoglu	Ankara	28 mai 1986
Ismail Esen	Brousse	15 novembre 1981	Mustafa Tas	Istanbul	13 juin 1986
Ahmet Uzun	Rize	16 novembre 1981	Ömer Çorak	Zonguldak	5 juillet 1986
İsmet Tas	Istanbul	5 décembre 1981	Yüksel Topdoğan	Adiyaman	13 août 1986
Hakki Hocaoglu	Istanbul	13 décembre 1981	Muhammet Hilmi Musa	Ankara	février 1987
Günay Balçık	Istanbul	19 décembre 1981	Hasan Acar	Istanbul	14 février 1987
Serif Yazar	Istanbul	24 décembre 1981	Zülfikar Bayram	Pirinçlik	21 février 1987
Ibis Vural	Diyarbakir	27 décembre 1981	Sabri Çuhadar	Edirne	mars 1987
Kenan Çiftçi	Diyarbakir	1982	Hidir Keskin	Elâzığ	mars 1987
İsmet Çelik	Istanbul	2 janvier 1982	Ahmet Çetin	Ankara	16 mars 1987
Süleyman Seker	Bozova/Urfa	février 1982	Mehmet Temel Oktay	Eregli	20 mars 1987
Sevket Sevseren	Adana	février 1982	Ibrahim Savas	Sirnak	27 mars 1987
Abdurrahman Aksoy	Samsun	9 février 1982	Feridun Çelik	Istanbul	22 avril 1987
Bahar Yıldız	Istanbul	9 mai 1982	Mehmet Kalkan	Diyarbakir	14 juin 1987
Cennet Degirmenci	Kahramanmaraş	22 mai 1982	Hüseyin Kurumahmutoglu	Ankara	15 juillet 1987
Asker Demir	Diyarbakir	juin 1982	Ibrahim Öztürk	Istanbul	11 octobre 1987
Mehmet Ali Eraslan	Diyarbakir	9 juin 1982	Kemal Karapınar	Erzurum	2 décembre 1987
Coskun Altun	Istanbul	16 juin 1982	Emin Özkaya	Antalya	janvier 1988
Alyabey Yılmaz	Gölcük	23 juin 1982	Manuel Demir	Istanbul	24 janvier 1988
Mustafa Tunç	Istanbul	9 juillet 1982	Nihat Yurtoglu	Ankara	10 avril 1988

« mort dans un conflit armé » sont souvent contredites par des informations émanant d'autres sources. Citons l'exemple d'Ismet Omurcan. Les autorités ont déclaré qu'il était mort le 26 février 1981 au cours d'un conflit armé avec les forces de sécurité et qu'il n'y avait pas eu matière à engager des poursuites. Cependant, l'information parvenue à Amnesty indique qu'il s'était rendu aux forces armées, le 26 février 1981, et que son corps a été remis à sa famille le 5 mars. Le procureur de Pazarcik avait pourtant ordonné une autopsie mais aucun procès n'a eu lieu.

Amnesty a aussi soulevé le cas d'Ataman Ince auprès des autorités, le 16 novembre 1981, puis de nouveau, le 13 janvier 1982. Elle n'a pas obtenu de réponse. Son nom figurait sur la liste des 229 cas envoyée en juin 1988 aux autorités. Celles-ci ont répondu qu'il était mort à

l'hôpital le 25 octobre 1981 et que huit officiers de police avaient été jugés pour l'avoir torturé, mais qu'ils avaient été acquittés. Information confirmée : huit officiers de police ont été acquittés en septembre 1983, mais à la suite d'un nouveau procès devant le tribunal militaire d'Istanbul en février 1986, six d'entre eux ont été condamnés à des peines de six ans et huit mois d'emprisonnement.

LES AUTORITÉS SE CONTREDISENT

Dans certains cas, les autorités se sont franchement contredites. Le 25 mars 1982, les autorités turques ont fait savoir qu'Yasar Okçuoglu était mort le 3 décembre 1980 en résistant à son arrestation, mais le 28 septembre 1988, elles déclaraient qu'il était mort le 3 décembre 1982 lors d'un combat avec les forces de sécurité.

L'enquête sur la mort de Mustafa Asim Hayrullahoglu est un exemple typique du traitement des informations de torture et de la conduite des poursuites dans ce genre d'affaires. En décembre 1982 et janvier 1983, Amnesty a demandé des informations sur sa mort (consé-

utive à la torture qu'il aurait subie), mais n'a reçu aucune réponse. Par la suite, la famille de Mustafa Asim Hayrullahoglu a reçu deux lettres des autorités. Dans l'une d'elles, le procureur de la loi martiale à Istanbul déclarait que Mustafa Asim Hayrullahoglu avait été arrêté le 21 octobre 1982 et qu'il s'était suicidé le 26 octobre. Dans l'autre, le procureur général d'Istanbul déclarait qu'il avait été arrêté le 5 novembre 1982, qu'il était tombé malade le 16 novembre et qu'il était mort sur le chemin de l'hôpital. Or les dossiers du tribunal indiquent que



Mustafa Hayrullahoglu avait été arrêté le 14 novembre 1982 pour appartenance présumée au TKP et qu'à son arrivée à l'hôpital le 16 novembre, il était déjà mort. Le 11 mai 1983, Amnesty a écrit de nouveau à l'ambassadeur de Turquie à Londres, lui demandant si une enquête avait eu lieu. Elle n'a pas obtenu de réponse, ni pu obtenir de renseignements, autres que des articles parus dans la presse

turque. Les reportages sur les procès ont tout d'abord été interdits. Malgré tout, des articles parus dans le journal turc *Cumhuriyet* en décembre 1986, janvier et février 1987, indiquent que le procès de cinq policiers, accusés d'avoir causé la mort de Mustafa Asim Hayrullahoglu, s'est ouvert le 7 mai 1984. Le

tribunal militaire n° 2 d'Istanbul, composé de trois juges militaires, a reconnu coupables trois des cinq accusés et les a condamnés le 1^{er} avril 1986 à dix ans et huit mois d'emprisonnement. Aucun des condamnés n'a été emprisonné en attendant le procès en appel. Pendant ce temps, l'inspecteur principal : Ümit Bavbek, l'un des policiers reconnus coupables, était promu au poste de chef de la police de Kadiköy. Le 25 novembre 1986, la cour d'appel militaire a statué que les accusés devaient être jugés à nouveau pour « insuffisance d'enquête ». Le 20 décembre 1986, les juges militaires Nuh Çetinkaya et Naci Gürkan, qui en avril s'étaient prononcés en faveur de la condamnation, ont été officiellement suspendus et nommés dans d'autres tribunaux. Le 28 janvier 1987 devant le tribunal militaire n° 2 d'Istanbul, dont l'un des juges, Tahsin Ince, avait siégé au premier procès et s'était prononcé pour l'acquittement ; les deux autres n'avaient pas participé au jugement de cette affaire. Le 4 mai 1988, le tribunal militaire n° 2 d'Istanbul a acquitté tous les policiers. On attend toujours que l'appel de ce verdict soit jugé. En réponse aux questions les plus récentes posées en juin 1988 par Amnesty aux autorités turques, celles-ci ont simplement déclaré que trois officiers de police avaient été acquittés. Dans le cadre d'une autre affaire, Amnesty avait demandé en janvier 1984 aux autorités des informations sur de récents décès survenus à la prison militaire de Diyarbakir, et notamment sur celui de Necmettin Büyükkaya. Les autorités militaires ont informé la délégation qui s'est rendue à Diyarbakir en janvier, qu'il était mort d'une hémorragie cérébrale.

TUÉ À COUPS DE CROSSE

Au cours de cette visite puis en 1986 et 1987, d'autres informations ont été recueillies, dont les récits de témoins oculaires. Ceux-ci ont affirmé que Necmettin Büyükkaya, membre dirigeant de l'Association culturelle démocratique orientale (DDKD), avait été arrêté en avril 1982. Lors de son procès devant le tribunal militaire de Diyarbakir, il avait annoncé une grève de la faim des prisonniers politiques de la prison militaire de Diyarbakir à partir du 3 janvier 1984. Pendant cette grève, Necmettin Büyükkaya et d'autres prétendus meneurs ont été passés à tabac pour les forcer d'y mettre un

rait été battu à coups de crosse et serait mort le 23 janvier 1984. Au cours de remarques générales sur quelque 30 décès survenus à la prison militaire de Diyarbakir, le procureur militaire de Diyarbakir a déclaré en février 1986 que Necmettin Büyükkaya était mort le 18 juillet 1984 d'emphysème pulmonaire. Cependant, Amnesty a été informée officiellement en septembre 1988 qu'il était décédé après un combat avec des gardiens et qu'il n'y avait pas eu matière à engager des poursuites.

Il n'est pas possible de donner le nombre exact des morts en détention à la suite de la torture en Turquie depuis le coup d'État militaire de septembre 1980.

Les chiffres officiels sont contradictoires et non fiables. Ainsi le 16 mars 1982, İlhan Öztürk, ministre d'État, a déclaré publiquement que 15 personnes étaient mortes des suites de la torture depuis septembre 1980. En avril 1986, Yildirim

Akbulut, ministre de l'Intérieur, a, au cours d'un débat parlementaire, indiqué qu'entre le 26 décembre 1978 et le 31 décembre 1985, un total de 78 personnes étaient mortes pendant leur interrogatoire. Il n'a pas spécifié la cause de leur mort. Et en décembre 1986, Mahmut Oltan Sungurlu, ministre de la Justice, déclarait publiquement qu'il y

avait eu 13 morts en détention des suites de la torture ou en mauvais traitements depuis septembre 1980. Pourtant en novembre 1986, Fikri Sağlar, secrétaire général du parti populiste social-démocrate (SHP), d'opposition, saisissait l'Assemblée nationale turque d'une liste de 253 personnes mortes en détention. Quant à l'Association turque des droits de l'homme, elle a publié en février 1987, une liste de 170 noms. Aucune de ces listes n'aurait suscité de réponse officielle.

Amnesty s'efforce toujours d'obtenir des précisions sur les circonstances de la mort en détention de plus de 200 personnes. Elle demande instamment au Gouvernement turc de faire procéder à des enquêtes indépendantes et impartiales sur les cas où les causes demeurent incertaines. □

Bulletin C.E.D.R.I.

COMITÉ EUROPÉEN POUR LA DÉFENSE DES RÉFUGIÉS ET IMMIGRÉS

Bulletin C.E.D.R.I. Fev. 89

Editorial

François Bouchardeau

Bicentenaire oblige, SOS Racisme réunissait les 17 et 18 décembre dernier à la Sorbonne des "états généraux". 92 arrive, c'étaient donc des "états généraux européens". Modernité enfin, des "états généraux européens de la jeunesse pour l'égalité".

Une charte a été adoptée, où il ne manque que le droit de vote pour la faire ressembler d'assez près à la Charte proposée par le CEDRI lors de son 3ème Congrès en 1985. Mais basta ! Si une association bien autrement médiatisée que la nôtre se met à reprendre quelques-uns de nos thèmes, nous n'allons pas pleurer.

Espérons simplement qu'il faudra moins de temps pour que les grandes organisations humanitaires se soucient des problèmes évoqués dans ce numéro 27 du Bulletin du CEDRI, sinon Otelo risque de rester encore longtemps enfermé, les Kurdes vont continuer à moisir dans les camps turcs ou à être pourchassés comme terroristes en Europe, tandis que les commanditaires des assassinats d'Olof Palme ou de 29 réfugiés basques jouiront en toute impunité de la quiétude de leurs bureaux bien chauffés.

A propos d'Europe, celle du rail est en marche : Locomotives allemandes et wagons français pour le TGV espagnol. D'autant plus symbolique que le Ministre de l'Intérieur espagnol a déclaré à propos de ce marché, plagiant une célèbre déclaration de Pasqua: "Nous voulons bien accorder ce marché aux Français, à condition que le premier convoi qui roulera soit plein de réfugiés basques renvoyés vers l'Espagne". Non, ce n'est pas une blague de mauvais goût, ces mots ont été reproduits par toute la presse espagnole...

Suisse

Quatre années de politique "Kopp" !

Le 12 décembre 1988, la première conseillère fédérale, Mme. Elizabeth Kopp, Chef du Département de Justice et Police, annonce sa démission pour fin février 1989, quelques jours après avoir été élue vice-Présidente du gouvernement. La "dame de fer" a vu sa réputation se dissoudre dans un véritable scandale politique. Et ceci, dans une démocratie "au-dessus de tout soupçon", dans laquelle les démissions de ministres sont encore plus rares que les grèves. Pourquoi précisément maintenant ?

Selon Mme. Kopp, c'est une simple conversation téléphonique avec son mari qui a déclenché toute l'affaire. Dans cet appel, la Conseillère aurait averti son mari qu'une enquête confidentielle du Procureur Général, dépendant de son propre ministère, était en cours contre la firme Shakarchi, soupçonnée de blanchir de l'argent de la drogue, et dont Mr. Kopp était membre du conseil d'administration. Selon Mme Kopp, la conversation n'aurait duré qu'une minute trente ! Mais cela fut suffisant pour que, le jour même, Mr. Kopp démissionne de ses fonctions au sein de la firme Shakarchi, pour "raisons personnelles".

A la suite de la confession d'Elizabeth Kopp, toute la presse, unanime, s'est indignée sur cette collusion entre les affaires privées douteuses du mari et les fonctions publiques de la "dame". Et après cette spectaculaire démission, la "ploutocratie" régnante tente de sauver les apparences d'intégrité de la démocratie suisse : Tous les commentateurs vont dans ce sens...

"Tout le monde s'accorde à constater l'efficacité et la compétence politique dont Mme Kopp a fait preuve à la tête du Département suisse de la Justice et de la Police". C'est par cette phrase - un peu simpliste - que le rédacteur en chef de la NZZ, Mr Büttler, conclut son article sur la carrière de la "First Lady" helvétique qui venait d'être remerciée.

La presse a traité longuement des affaires de son mari, Hans W. Kopp : faillites frauduleuses, fraudes fiscales, l'affaire de la société Shakarchi qui blanchissait l'argent des trafiquants de drogue turcs liés aux Loups Gris fascistes... Mais elle a été unanime pour conclure à une tragédie personnelle pour Mme Kopp, si honnête et tant estimée.

On chercherait en vain entre les lignes le moindre bilan du rôle réel qu'a joué cette femme (la première à être parvenue au Conseil Fédéral) dans l'exercice de ses fonctions.

Sa politique d'immigration

Personne n'a été épargné. Citons parmi d'autres faits :

- L'expulsion directe vers Kinshasa de 59 Zaïrois, menottes aux poignets, enchaînés les autres, escortés chacun par deux policiers, dans un jumbo jet spécialement affrété.
- Perquisitions et razzias dans les cercles des opposants kurdes à Bâle et à Zurich, sous prétexte de ne pas mettre en péril les bonnes relations entre la Suisse et la Turquie.
- Interminable jeu du chat et de la souris avec les Tamouls, réduits à attendre dans l'angoisse leur expulsion plus ou moins proche vers

Colombo.

- Persécutions constantes contre des Chiliens, des Iraniens, et même des réfugiés des pays de l'Est pendant les quatre ans où elle a exercé son pouvoir.

Le point culminant de son action fut l'expulsion manu militari du professeur zaïrois Mathieu Musey et de sa famille en automne 1988.

Derrière ces mesures spectaculaires, c'est un véritable système de dissuasion qu'on avait jusqu'alors estimé impossible en Suisse, qui a été mis en place discrètement à Berne. La procédure d'asile instaurée bafoue tous les principes d'un état de droit : les demandes sont traitées à l'aide de schémas informatiques préfabriqués; les recours sont examinés à l'intérieur même du Département, sans aucun contrôle judiciaire... C'est simple : le pourcentage de réponses positives aux demandes d'asile a chuté de 80% à 5% en 10 ans !

Pour l'hébergement des demandeurs d'asile, c'est le modèle allemand qui prévaut, selon le principe de l'encasement dans des camps, assorti de l'interdiction de travailler. Les clandestins sont réexpédiés hors de Suisse, selon une procédure accélérée du style "the last in, the first out". Des pays voisins comme l'Italie et l'Autriche, qui n'ont pas encore instauré le visa obligatoire pour les Kurdes et les Turcs, sont soumis à de sérieuses pressions. Le nombre d'expulsions s'accroît tous les jours. Des centaines, sinon des milliers, de réfugiés ont été renvoyés sous l'égide de Mme Kopp, dont certains ont fini dans les prisons du pays qu'ils voulaient fuir.

Les groupuscules racistes d'extrême-droite ont proliféré sur le terrain de la période d'exercice de Mme Kopp. Le mensonge vis-à-vis de l'opinion publique est devenu monnaie courante. Chaque nouvelle mesure de dissuasion est présentée comme une "amélioration".

Pourtant, une lueur d'espoir ...

Devrions-nous, cependant, remercier Mme Kopp de sa persévérance ?

Elle a, en effet, contribué à ce que "l'autre Suisse" commence à s'organiser. Il existe aujourd'hui des comités d'asile, des groupes de quartier, des actions de solidarité dans presque toutes les régions suisses.

Les divergences entre les diverses tendances sont moins fortes qu'il y a quatre ans. Le fait que Mme Kopp en soit arrivée à ce que les trois églises nationales refusent conjointement la politique d'asile du Conseil Fédéral est également exceptionnel. Le livre "Résistance ?" de la Confédération des églises évangéliques est un geste de non-conciliation. Nous leur devons la résurgence de la tradition du sanctuaire. Nous leur devons aussi le fait que la Suisse n'apparaisse plus comme "au-dessus de tout soupçon", ce que Jean Ziegler avait déjà prouvé depuis longtemps.

Le couple Kopp a apporté à ce problème un éclairage plus important que tous "les ennemis de la Patrie" réunis. Et, jusque-là, personne n'était parvenu à porter un tel coup au respect suisse de l'autorité. Il n'est pas exclu non plus que le ministère public - cette "chambre noire" de la nation - soit enfin soumis à la lumière du grand jour.

Il reste cependant que la honte grandit d'être citoyen ou citoyenne d'un pays qui construit une telle politique de dissuasion, et de constater l'avalanche de lettres de lecteurs qui se sont opposés à cette démission. A les lire, on a l'impression que tout ce qui a pu être "commis" ces quatre dernières années par l'ex-Conseillère Fédérale est effacé d'un coup par ces manifestations de sensiblerie déplacée. Aussi longtemps qu'une saine colère n'éclatera pas dans ce pays, on pourra dire : "Ce n'est pas l'invasion des

étrangers, mais plutôt celle de la bêtise, qui est un danger pour la Suisse".

Dernière minute

Le Procureur Fédéral extraordinaire, qui est entré en fonction à la demande du Parlement, a réclamé le 11 janvier dernier la levée de l'immunité parlementaire de Mme Kopp, provoquant la démission immédiate de cette dernière. Elle est accusée de violation du secret professionnel. L'enquête est en cours.

Bulletin C.F.D.R.I. Fév. 89

La situation des réfugiés kurdes d'Irak en Turquie

Le 23 août 1988, l'armée irakienne bombarde à l'arme chimique sa population civile kurde. 50.000 rescapés se réfugient en Turquie. Or, les rapports sur la situation de ces réfugiés à l'intérieur des camps en Turquie sont alarmants.

Ils vivent dans des conditions déplorables. Les deux tiers d'entre eux sont des femmes, des enfants et des vieillards, car la plupart des jeunes ont été transférés ailleurs afin "d'éviter les troubles".

Depuis le début de l'hiver, des centaines d'enfants sont morts. Selon la direction du camp, 40 enfants meurent chaque nuit, à cause du froid, de la tuberculose, de la rougeole, de la dysenterie. Il y a pénurie d'aliments, de médicaments, de couvertures et de bois de chauffage, les installations sanitaires sont pratiquement inexistantes.

Les camps sont gardés par des soldats et entourés de fils de fer barbelés, rendant ainsi tout contact impossible avec les populations kurdes autochtones qui ont parfois un lien de parenté avec les réfugiés. Malgré cela, une grande solidarité s'est créée envers les réfugiés. Spontanément, une association d'aide aux familles réfugiées s'est formée à Dyarbakir qui a tout de suite été interdite par les autorités militaires.

Des écoliers ont manifesté devant la préfecture afin de dénoncer la répression que subissent les réfugiés et la politique menée dans les camps. En réaction, une vingtaine de leurs parents ont été arrêtés. Depuis, ils ont été déclarés "disparus". Comme à l'accoutumée, ce type d'informations n'apparaît pas dans les grands médias.

En Irak, Saddam Hussein continue impunément le génocide de la population kurde. Aujourd'hui encore, le gouvernement dément l'utilisation de gaz chimiques malgré les conclusions des médecins ayant examiné les victimes et des chimistes anglais ayant analysé des échantillons du sol contaminé et trouvé des traces de gaz "moutarde". Il est clair que Bagdad mène une politique de "terre brûlée" pour tenter de détruire la guérilla kurde et d'anéantir l'économie agricole des populations; 4000 villages ont déjà été rasés...

En décembre 1988, selon des témoins oculaires, le gouvernement irakien a mis en place des postes militaires renforcés tous les 500 à 1000 mètres le long de la route qui traverse la province kurde, depuis la frontière jusqu'à la ville de Mosul. Ce "mur" est destiné à freiner les activités de la guérilla.

Simultanément, les 300.000 Kurdes qui ont échappé à l'attaque sont déportés de leur province du nord vers des régions désertiques du sud. Leurs nouvelles implantations se trouvent toujours situées près d'une base militaire. Leur cadre de vie ressemblera désormais étrangement à celui de ceux qui se sont réfugiés en Turquie.

Le 3 octobre 1988, le quotidien turc "Tercüman" parlait de la préparation d'un traité entre la Turquie et l'Irak prévoyant le renvoi de 37.000 Kurdes en Irak. Or, ce n'est qu'en décembre 1988, trois mois après l'arrivée de la grande vague de réfugiés, qu'Ankara signe enfin une convention avec le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU, l'autorisant à envoyer des observateurs dans les camps. Les Kurdes étant honnis de la même manière de part et d'autre de la frontière,

Inter-Arab-Mashreq 3.2.89

letters

Iraq and the Kurds

Sir,

I was dismayed to read Mick Ashley's letter (MEI 342) doubting Iraq's use of chemical weapons and its systematic destruction of Kurdish village life. Following the first Iranian complaint of the use of chemical weapons in November 1983, no less than eight separate UN investigations concluded that Iraq used chemical weapons on Iran, the last occasion being in July 1988, following Iran's acceptance of Resolution 598. Indeed, Iraq's foreign minister, among others, admitted (1 July 1988) that Iraq had used chemical weapons during its war with Iran.

Let us now turn to the question of whether Iraq used it on the Kurds as well. The Senate foreign relations committee report of 21 September 1988 assembled what it considered overwhelming evidence of the use of

chemical weapons. The physical condition of Kurdish survivors of gas attacks who reached Turkey showed classic symptoms of mustard gas poisoning. Many animals died in circumstances suggestive of chemical attack: Turkish beekeepers in the border area reported the sudden mass death of their swarms, shortly after alleged gas attacks in the last week of August.

Survivors provide consistent and accurate descriptions of chemical weapons attacks and their effects. The Senate foreign relations committee report relates "the refugee accounts we recorded described the attacks on more than thirty different villages ... when we found survivors of attacks on the same Iraqi villages at different refugee camps in Turkey, the description of events was essentially identical ... To dismiss the eyewitness accounts ... would require one to believe that 65,000 Kurdish refugees confined to five disparate locations were able to organise a conspiracy in 15 days to defame Iraq and that these refugees were able to keep their conspiracy a secret..." If Mr Ashley finds himself unable to trust Gwynne Roberts' evidence, perhaps he can explain why the Senate report found "in every refugee camp we visited, refugees called for the creation of a committee that would go to Iraq to investigate charges of chemical weapons use. These are not requests one would expect from individuals whose charges cannot be substantiated".

I believe I am correct in quoting Mr George Shultz as describing the evidence for Iraq's attack on its Kurds as "incontrovertible", while at the Paris conference on chemical weapons the British foreign office minister, Mr William Waldegrave, confirmed "there is ... compelling evidence of the use of chemical weapons against Kurds since the cease fire." Both Britain and the United States are reticent in giving explicit details of additional evidence partly, I understand, because they do not wish to give details of their surveillance techniques. Nevertheless, it seems clear that Iraqi military communications concerning the use of chemical weapons have been intercepted.

Why have Security Council members not initiated "appropriate and effective measures" called for in Security Council Resolution 620 of 26 August? Sadly, I think one must recognise that most members are anxious not to jeopardise their chances of securing a slice of the \$50,000m worth of contracts, apparently in the offing. Britain, for example, despite its conviction that Iraq had violated the 1925 Geneva Protocol, doubled its credit line to Baghdad in November from £175 million to £340 million - hardly a sign of its concern for the application of international law and order.

Mr Ashley's claim that Baghdad is promoting Kurdish culture in the Kurdish Autonomous Area seems no more than casuistry. There seems to be no autonomy worthy of the name: hundreds of thousands of Kurds have been forcibly rehoused - by all accounts in detention centres in the deserts of west and south Iraq, or in "model" villages. The Kurdish National Front claims that three quarters of Kurdistan's 4,000 or so villages have been razed, 448 in the last Iraqi offensive, 25 August - 15 September.

Because we do not have free access to Iraqi Kurdistan there is no way of verifying either Kurdish or Iraqi claims. However, if the mass destruction of villages, the establishment of "free fire zones" in which all humans and livestock are shot on sight (for which captured Iraqi military orders constitute partial evidence), and the mass deportation of Kurds are true, then the charge of genocide seems to be correct according to the definition used in the 1948 Genocide Convention and the US Prevention of Genocide Act of 1988.

Those who bridle at such accusations have only to persuade Iraq to allow an internationally constituted commission of enquiry to enter Iraqi Kurdistan and to travel freely in it, checking Kurdish claims against the evidence on the ground. If Iraq has done nothing wrong it has nothing to fear, and will be vindicated internationally for its enlightened behaviour against Kurdish rebels. Unfortunately, when just such an enquiry was proposed with regard to its alleged use of chemical weapons, Iraq refused to cooperate.

Surrey, UK

David McDowall

This correspondence is now closed

Cumhuriyet 1.2.89

PENCERE

Kürt...

Kürt sözcüğünü yazının başlığına çekinerek koydum; oysa eskiden bu sözcükten korkmazdım. Kim korkardı ki!.. Çevremizde kimisine çokça sevecenlik, az buçuk alay, buram buram içtenlikle seslenmek doğaldı:

— Lan Kürt!..

Çağrılan kişi onurla bakardı; ama, böyle seslenmenin anlamında belki bir ayrımcılık vardı. Kimse derinliğine düşünmezdi. Neden aramızdan birisini "lan Kürt" diye çağır mıyorduk? Demek ki Kürdün özel bir konumu vardı. Askerlikte geçerli tekerleme neydi:

Alevlere dalavera,

Kürt Memet nöbete...

Subaylar Kürdü öve öve bitiremezlerdi; ağız birliği etmiş gibiydiler:

— En değerli hazineni Kürdü emanet et, sonra rahat uyul..

Kürdü nöbete diktin mi tamam...

★

Özel yaşamda sevecenlik, kardeşlik, birlik sürmekteydi; ayrı gayrı yoktu; ama, devlet hayatında Kürt var mıydı? Haydi canım, onlar "Dağ Türkleri" idiler. "Türk, dağa çıktı mı Kürt, deniz kıyısına indi mi Laz olurdu." Bakanlık odalarında fıkralar anlatırdı da Ecevit hükümetinin bakanı Şerafettin Elçi açıkça "Ben Kürdüm" dediğinde kıyamet kopmuştu.

Çelişkiler içindeydik.

Hem nice bakanın, nice komutanın, nice devlet büyüğünün Kürt olduğunu söyler, övünürdük; hem de bir bakan Kürtüğünü vurgulayınca ortalık birbirine girerdi. Cumhuriyetten bu yana politika yaşamında Kürt olacaktı, ama Kürtüğünü dille getirmeyecekti. Çok partili rejimden sonra Güneydoğu'dan ve Doğu'dan parlamentoya giren milletvekilleri, aşiret reisleri ve şeyhler olduğundan devletle halk arasında komisyonculuk yapıyorlardı. Ne var ki zaman geçiyor, toplum değişiyor; elbette Anadolu'nun doğusu da değişiyor; GAP (Güneydoğu Anadolu Projesi) gerçekleştiğinde büsbütün değişecek; çünkü kapitalist ekonominin dokusu yoğunlaştıkça, feodal kalıntılar büsbütün çözülecek, bilinçler sürgün verecek, anadilli Kürtçe olan, Kürtçe konuşan yurttaş elbet Kürtçe yazmak ve okumak da isteyecektir. Bu gelişme, "sosyalistlerin kıskırtması" ile oluşmayacaktır; kapitalist gelişme yasaının içeriğinde vardır; ama "resmi görüş"e bakılırsa Kürtçe diye bir dil yok, yazısı yok, edebiyatı yok...

Olmaz olur mu?

"Yüzbaşı Selahattin'in Romanı"nda bir Kürt neferin ayışığında söylediği türkünün çevirisi var:

Ey melek kalk

Kalk gör ki ben ağhyorum

İnan ve anla ki gözyaşlarım

Her şey bittikten sonradır

Ve bunda yalan yoktur

Her şey yalan

Sevgi yalan

Hayat yalan

Yalnız bir şey doğru

Artık sen yoksun

Ne güzel değil mi?

Türküyü dinleyen Yüzbaşı Selahattin 1930'larda Güneydoğu sınırlarında görevliydi. Bir dilde türkü varsa edebiyat da var demektir.

★

Bizim devletimizde bir insanın başına iki "K" kondu mu, ocağına incir ağacı dikilir. Birinci K Komünist, ikinci K Kürtü anlamına gelir. Artık işin bitiktir. Bu yüzden de Kürt sorunu doğru dürüst tartışılmaz; karanlığa kurşun sıkılır; devletin bütünlüğü ve bölünmezliğiyle insan haklarının gerçekleştirilmesi arasında çelişki var sanılır.

Önce bu sanı ortadan kalkmalı ve bu sanıda büyüyen korku ve ürkü dağıtılmalı...

Anadolu'nun bütünlüğü, baskıyla değil, demokrasiyle bereketlenen kardeşlik sevgisinde ve güveninde temellenecektir. Bir başka yöntem şimdiki dek kimse icat edememiştir. Bilelim ki Sünninin Aleviye, Türkün Kürde düşmanlığını köbrüklemek, milliyetçilik değil, bölücülüğün ta kendisidir.

Vaktiyle Anadolu'da yaşayan Ermenilerle Türkleri birbirine düşürüp düşmanlaştırmanın emperyalist olduğunu hepimiz söyleriz; peki, bugünkü düşmanlıkları köbrükleyenler kimler?

İbrahim Selçuk

PKK'ya yataklık eden 6 köylü yakalandı

İĞDIR (Kars), (hha) - İğdir'in Yenimahalle Köyü muhtarı ve 5 köylü, yasadışı PKK Örgütü'ne yataklık ettikleri iddiasıyla gözaltına alındıktan sonra çıkarıldıkları mahkemeye tutuklandı.

Bir ihbarı değerlendiren güvenlik kuvvetleri, Eşref Ağrıoğlu adlı kişinin Yenimahalle Köyü'ndeki evinde arama yaptılar. Aramada, bir uzun namlulu silah, bir tabanca ile bu silahlara ait 93 mermi ele geçirildi. Silah

ve memnilerin köy muhtarı Yusuf Elçik'e ait olduğu belirlendi.

Eşref Ağrıoğlu ve Yusuf Elçik ile birlikte operasyon sırasında yakalanan ve PKK Örgütü'ne yataklık ettikleri ileri sürülen Abbas Ateş, Aydın Ateş, Suat Güven, Zeki Koç ilk sorgularından sonra çıkarıldıkları mahkemeye tutuklandılar. Sanıklar, Erzincan Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargılanacaklar.

Hürriyet 2.2.89

Yeşilyurt'u bu kez, Almanlar karıştırdı

İzinsiz ziyarete, jandarma engeli

● Batı Almanya'dan gelen bir TV ekibi Mardin'in Cizre İlçesi'ne bağlı Yeşilyurt Köyü'ne giderek, 'İşkence' ve 'insan dışkısı yedirtme' olayını araştırmak istediler. Ancak, buna güvenlik kuvvetleri 'yazılı belge' olmadığı gerekçesiyle izin vermediler.

Atilla KORKMAZ

mesai'ne başvurmayla mecbur bırakmayın" dedi.

YETKİLİLER NE DİYOR?

Olağanüstü Hal Bölge Vali Yardımcısı Nafiz Kayral, olayla ilgili olarak hha muhabirinin sorularını yanıtlarken, şunları söyledi:

"Cizre'den aldığım şifahi bilgilere göre, ellerinde İçişleri ve Dışişleri Bakanlığı'ndan bölgede do-laşma izni bulunmayan ve bize de bu konuda başvurmayan Batı Alman televizyoncular, Yeşilyurt Köyü'ne gitmek istemişlerdir. Ancak, görevlilerimiz, hakk olarak, ellerinde yazılı izin bulunmayan yabancı gazetecilerin köye girişini engellemiştir. Olay bundan ibaretir."

CİZRE, (Mardin) (hha) - Köylülere "İşkence yapıldığı" ve "insan dışkısı yedirildiği" savları üzerine Cizre'nin Yeşilyurt Köyü'ne gitmek isteyen Federal Alman ZDF Televizyon ekibine güvenlik kuvvetleri, "Yazılı izin belgesi olmadığı" gerekçesiyle engel oldu. Alman TV görevlileri, bir süre güvenlik kuvvetleriyle tartışarak, olayı "protesto" ettiler. Bu arada Yeşilyurt Köyü muhtarı Abdurrahman Muştak'ın avukatı Hasip Kaplan, yurttaşların "Kadıy'ı kadıya şikayet eder durumda bırakıldığını" bildirdi ve Başbakan Turgut Özal'a gönderdiği "açık mektup"ta, "Bizi insan Hakları Mahke-

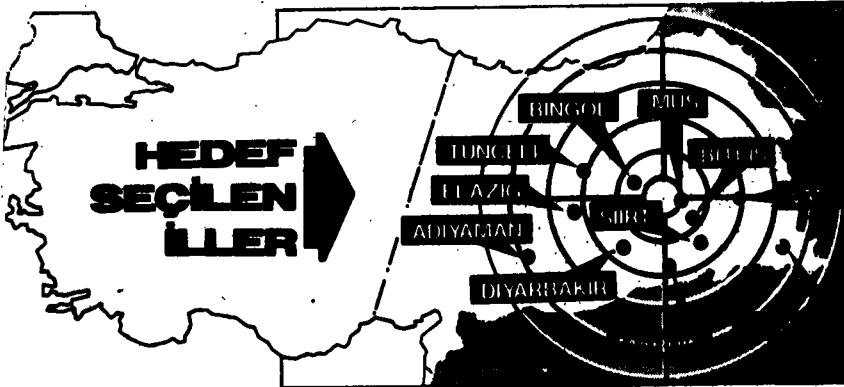
Hedef, Afganistan modeli

Fatsa'dan Adana'ya uzanan çizginin doğusunda, yer yer ayaklanma başlatacaklardı

İşte, hain kurtarılmış bölgeler planı

Hürriyet 2.2.89

İsmet YALVAÇ



● 'PKK Çukurova Grubu Davası'nın iddianamesinde, PKK örgütünün doğu ve güneydoğuda ayaklanmalar çıkarıp daha sonra kendi benimsedikleri bir devletin yardım ve müdahalesini sağlamayı amaçladıkları öne sürüldü...

● Doğu ve güneydoğuda bu hain plan gerçekleştirilirken, batıda ve üniversitelerin bulunduğu çeşitli illerde öğrencilerin, işçilerin kıskartılarak sokaklara dökülmesi sağlanacak, fabrikalar da tahrip edilecektir.

MALATYA, (hha) - Malatya Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde önceki gün başlayan 39'u tutuklu 57 sanıklı "PKK Çukurova Grubu Davası"nın iddianamesinde, PKK örgütünün "Türkiye'yi parçalamaya" yönelik planlar içinde olduğu bildirildi. İddianamede, yasadışı örgütün Fatsa - Adana hattının doğusunda yer alan Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde önce anarşi ve terörü büyük boyutlara ulaştırarak eylemlerle "Genel ayaklanmayı" hedeflediği, daha sonra tıpkı Afganistan müdahalesinde olduğu gibi, kendi benimsedikleri bir devletin yardım ve müdahalesini sağlamayı amaçladığı öne sürüldü.

SICAK HAT

DGM Savcı Yardımcısı Ali Özdemir tarafından hazırlanan iddianamenin, "genel anlatım" bölümünde, PKK'nın "hedefe ulaşmak" için amaçladığı öne sürülen "eylem planı" şöyle ifade edildi:

"Türkiye topraklarından koparılacak bölgenin Fatsa'dan Adana'ya kadar olan 'sıcak hat' üzerinde anarşi ve terörü doruk noktaya getirmektedir. Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde, Lübnan gerilla kamplarında 'Bekaa' Vadisi'nde eğitilen ve Türkiye'ye dönen militanlar tarafından gerilla savaşı verilerek, kurtarılmış bölgeler meydana getirilecek, ayrıca bunlar da diğer aşırı sol örgütlerin de desteğiyle genel ayaklanma başlatılması amaçlanmaktadır.

Burada, bir konuda, Türkiye topraklarından koparılması düşünülen, yukarıda bahsedilen hattın batısında da, yani Batı Anadolu'da, Kürtçü örgütlerle KAWA'cılar - KUK'çular görülmüştür. Bunlar da doğuda çıkarılacak ayaklanmaya karşı, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin, bu bölgeden doğuya kaydıracağı kuvvete mani olmak, sabotaj ve tahriplerle, bu desteği arkadan vurarak, en azı-

dan geciktirmeyi amaçlamaktadırlar. Bu örgütler, zaman zaman birbirlerine karşı gözükse de belli bir amaç içinde oldukları, bir araya geldikleri görülmüştür."

SABOTAJ VE KİTLE EYLEMİ PLANLARI

İddianamede, örgüt sorumlusu Şemsettin Karan'ın evinde, GAP (Güneydoğu Anadolu Projesi) ile Atatürk Barajı'na ait kroki-lerin ele geçirildiğine dikkat çekilerek, örgütün sabotaj ve kitle eylemi planları şöyle belirtildi:

"Eylemin diğer bir bölümü de, doğudaki söz konusu ayaklanma ile birlikte, batıda ve üniversite bulunan bölgelerde, öğrencileri, ayrıca işçileri so-kağa dökmek, fabrikaları tahrip etmek, köprüler, barajlar, yollar, geçitler tahrip edilerek, ayaklan-

maya ulaşılabilecek geçitlerin tıkanılması amaçlanmaktadır. Örgütün genelde ve üniversite öğrencileri arasında örgütlenmesinin amacı budur."

PKK'nın, kitle eylemleriyle ilgili altyapı oluşturduktan sonra "nihai" amacı hakkında da, iddianamede şu yorum yapıldı:

"Bütün bunlardan sonra, yukarıda bahsedilen hattın doğusunda (Fatsa'dan Adana'ya uzanan hat) Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da, bir ayaklanma ile eyleme geçilerek, devletin kurulu resmi (nizamî) kuvvetlerinin (polis, jandarma, silahlı kuvvetleri) bu ayaklanmayı bastırmaya kafi gelmediği propagandasıyla kendi benimsedikleri bir devletten yardım isteklerini ve müdahalesini sağlamaktır. Tıpkı Afganistan müdahalesinde olduğu gibi, oynanmak istenen oyun budur."

Hürriyet 4.2.89

PKK, yerel seçimlerle yönetime sızmaya çalışıyor

APO'dan militanlara

"ADAY OL" emri...

- Apo, Doğu ve Güneydoğu bölgelerindeki militan ve sempatanlarına, yerel seçimlerde belediye başkanlığı, il genel ve belediye meclisi üyeliği için aday olmaları emrini verdi. Apo ayrıca, kendi adaylarının seçilebilmesi için her yolun denenmesini istedi...

Öztürk AKKÖK

ERZURUM, (hha) - Siyasi partilerin yerel seçimler için aday belirlemeye çalıştığı bu günlerde, Abdullah Öcalan'ın (Apo) militanlarına ve PKK sempatanlarına "Aday olun" emri verildiği bildirildi. Apo ayrıca, kendi adaylarının seçilebilmesi için her yolun denenmesini istedi.

Apo'dan gelen direktiften sonra, yasadışı PKK örgütü militanlarının, siyasi parti kadrolarına sızmak için harekete geçtiği ve bunda da başarılı oldukları, istihbarat birimleri tarafından ortaya çıkarıldı. Son günlerde artan

terör olayları karşısında, tüm emniyet birimlerini bir genelgeyle uyaran İçişleri Bakanlığı da, gerek önseçimin yapılacağı günlerde ve gerekse yerel seçimler öncesinde sıkı güvenlik önlemleri alınmasını istedi.

Özellikle Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki sempatanlarına belediye başkanı, il genel veya belediye meclisi üyesi adayı olmaları için emir veren Apo'nun, bu konuda bazı köy imamlarından da destek istediği ileri sürüldü. Genelde küçük beldelerde militanlarına "Politikacı kimliği" sağlamaya çalışan Apo'nun bu planı, istihbarat birimleri tarafından belirlendi. Elde edilen bilgilerden sonra, bazı beldelerde şüpheli adayların yakın takibe alındığı, bazılarının da gözaltında tutulduğu öğrenildi.

"GAVUR İMAM"LAR İŞBAŞINDA

Bölgedeki halkın etnik yapısını da gözönünde bulunduran PKK, örgüte sempati duyan bazı imamlardan istediği şekilde yararlanıyor. Bu imamları "kurye" olarak kullanan Apo, bölgedeki militanlarına zaman zaman bilgi ulaştırıyor. Yöre halkı tarafından "Gavur imam" diye adlandırılan bu kuryeler, eylem halindeki PKK

militanlarına yiyecek, silah ve giyecek gibi malzemeler taşıyorlar. Yerel seçimlerde aday olan militanların seçilmesi için "Gavur imam"lardan yararlanmayı düşünen Apo, onları camilerde PKK lehine vaaz vermeye zorluyor.

EMNİYET BİRİMLERİ UYARILDI

Gerek son zamanlarda artan terör olayları, gerek adayların belirleneceği ön seçimlerle yerel seçimlerin giderek yaklaşması, gerekse PKK sempatanlarının aday kimliği altında siyasi partilere sızacakları yolunda bilgi elde edilmesi, İçişleri Bakanlığı'nı harekete geçirdi. Özellikle Doğu ve Güneydoğu illerinde güvenlik önlemlerinin artırılmasını isteyen bakanlık, şehir eşkiyasına karşı uyarık olunmasını istedi.

İçişleri Bakanlığı'nın uyarısı üzerine illerde vali, emniyet müdürleri ve jandarma alay komutanlarının, sık sık bir araya gelerek, alınması gereken önlemleri gözden geçirmeye başladıkları gözlemlendi. Gerek ön ve gerekse yerel seçimlerde özellikle sandıklar çok iyi şekilde korunacak. Hassas bölgelerde emniyet ve jandarma birlikleri ortaklaşa çalışma yaparak, gerektiği zaman bir seçmen sandığını 40'ar kişilik ekiplerle koruyacaklar. Bu arada halk, bombalı koli ve pankartlara karşı uyarılacaklar. Herhangi bir şeyden şüphelenenler hemen polise başvurması, şüpheli koli ve paket benzeri cisimleri kurcalamaları da istenecek.

Kürt sorununa, üç partiden ortak ses

ANKARA, (Hürriyet) - ANAP Mardin Milletvekili Nurettin Yılmaz, bugün yayınlanan Daily News Gazetesine verdiği demeçte, "Türkiye'de Kürt sorunu vardır ve bu sorun uygun zamanda Meclis gündemine gelecektir" dedi.

SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren ve DYP Diyarbakır Milletvekili Ferit Bora, Yılmaz'ın görüşüyle ilgili olarak aynı gazeteye yaptıkları açıklamada, Kürtlerin kültürel özerkliğe sahip olmaları gerektiğini, Türkiye'de Kürtçe konuşan Kürtlerin varlığının inkâr edilemeyeceğini söylediler.

Daily News'un haberinde, Kürt sorununun geçen hafta içinde, SHP Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy'un, "Kürtlere kültürel özerklik verilmesi" yolundaki açıklamasını Başbakan Turgut Özal'ın, "Bölücülükle" nitelendirmesi üzerine yeniden gündeme geldiği hatırlatıldı.

Her üç partiye mensup milletvekilinin de Kürt sorununun tartışılmaya ihtiyacı olduğu yolundaki fikirlerinde beraberlik olduğu bildirildi.

ANAP'lı Yılmaz, Kürt sorununun "Kronik bir hastalık" haline geldiğini, tüm dünyanın bu meseleyi konuştuğunu ve ülkenin bu meseleyi konuşmaması kendisini aldattığını ileri sürdü. Yılmaz, bu sorunu inkâr etmenin Türkiye hakkında hiç bir şey bilmemek olduğunu, bu yöntemle sorunun çözülemeyeceğini sözlerine ekledi.

DYP Diyarbakır Milletvekili Ferit Bora, ilkokula başlayınca kadar bir kelime Türkçe bilmediğini, Kürt olduğunu ve Kürtçe konuştuğunu hatırlattı.

SHP Mardin Milletvekili Ahmet Türk ise, "Biz demokrasiyi ve insan haklarını savunacaksak, ülke gerçeklerini gizleyemeyiz. Siz, Türkiye'nin her yerinde Kürtçe konuşan bir vatandaşta rastlayacaksınız." dedi.

SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren de Kürtlerin bir devlet kurmak istemediklerini, ancak Kürtçe konuşma özgürlüğünün sağlanması ve Kürtçe filmlerin sinema perdesinde görülebilmesi, Kürtçe şarkıların dinlenebilmesi gerektiğini sözlerine ekledi. Eren, Kürtlerin kültürel değerlerini kaybetmemeleri gerektiği üzerinde durdu.

Cumhuriyet 4.2.89

Paris

Turizm bürosu 7.5 saat işgal edildi

SABETAY VAROL

PARİS — Champs Elysees Bulvarı'ndaki Türk Turizm ve Enformasyon Bürosu dün sabah 7.5 saat süreyle işgal edildi. Yerel saatle saat 10.00'da ofisin zemin katına gelen ve sayıları 30'u bulan PKK yanlısı militanlar polisin ihtarlarına karşın saat 17.30'a kadar burayı terk etmediler. Güvenlik güçleri bunun üzerine zor kullanırken ofisin kalın camdan kapısı kırılarak tuzla buz oldu. Polis kamyonu

nuna bindirilen ve bu sırada slogan atarak elleriyle zafer işareti yapan grup birkaç dakika sonra kimlik tespiti dahi yapılmadan serbest bırakıldı.

Olay yerinde bulunan bir Fransız güvenlik yetkilisi sorgusuz alsız serbest bırakılmanın ve müdahalenin 7 saat geciktirilmesinin yukarıdan gelen direktiflerden kaynaklandığını söyledi. Eylemden sonra ünlü Champs Elysees Bulvarı'nda küçük bir gösteri düzenleyen grup Fransızca kaleme alınmış bir bildiriye gelip geçene dağıttı. Ofisin işgali sırasında personel, asansör vasıtasıyla binanın ikinci katındaki büyük salonlara sığındı.

Kopenhag ve Stockholm kentlerindeki THY bürolarının da bir süre işgal edildiği bildirildi.

5 yıl hapsi isteniyor

Cumhuriyet 5.2.89

İşkence sanığı astsubaya dava

CENGİZ MUMAY

MİDYAT — İdil Jandarma Bölük Komutanlığı bahçesinde Muhittin Bağlar adlı 16 yaşındaki bir sanığa işkence yaparken Savcı Melek Çelik (Kozanoğlu) tarafından suçüstü yapılarak tutuklanan astsubay Nazım Ayhan hakkında Midyat Ağır Ceza Mahkemesi'nde dava açıldı. Astsubay Ayhan'ın 5 yıla kadar ağır hapisle cezalandırılması isteniyor.

15 Ocak 1989 günü 20.30 sıralarında ilçe jandarma bölük komutanlığı bahçesinden gelen çığlıkları duyunca olaya müdahale eden bayan savcı Melek Çelik (Kozanoğlu) tarafından düzenlenen tutanakla "re'sen" soruşturmaya geçildi. Muhittin Bağlar adlı 16 yaşındaki sanığa işkence ettiği gerekçesiyle İdil Sulh Ceza Mahkemesi'nce tutuklanarak askeri cezaevine gönderilen astsubay Nazım Ayhan'ın itirazı İdil Asliye Ceza Mahkemesi tarafından 1989/5 no ve 17 Ocak 1989 tarihli kararla reddedildi.

İdil Sağlık Ocağı Tabipliği'nden aldığı 3-2/8 sayılı ve 16 Ocak 1989 tarihli raporda vücudunun muhtelif yerlerinde darp izlerine rastlanan ve "10 günde iyileşir, 5 gün istirahatı uygundur" denilen hırsızlık suçlu sanığı Muhittin Bağlar, İdil Cumhuriyet Savcılığı'nın 1989/17 hazırlık dosyasında olayı şöyle anlattı:

"Astsubayın isteği üzerine köyümden bölük komutanlığına geldim. Gasp olaylarını sordular, 'Bilmiyorum' dedim. Nezarete

kaldığım iki gün içinde Nazım astsubay tarafından dövüldüm, elektrik verdi, ayaklarımı vurdu. Akşam bahçede ayağıma zincir bağlayarak yerlerde sürükledi. Jopu anüs bölgesine soktular. Sonra bana, 'Davacı olursan karına sinkaf ederim, başına iki kurşun sıkar yol kenarına atarım' dedi. Şikâyetçiyim. Ayrıca evimden bir ütü, bir el feneri, bir vantilatör de aldı."

İşkence yaparken suçüstü yakalanan astsubay Nazım Ayhan ise aynı dosyadaki ifadesinde, gasp ve hırsızlık suçu nedeniyle gözaltına alınan Muhittin Bağlar adlı sanığa işkence yapmadığını söyledi.

İdil'de ağır ceza mahkemesi olmadığı için İdil Savcılığı tarafından düzenlenen 1989/2 sayılı fezleke 17 Ocak 1989 tarihinde Midyat Cumhuriyet Savcılığı'na gönderildi.

Dosyayı inceleyen Midyat Cumhuriyet Savcı Yardımcılarından Ahmet Kılıç, 20 Ocak 1989 tarih ve 1989/7 nolu iddianameyi düzenledi. Savcı Kılıç, Midyat Ağır Ceza Mahkemesi'ne başvurarak "suçu söyletmek amacıyla sulmuşleme" suçundan tutuklu bulunan jandarma astsubay Nazım Ayhan'ın TCY'nin 243/1 ve 40. maddeleri uyarınca cezalandırılmasını istedi. Söz konusu maddeler, astsubay Ayhan'ın "5 yıla kadar ağır hapis" ve "müebbeten ya da muvakkaten memuriyetten men" cezasını kapsıyor.

Midyat Ağır Ceza Mahkemesi, Savcı Ahmet Kılıç'ın açtığı davayı incelemeye başladı. Duruşma tarihi önümüzdeki günlerde belirlenecek.

Hürriyet 5.2.89



Almanya'ya karşı açlık grevi...

Fatih GÜLLAPOĞLU

F RANKFURT, (Hürriyet) - PKK sempatisini 14 kişi, Alman cezaevlerinde tek kişilik hücrelerde yatan 13 PKK'lıya, "Psikolojik işkence" yapıldığı gerekçesiyle Frankfurt'ta açlık grevine başladı. Açlık grevine ikinci bir gerekçe olarak da, Cizre'de gözaltına

alınanlara insan dışı yedirtilmesi iddiası gösterildi. Grevçiler, "Alman cezaevlerinde, tüm hücrelerine konan bu arkadaşlarımızın hücrelerine 24 saat boyunca yüksek voltajlı ışık verilerek psikolojik işkence yapılmaktadır. Bu yüksek voltajlı ışık yüzden bazılarının saçları da dökülmeye başlamıştır" dediler.

Türk bürolarına işgal eylemleri...

P ARİS, (Hürriyet) - Yaklaşık 30 Kürd'ün oluşan bir grup, dün öğlen saatlerinde Paris'in en işlek caddesi Champ Elysee'deki Türk Turizm Bürosu'nu işgal ettiler. İşgalciler, dağıttıkları Türkçe bildiride, Güneydoğu Anadolu bölgesindeki son olaylar ve operasyonları, Mardin'in Yeşilyurt köyünde, ordu birliklerinin gerçekleştirdiği iddia edilen, köylülere "dışkı yedirme" olayını protesto ettiklerini belirttiler.

Bu arada, Güneydoğu yöresindeki son operasyonlar üzerine yurt dışında çeşitli eylemlere girişen ayrılıkçı PKK örgütü, önceki gün Danimarka'nın başkenti Kopenhag'daki THY Bürosu baskınından sonra dün de Stockholm THY Bürosu'nu bastı. Eylemciler, Güneydoğu'daki olayları ve toplu tüp kullananları protesto ettiklerini bildirdiler.

Hürriyet 5.2.89

Hainler bayrağımızı yaktı

F RANKFURT, (Hürriyet) - Türkiye'de yaşayan Kürtlerin sömürdükleri iddiası ile Frankfurt'ta protesto gösterisi yapan 100 kişilik bir bölücü hain grubu, Frankfurt Başkonsolosluğu önünde Türk bayrağını yaktılar. Türk hükümeti aleyhine slogan atan hainler PKK, ERNK ve ARGK adlı yasa dışı kuruluşlar lehine tezahüratta da bulundu. Başkonsolosluk binası önünde bekleyen yurttaşlarımız, bayrak yakacak kadar alçaklaşan bölücülere "hain eller kırılın" şeklinde tepki gösterirken bölücü Kürtler olay yerine gelen güvenlik kuvvetleri tarafından dağıtıldılar. Dün sabah saat 10.30 sıralarında Frankfurt Başkonsolosluğu

binası önünde toplanan PKK yanlısı 100 gösterici, PKK'nın, ERNK cephesi ve ARGK ordusu ile Türk hükümeti ile savaşın sürdüreğini belirtip, Türkiye'yi karalayan el ilanları da dağıttılar.

Yaklaşık 200 yurttaşımızın da tanık olduğu "bayrak yakma" olayında göstericilerin provakasyonuna alet olmalarını engellemek için Frankfurt Başkonsolosluğu'nun kapıları açılarak vatandaşlar konsolosluk binasına alındı. Başkonsolosluğun önemi ile göstericiler ile vatandaşlarımız arasında çatışma çıkması son anda önlendi. Göstericiler, olay yerine güvenlik güçlerinin gelmesi üzerine çeşitli istikametlere kaçarak dağıldılar.

Milliyet 7.2.89

İki jandarma ağır yaralandı PKK'dan roketli SALDIRI

S İIRT'in Şırnak ilçesine bağlı Toptepe köyünde PKK militanlarının aynı zamanda karakol olarak kullanılan ilkokul ve sağlık ocağına giriştikleri roketli saldırı sonucu iki jandarma ağır yaralandı.

Edinilen bilgilere göre, sayılan henüz belirlenemeyen bir grup bölücü militan, önceki gece Toptepe İlkokulu ve sağlık ocağına roketlerle saldırdılar. Saldırıda jandarma çavuşu Cahit Bulut yaralandı. Saldırdan sonra araçla takibe çıkan jandarmalara bu kez Cudi Dağı yönünden otomatik silahlar ve roketlerle ateş açıldı. Askeri araç devrilip hasar görürken jandarma eri İrfan Aytac yaralandı. Militanların yakalanması için bölgede operasyonlara başlandı.

Öte yandan Oğlağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamada Mardin'e bağlı Höyük köyünde 3 PKK militanının 9 adet uzun namlulu Kalaşnikof otomatik tüfekle yakalandıkları bildirildi. Bildiride Midyat ilçesine bağlı Dargeçit bucağı Kismetli köyü yakınlarında bir kuyudan çıkarılan erkek cesedinin "Küçük Diyar" kod adlı 18 yaşındaki PKK militanı Bahri Siyahkoç'a ait olduğu kaydedildi. Bildiride, Siyahkoç'un öldürülmesi, "PKK'nın iç hesaplaşması"na bağlandı.

Tercüman 7.2.89

PKK'dan roketatarlı saldırı

• HABER MERKEZİ •

Siirt'in Şırnak ilçesine bağlı Toptepe köyünde, geçici karakol olarak kullanılan ilkokul binasına saldıran PKK militanları, iki eri ağır yaraladılar.

Önceki gece saat 19.00 sıralarında, 30 kişi kadar olduğu belirtilen bir grup militan, dağlık kesimden güvenlik kuvvetlerinin bulunduğu binaya, roketatar ve otomatik silâhlarla saldırıda bulundu. Çıkan silâhlı çatışmada Çavuş Cihat Bulut ile er İrfan Aytaç ağır yaralandı. Yaralanan askerler, helikopterle Siirt Devlet Hastanesi'ne kaldırıldılar. 15 dakika süren çatışmadan sonra teröristler, karanlıktan yararlanarak kaçtılar.

Bu arada saldırıyı düzenleyenlerin "Botan" kod adlı, Botan bölge sorumlusu Nizamettin Taş ile "Ebubekir" kod adlı Halil Aytaç'ın grubu olduğu anlaşıldı.

Bir teröristin cesedi bulundu

Öte yandan güvenlik kuvvetlerince gözaltına alınanların sorgusu sonucu elde edilen bilgiler doğrultusunda, Midyat ilçesi, Dargeçit bucağı, Kısmetli köyünün 1 kilometre doğusundaki kör bir kuyuda, büyük bölümü çürümüş vaziyette bir ceset bulundu. Taşların altında, kemik yığınları halinde bulunan cesedin, "Kütük Diyar" kod adlı Bahri Sıyahkoç'a ait olduğu tesbit edildi. Sıyahkoç'un grubuyla birlikte, kendi köyü civarından geçerken, ayrılarak annesi ve babasına gitmek istediği ve bunun üzerine grubtaki arkadaşları tarafından, anlaşmazlık sonucu öldürüldüğü belirlendi.

Silâh ve mermi bulundu

Diğer taraftan Mardin'in merkeze bağlı Höyük köyü Buğdaş mezrasında 9 adet Kalashnikov marka, uzun namlulu silâh ile 14 adet şarjör ve bol miktarda mermi ele geçirildi. Olayla ilgili olarak 3 kişi gözaltına alındı.

Kaynak'ın iddiası

Bu arada, eski MİT mensubu Mahir Kaynak, PKK'ya karşı mücadeleyi değerlendirirken, "Türk-Yunan savaşı ile Güneydoğu'daki ayaklanmanın aynı zamana rastlayacağını" öne sürdü. Kaynak, UBA'ya şu iddialarda bulundu:

"Ayaklanma, Batı'nın içine gelmeyen bir iktidar döneminde gerçekleşecek. PKK ile Türkiye toprakları üzerinde değil, içine sızarak, karargâhında mücadele edilmesi gerekir. PKK'yı değil, kitleyi karşıya almak tehlikelidir."

ca üs olarak kullandığı öne sürüldü.

Kozluk'ta 14 kişi tutuklandı

Bu arada, Siirt'in Kozluk ilçesinde, PKK'ya yardım ve yataklık yaptıkları belirlenen 14 kişi mahkemeye tutuklandı. PKK'dan kaçarak güvenlik güçlerine teslim olan Recep Tiril ve yaralı olarak ele geçen Halit Çelik'in itirafları sonucunda gerçekleştirilen operasyonlarda gözaltına alınan toplam 252 kişiden 86'sının tutuklandığı, 163'ünün serbest bırakıldığı, 39'unun ise halen sorgulandığı bildirildi.

Öte yandan, Diyarbakır DGM'de yasa dışı PKK örgütüyle ilgili 9 sanıklı Derik grubu davasına devam edildi. İtirafçı sanık İsmail Poyraz, PKK'nun İzmir sorumlusu olan ağabeyi Şehmuz Poyraz'ın dayaklarına ve işkencelerine dayanamayarak örgüte girdiğini iddia etti.

İdam cezası talebiyle yargılanan Poyraz, örgüte girenlerin and içmek zorunda olduklarını, büyük eylemlerden önce militanların eyalet komitesi toplantılarına katıldıklarını da belirterek, grupların buluşmalarıyla ilgili olarak şunları söyledi:

"Gruplar arasındaki buluşmalar kuryeler vasıtasıyla sağlanır. Bir grup diğer grupla buluşacağı yere geldiğinde, önceden iki kişi öncü olarak gönderilir. Tehlike yoksa, bülbül, keklik veya tilki taklidi yapılarak parola gönderilip buluşma sağlanır."

İsmail Poyraz, SHP Mardin milletvekili Ahmet Türk ve ailesinin malikâne olarak kullandıkları Mardin'in Kızıltepe ilçesi yakınlarındaki "Kasrı Kanco"nun da örgüt militanları tarafından haberleşme amacıyla kullanıldığını söyledi.

Tercüman 9.2.89

PKK'lı itirafçı, yeni açıklamalarda bulundu

"Kasrı Kanco PKK'nın üssü"

İtirafçı İsmail Poyraz, örgüt militanlarının Mardin'deki Türk ailesine ait malikâneyi haberleşme merkezi olarak kullandıklarını söyledi

Şırnak'ta 2 erimizi yaralayan bölücülere ait 2 sığınak bulundu. Kozluk'ta PKK'ya yataklık yapan 14 kişi tutuklandı

• Haberi 8'inci sayfada •



İsmail Poyraz

• Hüsamettin KARANFIL •

ŞİRT/DİYARBAKIR, (Tercüman)- Önceki gün, Şırnak ilçesi Toptepe köyü karakoluna uzaktan roket atarak saldırıda bulunan ve iki erimizin yaralanmasına sebep olan terörist grubuna ait iki sığınak bulundu.

Yetkililer, sığınaklarda yiyecek, giyecek, tüp, radyo, teyp, battaniye, mermi ve çok sayıda doküman ele geçirildiğini bildirdiler. Bölgede iki sığınak daha olduğunun belirlendiği, aramaların devam ettiği de ifade edildi. Bu arada SHP Mardin milletvekili Ahmet Türk'ün ailesinin malikâne olarak kullandıkları "Kasrı Kanco"nun da örgüt militanların-

Şırnak'ta 2 erimizi yaralayan bölücülere ait 2 sığınak bulundu. Kozluk'ta PKK'ya yataklık yapan 14 kişi mahkemeye tutuklandı.

İtirafçı İsmail Poyraz, örgüt militanlarının Mardin'deki Türk ailesine ait malikâneyi haberleşme merkezi olarak kullandıklarını söyledi

Tercüman 10.2.89

PKK'ya yardım eden 5 SHP'li daha tutuklandı

• Nedim ARSLAN •

BATMAN, (Tercüman)-İtiraflı PKK'lı teröristlerin ifadeleri üzerine yapılan operasyonlar sonucu Siirt'in Batman ilçesinde gözaltına alınan SHP'lilerden Mehmet Özek, Ramazan Şart, Ahmet Arın, M.Şerif Turan ve M.Şakir Ekinli tutuklandı.

Öte yandan PKK'ya yardım ve yataklık yaptıkları iddiasıyla 6 kişinin gözaltında bulunduğu bildirildi.

Peşmerge kampında bugüne kadar 91 kişi öldü

İskandinav ülkelerinin parlamenterleri Kızıltepe kampında incelemelerde bulundu

MARDİN, (ÜBA)- İskandinav ülkelerinden gelen konuk parlamenterler heyeti, Mardin, Kızıltepe mülteci kampında incelemelerde bulundu.

Konuk parlamenterler, kampta ilk olarak, kamp sorumlusu ve Vali Yardımcısı Ahmet Nevruz'dan çeşitli konularda bilgi aldılar. Nevruz, Kuzey Irak'tan gelen mültecilerin barındığı kampta halen 15 bin 139 kişi bulunduğunu, nüfus yo-

ğunluğu yüzünden tuvalet ve banyoların yetersiz kaldığını söyledi. 125 ayrı köyden oluşan topluluğu 10 kişilik bir heyetin yönettiğini kaydeden Nevruz, kampta 130 inzibat eri bulunduğunu,

bütün problemlerin ihtiyar heyetince çözümlendiğini ifade etti. Nevruz, bugüne kadar kampta 91 kişinin öldüğünü de bildirdi.

Konuk parlamenterler daha sonra tek tek çadırla-

ri doluşarak mültecilerle konuştular. Bu arada, bir kadın mülteci, heyetten yaşayabilmeleri için, kendilerine bulgur, makarna, mercimek, nohut ve fasulye yardımı yapmalarını istedi.

Kamptan ayrılmadan önce çocuk korosunun Kürtçe konserini izleyen parlamenterler, gruplar halinde diğer mülteci kamplarında da incelemelerde buluncaklarını söylediler.

Hürriyet 11.2.89



SORUŞTURMA Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın karıştığı Yeşilyurt'ta geçen olayla ilgili soruşturmanın sonuçları henüz açıklanamadı...

Dişki olayı kahramanı

Cizre'nin Yeşilyurt Köyünde, insanlara dişki yedirdiği iddia edilen Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'la ilgili soruşturmayı tamamlayan müfettişler, Ankara'ya döndü.

"DİŞKI yedirme" olayını soruşturmak üzere ilçeye gelen 2 müfettiş, dün herhangi bir açıklama yapmaksızın Cizre'den ayrıldı. Müfettişlerin soruşturmayı tamamlayıp tamamlamadığı, merak konusu.

Hükümet Konağı'nda kendilerine ayrılan odada, sadece Kaymakam'la iletişim kurarak çalışmalarını yürüten İçişleri Bakanlığı müfettişleri, kaldıkları süre içinde, toplam 40 köylüyle olaya adı karışan 6 askerin ifadesini aldılar. Dün ilçeden ayrılan iki müfettişin, Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın ifadesini alıp almadıkları belirlenemedi.

Tercüman 11.2.89

PKK, militanlarını Türkiye'de eğitiyor

• Şenaz KAPLAN •
• Ömer BÜYÜKTİMUR •

DİYARBAKIR, (Tercüman)- Güneydoğu bölgesinde yıllardan beri acımasızca kan döken yasa dışı PKK örgütü, yer altında yaptığı sığınakları askerî eğitim için kullanıyor. Mardin bölgesinde 16 sığınak tesbit edildi.

Sınırdan alınan sıkı tedbirlerden sonra yurt dışıyla bağlantı kurmaları güçleşen PKK, militanlarını artık Türkiye'de eğitmeye başladı. Abdullah Öcalan'ın liderliğinde toplanan örgüt yönetimince, yeni militanların eğitilmesi için kırık alanlarda 30-40 kişilik "yeraltı hücre evleri"nin yapılması kararlaştırıldı. Son günlerde yakalanan veya teslim olan örgüt militanlarının itirafları sonucu Sümer, Dargeçit Gercüş, Midyat ve Cizre dolaylarında 16 sığınak bulundu. Buralarda yapılan aramalarda örgüte ait dokümanlar yatak ve yiyecek maddeleri ele geçirildi.

Yasa dışı PKK örgütünün Mardin yöresini de çeşitli bölgelere ayırdığı belirlendi. Buna göre: Midyat, Dargeçit ve Gercüş 1. bölge; Nusaybin, Ömerli, Şibibi, Kumdere 2. bölge; Sümer, Kismetli, Baskil, Zahoran, Tanyeri, Efeler Yokuşlu, Nemrin'den 3. bölge; Kilisedüzü ve Ragok 4. bölge

Militanlar ve bölgeleri

PKK örgütünün çeşitli gruplarında yer alan militanlar da ele geçirilen PKK'luların itiraflarıyla ortaya çıktı.

1. Grup: Eyalet sorumlusu "Sabri" kod adlı Abdullah Avcı, Midyat bölge sorumlusu "Yaşar" kod adlı Emir Karataş, "Yusuf" kod adlı Nafiz Yılmaz "Bermeden" kod adlı Salt Babat, Hakkı, Halli, "Zinar" kod adlı Alaattin Kanat, "Halat" kod adlı Hatice Kaser, Ferhat.

2. Grup: Grubun sorumlusu ve askerî eğitim yöneticisi "Kamuran" kod adlı Faruk Aslan, "Bedran" kod adlı Abdülbahrî Altuğ, "Hogir" kod adlı İzzettin Önen, Resul, Hayri, Sinan, Rızgar, Mahsun, Veysi, Metin Delli, "Ağit" kod adlı Faysal Kut.

3. Grup: Grup sorumlusu "Zeki" kod adlı M. Vohaç Kılıç (Suriye uyruklu, askerî eğitim sorumlusu), "Kemal" kod adlı Tahir Av, "Sinan" kod adlı militan, "Kıvrıkcık Hasan" kod adlı M. Selim Sancak, Salt, "Cemal" kod adlı Kamuran Dünder, Menar (Suriye uyruklu), Sallı Serdar, Yasin, "Haşim" kod adlı M. Mahsun Tepe, "Orhan" kod adlı Selahattin Ayana, (Diyarbakır Askerî Cezaevi'nden çıktuktan sonra tekrar örgüte giren militan).

4. Grup: Grup sorumlusu "Salman" kod adlı Mehmet Bektaş, Vasfi, Lokman, "Delli" kod adlı Alaattin Dal, Hoca, Yusuf, Selahattin, Rızgar, Zinar, K. Yaşar, Metin, Ağit ve Zana.

Tercüman 13.2.89

Avrupa Parlamentosu

"Türkiye, Kürtler'e iltica hakkı versin"

BRÜKSEL- Avrupa Parlamentosu Genel Kurulu'na, Başil ve güncel konular çerçevesinde görüşülmek üzere sunulan bir karar tasarısında, Türk hükümetinin, Irak'tan kaçan 50 bin kişiye geçici mülteci statüsü tanınması istendi.

İspanyol sosyalist Arbeloa Muru tarafından hazırlanan tasarıda, iltica hakkının insanî sebeplerle tanınması gerektiği belirtildikten sonra, Ankara'nın milletlerarası kuruluşların yardımlarını kabul etmesi de talep edildi.

Tasarı, AT Komisyonu'nun, Iraklı mülteciler için hükümet organı olmayan kuruluşlar aracılığıyla Türkiye'ye yeterli yardımda bulunmasını da öngörüyor.

Tasarıda siyasi sığınma hakkı isteyen mültecilerin bir kısmının Irak'a geri gönderildikleri ve Irak hükümetinin af vaat ettiği bu kişilerin bazılarının hapse atıldığı veya idam edildiği iddiası da yer alıyor.

Tasarı, parlamento bürosunca uygun görüldüğü takdirde gündeme alınacak ve perşembe sabahı görüşülecek.

Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan, Bakanlık müfettişlerine Mardin'de ifade verdi

"Dışkı yedirmedim; söyledim"

MARDİN, (hha)

GİZRE'nin Yeşilyurt Köyü'ndeki yurttaşlara insan dışkı yedirdiği iddia edilen Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın, mülkiye müfettişlerine: "Ben böyle bir şey yapmadım. Sadece bu ne pislik, bunları size yedirmek lazım dedim" şeklinde ifade verdiği öğrenildi.

Yeşilyurt Köylüleri ile olaya adı karışan güvenlik görevlilerini sorgulayan bakanlık müfettişleri, iddialara adı karışan Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın ifadesini Mardin'de aldılar. Yaklaşık

yarım saat ifade veren Binbaşı Çağlayan'ın iddialarını reddettiği ve ifadesinde şunları söylediği öğrenildi:

"Ben böyle bir şey yapmadım. Yapmam mümkün değil. Tamamen bir komplo ile karşı karşıyayım. Yeşilyurt Köyü'ne operasyon düzenlenmişti. Köyün içi pislikti. Muhtar Abdurrahman Müstak'a, 'Bu ne pislik? buradaki pisliği size yedirmek lazım. Temizliğe biraz özen gösterin' diye çıktım. Köylüler bunu bana karşı komplo olarak kullandılar"

Müfettişlerce hazırlanan soruşturma dosyasının önümüzdeki hafta halen İtalya'da bulunan İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli'ye sunulacağı bildirildi.

VALİNİN GÖRÜŞÜ

Bu arada, bel fitişından rahatsız olan ve bugün tedavi amacıyla İzmir'deki 9 Eylül Üniversitesi'ne gidecek olan Mardin Valisi Aykut Oğan, "Dışkı" olayı ile ilgili gazetecilerle sohbeti sırasında, "Bana olayları yanlış aksettiriyor. Sonuçta basın kaybediyor. Her şeyin doğrularını yazmak lazım" dedi.

The Times: "Teroristler çöplüğe gömülüyor"

MİHRİŞAH SAFA
LONDRA, (Hurriyet)

İNGİLTERE'de yayınlanan The Times Gazetesinde, son dört yıldır öldürülen Kürt teroristlerinin Sırt yakınlarındaki bir çöplüğe gömüldükleri öne sürüldü. Çöplükte tonlarca toprak yığınının bulunması nedeniyle, çöp arabalarının buraya erişemediği iddiasına da yer verildi.

KASAPLAR VADİSİ

The Times muhabirlerinin, tercüman aracılığıyla konuştukları Kürtler, son bir avda en az 87 Kürtün cesedi-

dinin, bu çöplüğe gızlıca gömüldüklerini söylediler. Habere göre, "Kasaplar Vadisi" diye bilinen bölge, Kürt teroristlerin en aktif oldukları yerlerden biri ve PKK militanlarıyla adeta kaynayan bir kazan.

Gazetenin görüştüğü, Sosyal Demokrat Halkçı Parti Sırt İl Başkanı Atilla Durak, olayın, çöplüğe giren bir köpeğin insan vücuduna ait parçaları ortaklık dolması üzerine ortaya çıktığını belirterek, "Güvenlik güçleriyle çatışma sırasında ölen Kürtler, buraya gömülüyor" dedi. Köylülerin, çöplüğe gömülenlerle ilgili olarak işkence tehdidinden dolayı, korkudan şikayete bulunamadıklarını ifade eden Durak, "Gözaltına alınan bir kişi falakaya yatırılıp feci şekilde dövüldü ve hastanelik oldu. Şikayetçi olmasını istedik. Jandarma bir daha gelip şikayetini geri alana kadar dövüldü" diye konuştu.

Haberde, Sırt Belediye Başkanı Atilla Koç'un, işkence iddialarının araştırılmasını isteyerek, olayla ilgili yorumda bulunmadığı da belirtildi.

Hürriyet 13.2.89

Tercüman 14.2.89

ABD Kongresi uzmanlarının merakı

Türk heyetine "Kürt" sorusu

Washington'da bulunan 10 kişilik parlamento grubundan ANAP'lı Dilek, Alman asıllı Eisenhower'ın Almanlar'a karşı savaştığını hatırlattı

• Yılmaz POLAT •

WASHINGTON, (Tercüman)- Washington'da bulunan 10 kişilik Türk parlamento heyetine temasları sırasında en ilgi çekici soru, Temsilciler Meclisi Avrupa ve Ortadoğu Alt Komitesi Başkanı Lee Hamilton'ın yardımcısından geldi. Milletvekili Hamilton'ın komitedeki işlerini yürüten

ve daha önce Kıbrıs ve Türkiye'yi de ziyaret eden Van Duessen, Türk parlamenterlere Kürtler konusunda sorular yöneltti. Türk parlamenterler Türkiye'de etnik grupların bulunduğunu, ancak hepsinin Türk vatandaşlığı olduğunu anlatırken, Güneydoğu'ya yapılan yatırımlardan sonra bölgenin kalkınması tamamlanınca olayların da biteceğini sandıklarını söylediler. Bu arada ANAP Diyarbakır milletvekili Nurettin Dilek, Hamilton'ın yardımcısına Alman asıllı, ancak Amerikan vatandaşı olan Eisenhower'ın İkinci Dünya Savaşı'nda Almanlar'a karşı savaştığını hatırlattı. Alman asıllı olan General Eisenhower Amerika'da doğmuş ve İkinci Dünya Savaşı'nda müttefik komutanı olarak Almanlar'a karşı savaşmıştı. Eisenhower, 1953-61 yılları arasında da ABD Başkanlığı yaptı. Nurettin Dilek'in kendisini örnek göstermesinden sonra, Hamilton'ın yardımcısı sorusunu düzelterek, Türkiye'deki Kürtler'in Irak, İran ve Suriye'deki gibi olmadığını söylemek istediğini belirtti. Türk parlamento heyetinde ANAP'tan Ayca Çakuroğulları, Nurettin Dilek, Metin Gürdere, Mehmet Sağdıç, İslay Saygın, SHP'den Erol Ağaçlı, Fuat Atalay, İstemihan Talay, DYP'den İrfan Demiralp, Murat Sökmenoğlu bulunuyor.

Milliyet 15.2.89



"Özal gerçek demokrat" ANAP'ın Diyarbakır belediye başkan adayı eski PKK sanığı Felat Cemiloğlu, Başbakan Turgut Özal'ın demokrasî anlayışına hayran...

Diyarbakır ANAP'tan aday Eski PKK sanığı Özal'ın gözdesi

● 12 Eylül öncesinde PKK yanlısı olduğu gerekçesiyle tutuklanan, hapsede ağır işkence gördüğünü, hatta kendisine zorla dışkı yedirildiğini, o dönemde öne süren Felat Cemiloğlu, Özal'ın demokrasi anlayışına övgüler yağdırdı

Ertuğrul PİRİNÇÇİOĞLU • DİYARBAKIR (MİL-HA)

BAŞBAKAN Turgut Özal'ın Diyarbakır'da tercihli belediye başkan adayı, 12 Eylül sonrasının PKK sanığı Felat Cemiloğlu, "PKK davasında beraat ettim. Artık o günleri hatırlamak istemiyorum. Tüm amacım, memleketime hizmet vermek" dedi.

PKK'ya 2 milyon lira para yardımı yaptığı, örgütü desteklediği iddiasıyla 12 Eylül sonrasında tutuklanıp yargılanan, bu dönemde ağır işkenceye tabi tutulduğunu, kendisine dışkı bile yedirildiğini öne süren Felat Cemiloğlu, artık bu iddialarını tekrarlamıyor. Diyarbakır Ticaret ve Sanayi Odası Başkanlığı görevini de yürüten ANAP adayı Cemiloğlu'nun muhasebecisi Bedii Tan da 12 Eylül sonrasında onunla birlikte tutuklanmış, cezaevinde ölmüştü. Cemiloğlu o dönemlerde, muhasebecisinin öldürüldüğü iddiasını da ortaya atıyordu.

Özal'ın kontenjan adayı Cemiloğlu, Milliyet'e öncekim sonrası duygularını anlatırken Başbakan Özal'ın demokrasi anlayışının her türlü övgünün üstünde olduğunu söyleyerek şöyle konuştu:

• "ANAP DAHA DEMOKRATİK AĞIRLIKLİ"

"Diyarbakır Belediye Başkanı'nın hükümete dayanmadan kuvvafak olacağına inanmıyordum. Bu nedenle Ankara'ya gittim. Üç bin aday Özal'la görüşmek istiyordum. Onların arasında ben bunu becerdim. Bir gece yarısı konuta çağırıldım. Kentin sorunlarını anlattım. Özal'ın tercihli olmak, bir iftihar vesilesidir. SHP'den bana adaylık teklifi bile gelmedi. SHP parti bünyesinde demokrasiyi yaşatamadı. ANAP benim cezaevinde geçen süremi dahi problem yapmadı. Özal'ın demokratik kişiliği daha önde. ANAP daha demokratik ağırlıklı."

Eski günleri anmak istemediğini de kaydeden Cemiloğlu, sözlerini şöyle sürdürdü:

"Cezaevine girmek suçlu olmak değildir. PKK davasında beraat ettim. Başbakan konuyu tüm ayrıntılarıyla biliyor. Tüm varlıklı aileler batıya kaçarken ben burada tarıma dönük yatırımlar yaptım. Diğerleri gibi batıya kaçmadım. Bu yörenin, kendi insanın katkısıyla kalkınacağına inanarak göreve talip oldum. Ben hayatımı bu yöreye, bu yörenin insanına adanmışım."

BREMEN HEYETİ'NİN TÜRKİYE GEZİSİ RAPORUNDAN:

Sistemli işkence var

Heyetin on sayfalık metninde, "Resmi makamların yaptıkları açıklamaların tersine Türkiye bugün insan haklarını gerçekleştirilmekten çok uzaktır" dendi.

İLKER MAGA

ADANA — SPD ve Yeşiller milletvekilleri ve bilirkişilerden oluşan Bremen Heyeti'nin, Türkiye gezisi üzerine hazırladıkları raporda, cezaevlerinde keyfi olarak işkence yapıldığı belirtildi. Heyet, Bremen halkını Türkiye'deki Iraklı Kürt sığınmacılara yardıma çağırırken, Kürtlere ilişkin de "Kürt sözü 1937'den beri Türkiye'de tabu durumundadır" denildi. Raporun sonuç bölümündeyse, Türkiye'deki demokratikleşme sürecinin güvenilir bir şekilde gelişeceğinden kuşku duyulduğu vurgulandı.

Bremen Parlamentosu'nun görevlendirdiği üç parlamenter, bir doktor, üç öğretim görevlisi, bir hukuk uzmanından oluşan heyet, ocak ayı içinde Türkiye'ye gelmiş, İHD temsilcileri, bakanlık yetkilileri, milletvekilleri, bilim adamları ile görüşmüş ve Güneydoğu'ya dört günlük inceleme gezisi düzenlemişti.

Bremen heyetinin "Türkiye gezisi üzerine kısa bir rapor" başlıklı on sayfalık metinde "resmi makamların yaptıkları açıklamaların tersine Türkiye bugün insan

haklarını gerçekleştirilmekten çok uzaktır. Bu durum özellikle siyasi tutuklular ve Kürtlerin çoğunlukta bulunduğu bölgelerdeki Kürt halkı için geçerlidir" denildi.

Raporun "demokratikleşme" başlığındaki ilk bölümde, bir milletvekilinin parlamentoyu, yurtdışındaki kamuoyuna karşı pratikte yalnız kısıtlı karar ve yürütme işlevi olan göstermelik bir kuruluş olarak tanımladığı vurgulanırken, demokratikleşme sürecine ilişkin olarak da şu değerlendirilmeye yer verildi:

"Resmi makamlar, demokratikleşme sürecinin son dönemde ilerlediğini vurguluyor. Buna karşın 83'te yürürlüğe giren parlamentar yaşamın demokratik unsurları, askeri yöneticiler ve onların anayasal organları tarafından denetlenen bir iktidar çerçevesi içinde ele alınmalıdır. Her yayıncı yayınlarına el konulması ve sorumlulara karşı dava açılması korkusuyla yaşamaktadır. Özellikle Kürt sorunu eskiden olduğu gibi, şimdi de ağır cezaları içerebilen bir tabu durumundadır."

Raporun "işkence" başlığı altındaki bölümünde, çoğu kez yıl-

larca süren tutukluluk süresince, cezaevlerinde keyfi dayak atıldığı, işkence yapıldığı belirtilerek şöyle denildi:

"Türkiye'de işkence normaldir. Bu korkunç sözü birçok yerde duyduk. İşkence, Türkiye'de kanunen yasak olmasına rağmen, soruşturmalar sırasında, kişileri konuşturmak için süreklî ve sistemli bir şekilde uygulanmaktadır. Türkiye, geçen yıl Avrupa işkence anlaşmasını imzalamıştır. Türkiye, 1989'dan itibaren anlaşmanın öne sürdüğü sorumlulukların uygulanırılığını denetleyecek kuruluşlara kapılarını açmak zorundadır."

Heyet raporunda Kürtlere ilişkin olarak, "Kürt" sözcüğünün 1937'den beri Türkiye'de tabu olduğu, Doğu illerinde milyonlarca Kürt yaşamasına karşın Kürtçe yasağının sürdüğü, 82 Anayasası'nın bugüne kadarki anayasalar içinde Kürt konusundaki en sert olduğu, savunmasını Kürtçe yapmak isteyen Diyarbakır eski Belediye Başkanı Mehdi Zana hakkında ek bir dava açıldığı belirtildi ve "Kürt şehir ve köylerinde, fiziksel ve ruhsal açıdan ezici bir yoğunlukta polis ve jandarmayla karşılaştık. Şu sıralarda 500 bin civarında asker, bölgede toplanmış bulunmaktadır. Bu durum PKK'nın saf dışı edilmesinin çok üzerinde bir anlam taşımaktadır" denildi.

'Yaz aylarında bulaşıcı hastalığa dayanamayız'

Peşmergenin korkusu

EVREN DEĞER

DIYARBAKIR/MARDİN —

Türkiye'ye sığınan 36 bin dolayında peşmerge, Diyarbakır, Mardin-Kızıltepe ve Muş kamplarında barındırılıyor.

İlk olarak resmi verilere göre toplam 15 bin 130 peşmergenin yaşadığı Mardin'in Kızıltepe ilçesindeki peşmerge kampındayız.

Kamp 5 Eylül 1988'de kurulmuş. Ancak aradan geçen 6 aylık süre içerisinde "nüfus patlaması" yaşanarak toplam nüfus 16 bin olmuş. 62 evlilik yaşanmış Kızıltepe kampında. Ama ne çare ki yeni evlilerin en büyük sorunu "zıfaf çadırı" olmuş. Kızıltepe kampındaki peşmergeler, boyutları 3x4 metre ile 4x5 metre arasında değişen çadırlarda barınıyorlar. Isınma sorunu ise çadırların ortasına kurulan sobalarla çözümleniyor. Peşmerge kampındaki Türk yöneticilerle ilişkileri, bundan 5 ay kadar önce yapılan seçimler sonucu oluşturulan 10 kişilik komite gerçekleştiriyor. Peşmergeler kampta birçok sorun olmasına karşın "iyi bir yönetim anlayışı" konusunda görüşbirliği içindeler. Kampın yöneticisi ve Mardin Vali Yardımcısı Ahmet Nevruz, bizlere kampla ilgili bu resmi bilgileri veriyor:

"Kampa ilk etapta 5 bin kişi geldi. Daha sonra bunlara 8 bin kişi ilave oldu. Daha sonraki katılmaları kampımızda toplam 15 bin 130 kişi bulunuyor. Bu haliyle buradaki kamp diğer kamplar arasında nüfus bakımından en büyüğü oluyor. Kampın oluşturulduğu 5 Eylül tarihinden bu yana toplam 91 kişi öldü. Bunların büyük çoğunluğunu çocuklar oluşturuyor. Bunun yanı sıra 600 dolayında doğum oldu. 5 Eylül tarihinden bu yana toplam 62 kişi evlendi."

Mardin yöresinde yılın en soğuk dönemi yıla başından hemen sonra başlamış. Vali Yardımcısı Nevruz, bu soğukların son 45 yılın en soğuk günleri olduğunu da belirterek, "İsı -10 dereceye kadar düştü. Bu durumda kamptakilere ek battaniye ve yorgan dağıttık. Sorunu ancak böyle çözümlenmeye çalıştık" diyor.

Resmi bilgilerden sonra kamptaki yaşamı yerinde gözlemlemek için dolaşmaya başlıyoruz. Dil problemini peşmerge Ali Faroş hallediyor. Kampta belirli bir eğitim programı yok. Çocuklar hiçbir eğitim görmüyorlar. Belirli dönemlerde üniversite



Soğuktan korkmuyoruz — Kışın kendilerini pek etkilemediğini bildiren sığınmacılar yaz mevsiminde 50 dereceye varan sıcaklığın büyük sorun yaratacağını söylüyorlar. (Fotoğraf: Rıza Ezer)

mezunu olan peşmergeler çocuklara bazı konularda yardımcı oluyorlar.

Kamptaki yetişkinlerin yaşamı da oldukça sıkıcı. Yapılacak hiçbir iş yok. Bütün gün boyunca birbirleriyle sohbet ediyorlar.

Kamptakilerin en büyük korkusu ise yaklaşan yaz. Peşmergeler kışın soğukunun kendilerini "pek" etkilemediğini, ancak yazın 50 dereceye varan sıcaklığın büyük sorunlara ve çeşitli bulaşıcı hastalıklara yol açacağı görüşünde birleşiyorlar. Buna Vali Yardımcısı Ahmet Nevruz da katılıyor. Peşmergelerin bunun için buldukları çözüm ise kendi anlatımlarıyla şöyle:

"Bizler Türkiye'yi seviyoruz. Madem buraya alındık, o zaman bizler politik mülteci olarak kabul edilelim ve buraya yerleşelim."

Kampın en büyük sorunları arasında tuvalet ve çöp sorunu da yer alıyor. Kampın içinde dolaşırken çöp bidonlarının tamamen dolu olduğu gözümüze çarpıyor. Tuvalet

sorunu ise bir başka dert. 16 bin kişi için kamptaki tuvalet sayısı 50 dolayında. Peşmergeler elde ibrik, plastik tas, tuvaletler önünde uzun kuyruklar oluşturuyorlar.

Diyarbakır'daki peşmerge kampındaki durum ise Muş ve Kızıltepe'deki kamplara oranla "görece" olarak daha iyi. En azından peşmergelerin barınacakları prefabrik evler var. Diyarbakır peşmerge kampında toplam 12 bin 900 kişi bulunuyor. Barındıkları ev sayısı ise 450. Yani bir evde ortalama 27 kişi yaşıyor.

İki odadan oluşan evlerde barınanların sayısı ailelerin sayısına göre de değişiyor. Bazı evlerde barınanların sayısı 40'ı buluyor.

Evlerdeki ısınma sorunu ise elektrikli sobalarla çözümleniyor. Diyarbakır kampında yaşayanların da bütün günleri birbirlerini ziyaret ve sohbetle geçiyor. Bu kampta da çocuklar için herhangi bir eğitim verilmiyor.

Cumhuriyet 24.2.89

CİZRE OLAYI

İşkenceye yeni soruşturma

DIYARBAKIR/MARDİN (Cumhuriyet) — Mardin Cumhuriyet Savcısı **Hasan Erbil**, Cizre olayı sanıklarına Mardin Emniyet Müdürlüğü'nde işkence yapıldığı yolundaki doktor raporu ve DGM'nin görevsizlik kararı vermesinin ardından görevli polis memurları hakkında soruşturma açmak için dosyaların gelmesini beklediklerini açıkladı.

Mardin'in Cizre ilçesinde iki polis memurunun öldürülmesinin ardından yakalanan ve Mardin Cumhuriyet Savcılığı'nca tutuklanan sanıklardan 10'una Diyarbakır DGM tarafından sevk edildikleri 1 No'lu Cezaevi Doktoru **Turgut Doğançalı** tarafından işkence gördüklerine ilişkin rapor verilmesi dernek ve meslek kuruluşlarının tepkisine yol açtı.

Mardin Cumhuriyet Savcısı **Hasan Erbil**, Diyarbakır DGM'nin işkence raporlarının ardından görevsizlik kararı vererek kendilerine aktardığı dosyaların gelmesini beklediklerini söyledi. Dosyaların gelmesinden sonra olayın sorumluları hakkında işlem yapılacağını bildiren Erbil, "İşkence görüldüğüne ilişkin rapor alındığı söyleniyor ama dosyalar henüz gelmediği için bir şey söyleyemiyorum. Dosyaların gelmesinden sonra duruma göre görevli polis memurları hakkında

dava açılacaktır" diye konuştu.

Diyarbakır Bölge Barosu Genel Sekreteri **Av. Sezgin Tanrıkulu**, soruşturma makamlarının işkenceyi sorgulama yöntemi olarak kullanma alışkanlığından vazgeçemediklerini söyledi. Tanrıkulu, görüşlerini şöyle açıkladı:

"İşkence devam ettiği sürece yapılan yargulamaların adaletli olduğundan söz edilemez. Yasalar uygulayıcıların ellerinde güzelleşir. Türkiye'nin İse Birleşmiş Milletler Sözleşmesi'ni imzalamasına karşın uygulayıcılar bu sözleşmeyi güzellestireceklerine çirkinleştirmektedirler."

Tabipler Odası Başkanı **Dr. A. Selam Yüksel** de işkencenin bir insanlık suçu olduğunu vurguladıktan sonra şunları söyledi:

"Sanıklara yargılama safhasında suçlu gözüyle bakmak doğru değildir. İnsanlara işkence yoluyla birtakım şeylerin kabul ettirmesine karşıyız. Odamızın tüm üyelerinden bu tür olaylarda meslek bilgisi ve vicdani kanaatlerini birleştirip ondan sonra rapor vermelerini beklemekteyiz. Hekimler Odası olarak işkencenin her türlüünü şiddetle kınıyorum."

İnsan Hakları Derneği Diyarbakır Şube

Başkanı **Mehmet Vural** da "Yeşilyurt olayının artık su götürmez bir gerçek olduğu belirlenmiştir. Devletin bu olayın üzerine gitmesi beklenirken aynı olaylarda gözaltına alınan yurttaşlara işkence yaparak suçlu göstermeye çalışması işkencenin bir soruşturma yöntemi olarak kullanıldığının açık kanıtıdır. Protesto ediyoruz" dedi.

Fişek'in açıklaması

Türk Tabipler Birliği Genel Başkanı **Prof. Dr. Nusret Fişek**, Mardin'in Cizre ilçesinde yapılan operasyonlarda gözaltına alınanlardan 10'unda işkence izlerine rastlandığı yolunda rapor veren Diyarbakır 1. Nolu Cezaevi Doktoru **Turgut Doğan Çalı**'yı kutladı.

Prof. Fişek, dün yaptığı açıklamada, şöyle dedi:

"Sayın Doktor **Doğan Çalı**, muayene ettiğiniz işkence görmüş tutuklulara verdiğiniz raporlarla insan onurunu korumada örnek oldunuz ve mesleğimizi yücelten siz ve sizin gibi davranan tüm meslektaşlarımızla iftihar ediyor, hekimlerin kararlı tutumu ile ülkemizin işkence suçundan arınacağına inanıyoruz."

Hürriyet 24.2.89

SHP'den, Kürtçe'ye yeşil ışık

Emin KOÇ
İhsan DÖRTKARDEŞ
DIYARBAKIR, (Hürriyet-hha)

SOSYALDEMOKRAT Halkçı Parti (SHP) Genel Başkanı **Erdal İnönü**, partisinin dün yapılan Diyarbakır Bölge Toplantısı'nda, bazı vatandaşlara "Anadili Kürtçe" diye kuşkuyla bakıldığını belirterek, "Anadilleri Kürtçedir diye korkulacak bir şey yoktur. Anadilini herkes rahatlıkla konuşabilmelidir" dedi. **İnönü**, Cumhurbaşkanlığı seçiminin ardından, ANAP iktidarına son verecek bir genel seçimin gündeme gelebileceğini belirtirken, SHP Genel Sekreteri **Deniz Baykal** da Cumhurbaşkanlığı seçiminin önce ya da sonra genel seçimin yapılabileceğini söyledi.

SHP Genel Başkanı **Erdal İnönü** ve Genel Sekreter **Deniz Baykal**, coşkuyla karşılandıkları Diyarbakır toplantısında partilileri coşturup, onlara yerel seçimlerde kullanacakları mesajları ilettiler.

Cumhuriyet 24.2.89

DGM'de Kürtçe slogan

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — Yasadışı PKK örgütünün Ankara sorumlusu olduğu savıyla 15 yıl ağır hapis cezasına çarptırılan **Mehmet Aslan** adlı sanık, kararın açıklanması üzerine duruşma salonunda Kürtçe olarak, "Yaşasın PKK, yaşasın Apo" diye slogan attı. Ankara DGM'de geniş güvenlik önlemleri altında yapılan duruşmada, davanın diğer 8 sanığı ise beraat etti. Beraat eden sanıklar, DGM binası önünde PKK'yı öven slogan attıkları gerekçesiyle duruşma sonrasında polis tarafından gözaltına alındılar. Siyasi Şube ekiplerince Ankara Emniyet Müdürlüğü'ne götürülen sanıklar hakkında Ankara DGM Savcılığı'nca soruşturma açıldı.

Aynı davada yargılanan sanıklardan **Hasan Hacıoğlu, Mehmet Nuri Özmen, Gürdal Aksoy, Timsal Saçkan, Bercan Batur, Nadire Gültaş, Nuray Arıdurdu** ile **İhsan Pekel** için ise beraat kararı verildi.

İzmir DGM'de sürmekte olan 10'u tutuklu 26 sanıklı davanın ara kararında tutuklu sanıklardan **Mahmut Suncak** ile **Saruhan Avşar**'ın tahliyelerine karar verildi. Tahliye talebinde bulunan diğer tutuklu sanıklar, **Şehmuz Poyraz, Zahir Dinler, Mehmet Ali Orak, Mahsun Özer, Bayram Yüksel, Abdullah Aca, İbrahim Özmen, Fatım Aksoy**'un istemleri reddedildi. Eksik belgelerin tamamlanması için duruşma ileri bir tarihte ertelendi.

Herald Tribune 1.3.89

Who Will Stop Iraq From Torturing Children?

By Jonathan Power

LONDON — Brutal treatment of children has become routine practice in the prisons of Iraq, Amnesty International reported last night. Young people have been tortured, often to force them to reveal information about their relatives. Infants have been ill-treated to compel members of their families to confess to alleged political offenses.

Who can influence Iraq? It fought a nonsensical war with Iran for eight years. Contrary to a solemn international treaty that it had signed voluntarily, it used chemical weapons, first against Iran and then to kill 5,000 residents of Halabja in an attempt to destroy a Kurdish stronghold.

Amnesty says it is asking the United Nations Commission for Human Rights, now meeting in Geneva, to investigate and find a way to protect these children. But this comes a few days after the commission published a spineless report on abuses in Cuba. Will Iraq's Islamic friends veto any action, just as Cuba's Communist friends did? Can they close their eyes to stories like these?

Mirza Rasha was 6 years old when he was imprisoned in 1985. He is currently held in Mosul.

Lami Khan 'Abd al-Baqi Taha was 12 when she was imprisoned in 1985. She is now held in Duhok.

Ladhgin Sabri Hussain was 10 when imprisoned in 1985. He is in Mosul.

Muhammad 'Omar Najm was 11 when sent to jail in 1985. He is held in Tikrit.

Jum'a 'Abd al-Baqi Taha was 11 when imprisoned in 1985. He is in Duhok.

Amnesty has evidence of the torture of whole groups of children. According to the testimony of a former detainee released from Fudailiyya Security headquarters at the end of 1985 and regarded by Amnesty as an honest source, some of the 300

children and youths from Sulaimaniya held in the prison were beaten, whipped, sexually abused and given electric shocks.

Another former political prisoner, also considered very reliable, tells about the fate of his own family brought in front of him and tortured to make him reveal his political affiliation. He said: "My mother, three sisters and three brothers with five children aged between 5 and 13 were arrested and brought in front of me. They were subjected to the *falaga* (beaten on the soles of the feet) and electric shocks." He says he saw a 5-month-old baby screaming after being deliberately deprived of milk to force his parents to confess.

Iraq is not alone in abusing children to intimidate parents. The regime of Alfredo Stroessner, recently overthrown in Paraguay, was a notorious practitioner of this black art. I will never forget two photographs of the 17-year-old son of the Paraguayan doctor, painter and philanthropist, Joel Holden Filartiga, who was well known for the help he gave to the rural poor and his constant opposition to the dictatorship. In one photo is young Joel, a bright, attractive boy. In the other is the picture, taken during his autopsy, of a face distorted by pain. In an effort to intimidate his father, the boy was abducted and tortured to death.

The Soviet Union used to separate children from their parents to bring pressure to bear on families who belonged to religious communities.

In Ethiopia the chief of state, Colonel Mengistu Haile Mariam, in an effort to consolidate his power in the early days of his revolution, un-

leashed in 1977 what he called the "Red Terror." During the peak period, at least 100 young people aged between 12 and 25 were killed. Executions often took place in public, and then the bodies were sold back to the parents for burial. "Paying for the bullet," the revolutionaries called it.

The worst of all the atrocities I have come across was the massacre of 100 children in the Central African Republic by Emperor Bokassa in 1979. Some were murdered by suffocation in the central prison in the capital, Bangui. Some of the survivors claimed that they saw the emperor inside the prison personally directing and participating in the killings. Another survivor described how a group of 20 boys were taken outside Bangui and killed when stones were dumped on top of them.

Wherever these atrocities occur, it is civilization at its lowest level. The Soviet Union and the Central African Republic have now outlawed such behavior, but in other countries it still persists. Iraq is the worst current case but not the only one. Last year there were well substantiated reports of the torture of children in South African prisons, and more recently there have been similar reports coming out of Turkey.

Without Amnesty International there would have been no exposure of Emperor Bokassa, and he probably would not have been toppled. The French had protected their protégé with a wall of silence, but once the press gave front-page coverage to the Amnesty report they felt compelled to send in the paratroopers to depose him. No one protested against their blatant intervention. Iraq is a harder nut to crack, but we should never give up.

International Herald Tribune.

All rights reserved.

Centre Presse 1.3.89

L'IRAK DANS LE COLIMATEUR D'AMNESTY INTERNATIONAL

Des bébés et des enfants torturés sous les yeux de leurs parents...

Des bébés et des enfants de détenus politiques sont torturés en Irak sous les yeux de leurs parents et les autorités irakiennes prélèvent des « taxes d'exécution » auprès des familles pour la restitution des corps, affirme Amnesty International.

Selon des témoignages recueillis par l'organisation humanitaire, des parents de détenus politiques ont subi dans les prisons le supplice de la *falaga* (coups sur la plante des pieds) ainsi que des décharges électriques pour contraindre ces détenus à révéler leur appartenance politique.

Amnesty international cite le cas de mères et de pères placés dans des cellules adjacentes de celles de leurs bébés, qui, privés de nourriture, hurlent et provoquent ainsi les aveux de leurs parents.

Cette organisation affirme que des « violations systématiques à l'encontre de jeunes se produisent en Irak depuis plusieurs années ». Les enfants « subissent des coups de fouet, des sévices sexuels, sont torturés à l'électricité ».

Des jeunes, qui « sont apparentés à des saints présumés au régime » font parfois d'arrestations massives ». Amnesty International indique notamment qu'en septembre et octobre 1985, « quelque 300 enfants et adolescents ont été arrêtés arbitrairement » à Soulemaniye, au nord de Bagdad dans le Kurdistan, parce que leurs parents avaient déserté l'armée pour rejoindre les rangs des Peshmergas, les combattants kurdes. Elle cite les cas d'exécution de 29 enfants et adolescents en janvier 1987, dont le gouvernement a confirmé sept exécutions, ainsi que l'exécution publique de 15 lycéens et étudiants en mars et avril 1986.

Les « tortionnaires arrachent les yeux de leurs victimes, leur coupent le nez, les oreilles, les seins, le pénis et les membres », affirme encore l'organisation humanitaire qui ajoute que « certaines de ces méthodes ont été utilisées aussi sur des enfants ».

Selon le témoignage d'un détenu libéré en septembre, des « prisonnières ont été pendues par les pieds pendant leur menstruation, des objets ont été

insérés dans le vagin de jeunes femmes leur déchirant l'hymen ».

Lorsque les corps des personnes exécutées à la prison d'Abu Ghraib, près de Bagdad, ont été rendus aux familles, en janvier 1988, celles-ci ont dû payer 300 dinars (8.300 F) pour chaque corps et cette exigence « devenue habituelle » est désormais qualifiée par les familles de « taxe d'exécution ». Elle est prélevée pour « couvrir les frais de l'Etat, notamment pour ce qui est des balles, cercueils et transport ».

Amnesty International indique qu'on lui signale « fréquemment la disparition de détenus » dont elle craint que dans bien des cas ils aient été exécutés. Beaucoup de ces victimes ont moins de 18 ans alors que la loi irakienne prévoit que la peine capitale n'est pas applicable aux mineurs.

Pour faire cesser ses violations, Amnesty précise qu'elle a demandé aux autorités irakiennes la création d'un organisme « impartial chargé d'enquêter chaque fois que des arrestations arbitraires, + disparitions + ou tortures sont signalées » et que le gouvernement veille à ce que les fonctionnaires et les forces de sécurité soient informés de la législation sur les droits de l'homme et « reçoivent la formation nécessaire pour leur respect ».

L'Humanité 1.3.89

ENFANTS TORTURÉS EN IRAK

Amnesty International a révélé hier mardi que des centaines d'enfants d'opposants ou de prisonniers politiques avaient été enlevés, emprisonnés et torturés ces dernières années en Irak, de manière à faire pression sur leurs parents. L'organisation cite le cas de bébés placés dans une cellule adjacente de celle de leurs parents et qu'on laisse sans nourriture pour que le père ou la mère, ne supportant pas les hurlements de leurs enfants, passent aux aveux. « Des enfants subissent des coups de

fouet, des sévices sexuels, sont torturés à l'électricité », affirme le rapport qui parle aussi d'« arrestations massives d'enfants », notamment dans la région de Soulemanieh, au Kurdistan. Certains ont été exécutés : le rapport cite le cas de 15 lycéens exécutés publiquement en mars et avril 1986 et de 29 autres exécutions d'enfants en janvier 1987. Les familles doivent, de plus, payer une « taxe d'exécution » pour récupérer les corps des suppliciés. Amnesty International demande aux Nations unies de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à ces pratiques et pour protéger la vie des enfants et des prisonniers politiques en Irak.

Charente Libre 1.3.89

Irak: Amnesty dénonce les tortures d'enfants

Des bébés et des enfants de détenus politiques sont torturés en Irak sous les yeux de leurs parents et les autorités irakiennes prélèvent des « taxes d'exécution » auprès des familles pour la restitution des corps, affirme Amnesty International.

Amnesty international cite le cas de mères et de pères placés dans des cellules adjacentes de celles de leurs bébés, qui, privés de nourriture, hurlent et provoquent ainsi les aveux de leurs parents.

Cette organisation affirme que des « violations systématiques à l'encontre de jeunes se produisent en Irak depuis plusieurs années ». Les enfants « subissent des coups de fouet, des sévices sexuels, sont torturés à l'électricité ».

Des jeunes, qui « sont apparentés à des opposants présumés au régime » font parfois l'objet d'« arrestations massives ». Amnesty International indique notamment qu'en septembre et octobre 1985, « quelque

300 enfants et adolescents ont été arrêtés arbitrairement » à Soulemanieh, au nord de Bagdad dans le Kurdistan, parce que leurs parents avaient déserté l'armée pour rejoindre les rangs des Peshmergas, les combattants kurdes. Elle cite les cas d'exécution de 29 enfants et adolescents en janvier 1987, dont le gouvernement a confirmé sept exécutions, ainsi que l'exécution publique de 15 lycéens et étudiants en mars et avril 1986.

Lorsque les corps des personnes exécutées à la prison d'Abu Ghraib, près de Bagdad, ont été rendus aux familles, en janvier 1988, celles-ci ont dû payer 300

dinars (8.300 F) pour chaque corps et cette exigence « devenue habituelle » est désormais qualifiée par les familles de « taxe d'exécution ». Elle est prélevée pour « couvrir les frais de l'Etat, notamment pour ce qui est des balles, cercueils et transport ».

Nord Eclair 1.3.89

Des enfants de détenus politiques torturés devant leurs parents

DES bébés et des enfants de détenus politiques sont torturés en Irak sous les yeux de leurs parents et les autorités irakiennes prélèvent des « taxes d'exécution » auprès des familles pour la restitution des corps, affirme Amnesty International.

Selon des témoignages recueillis par l'organisation humanitaire, des parents de détenus politiques ont subi dans les prisons le supplice de la falanga (coups sur la plante des pieds) ainsi que des décharges électriques pour contraindre ces détenus à révéler leur appartenance politique.

Amnesty international cite le cas de mères et de pères placés dans des cellules adjacentes de celles de leurs bébés, qui, privés de nourriture, hurlent et provoquent ainsi les aveux de leurs parents.

Des « violations systématiques à l'encontre de jeunes se produisent en Irak depuis plusieurs années ». Les enfants « subissent des coups de fouet, des sévices sexuels, sont torturés à l'électricité ».

« Taxe d'exécution »

Des jeunes, qui « sont apparentés à des opposants présumés au

régime » font parfois l'objet d'« arrestations massives ». En septembre et octobre 1985, notamment, « quelque 300 enfants et adolescents ont été arrêtés arbitrairement » à Soulemanieh, au nord de Bagdad dans le Kurdistan, parce que leurs parents avaient déserté l'armée pour rejoindre les rangs des Peshmergas, les combattants kurdes. Amnesty international cite les cas d'exécution de 29 enfants et adolescents, en janvier 1987, dont le gouvernement a confirmé sept exécutions, ainsi que l'exécution publique de 15 lycéens et étudiants en mars et avril 1986.

Les « tortionnaires arrachent les yeux de leurs victimes, leur coupent le nez, les oreilles, les seins, le pénis et les membres », affirme encore l'organisation humanitaire qui ajoute que « certaines de ces méthodes ont été utilisées aussi sur des enfants ».

Lorsque les corps des personnes exécutées à la prison d'Abu Ghraib, près de Bagdad, ont été rendus aux familles, en janvier 1988, celles-ci ont dû payer 300 dinars pour chaque corps et cette exigence « devenue habituelle » est désormais qualifiée par les familles de « taxe d'exécution ». Elle est prélevée pour « couvrir les frais de l'Etat, notamment pour ce qui est des balles, cercueils et transport ».

Des enfants torturés

Amnesty International apporte un témoignage accablant sur la violation des droits de l'homme par le régime de Bagdad

Des bébés et des enfants de détenus politiques sont torturés en Irak sous les yeux de leurs parents et les autorités irakiennes prélèvent des « taxes d'exécution » auprès des familles pour la restitution des corps, affirme Amnesty International.

Selon les témoignages recueillis par l'organisation humanitaire, des parents de détenus politiques ont subi dans les prisons le supplice de la falaqa (coups sur la plante des pieds) ainsi que des décharges électriques pour contraindre ces détenus à révéler leur appartenance politique.

Yeux arrachés

Amnesty International cite le cas de mères et de pères placés dans des cellules adjacentes de celles de leurs bébés, qui, privés de nourriture, hurlent et provoquent ainsi les aveux de leurs parents.

Cette organisation affirme que des « violations systématiques à l'encontre de jeunes se produisent en Irak depuis plusieurs années ». Les enfants « subissent des coups de fouet,

des sévices sexuels, sont torturés à l'électricité ».

Des jeunes « apparentés à des opposants présumés au régime » font parfois l'objet d'« arrestations massives ». Amnesty International indique notamment qu'en septembre et octobre 1985, « quelque 300 enfants et adolescents ont été arrêtés arbitrairement », à Soulemaniey, au nord de Bagdad dans le Kurdistan, parce que leurs parents avaient déserté l'armée pour rejoindre les rangs des Peshmergas, les combattants kurdes. Elle cite les cas d'exécution de vingt-neuf enfants et adolescents en janvier 1987, dont le gouvernement a confirmé sept exécutions, ainsi que l'exécution publique de quinze lycéens et étudiants en mars et avril 1986.

Disparition

Les « tortionnaires arrachent les yeux de leurs victimes, leur coupent le nez, les oreilles, les seins, le pénis et les membres », et « certaines de ces méthodes ont été utilisées aussi sur des enfants ».

Lorsque les corps des personnes exécutées à la prison d'Abu Ghraib, près de Bagdad, ont été rendus aux familles, en janvier 1988, celles-ci ont dû payer 300 dinars (8 300 francs) pour chaque corps et cette exigence « devenue habituelle » est désormais qualifiée par les familles de « taxe d'exécution ». Elle est prélevée pour « couvrir les frais de l'Etat, notamment pour ce qui est des balles, cercueils et transport ».

Amnesty International indique qu'on lui signale « fréquemment la disparition des détenus » dont elle craint que dans bien des cas ils aient été exécutés. Beaucoup de ces victimes ont moins de 18 ans alors que la loi irakienne prévoit que la peine capitale n'est pas applicable aux mineurs.

Pour faire cesser ses violations, Amnesty précise qu'elle a demandé aux autorités irakiennes la création d'un organisme « impartial chargé d'enquêter chaque fois que des arrestations arbitraires, « disparitions », ou tortures sont signalées ».

Le Parisien 2.3.89

L'IRAK TORTURE LES ENFANTS DES OPPOSANTS POLITIQUES

Un rapport insoutenable d'Amnesty internationale

Selon l'organisation humanitaire, les forces de sécurité irakiennes utiliseraient trente formes de sévices. Or Bagdad a réussi jusqu'à présent à toute condamnation de l'O.N.U.

POUR faire avouer des détenus politiques, les Irakiens n'hésitent pas à torturer sous leurs yeux leurs enfants ou leurs parents âgés. C'est ce que vient de révéler l'organisation humanitaire Amnesty International, qui affirme que « des violations systématiques à l'encontre de jeunes se produisent en Irak depuis plusieurs années ».

Amnesty cite des exemples insoutenables. C'est ainsi que des grands-parents

ont subi le supplice de la « falaqa » (coups sur la plante des pieds) ainsi que des décharges électriques pour faire avouer à leurs fils leur appartenance politique. Autre exemple, des pères et des mères ont été placés dans des cellules contiguës à celles de leurs nouveaux-nés enfermés et privés de nourriture. Les hurlements de faim des bébés provoquent les aveux des parents.

Les jeunes enfants, loin d'être épar-

gnés, constituent donc l'une des cibles privilégiées du régime de Saddam Hussein. S'ils sont « apparentés à des opposants présumés du régime », ils font l'objet d'arrestations massives. Amnesty International cite les cas d'exécution de vingt-neuf enfants en janvier 1987 et l'exécution publique de quinze lycéens et étudiants en mars et avril 1986. « Les tortionnaires arrachent les yeux de leurs victimes, leur coupent le nez, les oreilles,

les seins, le pénis et les membres », affirme l'organisation humanitaire. L'Irak userait contre des garçonnets et des fillettes de « trente formes de tortures, depuis l'électricité jusqu'aux sévices sexuels ».

8 300 F pour récupérer le corps

Autre marque de sadisme, lorsque les cadavres des enfants kurdes exécutés à la prison d'Abu Ghraib, près de Bagdad, ont été rendus aux familles, en janvier 1988, celles-ci ont dû payer 8 300 F pour chaque corps. Une « taxe d'exécution », prélevée pour « couvrir les frais de l'Etat, notamment pour « les cercueils, le transport et les... balles » !

Pourtant, ce rapport n'a pas empêché l'Irak d'échapper à une condamnation de l'O.N.U. Il a été retiré de l'ordre du jour des débats de la commission des droits de l'homme à Genève grâce à un vote créant un « groupe spécial de travail »... ce qui revient à étouffer l'affaire.



L'Irak torture et tue des milliers d'enfants d'opposants politiques, pendant que l'imagerie officielle montre un garçonnnet au pied du monument dédié, à Bagdad, aux 150 000 morts de la guerre du Golfe.

Alsace 3.3.89

Merhaba - Bonjour!

A travers le Kurdistan sauvage

En intitulant ce récit de voyage «A travers le Kurdistan sauvage», je voulais, bien sûr, faire un clin d'oeil à l'oeuvre de Karl May. Mais quiconque a eu la chance de goûter la sauvagerie indescriptible des paysages immenses de l'Anatolie orientale, trouvera ce titre, somme toute, réaliste.



L'aube se lève sur les ruines de nécropole de Nemrut Dag érigée un siècle av. J. C.

Ces sites titanesques n'ont plus rien de commun avec nos régions d'Europe centrale. Entre des gorges qui paraissent sans fond, par des routes cahoteuses entourées de torrents rugissants, les cols conduisent du niveau de la mer à 2.000 mètres d'altitude, vers des haut-plateaux demeurés où paissent des troupeaux innombrables.

Mon intention n'est pas d'attirer une armée de touristes en Anatolie orientale. Comme le souligne l'organisateur du voyage, il faut être sportif et peu douillet pour s'aventurer ici. Et il vaut mieux voyager en groupe organisé qu'en franc-tireur, à cause de la longueur des trajets, de l'isolement et de la chaleur accablante. 46 degrés, fin mai, à 16 heures à Diyarbakir !

Si vous tenez absolument à y aller quand même, il vaut mieux maîtriser la langue ou être dûment accompagné. En groupe organisé, du moins la première fois, le gîte est «généralement» assuré pour la nuit, de même que le repas et l'eau !

Abandonnez l'idée du camping: les loups et les ours sont encore chez eux, en Anatolie orientale. Les soldats des nombreux camps militaires de cette région, ne font, par exemple, que des tours de garde d'une demi-heure, car il serait mortel pour l'un d'entre eux de s'endormir. Néanmoins, chaque année apporte son lot de bidasses devores par les bêtes.

Les troupeaux de moutons sont gardés par de véritables molosses, dont on a coupé les oreilles et la queue afin qu'ils n'offrent aucune prise aux loups avec lesquels ils se battent...

Les bergers ne sont pas à court d'histoires sur le sujet. Pour eux, un mouton mordu dans la nuque par un loup a été désigné par Allah pour un sacrifice. Le mouton suivra le loup docilement. Ils racontent aussi que le loup peut mordre un mouton, puis l'enfourcher comme une monture pour le conduire là où il le dévorera.

L'appel à la prière

L'appel du muezzin à la prière suit le voyageur où qu'il aille. Nevsehir compte quatorze mosquées. Dès l'aube, le premier appel tombe du minaret le plus proche et paraît déclencher une vague d'échos. En fait, tous les muezzins ne s'adressent pas aux croyants rigoureusement à la même seconde. La scène se répète cinq fois par jour: juste avant le lever du soleil, à midi lorsque l'ombre est la plus courte, dans l'après-midi lorsque l'ombre a doublé, le soir juste après le coucher du soleil, puis une heure et demi plus tard.

Dans tous les pays de l'Islam, l'appel à la prière -l'Ezan- est le même:

- Allah est le plus grand;
- Il n'y a point d'autre Dieu que lui;
- Mahomet est son prophète;
- Venez prier.

Le pays du thé

Le thé est une autre constante de la vie en Turquie. La production nationale, qui provient des côtes brumeuses et bien arrosées de la mer Noire, suffit à couvrir les besoins du pays. Partout, même dans les stations-service, l'accueil ne va pas sans un thé noir bien fort, servi dans un verre à liseré d'or. Pour boire à la turque, il faut siroter son thé en coinçant un morceau de sucre entre les dents...

Avec la noix de coco et l'ananas, le café est l'une des rares plantes à ne pouvoir être cultivée en Turquie. Le «célèbre» café turc est un produit de luxe réservé aux riches et aux touristes. Les «maisons de café», où les hommes passent des heures à palabrer, sont en fait des «maisons de thé».



Marché au bétail à Siverek.

L'aveugle du col de Zigana

Dans le dernier virage du dangereux col de Zigana se tient un aveugle. Tous les voyageurs lui donnent un billet en passant, car, selon la tradition, cette obole les protégera des chutes dans les ravins.

Ce geste est significatif, ici. Les Turcs sont très proches d'Allah - jusqu'à la superstition. Chaque bus, chaque poids-lourd est décoré d'un oeil de Fatima ou de l'inscription «Mashallah» pour conjurer le mauvais sort.

Il faudrait en dire encore bien plus sur ce pays, mais la place nous manque pour évoquer la vue merveilleuse du biblique Mont Ararat; la place de la femme du Moyen-Age à nos jours; Dogubayazit, la ville des contrebandiers à la frontière iranienne, où règne le couvre-feu; les statues de pierre qui marquent les routes des troupeaux dans les déserts; Diyarbakir, la ville des melons et... du guano, au bord du Tigre; le tremblement de terre à Corum, la tempête de sable à Kars, l'orage infernal de Kayseri et celui, nocturne, d'Ankara...

Une suite ininterrompue d'événements colossaux !

Güle - güle Mashallah !

TEXTE ET PHOTOS: GERDA CONZETTI

systématiques et à grande échelle" commis en Irak. Cette décision "semble irrécyclable avec un engagement authentique pour mettre fin à la violation des droits de l'homme en Irak"; a estimé l'organisation humanitaire.

Outre le problème kurde, la résolution faisait état d'"exécutions extra-judiciaires massives, de disparitions forcées ou involontaires et de détentions arbitraires." Elle suggérait la désignation d'un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans le pays.

YC/ee/hd

APR 082239 MAR 89

UN AN APRES HALABJA :

Actualité Juive Hebdo 8.3.89

LES KURDES : UN PEUPLE MENACE

Lorsque se réunit à Paris, début janvier, la Conférence sur les armes chimiques, on "oublia" quelque peu de rappeler que son origine était directement liée au bombardement de la ville kurde de Halabja par les forces irakiennes qui fit au moins 5 000 morts dont nombre de femmes et d'enfants. La communauté kurde qui, faute d'Etat ne fut pas présente à la Conférence de Paris a proposé que le 16 mars, jour anniversaire de ce bombardement, devienne journée internationale contre les armes chimiques. En attendant qu'elle soit entendue au niveau international, nous avons voulu marquer cet anniversaire.

Agri, réfugié kurde que nous avons rencontré dans une grande ville d'Europe, est convaincu que la Ligue arabe avait menacé de boycotter cette conférence si les Kurdes étaient présents. Les victimes seraient-elles donc devenues si dangereuses ?

CLAUDE MEYER

Nation de 25 millions d'habitants vivant au coeur du Moyen-Orient, les Kurdes n'ont pas d'Etat. Ils ont été les témoins de la naissance et de la chute des Empires les plus puissants du monde, assyrien, perse, grec, romain, arabe, mongol et turc. Leur territoire est aujourd'hui divisé entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie.

Rendez-vous manqué avec l'histoire

Ayant leur propre langue, leur culture, un seul document international allait reconnaître, théoriquement, leur droit à l'autonomie, le Traité de Sévres signé en 1920 entre les alliés et le gouvernement turc. Malheureusement pour la nation kurde, il allait rester lettre morte en raison de la victoire de Mustapha Kemal. Le traité de Lausanne, signé en 1924, rétablissait la Turquie dans sa dignité mais occultait totalement le fait kurde. Les Kurdes avaient, en quelque sorte, manqué leur rendez-vous avec l'histoire.

Peuple sans Etat, les Kurdes ont le "tort" de vivre dans une zone géographique considérée

comme stratégiquement essentielle tant par l'ouest que par l'est. De plus leur territoire est riche, notamment en pétrole et en divers métaux, chrome, fer, cuivre, or. Quel Etat serait prêt à une amputation dans ces conditions-là ?

Peuple sans Etat, certes, mais cela saurait-il justifier une non-invitation à la Conférence de Paris ? Comme nous le dit, non sans une certaine amertume, Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris "même parmi les peuples sans Etats, certains sont plus égaux que d'autres". Sa constatation est lapidaire "Nous sommes les parias du monde". Des intérêts économiques et stratégiques semblent ligüés pour générer une conspiration du silence. La Turquie fait partie de l'OTAN, la Syrie et l'Irak, alliés des pays de l'est sont très bien vus de pays tels que la France.

Test de sincérité

Non représenté officiellement certes, mais l'affaire est plus grave encore si l'on peut dire. "Aucun Etat n'est prêt à présenter le dossier kurde", nous dit notre interlocuteur. La question kurde pourrait constituer un test de sincérité pour les hommes politiques en matière de droits de l'homme. Mais il y a des contrats en cours de signature. Quand ce n'est pas avec l'Irak, c'est avec la

Turquie, alors... "La France qui fête le bicentenaire de la révolution et a à sa tête un humaniste n'a pas dit un mot après le bombardement de Halabja. Elle n'a rien fait de concret. Elle n'a donné aucun visa pour les blessés" se souvient Kendal Nezan. S'il se réjouit qu'après l'appel au meurtre de Khomeiny contre Salman Rushdie, M. Laurent Fabius l'ait traité d'assassin, il regrette tout de même que le même terme n'ait pas été employé à l'époque contre Saddam Hussein.

Cynique parfois la communauté internationale. Il y a quelques mois, la sous-commission des droits de l'homme des Nations Unies estimait que la question kurde n'était pas urgente. "Quand il n'en restera que quelques-uns, on les mettra dans des réserves", conclut le président de l'Institut kurde.

Arabisation forcée

Le bilan pays par pays est dramatiquement négatif. En Turquie, en Syrie et en Irak, il parle de génocide culturel, volonté délibérée de destruction des monuments, de l'histoire ou encore de la langue kurde.

En Irak, la survie physique est en jeu. Une politique d'extermination par étapes de l'entité kurde est mise en place. Les villages kurdes ont été systématiquement rayés de la carte. Une classe so-

ciale a disparu. On offre des primes aux Arabes qui épouseraient des femmes kurdes. Des enfants kurdes sont placés dans des familles arabes. Le 28 février, Amnesty International révélait, horreur dans l'horreur, que des familles kurdes avaient dû payer une "taxe d'exécution" pour "rentrer en possession" des corps de huit enfants assassinés après avoir été enlevés. On a assisté à une politique d'arabisation systématique de la région de Kirkouk. Le patrimoine historique est touché. Des églises chaldéennes sont détruites.

Pour Kendal Nezan, le Kurdistan est le dernier bastion à ne pas accepter la dictature de Saddam Hussein. "Tout le monde est courageusement silencieux" sur ce qui s'y passe. Et d'ailleurs, l'accès est interdit aux journalistes.

Peut-on encore être optimiste quand on est Kurde et président de son Institut à Paris? "C'est difficile", admet-il. Mais on ne peut pas rayer de la carte du monde une population de cette importance. Les Kurdes finiront bien par être dotés d'un Etat. "A l'échelle de l'histoire, c'est possible", nous dit-il. Les Tchèques ou les Polonais ont bien été privés d'Etat pendant quatre siècles. Les Kurdes ont eu des principautés indépendantes jusqu'au milieu du 19ème siècle.

L'Institut kurde de Paris a pour objectif de préserver la culture kurde. Il ne bénéficie que de subventions extrêmement modestes. Il publie néanmoins un bulletin, revue de presse internationale diffusée dans 70 pays. Il dispose d'un centre de documentation et d'archives sonores. Revues et films vidéo en kurde y sont produits. Ils parviennent assez vite en territoire kurde.

La population kurde en France s'élève à 60 000 membres dont 1/3 en région parisienne. Travailleurs du bâtiment, de la métallurgie, de la restauration, il faut y ajouter environ 2 000 réfugiés. C.M.

.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR

FRAD708 4 G 0192 FRA /AFP-PZ23

Divers-kurdes lead

Interpellation à Paris d'un militant kurde soupçonné d'un meurtre en RFA

PARIS, 13 mars (AFP) - Un militant kurde, Cassim Kilic, membre présumé du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan; en lutte armée contre Ankara), soupçonné du meurtre d'un ressortissant turc en RFA, a été interpellé vendredi soir à Paris, apprend-on lundi de source autorisée.

Ce militant, âgé de 28 ans, a-t-on précisé, fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Justice ouest-allemande. Après deux jours de garde à vue dans les locaux de la Brigade criminelle, il a été placé lundi soir par le Parquet de Paris sous écrou extraditionnel en attendant de comparaître devant la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris.

Kilic a été interpellé par la "crim", grâce à des renseignements fournis par la section anti-terroriste des renseignements généraux de la préfecture de Police de Paris, qui ont aussi participé à cette interpellation. Les RG filaient depuis quelques jours Cassim Kilic, recherché en RFA, mais également soupçonné d'un meurtre en France. Ces soupçons ne se seraient pas confirmés, a-t-on conclu de même source.

RB-CB-PMG/sa

AFP 131816 MAR 89

FRFR

FRAD708 4 G 0192 FRA /AFP-PZ23

Divers-kurdes lead

Interpellation à Paris d'un militant kurde soupçonné d'un meurtre en RFA

PARIS, 13 mars (AFP) - Un militant kurde, Cassim Kilic, membre présumé du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan; en lutte armée contre Ankara), soupçonné du meurtre d'un ressortissant turc en RFA, a été interpellé vendredi soir à Paris, apprend-on lundi de source autorisée.

Ce militant, âgé de 28 ans, a-t-on précisé, fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Justice ouest-allemande. Après deux jours de garde à vue dans les locaux de la Brigade criminelle, il a été placé lundi soir par le Parquet de Paris sous écrou extraditionnel en attendant de comparaître devant la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris.

Kilic a été interpellé par la "crim", grâce à des renseignements fournis par la section anti-terroriste des renseignements généraux de la préfecture de Police de Paris, qui ont aussi participé à cette interpellation. Les RG filaient depuis quelques jours Cassim Kilic, recherché en RFA, mais également soupçonné d'un meurtre en France. Ces soupçons ne se seraient pas confirmés, a-t-on conclu de même source.

RB-CB-PMG/sa

AFP 131816 MAR 89

SLGL

FRA0315 4 I 0184 RFA /AFP-VE61

RFA-France-Kurdes

La RFA va réclamer l'extradition d'un Kurde arrêté à Paris

KARLSRUHE (RFA), 14 mars (AFP) - La RFA va demander à la France de lui livrer un militant kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), soupçonné de meurtre et interpellé vendredi à Paris, a-t-on appris mardi auprès du Parquet fédéral à Karlsruhe (sud-ouest de la RFA).

Le juge d'instruction auprès de la Cour suprême avait lancé le 28 février dernier un mandat d'arrêt contre ce militant de nationalité turque de 28 ans Cassim Kilic, qu'il soupçonne d'avoir participé à l'assassinat d'un ressortissant turc, Ramazan Adiguzel, à Hanovre (nord) en mai 1987. Adiguzel appartenait à une organisation concurrente du PKK, le KOMKAR.

La Justice ouest-allemande reproche également à Cassim Kilic son appartenance à un groupe terroriste à l'intérieur du PKK.

Cassim Kilic a été interpellé grâce à des renseignements fournis par la police anti-terroriste française, qui le filait depuis plusieurs jours. Des soupçons concernant sa participation à un autre meurtre en France ne se sont pas confirmés.

TJ/Jm/dz

AFP 141437 MAR 89

Le Croix 14.3.89

JEAN TOULAT

UN PEUPLE ASSASSINÉ

Trente-deux ans de prison : c'est la peine que purge actuellement, en Turquie, Medhi Zana, maire de Diyarbakir. Son délit ? En 1980, dans l'exercice de ses fonctions, il a parlé en kurde, car la majorité de ses administrés ne comprend que cette langue. Cela lui a valu, comme à trop d'autres compatriotes, la prison et la torture.

Le monde entier compatit, à juste titre, au malheur du peuple arménien. N'oublie-t-il pas la tragédie des Kurdes ? Fort de vingt millions de membres, ce peuple, fier d'une vieille culture qui remonte à l'empire des Mèdes, n'a jamais pu obtenir la reconnaissance de son identité. Après la Première Guerre mondiale, le traité de Sévres, en 1920, prévoyait la création d'un État : le Kurdistan. Mais Mustafa Kemal fit échouer le projet.

Ce traité fut remplacé, en 1923, par celui de Lausanne qui divisa le Kurdistan et le répartit entre quatre États : la Turquie (environ 10 millions de Kurdes), l'Iran (5 millions), l'Irak (4 millions) et la Syrie (1 million).

Dès lors, ce peuple n'a cessé d'être l'objet de répressions,

notamment en Turquie et en Irak.

La Turquie reste marquée par le nationalisme virulent de Mustafa Kemal, qui ne reconnaissait pas les minorités. Elle a éliminé les Arméniens en 1915, et, si elle n'a pas massacré les Kurdes - trop nombreux - elle nie leur identité. Ils n'ont ni écoles ni journaux. Il leur est interdit d'écrire en kurde ou de parler cette langue dans les lieux publics. Une sorte de génocide culturel.

Le gouvernement d'Ankara, certes, en septembre dernier, a ouvert ses frontières à des milliers de réfugiés kurdes qui fuyaient l'Irak. Il l'a fait sous la pression extérieure. Mais, à la demande de l'Irak, il a évacué les blessés vers des hôpitaux militaires et empêché tout observateur étranger de les visiter. Car le régime de Saddam Hussein avait employé des gaz contre les Kurdes, comme l'ont démontré les services américains.

Ce drame n'est qu'un épisode d'une entreprise permanente, qui vise à éliminer les Kurdes. Ainsi, dans les années 70, Bagdad a déporté ceux des régions riches en pétrole vers le désert du Sud pour implanter des Arabes à leur place.

Dans les autres provinces, il a commencé à détruire leurs villages. L'aviation larguait des bombes au phosphore ou au napalm pour faire fuir la population ; puis, l'armée de terre venait dynamiter les maisons, bétonner les sources d'eau, détruire les vergers au lance-flammes.

La guerre avec l'Iran a fourni au gouvernement irakien l'occasion d'intensifier son œuvre destructrice. Son armée a ruiné la plupart des villages kurdes encore debout, environ 4000 sur 5000 (1).

Plus grave encore : pendant les deux dernières années de la guerre, Saddam Hussein a utilisé des gaz toxiques contre sa propre population kurde. Malgré les efforts pour le cacher, il n'a pas pu empêcher les télévisions étrangères, à la faveur d'une avancée iranienne sur son territoire, de montrer les victimes du bombardement chimique d'Halabja, qui aurait tué 5000 personnes, les 16 et 17 mars 1988 : femmes gisant dans les rues, serrant dans leurs bras leur bébé mort, monceaux de cadavres à la peau noircie, familles entières terrassées dans leur fuite. C'est encore plus tragique qu'en Roumanie !

Malheureusement, la communauté internationale n'a pas réagi. Et l'Irak a continué. Et il continuerait. Selon *l'International Herald Tribune* du 19 janvier 1989, il serait même en train de produire - outre les armes chimiques - des armes biologiques, capables de répandre la typhoïde, le choléra et l'anthrax. Deux jours auparavant, le 17 janvier, la chaîne ABC News avait même insinué que des résistants kurdes auraient contracté la typhoïde par un agent biologique.

Les crimes des ayatollahs iraniens sont largement connus de l'opinion publique. Pourquoi ceux de la dictature irakienne sont-ils en partie ignorés ? Il y a d'abord la peur, compréhensible, de la révolution islamique et de l'incroyable fanatisme du « guide suprême » iranien. En outre, aucun pays n'entend sacrifier les intérêts économiques, politiques ou stratégiques que représente l'Irak. La France, en particulier, est devenue son principal fournisseur d'armes. Récemment encore, notre ministre de la défense annonçait un projet d'implanter en Irak une usine qui fabriquerait sur place des Mirage 2000. Le ministre n'oublie-t-il pas à quoi peu-



vent servir ces avions? Alain Peyrefitte l'avait rappelé dans un éditorial du *Figaro* (12 septembre 1988), intitulé « Génocide » : « La France peut-elle rester inerte quand un régime qu'elle a soutenu à bout de bras gaze sa population par des raids de Mirage qu'elle lui a fournis? »

Déjà, en juin 1974, un ami de notre pays, « Kurde de naissance et de sang, mais Français de cœur et d'adoption », l'émir Bedir-Khan, avait écrit au nouveau prési-

dent de la République, Valéry Giscard d'Estaing : « Mon peuple fait l'objet d'une entreprise de génocide délibérée de la part des autorités de Bagdad. (...) Avec tristesse et stupeur, nous apprenons que la France s'appête à leur vendre une grande quantité d'armes perfectionnées. (...) Pour l'amour de Dieu, que l'on cesse d'armer les agresseurs de mon peuple! »

L'émir Bedir-Khan est mort. Mais, au-delà de la tombe, il continue à nous interpeller.

(1) Selon l'institut kurde de Paris, 106, rue Lafayette (10^e).

Journal du Centre 14.3.89

Règlement de comptes à l'intérieur du P.K.K.

Paris. — Un membre du P.K.K. (Parti des travailleurs du Kurdistan) a été interpellé par la brigade criminelle, dans le cadre d'enquêtes sur les meurtres de deux Kurdes. Les victimes appartenaient à une fraction dissidente.

L'individu a été interpellé dans la région parisienne. Il est soupçonné d'être à l'origine des exécutions de deux Kurdes, dont celle d'une jeune femme, Guzide Kadah, dont le cadavre avait été découvert le 31 décembre dernier dans un bois proche de Coubron (Seine-Saint-Denis). La victime, qui a été étranglée et ligotée, avait quitté depuis peu le P.K.K. pour rejoindre une tendance rivale.

Principal mouvement autonome kurde, le P.K.K. est actuellement victime d'une scission. Une nouvelle tendance, à laquelle appartenaient les victimes, souhaite s'en prendre violemment aux intérêts turcs à partir des pays européens dans lesquels la communauté kurde est installée.

L'Evenement du Jeudi 23.3.89

Turquie : silence, on tue

Six journalistes turcs viennent d'être condamnés à six ans de prison chacun par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour « propagande séparatiste ». En fait, les six hommes avaient dénoncé l'utilisation par l'Irak, en septembre dernier, d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens.

Libération 17.3.89

Turquie : condamnation

Six journalistes turcs ont été condamnés jeudi à six ans de prison chacun par la Cour de la sûreté d'Etat d'Ankara, « pour propagande séparatiste », a rapporté l'agence turque Anatolie. Ils avaient été arrêtés et placés en garde-à-vue en septembre dernier, au cours d'une manifestation pour dénoncer l'utilisation des armes chimiques au nord de l'Irak contre les Kurdes.

למאבק הא-גלגל

מאת שאול צדקא

אזאני, אכזי של מסעוד, נתנה מן העודה הישראלית שכללה אף סר פול רטואי ב"הרסה". האם הייתם מעוניינים בעודה ישראלית? אני שואל, ונענה "הסק את המסקנת בעצמך": כלומר, כן.

רצה העם שעושה סראם חסיין כבודים אינו עניין שמתבייש בו כבגוד, למרות ההכחשות העקשניות כי בכך השימוש בגז. רק בסוף השנה שעברה האשים שר המידע העיראקי את ארה"ב בריגול ויש ראל ב"קשר להכניס את ריחו של עיראק אלם באותה נשימה הסיק"אז נרדחו אותם עד גיהנום ונשתמש בכל כוח שיזיה ודרש להשמדם". הגרל עלי חסן מג'יד,

העיראקים. סיום מלחמת המפרץ מחוק את רבייהם. שיקמה של כל כלת עיראק נתן את האות לגל גרול של נאים מן המערב, בהם מנהליחברות רבים.

הצרפתים, הגרמנים והבריטים עומדים היום כנור ארוך לפני לשכתו של סראם חסיין. מוסקוה ממשיכה לפסק נשק למספר כבגראי. גם פאריס תודמת את חלקה אף מנסה לשקם את עצמתה הגרעינית של המדינה. לונרן הד ליטה השכרע לכפול את האשראי תינתן לבגוד. ואשינגטון אינה רוצה לקלקל את יחסיה עמה. סילי "סטינג" ששלחה לעזרת המוג'אדידין כאפגניסטן היא לא תשלח

ריכר כמה פוליטיקאים, כמה מאנשי התנועה לפירוק הנשק, כיסוף אחד ומוכחה ללחמה כי מית. למחרת, צעדו 1000 כורדים מהיירפארק אל שכנת נייסבר דיג', בה שוכנת שגרירות עיראק. אל בית השגרירות לא הורשו לגשת. קולות אלה לא הגיעו כמוכן אל אוזניו של השגריר, המכחיש עד היום את השימוש שעשה חייליו בגז.

כבודיסטאן העיראקית נמשכת המלחמה הנצחית כמעט בין הכר חות הסודיים לבין לוחמי הפאשי מארגה.

הפעילים הכורדים ששותתו עמם בלונרן מרכיזים את פעילותו

לונרן כסקט, כמעט כהיחבא, צוין בש' בוע שעבר יום השנה לטבח הכימי שעשו העיראקים כתושבי העיירה הכורדית חלאבצ'ה. חברי פרלמנט לא הגישו הצעות לסדר היום, ראשי ממשלות לא צידשו את חתימותם לעצמות, ארגונים רתיים לא אמרו תפילות אוכרה ואישי ציבור לא חקיעו את רבהקצבים סראם ח' סיי אל עמר הקלה. גם ממשלת ישראל שכחה את התאריך.

כמו ב"עירדה הכימית" כפאריס, כתחילת השנה, גם במועד זה הבי ליח מספר הבעת של כגוד להייד לץ מן המבוכות הפוליטיות, להוד צים הדיפלומטים והבידוד המריר ניהמטוסים העיראקים עטו על

כבודיסטאן העיראקית נמשכת המלחמה בין הכוחות הסודיים לבין המורדים. יום השנה לטבח הכימי שעשה צבא עיראק בעיירה הכורדית חלאבצ'ה, עבר כמעט ללא ציון

חלאבצ'ה, ואי-על-פי שהעיד בתי חום ארצם, ריססו את התושבים בגז מרעיל, בגז עצבים ובגז חרדל. הם הותירו כשטח 5000 הרונים ו-10,000 פצועים והבריחו אל מעבר לגבול האיראני 50,000 פליטים. מה שהיה פעם מרכז כפרי מש' גשג, נהפך לעיר רפאים.

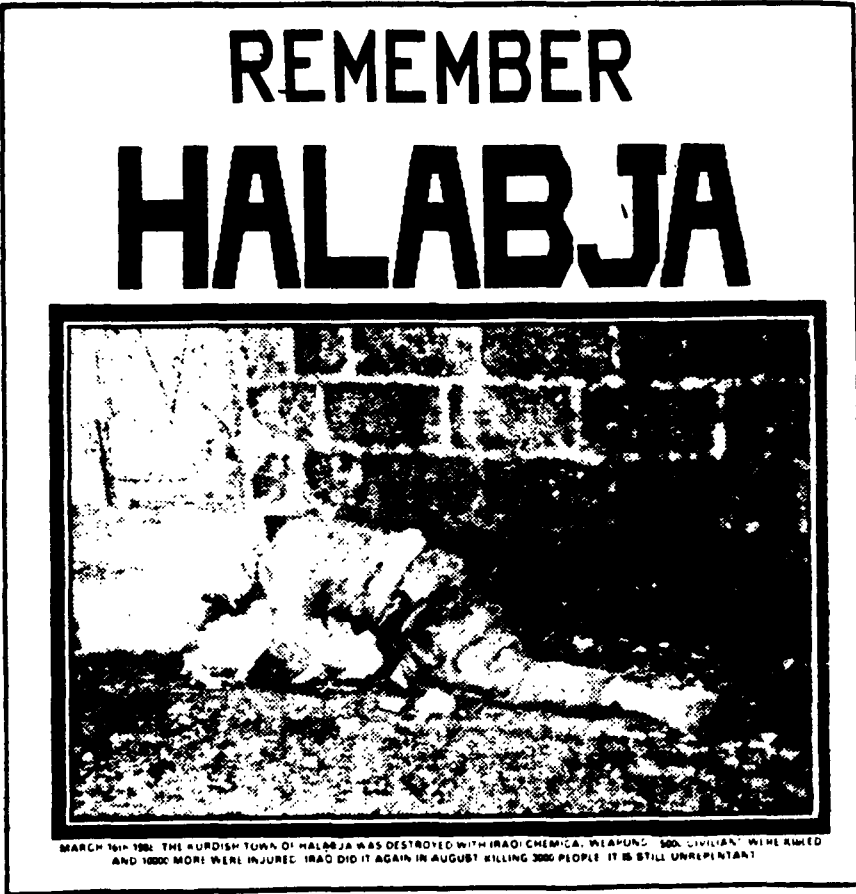
למחרת פשיטת הריסוס, תיעוד צלמים את מראות האיסים. כתמו"נות נראו אותן שניות שהזמן קפא לכמות כחלאבצ'ה אב מוסוכ על בנו בגופה ילדה שוכבת ליד חתולה עיניו המזוגגות של תינוק שפסק לבכות; ואטוסים ששכבו אחד על גב רעהו. אפילו כהמות הבית נלכדו כמנוחם. התושבים חשבו כי כבעבר, יפיל עליהם הטייסים העיראקים פצצות רגילות בלבד. הם לא העלו על דעתם שהגז המרעיל ישיגם בחובות העיירה.

"אנשים נספים בגז העולם ממ' היך לשתות. יש סיבות לכך: שפע הנפס של עיראק, כוחה הצבאי והר צון שלא להפריע למשא הממון כינה לבין איראן על הפסקת הליחומה. אולם שתיקה היא אגני נות."

לפני חמישים שנה, שתק העולם כאשר היטלר יצא למערכה שהבי אה לחיסולם של יהודי אירופה. היום לא נוכל להחריש עוד לנוכח רצחיהם נוסף - רבני סטנוד קליינרזן פל, יודי ועדת החוץ של הסנאט האמריקאי.

כאירופה ובארה"ב היו ככל ואת כמה עצרות לזכר חילי הגז. בגר מניה המערבית חיים כ-120,000 כורדים. היתה שם עצרת הודות. בלונרן התכנסו 120 איש באחד מתורדי הוועדות של הפרלמנט, כ-16 כמרט כערב, הוא יום הטבח.

Haaretz, Tel-Aviv . Mars 89



MARCH 16th 1988 THE KURDISH TOWN OF HALABJA WAS DESTROYED WITH IRAQI CHEMICAL WEAPONS. 5000 CIVILIANS WERE KILLED AND 10000 MORE WERE INJURED. IRAQI DID IT AGAIN IN AUGUST KILLING 3000 PEOPLE. IT IS STILL UNREPENTANT.

כרזה לזכר הטבח בחלאבצ'ה, 16 במארס 1988

מפקד כורדיסטאן העיראקית ודר רנו של סראם, פירסו עוד ב-1982 תקנות שעליהן יש לחסל כל מי שיארה ככפריים אשר שנו מיחשבי הם מטעמים ביחוניים. כל מי שייבצא כאזורים האסורים ייעצר, ייחקר ואלה שגילם בין 15 ל-70 יוצאו להודג לאור שהמידע יחל מפייהם... מנשר סעיף 5.

ביום שני השכרע, הודישו שני ארגונים בריטיים פרטים מעודכנים על מאסר 300 ילדים בעיר המחוז סולמאצ'יה, לפני יותר משנתיים. עד היום אין יודעים דבר על גורלם של רוב הילדים, שהוחזקו כבני-עיובה עד להסגרתם של סוכרימספתה כבוקשים. אולם בתחילת 1987 נבסודו 29 גופות נקבות כורדים לידי הודיהם. לגופות הצמח חשכון וכחות הביטחון תבעו תשלום על רוצאנם. היל'.

לכחות הפאשמארגה. הכורדים אינם עומדים כראש שיקולו של המערב בימים אלה.

למרות האידוניה, המדינות היי חידות התומכות כיום ככורדים שכבשן עיראק, פעלו כעבר נגדה איראן, המתירה להם את מעבר הגז כול, וסוריה המסייעת כמעט נשק לכחותיו של סלבאני. (מנהיג כורדי זה סירב לפני חצי שנה להתראיין אצלי, מטעם זה בלבד.)

הסיוע של טהראן והמשק, אי-על פי שהוא רחוק ממילוי הצרכים, מאפשר למורדים אורגניזימה. אך גם בלעדיו היה המאבק נמשך. אייבו של אייבי הוא יודי, כחייד אישי-שיחי כמרידות. לו ולעמיתיו אין אשליות. הם יודעים כי כנסר נות פוליטיות אחרות, עלולה הקערה להתהפך. מכל כקום, עברו הימים שפולא. מוטטטה אל-פח

של ארגונדג חדש, שהוקם לפני פחות משנתיים לתאם בין שש הקי כוצות הלוחמות, שלא הצטיינו עד אז בשיתוף-פעולה. הם כוראים לארגונם 'חזית כורדיסטאן העיראקית'. הם השכיחו אותי שלא אפרש כשכנס בעיתון: 'פרסום כזה כמנוה כגורדין מוות על כל משך חתי', אמר לי אחד מהם. הם חברים בשתי המפלגות הגדולות, קו"פ ופייק, ומציינים בגאווה כי לאור תקופה כה ארוכה של סכסוכים פני-מיים, מנהלים עתה את המאבק הכר שותף שני היריבים המושבעים מ-אתכול, כסעוד כראוני וג'לאל סלבאני.

אנו נתנים מאהדה, הם אומ' רים, 'ככל כקום וככל מרינה. אבל מאהדה כלבד. כאשר הדברים אמר רים כסיוע כמשי, מתערכים האיני כרסים חס נוסים כמוכן לצדם של

How the Kurds Are Cared For: 7 Months in Tents

By CLYDE HABERMAN
Special to The New York Times

MARDIN, Turkey, March 29 — Confined behind barbed-wire fences — in a wind-pounded tent city here and in bleak, overcrowded apartment blocks elsewhere — Kurdish refugees who fled to Turkey from Iraq feel they are the near-forgotten.

It is seven months since they poured into Turkey to escape Iraqi troops who had attacked their villages in an offensive that included, the Kurds say, the use of chemical weapons.

They have not been ignored. Since an international outcry over their plight last summer, they have been observed and analyzed by foreign doctors, journalists and lawmakers, who sympathize.

But the visitors come, and quickly go, and nothing changes for them, the Kurds say. Here they remain, yesterday's headline and tomorrow's uncertainty.

Iraqi Leader Is Not Trusted

"Our main problem is the future," said Abdallah Ismael Hururi, one of 15,000 Kurds who spent the winter in tents spread across a barren field outside this southeastern city near the Syrian border. "We get no information about what will happen to us."

Kurds, a transnational group amounting to as many as 20 million people, occupy parts of the Soviet Union, Iran, Iraq, Syria and Turkey. About 50,000 living in northern Iraq fled across the border into Turkey when Iraqi forces overran them last August, but only 36,000 remain. Nearly all the others went on to Iran, with Turkish encouragement, and several hundred returned home under an amnesty extended by Iraq's President, Saddam Hussein.

The Kurds still here do not trust Mr. Hussein, and say they will not go back while he holds power. Many want to resettle in Turkey or move to Western Europe or the United States. None of those are options now.

As a group, they seem in good health, and are receiving adequate medical care.

349 Died in One Week

Whether the result of chemical warfare or poor nutrition, there were many more problems early on, especially for children. According to Government figures, 349 Iraqi Kurds died in the camps through the first week of February, 269 of them under the age of 5.

Some of the new arrivals were like Abdallah Farouk, a 40-year-old farmer who reported breathing difficulties and watery eyes, problems that he attributed to Iraqi chemical attacks. He feels fine now, Mr. Farouk said.

The Kurds, who are confined to camps in Mardin and further north in Diyarbakir and Mus, seem to have

enough to eat, although some complain about the food. There are problems, too, with nonworking heating systems, water taps and toilets.

Mostly, though, the refugees are bored. They lack work, and, increasingly, they are impatient. They want out of the camps now.

Summer Can Be an Inferno

"I want only to get my freedom," said Asur Benyamin, a 39-year-old Kurd in the Diyarbakir camp, 60 miles from here. "Maybe I can go to another country, maybe I can stay here. But I want my freedom."

Turkish officials, who say their resources are limited, are looking for help from the United Nations High Commissioner for Refugees so they can move the Kurds to new quarters. The winter was relatively mild, but summer will be here soon, and the Government in Ankara warns of hardships, including the risk of disease, if the refugees are not moved to better places.

This is hardscrabble country, with not a single tree to block the fierce, cold winds that rip across the plains. Come summer, the Mardin camp will become an anvil under intense sun and temperatures that can exceed 110 degrees.

Even so, Kurds and Turks alike agree that morale is higher here than in the grim apartments housing 8,000 refugees in Mus and 13,000 in Diyarbakir, a complex built as temporary shelter for Turkish disaster victims. The original capacity was set at about 1,500.

In one typical apartment, 28 men, women and children are packed into two small bedrooms and a somewhat larger communal area, where they sleep on thin blankets stretched across the floor. Two men sleep in the kitchen. Western diplomats who have visited the camps give the Turks good marks for having done their best with

the \$15 million they have spent. But the diplomats also say that Ankara is asking too much from the United Nations refugee group — about \$85 million — and they recommend that construction plans be scaled back.

Host Is Unenthusiastic

In response, Turkish officials complain that Western Europeans are quick to lecture about human-rights violations in this country, yet when it comes to taking care of the Kurds they have done little. "We get the impression they are not really eager to give us money," said Hayri Kozakcioglu, the Ankara-appointed governor for this region.

Turkey admits it is a reluctant host. Accepting the refugees has unsettled relations with Iraq. Moreover, the Turks are at war with their own Kurdish insurgents, a struggle that has claimed about 1,300 lives over the last five years.

So security is a priority, and the camp is under armed guard. Refugees may go to town if they have money, but only under surveillance.

Most never get even that far. They wait behind the barbed wire, hoping for something more encouraging than a visit from yet another foreigner asking how they are.

They already know the answer to that one.



Kurds encamped at Mardin are impatient to be resettled.

Rival 31.3.89

Une semaine dans le Camp des Saints

SAMEDI 18 MARS. — SCENE DE LA VIE PARISIENNE. — « C'est une émeute ? » « Non, Sire, c'est une révolution. » Et justement, voici une révolution à la Porte Saint-Denis ; une bonne centaine de bipèdes attroupés, et des dizaines d'autres qui arrivent au galop. Nini Peau d'Chien se crêpe-t-elle le chignon avec une transsexuelle ghanéenne ? M. Pierre Joxe s'est-il décidé à faire mettre à l'ombre les marxistes kurdes qui appellent quotidiennement au massacre de la « çauta facist » au pouvoir (1) à Ankara ? Les rabbins loubavitch ont-ils lancé un cartel aux khomeynistes de la « Voie de l'Islam » ? Je fends la foule des boubous et des burnous, des sarongs et des sarouals, et, à travers madras, turbans et calottes, aperçois l'objet de ce grand remuement : une demi-douzaine d'Écossais en kilt venus se consoler au beaujolpif de la défaite des rugbymen au Chardon. Dans notre Paris Monsieur devenu, merci M. Chirac ! si délicieusement multiracial qu'on a l'impression à chaque instant de voyager gratis Nouvellés Frontières, il est incontestable que ces McRae, Mc Lean et autre McAlistair sont follement exotiques...

La Chronique d'Amnesty International Mars 89

le viol des droits de l'enfant GROS PLAN / LES ENFANTS MARTYRS D'IRAK

Malgré les dispositions du droit international et de la législation irakienne, les enfants sont aujourd'hui victimes de « disparitions », d'arrestations arbitraires, de détention sans jugement, de torture, de mauvais traitements, d'assassinats politiques et de la peine de mort.

VIOLATION DU DROIT INTERNATIONAL

L'Irak a violé les lois internationales, dont celles qui visent spécifiquement à protéger les enfants. Les autorités irakiennes ont notamment violé le pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui reconnaît que les jeunes et les enfants ont besoin d'une protection spéciale du fait de leur vulnérabilité, alors que l'Irak a ratifié ce pacte en 1971.

En août 1988, Amnesty a fourni des éléments de preuve de violations des droits de l'homme en Irak, notamment en matière d'exécutions sommaires d'enfants, à la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (ONU). Dans leur réponse à la sous-commission, les autorités irakiennes ont affirmé que leur gouvernement avait « fait tout son possible pour respecter ses engagements internationaux conformément aux traités internationaux en matière de droits de l'homme »...

Les traitements cruels infligés aux enfants sont devenus courants dans les prisons irakiennes. Les jeunes sont torturés, souvent pour les obliger à dévoiler des informations sur leurs familles. On maltraite même des bébés pour contraindre des membres de leurs familles à « avouer » de prétendus délits politiques. Un ancien prisonnier politique, libéré en 1985 après une détention de cinq mois au quartier général de la sécurité à el-Karkh, a raconté ce qui était arrivé aux siens, en sa présence, pour le forcer à révéler son affiliation politique : « ... *Ma mère, 73 ans, mes trois sœurs, mes trois frères, et cinq enfants âgés de cinq à treize ans, ont été arrêtés et amenés devant moi. On leur a fait subir la falaqa (coups sur la plante des pieds) et des décharges électriques...* » Son témoignage décrit aussi les conditions dans lesquelles des bébés sont détenus dans les prisons irakiennes : « *En général ils gardent ces enfants dans une*

cellule adjacente à celle de leur mère ou de leur père et les privent de lait afin d'obliger leurs parents à avouer. J'ai vu un bébé de cinq mois hurler de faim ! ».

L'Irak ne respecte pas ses engagements en matière de droit international et viole de façon flagrante ses lois internes qui déterminent les droits de l'enfant. Par exemple, pendant une période de six semaines en 1987, les autorités ont enfreint à plusieurs reprises la législation irakienne qui interdit d'infliger la peine de mort aux jeunes de moins de 18 ans. Parmi les victimes figuraient un certain nombre de sympathisants présumés du Parti démocratique kurde (PDK) : Rizgar Abdallah, âgé de 16 ans, était l'un des quatorze mineurs exécutés au camp d'entraînement de Mossoul, le 28 octobre 1987. Ismail Asad et Latif Adel, âgés de 15 ans, étaient parmi les neufs Kurdes exécutés le 18 novembre 1987, à la garnison de Fa'ideh. Dans ce même lieu, Segvan Khaled Ali, âgé de 15 ans, et Hewel

Misho Miho, 17 ans, étaient au nombre des huit mineurs exécutés le 10 décembre 1987.

Dans ces cas, comme dans beaucoup d'autres, la peine de mort a été appliquée après un procès sommaire devant un tribunal militaire.

ASSASSINATS POLITIQUES APPROUVÉS PAR LES AUTORITÉS

Abd el-Rahman Ahmad Haji avait 17 ans lorsqu'il a été exécuté à la prison d'Abu Ghraib, près de Bagdad. Arrêté en 1984, il a été torturé en détention et exécuté le 1^{er} novembre 1985. Le gouvernement irakien a confirmé cette exécution, déclarant qu'il avait été reconnu coupable de crimes, et notamment de sabotage. Bien que la loi irakienne stipule que la peine de mort doit être commuée en une peine moindre si le délinquant est mineur, le gouvernement irakien a affirmé à Amnesty qu'Abd el-Rahman Ahmad Haji avait bénéficié d'un procès équitable « où toutes les mesures judiciaires et légales avaient été pleinement respectées conformément à la constitution irakienne et aux lois en vigueur ».

La majorité des exécutions qui ont eu lieu en Irak au cours de ces dernières années ont été « extrajudiciaires » ; c'est-à-dire qu'il s'agit d'assassinats politiques approuvés par les autorités. Les détenus ont été exécutés en masse, sans poursuites judiciaires préalables. Parmi eux se trouvaient de nombreux enfants et jeunes gens. À la fin de mars 1986, les forces kurdes, opposées au gouvernement irakien, auraient tenté d'assassiner le gouverneur d'Arbil, blessé au cours de l'attaque. En représailles, quinze lycéens et étudiants de l'université de Salah el-Din, à Arbil, ont été arrêtés et exécutés sommairement en public dans la ville, entre le 27 mars et le 3 avril 1986.

Début janvier 1987, vingt-neuf enfants et jeunes gens de la province de Sulaymaniyah, âgés de 17 à 23 ans, ont été exécutés sans jugement. Parmi eux se trouvaient trois jeunes âgés de 17 ans au moment de leur exécution : Dara Hussain Hassan, Dhir Mahmud Ali et Salah Omar.

En novembre et décembre 1987, des centaines de personnes – le nombre pourrait atteindre 360 – ont été exécutées extrajudiciairement en sept fois. Dix-sept d'entre elles étaient âgées de moins de 18 ans. En-

tre autres, 150 prisonniers politiques kurdes de la province de Sulaymaniyah auraient été exécutés à la prison d'Abu Ghraib. Parmi eux figuraient huit lycéens, dont l'un, Dana Haji Sidiq Mar'uf, était âgé de 14 ans. Lorsque les corps ont été rendus aux familles en janvier 1988, celles-ci ont dû payer 300 dinars irakiens pour chaque corps. Cette exigence, devenue habituelle, a été qualifiée de « taxe d'exécution ». Celle-ci serait prélevée pour couvrir les frais de l'État : balles, cercueils et transport.

Amnesty reçoit fréquemment des informations signalant la « disparition » de détenus. On craint, dans bien des cas, qu'ils aient été exécutés. Beaucoup de victimes sont âgées de moins de 18 ans. Quatre lycéens, arrêtés à Basra en avril et mai 1981, ont « disparu » par la suite. Muslem Hassan, Riyad Hassan et Nizar Najm avaient 16 ans au moment de leur arrestation ; Samir Najm avait 17 ans. Ils étaient parmi 114 personnes qui ont « disparu » après avoir été arrêtées par les forces de sécurité entre 1979 et 1982. En octobre 1983, Amnesty a envoyé leurs noms aux autorités pour enquête. Celles-ci ont répondu trois mois plus tard que tous les noms étaient fictifs.

DES « DISPARUS » PAR MILLIERS

Parmi les « disparus » figurent des centaines de musulmans chiites, dont des mineurs. Au début des années 80, peu après le début de la guerre Iran-Irak, les autorités irakiennes ont déporté des milliers de familles en Iran, déclarant que ces familles étaient d'origine iranienne. La majorité des déportés étaient des femmes, des enfants et des personnes âgées. Dans de nombreux cas, les hommes ont été retenus en Irak, puis ont « disparu ». En 1987, Amnesty a reçu des informations selon lesquelles 178 d'entre eux auraient « disparu » de 1980 à 1985. Au moins 17 de ces détenus « disparus » avaient moins de 17 ans au moment de leur arrestation. Trois d'entre eux, Hisham Mahdi Gula, Kadhim Sikar Abbas el-Rubai'i et Muhammad Shaker Odeh el-Jabburi, avaient 14 ans, Abbas Fadil Kadhim Shibil avait 12 ans.

En 1983, des milliers de Kurdes ont « disparu » après avoir été arrêtés par les forces irakiennes. Ils étaient tous membres de la communauté barza-

nite des régions de Barzan et de Mirgah Sur. Les autorités irakiennes les avaient réinstallés de force dans quatre « grands ensembles » de la province d'Arbil. En août 1983, huit mille hommes et garçons de cette communauté ont été appréhendés et emmenés dans des véhicules militaires ; on ne sait rien du sort qui leur a été réservé ni du lieu où ils ont été conduits. Parmi eux figuraient 315 enfants âgés de huit à dix-sept ans au moment de leur arrestation.

LES ENFANTS RETENUS EN OTAGE PENDANT DES ANNÉES

La loi irakienne stipule qu'aucun individu ne peut être arrêté sans un mandat délivré par les autorités compétentes. Cela n'a pas empêché les arrestations arbitraires massives d'opposants politiques et de personnes n'ayant aucun lien avec des organisations d'opposition. Nombre de personnes ont été prises en otage par les autorités qui en recherchaient d'autres ; parmi elles se trouvaient les enfants de membres et sympathisants d'organisations d'opposition. En mai 1983, environ cent trente hommes de la famille el-Hakim ont été

arrêtés par les autorités irakiennes. Tous étaient des parents de l'ayatollah Muhammad Baqer el-Hakim, porte-parole de l'opposition chiite en exil, étroitement liée avec le mouvement chiite clandestin *El-Dawa el-Islamiyya* (Appel islamique). L'appartenance à ce mouvement est un crime passible de la peine de mort en Irak. Amnesty est d'avis que de nombreux membres de la famille el-Hakim pourraient être des prisonniers d'opinion. L'organisation sait que six personnes de cette famille ont été exécutées en mai 1983 et dix en mars 1985. Une autre est morte en détention en juin 1985. Douze membres de la famille el-Hakim avaient moins de 18 ans au moment de leur arrestation. Maytham Abd el-Razzaq el-Hakim avait 12 ans ; Nureddin Abd el-Razzaq el-Hakim, neuf ans. La sécurité de ces enfants inspire de l'inquiétude au vu du sort réservé aux adultes de cette famille.

Parfois, les jeunes qui sont apparentés à des opposants présumés au régime irakien font l'objet d'arrestations massives et arbitraires. En septembre et octobre 1985, quelque trois cents enfants et adolescents

kurdes ont été arrêtés arbitrairement par les forces de sécurité dans la ville de Sulaymaniyah.

Ils étaient détenus en représailles, en raison de l'activité politique de parents soupçonnés de désertion ou d'être membres des forces *Pesh Merga* (unités kurdes armées). Ces enfants et adolescents auraient été pris comme otages pour obliger leurs parents à se rendre aux autorités, ou pour leur arracher des renseignements sur les activités de leurs proches. On ne sait rien du sort de la plupart ni du lieu où ils se trouvent, sauf que trois d'entre eux seraient morts des suites de la torture et des mauvais traitements subis en détention à la fin de

1985, et que vingt-neuf autres auraient été exécutés sans jugement en janvier 1987. En septembre 1987, les autorités irakiennes ont confirmé l'exécution de sept de ces adolescents,

à l'issue de leur procès devant un tribunal d'exception, qui les a jugés pour avoir commis des « actes criminels et subversifs ». D'après les suggestions selon lesquelles ils seraient morts dans d'autres circonstances, sont « fausses et sans fondement ».

Les enfants sont emprisonnés avec leurs parents et d'autres membres de leurs familles. Amnesty a été informée que six enfants avaient été emprisonnés entre 1982 et 1987 avec des membres de leurs familles suspectés d'être membres du PDK. Tous ces enfants avaient moins de 13 ans au moment de leur arrestation.

– Mirza Rasho avait six ans lorsqu'il a été emprisonné en 1985. Il est détenu actuellement à Mossoul.

– Lami Khan Abd el-Baqi Taha avait 12 ans quand elle a été emprisonnée en 1985. Elle est maintenant détenue à Dahuk.

– Laghgin Sabri Hussain avait 10 ans lorsqu'il a été emprisonné en 1985. Il est détenu actuellement à Mossoul.

– Muhammad Omar Najm avait 11 ans lorsqu'il a été emprisonné en 1985. Il est détenu actuellement à Tikrit.

– Jum'a Abd el-Baqi Taha avait 11 ans lorsqu'il a été emprisonné en 1985. Il est actuellement détenu à Dahuk.

– Mardan Rasho avait 13 ans lorsqu'il a été emprisonné en 1985. Il est maintenant détenu à Mossoul.

La législation irakienne interdit la torture et prévoit des peines pour les tortionnaires et pour ceux qui ordonnent la torture. Cependant, des détenus sont systématiquement torturés et maltraités pendant leur détention par les forces de sécurité et on ne connaît aucun cas où les coupables de tels abus ont été poursuivis.

qu'on lui ait arraché les ongles en le torturant.

Des groupes entiers d'enfants ont été torturés. D'après le témoignage d'un ancien détenu libéré du quartier général de la sécurité à Fudaliyya, à la fin de 1985, certains des 300 enfants

et jeunes gens de Sulaymaniyah, détenus en même temps que lui, ont été battus, fouettés, victimes de sévices sexuels et de décharges électriques. Trois d'entre eux ont été transférés à l'hôpital militaire ; et lorsqu'on les a ramenés dans leurs cellules, l'un est mort.

D'anciens prisonniers d'Abu Ghraib se souviennent de tortures infligées spécifiquement

L'ARME CHIMIQUE CONTRE LES ENFANTS

Des enfants figurent au nombre des 5000 habitants d'Halabja, morts à la suite d'une attaque aérienne à l'arme chimique par les forces irakiennes, les 16 et 17 mars 1988. Des agressions similaires dirigées contre des civils dans le nord de l'Irak sont signalées depuis avril 1987. Le gouvernement irakien a décliné toute responsabilité pour ces massacres.

En août 1988, des centaines de civils kurdes sans arme ont été tués et des milliers blessés au cours d'attaques de villages dans les provinces de Dahuk, Mossoul et Arbil. De nombreux enfants étaient parmi les victimes. Les forces irakiennes ont utilisé des tanks, des hélicoptères de combat, de l'artillerie et des armes chimiques. Des milliers de villageois devenus sans abri ont fui des zones infectées pour chercher refuge en Turquie et en Iran.

En octobre 1988, Amnesty a interrogé beaucoup de Kurdes réfugiés dans des camps du sud de la Turquie. Ils ont fait des récits concordants sur la manière dont les forces irakiennes tuent aveuglément les habitants non armés. Ces massacres font partie d'une politique systématique et délibérée du gouvernement irakien pour éliminer un très grand nombre de civils kurdes, et les punir des sympathies politiques qu'ils pourraient avoir pour les activités des forces d'opposition.

Le gouvernement irakien n'a pas autorisé les Nations unies à envoyer une équipe pour enquêter en Irak sur ces informations.

LES JEUNES FILLES SUPPLIÉES

Au moins trente méthodes de torture sont infligées dans les prisons irakiennes. Elles vont des coups, dont la *falaqa*, aux brûlures, décharges électriques et mutilations. Les tortionnaires arrachent les yeux de leurs victimes, leur coupent le nez, les oreilles, les seins, le pénis et les membres. Certaines de ces méthodes ont été utilisées aussi sur les enfants : Abd el-Rahman Ahmad Haji, âgé de 17 ans, a été exécuté en novembre 1985 à la prison d'Abu Ghraib, après

TRIFA EMPOISONNÉE

En novembre 1987, dix Kurdes de Mirgah, province de Sulaymaniyah, ont été empoisonnés au thallium, métal lourd employé comme mort-aux-rats. Le thallium aurait été mis dans une boisson au yaourt par un agent féminin des forces de sécurité travaillant au domicile d'un membre de l'Union patriotique du Kurdistan, interdite.

Parmi les victimes de cette tentative d'empoisonnement dirigée contre un groupe d'opposants kurdes au gouvernement irakien, Trifa Said Muhammad, âgée de quatorze ans. Trois personnes sont mortes, parmi lesquelles la grand-mère de Trifa. Les sept survivants ont souffert de toutes sortes de troubles dont des vomissements, de la fièvre, des troubles nerveux et la perte de cheveux. Le médecin londonien qui a soigné trois victimes envoyées par avion d'Iran en Grande-Bretagne a déclaré que leur état provenait d'une « intoxication aiguë au thallium ». Trifa Said Muhammad a perdu ses cheveux et a souffert de violentes douleurs dans les jambes trois jours après son empoisonnement. Au bout de trois semaines, elle était paralysée des jambes. Éprouvant une douleur intense, elle avait été transportée à dos d'âne en Iran. En

mars 1988, elle a été envoyée en avion aux Pays-Bas pour y être soignée.

Trifa Said Muhammad pourrait être handicapée à vie à la suite de cet empoisonnement.

pour humilier et blesser les femmes et les jeunes filles. Selon le témoignage d'un ancien détenu libéré en septembre 1988, des prisonnières ont été pendues par les pieds pendant leur menstruation ; des objets ont été introduits dans le vagin de jeunes femmes, leur déchirant l'hymen.

TRADUIRE LES COUPABLES EN JUSTICE

Amnesty est préoccupée par

la contradiction flagrante qui existe entre d'une part l'engagement officiel du gouvernement irakien à respecter les dispositions relatives aux droits civils et politiques, ainsi que ses propres lois garantissant les droits des enfants. Et la réalité des faits d'autre part. Elle a demandé aux plus hautes autorités irakiennes de faire savoir à tous les fonctionnaires, par des instructions claires et publiques, que les violations des droits de l'homme ne seront pas tolérées. Elle a demandé que soit créé un organisme impartial chargé d'enquêter chaque fois que des exécutions, arrestations arbitraires, « disparitions » ou tortures sont signalées. Enfin, elle a recommandé instamment au gouvernement irakien de veiller à ce que tous les fonctionnaires et membres des forces militaires et de sécurité de leur pays soient informés de la législation relative aux droits de l'homme et reçoivent la formation nécessaire leur permettant de respecter les normes internationalement reconnues. Lorsqu'une enquête révèle que ces lois ont été enfreintes, chaque coupable doit être traduit en justice.

tions, arrestations arbitraires, « disparitions » ou tortures sont signalées. Enfin, elle a recommandé instamment au gouvernement irakien de veiller à ce que tous les fonctionnaires et membres des forces militaires et de sécurité de leur pays soient informés de la législation relative aux droits de l'homme et reçoivent la formation nécessaire leur permettant de respecter les normes internationalement reconnues. Lorsqu'une enquête révèle que ces lois ont été enfreintes, chaque coupable doit être traduit en justice.

Explora Mars 89

ARMES CHIMIQUES: DES MORTS PAS CHERS

par Elisabeth Lévy Zélig

On ne peut qu'approuver la résolution des 149 pays représentés à la Conférence de Paris, en janvier dernier, d'interdire les armes chimiques. Mais si les Grands peuvent renoncer sans inconvénient à cet arsenal démodé, les pays du tiers-monde qui n'ont pas accès à l'arme nucléaire risquent d'être pénalisés...

Mars 1988. Halabja, petite ville du Kurdistan irakien, est rayée de la carte par un bombardement chimique. Les grandes puissances, raison d'État oblige, se taisent : une condamnation trop explicite de l'Irak pourrait compromettre le règlement de l'interminable guerre du Golfe. Et il faudra attendre le 29 août – après que l'Irak eut de nouveau employé des gaz de combat – pour que l'Onu se fende enfin d'une molle condamnation.

Pourtant, depuis quelques mois, ces armes que Churchill appelait des « poisons diaboliques » font l'objet d'une intense activité diplomatique : alors que les négociations de Genève en vue d'une convention interdisant

l'emploi, la production et le stockage des armes chimiques piétinent depuis dix-sept ans, pas une grande puissance qui ne jure, la main sur le cœur, vouloir les proscrire à tout jamais. « *La sécurité de tous et de chacun exige l'élimination complète et vérifiée de cette arme* », déclarait François Mitterrand le 7 janvier dernier, lors de l'ouverture de la Conférence de Paris. Et dans la déclaration finale, les 149 États participants ont affirmé « *solennellement leur engagement de ne pas utiliser l'arme chimique et condamné un tel emploi* ». Jusqu'aux industriels occidentaux, qui après avoir équipé l'Irak et très probablement la Libye, font preuve d'une émouvante bonne volonté...

Le danger n'est pas nouveau, mais il a pris récemment un tout autre relief :

KURDES : TÉMOIGNAGE D'UN MÉDECIN

Bernard Benedetti, membre de Médecins du monde, est allé à deux reprises sur la frontière turco-irakienne, du 29 août au 4 septembre 1988, pour savoir comment étaient accueillis les premiers réfugiés kurdes ; puis du 26 octobre au 3 décembre, après que la Turquie eut refusé de laisser entrer une équipe médicale de l'Onu.

« Quand je suis arrivé clandestinement dans cette région montagneuse, à la frontière entre les deux pays, des milliers de réfugiés kurdes arrivaient dans des campements protégés – ou surveillés ? – par la gendarmerie des frontières et l'armée turque, qui voulait éviter toute infiltration vers l'intérieur du pays... Des commandos irakiens les poursuivaient en territoire turc. Les autorités turques, désireuses de ménager l'Irak, manifestaient une volonté évidente de cacher aux regards étrangers toute preuve vivante de l'emploi de gaz de combat : les grands blessés étaient embarqués en hélicoptère vers une destination inconnue. « J'ai surtout vu des blessés légers présentant des manifestations oculaires et cutanées et souffrant de tremblements, mais seules des analyses de sang ou d'urine m'auraient permis d'établir un diagnostic absolument certain.

employées en toute impunité diplomatique et regardées – sans doute à tort – comme le facteur déterminant de la victoire irakienne, les armes chimiques pourraient tenter nombre de pays du tiers-monde pour qui la technologie coûteuse et sophistiquée du nucléaire reste hors de portée. D'où le tardif réveil des puissances industrialisées. Ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de posséder les stocks les plus importants ni de poursuivre des recherches – à



OCTUBRE/1988/AF-PRESS

Certains réfugiés kurdes hospitalisés présentaient des brûlures caractéristiques de l'ypérite.

Or, le plasma est difficilement transportable, nous n'avions pas de matériel et j'ai été refoulé plusieurs fois... Il y a toutefois de fortes présomptions cliniques, corroborées par les témoignages sur les bombardements eux-mêmes. Je suis rentré très troublé, et cela d'autant plus que malgré nos demandes officielles, la Turquie a refusé toute aide, y compris celle de la Croix-Rouge. « Début septembre, la Turquie oppose une fin de non-recevoir aux demandes de l'Onu d'envoyer une équipe médicale, se bornant à répondre que les médecins locaux n'ont constaté aucune brûlure due aux gaz. Je repars donc à Diarbaky, une ville de 200 000 habitants située dans le sud-est du Kurdistan turc. Il y avait là, surveillé par un énorme appareil policier, le premier camp organisé, que l'on faisait visiter aux journalistes accrédités exclusivement. Les médecins étaient refoulés. Un confrère de la ville m'a longuement parlé de

150 malades – dont 40 % d'enfants – qui avaient été dirigés sur l'hôpital, et qui présentaient des troubles hématologiques et des signes de toxicité hépatique inexplicables. J'ai observé sur ces enfants des brûlures de la verge et du scrotum, caractéristiques des effets du gaz moutarde. J'ai fait tous les camps de la région, « planqué » dans une équipe de TF1, et effectuant à chaque fois des prélèvements d'urine. C'était assez éprouvant : il fallait aller très vite car nos informateurs auraient pu subir des représailles. « Tous mes prélèvements furent négatifs : tout d'abord, ils avaient été faits fin octobre sur des personnes contaminées en août, ensuite les quantités prélevées étaient très faibles, et enfin, les plus contaminés étaient soustraits à nos regards. Mais plusieurs rescapés m'ont décrit des grands brûlés et aussi des « fous », incapables de se diriger. Or les neurotoxiques entraînent des troubles de l'équilibre... »

vocation défensive, bien sûr – qui pourraient bien remiser les neurotoxiques les plus performants au magasin des accessoires. « *Le XXI^e siècle*, affirme Ricardo Fraylé, qui a été longtemps expert auprès de l'Onu pour ces questions, *pourrait bien être celui de la biochimie* »...

La première utilisation des gaz de combat remonte au 22 avril 1915. A Ypres (Belgique), les Allemands arrosent les troupes alliées de chlore

liquide. Bilan : 6 000 morts, 15 000 blessés. Un million de personnes seront gazées au cours de la « sale guerre ». Hitler lui-même, traumatisé par un tir de gaz britannique (« *Mes yeux*, écrit-il, *se sont mués en braise ; tout devint obscur autour de moi.* »), refusera, pendant la Seconde Guerre mondiale, d'employer sur les champs de bataille les agents « G », organo-phosphorés – Tabun et Sarin – mis au point par ses laboratoires.

Les séquelles psychiques et biologiques sont incalculables : troubles de la personnalité, épilepsie, baisse des défenses immunitaires.

Propre, sans flamme, l'arme chimique est bien une arme de terreur : « *Alors qu'un bombardement conventionnel à l'aveugle provoque autant de dégâts, le fantasme est beaucoup plus fort pour les gaz, qui suscitent parmi les populations une panique et une anxiété terribles* », souligne le docteur Antoine Crouant, de Médecins sans frontières. Car contre ces armes-là, on ne se défend pas : lorsqu'une bombe explose, l'effet est immédiat. Le gaz s'infiltré partout, et si l'on a la chance de n'être pas trop près du « point zéro », on se retrouve environné de cadavres.

Des lésions irréversibles

Quand le gaz utilisé est un suffocant, dérivé du phosgène ou du chlore, qui s'attaque aux bronches et détruit l'appareil pulmonaire, la survie dépend de l'importance des lésions. Mais celles-ci sont irréversibles : « *Avec du matériel, les grands insuffisants respiratoires vivent avec un demi-poumon*, note Antoine Crouant, *mais dans le tiers-monde, ils ne s'en tirent pas.* » Les vésicants, parmi lesquels figure l'ypérite, plus connue sous le nom de gaz moutarde, provoquent, en plus de ces effets respiratoires, de graves brûlures qui atteignent particulièrement les yeux et les parties génitales. D'après les enquêtes menées par l'Onu, les Irakiens ont employé contre les Kurdes un cocktail de gaz moutarde et de cyanure, « *un mélange très au point pour tuer en masse* », commente le professeur Aubin Heyndrieckx, directeur du laboratoire de toxicologie de Gand (Belgique), qui a recueilli certains rescapés de la guerre du Golfe. « *Quant aux survivants, poursuit-il, pour la plupart, il vaudrait mieux qu'ils soient morts.* » Les séquelles, psychiques et biologiques, sont incalculables : troubles de la personnalité, dépressions, crises d'épilepsie, passage de sang dans les urines et baisse des défenses immunitaires. La vie – la survie ? – des gazés n'est souvent qu'un long calvaire. Et les traitements, complexes et douloureux, ont des effets incertains : « *En agissant rapidement, on parvient à décontaminer 40 % des gazés* », explique le professeur Heyndrieckx.

Ces armes redoutables présentent en l'oultre l'avantage d'être relative-

ment discrètes : au-dessous de la dose létale (mortelle), elles se caractérisent par une faible rémanence dans le corps humain. En d'autres termes, les traces d'inhalation de gaz disparaissent rapidement. « *Au plan clinique, estime le docteur Bernard Benedetti, qui a été envoyé sur la frontière turco-irakienne par Médecins du monde (encadré page ci-contre), le diagnostic de certitude n'existe pas, sauf prise de sang ou analyse d'urine très rapide.* » Ce qui en fait l'arme idéale pour mater en toute tranquillité une résistance irréductible ou une rébellion intérieure. Aussi est-on dans de nombreux cas réduit aux suppositions : ainsi, selon certains témoignages troublants rapportés par Médecins sans frontières, les Soviétiques auraient employé des gaz dans des régions reculées d'Afghanistan, « *à titre expérimental* », précise le docteur Crouant. Mais en l'absence de preuves, le Bureau international de l'Afghanistan, représentation de la résistance afghane à Paris, se refuse à tout commentaire.

Dans les années 60, l'Égypte aurait utilisé des gaz au Yémen et, selon le Pr Heyndrieckx, « *il se passe de drôles de choses dans le Tigré* », où le gouvernement éthiopien lutte depuis plusieurs années contre des séparatistes. Plusieurs spécialistes font également état d'emploi d'armes chimiques par les Cubains en Angola, contre les troupes de l'Unita. Et le président Hissène Habré a accusé les Libyens d'avoir employé des gaz au Tchad. Mais dans ce domaine, la manipulation est toujours possible : ainsi les Américains, en pleine controverse intérieure sur leur programme d'armement chimique, ont-ils, en 1984, accusé les Soviétiques d'employer, par Vietnamiens interposés, des mycotoxines contre les réfugiés cambodgiens à la frontière thaïlandaise. Matthew Meselson, biochimiste réputé de Harvard, a, semble-t-il, fait un sort à ces accusations en démontrant que ces « pluies jaunes » n'étaient autres que des excréments d'abeilles...

L'Irak a montré la voie

« *En tout cas, écrit un journaliste du Herald Tribune, maintenant que l'Irak a montré la voie, les pays soupçonnés de détenir des stocks pourraient employer les gaz pour résoudre leurs*

problèmes intérieurs : les Chinois contre les Tibétains, les Pakistanais contre les séparatistes baloutches, les Indiens contre les Sikhs, les Syriens contre tous leurs dissidents et les Sud-Africains contre l'Anc... Car les guérillas comme les civils sont sans défense contre de telles armes. A l'exception des Israéliens, très en pointe sur la défense chimique, les populations ne disposent pas de masques à gaz, relativement efficaces pendant les premières heures suivant une attaque. « *En France, la sécurité civile est la dernière roue de la charrette*, reconnaît un militaire. *On s'intéresse surtout à la protection des civils indispensables, qui travaillent, par exemple, dans les usines d'armement, mais l'équipement de toute la population serait beaucoup trop coûteux.* » En cas de guerre chimique, « *la seule chose à faire*, affirme le professeur Heyndrieckx, *est d'uriner sur un chiffon et de le presser sur sa bouche, ou de se couvrir de sacs poubelle que l'on jette ensuite très vite.* » Mais, bien souvent, les victimes ne disposent même pas de ces dérisoires protections.

Les grandes armées, en revanche, sont relativement bien préparées à la guerre chimique : les troupes spécialisées – 100 000 hommes en Union soviétique, seulement quelques milliers aux États-Unis (Army Chemical Corps) et un nombre probablement assez dérisoire en Europe – disposent de masques et de combinaisons protectrices qui leur permettraient de rester parfaitement opérationnelles. Français et Britanniques, qui possèdent des centres de recherche spécialisés dans la défense chimique, semblent par ailleurs relativement avancés dans la mise au point d'antidotes absorbables sous forme de pilules.

Reste que l'emploi d'armes chimiques dans le cadre d'un conflit Est-Ouest, qui n'est de toute façon pas à l'ordre du jour, est relativement improbable. Tout d'abord, leur fiabilité est incertaine : « *Avec un vent supérieur à 40 kilomètres/heure, leurs effets deviennent imprévisibles et peuvent facilement se retourner contre l'agresseur* », note un haut fonctionnaire français. « *De plus, poursuit-il, les conséquences, pour épouvantables qu'elles soient, ne sont pas totalement imparables.* » Elles semblent donc inutilitaires dans la guerre moderne, et « *jusqu'ici*, souligne Christophe Carle, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), *tout le monde s'abritait derrière une doctrine défensive et dissuasive, affir-*

Les civils sont sans défense contre de telles armes : l'équipement de la population en masques et combinaisons serait trop coûteux.

mant en substance : on en a parce que les autres en ont ». Or, de l'avis général, l'emploi d'armes chimiques en Europe mènerait presque à coup sûr à l'escalade nucléaire. « *Toutefois, poursuit Christophe Carle, en raison de leur légèreté, les charges chimiques portées par les dernières générations de missiles peuvent atteindre des cibles assez précises ; on peut donc imaginer une attaque chimique contre des objectifs militaires.* » Mais les grandes puissances n'ont-elles pas dans leurs arsenaux conventionnels beaucoup mieux que ces gaz aux effets incertains, et que des pays « irresponsables » pourraient bien convoiter ?

Les supertoxiques

Les États-Unis avaient d'ailleurs renoncé à en produire en 1969, après les débats passionnés suscités par l'emploi du napalm et de défoliants au Vietnam. Mais, sous l'impulsion de Ronald Reagan, ils ont lancé en 1984 le programme d'agents binaires dit « Big Eye » : les bombes contiennent deux composés qui, séparément, sont relativement inoffensifs, donc faciles à stocker et à manipuler. Mélangés seulement au cours du vol, ils deviennent terriblement dangereux : ils appartiennent à la dernière génération des gaz de combat, les supertoxiques. A la concentration de 0,015 milligramme pour un mètre cube d'air, ils provoquent la mort par simple contact cutané. Les Soviétiques qui, à Paris, ont annoncé en grande pompe leur intention de procéder dès cette année à des destructions de stocks, possèdent de loin les réserves les plus importantes : ils annoncent en effet 50 000 tonnes, et la plupart des spécialistes avancent le chiffre de 150 000 tonnes.

En Europe de l'Ouest, la France est le seul pays soupçonné de détenir des armes chimiques, et cela bien que François Mitterrand ait solennellement affirmé, le 29 septembre 1988, devant l'Assemblée générale de l'Onu à New-York, qu'elle n'en possède pas. Jusqu'à cet éclatant revirement, les Français qui, à Genève, réclamaient le droit de conserver un « stock de sécurité », étaient montrés du doigt comme des empêcheurs de négocier en rond. Et la loi de programmation militaire votée fin 1986 annonçait la-

UNE PANOPLIE DIVERSIFIÉE

On distingue généralement deux générations de gaz. Les gaz de la première génération (vésicants et suffocants) utilisés au cours de la Première Guerre mondiale, sont encore très appréciés... Quant à la deuxième génération, elle comprend les hémotoxiques (dont la naissance remonte à la Seconde Guerre mondiale, mais les premières utilisations connues aux années 80), et les supertoxiques ou agents « V », mis au point par les États-Unis. Toutes les armes chimiques peuvent être utilisées sur le champ de bataille dans des munitions traditionnelles (obus, bombes ou missiles). Dans tous les cas, la survie dépend de la dose inhalée et de la distance des victimes au point d'impact de la bombe.

Les suffocants

Il s'agit de chlore et de phosgène essentiellement. Ces gaz de combat, employés sur une grande échelle pendant la Première Guerre mondiale, détruisent les tissus des voies respiratoires et provoquent des œdèmes, ainsi que des troubles respiratoires et rénaux. Ils ont été utilisés par l'Irak, combinés avec du gaz moutarde et, très probablement, des neurotoxiques.

Les vésicants

L'ypérite (ou gaz moutarde) est un composé de soufre et d'éthylène, également né au cours de la Première Guerre mondiale. Dans la même famille,

coniquement que la France devrait dans le domaine chimique « *posséder une capacité dissuasive appropriée* ». La Rfa, enfin, stocke des armes chimiques pour le compte des Américains, mais lors du sommet de Tokyo, en 1987, Ronald Reagan se serait engagé auprès du chancelier Helmut Kohl à supprimer ces stocks d'ici 1992.

La mort du pauvre

Le problème est que, finalement peu intéressantes pour les pays industrialisés, les armes chimiques présentent

on trouve le lewisite.

Ces gaz agissent par deux voies : cutanée et respiratoire. On peut survivre à une attaque quand on ne les inhale pas.

Les hémotoxiques

Acide cyanhydrique ou chlorure de cyanogène arrêtent la « respiration cellulaire » en bloquant une enzyme qui permet aux cellules d'utiliser l'oxygène contenu dans le sang. Ils entraînent la mort par asphyxie.

Les neurotoxiques

Ces agents « G » sont des composés organo-phosphorés (hydrogène plus phosphore) – Tabun, Sarin, Soman – qui bloquent les transmissions nerveuses et provoquent la mort par arrêt respiratoire (paralyse du diaphragme). Ils ont été mis au point par les savants allemands au cours de la Seconde Guerre mondiale, à partir de recherches sur les insecticides.

Les supertoxiques

Les agents « V » et « C », qui datent des années 60 et 70, agissent comme les précédents par voie respiratoire ou cutanée. Ils ont été développés par les États-Unis et sont beaucoup plus rapidement mortels. Parmi les récentes découvertes figurent également les agents binaires : des substances peu toxiques séparément sont mélangées pendant la trajectoire du projectile pour donner un toxique mortel.

pour les États du tiers-monde un rapport coût-efficacité qui les rend très compétitives. Les gaz classiques (ypérite, chlore, phosgène, Soman) sont en effet assez bon marché, et surtout faciles à fabriquer : les produits « pré-curseurs » – à partir desquels on fabrique les gaz de combat – sont des agents chimiques dérivés de pesticides ou d'insecticides, de consommation courante dans l'agriculture, l'industrie du plastique, de la peinture, du textile... « *Tout pays doté d'une industrie chimique de base est en mesure de les fabriquer* », précise Christophe Carle.

Ce qui, selon les estimations les moins alarmistes, fait tout de même une vingtaine d'Etats. Et beaucoup sont situés dans des zones d'instabilité politique et de tensions militaires: outre les pays industrialisés déjà cités, appartiendraient au club de moins en moins

fermé des détenteurs d'armes chimiques la Chine, l'Afghanistan, la Birmanie, Taïwan, les deux Corées, le Vietnam, l'Inde, l'Afrique du Sud, et, bien entendu, l'Irak et l'Iran - sur lequel, bien que l'on n'ait aucune preuve formelle, pèsent de fortes présomptions

-, mais aussi et surtout la Syrie, l'Egypte, la Libye (voir encadré page ci-contre) et Israël.

KURDISTAN ARCHIV - MARS 1989

Brief von Kurden:

Warum wir flüchten müssen

Vor 27 Jahren ergriff eine nationalistische Offiziersgruppe, die sich arabische national-sozialistische Baath-Partei nannte, im Irak die Macht.

Seitdem ist unser kurdisches Volk Verhaftungen, Massenvernichtungen und Assimilierungsversuchen (Arabisierung) ausgesetzt. Internationale Organisationen wie z.B. Amnesty International belegen seitdem wiederholt und regelmäßig, daß der Irak in der Liste der Folterer und Henker mit an oberster Stelle angesiedelt ist. Die Hauptopfer dieses Regimes stammen aus dem kurdischen Volk, weil der Widerstand gegen den Faschismus in Kurdistan am stärksten und einheitlichsten ist. Die Kurden im Irak bilden ungefähr 25-30% der irakischen Gesamtbevölkerung. Es gab dort bis vor kurzem befreite Gebiete, die der Kontrolle des Regimes entzogen waren und wo sich sämtliche demokratischen Oppositionsparteien des Irak aufhalten konnten.

Die Ideologie der Baath-Partei ist nationalistisch und rassistisch. Sie träumt von der Errichtung eines groß-arabischen Reiches. Dazu will sie alles gleichmachen, und die Kurden, die nun einmal keine Araber sind, sind ihnen ein Dorn im Auge. Der ökonomische Kern dieses Rassismus sind die Erdölfelder von Kirkuk, Qaijara und Mossul, die sich auf kurdischem Gebiet befinden. Dort wird mehr als die Hälfte des irakischen Erdöls gefördert, der irakische Staat finanziert sich aber zu 95% aus Erdölgeschäften.

Der Faschismus des Regimes ist seit seinem Machtantritt ständig gewachsen.

Seine rassistischen Praktiken wurden immer rachsüchtiger. Sie zielen auf die allmähliche Zerstörung unserer nationalen Identität.

Wichtigste Bestandteile dieses Völkermordes sind: Entvölkerung eines 20 bis 30 km breiten Gebietstreifens entlang der türkischen und iranischen Grenze, Schaffung von sogenannten Todeszonen, in denen jeder Mensch, der sich dort aufhält, erschossen werden kann, Massendeportationen aus den kurdischen Gebieten in die Wüstenregionen in der anderen Ecke des Landes entlang der jordanischen Grenze, Vernichtung der kurdischen Dörfer und Konzentration der dort wohnenden Menschen in Wehrdörfer unter Kontrolle der irakischen Armee, Zerstörung der kurdischen Sprache und Kultur durch Arabisierung.

Diese rassistischen Praktiken haben im südlichen Teil Kurdistans (irakisch-Kurdistan) zu zahlreichen menschlichen und ökologischen Katastrophen geführt, zu Tausenden von Toten unter der Zivilbevölkerung durch Hinrichtungen und Bombardierungen. Das faschistische Regime rächt sich auch an der Natur: Städte, Dörfer, Bauernhöfe, Obstplantagen und Wälder aus alten Steineichen wurden verbrannt, natürliche Wasserquellen und Brunnen gesprengt und mit Beton verschlossen, um jedes Leben in den entvölkerten Gebieten Kurdistans auszulöschen und eine Rückkehr unmöglich zu machen. Der ökologische Schaden, der durch die Vernichtung der kurdischen Wälder entstanden ist, ist noch gar nicht abzusehen. Sie waren das Wasserreservoir des

Mittleren Ostens.

Die Politik des kulturellen Völkermords ist die Ergänzung zur gewaltsamen Räumung Kurdistans. Das Regime hat alle erdenklichen Methoden benutzt, um unser nationales und kulturelles Erbe auszulöschen. In den meisten Schulen wurde der Unterricht in kurdischer Sprache abgeschafft. Das Kurdische Verlagshaus, die Kurdische Akademie der Wissenschaften, die Schriftstellergewerkschaften, die Lehrgewerkschaft, die Studentenvereinigungen, die Frauenorganisationen und andere Institutionen wurden entweder verboten oder gesamt-arabisch-irakischen Verbänden angegliedert.

Seit Mitte April 1987 hat die Saddam-Diktatur erneut und massiv sämtliche internationalen Verträge und Abkommen mit Füßen getreten und zum Einsatz chemischer Waffen gegen die Zivilbevölkerung gegriffen. Ohne den Einsatz von chemischen Waffen hätte es die Diktatur nie geschafft, eine so große Fluchtwelle unter den Kurden zu erzeugen. Gegen chemische Waffen kann man sich nicht mehr wehren.

Heute sind weite Teile Kurdistans „verbrannte Erde“. Die Dörfer leer und zerstört.

Es ist nicht zu begreifen, daß die UNO und andere internationale Institutionen sowie einzelne Regierungen keine Anstrengungen unternehmen, um den Völkermord im Irak zu verhindern. Dieses Verhalten der internationalen Gremien ermutigt die Diktatur zu weiteren Grausamkeiten.

Offener Brief

„Wir erwarten eine Politik der Wiedergutmachung“

Am 16.1.89 schickte das Kurdistan-Archiv Hagen einen Offenen Brief an den Bundespräsidenten, den Bundeskanzler und die Fraktionen der Bundestagsparteien. Darin heißt es:

„Die Bundesregierung hat in ihrem Zwischenbericht vom 20.12.88 zu den Vorwürfen Stellung genommen, bundesdeutsche Firmen hätten dem Irak beim Aufbau seiner Chemiewaffenproduktionen geholfen. Die staatsanwaltlichen Ermittlungen sind so weit gediehen, daß die Bundesregierung davon ausgeht, ein „Nachweis der Eignung der aus der Bundesrepublik gelieferten Anlagen zur Herstellung von chemischen Kampfstoffen sei höchstwahrscheinlich auch gerichtlich zu führen“. Damit hat sie endlich ihre Politik des Verschweigens der deutschen Mitverantwortung am Völkermord in Kurdistan/Irak aufgegeben und den Weg freigemacht für ein ernstes Nachdenken über die deutsche Mitschuld und über Wege der Wiedergutmachung.“

Wir erwarten von der offiziellen Politik eine Hinwendung zu den Opfern, die Aufnahme von Gesprächen mit Vertretern der Kurden aus dem Irak und ein schnelles Nachdenken über politische und materielle Wiedergutmachung.“

Diese Forderung nach Wiedergutmachung haben die Kurden konkretisiert.

- Sie verlangen,
- daß die Firmen, die an der Giftgasproduktion des Irak beteiligt waren, zur Rechenschaft gezogen und verurteilt werden.
 - daß die Bundesrepublik ihre Wirtschafts- und Militärhilfe an den Irak, den Iran, Türkei und Syrien einstellt.
 - Aufnahme von offiziellen Kontakten mit den kurdischen Organisationen durch die Bundesregierung.
 - Die Bundesregierung soll sich für die Einladung der Kurden zu internationalen Gremien einsetzen.
 - Humanitäre Hilfe an die kurdischen Flüchtlinge in der Türkei und im Iran.
 - Anerkennung der 350 000 bis 400 000 Kurden in der Bundesrepublik als eigenständige nationale Gruppe und ihre Gleichstellung mit den anderen ausländischen Nationalgruppen.

HURRIYET 1.3.89

51 kişinin katli PKK'ının yakalanmasından sonra...

5 cellatadaha darbe

İnsan DÖRTKARDEŞ - Naci SAPAN

- Garzan Bölgesi'nde, 1984'ten bu yana 24 kişiyi öldüren; Seyithan Akkoyun, Abdülmenaf Ormancı, Abdülgafur Karaer, İnsan Didan ve Numan Bağcı adlı teroristler çatışma sonucu ölü ele geçirildi. Operasyonlarda, polis Mehmet Erçin de şehit oldu...

- Teroristlerin dördü, Bismil Belediye Başkanı Burhan Aslan'ın kayınbiraderi Abdülhalim Çiftçi'ye alt evde kuşattı. Gece yapılan ilk operasyonun ardından, iki terorist de sağ yakalandı...



SİLAHLARI VE BAYRAKLARIYLA Silvan, Bismil, Batman, Kozluk, Baykan, Kulp ve Şirvan'da faaliyet gösteren teroristler, güvenlik güçleri tarafından, ellerinde bayrakları ve silahlarıyla kısırlararak öldürüldüler...

İnsan DÖRTKARDEŞ - Naci SAPAN
BISMİL, (Diyarbakır) (hha)

PKK'nın "Garzan Bölgesi" militanlarından beşi güvenlik kuvvetleriyle giriştikleri silah çatışmada ölü, ikisi sağ ele geçirildi. Çatışmada bir polis memuru da şehit oldu.

PKK'nın "Garzan" olarak adlandırdığı Silvan, Bismil, Batman, Kozluk, Baykan, Kulp, Şirvan Bölgesi'nde uzun süredir faaliyet gösteren ve birçok kanlı eylemden sorumlu tutulan "Kasım" kod adlı

militanı Numan Bağcı ile 6 arkadaşının Bismil İlgesi'ne bağlı Yukarı Kılavuztepe Köyü'ndeki bir evde gizlendikleri belirlendi. Bismil Belediye Başkanı Burhan Aslan'ın kayınbiraderi Abdülhalim Çiftçi'nin evinde barınan teroristler, güvenlik kuvvetlerinin yaklaştığını farkedince, önceki gece saat 21.30 sıralarında ateş açtı. Saat 24.00'e kadar süren çatışma sonunda, "Serdar" kod adlı Seyithan Akkoyun, "Mehmet Şah" kod adlı Abdülmenaf Ormancı, "Sıdar" kod adlı Abdülgafur Karaer, "Mehmet Can" kod adlı İnsan Didan, silahlarıyla birlikte ölü ele geçirildiler.

İKİNCİ ÇATIŞMA

ÇATIŞMA bölgesinde bazı teröristlerin kaçtığı belirlenince, operasyon sabaha kadar sürdürüldü. Sıkı takip sonunda dün sabah saat 06.55'te ikinci çatışmaya girildi. PKK'nın daha önce defalarca çemberi yararak kaçan, Merkez Komite üyesi ve Garzan Bölge Sorumlusu "Kasım" kod adlı Numan Bağcı ölü ele geçirildi. Çatışmalarda 35 yaşındaki özel hareket timi polisi Mehmet Erçin, şehit düştü. Aynı çatışmada iki terörist de sağ olarak yakalandı.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin konuyla ilgili açıklamasına göre, ölü ele geçen teröristler, Aralık 1984'ten bu yana 24 kişinin öldürülmesi eylemlerine katılmışlar, 12 kişiyi de yaralamışlardı. Soruşturma ve operasyona devam ediliyor.

Dün sabahki çatışmada ölü ele geçirilen "Kasım" kod adlı Numan Bağcı'nın PKK tarafından, daha önce öldürüldüğü, iki kez öne sürülmüştü. Örgütün yayın organı "Srexwebun"un Nisan ve Kasım 1988 tarihli sayılarında yer alan haberlerde, Bağcı'nın 1 Nisan'da Mardin'in Nusaybin İlçesine bağlı Killisedüzü mevkiinde 20 arkadaşıyla, ardından da 12 Temmuz 1988 tarihinde Kozluk'ta yedi arkadaşıyla birlikte güvenlik kuvvetleriyle çatışmaya girerek ölü ele geçirildiği ifade edilmişti. PKK'nın Bağcı'yı geçen yıl "öldürme" nedeninin, sağlıklı haber alınmaması veya güvenlik kuvvetlerini şarttırma olduğu sanılıyor.

BAYRAKLARI DA ELE GEÇTİ

BİSMİL'de çatışmaya giren teröristlerin yanında bir de PKK'nın kırmızı zeminde, ortasında yeşil bir daire içerisindeki sarı zemindeki kırmızı yıldızlı bayrağı ve Kürtçe-Türkçe yazılı küçük afişler bulundu. Bu afişlerden birinde "Kürdistan Kadını(.) Kölelik zincirlerini kırmak senin elindedir(.) Kurtuluşun bağımsızlık ve demokratik bir Kürdistan' dadır. Bilinçlen ve mücadele et..." ibaresi dikkati çekti.

GRUPTA KİMSE KALMADI

PKK'nın Garzan Bölgesi militanlarında Recep Tiril'in güvenlik kuvvetlerine iki ay önce teslim olması, ardından Halit Çelik adlı militanın güvenlik kuvvetleriyle giriştiği silahlı çatışmada yakalanmasıyla tamamen çöktüğü ifade edildi. Hürriyet'te 9 Kasım 1988 tarihinde fotoğrafları yayınlanan ve "Bu beşliyi gördüğünüzde ihbar edin" şeklindeki uyarısından sonra, geçen dört aylık süre zarfında, Garzan Bölgesi'ndeki tam aktif militanların böylece saf dışı edildiği ifade edildi.

HURRIYET 6.3.89

ABD için, "Laz"la "Kürt" aynı kefede

Sedat ERGİN
WASHINGTON, (Hürriyet)

ABD Dışişleri Bakanlığı tarafından hazırlanan bir raporda "Lazlar", "etnik azınlık" olarak gösterildi. ABD Dışişleri Bakanlığı'nın; "Lazları", "Kürtlerle" birlikte "azınlık" statüsüne koyan bu yaklaşımı bir hatadan kaynaklanıyorsa, Amerikan Yönetimi'nin Türkiye'deki azınlıklara bakışı açısından, yeni ve "garip" bir değerlendirmesiyle karşı karşıya gelmiş bulunuyoruz.

ABD Dışişleri Bakanlığı'nın "Lazlara" ilişkin bu bakışı, Narkotik Bürosu tarafından her yıl hazırlanan "Uluslararası Narkotik Kontrol Strateji" raporunda ortaya çıktı.

Raporda, Türkiye'deki narkotik trafiği değerlendirilirken, "Türk makamlarının, narkotik trafiğinin uluslararası terörizm ve silah kaçakçılığı ile yakından ilişkili olduğu görüşünü taşıdıkları" vurgulandı. Yine aynı raporda, uyuşturucu kaçakçılığının iyi örgütlenmiş tek bir örgüt tarafından kontrol edilmediği, akrabalık ilişkilerine dayanan Mafia tipi gruplar aracılığıyla yürütüldüğü ve Türk kaçakçıların, Avrupa'daki eroin pazarında önemli bir yer tuttukları kaydedildi.

"Lazlara" ilişkin azınlık nitelemesi, raporun bundan sonraki bölümünde yer aldı. Bu bölümde "Karadeniz Bölgesi'ndeki Kürtler de dahil olmak üzere etnik azınlık grupları, ayrıca İranlı göçmenler, narkotik trafiğinde aktif bir rol oynamaktadırlar" denildi.

İşte, Amerikan Dışişleri'nin bu saptamasıyla, onun resmi bir belgesinde Lazlar, "etnik azınlık grubu" olarak gösterilmiş bulunuyorlar. ABD Dışişleri Bakanlığı'nın İnsan Hakları Bürosu tarafından açıklanan ve Yönetim'in azınlıklara ilişkin resmi tutumunun ortaya konulduğu yıllık İnsan Hakları raporlarında Lazlar'dan "etnik azınlık grubu" olarak söz edilmesine rastlanmıyor. Narkotik Bürosu'nun raporunda Kürtler'in "etnik azınlık grubu" olarak gösterilmesi de, yine İnsan Hakları Bürosu'nun son raporundaki Kürtlere ilişkin tanımlamadan farklı bir çizgi yanıtıyor.

Geçen ay açıklanan 1989 raporunda, tepki yaratan 1988 raporunun aksine Kürtler'den açıkça azınlık diye söz edilmediği dikkat çekmiş, ancak dolaylı ifadelerle, Kürtler'in bu şekilde görüldüğü ima edilmişti. Bu raporda ayrıca, ilk kez "Türk Kürtleri" tanımı getirilmişti.

ABD Dışişleri Bakanlığı'nın narkotik raporu, azınlıklara ilişkin nitelemeler bir tarafa bırakıldığında, Türkiye hakkında son derece olumlu bir hava yaratıyor. Raporda, Türkiye'nin uyuşturucu kaçakçılığı ile mücadelede büyük başarı sağladığı, ele geçirilen uyuşturucu madde miktarının 1988 yılında "dramatik" bir artış gösterdiği kaydediliyor. Yine raporda, Türk makamlarının yasadışı afyon üretiminin önlenmesinde başarı sağladıkları da kaydediliyor. Raporda övgü konusu yapılan bir başka husus da, narkotik alanında uzman Türk makamlarının, ABD ile tam bir işbirliği içinde olduklarının belirtilmesi.

ABD Yönetimi, her yıl "Narkotik Kontrol" raporuyla birlikte Kongre'ye, bu alanda "kara liste"ye aldığı ülkelerde "önemli transit ve üretici" kategorisindeki ülkelerin listesini de sunuyor. ABD yasalarına göre, bu kategorilere giren ülkeler için değişen ölçülerde yardım kesilmesi ya da azaltılması gibi çeşitli yaptırımlar öngörülmüyor.

Raporda, Türkiye'nin kaçakçılar açısından avantajlı bir transit noktası olduğunun ifade edilmesine karşılık "önemli transit ülke" kategorisinin dışında bırakılması, Ankara açısından olumlu bir durum olarak gözüküyor.

Dışişleri Bakanlığı'nın yorumu

TÜRK Dışişleri Bakanlığı'nda uluslararası hukuk konusunda bir uzmana göre ise etnik azınlık kavramı şöyle: "Uluslararası hukukta etnik azınlık diye bir tanım yok. Bu tanım daha çok siyasi amaç terminolojisi içinde kullanılıyor. Uluslararası Hukuktaki etnik, 'Hakları ikil veya daha çok taraflı anlaşmalarla taahhüde bağlanmış gruplar' anlamında kullanılıyor. Örneğin, Türkiye'de bu çerçevede mülâhım azınlık yok. Ancak gayri müslim azınlığın hakları Lozan Antlaşması ile taahhüde bağlanmış durumda. Bulgaristan'daki Türkler'in hakları da Bulgaristan ile Türkiye arasındaki bir ikil anlaşma ile taahhüde bağlanmış. Biz bu yüzden sesimizi çıkarıyoruz. Azınlık meseleleri tartışılacak bir olay değil."

ETNİK AZINLIK NEDİR?

İSTANBUL Üniversitesi Hukuk Fakültesi Devletler Hukuku Profesörü Edip Çelik, "etnik azınlık" kavramının, bir ülkede yaşayan farklı dindaki azınlıklar için kullanıldığını söyledi. Prof. Edip Çelik, bu yüzden Lazların ya da Kürtlerin, bu kavramın içine kesinlikle girmediğini belirtti.

TERCUMAN 19.3.89 42 yaşındaki PKK'lı teröristin itirafı:

“Şam'daki Apo'ya telefonla bilgi aktarıyorduk...”

DİYARBAKIR, (A.A)- Yasa dışı bölücü örgüt üyesi 42 yaşındaki terörist, militanların Şam'da bulunan Abdullah Öcalan ile telefonla görüşerek bilgi aktardıklarını bildirdi.

Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde 5 yıldan beri kanlı eylemlerde bulunan yasa dışı bölücü örgüt PKK, taktik değiştirerek, kuryeler yerine telefonla talimat verme usulüne başvurdu. Bir süre önce güvenlik kuvvetlerinde Siirt'in Batman ilçesinde ele geçirilen 42 yaşındaki Ahmet Argın, güvenlik birimlerine verdiği ifadesinde örgütün bilinmeyen bazı yönlerini anlattı.

Ahmet Argın, Almanya'dan 1984 yılında yurda kesin dönüş yaptığını, Di-

şileri Bakanlığı'ndan aldığı bir belgeyle ithalat-ihracat işleriyle uğraştığını belirtti. Argın, kardeşi Mehmet Şerif Argın'ın bölücü örgüt PKK saflarında bulunduğu dair aldığı bazı bilgileri değerlendirdiğini ve kardeşini görmek için pasaport alarak Suriye'ye gittiğini bildirdi. Örgütün lideri Abdullah Öcalan ile tekrar görüştüğünü belirten Argın, Abdullah Öcalan'ın kendisine ait özel telefonunun numarasını verdiğini anlattı.

Ahmet Argın, örgütün son zamanlarda güvendiği militanlarına telefon numarası vererek, irtibatın kuryeler yerine telefonla sağlanmasını istediğini söyledi.

Hainler bir astsubayımızı şehit etti... Sol örgütler bomba attı

Nevruz saldırısı!

Mardin'de devriye gezen askerlerimiz pusuya düşürüldü. Olayda Osman Yurdaser şehit düştü

İstanbul'da BAE Hava-yolları'nın bürosu önünde büyük bir patlama oldu. Olayın sorumluluğunu "6 Haziran" örgütü üstlendi. İTÜ'de Kürte "Yaşasın Nevruz" yazılı pankart asıldı.

Bu arada, Adana'da da "Nevruz" dolayısıyla eyleme hazırlanan aşırı sol bir örgüte mensup oldukları belirlenen Ali Kalkan, Fidan Kalkan ve Metin Özbülük yakalandı. Sanıkların ev ve işyerlerinde yapılan aramalarda çok sayıda yasak yayın ve doküman ele

geçirildi.

Bölge Valiliği uyardı

Öte yandan Nevruz dolayısıyla bölücülerin girişebilecekleri eylemleri önlemek amacıyla Olağanüstü Hâl Bölge Valiliği'nce geniş güvenlik tedbirleri alındı.

TERCUMAN 19.3.89

Yaralı olarak yakalanan militandan polise teşekkür:

“Gördüm ki asıl işkenceci PKK'dır”

HÜSAMETTİN KARANFİL

SIIRT, (Tercüman)- Katıldığı 31 eylemde, biri yüzbaşı 53 kişiyi öldürdüklerini itiraf eden PKK Baykan sorumlusu Halit Çelik, yakalandıktan sonra gösterilen merhamet ve şefkate teşekkür ederek, “Gördüm ki asıl işkenceci PKK'dır” dedi.

Yattığı Diyarbakır Cezaevi'nden Siirt Emniyet Müdürlüğü'ne gönderdiği mektupta, aldatıldıklarını kaydeden Çelik, gördüğü muamele karşısında şaşkınlık geçirdiğini anlattı.

Dağdaki insanların çoğunun gelip teslim olmalarıyla ilgili olarak kaydeden Çelik, “Ancak işkence propagandası yüzünden korkuyorlar” diye devam etti.

Çatışmalarda militanların öldürülmesiyle örgütün çökertilmesinin güç olduğunu öne süren Çelik, militanlara teslim olmaları için güven verilmesi gerektiğini bildirdi.

Çelik, mahallî seçimlerde kendi adaylarını çıkarmak ve taraftar bulmak için özel talimat aldıklarını söylediklerini ekledi.

NEVRUZ NEDİR?

Nevruz, eski Orta Asya ve Ön Asya milletlerinin yılbaşı saydıkları güne denir. Kelime Farsça'dır ve “yeni gün” anlamına gelir. Güneş'in koç burcu bölgesine girdiği günün yani 21 Mart gününün adıdır. Eski geleneklerde Allah insanı bugünde yaratmıştır. Sonra bugün baharın ve malî yılın başlangıcı kabul edilmiştir.

Özellikle İran mitolojisinde özel bir yeri olan bu gün, Osmanlılar döneminde de “Nevruz Bayramı” adıyla kutlanagelmıştır. Bu bayramda “Nevruzîye” denilen çeşitli hediyeler verilir, halk ve divan şâirleri bu adla şiirler yazarlardı. Anadolu'da halk Nevruz'da kira çıkar, eğlenir, at yarışları, güreş, cirit gibi eğlenceler düzenlerdi. Bugün Anadolu'da giderek unutulmuş, yerini 6 Mayıs'ta kutlanan Hidrellez'e bırakmıştır. Yine bahar bayramı olarak kutlanan Hidrellez'de halk kira çıkar, eğlenir.

Nevruz, geçmişte İran'dan, Mısır'a kadar yaşayan toplulukların bayramı iken giderek alanı daralmış, sadece İran'da ve Irak'ın bazı yerlerinde kutlamalar sürmüştür. Şimdi Nevruz âdetleri İran'da bütün canlılığı ile yaşamaktadır.

CUMHURİYET 20.3.89

Diyarbakır'dan bağımsız aay:

Karakoç'un mitingine 10 bin kişi katıldı

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Bağımsız sosyalist aday Refik Karakoç'un dün Zübeyde Hanım Meydanı'ndaki mitingine 10 bin kişi katıldı. Halen cezaevinde yatan eski Diyarbakır Belediye Başkanı Mehdi Zana'nın eşi Leyla Zana'nın da izleyicileri, Kürtçe selamlayarak konuştuğu mitingte; "Kahrolsun fasızın", "Kahrolsun sömürgecilik" ve "Halepçeyi unutmadık" sloganları atıldı. Karakoç, konuşmasına başlamadan

önce toplantıya katılanları, "Halepçe katliamında şehit olanların anısına" bir dakikalık saygı duruşuna çağırdı. Demokrat ve devrimcilerin isteğiyle aday olduğunu belirten Refik Karakoç, şöyle konuştu:

"14 milyarlık bütçeyi çalmadan, çaldırılmadan Diyarbakır'ı yaşanır bir kent yapacağız. Tehditlere aldirmayın, vaatlere kanmayın. Zonguldak'tan karo getirip kaldırım yapanlardan, pa-

patyalara balo düzenleyenlerden hesap soracağız."

Karakoç, son günlerde özellikle SHP'lilerin Halepçe katliamını istismar ederek, oy toplamaya çalıştığını öne sürdü ve "Diyarbakır SHP adayı Turgut Atalay, gittiği her yerde, başkan seçilirse, Halepçe şehitleri için anıt yaptıracağını söylüyor. Bunlara inanmayın. Verdiği her vaat oyunuzu kazanmak içindir" dedi.

CUMHURİYET 22.3.89



"Nevruz ateşi" yakancılara gözaltı — Sultanahmet Alanı'nda "Nevruz ateşini" yakarak, şarkılar söyleyen, halay çeken bir grup, daha sonra polislin müdahalesine uğradı. Önce kutlamaya "söyirci" kalan polis, daha sonra 18 kişiyi gözaltına aldı. (Fotoğraf: Mehmet Demirkaya)

lesine uğradı. Önce kutlamaya "söyirci" kalan polis, daha sonra 18 kişiyi gözaltına aldı. (Fotoğraf: Mehmet Demirkaya)

Nevruz kutlamasında 18 gözaltı

Haber Merkezi — Farsça "yeni gün" anlamına gelen Kürt ve İran halklarının ulusal bayramı "Nevruz", Ankara, Diyarbakır ve Adana'nın yanı sıra İstanbul'da da kutlandı. İstanbul'da "Nevruz ateşi" yakarak bayramı kutlamak isteyenlerden 18'i siyasi polis tarafından gözaltına alındı.

İstanbul'daki kutlama etkinliklerinden ilki İstanbul Üniversitesi merkez binasında yapıldı. Bayramla ilgili yapılan forumda, "Türk ve Kürt halkına" başlıklı bildiriler dağıtıldı, bayramın anlamı üzerinde konuşuldu. Akşam ise Sultanahmet'e gelen bir grup Nevruz bayramı için ateş yaktılar.

Ateş çevresinde halay çekerek şarkılar söyleyen grup daha sonra polislin müdahalesi ile karşılaştı. 18 kişinin gözaltına alındığı öğrenildi. Diyarbakır Dicle Üniversitesi'nde 1000 kadar öğrenci ateş yakıp Kürtçe şiirler okudu. Adana Çukurova Üniversitesi Balçalı kampüsünde de bir grup öğrenci alkış-

larla Nevruz bayramını kutlayıp, Kürtçe şiirler okudu. Uludağ Üniversitesi İİBF kantininde ise 15 öğrenci mum yakarak ve slogan atarak Nevruz gününü kutladı. Ankara'da Nevruz toplantısını izleyen 2000'e Doğru muhabiri Selami İnce'nin sivil polislerce dövüldüğü belirtildi.

CUMHURİYET 25.3.89

Yeşilyurt sorumlularından hesap sorulacağını duyurdu

PKK'nın 'büyük eylem' tehdidi

PKK Avrupa temsilciliği tarafından dün Brüksel'de yapılan açıklamada, Yeşilyurt olayının sorumlusu Cafer Çağlayan ve Hulusi Sayın'ın, Esat Oktay Yıldırım gibi öldürüleceği duyuruldu. PKK, bundan böyle bütün Türkiye çapında ve şehirlerde, ekonomik hedeflere karşı da hücumla geçeceğini açıkladı.

HADİ ULUENGİN

BRÜKSEL — Kürdistan İşçi Partisi (PKK) adına dün Brüksel'de yapılan açıklamada, örgütün bundan böyle Türkiye'nin bütün bölgelerinde, ekonomik hedeflere yönelik şehir eylemleri gerçekleştireceği ve Yeşilyurt olaylarının sorumlusu Binbaşı Cafer Çağlayan ve Hulusi Sayın'ın da daha önce öldürülen Esat Oktay Yıldırım gibi "cezalandırılacağını" duyurdu. Aynı açıklamada, son bir yıl içinde PKK tarafından gerçekleştirilen gerilla saldırılarında toplam 1950 asker, 12 polis, 380 köy korucusunun öldürüldüğü, 9 helikopterin düşürüldüğü, çok sayıda askeri aracın hasara uğratıldığı ve 33 özel tim mensubunun esir alındığı iddia edildi.

PKK'nın kitle örgütü durumundaki ERNK Avrupa sözcüsü Mahmut Ateş tarafından dün Brüksel'de düzenlenen basın toplantısında, Kürt gerillaların 21 Mart 1988 - 21 Mart 1989 dönemi

mi sırasında gerçekleştirdikleri eylem bilançosu açıklandı. Aynı toplantıda, PKK'nın önümüzdeki aylara dönük stratejisi hakkında ipuçları verildi ve örgütün, artık bütün Türkiye çapında ve şehirlerde de saldırılar gerçekleştireceği ifade edildi. ERNK sözcüsünün "altını çizerek vurguladığı" dünkü açıklamada, Yeşilyurt köyünde insan pisliği yedirme olayının sorumlusu olarak duyurulan Cafer Çağlayan ve Hulusi Sayın'ın da daha önce İstanbul'da PKK militanları tarafından öldürülen Esat Oktay Yıldırım gibi "cezalandırılacağı" belirtildi.

PKK, ERNK ve silahlı birim ARNK'nın sürekli olarak güçlendiği iddia edilen basın toplantısında, "Önümüzdeki dönemde, kırsal alanda ve şehirlerde T.C.'nin ekonomik, siyasi ve askeri bütün kurumlarına yönelik eylemlerimiz daha şiddetlenerek sürecektir" de-

nildi. PKK sözcüsü şimdye kadar örgütün şehirlerde ekonomik hedeflere yönelik eylem yapmadığı, neden bu stratejinin değiştirildiği yolundaki soruyu ise "PKK güçlenmektedir ve artık T.C.'yi bütün sahalarda vuracaktır. Esat Oktay Yıldırım'ın öldürülmesi de bunun ilk işaretidir" biçiminde cevaplandırdı.

Son 1 yıllık dönemde PKK kayıplarının 150-200 civarında olduğunu söyleyen Kürt temsilcisi, aynı dönemde 3'ü binbaşı, 157 özel tim elemanı, 600 komando eri, 9 astsubay, bir yüzbaşı, 6 üsteğmen, 4 teğmen ve 3 bekçi olmak üzere toplam 1650 ordu mensubunun öldürüldüğünü, ayrıca 12 polis, 380 köy korucusu ve bir muhbirin ölümüyle cezalandırıldığını iddia etti. Aynı PKK bilançosunda dokuz Türk helikopterin düşürüldüğü, bir trenin tahrip edildiği, çok sayıda askeri taşıt ve malzemenin de hasara uğratıldığı ifade

edildi. Bu arada Doğu ve Güneydoğu Anadolu'daki operasyonlara katılan helikopterlerden bir bölümünün, Fransız ve Alman pilotlar tarafından kullanıldığı da PKK Avrupa sözcüsünün iddiaları arasında yer aldı.

Öte yandan PKK temsilcisi, SHP Diyarbakır mitinginde Kürtçe konuşulmasını ve daha önce cezaevlerindeki PKK direnişçileri için kendisini yakmaya kalkan bir kadının SHP'ye oy verilmesi için çağrı yapmasını, "Biz burjuva partilerinden medet ummuyoruz ve PKK olarak herhangi bir partiyi desteklemek siyasetimiz yoktur" biçiminde değerlendirdi. Aynı sözcü SHP ve ANAP içindeki Kürt kökenli milletvekillerini "işbirlikçi" olarak nitelerken, PKK'nın Kürdistan Demokratik Partisi ile olan protokolünün bozulduğunu, çünkü KDP'nin Türk hükümeti ile işbirliği yaptığını söyledi.

CUMHURİYET 25.3.89

Sırnak'ta çatışma Bir terörist öldü, bir astsubay ve bir er yaralı

SIIRT (Cumhuriyet) — Siirt'in Sırnak ilçesine bağlı Kızalsu bucağı yakınlarındaki televizyon verici istasyonuna saldırı düzenleme hazırlığı içinde olan bir grup teröristin çembere alındığı, çıkan çatışmada bir teröristin öldürüldüğü, bir astsubay ve bir erin yaralandığı bildirildi.

Edinilen bilgiye göre bir grup PKK teröristi, dün sabah 07.00 sı-

ralarında Sırnak'ın Kırkkuyu köyü yakınlarında üç ayrı noktada çembere alındı. Bir güvenlik yetkilisi, çıkan çatışmada bir teröristin vurulduğunu belirtirken güvenlik güçlerinden iki yaralı olduğunu belirtti. Olay üzerine Siirt'ten çatışma bölgesine helikopterlerle polis timleri gönderildi.

Öte yandan Mardin ve Siirt'te üçü asker toplam 48 kişinin öldürülmesi eylemlerine katıldıkları belirtilen iki teröristin cesetlerinin bulunduğu bildirildi. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, Mardin'in Dargeçit ilçesine bağlı Sucatu ve Kuşluca köyleri yakınlarında cesetleri bulunan İsmail kod adlı Maruf Çelik ve açık kimliği saptanamayan Firaz kod adlı teröristlerin örgüt içerisinde ters düştikleri arkadaşlarınınca öldürüldüklerini bildirdi.

MİLLİYET 28.3.89

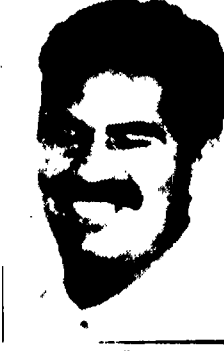
"Kürt liderler" toplantısında, Apo da baş köşedeydi İran'da "şer" zirvesi



Celal Talabani



Mesut Barzani



Abdullah Öcalan

DIYARBAKIR, MIL-HA

DÖRT Kürt örgütünün liderleri, 22 Mart tarihinde İran'ın Mahabat kentinde düzenledikleri toplantıda "ortak düşünce ve ortak hareket" kararı aldılar. Toplantıda, Türkiye'nin Güneydoğu Anadolu Bölgesi de "ortak eylem alanı" ilan edildi.

Mahabat dörtlü toplantısına PKK Genel Sekreteri Abdullah Öcalan, IKDP (Irak Kürdistan Demokrat Partisi) lideri Mesut Barzani, KYB (Kürdistan Yurtseverler Birliği) lideri Celal Talabani ve IKDP (İran Kürdistan Demokratik Partisi) lideri Dr. Abdurrahman Kassemli katıldılar.

● Mahabat kentinde düzenlenen toplantıda, Mesut Barzani, Celal Talabani, Abdurrahman Kassemli ve PKK'nın başı Abdullah Öcalan'ın, "ortak düşünce ve ortak hareket" kararı aldıkları, Türkiye'nin Güneydoğu'sunun da, "ortak eylem alanı" kabul edildiği kaydedildi

Dört örgütün arasındaki siyasal görüş ayrılıklarına rağmen, toplantıda temel stratejilerde ortak düşünce ve ortak hareketin kaçınılmaz olduğu kararına varıldığı öğrenildi. Toplantıda ayrıca, PKK Genel Sekreteri Abdullah Öcalan'ın öneri ve ısrarları karşısında "Türkiye'nin Güneydoğu Anadolu topraklarının ortak eylem alanı kabul edildiği" de haber alındı.

Irak hükümet kuvvetlerinin operasyonlarıyla ağır kayıplar veren IKDP lideri Mesut Barzani'nin toplantıya "gömlü" katıldığı belirtiliyor. Toplantıdan önce Lübnan'ın Bekaa vadisindeki PKK kampına giden Barzani, burada Abdullah Öcalan'la bir görüşme yaptı. Barzani'nin bu ön/görüşmede Öcalan'dan, toplantıda sivri kararlar alınması yolunda girişimlerde bulunmamasını istediği öğrenildi. Ancak Barzani, "ortak eylem alanı" kararına katılmaktan da geri durmadı.

Bu arada, Avrupa'da faaliyet gösteren PPKK (Partiya Peşenge Kerkerani Kürdistan) adlı örgütte parçalanmalar olduğu, örgütten ayrılan Merkez Komitesi üyesi Saif Aydoğmuş'un "Ala Rızgari" örgütü liderlerinden İbrahim Güçlü ile birleşerek yeni bir silahlı eylem grubu oluşturma çalışması yapıldığı öğrenildi.